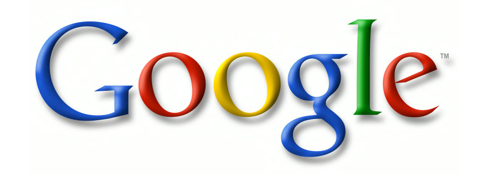







BE TAIR FAIRE

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

Bruxelles.—Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale 3, impasse du Parc.

ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON

. . . . Quæ surgere regna
Conjugio tali!
VIRG., *Énéide*, IV, 47.

Crevere vires famaque et imperi
Porrecta majestas ab Euro
Solis ad occiduum cubile.
HORACE, *Odes*, IV, 15.

TOME III

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
RUE ROYALE, 3, IMPASSE DU PARC

1862

SECONDE PARTIE.

1493-1517.



CHAPITRE PREMIER.

EXPÉDITION DE CHARLES VIII EN ITALIE.

(1493-1495.)

L'Europe à la fin du xv[e] siècle. — Relations plus intimes entre les États. — La politique italienne. — Prétentions de Charles VIII sur le royaume de Naples. — Traité de Barcelone. — Invasion française à Naples. — Mécontentement de Ferdinand. — Tactique et troupes des différentes nations. — Préparatifs de l'Espagne. — Envoi d'une ambassade à Charles VIII. — Hardiesse des envoyés. — Entrée des Français à Naples.

Nous voici arrivés à cette époque mémorable, où les différentes nations européennes, franchissant les barrières qui les avaient jusque-là séparées, portèrent, comme par un élan simultané, leurs forces hostiles sur un théâtre commun d'action. Dans la première partie de cette histoire, nous avons vu comment l'Espagne se prépara à la lutte par la réunion de ses différents États en un seul et par les réformes intérieures qui permirent au gouvernement d'agir avec vigueur. Le génie de Ferdinand se montrera aussi prééminent dans les relations extérieures du pays, que celui d'Isabelle dans l'administration même du royaume; c'est ainsi que l'histo-

rien exact et bien informé, qui a jeté le plus de jour sur cette partie des annales nationales, ne cite même pas le nom de la reine dans son introduction et attribue exclusivement la conduite de ces affaires à l'ambitieux Ferdinand. Cette opinion est suffisamment justifiée à la fois par le caractère prédominant de la politique suivie, bien différente de celle que révélèrent les actes d'Isabelle, et par ce fait que les conquêtes étrangères, quoique dues aux efforts réunis des deux couronnes, furent entreprises au nom de l'Aragon, qui finit par se les approprier.

La fin du XVe siècle présente, dans son ensemble, le point de vue le plus saisissant qui soit dans l'histoire moderne; nous pouvons de là contempler l'achèvement d'une importante révolution dans l'organisation de la société politique et la première application de plusieurs inventions, destinées à exercer la plus grande influence sur les progrès de la civilisation. Les institutions féodales ou plutôt le principe féodal, qui agissait même dans les endroits où ces institutions, à proprement parler, n'existaient pas, après avoir rempli sa destination, s'était peu à peu affaibli, car il ne pouvait satisfaire aux exigences nouvelles d'une société en voie de transformation. Ce partage de la puissance entre les membres d'une aristocratie indépendante, s'il avait convenu à des temps barbares, excluait ce degré de sécurité personnelle et de tranquillité, sans lequel la civilisation ne peut guère progresser; il répugnait également à ces sentiments patriotiques, qui, essentiels à l'indépendance nationale, devaient languir chez un peuple dont les sympathies, au lieu de se concentrer sur l'État, se portaient sur cent maîtres différents, comme il arrivait dans tout pays féodal. Cette conviction fit désirer au peuple le transfert de l'autorité dans d'autres

mains, non dans les siennes, — il était trop ignorant et habitué depuis trop longtemps à une position subordonnée, dépendante, — mais dans celles du souverain. Ce n'est que trois siècles plus tard que la condition de la masse de la nation devait être assez améliorée pour qu'il lui fût possible de réclamer et de maintenir la considération politique à laquelle elle a droit.

A quelque degré que l'opinion publique et la marche des événements fussent favorables à ce changement, le monarque lui-même devait évidemment y contribuer beaucoup par son caractère personnel, car les avantages de sa position ne suffisaient pas pour le mettre en état de lutter contre les forces combinées de ses redoutables vassaux. Fait remarquable et, dirait-on, providentiel, les principaux souverains de l'Europe, dans la dernière moitié du XV[e] siècle, furent tels que les réclamaient les circonstances : Henri VII d'Angleterre, Louis XI de France, Ferdinand de Naples, Jean II d'Aragon et son fils Ferdinand, enfin Jean II de Portugal, si différents sous d'autres rapports, se distinguèrent tous par une sagacité qui leur fit imaginer les plans politiques les plus vastes, les plus subtils, et leur fournit mille expédients pour tromper des ennemis puissants qu'il eût été dangereux d'attaquer ouvertement.

Les efforts de ces princes, dirigés vers le même but, furent couronnés d'un égal succès; ils élevèrent la prérogative royale aux dépens de la noblesse, avec plus ou moins d'égard aux droits du peuple, selon les pays; en France, par exemple, ceux-ci furent l'objet d'une indifférence presque absolue, tandis qu'en Espagne ils furent respectés et protégés sous l'administration paternelle de la reine, qui tempérait la politique moins scrupuleuse de son époux. Partout cepen-

dant la nation, en général, gagna beaucoup à cette révolution qui s'opéra insensiblement, du moins sans imprimer une violente secousse à l'édifice social, et qui, en assurant la tranquillité intérieure et le triomphe de la loi sur la force, donna un libre essor à ces études intellectuelles, qui détachent l'homme de la sensualité et d'une complaisance exclusive pour les besoins de sa nature animale.

Aussitôt que l'organisation intérieure des différentes nations européennes reposa sur une base solide, elles eurent le loisir de porter leur attention, jusque-là renfermée dans les limites de leur territoire, sur une sphère d'action plus importante et plus éloignée. Les relations internationales furent considérablement facilitées par plusieurs inventions utiles, qui datent de cette époque ou furent alors, pour la première fois, appliquées d'une manière étendue. Citons l'imprimerie qui répandit les connaissances avec la rapidité et l'universalité de la lumière, la poste qui, établie par Louis XI, devint d'un fréquent usage au commencement du XVI[e] siècle, et enfin le compas qui, guidant sûrement le marin à travers un océan inconnu, rapprocha les régions les plus lointaines du globe. Grâce à ces nouveaux moyens de communication, on peut dire que les différents États de l'Europe s'unirent aussi intimement que les provinces d'un même royaume; ils commencèrent alors, pour la première fois, à se considérer comme les membres d'un seul corps dont l'action les intéressait tous. Il s'attachèrent avec plus d'attention à scruter la cause des mouvements politiques qui se produisaient chez leurs voisins. Les missions devinrent fréquentes et des agents accrédités, espèce d'espions honorés, furent placés auprès des principales cours. On étudia la science de la diplomatie, conçue d'une manière plus étroite qu'aujour-

chui[1], on forma peu à peu des plans d'agression et de résistance, conduisant aux combinaisons les plus vastes et les plus compliquées. Que l'on ne s'imagine pas toutefois qu'on eût déjà à cette époque, une idée bien nette de la balance des puissances; on ne s'alliait que dans un but de conquête et de défense, non pour le maintien d'une théorie abstraite d'équilibre politique; celle-ci fut le résultat de réflexions bien plus profondes et d'une longue expérience.

La direction des relations internationales, à la fin du XVe siècle, était entièrement abandonnée aux souverains; les peuples n'y prenaient part ou intérêt que pour autant que la propriété privée fût atteinte. Aussi ne voyait-on que trop souvent le monarque agir avec une témérité et une précipitation qui n'auraient pas été possibles, s'il avait été contenu par une intervention populaire. Les princes témoignaient d'ailleurs un étrange mépris pour les droits et les intérêts de la nation; ils considéraient la guerre comme un jeu auquel ils s'engageaient, non pas au nom de leurs sujets mais exclusivement au leur; comme des joueurs acharnés, ils se disputaient les dépouilles ou les honneurs de la victoire, avec d'autant plus d'insouciance que leur position élevée les mettait à l'abri de tout dommage matériel. Ils luttaient avec toute l'animosité de sentiments personnels, employant tous les moyens, quels qu'ils fussent, et n'en jugeant aucun condamnable, s'il pouvait assurer leur succès. Les maximes

[1] Le « *Legazione* » ou correspondance officielle de Machiavel, dans les différentes cours européennes où il résida, peut être considéré comme le manuel le plus complet de diplomatie, au commencement du XVIe siècle; il donne plus de détails curieux qu'aucune histoire régulière sur les rouages intérieurs des gouvernements et montre la variété, l'étendue des devoirs que le ministre résident eut à remplir, dès le jour où furent créées ces fonctions.

d'État les plus honteuses étaient ouvertement professées par des hommes jouissant d'une réputation d'honneur et d'intégrité. En un mot, la diplomatie de cette époque recourait presque partout à des ruses, des fourberies, des subterfuges, que l'on eût justement flétris chez un particulier.

L'Italie était, sans doute, la grande école où s'enseignait cette moralité politique. Ce pays était divisé en un certain nombre de petits États, dont aucun n'était assez supérieur aux autres pour pouvoir prétendre à une suprématie absolue; cependant tous avaient besoin de la plus grande vigilance pour se défendre contre les princes voisins. De là une complication d'intrigues et de combinaisons, comme jamais le monde n'en avait vue. Une politique subtile, raffinée convenait au génie des Italiens; elle fut aussi, en partie, le résultat de leur haute culture intellectuelle, qui les porta naturellement à se confier, pour vider leurs contestations, à leur adresse supérieure plutôt qu'à la force brutale, comme les *barbares* d'au delà des Alpes. Pour ces causes et d'autres, on vit peu à peu s'établir des maximes si monstrueuses, qu'elles donnèrent à l'ouvrage où elles furent, pour la première fois, réunies en un système régulier, l'air d'une satire et non d'un écrit sérieux, et que le nom de l'auteur devint synonyme de perfidie politique [1].

A l'époque où nous sommes arrivés, les principaux États de l'Italie étaient les républiques de Venise et de Florence,

[1] Les traités politiques de Machiavel, son *Prince* et ses *Discours sur Tite-Live*, publiés après sa mort, ne causèrent aucun scandale à l'époque où ils parurent; ils sortirent même des presses pontificales, avec privilége du pape régnant, Clément VII. Ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard qu'ils furent mis à l'index, et cela non à cause de l'immoralité des maximes qu'ils renferment, mais, comme Ginguené l'a bien prouvé, des accusations qui y sont portées contre la cour de Rome.

le duché de Milan, le saint-siége et le royaume de Naples; les autres n'étaient, pour ainsi dire, que de simples satellites gravitant autour de l'une ou de l'autre de ces puissances, qui réglaient et dirigeaient leurs mouvements. Eu égard à ses richesses, à sa redoutable marine, à son territoire dans le nord et à ses magnifiques possessions coloniales, Venise pouvait être considérée comme la plus formidable de ces puissances. Il n'y avait pas de gouvernement, dans ce temps, qui fût l'objet d'une admiration aussi générale, dans la péninsule et au dehors, où l'on paraissait le regarder comme le plus beau modèle de sagesse politique; cependant il n'y avait pas de pays où le citoyen jouît de moins de liberté positive, et où les relations étrangères portassent l'empreinte d'un égoïsme plus absolu, d'un esprit plus étroit, plus mesquin, plus digne d'une compagnie de marchands que d'un grand et puissant État. Mais Venise rachetait tous ces défauts aux yeux des contemporains par la stabilité de ses institutions, restées debout au milieu des révolutions qui avaient ébranlé ou renversé toutes les autres en Italie.

Le Milanais était gouverné par Ludovic Sforza ou Ludovic le More, comme ce prince est ordinairement appelé, nom qu'il devait à son teint basané, mais qu'il conserva volontiers comme indiquant l'adresse supérieure qu'il se flattait de posséder; il exerçait l'autorité au nom de son neveu, alors mineur, en attendant qu'il s'offrît une occasion favorable pour l'usurper; cet homme, d'un caractère froid et perfide, était souillé de tous les vices reprochés aux hommes d'État les plus corrompus de l'Italie, dans ce temps.

Au centre de la péninsule s'élevait la république de Florence, autrefois point de ralliement des amis de la liberté, et

trop souvent des factieux, mais alors cette cité était soumise à la domination des Médicis, et les goûts éclairés, la noble munificence de ces usurpateurs ont jeté sur leur administration un éclat qui a trompé les yeux des contemporains et même de la postérité.

Le trône pontifical était occupé par cet Alexandre VI, dont les écrivains, catholiques ou protestants, ont également flétri la dissolution, la cupidité et la cynique impudence. Ce pape avait dû sa fortune à la corruption, à son habileté consommée et à son énergie de caractère; bien qu'il fût Espagnol de naissance, son élection avait été vue avec beaucoup de déplaisir par Ferdinand et Isabelle, qui craignaient le scandale qu'elle devait occasionner dans l'Église; d'ailleurs ils avaient peu à attendre, au point de vue politique, de l'élévation d'un de leurs propres sujets, que son âme vénale asservissait au plus haut enchérisseur.

A Naples régnait Ferdinand Ier. Le père de ce roi, Alphonse V, oncle de Ferdinand d'Aragon, avait dû sa couronne à Jeanne de Naples, qui l'avait adopté, ou plutôt à sa bonne épée; il légua sa conquête à son fils illégitime, Ferdinand, au préjudice des droits de l'Aragon qui l'avait payée de son sang et de son or. Ce prince, bien différent de son noble père, avait le caractère sombre, astucieux et féroce; il passa sa vie à lutter contre ses hauts barons, dont un grand nombre soutenaient les prétentions de la famille d'Anjou. Grâce à son habileté supérieure, il put déjouer toutes les tentatives de ses ennemis; il ne recula devant aucun acte de perfidie ou de violence, si atroce qu'il fût, et eut enfin la satisfaction d'affermir son autorité, désormais incontestée, sur ses sujets tremblants. Il avait près de soixante-dix ans à l'époque dont nous nous occupons, en 1493; l'héritier pré-

somptif du trône, Alphonse, aussi sanguinaire, ne possédait pas au même degré que lui le talent de la dissimulation.

Telle était la physionomie des principales cours de la péninsule, à la fin du xve siècle. La politique italienne était nécessairement dominée par les tendances et les vues, essentiellement égoïstes et personnelles, des grandes puissances. Les anciennes formes républicaines s'étaient peu à peu effacées pendant ce siècle, et d'autres, plus arbitraires, les avaient remplacées; le mot de liberté était, il est vrai, inscrit encore sur les bannières, mais l'esprit de liberté avait disparu. Dans presque tous les États, grands ou petits, quelque aventurier militaire ou quelque rusé politique avait réussi à s'élever sur les ruines des libres institutions de son pays, et semblait n'avoir d'autre pensée que d'étendre encore son autorité et de la garantir contre les conspirations et les révolutions, provoquées naturellement par le souvenir de l'ancienne indépendance. Il en était ainsi en Toscane, à Milan, à Naples et dans les nombreux États inférieurs. A Rome, le pape ne se proposait rien de plus que d'entasser sur sa famille les richesses et les honneurs. En un mot, tout gouvernement paraissait agir dans l'intérêt exclusif de son chef; Venise était la seule puissance, qui fût assez forte, assez stable pour former des projets plus vastes, et ceux-ci même, comme nous l'avons dit, étaient conçus dans l'esprit étroit et calculateur d'une corporation de marchands.

Mais, tandis que le feu du patriotisme était éteint dans le cœur des Italiens et que ni l'amour du bien public, ni même la menace de l'invasion étrangère ne pouvaient les décider à s'entendre [1], la situation intérieure du pays était des plus

[1] On en eut un exemple remarquable au milieu du xve siècle, lorsque

florissantes. L'Italie avait bien devancé les autres nations européennes dans la voie de la civilisation ; elle offrait partout le spectacle des progrès dus à une incessante activité intellectuelle. La péninsule ressemblait à un jardin : « toutes les plaines y étaient cultivées jusqu'au sommet même des montagnes; fière de sa nombreuse population, enrichie par un commerce immense, illustrée par la magnificence de maint prince, par la noblesse et la beauté de mainte cité et par la majesté de la religion, elle était ornée de tous les dons, rares et précieux, qui rendent le nom d'un peuple glorieux entre tous. » C'est sur ce ton d'enthousiasme qu'un historien toscan célèbre la prospérité de sa patrie, au moment même où le fléau de la guerre allait en dévaster les belles vallées.

Cette heureuse tranquillité devait être détruite par la terrible invasion que l'ambition de Ludovic Sforza attira sur la péninsule. Ce prince avait déjà organisé une coalition des puissances du nord de l'Italie, pour s'opposer à l'intervention du roi de Naples en faveur de son petit-fils, le duc légitime de Milan, que son oncle tenait dans la sujétion, pendant une longue minorité, tandis qu'il exerçait en son nom les fonctions réelles de la souveraineté. Ne se sentant pas suffisamment défendu par ses alliés, Sforza invita le roi de France à ressusciter les anciennes prétentions de la maison d'Anjou sur la couronne de Naples, lui promettant de l'aider de tout son pouvoir; le rusé politique voulait ainsi détourner l'orage de sa tête, en donnant à Ferdinand assez d'occupation pour lui ôter le loisir de l'inquiéter.

l'invasion imminente des Turcs dans la péninsule, peu après la destruction du royaume arabe et du bas empire, ne put ni calmer les factions ni fixer, même pour un instant, l'attention des États italiens.

Le trône de France, à cette époque, était occupé par Charles VIII; ce monarque, à peine âgé de vingt-deux ans, était le fils de Louis XI, qui lui avait fait donner une éducation peu convenable, non seulement pour un roi, mais même pour un simple gentilhomme; il ne voulut pas, dit Brantôme, que son héritier apprît d'autre latin que sa maxime favorite : « *Qui nescit dissimulare, nescit regnare.* » Charles, devenu son propre maître, chercha, mais avec peu de jugement, à compléter son instruction; ses études favorites étaient les exploits des conquérants célèbres, particulièrement de César et de Charlemagne; ces récits remplissaient sa jeune imagination de vagues et chimériques idées de gloire. Les tournois et les autres exercices chevaleresques où il se plaisait contribuèrent à l'entretenir dans ses illusions, et il finit par se prendre pour un valeureux paladin de roman, destiné à accomplir une grande et périlleuse entreprise. Un certain indice de cette exaltation de sentiments fut le nom de Roland qu'il donna à son fils unique, d'après le fameux héros de Roncevaux.

Séduit par ses rêves ambitieux, Charles VIII accueillit complaisamment les artificieuses propositions de Sforza; dans son extravagante vanité, caressée par des courtisans adulateurs, il affecta de considérer une entreprise contre Naples comme un premier pas dans une carrière de conquêtes plus brillantes, qui devaient aboutir à la prise de Constantinople et à la délivrance du saint-sépulcre; il alla même jusqu'à acheter à André Paléologue, neveu et héritier de Constantin, le dernier des Césars, ses droits sur l'empire grec.

Rien ne justifiait, d'après les principes établis aujourd'hui, la revendication du trône de Naples par Charles VIII.

Sans discuter les anciennes prétentions des maisons rivales d'Aragon et d'Anjou, nous nous bornerons à rappeler qu'à l'époque de l'invasion française ce trône avait été occupé sans intervalle, pendant plus d'un demi-siècle, par trois princes aragonais, solennellement reconnus par le peuple, investis à plusieurs reprises par le pape et admis par tous les États de l'Europe; si tout cela ne suffisait pas pour donner de la validité à ces titres, quelle nation pouvait espérer la tranquillité? Le roi de France, de son côté, alléguait le testament de René, comte de Provence, excluant le fils de sa propre fille, l'héritier présomptif de la famille d'Anjou, Naples étant trop notoirement un fief femelle pour qu'il fût permis d'invoquer la loi salique. Les droits de Ferdinand d'Espagne, comme représentant de la branche légitime d'Aragon, étaient bien plus fondés.

Indépendamment de ces considérations, la position dans laquelle se trouvait Charles VIII rendait impolitique de toute manière l'expédition qu'il projetait. Il avait été, pendant quelque temps, en mésintelligence avec les souverains espagnols, et il était en guerre ouverte avec l'Allemagne et l'Angleterre; ce n'était qu'au prix des plus larges concessions qu'il pouvait espérer le consentement de ces puissances à une entreprise des plus chanceuses et dont le succès complet même ne pouvait procurer des avantages durables à la France : « il ne comprit pas, » dit Voltaire, « qu'une douzaine de villages sur ses frontières valaient mieux qu'un royaume à quatre cents lieues de distance. » Par les traités d'Étaples et de Senlis, il acheta sa réconciliation avec Henri VII d'Angleterre et avec l'empereur Maximilien; enfin, par celui de Barcelone, il régla à l'amiable ses différends avec l'Espagne.

Ce traité, qui stipulait la restitution du Roussillon et de la Cerdagne, était d'une grande importance pour la couronne d'Aragon. Ces provinces, on s'en souvient, avaient été engagées par le père de Ferdinand, Jean II, à Louis XI, pour la somme de trois cent mille couronnes, en récompense de l'aide promise par celui-ci dans la guerre contre les Catalans insurgés. Bien que cette somme n'eût jamais été payée, cependant il y avait des motifs plausibles pour réclamer ce pays, car Louis XI n'avait qu'incomplétement tenu ses engagements, et le gouvernement français était déjà remboursé, en grande partie, par les revenus de ces provinces [1]. Depuis longtemps, l'époux d'Isabelle s'occupait de ce traité; il ne s'était même pas borné à employer des moyens diplomatiques, mais plus d'une fois il s'était montré disposé à reprendre de force le territoire contesté. Cependant les négociations convenaient mieux à sa politique habituelle, et, la guerre contre les Mores finie, il les poussa avec la plus grande vigueur; il se rendit avec la reine à Barcelone, afin de surveiller les délibérations des envoyés des deux nations, réunis à Figueras.

Les historiens français accusent Ferdinand d'avoir acheté deux ecclésiastiques, jouissant d'une grande influence à leur cour. Ces prêtres devaient tenir au jeune roi un langage propre à alarmer sa conscience; ils réclamèrent la restitution du Roussillon comme un acte de justice, se fondant sur ce que la somme pour laquelle celui-ci avait été engagé, si elle

[1] Voyez à ce sujet les chapitres V et VI de notre 1re partie. La plupart des historiens paraissent admettre que Louis XI avança une somme d'argent au roi d'Aragon, et quelques-uns rapportent que celui-ci offrit plus tard de rembourser au monarque français la somme pour laquelle il lui avait engagé ces provinces.

n'avait pas été payée, avait été dépensée pour la cause commune de la chrétienté, dans la guerre contre Grenade. Nul, disaient-ils, ne pouvait jamais espérer de sortir du purgatoire, si les biens qu'il avait retenus injustement pendant sa vie n'étaient tous rendus. Cette menace s'adressait évidemment à Louis XI défunt et à Charles lui-même, s'il ne restituait pas les provinces, comme il y était d'ailleurs obligé par la prière de son père mourant. Ces paroles firent de l'impression sur le roi et plus encore sur sa sœur, la duchesse de Beaujeu, qui avait beaucoup d'ascendant sur lui et se croyait elle-même en péril de damnation éternelle, par de plus grands retards. L'impatience de Charles, qui voulait à tout prix poursuivre son entreprise, ajouta, sans doute, à l'effet de ces puissantes considérations; un traité fut enfin conclu et signé, le même jour, 19 janvier 1493, à Tours par le roi de France et à Barcelone par Ferdinand et Isabelle.

Aux termes de ce traité, les parties contractantes se devaient mutuellement aide et assistance contre tous leurs ennemis; elles devaient préférer cette alliance à toutes celles qu'elles pourraient conclure avec un autre prince, *le vicaire du Christ excepté*. Les souverains espagnols s'engageaient à ne s'entendre avec aucun prince, *le vicaire du Christ excepté*, au préjudice des intérêts de la France, et à ne donner leurs filles en mariage ni au roi d'Angleterre, ni à celui des Romains, ni à tout autre ennemi de la France, sans le consentement du roi de ce pays. Il était enfin stipulé que la Cerdagne et le Roussillon seraient rendus à l'Aragon, mais, comme des doutes pouvaient s'élever au sujet du légitime possesseur de ces territoires, si Charles VIII le demandait, des arbitres seraient *nommés par Ferdinand et Isabelle*, avec pleins pouvoirs de décider la question, et les deux parties

promettaient de se soumettre à leur décision. Cette dernière disposition, évidemment peu inquiétante pour l'Espagne, avait été introduite dans cet acte pour calmer jusqu'à un certain point le mécontentement des Français, qui reprochaient hautement à leur cabinet d'avoir sacrifié les intérêts de la nation; ils accusèrent même le cardinal d'Albi, le principal agent dans ces négociations, de s'être laissé acheter par Ferdinand.

Ce traité causa autant de surprise que de satisfaction dans la péninsule, où le Roussillon était considéré comme une province des plus importantes, non seulement à cause de l'étendue de ses ressources, mais à cause de sa position locale, qui en faisait la clef de la Catalogne. Les Espagnols, dit Zurita, attachèrent à peine moins de prix à cette restitution qu'à la conquête de Grenade, et ils appréhendèrent qu'elle ne couvrît un dessein plus dangereux, une politique plus profonde qu'il ne paraissait; elle n'était pourtant due qu'aux inspirations d'une ambition puérile.

Sur ces entrefaites, les préparatifs de Charles VIII avaient répandu l'alarme dans toute l'Italie. Le vieux roi de Naples, Ferdinand, qui essaya en vain de les arrêter par des négociations, était mort au commencement de 1494; il fut remplacé par son fils, Alphonse, prince plus hardi que lui, mais moins politique, et aussi odieux à cause de sa cruauté. Alphonse ne perdit pas de temps pour mettre son royaume en état de défense, mais il manquait de la meilleure de toutes les défenses, l'attachement de ses sujets. La république de Florence et le pape, dont la famille s'était alliée à la sienne, embrassèrent sa cause; Venise resta à l'écart, ne voulant pas compromettre sa sécurité en se déclarant trop tôt en faveur de l'un ou de l'autre parti.

Les puissances européennes ne jugeaient pas tout à fait de la même manière l'expédition projetée; la plupart voyaient sans déplaisir un prince aussi formidable épuiser ses forces dans une entreprise lointaine et chimérique, mais Ferdinand se montrait plus inquiet : sa famille pouvait être renversée du trône de Naples, et, dans ce cas, un voisin actif et puissant serait menaçant pour lui-même en Sicile. Il s'empressa de ranimer le courage chancelant du pape, en lui promettant du secours. Garcilasso de la Vega, son ambassadeur à la cour de Rome, connu par ses exploits dans la guerre de Grenade et père de l'illustre poète de ce nom, joignait à une rare sagacité politique une énergie de résolution qui ne pouvait manquer d'inspirer de la confiance; il pria le pape d'avoir foi dans son maître, le roi d'Aragon, qui, lui jura-t-il, sacrifierait toutes ses ressources, s'il le fallait, pour protéger la personne, l'honneur et les domaines d'Alexandre VI; celui-ci eût voulu avoir cette promesse par écrit, mais Ferdinand, vu ses relations avec la France, ne jugea pas à propos de se mettre jusqu'à ce point au pouvoir du rusé pontife.

Pendant ce temps, les préparatifs de Charles se faisaient avec une lenteur et une indécision qui provenaient d'embarras multipliés et d'une grande divergence d'opinions : « rien d'essentiel pour la conduite d'une guerre n'était prêt, » dit Comines. Le roi était très jeune, d'une constitution faible, d'une volonté inflexible; il avait peu de sages conseillers auprès de lui et manquait d'argent. Son ardeur était excitée par celle des jeunes chevaliers de sa cour, qui brûlaient de se distinguer, et par les sollicitations des exilés napolitains, qui espéraient rentrer à sa suite dans leur pays. Plusieurs de ces derniers, mécontents des retards déjà

éprouvés, engagèrent Ferdinand à tenter l'entreprise pour son propre compte et à revendiquer ses droits sur la couronne de Naples; il trouverait dans ce royaume, lui assuraient-ils, un parti nombreux, prêt à le soutenir. Le prudent monarque savait le peu de foi qu'il faut ajouter aux rapports de bannis, prompts à se faire illusion sur les sentiments de leurs compatriotes; mais, si le temps n'était pas venu de déclarer ses prétentions, il était résolu de ne pas tolérer celles d'un autre prince.

Charles soupçonnait si peu ces dispositions, qu'au mois de juin il dépêcha un envoyé à la cour d'Espagne, pour inviter son allié à exécuter le traité de Barcelone, en lui fournissant des hommes et de l'argent, et en ouvrant les ports de la Sicile à la flotte française. Il accompagna cette gracieuse invitation, dit l'historien aragonais, « de la nouvelle « de l'expédition projetée contre les Turcs, et annonça « incidemment, comme une chose sans importance, son « intention de prendre Naples en route. »

Ferdinand vit qu'il était temps de faire une déclaration explicite à ce sujet; il voulut qu'un envoyé spécial remplît cette mission de la manière la moins blessante, et confia cette tâche délicate à Alonso de Silva, frère du comte de Cifuentes et *clavero* de Calatrava, seigneur doué du sang-froid et de l'adresse nécessaires pour réussir dans la diplomatie.

L'ambassadeur trouva la cour de France à Vienne, occupée des derniers préparatifs de l'expédition; après avoir demandé en vain une audience particulière à Charles, il lui exposa le but de son voyage en présence de ses courtisans. Il lui dit que le roi d'Aragon avait appris avec une vive satisfaction ses projets contre les Turcs; rien ne pouvait être plus

agréable à son maître que de voir les rois, ses cousins, tourner leurs armes contre les ennemis de la croix et employer leurs revenus dans ces guerres où un échec même était plus glorieux qu'une victoire dans d'autres. Il lui offrit l'aide de Ferdinand pour poursuivre ces entreprises, fussent-elles même dirigées contre les musulmans d'Afrique, sur lesquels le pape avait donné exclusivement à l'Espagne le droit de conquête. Il pria le jeune monarque de ne pas employer les forces réclamées par ce noble dessein contre un prince européen, mais de réfléchir quel grand scandale causerait dans la chrétienté une pareille faute ; surtout il le pressa de ne rien tenter contre Naples, parce que ce royaume était un fief de l'Église, en faveur de laquelle des réserves avaient été expressément faites dans le traité de Barcelone, qui proclamait l'alliance avec le vicaire du Christ et la protection du saint-siége des obligations supérieures à toute autre. Au discours de Silva le président du parlement de Paris répondit par un harangue latine, dans laquelle il maintint les droits de son maître sur Naples et le déclara résolu de les faire reconnaître, avant de marcher contre les infidèles. Aussitôt qu'il eut cessé de parler, le roi se leva et sortit brusquement de la salle.

Quelques jours après, Charles demanda à l'ambassadeur si, en cas d'une guerre avec le Portugal, Ferdinand ne se croirait pas autorisé aux termes du dernier traité à réclamer le secours de la France et sous quel prétexte ce secours pourrait être refusé. A la première de ces demandes, l'ambassadeur répondit que son maître pourrait réclamer de l'aide, si c'était une guerre défensive, mais non, s'il était lui-même et de son plein gré l'agresseur ; explication qui ne satisfit nullement le monarque. Il ne s'attendait pas du tout,

rait-il, à cette interprétation du traité; il avait compté que celui-ci lui garantirait, sans doute, la non-intervention, sinon l'appui de Ferdinand dans ses projets sur Naples. La clause relative aux droits de l'Église était trop ordinaire dans les traités publics pour être l'objet d'une attention particulière, il fut surpris de voir quel vaste champ elle ouvrait à son allié; il n'avait pas atteint au but qu'il s'était proposé en cédant le Roussillon. Il ne put cacher le chagrin et l'indignation que lui faisait éprouver ce qu'il considérait comme une perfidie de la cour d'Espagne; il refusa d'avoir encore des rapports avec Silva et fit même placer une sentinelle à sa porte, pour l'empêcher de communiquer avec le dehors, le traitant comme l'envoyé non d'un allié, mais d'un ennemi.

Cependant l'attitude imprévue, menaçante, prise par Ferdinand, ne put arrêter le roi de France, qui, ayant terminé ses préparatifs, quitta Vienne, au mois d'août 1494, et passa les Alpes, à la tête de la plus formidable armée qui, depuis l'irruption des barbares du nord, eût franchi ces hautes montagnes [1].

Nous ne suivrons pas Charles dans sa marche; il suffit de dire que partout il se montra également inintelligent et impolitique; il s'aliéna ses alliés par les traits de perfidie les plus signalés, s'emparant de leurs forteresses et entrant dans leurs capitales, avec toute la morgue insolente d'un vainqueur.

[1] L'armée française comprenait 3,600 gens d'armes, 20,000 fantassins français et 8,000 Suisses, y compris la suite ordinaire des armées. L'éclat de ce spectacle nouveau excita une admiration qui calma jusqu'à un certain point la terreur des Italiens. Pierre Martyr, qui, éloigné du théâtre de la guerre, pouvait suivre d'un œil plus calme la marche des événements, prédit en prophète les calamités sans nombre qui allaient fondre sur sa patrie.

Comme il approchait de Rome, le pape et les cardinaux se réfugièrent dans le château Saint-Ange, et, le 31 décembre 1494, le roi fit son entrée dans cette ville, à la tête de sa chevalerie victorieuse, si l'on peut appeler victorieux des gens qui, ainsi que le remarque un historien italien, avaient à peine rompu une lance ou dormi une seule fois sous la tente, pendant toute leur marche.

Les Italiens avaient été saisis d'une panique à la vue de troupes si différentes des leurs et si supérieures à celles-ci, sous le rapport de la science, de l'organisation et de l'équipement; ce qui les avait frappés encore davantage, c'était l'impitoyable férocité de ces guerriers, férocité dont ils avaient été rarement témoins dans leurs luttes intérieures. Les guerres se faisaient en Italie d'une manière toute particulière, appropriée au caractère et à la condition du peuple. La profession des armes, dans ces riches cités, au lieu d'être suivie par la noblesse, comme dans d'autres pays, à cette époque, était abandonnée à un petit nombre de soldats de fortune, appelés condottieri, qui se vendaient, avec les forces sous leurs ordres, consistant exclusivement en grosse cavalerie, à l'État qui les payait le plus cher. Ces forces constituaient, pour ainsi dire, le capital du chef, évidemment intéressé à ne pas prodiguer inutilement celui-ci. Aussi la science de la défense était-elle presque seule étudiée; il semblait qu'on se proposât moins de maltraiter l'ennemi que de se préserver soi-même. Les condottieri, dont l'intérêt commun dominait toute obligation contractée envers les États, s'entendaient facilement pour épargner leurs troupes le plus possible; de sorte qu'à la fin on courut moins de dangers dans ces batailles que dans des tournois. L'homme d'armes était couvert d'une armure assez épaisse pour arrêter une

balle de mousquet ; on consultait si bien les aises du soldat que, dans un siége, l'artillerie, de part et d'autre, convint de ne pas tirer la nuit, pour laisser reposer et assiégeants et assiégés. On faisait des prisonniers pour les rançonner et l'on versait peu de sang. Machiavel parle de deux combats, livrés à Anghiari et à Castracaro, et célèbres dans ce temps à cause de leurs suites importantes; l'un dura quatre heures, l'autre, un demi-jour. Le lecteur assiste à une lutte animée, pendant laquelle le champ de bataille est perdu et repris plusieurs fois ; lorsqu'il arrive au dénouement et cherche la liste des morts et des blessés, il trouve, à sa grande surprise, qu'il n'y a pas eu un seul homme tué dans la première de ces actions, et que la seconde a coûté la vie à un cavalier, qui, étant tombé de cheval et ne pouvant se relever, à cause du poids de son armure, fut suffoqué dans la vase! Ainsi l'image de la guerre fut désarmée de toutes ses terreurs; le courage ne fut plus la vertu essentielle du soldat, et l'Italien, efféminé, sinon lâche, fut incapable de résister à l'audace aventureuse et à la sévère discipline des guerriers du nord.

Les Français durent encore plus leurs étonnants succès à l'admirable organisation de leur infanterie dont ils faisaient un grand usage et dont la force résidait dans les mercenaires suisses. Machiavel attribue les malheurs de sa nation à une confiance exclusive dans la cavalerie, arme qui, pendant toute la durée du moyen âge, fut considérée en Europe comme la plus importante; le cheval était nommé par excellence « la bataille. » Cependant la mémorable lutte de Charles le Téméraire avec les montagnards suisses, qui taillèrent en pièces les fameuses bandes d'ordonnance bourguignonne, la plus belle chevalerie du temps, démontra la puissance de l'infanterie, dont l'ancienne supériorité fut enfin pleinement

rétablie dans les guerres italiennes, dont nous allons nous occuper.

Les Suisses formaient des bataillons de trois à huit mille hommes chacun; ils portaient peu d'armes défensives et combattaient surtout avec une pique longue de dix-huit pieds. Ces masses solides, partout hérissées de lances, ce qui leur fit donner le nom de hérisson, présentaient de tous côtés un front invulnérable à l'ennemi; dans les plaines où elles pouvaient librement se déployer, elles brisaient toute résistance et recevaient sans plier les charges furieuses de la grosse cavalerie, qui se jetait sur ces terribles rangées de piques. Mais ces lourds bataillons étaient impropres à des manœuvres rapides ou compliquées; un obstacle imprévu, l'irrégularité du terrain y mettaient facilement le désordre, et, comme l'événement le prouva, le fantassin espagnol, armé d'une courte épée et d'un bouclier, pouvait, en se glissant sous les lances, engager avec les Suisses un combat corps à corps, dans lequel les armes de ceux-ci ne leur servaient plus à rien. C'était répéter l'ancienne leçon de la légion romaine et de la phalange macédonienne.

Dans l'artillerie, les Français surpassaient, à cette époque, les Italiens et peut-être toutes les autres nations européennes. Les Italiens même étaient restés fort en arrière, sous ce rapport; leurs meilleures pièces de campagne consistaient en de petits tubes de cuivre, recouverts de bois et de cuir; elles étaient montées sur des affûts grossiers traînés par des bœufs, et suivies de chariots chargés de boulets de pierre. Ces canons étaient si mal servis que les assiégés, au rapport de Guichardin, avaient entre deux décharges le temps de réparer les brèches faites à leurs murs. Aussi faisait-on si peu de cas de l'artillerie que quelques-uns des écrivains ita-

mes les plus compétents conseillaient de s'en passer tout à fait dans les batailles.

Les Français, au contraire, avaient une magnifique artillerie, des canons de bronze longs d'environ huit pieds et un grand nombre d'autres plus petits [1]. Ces pièces, montées sur des affûts légers et traînées par des chevaux, suivaient l'armée dans toutes ses évolutions, lançaient des boulets de fer, et, servies avec une habileté merveilleuse, épouvantaient l'ennemi par la rapidité, par la précision de leur tir, tandis qu'elles détruisaient facilement des fortifications qui, avant cette invasion, étaient peu solides et construites avec peu de science.

Les rapides succès des envahisseurs répandirent la consternation dans les États italiens, qui parurent alors, pour la première fois, comprendre leur intérêt commun et la nécessité de s'entendre. Ferdinand s'empressa d'aider à ce mouvement des esprits par l'intermédiaire de ses ambassadeurs, Garcilasso de la Vega et Alonso de Silva. Ce dernier avait quitté la cour de France, à son entrée dans la péninsule, et s'était retiré à Gênes, d'où il entra en correspondance avec Ludovic Sforza, qui commençait à s'apercevoir qu'il avait fait jouer une terrible machine, dont il était impuissant à diriger les mouvements, funestes à lui-même. Silva s'efforça d'exciter sa jalousie contre les Français, qui lui avaient déjà donné bien des causes sérieuses de mécontentement, et, pour mieux le détacher du parti de Charles VIII, il lui fit espérer le mariage de son fils avec une des infantes d'Espagne. L'ambassadeur travaillait, en même temps, à former une alliance entre le

[1] Guichardin parle du mot « canon, » donné à ces pièces par les Français, comme d'un terme alors nouveau en Italie.

duc et la république de Venise, et préparait ainsi la fameuse ligne qui fut conclue l'année suivante [1].

Le pape, aussitôt après l'entrée des Français en Italie, avait pressé les souverains espagnols de tenir leurs engagements; il avait cherché à se concilier leur amitié au moyen de plusieurs concessions importantes. Il leur accorda, à eux et à leurs successeurs, les *tercias* ou deux neuvièmes des dîmes dans toute la Castille, impôt qui fait aujourd'hui encore partie des revenus de la couronne [2]. Il fit publier dans toute l'Espagne des bulles de croisade, autorisant à prélever un dixième des revenus ecclésiastiques; cette somme devait être consacrée, était-il sous-entendu, à protéger le saint-siége. Vers la fin de cette année, 1494, ou au commencement de la suivante, le pontife conféra aux royaux époux le titre de catholiques, en considération, ainsi qu'il le déclarait, de leurs vertus éminentes, de leur zèle pour la défense de la vraie foi et du siége apostolique, de la réforme apportée dans la discipline des couvents, de la soumission des Mores et de l'extirpation de l'hérésie juive dans leurs États. Ce titre orthodoxe, qui est resté le plus précieux fleuron de la couronne d'Espagne, a été donné d'une manière particulière à Ferdinand et à Isabelle, qui sont généralement connus dans l'histoire sous le nom de *Los Reyes Catolicos* [3].

Ferdinand voyait trop clairement ses intérêts menacés, si

[1] Alonso de Silva s'acquitta de sa difficile mission, à l'entière satisfaction des souverains; il fut plus tard chargé de plusieurs autres dans les différentes cours italiennes et soutint toujours sa réputation d'habileté et de prudence; il ne vécut pas vieux.

[2] Cette branche de revenu rapporte aujourd'hui, d'après Laborde, environ six millions de réaux ou 1,500,000 francs.

[3] Le pape, d'après Comines, avait voulu, en reconnaissance de la conquête de Grenade, transférer à Ferdinand et à Isabelle le titre de *très*



les Français occupaient Naples, pour avoir besoin d'être stimulé par le pape. Des préparatifs maritimes avaient été faits, pendant l'été, dans les ports de la Galice et du Guipuscoa; une flotte considérable, placée sous le commandement de Galceran de Requesens, comte de Trevento, avait été réunie à Alicante et se trouvait prête à prendre la mer, vers la fin de décembre; l'armée de terre avait été confiée à Gonsalve de Cordoue, fameux sous le nom de Grand Capitaine. Le vice-roi de Sicile recevait, en même temps, l'ordre de veiller à la sûreté de cette île et de prendre des mesures pour agir de concert avec la flotte.

Le roi voulut toutefois envoyer une nouvelle ambassade à Charles VIII, avant d'en venir à une rupture ouverte avec lui: il choisit, pour remplir cette mission, Juan de Albion et Antonio de Fonseca, frère de l'évêque de ce nom, déjà cité comme surintendant du conseil des Indes. Les deux envoyés atteignirent Rome, le 28 janvier 1495, le même jour où Charles se mettait en marche pour Naples; ils suivirent l'armée et, arrivés à Velletri, à vingt milles environ de la capitale, ils obtinrent une audience du monarque, qui les reçut en présence de sa cour. Les ambassadeurs énumérèrent franchement les différents sujets de plainte que le roi de France avait donnés à leur maître: l'insulte faite à celui-ci dans la personne de son représentant, Alonso de Silva;

chrétien, porté jusque-là par les rois de France; il avait même été jusqu'à leur donner celui-ci dans plus d'un bref. Quelques cardinaux lui firent à ce sujet des représentations qui l'engagèrent à substituer à ce titre celui de *rois catholiques*. Le nom de catholique n'était pas nouveau dans la famille royale de Castille, ni dans celle d'Aragon, ayant été donné au prince des Asturies, Alphonse Ier, vers le milieu du VIIIe siècle, et à Pierre II d'Aragon, au commencement du XIIIe.

le traitement ignominieux subi par le pape; l'occupation à main armée des forteresses et des domaines de l'Église; enfin, l'entreprise contre Naples, fief du saint-siége, lequel était seul juge des prétentions élevées sur ce royaume. Si Charles consentait à se soumettre à l'arbitrage du pontife, ils lui offraient les bons services de leur maître comme médiateur entre les parties; s'il s'y refusait, le roi d'Espagne était délié de toutes ses obligations envers lui, aux termes du traité de Barcelone, qui reconnaissait expressément à Ferdinand le droit d'intervenir pour la défense de l'Église.

Charles, qui ne put dissimuler son indignation en écoutant ce discours, s'éleva avec une grande amertume, lorsqu'il fut fini, contre la conduite de Ferdinand, qu'il accusa de perfidie et auquel il reprocha, en même temps, de l'avoir trompé, de propos délibéré, en introduisant dans le traité la clause relative au pape. Quant à l'expédition contre Naples, il s'était trop avancé pour pouvoir reculer, et il serait encore temps de débattre la question de droit, lorsqu'il aurait pris le royaume. Les courtisans, avec l'impétuosité de leur nation, jointe à l'insolence des vainqueurs, dirent aussi aux ambassadeurs qu'ils sauraient défendre leurs droits avec les armes et que le roi Ferdinand trouverait dans les chevaliers français des ennemis tout différents des guerriers de parade qu'il avait vaincus à Grenade.

Ces paroles amenèrent de part et d'autre des récriminations, et à la fin Fonseca, homme naturellement calme, fut si transporté de colère qu'il s'écria : « Que Dieu donc et les armes en décident ! » et, produisant le traité original, revêtu des signatures des deux monarques, il le déchira sous les yeux de Charles et de la cour; en même temps, il ordonna à deux chevaliers espagnols, qui servaient dans l'armée

française, de se retirer, sous peine de haute trahison. Les courtisans, irrités de cette audace, auraient arrêté les ambassadeurs, et, selon toute probabilité, se seraient livrés à des actes de violence, si Charles, gardant plus de sang-froid, ne les avait fait emmener et reconduire sous bonne escorte à Rome. Tels sont les détails donnés sur cette mémorable entrevue par les historiens français et italiens, lesquels ne se doutaient pas que les ambassadeurs avaient, avant de quitter l'Espagne, étudié leurs rôles pour les jouer en cette circonstance.

Le roi de France continua sa marche sans rencontrer d'obstacle. Alphonse II, perdant, au moment critique où elles étaient le plus nécessaires, les seules qualités dont il fût doué, l'assurance et le courage, avait précipitamment quitté son royaume, pendant que les Français étaient à Rome, et s'était réfugié en Sicile, où il abdiqua la couronne en faveur de son fils, Ferdinand II. Ce prince, âgé de vingt-cinq ans, se distinguait par des manières aimables, rendues plus séduisantes encore par leur constraste avec la férocité de son père, et par des talents, par une énergie qui auraient été à la hauteur des circonstances, s'il avait été secondé par ses sujets; mais ceux-ci, saisis de la panique qui avait paralysé toute l'Italie, étaient trop peu attachés au gouvernement pour vouloir courir de grands dangers en le défendant. Un changement de dynastie n'était qu'un changement de maîtres; ils avaient peu à y gagner ou à y perdre, et quoique favorables à Ferdinand, ils refusèrent de le soutenir dans cette extrémité. Ils reculèrent partout à l'approche des envahisseurs, rendant inutile toute tentative de leur jeune roi pour les rallier, jusqu'à ce que celui-ci découragé fût forcé d'abandonner son royaume à l'ennemi, sans coup férir;

il se retira dans l'île voisine d'Ischia et passa bientôt après en Sicile, où il s'occupa de réunir les débris de son parti, en attendant le moment d'agir vigoureusement.

Charles VIII fit son entrée à Naples, à la tête de ses légions, le 22 février 1495, ayant traversé un territoire ennemi en moins de temps qu'il n'en faudrait aujourd'hui à un touriste. Il avait atteint au but de son expédition, il paraissait avoir réalisé tous ses vœux, et, bien qu'il prît le titre de roi de Sicile et de Jérusalem, bien qu'il déployât la pompe et l'autorité d'un empereur, il ne prit pas de mesures pour poursuivre son entreprise chimérique; sans se soucier un instant du gouvernement de ses nouveaux domaines, il s'adonna à ces plaisirs efféminés et licencieux, qui s'accordaient si bien avec la voluptueuse douceur du climat et avec son propre caractère.

Tandis que le roi de France perdait son temps et consumait ses forces dans de frivoles amusements, de sombres nuages s'amoncelaient au nord. Il n'y avait pas un État où il avait passé, même favorable à sa cause, qui n'eût à se plaindre de son insolence, de ses exactions exorbitantes, d'un manque de parole, d'une atteinte à des droits qu'il eût dû respecter. Sa conduite impolitique envers Sforza lui avait depuis longtemps aliéné ce turbulent et rusé politique, qui le soupçonnait de convoiter son propre duché de Milan. L'empereur Maximilien, que Charles croyait s'être attaché par le traité de Senlis, prit ombrage en le voyant s'arroger le titre et la dignité d'empereur. Les ambassadeurs espagnols, Garcilasso de la Vega et Lorenzo Suarez, frère de celui-ci, résidant à Venise, s'employèrent avec une ardeur infatigable à fomenter cet esprit de mécontentement; Suarez, en particulier, n'épargna rien pour s'assurer l'appui de Venise; il

représenta au gouvernement de cette république, dans les termes les plus pressants, la nécessité pour les grandes puissances italiennes de s'entendre et d'agir sans délai, si elles voulaient rester libres.

Venise, située à l'écart, paraissait offrir le meilleur point de vue pour contempler froidement les intérêts généraux de l'Italie; des envoyés des différents États européens se réunirent, comme d'un commun accord, dans cette ville, dans le but de concerter un plan d'opérations pourl eur bien mutuel. Les conférences avaient lieu la nuit, si secrètement qu'elles échappèrent pendant quelque temps à l'œil vigilant de l'habile ambassadeur français, Comines, qui résidait dans cette capitale; elles eurent pour résultat la fameuse ligue de Venise, conclue, le dernier jour de mars, 1495, entre l'Espagne, l'Autriche, Rome, Milan et la république vénitienne. Cette ligue, qui devait durer vingt-cinq ans, était destinée ouvertement à protéger le territoire et les droits des confédérés, et particulièrement du saint-siége; une forte armée, composée en tout de trente-quatre mille hommes de cavalerie et de vingt mille d'infanterie, devait être fournie, dans des proportions fixées, par les parties contractantes. Mais les articles secrets du traité, plus explicites, renfermaient un formidable plan d'attaque; ils portaient que le roi Ferdinand emploierait la flotte espagnole, qui venait d'arriver en Sicile, à rétablir son parent sur le trône de Naples; qu'une flotte vénitienne, de quarante galères, attaquerait les positions des Français sur les côtes napolitaines; que le duc de Milan expulserait les Français d'Asti et garderait le passage des Alpes, de manière à empêcher ceux-ci de recevoir des renforts; enfin, que l'empereur et le roi d'Espagne envahiraient la France, et que les frais de cette expédition seraient

couverts par les alliés. Telles étaient les stipulations de ce traité, qui, peut-on dire, forme époque dans l'histoire politique moderne, car c'est le premier exemple de ces vastes combinaisons, plus tard si fréquentes, imaginées par les princes européens pour leur défense mutuelle. Il en fut de cette coalition comme de bien d'autres, dans lesquelles le nom et l'autorité de tous ne servirent qu'aux intérêts de l'une des parties, plus puissante ou plus rusée que les autres.

La nouvelle de la conclusion de ce traité fut reçue avec une joie générale dans toute la péninsule. A Venise, en particulier, elle fut célébrée par des fêtes, des illuminations, des réjouissances publiques de toute nature, aux yeux mêmes de l'ambassadeur français, qui ne put se faire illusion sur la haine vouée à ses compatriotes. La nouvelle frappa douloureusement les Français à Naples; elle dissipa les rêves dont ils se berçaient, au milieu de leurs plaisirs efféminés. Ils s'inquiétaient peu des Italiens, que leurs faciles victoires leur avaient appris à mépriser insolemment, comme les paladins de roman méprisaient les manants qu'un seul coup de leur lance faisait fuir; mais ils s'alarmaient en voyant l'orage qui les menaçait du côté de l'Espagne et de l'Allemagne, en dépit des concessions faites à ces puissances pour s'assurer leur appui. Charles comprit la nécessité d'agir immédiatement; deux partis se présentaient à lui, ou se fortifier dans le pays qu'il venait de conquérir et y résister jusqu'à l'arrivée de renforts, ou l'abandonner et repasser les Alpes, avant que les alliés eussent des forces suffisantes pour lui barrer le chemin. Avec cette imprévoyance qui signala toute son entreprise, il adopta un moyen terme et perdit les avantages que lui aurait donnés l'une ou l'autre de ces résolutions.

CHAPITRE II.

EXPULSION DES FRANÇAIS DE NAPLES.

(1495-1496)

Conduite impolitique de Charles VIII. — Pillage des objets d'art. — Gonsalve de Cordoue. — Ses brillantes qualités. — Son élévation au commandement en Italie. — Bataille de Seminara. — Succès de Gonsalve. — Affaiblissement des Français. — Gonsalve surnommé le Grand Capitaine. — Expulsion des Français de l'Italie.

Charles VIII n'avait pas trop de temps, pendant son court séjour à Naples, pour mettre le royaume dans un bon état de défense et se concilier l'affection des habitants, sans laquelle il ne pouvait guère espérer de conserver ses conquêtes; mais il manifesta la plus grande aversion pour le travail, et, ainsi que nous l'avons déjà dit, consuma ses jours dans les plus frivoles amusements. Il négligea de s'attacher la grande aristocratie féodale du pays, se laissa difficilement approcher et distribua à ses propres sujets les dignités et les charges lucratives, avec autant de partialité que de prodigalité. Ses soldats mécontentèrent encore davantage la nation par leur insolence et leur libertinage

effréné. Le peuple se rappela naturellement les vertus de son roi exilé, dont il comparait la modération avec la brutalité et la rapacité de ses nouveaux maîtres. L'esprit de mécontentement se répandit d'autant plus que les Français étaient trop disséminés pour pouvoir l'étouffer; on entra en correspondance avec Ferdinand, retiré en Sicile, et bientôt plusieurs des villes les plus considérables du royaume se déclarèrent ouvertement en faveur de la maison d'Aragon.

Sur ces entrefaites, Charles et ses nobles, fatigués d'une vie d'inaction et de plaisirs, pensèrent qu'ils avaient atteint au but de leur expédition et commencèrent à désirer de rentrer dans leur pays. Leur impatience fit place à l'anxiété, lorsqu'ils furent informés de la coalition qui s'était formée contre eux dans le nord. Le roi prit cependant soin de garder les fruits de la victoire, d'après le même procédé que nous avons vu, de nos jours, appliqué sur une plus grande échelle par ses compatriotes; il réunit les nombreux objets d'art dont Naples était orné, antiquités précieuses, marbre et albâtre sculptés, portes de bronze curieusement travaillées, enfin tout ce qu'il était possible de transporter, et fit mettre ces objets à bord de sa flotte qui devait gagner le midi de la France; « il voulait, » dit le curé de Los Palacios, « bâtir sa renommée sur les ruines des rois de Naples, de glorieuse mémoire. » Mais ces vaisseaux n'arrivèrent pas à leur destination; ils furent capturés à la hauteur de Pise par une flotte biscaïenne et génoise.

Charles n'avait nullement réussi à obtenir du pape Alexandre VI la reconnaissance de ses droits sur Naples par un acte formel d'investiture; il décida toutefois que la cérémonie du couronnement aurait lieu, et, le 12 mai, il fit son entrée publique dans la ville, revêtu d'un magnifique manteau

d'écarlate et d'hermine, le diadème impérial sur la tête, le sceptre dans une main et le globe, symbole de la souveraineté universelle, dans l'autre, tandis que la populace adulatrice le saluait du nom auguste d'empereur. Cette comédie jouée, il se prépara à quitter immédiatement Naples et, le 20 mai, il partit avec la moitié de son armée, qui ne comprenait pas en tout plus de neuf mille combattants ; il laissa l'autre moitié pour défendre sa nouvelle conquête. C'était là un arrangement très impolitique, car il ne prenait pas assez d'hommes avec lui pour couvrir sa retraite et n'en laissait pas assez pour protéger le royaume conquis.

Nous ne suivrons pas les Français dans leur marche à travers l'Italie; il suffit de dire que cette retraite ne se fit pas avec assez de célérité pour prévenir la jonction des forces alliées, qui se réunirent, pour barrer le passage aux envahisseurs, sur les bords du Taro, près de Fornovo; là se livra une bataille, dans laquelle Charles, à la tête de sa chevalerie, accomplit d'héroïques faits d'armes qui jetèrent de l'éclat sur son entreprise mal conçue, et qui, s'ils ne lui assurèrent pas une victoire bien décisive, lui en firent au moins recueillir les fruits, puisqu'il put continuer sa marche, sans être inquiété. A Turin il entra en négociations avec le politique duc de Milan, et, par le traité de Verceil, le 10 octobre 1495, il détacha ce rusé prince de la coalition, sans obtenir aucun autre avantage. Les Vénitiens, tout en refusant d'entrer dans ce traité, ne s'opposèrent pas à un arrangement qui devait hâter le retour de leur formidable ennemi en France; leurs vœux furent bientôt accomplis. Charles, cédant à son impatience et à celle de ses courtisans, repassa ces montagnes que la nature a élevées, comme une barrière d'ailleurs inutile, aux portes de l'Italie, et attei-

gnit Grenoble avec ses troupes, le 27 du même mois. Rentré dans ses États, le jeune roi se livra sans réserve aux plaisirs licencieux qu'il aimait passionnément, oubliant en même temps ses rêves ambitieux et les braves compagnons d'armes qu'il avait abandonnés en Italie. Ainsi finit cette mémorable expédition qui, couronnée d'un succès complet, n'eut cependant, pour ceux qui l'avaient entreprise, d'autre résultat durable que d'enfanter ces guerres désastreuses qui consumèrent les forces de leur pays, pendant une grande partie du XVIe siècle.

Charles VIII avait laissé comme vice-roi à Naples Gilbert de Bourbon, duc de Montpensier, prince du sang, guerrier brave et fidèle, mais possédant peu de capacités militaires et aimant son lit au point, dit Comines, d'en sortir rarement avant midi. Le commandement des forces dans la Calabre avait été confié à d'Aubigny, cavalier écossais de la famille des Stuart, élevé par Charles à la dignité de connétable de France; ce seigneur était si estimé à cause de ses nobles et chevaleresques qualités, qu'il fut appelé par les annalistes de ce temps, au rapport de Brantôme, « grand chevalier sans reproche. » Il avait une grande expérience de la guerre et passait pour un des meilleurs capitaines de la France. Outre ces deux commandants principaux, il y en avait d'autres d'un rang inférieur, établis, à la tête de petits détachements, sur différents points et particulièrement dans les villes fortes, le long des côtes.

Le roi avait à peine quitté Naples, lorsque son rival, Ferdinand, qui avait déjà terminé ses préparatifs en Sicile, fit une descente à l'extrémité méridionale de la Calabre, avec l'aide des Espagnols commandés par l'amiral Requesens, et de Gonsalve de Cordoue, qui avait atteint la Sicile au mois

de mai. Comme ce dernier général est destiné à jouer un rôle glorieux dans les guerres italiennes, il convient de dire quelques mots de sa vie antérieure.

Gonzalo Fernandez de Cordova ou d'Aguilar, comme on l'appelait quelquefois du nom d'une terre appartenant à cette branche de la famille, naquit à Montilla, en 1453. Son père mourut prématurément, laissant deux fils, Alonso de Aguilar, cité dans quelques-unes des pages les plus brillantes de l'histoire de la guerre de Grenade, et Gonsalve, qui avait trois ans de moins que son frère. Sous les règnes, féconds en troubles, de Jean II et de Henri IV, la cité de Cordoue fut désolée par les querelles des familles rivales de Cabra et d'Aguilar; on rapporte que les partisans de cette dernière famille, après la mort du père de Gonsalve, leur chef, témoignèrent leur attachement à cette maison en portant son fils, enfant, dans toutes leurs rencontres; de sorte que celui-ci grandit, peut-on dire, au milieu du bruit des armes.

La guerre civile finie, les deux frères suivirent la fortune d'Alphonse et d'Isabelle. Le jeune Gonsalve se fit bientôt remarquer à la cour par sa beauté extraordinaire, la grâce de ses manières et son habileté dans tous les exercices chevaleresques; il étalait dans son costume, dans son équipage et dans son train de vie une magnificence, qui, avec ses brillantes qualités, le fit appeler *el principe de los cavalleros*, le prince des cavaliers. Ses prodigalités lui attirèrent plus d'une fois d'affectueuses remontrances de la part d'Alonso, qui, étant son aîné, avait hérité du *mayorazgo* ou des domaines patrimoniaux et pourvoyait généreusement à l'entretien de son frère. Gonsalve servit, pendant la guerre contre le Portugal, sous les ordres d'Alonso de Cardenas, grand-maître de Saint-Jacques, et fut publiquement compli-

menté par celui-ci sur la bravoure qu'il avait déployée à la bataille d'Albuera, où le jeune héros, comme on en fit l'observation, s'exposa sans nécessité aux plus grands dangers par la pompeuse richesse de son armure. Gonsalve parla toujours avec une extrême déférence de ce commandant, ainsi que du comte de Tendilla, déclarant qu'il avait appris à leur école l'art de la guerre.

Mais ce fut pendant la longue lutte contre les Mores de Grenade qu'il compléta ses études militaires; il ne joua pas, il est vrai, un rôle aussi éminent dans ces campagnes que certains autres chefs plus âgés et plus expérimentés; mais, en différentes occasions, il montra une habileté, une valeur rares. Il se distingua particulièrement à la prise de Tajara, d'Illora et de Monte Frio; il conduisit l'assaut donné à cette dernière ville et monta le premier sur les murs de la place, en face de l'ennemi. Il faillit perdre la vie dans une escarmouche de nuit devant Grenade, peu de temps avant la chute de cette capitale. Au fort de l'action, son cheval fut tué sous lui, et Gonsalve, tombé dans la vase et ne pouvant se dégager, eût été infailliblement tué, si un fidèle serviteur ne l'eût mis sur son propre cheval, en lui recommandant, en peu de mots, sa femme et ses enfants. Gonsalve échappa, mais le brave soldat paya son dévouement de la vie. A la fin de la guerre, son adresse et sa connaissance de la langue arabe le firent choisir, avec Zafra, secrétaire de Ferdinand, pour conduire les négociations avec le roi more; il fut reçu secrètement de nuit dans la ville et réussit à régler avec l'infortuné Abdallah les conditions de la capitulation, telles que nous les avons fait connaître. Les souverains espagnols, pour reconnaître ces différents services, lui accordèrent une pension et de vastes domaines sur le territoire conquis.

Après la reddition de la capitale, Gonsalve continua de rester à la cour, dont il était l'un des plus précieux ornements par sa brillante réputation et par les grâces de sa personne. Il montrait dans ses manières toute la galanterie romanesque qui était un des signes caractéristiques de ce temps; entre autres exemples, nous rappellerons celui-ci. La reine avait accompagné sa fille Jeanne à bord de la flotte qui devait porter celle-ci en Flandre, pays de son époux; après avoir fait ses adieux à l'infante, la reine revint en barque, mais les eaux avaient tellement grossi que l'on trouva difficile d'aborder. Au moment où les matelots se préparaient à pousser la barque plus près du bord, Gonsalve, qui était présent et richement vêtu de brocart et de velours cramoisi, comme les historiens castillans prennent soin de nous l'apprendre, ne voulant pas que la personne de son auguste maîtresse fût souillée au contact de ces mains grossières, entra dans l'eau et porta la reine dans ses bras jusqu'au rivage, au milieu des cris et des applaudissements des spectateurs. C'est là un pendant à l'histoire bien connue de sir Walter Raleigh[1].

Isabelle, connaissant intimement et depuis longtemps Gonsalve, avait pu se faire une appréciation exacte de ses grands talents. Lorsque l'expédition italienne fut résolue, elle jeta aussitôt les yeux sur lui comme sur l'homme le plus

[1] Gonsalve donna une autre preuve de sa galanterie pendant la guerre de Grenade, lors de l'incendie qui consuma à Santa-Fé la tente royale, avec la plupart des vêtements de la reine et d'autres objets de prix. Ayant appris ce désastre à son château d'Illora, le noble seigneur le répara si bien à l'aide de la magnifique garde-robe de sa femme, dona Maria Manrique, qu'Isabelle s'écria en plaisantant : « Le feu a fait plus de ravages dans les quartiers de Gonsalve que dans les miens. »

capable de la diriger; elle le savait doué des qualités essentielles au succès dans une entreprise nouvelle et difficile, le courage, la constance, une prudence singulière, l'adresse dans les négociations et une inépuisable fécondité d'imagination. Elle le recommanda donc sans hésitation à son époux, comme le commandant de l'armée d'Italie, et celui-ci approuva son choix, au grand étonnement de la cour qui, malgré la grande faveur témoignée au héros par les souverains, ne s'attendait pas à le voir élevé au dessus de capitaines, plus vieux et plus renommés que lui. L'événement prouva la sagacité d'Isabelle.

La partie de l'escadre qui devait porter le nouveau général en Sicile, était prête à prendre la mer, au printemps de 1495; après une traversée orageuse, elle arriva à Messine, le 24 mai. Ferdinand de Naples avait déjà commencé les opérations dans la Calabre, où il avait occupé Reggio, avec l'aide de l'amiral Requesens, qui avait atteint la Sicile avec une partie de la flotte, peu de temps avant l'arrivée du général. L'armée espagnole ne comprenait pas en tout plus de six cents lances et de quinze cents fantassins, sans compter les hommes employés à bord des vaisseaux; il y en avait près de trois mille cinq cents. La dernière guerre contre les Mores avait épuisé les finances de l'Espagne: on n'avait pu faire des dépenses extraordinaires, et Ferdinand se proposait d'assister son parent, plutôt en lui donnant l'appui de son nom qu'en lui fournissant des forces nombreuses. On se prépara cependant à faire de nouvelles levées, surtout parmi les hardis paysans des Asturies et de la Galice, qui avaient eu moins de charges à supporter que les habitants des provinces méridionales, dans les derniers temps.

Le 20 mai, Gonsalve de Cordoue se rendit à Reggio, en

Calabre, où il convint d'un plan d'opérations avec le jeune monarque. Avant l'ouverture de la campagne, plusieurs places fortes de la province, fidèles à la maison d'Aragon, furent remises entre ses mains, comme garantie du remboursement des frais de la guerre au gouvernement espagnol; le général ayant peu de confiance dans ses soldats calabrais et siciliens, dut détacher de son armée une grande partie de ses troupes espagnoles, pour garder ces villes [1].

La présence de leur souverain ranima la fidélité des Calabrais; ils accoururent en foule sous ses étendards, et il finit par se trouver à la tête de six mille hommes, mauvaise milice du pays pour la plupart. Il marcha aussitôt avec Gonsalve sur Sainte-Agathe, qui lui ouvrit ses portes sans résistance; de là il se dirigea sur Seminara, place assez forte, à huit lieues environ de Reggio. En route il tailla en pièces un détachement envoyé par les Français pour renforcer la garnison de cette ville. Seminara, imitant l'exemple de Sainte-Agathe, ne fit aucune opposition aux Napolitains. Pendant ce temps, l'amiral vénitien, Antonio Grimani, croisait avec vingt-quatre galères sur les côtes orientales du royaume, et, attaquant la forte ville de Monopoli, occupée par les Français, passait la plus grande partie de ceux-ci au fil de l'épée.

D'Aubigny, qui se trouvait avec un faible corps d'armée au

[1] L'occupation de ces places par Gonsalve excita la défiance du pape au sujet des intentions des souverains espagnols; à la suite de ses représentations, l'envoyé castillan, Garcilasso de la Vega, fut chargé d'avertir Gonsalve « de rendre les places qui lui avaient été remises, si elles étaient sans importance, mais, dans le cas contraire, d'en référer d'abord au gouvernement. « Ferdinand, comme nous l'assure Abarca, « ne voulait donner à personne aucun sujet de plaintes, *à moins qu'il n'eût beaucoup à y gagner.* »

sud de la Calabre, comprit la nécessité d'agir vigoureusement pour arrêter les progrès de l'ennemi; il résolut de réunir ses forces, éparses dans la province, et de marcher contre Ferdinand, avec l'espoir d'amener celui-ci à lui livrer bataille. Outre les garnisons de la Calabre, il appela à son aide les troupes, consistant principalement en infanterie suisse, qui étaient cantonnées dans la Basilicate, sous les ordres de Précy, jeune et brave cavalier, réputé un des meilleurs officiers français. Après l'arrivée de ce renfort et des soldats levés par les barons angevins, d'Aubigny, dont l'armée alors surpassait de beaucoup celle de son adversaire, se dirigea vers Seminara.

Le roi de Naples, ignorant la jonction de d'Aubigny avec Précy et croyant avoir la supériorité du nombre sur son ennemi, résolut, en apprenant qu'il approchait, de l'atteindre avant qu'il fût arrivé à Seminara et de lui offrir le combat. Gonsalve était d'un avis opposé; il ne voulait pas, avec des soldats peu habitués à lutter contre les vétérans suisses et français, abandonner tout au hasard d'une seule bataille. La grosse cavalerie espagnole, il est vrai, n'avait pas d'égale en Europe et surpassait même, dit-on, toute autre, par la beauté et la perfection de ses armes, à une époque où celles-ci étaient remarquables par leur luxe; mais il n'avait qu'une poignée de ces guerriers, la majeure partie de sa cavalerie étant composée de *ginetes* armés à la légère, précieux dans la sauvage guerre de guerillas qu'ils faisaient devant Grenade, mais évidemment incapables de tenir tête aux gens d'armes français, bardés de fer. Gonsalve craignait aussi d'envoyer contre la formidable phalange des piquiers suisses, sans une plus longue préparation, des fantassins qui n'avaient que des épées courtes et des boucliers, et qui, peu

nombreux, avaient encore vu diminuer leur nombre. Quant aux Calabrais, ils ne lui inspiraient pas la moindre confiance. Dans tous les cas, il jugeait prudent, avant d'en venir aux mains avec l'ennemi, de se procurer des renseignements plus complets sur la force de celui-ci.

Mais l'impatience de Ferdinand et de ses compagnons d'armes l'emporta sur la prudence; les principaux officiers, espagnols et italiens, parmi lesquels plusieurs se firent par la suite une brillante réputation dans ces guerres, pressèrent vivement le général de sortir de son hésitation; ils lui représentèrent qu'il serait impolitique de montrer de la défiance au sujet de ses forces, dans ce moment critique, et de refroidir l'ardeur des soldats, dont le sang était échauffé. Gonsalve, sans être convaincu, céda à ces instances, et le roi de Naples s'avança sans retard, avec sa petite armée, à la rencontre de l'ennemi.

Après avoir traversé une chaîne de montagnes qui s'étend à l'est de Seminara, à trois milles environ de cette place, Ferdinand arriva devant une petite rivière, au delà de laquelle il aperçut les Français marchant rapidement. Il prit la résolution de les attendre et s'établit sur le penchant des collines, ayant sa cavalerie à droite et son infanterie à gauche.

D'Aubigny et Précy, se mettant à la tête de leur cavalerie formant leur aile gauche, composée d'environ quatre cents hommes armés pesamment et de huit cents armés à la légère, se jetèrent sans hésitation dans l'eau. Leur droite était formée par les piquiers suisses, réunis en phalange compacte; derrière étaient les milices du pays. Les ginètes réussirent à mettre quelque désordre parmi les gens d'armes français, avant que ceux-ci eussent pu reformer leurs rangs,

après avoir franchi la rivière; ce premier moment passé, incapables de soutenir le choc de ces adversaires, ils tournèrent bride et battirent brusquement en retraite, avec l'intention de revenir presque aussitôt à la charge, d'après la tactique des Mores. Les Calabrais, ne comprenant pas cette manœuvre, l'interprétèrent comme une fuite; ils crurent la bataille perdue; saisis d'une panique soudaine, ils se dispersèrent et s'enfuirent jusqu'au dernier, avant que les Suisses eussent même baissé leurs lances pour les attaquer.

Ferdinand tenta vainement de rallier les fuyards, bientôt atteints par la cavalerie française qui en fit un terrible carnage. Le jeune roi, signalé à l'ennemi par sa magnifique armure et les plumes qui ornaient son casque, courut de grands dangers; au moment où il venait de briser sa lance dans le corps d'un des cavaliers qui le serraient de plus près, son cheval s'abattit sous lui, et, les pieds engagés dans les étriers, Ferdinand eût infailliblement péri dans la mêlée, sans l'aide d'un jeune noble, nommé Juan de Altavilla, qui lui donna son propre cheval et attendit avec calme l'approche des ennemis, qui l'eurent bientôt tué. Il n'est pas rare de voir dans ces guerres de pareils exemples de fidélité et de dévouement, qui adoucissent la sombre et rude physionomie de cette époque.

On vit longtemps après la fuite du roi, Gonsalve, au fort du combat, chargeant avec fureur les Français, à la tête d'une poignée d'Espagnols, non dans l'espoir de changer la fortune de la journée, mais de protéger les Napolitains en déroute; à la fin, entraîné par le flot des fuyards, il réussit à ramener la plus grande partie de sa cavalerie saine et sauve, à Seminara. Si les vainqueurs avaient poursuivi leur succès,

presque toute l'armée royale, avec Ferdinand et Gonsalve probablement, serait tombée dans leurs mains, et ainsi le sort, non seulement de cette campagne, mais de Naples même, eût été fixé par cette bataille, mais les Français savaient mieux vaincre que profiter de leurs avantages, et ils ne tentèrent pas de poursuivre les vaincus. On attribue cette inaction à la maladie de leur général d'Aubigny, due à l'excessive insalubrité du climat; il était trop faible pour pouvoir rester longtemps à cheval, et se fit porter dans une litière, aussitôt que le résultat put être prévu. Quoi qu'il en soit, les fruits de la victoire échappèrent aux vainqueurs. Ferdinand s'embarqua, le même jour, sur un vaisseau qui le ramena en Sicile, et, le lendemain matin, avant le lever du jour, Gonsalve, avec quatre cents lances espagnoles, se retira à travers les montagnes jusqu'à Reggio. Telle fut la première bataille importante dans laquelle ce général exerça un commandement supérieur; nul ne lui reprocha de l'avoir perdue, parce qu'elle avait été livrée malgré lui; au contraire, sa conduite dans cette journée contribua beaucoup à établir sa réputation, en le montrant aussi sage dans le conseil qu'intrépide dans l'action.

Le jeune roi, loin de se laisser décourager par ce revers, devint plus confiant parce qu'il connaissait les bonnes dispositions des Calabrais envers lui. Espérant que la capitale ne se montrerait pas moins fidèle, il résolut de frapper un coup hardi pour la reprendre avant même qu'à la suite de sa défaite ses partisans fussent tombés dans l'abattement. Il s'embarqua donc à Messine, avec une poignée de soldats, à bord de l'escadre commandée par l'amiral Requesens; celle-ci se composait en tout de quatre-vingts vaisseaux, la plupart de petite dimension. Avant la fin du mois de juin,

Ferdinand parut devant le port de Naples avec cette flotte qui, malgré un extérieur formidable, portait peu de troupes de terre.

Le duc de Montpensier occupait Naples, avec six mille hommes; à l'apparition de la flotte espagnole, il sortit pour empêcher un débarquement, ne laissant dans la capitale qu'un petit nombre de soldats pour tenir la population en respect; mais il s'était à peine éloigné que celle-ci, qui attendait avec impatience une occasion de secouer le joug, sonna le tocsin et, se levant partout en armes, massacra sa faible garnison et ferma les portes au vice-roi; pendant ce temps, le jeune prince, ayant réussi à attirer son adversaire dans une fausse direction, arriva et fut reçu avec des transports de joie par un peuple enthousiaste.

Cependant les Français, chassés de la ville, avaient fait un détour et étaient entrés dans les forts qui la dominaient. De là Montpensier fit, nuit et jour, à la tête de sa gendarmerie, des sorties dans lesquelles les habitants souffraient beaucoup, jusqu'à ce qu'ils se fussent enfin mis à couvert derrière des barricades, construites en toute hâte avec des chariots, des sacs de pierre, de sable, et tout ce qui leur tomba sous la main. En même temps, les fenêtres, les balcons, les toits des maisons regorgeaient de combattants, qui firent pleuvoir sur la tête des ennemis une grêle meurtrière de traits et les forcèrent de se retirer. Le vice-roi se vit alors étroitement assiégé; à la fin, réduit par la famine, il dut capituler; avant le terme fixé pour sa reddition, il s'enfuit nuitamment par mer à Salerne, avec deux mille cinq cents hommes. Le reste de la garnison, occupant les forts, se rendit, au commencement de l'année suivante. C'est ainsi que, par un de ces brusques revirements auxquels se plaît la

fortune de la guerre, le roi proscrit, dont le sort, quelques semaines auparavant, paraissait tout à fait désespéré, était remonté sur le trône de ses ancêtres.

Montpensier ne resta pas longtemps dans ses nouveaux quartiers; il vit la nécessité d'agir immédiatement pour arrêter les progrès alarmants de l'ennemi. Il quitta Salerne, avant la fin de l'hiver, ayant renforcé son armée de toutes les troupes qu'il put rappeler des provinces, et se dirigea vers la Pouille, où Ferdinand s'était déjà établi; il voulait provoquer celui-ci à un combat décisif, mais le jeune prince, dont les forces étaient bien inférieures à celles du duc, resta sur la défensive, attendant un renfort considérable promis par Venise. Celui-ci arrivé, les deux armées se trouvèrent égales, et aucun des deux adversaires ne voulut jouer la partie en un seul coup; la saison s'écoula au milieu d'opérations languissantes, qui n'eurent aucun résultat important.

Pendant ce temps, Gonsalve de Cordoue s'avançait lentement à travers la Calabre méridionale. Dans ce pays de montagnes abruptes, comme les Alpujarras, garni partout de places fortes, il put recourir aux manœuvres qu'il avait apprises dans la guerre de Grenade; il n'employait guère les soldats pesamment armés; il avait plus de confiance dans ses ginètes et plus encore dans son infanterie, mais évitait prudemment toute rencontre avec les redoutables bataillons suisses. Il suppléait à sa faiblesse numérique et au manque de force réelle par la rapidité de ses mouvements et par la tactique rusée des Mores; il fondait sur l'ennemi au moment où on l'attendait le moins, le surprenait dans ses positions au milieu de la nuit, l'attirait dans des embuscades et désolait les campagnes par ces terribles incursions dont il avait

été si souvent témoin dans les belles *vegas* de Grenade. Il adopta la politique suivie par Ferdinand le Catholique, dans la guerre contre les musulmans; doux pour celui qui se soumettait, il tirait une terrible vengeance de ceux qui lui résistaient.

Les Français étaient déconcertés par ces opérations irrégulières, si différentes de celles auxquelles ils étaient habitués; la maladie de d'Aubigny et le mécontentement croissant des Calabrais, partisans de l'Espagne, surtout dans les parties du pays voisines de la Sicile, augmentèrent leur découragement.

Gonsalve, profitant de ces heureuses circonstances, poursuivit ses succès et, emportant coup sur coup les forteresses, se trouva, à la fin de l'année, maître de toute la basse Calabre. Ses progrès auraient été plus rapides encore sans les graves difficultés que lui fit subir le manque de vivres. Il avait reçu quelques renforts de Sicile, mais très peu d'Espagne; les Galiciens, qu'on lui avait promis et vantés, s'étaient réduits de quinze cents hommes à trois cents à peine, qui arrivèrent dans l'état le plus misérable, sans vêtements et sans aucune espèce de munitions. Il dut affaiblir encore davantage son armée, en jetant des garnisons dans les villes conquises, dont il dut laisser la plupart sans défense. En outre, il manquait d'argent pour payer ses troupes et fut retenu près de deux mois à Nicastro, jusqu'à ce que la somme nécessaire lui eût été envoyée d'Espagne, en février 1496; il reprit alors les opérations avec une telle vigueur qu'à la fin du printemps il avait réduit toute la haute Calabre, à l'exception d'un petit coin du pays où d'Aubigny se maintenait encore. Dans ce moment il fut rappelé du théâtre de ses exploits au secours du roi de Naples,

qui campait devant Atella, place forte au milieu des Apennins, sur les confins occidentaux de la Basilicate.

La campagne de l'hiver précédent s'était passée sans résultats décisifs, Montpensier et Ferdinand étant restés en présence sans en venir aux mains. Cette longue inaction avait été fatale aux Français : les paysans des environs avaient intercepté les vivres; les mercenaires suisses et allemands, n'étant pas payés, s'étaient mutinés et avaient déserté; les Napolitains, servant sous leurs drapeaux, étaient partis par bandes, fatigués des manières insolentes et hautaines de leurs alliés. Et, pendant ce temps, Charles VIII consumait ses jours et sa santé dans des débauches; depuis qu'il avait repassé les Alpes, il paraissait avoir oublié entièrement l'Italie. Il se montrait également insensible aux supplications du petit nombre d'Italiens qui se trouvaient à sa cour et aux représentations de ses nobles, dont plusieurs, quoique opposés à la première expédition, en auraient volontiers entrepris une seconde, pour secourir leurs braves compagnons d'armes, que le jeune roi abandonnait maintenant avec insouciance à leur sort.

A la fin, Montpensier, n'espérant plus recevoir de renfort et manquant de provisions, résolut de se retirer des environs de Bénévent, où campaient les deux armées, et de gagner la fertile province de la Pouille, dont les principales villes étaient encore occupées par ses compatriotes. Il leva secrètement le camp, à lafaveur de la nuit, et il avait l'avance d'un jour de marche sur l'ennemi, lorsque celui-ci commença de le poursuivre avec une telle vigueur qu'il rejoignit les Français à Atella et leur barra le passage. Cette petite ville située, comme nous l'avons déjà dit, sur les confins occidentaux de la Basilicate, repose au fond d'une large vallée, enfermée

entre de hautes montagnes en amphithéâtre et traversée par une petite rivière, affluent de l'Ofanto, qui baigne la ville et sur laquelle se trouvaient plusieurs moulins qui fournissaient celle-ci de farine. A quelques milles de distance s'élevait la forte place de Ripa Candida, où les Français tenaient garnison et dont leur général comptait se servir pour conserver des communications avec les régions fertiles de l'intérieur.

Ferdinand, désireux d'amener la guerre à une fin en faisant toute l'armée ennemie prisonnière, résolut de la bloquer étroitement; il fit occuper toutes les avenues de la ville de manière à couper les vivres aux assiégés. Mais il reconnut bientôt que ses troupes, quoique beaucoup plus nombreuses que celles de son adversaire, ne pourraient sans aide suffire à cette tâche; il appela donc auprès de lui Gonsalve de Cordoue, dont la renommée se répandait en ce moment dans tout le royaume.

Le général espagnol campait à Castrovallari, au nord de la haute Calabre, lorsqu'il reçut cette invitation. Il se vit, s'il s'y rendait, en danger de perdre tous les fruits d'une longue suite de victoires, car son actif ennemi ne manquerait pas de profiter de son absence, pour réparer ses pertes; mais, en refusant d'y obéir, il laissait peut-être échapper la meilleure occasion qui se fût offerte de finir la guerre d'un seul coup. Il se décida donc immédiatement à quitter le théâtre de ses triomphes et à marcher au secours de Ferdinand; mais il résolut d'infliger à son adversaire, avant son départ, une défaite qui le rendît incapable de rien entreprendre en son absence.

Gonsalve avait appris qu'un nombre considérable de seigneurs angevins, la plupart de la puissante famille de San

Severino, s'étaient réunis, avec leurs vassaux et un corps de troupes françaises, dans la petite ville de Laino, sur les confins et au nord-ouest de la haute Calabre, où ils attendaient d'Aubigny qui devait les rejoindre. Il projeta de surprendre cette ville et de s'emparer du riche butin qu'elle renfermait. Il devait traverser un pays sauvage et montagneux, dont les défilés étaient occupés par des paysans, partisans de la maison d'Anjou. Le général espagnol n'eut toutefois pas de peine à s'ouvrir un passage à travers ces ennemis indisciplinés; il entoura et tailla en pièces un fort détachement qui s'était mis en embuscade dans la vallée de Murano. Laino, que baigne le Lao, était défendu par une forte citadelle, bâtie sur le bord opposé de la rivière et reliée à la ville par un pont. Cette forteresse commandait les approches de la place, du côté de la grande route; aussi Gonsalve fit-il un détour par les montagnes. Il marcha toute la nuit, et, passant à gué le Lao, à deux milles environ en amont de la ville, il entra dans celle-ci, avec sa petite armée, avant le lever du jour, après avoir envoyé un petit détachement pour prendre possession du pont. Les habitants, réveillés en sursaut par l'apparition inattendue des Espagnols au milieu d'eux, coururent aux armes et volèrent vers la citadelle, sur le bord opposé de la rivière, mais le pont était déjà occupé, et les Napolitains, les Français, assaillis de toutes parts, firent une résistance désespérée, qui finit par la mort de leur chef, Americo San Severino, et la prise de tous ceux de ses compagnons qui ne périrent pas dans la mêlée. Un riche butin tomba dans les mains des vainqueurs, avec vingt barons angevins, qui furent envoyés comme prisonniers à Naples. Ce rude coup, dont la nouvelle fut portée avec la rapidité de l'éclair dans tout le royaume,

décida du sort de la Calabre; il répandit la terreur parmi les Français et les accabla au point que Gonsalve cessa de craindre qu'ils fissent un mouvement hostile, pendant son absence.

Le général espagnol, sans perdre de temps, se mit en marche vers Atella; avant de sortir de la Calabre, il avait reçu d'Espagne un renfort de cinq cents soldats; son armée entière, d'après Paul Jove, s'élevait à cent hommes d'armes, cinq cents chevau-légers, et deux mille hommes d'infanterie, soldats d'élite, familiarisés avec les dangers et les fatigues de la guerre. Il traversa un pays ennemi en grande partie, sans rencontrer beaucoup d'opposition, car, dit l'historien que nous venons de citer, la terreur de son nom l'avait précédé. Il arriva devant Atella, au commencement de juin; à son approche, le roi de Naples sortit du camp pour le recevoir, avec le marquis de Mantoue, commandant des Vénitiens, et le légat du pape, César Borgia; tous s'empressaient de rendre hommage au général qui avait accompli de si brillants exploits et, en moins d'une année, s'était rendu maître de la plus grande partie du royaume de Naples, malgré les plus faibles ressources, malgré les soldats les plus braves et les plus disciplinés de l'Europe. C'est alors, d'après les écrivains espagnols, que Gonsalve fut, d'un commun accord, salué du nom de Grand Capitaine, nom sous lequel il est bien plus connu que sous le sien, en Espagne et, peut-on ajouter, dans la plupart des histoires du temps.

Gonsalve vit les assiégés souffrant beaucoup du blocus, qui ne laissait entrer que peu de provisions dans la ville; cependant, avec son œil perçant, il reconnut aussitôt que, pour rendre celui-ci complet, il fallait détruire les moulins

des environs, qui fournissaient Atella de farine. Il tenta lui-même l'entreprise, avec son armée, dès le jour de son arrivée. Montpensier, comprenant l'importance de ces moulins, avait confié leur défense à une forte garde, composée d'archers gascons et de piquiers suisses. Bien que les Espagnols n'eussent jamais été aux prises avec de grandes masses de cette formidable infanterie, cependant elle ne leur inspirait plus guère de terreur, car ils en avaient battu quelquefois de petits détachements et ses manœuvres leur étaient devenues familières. Leur général avait même profité de l'exemple des Suisses, pour mêler de longues piques aux épées courtes et aux boucliers de ses fantassins.

Gonsalve divisa sa cavalerie en deux corps; l'un, composé des soldats pesamment armés, avec quelques chevau-légers, devait s'opposer aux sorties des assiégés; l'autre devait aider l'infanterie dans l'attaque. Ces dispositions prises, il s'avança, plein de confiance, vers l'ennemi. A son approche, les archers, saisis d'une panique soudaine, s'enfuirent honteusement, après avoir lancé une seule volée de flèches. Restaient les Suisses; exténués par les souffrances du siége et tout découragés par une longue suite de revers, voyant aussi devant eux un ennemi nouveau et victorieux, ils ne montrèrent pas leur intrépidité habituelle, mais, après une faible résistance, abandonnèrent leur position et se retirèrent vers la ville. Gonsalve, ayant obtenu ce qu'il voulait, ne se soucia pas de les poursuivre et s'occupa immédiatement de détruire les moulins, dont, au bout de peu d'heures, il ne resta plus de vestige. Trois jours après, il aida les Napolitains dans un assaut donné à Ripa Candida, et emporta ce poste important, au moyen duquel Atella conservait des communications avec l'intérieur du pays.

Sans ressources désormais et sans espoir de recevoir des secours de leur pays, les Français, après avoir souffert les plus cruelles privations et avoir été réduits à se nourrir des aliments les plus répugnants, demandèrent à capituler. Les conditions furent bientôt réglées avec le roi de Naples, qui ne désirait rien tant que de voir son pays débarrassé des envahisseurs. Il fut convenu que, si Montpensier n'était pas secouru dans les trente jours, il évacuerait Atella et ordonnerait la remise à Ferdinand de toutes les villes soumises à son autorité dans le royaume, avec leur artillerie; à ces conditions, on lui fournirait des vaisseaux pour ramener ses soldats en France; les mercenaires étrangers pourraient rentrer dans leur pays, et une amnistie générale serait proclamée en faveur des Napolitains qui feraient leur soumission dans les quinze jours.

Tels étaient les articles de cette capitulation, qui fut signée le 21 juillet 1496, et que Comines, qui en reçut la nouvelle à la cour de France, n'hésite pas à dénoncer comme « un traité des plus honteux et sans exemple, sauf celui qui fut conclu par les consuls romains aux fourches caudines; » ce traité, disait-il, était trop déshonorant pour que ses compatriotes pussent le ratifier. C'était là certainement un reproche immérité et fait avec mauvaise grâce par une cour qui consumait dans des débauches les ressources indispensables aux vaillants et fidèles sujets, qui s'efforçaient de défendre l'honneur de leur pays sur une terre étrangère.

Malheureusement Montpensier ne put exécuter pleinement la convention; un grand nombre d'officiers refusèrent de remettre les places qui leur avaient été confiées, sous prétexte que leur autorité leur venait, non du vice-roi, mais du roi lui-même. Pendant que l'on discutait ce point, les Fran-

çais furent conduits à Baïa, à Pouzzoles et dans les villes voisines sur la côte. L'insalubrité de ces lieux, jointe à celle de l'automne et à des excès de vin et de fruits, amenèrent bientôt parmi les soldats une épidémie qui les emporta en foule. Le brave Montpensier fut l'une des premières victimes; il résista aux affectueuses sollicitations de son beau-frère, le marquis de Mantoue, qui le pressait d'abandonner ses malheureux compagnons et de se retirer en quelque lieu sûr, à l'intérieur du pays. Le rivage était littéralement encombré de morts et de mourants. Des cinq mille Français qui étaient sortis d'Atella, cinq cents seulement revirent la France. Les Suisses et les autres mercenaires ne furent guère plus heureux; « ils traversèrent comme ils purent la péninsule, » dit un écrivain contemporain, « dans le plus déplorable état de dénuement et de souffrances, regardés avec intérêt de tous, comme un triste exemple des caprices de la fortune. » Telle fut la misérable destinée de cette brillante et formidable armée, qui, deux ans auparavant à peine, débordait dans les belles plaines de l'Italie, avec toute l'insolence de futurs vainqueurs. Il serait heureux que les noms de tous ces conquérants, dont les succès, achetés par les malheurs de l'humanité, éblouissent l'imagination, rappelassent une leçon aussi utile pour l'instruction de leurs semblables que celui de Charles VIII.

Le jeune rôi de Naples ne vécut pas assez pour jouir pleinement de son triomphe; à son retour d'Atella, il contracta une union malheureuse avec sa tante, princesse qui avait presque le même âge que lui et qu'il aimait depuis longtemps. Une vie de plaisirs assez immodérés, succédant à la vie de fatigues qu'il avait menée dans ces derniers temps, amena un crachement de sang, qui l'emporta dans la vingt-huitième

année de son âge et la seconde de son règne, le 7 septembre 1496. C'était le cinquième roi qui, dans le court espace de trois ans, s'était assis sur le trône de Naples.

Ferdinand possédait beaucoup de qualités appropriées au temps de troubles où il vécut. Il était énergique, prompt, et avait un esprit élevé et généreux; cependant il laissa percer, même à sa dernière heure, une rigidité, pour ne pas dire une férocité, qui avait été remarquée chez plusieurs de ses prédécesseurs, et qui fit naître de sinistres appréhensions sur sa politique future [1]. Il eut pour successeur son oncle Frédéric, prince doux et populaire à Naples à cause de sa bonté bien connue et de son respect pour la justice, respect dont il avait donné plus d'un exemple au milieu des singulières vicissitudes de sa vie. Ses vertus cependant auraient mieux convenu à un autre temps, car, ainsi que l'événement le prouva, elles le rendirent la dupe des politiques subtils et sans scrupules de cette époque.

Frédéric commença par proclamer une amnistie générale en faveur des Napolitains mécontents, et ceux-ci, tant était grande la confiance qu'il leur inspirait, rentrèrent presque tous dans le devoir. Il pria ensuite Gonsalve de l'aider à repousser les Français qui, en l'absence de ce général, avaient repris une attitude hostile dans la Calabre. Au nom du Grand Capitaine, les Italiens accoururent en foule de tous côtés, pour servir sans paie sous une bannière qui devait les conduire à la victoire. A mesure que le général avançait, il vit se soumettre l'une après l'autre toutes les

[1] Couché sur son lit de mort, Ferdinand, d'après Bembo, se fit apporter la tête de l'évêque de Teano, sa victime, pour s'assurer par ses propres eux de l'exécution de ses ordres relativement à celui-ci.



villes ; d'Aubigny fut bientôt réduit à la nécessité de chercher à obtenir du vainqueur les meilleures conditions et d'évacuer la province. La soumission de la Calabre fut, en peu de temps, suivie de celle du petit nombre de villes où les Français tenaient encore garnison, dans le reste du pays; il n'y avait plus, dans tout le royaume de Naples, un seul pouce de terrain qui appartînt encore à Charles VIII.

CHAPITRE III.

PAIX AVEC LA FRANCE.

(1496-1498.)

Entrée de Gonsalve dans les États-Romains. — Prise d'Ostie. — Réception du Grand Capitaine à Rome. — Paix avec la France. — Réputation acquise à Ferdinand par sa conduite dans la guerre. — Organisation d'une milice nationale en Espagne.

Il avait été convenu par le traité de Venise que, tandis que les alliés feraient la guerre dans le royaume de Naples, l'empereur d'Allemagne et le roi d'Espagne feraient une diversion en leur faveur, par une invasion en France. Ferdinand avait été fidèle pour sa part à cet engagement; dès le commencement des hostilités, il avait maintenu des forces considérables sur les frontières de son royaume, depuis Fontarabie jusqu'à Perpignan. En 1496, l'armée régulière, tenue à sa solde, s'élevait à dix mille hommes de cavalerie et quinze mille d'infanterie; cette armée et la flotte de Sicile étaient nécessairement de lourdes charges au milieu des embarras financiers occasionnés par la guerre des Mores. Le commandement des troupes dans le Roussillon avait été donné à don Enrique Enriquez de Guzman, qui, loin de se

borner à rester sur la défensive, fit de fréquentes incursions en France, enlevant quinze et vingt mille têtes de bétail en une fois et ravageant le pays jusqu'à Carcassonne et Narbonne. Les Français, qui avaient concentré de grandes forces dans le midi, usèrent de représailles et, dans une de leurs incursions, réussirent à surprendre la ville forte de Salses; toutefois, les ouvrages de défense de cette place étaient dans un si mauvais état que, ne la jugeant pas tenable, ils l'abandonnèrent à l'approche de l'ennemi. Bientôt après, une trève mit fin aux opérations de ce côté.

La soumission de la Calabre semblait ne plus rien laisser à faire au Grand Capitaine en Italie. Cependant, avant de quitter la péninsule, il s'engagea dans une entreprise qui, d'après le récit de ses biographes, forme un brillant épisode dans l'histoire de ses campagnes régulières. Charles VIII avait pris sur le territoire romain Ostie, le port de mer de Rome, et, à son départ, y avait laissé une garnison aux ordres d'un aventurier biscaïen, nommé Menaldo Guerri. Cette ville, par sa situation, commandait l'embouchure du Tibre, de manière que la horde de pirates qui l'occupait pouvait détruire presque entièrement le commerce de Rome et même plonger la population de cette capitale dans une grande détresse, en lui coupant les vivres. Le pape, incapable de se défendre lui-même, pria Gonsalve de l'aider à détruire ce nid de pillards; le général, inoccupé en ce moment, accéda à ses prières et parut bientôt après devant Ostie, avec sa petite armée s'élevant en tout à trois cents hommes de cavalerie et quinze cents d'infanterie.

Guerri, confiant dans la solidité des fortifications de la place, refusa de se rendre. Gonsalve, après avoir établi ses batteries, fit ouvrir un feu violent contre les murs qui, au

bout de cinq jours, présentèrent une large brèche. Sur ces entrefaites, l'ambassadeur d'Espagne près du saint-siége, Garcilasso de la Vega, ne pouvant rester inactif près d'un champ où il y avait des lauriers à cueillir, arriva au secours des assiégeants, avec une poignée de ses compatriotes résidant à Rome; cette petite troupe de braves montant à l'escalade du côté opposé à celui où se trouvait Gonsalve, entra dans la ville pendant que la garnison était aux prises sur la brèche avec le gros de l'armée espagnole. Surpris, assaillis dans tous les sens, Guerri et ses soldats cessèrent de résister et se rendirent prisonniers de guerre. Le vainqueur, avec une clémence rare dans de pareilles occasions, arrêta le carnage et conserva ses prisonniers pour les offrir en spectacle à son entrée dans la capitale du monde chrétien.

Celle-ci eut lieu quelques jours après, avec toute la pompe de l'ancien triomphe romain. Le général entra par la porte d'Ostie, à la tête de sa vaillante armée rangée en ordre de bataille, drapeaux flottants, au son de la musique; derrière marchaient les vaincus, si longtemps la terreur de la population qui maintenant les raillait. Les fenêtres et les balcons regorgeaient de spectateurs; les rues étaient encombrées d'une foule enthousiaste qui acclamait Gonsalve de Cordoue, « le libérateur de Rome. » Le cortége s'avança à travers les principales rues de la ville vers le Vatican, où Alexandre VI l'attendait, assis sous un dais somptueux dans le grand salon du palais et entouré des prélats et des nobles du plus haut rang. A l'approche de Gonsalve, les cardinaux se levèrent pour aller à sa rencontre. Le général s'agenouilla pour recevoir la bénédiction du pape, mais celui-ci, le relevant, l'embrassa sur le front et lui offrit la rose d'or, que les pontifes

avaient l'habitude de donner, comme récompense, aux champions les plus dévoués de l'Église.

Dans cette entrevue, Gonsalve obtint du pape le pardon de Guerri et de ses compagnons, ainsi qu'une exemption d'impôts en faveur des malheureux habitants d'Ostie. Dans la suite de la conversation, Alexandre ayant fort mal à propos reproché aux souverains espagnols leurs mauvaises dispositions à son égard, le général répondit avec chaleur, en énumérant les nombreux services rendus par ceux-ci au saint-siége, et, taxant franchement le pape d'ingratitude, il l'engagea assez brusquement à réformer sa vie et ses discours, qui scandalisaient toute la chrétienté. Le saint-père reçut sans se fâcher cette semonce peu respectueuse, quoique, comme le rapportent assez naïvement les historiens, il fût fort étonné de voir que le Grand Capitaine parlait avec tant de facilité et était si bien instruit de choses étrangères à sa profession.

Gonsalve fut reçu de la manière la plus flatteuse par le roi Frédéric, à son retour à Naples. Tout le temps qu'il passa dans cette ville, il fut logé et magnifiquement traité dans un des châteaux royaux; le monarque reconnaissant le créa duc de Saint-Ange et lui donna dans les Abruzzes une terre avec trois mille vassaux; il avait déjà conféré ces honneurs au brave Castillan, qui refusa de les accepter avant d'avoir obtenu le consentement de ses souverains. Peu de temps après, le général, quittant Naples, repassa en Sicile, où il régla certains différends qui s'étaient élevés entre le vice-roi et les habitants, au sujet des revenus de cette île; puis, s'embarquant avec toute son armée, il arriva en Espagne, au mois d'août 1498. Son retour dans son pays natal fut accueilli par la nation entière avec un enthousiasme, qui toucha plus

son cœur patriotique que les faveurs dont il avait été l'objet de la part de princes étrangers. Isabelle se montra surtout heureuse et fière, parce qu'il avait pleinement justifié la préférence qu'elle lui avait donnée sur des rivaux plus expérimentés, pour une mission difficile, et Ferdinand n'hésita pas à déclarer que les campagnes de Calabre projetaient plus d'éclat sur sa couronne que la conquête de Grenade.

L'expulsion totale des Français du royaume de Naples mit fin aux hostilités entre cette nation et l'Espagne; les uns avaient obtenu ce qu'ils voulaient, les autres étaient peu désireux de recommencer une entreprise funeste. Déjà avant ce temps, Charles VIII avait proposé aux souverains espagnols de traiter séparément avec eux, mais ceux-ci avaient refusé d'entrer dans aucun arrangement sans la participation de leurs alliés. Lorsque les Français eurent renoncé entièrement à leurs projets ambitieux, il ne parut plus y avoir de prétexte pour continuer la guerre. Le gouvernement espagnol n'avait d'ailleurs guère lieu d'être satisfait de ses alliés; l'empereur d'Allemagne n'avait pas envahi les frontières de la France, comme il s'y était obligé; d'un autre côté, on n'avait pas remboursé à l'Espagne les frais énormes qu'elle s'était imposés pour tenir ses engagements. Les Vénitiens s'étaient contentés de s'établir sur une aussi grande partie du royaume de Naples qu'il leur avait été possible, pour s'indemniser de leurs propres dépenses. Le duc de Milan s'était déjà entendu séparément avec Charles VIII. En un mot, chacun des membres de la ligue, le premier moment d'alarme passé, s'était montré prêt à sacrifier le bien général à ses intérêts particuliers. Ayant tant de motifs de mécontentement, les Espagnols consentirent à une trêve avec la France; elle devait commencer pour eux, le 5 mars, et pour leurs alliés,

s'ils désiraient être compris dans la convention, sept semaines plus tard; elle devait durer jusqu'à la fin d'octobre 1497. Cette trève fut prolongée par la suite, et, après la mort de Charles VIII, finit par un traité de paix définitif, signé à Marcoussi, le 5 août 1498.

C'est dans les discussions auxquelles ces arrangements donnèrent lieu qu'il fut pour la première fois question du partage du royaume de Naples entre les deux puissances, projet qui fut effectué quelques années plus tard. D'après Comines, la proposition vint de la cour d'Espagne, bien que celle-ci jugeât convenable de désavouer le fait; les écrivains castillans, au contraire, prétendent qu'elle fut faite par les Français, qui entrèrent même dans les détails du partage adopté par la suite, d'après lequel les deux Calabres furent assignées à l'Espagne. Quoi qu'il en soit, on ne peut guère douter que Ferdinand ne nourrît depuis longtemps le dessein de faire valoir, un jour ou l'autre, ses prétentions sur le trône de Naples; ainsi que son père et toute la nation même, il avait vu avec mécontentement passer à une branche illégitime de sa famille une couronne, qu'il considérait comme sa propriété légitime, achetée avec l'or et le sang de ses sujets; il avait surtout pris ombrage en voyant Frédéric arriver au pouvoir avec l'aide des Angevins, les anciens ennemis de la maison d'Aragon.

L'envoyé castillan, Garcilasso de la Vega, conformément à ses instructions, pria le pape de refuser l'investiture à Frédéric, mais en vain, car Alexandre VI, dont la famille s'était alliée à celle de Naples, avait les mêmes intérêts que celle-ci. Dans cet état de choses, on se demandait quel parti prendrait Gonsalve; le prudent général jugea le nouveau roi trop bien soutenu par l'affection de son peuple, pour qu'il fût sage de

l'inquiéter; il ne restait donc à Ferdinand qu'à se contenter de garder les places fortes, qui lui avaient été remises comme garantie du remboursement de ses frais de guerre, et à entretenir les relations qu'il avait nouées dans la Calabre, pendant les dernières campagnes, de manière à pouvoir agir vigoureusement, quand l'heure serait venue.

La conduite de Ferdinand, pendant toute la durée de la guerre d'Italie, avait considérablement ajouté en Europe à sa réputation de sagesse et de prudence; elle contrastait avec celle de son rival, Charles VIII, dont le premier acte avait été la cession d'un territoire aussi important que le Roussillon. La rédaction du traité relatif à cette cession avait, il est vrai, exposé le roi d'Aragon au reproche de duplicité; mais il ne s'était pas mis en opposition avec les maximes immorales du temps; aussi passait-il simplement pour un politique subtil et rusé, tandis que, d'un autre côté, il se présentait au monde dans une attitude imposante, comme le champion de l'Église et le défenseur des droits d'un parent opprimé. Son influence avait été sensible dans tout acte important, de l'ordre civil ou militaire; il avait travaillé activement, au moyen de ses ambassadeurs à Gênes, à Venise et à Rome, à former la grande confédération italienne, qui contribua à briser la puissance de Charles VIII; ses représentations avaient, plus que toute autre chose, réussi à éveiller la jalousie de Sforza, à fixer la politique vacillante d'Alexandre VI et à vaincre les hésitations et les lenteurs de Venise. Il avait montré une énergie soutenue dans l'action; le succès de la campagne fut, en grande partie, dû à la diversion qu'il fit dans le Roussillon et plus encore dans la Calabre; il n'avait pas fait des dépenses extraordinaires pour ce dernier pays; la raison en était, en partie, le mau-

vais état de ses finances, par suite de la guerre de Grenade et de ses opérations dans le Roussillon, mais, en partie aussi, son esprit d'économie habituel, qui lui faisait, différemment de son illustre épouse, restreindre ses subsides au strict nécessaire. Heureusement le génie du Grand Capitaine fut assez fécond en ressources pour suppléer à l'insuffisance des secours qu'il recevait, et les brillants succès de Gonsalve dissimulèrent la mesquinerie des préparatifs faits par son maître.

Les guerres italiennes furent d'une extrême importance pour les Espagnols; jusqu'à cette époque, ils avaient été renfermés dans les étroites limites de leur péninsule, ignorant ce qui se passait dans le reste de l'Europe et n'y prenant aucun intérêt. Un monde nouveau leur fut alors ouvert; ils apprirent à connaître leur force en luttant avec d'autres peuples sur un théâtre commun, et, le succès leur inspirant une plus grande confiance, ils se crurent appelés sur une scène où les attendaient de plus glorieux triomphes encore.

Ces guerres furent également une précieuse école de tactique. La croisade contre Grenade avait peu à peu formé et façonné à l'obéissance une milice courageuse, patiente, capable de supporter les fatigues et les privations. C'était là un grand progrès sur les habitudes indépendantes et déréglées de la soldatesque féodale. On entretint d'excellentes troupes légères, familiarisées avec les manœuvres irrégulières et sauvages des guérillas; mais on manquait encore de cette infanterie solide et bien disciplinée, qui, avec les progrès de l'art militaire, parut devoir désormais décider du sort des batailles en Europe.

Les campagnes de Calabre, qui leur fournirent jusqu'à un certain point l'occasion de déployer leur tactique, don-

nèrent heureusement aussi aux Espagnols celle d'étudier à loisir la tactique de leurs adversaires. La leçon ne fut pas perdue; avant la fin des hostilités, des innovations importantes furent introduites dans la discipline et dans les armes du soldat castillan. La pique ou lance suisse, que Gonsalve de Cordoue avait, comme on l'a vu, mêlée avec l'épée courte des fantassins, devint l'arme régulière du tiers de l'infanterie. La division des différents corps de cavalerie et d'infanterie fut opérée d'après des principes plus scientifiques; tout, en un mot, fut complétement réorganisé.

Avant l'expiration de la guerre, des préparatifs furent faits pour la formation d'une milice nationale, à la place de l'ancienne hermandad. Des lois réglèrent l'équipement de tout individu, d'après l'état de sa fortune. Une loi défendit de saisir pour dettes, même envers la couronne, les armes d'un homme, et interdit aux forgerons et aux autres artisans, sous des peines sévères, de convertir celles-ci en d'autres objets. En 1496, on fit un recensement de tous les hommes valides, et, dans la même année, par une ordonnance datée de Valladolid, 22 février, il fut décrété que sur douze habitants, de vingt à quarante-cinq ans, un servirait l'État, soit au dehors, soit à l'intérieur du pays. Les onze autres ne devaient être appelés qu'en cas de nécessité urgente. Ces soldats étaient payés pendant toute la durée de leur service et jouissaient de l'exemption d'impôts, accordée seulement au clergé, aux hidalgos et aux indigents. Une revue générale de cette milice et une inspection d'armes devaient avoir lieu, tous les ans, aux mois de mars et de septembre; des prix étaient décernés à ceux qui étaient le mieux équipés ou le mieux exercés. Grâce à ces mesures judicieuses, le citoyen, sans négliger ses occupations, devint peu à peu capable de

contribuer à la défense nationale, et, sans faire supporter au pays la lourde charge d'une nombreuse armée permanente, le gouvernement eut constamment à sa disposition, pour les employer comme l'exigeait le bien général, toutes les forces vives de la nation.

CHAPITRE IV.

LA FAMILLE ROYALE DE CASTILLE.

La famille royale de Castille. — Alliances avec la famille de Portugal et la maison d'Autriche. — Mariage du prince Jean avec Marguerite d'Autriche. — Mort du prince. — Résignation de la reine. — Indépendance des cortès d'Aragon. — Mort de l'infante Isabelle. — Reconnaissance de son fils, nouveau-né, don Miguel, comme héritier de la couronne.

Le crédit, l'autorité que les souverains espagnols durent au succès de leurs armes, furent considérablement augmentés par les alliances qu'ils recherchèrent pour leurs enfants; ces alliances eurent trop d'importance dans leur politique pour pouvoir être passées sous silence. La famille royale se composait d'un prince et de quatre princesses, qui furent élevés avec soin, d'une manière digne de leur rang, et qui reconnurent la sollicitude de leurs parents par une obéissance filiale exemplaire et par la manifestation précoce de vertus, rares même dans la vie privée [1]. Tous paraissaient avoir

[1] La princesse Isabelle, l'aînée, naquit à Duenas, le 1er octobre 1470; le second enfant et le fils unique des souverains, Jean, prince des Asturies, ne vint au monde que huit ans plus tard, le 30 juin 1478, à Séville. Jeanne, que la reine Isabelle appelait en plaisantant sa « belle-mère, »

hérité, en grande partie, des qualités qui distinguaient leur illustre mère : une extrême modestie et une grande dignité de manières, jointes à une vive sensibilité et à une piété sincère, malheureusement avec une forte teinte de bigoterie, au moins chez l'aînée et la préférée, Isabelle ; ils n'avaient pas la vaste intelligence et le talent des affaires qui appartenaient à leur mère, quoiqu'à cet égard ils fussent bien doués, mais ce que la nature avait pu leur refuser, une excellente éducation le leur avait donné[1].

Nous avons déjà parlé du mariage de la princesse Isabelle avec Alonso, héritier présomptif du trône de Portugal. Cet événement avait été vivement désiré par les parents de l'infante, non seulement parce qu'il leur laissait entrevoir la possibilité de la réunion des différents États de la péninsule sous un seul sceptre, objet qu'ils n'avaient jamais perdu entièrement de vue, mais parce qu'ils cherchaient à se concilier un voisin redoutable, qui, ayant bien des moyens de les inquiéter, s'était toujours montré prêt à en faire usage. Le roi régnant, Jean II, prince hardi et rusé, n'avait pas oublié ses anciens différends avec les souverains espagnols, lorsqu'il soutenait leur rivale, Jeanne Beltraneja ou la Nonne, comme on l'appela généralement en Espagne, après qu'elle eut pris le voile. En flagrant mépris du traité d'Al-

suegra, à cause de sa ressemblance avec la mère de Ferdinand, vit le jour à Tolède, le 6 novembre 1479. Marie naquit à Cordoue en 1482, et Catherine, le cinquième et dernier enfant, à Alcala de Henarès, le 5 décembre 1485. Les princesses vécurent toutes pour devenir reines, mais leurs brillantes destinées furent ternies par des infortunes domestiques, auxquelles la couronne ne pouvait les soustraire.

[1] La seule exception est celle de l'infante Jeanne, dont les tristes extravagances, qui augmentèrent avec l'âge, doivent être attribuées à une infirmité physique.

cantara et même de toutes les règles monastiques, il n'avait pas seulement retiré Jeanne du couvent de Santa Clara, mais il lui avait permis d'étaler une pompe royale et de signer « Nous, la reine. » Ne se bornant pas à cette vaine insulte, il s'était efforcé de gagner des puissances étrangères à la cause de sa parente, afin qu'assurée de l'appui d'un bras plus fort que le sien, elle pût recommencer avec plus de chances de succès la lutte contre Ferdinand et Isabelle [1]. Ces démarches hostiles lui avaient attiré des remontrances de la part du saint-siége, et, comme on peut le penser, de la cour de Castille, qui fit souvent, mais inutilement, des plaintes à ce sujet [2].

Selon toute probabilité, l'union de la princesse des Asturies avec le jeune prince de Portugal, stipulée par le traité d'Alcantara, devait unir les intérêts des deux pays, de manière à écarter toute cause d'inquiétude. L'infante reçut en Portugal un accueil qui faisait prévoir les relations les plus amicales entre les deux nations, et ce mariage, plein de promesses, fut célébré à Lisbonne, le 22 novembre 1490, avec la fastueuse magnificence qui distinguait cette cour au dessus de toutes celles de la chrétienté, à cette époque où les Portugais poursuivaient avec le plus de succès la carrière des entreprises maritimes.

La mort d'Alonso, survenue peu de mois après, dissipa l'espoir que l'on s'était formé de voir l'ancienne inimitié des

[1] Neuf partis différents furent proposés à Jeanne durant sa vie; mais tous s'évanouirent en l'air, et « l'excellente dame, » comme l'appelaient d'ordinaire les Portugais, mourut comme elle avait vécu, sans avoir été mariée, à l'âge avancé de soixante-huit ans.

[2] Des instructions relatives à ce sujet, et écrites de la main même de la reine, existent encore dans les archives de Simancas.

deux peuples faire place à des sentiments de bienveillance. L'infortunée veuve, ne pouvant supporter la vue des lieux témoins d'un bonheur sitôt détruit, se retira bientôt en Castille pour y chercher des consolations au sein de sa famille. Là, s'abandonnant à la mélancolie, à laquelle la disposait naturellement son caractère sérieux et méditatif, elle s'occupa d'œuvres de piété et de charité, résolue de ne plus s'engager dans des liens, dont la brusque rupture avait couvert d'un sombre nuage l'aurore de sa vie.

A la mort du roi Jean II, en 1495, la couronne de Portugal passa à Emmanuel, monarque éclairé, qui eut, au commencement même de son règne, la gloire de résoudre le problème, si longtemps agité, de l'existence d'un passage à l'est. La jeune et belle princesse, pendant son court séjour à Lisbonne, avait inspiré une vive passion à Emmanuel, qui, peu après son avénement au trône, envoya une ambassade à la cour de Castille, pour inviter Isabelle à partager avec lui l'autorité suprême. L'infante, attachée au souvenir de ses premières amours, refusa ces offres, contrairement aux désirs de ses parents, qui ne voulurent toutefois pas faire violence aux inclinations de leur fille sur un point aussi délicat, espérant peut-être que le temps et la persévérance de son royal amant la feraient revenir sur cette détermination.

Pendant ce temps, les souverains catholiques négociaient le mariage de leurs autres enfants. Les projets ambitieux de Charles VIII avaient créé entre les grandes puissances européennes une communauté d'intérêts qui n'avait pas encore existé ou, du moins, n'avait pas été comprise jusque-là ; des rapports nouveaux et intimes conduisirent naturellement à un rapprochement entre des États qui auparavant sem-

blaient aussi étrangers l'un à l'autre que s'ils eussent été séparés par toute l'étendue de l'Océan. Les rois espagnols, en particulier, étaient rarement sortis des limites de la péninsule pour leurs alliances de famille. La confédération dans laquelle l'Espagne entra, à cette époque, leur permit de porter leurs vues plus loin et de nouer des relations, destinées à exercer une influence durable sur la politique future de l'Europe. C'est pendant que Charles VIII perdait son temps à Naples, que les maisons royales d'Espagne et d'Autriche convinrent de ces alliances, qui jetèrent dans un seul plateau le poids de ces deux grands empires et troublèrent l'équilibre de l'Europe, pendant la plus grande partie du siècle suivant.

Le traité réglait le mariage du prince Jean, héritier présomptif des deux couronnes d'Aragon et de Castille, alors âgé de dix-huit ans, avec Marguerite, fille de l'empereur Maximilien, et de l'archiduc Philippe, fils et futur successeur de celui-ci, en même temps que souverain des Pays-Bas qu'il avait hérités de sa mère, avec Jeanne, la deuxième fille de Ferdinand et d'Isabelle. Aucune des deux princesses n'apportait de dot.

Dans le cours de l'année suivante, des arrangements furent également pris pour l'union de la dernière fille des souverains catholiques avec un prince de la famille royale d'Angleterre, fait qui ne s'était plus vu depuis plus d'un siècle [1]. Ferdinand avait recherché l'amitié de Henri VII,

[1] Nous ne croyons pas qu'il y ait d'autre exemple d'une pareille alliance que l'union de Jean de Gaunt, duc de Lancastre, avec dona Constanza, fille de Pierre le Cruel, en 1371, union d'où la reine Isabelle descendait du côté paternel. Le titre de *prince des Asturies*, réservé à l'héritier présomptif du trône de Castille, fut d'abord créé pour l'infant don Henri,

dans l'espoir de s'en faire un allié contre le roi de France, et il y avait réussi jusqu'à un certain point, bien que le prudent monarque fût entré dans la confédération plutôt comme un spectateur de la lutte, pour ainsi dire, qu'avec l'intention de prendre à celle-ci une part publique ou active [1]. Les relations amicales entre les deux pays furent resserrées par le traité de mariage, définitivement arrêté le 1er octobre 1496, et ratifié l'année suivante, traité en vertu duquel Arthur, prince de Galles, devait épouser l'infante dona Catalina, célèbre dans l'histoire d'Angleterre, sous le nom de Catherine d'Aragon, par ses malheurs et ses vertus [2]. Les Français voyaient avec jalousie le progrès de ces différentes négociations, qu'ils s'efforcèrent d'entraver par toute espèce d'artifices diplomatiques; mais Ferdinand fut assez adroit pour se créer, à la cour de Maximilien et de Henri, des partisans qui, l'instruisant des intrigues de la cour de France, l'aidèrent efficacement à les déjouer.

Le mariage anglais fut différé de quelques années, à cause

plus tard Henri III, à l'occasion de son mariage avec la fille de Jean de Gaunt, en 1388. C'était manifestement une imitation du titre anglais de prince de Galles, et l'on avait choisi les Asturies, comme la partie de l'ancienne monarchie gothique qui ne plia jamais sous le joug des Sarrasins.

[1] Ferdinand s'entremit pour rétablir la paix entre Henri VII et le roi d'Écosse, et telle était l'estime dans laquelle ces deux monarques le tenaient, qu'ils consentirent à le prendre pour arbitre de leurs différends.

[2] Ce projet de mariage avait déjà été arrangé entre les cours d'Espagne et d'Angleterre, au mois de mars 1489, lorsque le plus âgé des deux fiancés n'avait pas encore atteint sa cinquième année; il fut confirmé par un autre traité, plus explicite, l'année suivante, 1490. Il était stipulé dans celui-ci que la dot de Catherine serait de 200,000 couronnes d'or, payables la moitié à son mariage et le reste en deux fois, les deux années suivantes. Le prince de Galles devait céder à sa femme le tiers des revenus de la principauté de Galles, du duché de Cornouailles et du comté de Chester.

de l'extrême jeunesse des futurs époux, dont aucun n'avait onze ans. Il n'y avait pas un obstacle pareil aux mariages allemands, et des mesures furent immédiatement prises pour transporter l'infante Jeanne dans les Flandres, à bord d'une escadre qui prendrait dans ce pays la princesse Marguerite. A la fin de l'été de 1496, cent trente vaisseaux, grands et petits, portant un nombreux équipage et munis de tous les moyens de défense contre les croiseurs français, se trouvaient réunis dans les ports du Guipuscoa et de la Biscaïe, prêts à partir. Le commandement général avait été donné à don Fadrique Enriquez, amiral de Castille, qui amena avec lui une brillante troupe de chevaliers, principalement levés dans les provinces septentrionales du royaume; jamais encore flotte aussi belle et aussi forte n'avait quitté l'Espagne. Jeanne, accompagnée d'une suite nombreuse, s'embarqua, vers la fin d'août, à Laredo, sur les côtes orientales des Asturies; elle fit, dans cette ville, ses adieux à sa mère, qui avait retardé autant que possible l'heure de la séparation, en conduisant sa fille jusque-là.

Le temps, peu après le départ de l'infante, devint orageux, et l'on resta si longtemps sans recevoir des nouvelles de la flotte, que la reine fut obsédée par les plus sinistres appréhensions; elle fit appeler auprès d'elle les plus vieux marins, ceux qui connaissaient le mieux par expérience ces rudes mers du nord, les interrogeant jour et nuit, dit Martyr, sur les causes probables de ce retard, sur le cours ordinaire des vents dans cette saison, sur les difficultés et les dangers du voyage; elle regrettait amèrement que le démêlé avec la France ne laissât d'autre voie de communication avec les Pays-Bas, que l'élément perfide auquel Jeanne avait dû se confier. Ses chagrins furent encore augmentés, dans ce

moment, par la mort de sa mère, la reine-douairière Isabelle, qui, affligée, depuis quelques années, d'une maladie mentale, avait toujours été soignée avec la plus grande tendresse par sa fille; celle-ci lui administrait de sa propre main les remèdes et avait veillé sur sa vieillesse avec la plus touchante sollicitude.

A la fin, on reçut l'heureuse nouvelle, si longtemps attendue, de l'arrivée de la flotte à sa destination. Elle avait toutefois été si endommagée par la tempête qu'elle avait dû se réfugier en Angleterre; plusieurs vaisseaux s'étaient perdus et un grand nombre d'hommes avaient péri par suite de l'inclémence du temps ou de fatigues excessives. L'infante arriva, saine et sauve, dans les Flandres, et, bientôt après, son mariage avec l'archiduc Philippe fut solennellement et pompeusement célébré à Lille.

L'escadre attendit jusqu'à l'hiver suivant pour transporter en Espagne l'épouse destinée au jeune prince des Asturies. Cette princesse, qui avait été fiancée dès le berceau à Charles VIII, avait été élevée à la cour de France; lorsque son fiancé projeta de s'unir avec l'héritière des ducs de Bretagne, elle avait été ignominieusement renvoyée dans son pays natal, affront que la maison d'Autriche ne put jamais oublier. Elle était alors dans sa dix-septième année et avait déjà donné des preuves de ces talents extraordinaires, qui la firent remarquer plus tard et se manifestèrent amplement dans différents écrits.

Pendant la traversée, au cœur de l'hiver, la flotte fut assaillie par des tempêtes furieuses; une partie des vaisseaux firent naufrage et celui qui portait Marguerite faillit sombrer. La princesse, au milieu des dangers de sa situation, conserva assez de présence d'esprit pour composer son

épitaphe, sous forme d'un plaisant distique, qui a inspiré à Fontenelle un dialogue piquant, où il affecte de considérer le courage déployé par cette jeune femme, dans ce moment critique, comme surpassant celui du philosophe Adrien, à sa mort, et l'héroïsme vanté de Caton d'Utique. Heureusement l'épitaphe fut inutile, et Marguerite atteignit, saine et sauve, le port de Santander dans les Asturies, au commencement de mars 1497.

Le jeune prince des Asturies, accompagné du roi, son père, s'avança en hâte vers le nord pour recevoir sa fiancée, que tous deux escortèrent jusqu'à Burgos, où elle fut accueillie, avec toute espèce de marques de joie, par la reine et la cour. On commença immédiatement des préparatifs pour célébrer ce mariage, à l'expiration du carême, avec une magnificence dont on n'avait pas encore été témoin sous ce règne. La cérémonie eut lieu, le 3 avril, et la bénédiction nuptiale fut donnée par l'archevêque de Tolède, en présence des grands et de la haute noblesse de Castille, des ambassadeurs étrangers et des délégués de l'Aragon ; parmi ces derniers se trouvaient les magistrats des principales villes, reconnaissables à leurs insignes municipaux et à leurs robes rouges; ces représentants de communes démocratiques jouaient, paraît-il, dans de pareilles occasions, un rôle aussi important que les membres de l'aristocratie du royaume. On vit ensuite se succéder rapidement des fêtes, des tournois, des joutes de roseaux et d'autres spectacles guerriers; les fiers chevaliers espagnols descendirent dans la lice, luttant de magnificence et de bravoure sous les yeux de leur future souveraine [1]. Les chroniques du temps font

[1] La preuve que ce n'étaient point là des jeux inoffensifs, c'est la triste

ressortir le contraste que les manières enjouées et familières de Marguerite et des seigneurs flamands présentaient avec le faste et le pompeux cérémonial que les Castillans recherchaient et auxquels la princesse autrichienne, élevée à Paris dans une autre atmosphère, ne put jamais s'habituer entièrement.

Le mariage de l'héritier présomptif du trône ne pouvait être célébré sous de plus heureux auspices. On négociait en ce moment une paix générale, et la nation se berçait de l'espoir de goûter enfin les douceurs du repos, après tant d'années de guerre; chacun sentait son cœur déborder de joie en contemplant les heureuses destinées, promises au pays sous le sceptre bienfaisant d'un prince, qui devait opérer pour la première fois la réunion des différents États de la péninsule. Hélas! au moment où Ferdinand et Isabelle, entourés de l'affection de leur peuple et des trophées d'un règne glorieux, semblaient avoir atteint au faîte de la félicité humaine, ils étaient condamnés à recevoir un de ces tristes avertissements qui nous apprennent que toutes les prospérités de ce monde ne sont que néant.

Peu de temps après le mariage du prince Jean, les souverains eurent la satisfaction d'assister à celui de leur fille Isabelle, qui, malgré sa répugnance à contracter de nouveaux liens, avait fini par céder aux supplications de ses parents et par accepter la main d'Emmanuel. Elle y avait toutefois mis pour condition qu'il bannirait les juifs de son royaume, où ils avaient obtenu, à prix d'argent, un asile après leur expulsion d'Espagne, cause à laquelle cette prin-

mort d'Alonso de Cardenas, fils du commandeur de Léon, qui périt dans un tournoi.

cesse superstitieuse attribuait les malheurs qui avaient récemment fondu sur la famille royale de Portugal. Emmanuel, dont l'esprit généreux se révoltait contre cette mesure injuste et impolitique, eut la faiblesse de sacrifier ses principes à sa passion, et proscrivit en masse tous les Israélites habitant ses États. C'est peut-être la seule fois où l'amour a été l'un des mille motifs qui ont fait persécuter sans trêve cette race infortunée.

Cette union, formée dans des circonstances néfastes, fut célébrée sans pompe, dans la ville-frontière de Valencia de Alcantara, en présence de Ferdinand et d'Isabelle. Ceux-ci reçurent en ce lieu, par un courrier envoyé de Salamanque, la nouvelle que leur fils, le prince des Asturies, était tombé dangereusement malade; il avait été pris de la fièvre, au milieu des réjouissances publiques auxquelles avait donné lieu son arrivée en cette ville, avec sa jeune épouse. Des symptômes alarmants s'étaient bientôt déclarés. La constitution du prince, naturellement faible, bien qu'il l'eût fortifiée par ses habitudes de tempérance, ne résista pas à une attaque violente, et lorsque son père, qui avait usé de toute la diligence possible, arriva à Salamanque, il n'y avait plus d'espoir de guérison.

Ferdinand chercha toutefois à bercer son fils d'illusions que lui-même ne pouvait partager, mais celui-ci lui dit qu'il était trop tard pour l'aveugler sur son sort, qu'il était prêt à quitter un monde qu'il avait trouvé, dans ses meilleurs jours, plein de vanités et de soucis ; il ne formait qu'un seul désir, c'est que ses parents se montrassent aussi résignés que lui à la volonté divine. Le roi puisa du courage dans l'exemple que lui donnait ce jeune et héroïque prince, dont les prédictions ne se vérifièrent malheureusement que trop

tôt. Jean mourut le 4 octobre 1497, dans sa vingtième année, gardant jusqu'au dernier moment la force d'âme chrétienne qu'il avait déployée dans tout le cours de sa maladie.

Le roi, craignant l'effet que la nouvelle de ce malheur, brusquement annoncée, pouvait produire sur Isabelle, lui fit envoyer coup sur coup des lettres qui l'instruisaient des progrès faits constamment par le mal, de manière à lui laisser prévoir une catastrophe inévitable. Cependant la reine, qui, dans une longue et heureuse carrière, se préparait toujours, on peut le dire, à l'heure de l'adversité, reçut le coup fatal avec une douce et humble résignation, en répétant les belles paroles des Écritures : « Le Seigneur me l'avait donné, il me l'a repris; que sa volonté soit bénie ! »

« C'est ainsi, » s'écrie Martyr, qui eut la triste satisfaction de donner les derniers soins à son royal élève, « c'est ainsi que furent anéanties toutes les espérances de l'Espagne. » « Jamais mort, » dit un autre chroniqueur, « ne provoqua partout des lamentations aussi bruyantes et aussi générales. » Tous les inutiles honneurs que l'affection peut imaginer furent rendus à la mémoire du jeune prince; ses obsèques furent célébrées avec une pompe lugubre, et ses restes inanimés, déposés dans le magnifique couvent des dominicains de Saint-Thomas à Avila, qui avait été érigé par ses parents. La cour revêtit des vêtements de deuil, inusités jusque-là, comme pour témoigner d'une douleur inaccoutumée[1]. Tout travail fut suspendu durant quarante jours; on hissa des drapeaux noirs sur les murs et aux portes des

[1] Le drap noir remplaça la serge blanche, avec laquelle on avait fait jusque-là les vêtements de deuil.

villes. Ces démonstrations extraordinaires d'affliction prouvent que l'héritier présomptif du trône avait des qualités qui le faisaient aimer indépendamment de son rang élevé; c'est ce que prouve aussi, et peut-être d'une manière moins douteuse, ce qu'ont dit de lui ses contemporains, non seulement dans des ouvrages destinés à la publicité, mais dans leur correspondance privée. Le savant Martyr, en particulier, qui, en sa qualité de précepteur du prince Jean, pouvait mieux le juger que tout autre, ne tarit pas en éloges sur son royal élève, dont les vertus et les talents précoces promettaient au pays de glorieuses destinées [1].

Le prince étant mort sans héritier, la couronne revenait à la reine de Portugal, sa sœur aînée [2]; mais on apprit bientôt que l'archiduc Philippe, avec l'inquiète ambition qui le distingua plus tard, avait revendiqué pour lui-même et pour Jeanne, sa femme, le titre de « princes de Castille. » Ferdinand et Isabelle, mécontents de cette conduite, invitèrent le roi et la reine de Portugal à se rendre en Castille,

[1] Une bonne preuve, il faut l'avouer, de la sagesse précoce du prince Jean, c'est qu'il ne se laissa pas enivrer par l'encens flatteur que son digne précepteur lui prodiguait de temps en temps.

[2] On avait espéré la naissance d'un jeune prince, au temps de la mort de Jean, qui avait laissé sa femme enceinte; mais celle-ci accoucha, quelques mois après, d'un enfant mort-né. Marguerite ne resta pas longtemps en Espagne. Elle fut affectueusement traitée par le roi et la reine, qui lui assignèrent un revenu considérable; mais les Flamands de sa suite ne purent s'habituer à la réserve et à l'ennuyeux cérémonial de la cour castillane, si différents de la vie libre et joyeuse qu'ils menaient dans leur patrie, et ils la décidèrent à retourner dans leur pays, en 1499. Elle épousa plus tard le duc de Savoie, qui mourut sans postérité, moins de trois ans après. Marguerite passa le reste de sa vie dans le veuvage, ayant été nommée par son père, l'empereur, au gouvernement des Pays-Bas, tâche dont elle s'acquitta avec habileté. Elle mourut en 1530.

afin d'y faire reconnaître leurs droits par la législature nationale. Les jeunes époux quittèrent donc Lisbonne, au commencement du printemps de 1498; ils furent reçus avec une somptueuse hospitalité dans les châteaux des grands seigneurs castillans, et, vers la fin d'avril, ils firent leur entrée dans l'antique cité de Tolède, où les cortès se trouvaient réunies pour les recevoir.

Après que les différents ordres de la législature eurent prêté aux princes portugais le serment ordinaire de fidélité, la cour se transporta à Saragosse, où les cortès aragonaises avaient été convoquées dans le même but.

On n'était pas sans inquiétude au sujet des dispositions de cette assemblée, car la succession des femmes au trône n'était pas légitimée par les anciens usages du pays, et les Aragonais, comme Martyr le fait remarquer dans une de ses lettres, « étaient bien connus pour l'opiniâtreté avec laquelle ils tenaient à leurs prérogatives constitutionnelles. »

Ces appréhensions étaient bien fondées; à peine l'objet de cette convocation eut-il été exposé aux cortès dans le discours de la couronne, par lequel s'ouvrait toute session, qu'on vit une opposition décidée se manifester contre un acte, déclaré sans précédent. Le droit de succéder au trône avait, soutenait-on, été restreint à plusieurs reprises par les rois d'Aragon, dans leurs testaments, à leurs héritiers mâles; l'usage, le sentiment public étaient si bien d'accord sur ce point, que la tentative faite par Pierre IV pour enfreindre cette règle en faveur de ses filles, avait provoqué une guerre civile. On alléguait encore que le précédent roi, Jean II, avait ordonné dans son testament que la couronne passerait aux enfants mâles de Ferdinand, et, à leur défaut, aux fils des filles de celui-ci, à l'exclusion des femmes. Dans

tous les cas, il valait mieux ajourner la question jusqu'après la délivrance de la reine de Portugal, alors dans un état de grossesse fort avancée; car, si celle-ci donnait le jour à un enfant mâle, il n'y aurait plus lieu à aucune discussion.

On répondait qu'il n'existait pas en Aragon de loi expresse, excluant les femmes de la succession; qu'on avait vu, au XII[e] siècle, une reine hériter légitimement du sceptre; que si les femmes pouvaient, comme nul ne le contestait, transmettre un droit à leurs enfants, cela prouvait clairement qu'elles possédaient elles-mêmes ce droit. Le prince régnant, ajoutait-on, avait, sans doute, autant d'autorité que ses prédécesseurs pour régler l'ordre de succession au trône, et pouvait, avec l'appui des cortès, changer ce qui avait été établi par ceux-ci; cette intervention était justifiée par la nécessité de maintenir à jamais l'union de la Castille et de l'Aragon, union sans laquelle ces deux royaumes, séparés d'intérêts, perdraient leur force et leur importance [1].

Ces raisons, si puissantes qu'elles fussent, ne parurent pas convaincantes; les débats durèrent si longtemps qu'Isabelle, indignée de l'opposition faite à une demande qui avait été accueillie sans difficulté par la législature castillane, s'écria inconsidérément « qu'il valait mieux réduire immédiatement le pays par les armes, que de supporter l'insolence des cortès. » A quoi Antonio de Fonseca, le même seigneur qui

[1] Il est singulier que les Aragonais aient si facilement reconnu aux femmes le droit de transmettre une couronne qu'elles ne pouvaient porter elles-mêmes. Édouard III fonda précisément ses prétentions au trône de France sur ce principe, trop opposé aux lois ordinaires sur la succession, pour recevoir aucun appui. On ne peut dire que l'exclusion des femmes dans l'Aragon fût ordonnée par une loi expresse, comme en France; mais l'usage, sauf un seul exemple remontant à trois siècles, était tout aussi constant.

avait tenu un langage si fier à Charles VIII, lors de l'expédition de Naples, eut la hardiesse de répondre : « Les Aragonais ne font qu'agir en bons et loyaux sujets, qui, habitués à tenir leurs serments, réfléchissent mûrement avant de les prêter, et assurément il faut les excuser s'ils diffèrent prudemment de prendre une décision qu'ils trouvent si difficile de justifier par un précédent de leur histoire [1]. » Cette franche déclaration, qui fait également honneur à la reine qui l'écouta patiemment et au sujet qui osa la faire, ouvrit probablement les yeux à Isabelle, car il ne paraît pas qu'il eût encore été question de recourir à des mesures de rigueur.

Avant que rien n'eût été décidé, la discussion fut close tout à coup par un événement imprévu et douloureux, la mort de la reine de Portugal. Cette princesse avait toujours eu une faible constitution, avec de grandes dispositions à la phthisie; elle pressentait depuis longtemps qu'elle ne survivrait pas à la naissance de son enfant; cette idée l'obséda davantage, à mesure qu'approchait l'époque de sa délivrance. Le 23 août 1498, elle donnait le jour à un enfant et, moins d'une heure après, elle expirait dans les bras de ses parents désolés.

C'était un coup trop fort pour l'infortunée Isabelle, encore sous l'impression de la mort récente de son fils unique; elle resta calme, il est vrai, en apparence et montra la parfaite résignation du croyant, qui a appris à placer toutes ses espérances de bonheur dans un monde futur. Elle domina assez sa douleur pour continuer à remplir ses devoirs et à veiller,

[1] Une preuve de la haute estime qu'Isabelle éprouvait pour cet homme d'État indépendant, c'est qu'elle le mentionna dans son testament, avec une demi-douzaine d'autres qu'elle recommanda spécialement à ses successeurs, à cause de leurs bons et loyaux services.

avec la même sollicitude qu'auparavant, sur les destinées du pays; mais sa santé déclina peu à peu, sous l'influence de tant de calamités réunies, qui assombrissaient la fin de sa vie.

L'enfant dont la naissance avait coûté si cher à sa mère, était un fils et reçut le nom de Miguel, en l'honneur du saint fêté en ce jour. Pour dissiper jusqu'à un certain point l'air de tristesse répandu partout, on décida de présenter le jeune prince à ses futurs sujets; il fut donc porté à travers les rues de la ville, dans une magnifique litière, escortée par une troupe de cavaliers du plus haut rang, et sa nourrice le montra à la foule. On prit des mesures pour faire reconnaître immédiatement cet enfant à peine né comme l'héritier du trône; si l'on avait pu avoir des doutes sur la validité des titres de la mère, il n'en pouvait être de même pour le fils, car ceux qui contestaient aux femmes le droit d'hériter elles-mêmes de la couronne, admettaient qu'elles pouvaient donner ce droit à leurs fils. Préalablement à la reconnaissance publique du jeune prince, il fallait lui nommer un tuteur, avec pouvoir de contracter des engagements et d'agir en son nom. Après un mûr examen, le *Justizia* d'Aragon, en vertu de sa prérogative, confia à Ferdinand et à Isabelle la tutelle de leur petit-fils, qui devait, aux termes de la loi, atteindre sa majorité à quatorze ans.

Le samedi, 22 septembre, la reine étant suffisamment guérie d'une maladie grave, causée par ses chagrins récents, les quatre ordres des cortès d'Aragon se réunirent dans l'hôtel de la députation, à Saragosse. Les souverains catholiques prêtèrent serment devant le grand-juge, comme tuteurs de l'héritier présomptif du trône; ils prirent l'engagement de n'exercer aucune juridiction, au nom du jeune

prince, durant sa minorité, et promirent, en outre, que pour autant qu'il serait en leur pouvoir, celui-ci, arrivé à sa majorité, jurerait, à son avénement, de respecter les lois et les libertés du royaume. Les cortès prêtèrent ensuite serment de fidélité au prince Miguel, comme successeur légitime à la couronne d'Aragon. Le peuple aragonais cherchait à garantir son indépendance, en s'attachant scrupuleusement à ces formes constitutionnelles, qui continuèrent à être observées, lorsque cette indépendance n'existait plus depuis longtemps[1].

Au mois de janvier 1499, les droits du jeune prince furent solennellement reconnus par les cortès de Castille, et, en mars suivant, par celles de Portugal. C'est ainsi que les trois couronnes de Castille, d'Aragon et de Portugal furent pour la première fois réunies sur une seule tête. Les Portugais, conservant le souvenir d'une ancienne rivalité, n'étaient pas satisfaits, craignant, avec quelque raison, que leur petit pays ne fût absorbé dans un plus grand, tel que l'Espagne. Mais la mort prématurée de Miguel, qui n'avait pas encore atteint sa deuxième année, écarta toutes les causes de jalousie et empêcha la fusion de trois peuples, qui, par leur origine commune, par leur position géographique et surtout par la ressemblance de leurs mœurs, de leurs sentiments et de leur langue, paraissaient primitivement destinés à n'en former qu'un seul.

[1] Le respect des Aragonais pour leurs institutions se manifestait jusque dans leur attachement aux cérémonies les plus insignifiantes ; il y en eut un exemple remarquable en 1481, à Saragosse, lorsque la reine, ayant été nommée lieutenant-général du royaume et dûment autorisée à tenir des cortès en l'absence du roi, son époux, qui, d'après les anciennes lois du pays, devait les présider en personne, il parut nécessaire d'obtenir un acte formel de la législature, pour lui ouvrir la porte de cette assemblée.

CHAPITRE V.

LE CARDINAL XIMENÈS.

(1494-1497)

Mort du cardinal Mendoza. — Sa vie et son caractère. — La reine, son exécuteur testamentaire. — Origine de Ximenès. — Son entrée dans l'ordre des franciscains. — Ses mœurs ascétiques. — Sa nomination en qualité de confesseur d'Isabelle. — Sa promotion à l'archevêché de Tolède. — Sa vie austère. — Réformes dans les monastères. — Insulte faite à la reine. — Consentement d'Isabelle à la réforme.

Au commencement de 1495, les souverains perdirent leur ancien et fidèle ministre, le grand cardinal d'Espagne, don Pedro Gonzalez de Mendoza. Il était le quatrième fils du célèbre marquis de Santillane et se trouva placé par son mérite à la tête d'une famille, dont tous les membres montrèrent unies à un rare degré les vertus publiques et privées. Il avait atteint sa soixante-sixième année, lorsqu'il mourut, le 11 janvier, dans son palais de Guadalaxara, après une longue et pénible maladie.

Dans la déplorable guerre entre Henri IV et son jeune frère Alphonse, le cardinal s'était constamment rangé du

côté du roi; mais, à la mort de celui-ci, il avait embrassé, avec sa puissante famille, le parti d'Isabelle, soit qu'il fût convaincu de la justice de cette cause, soit qu'il reconnût les grandes capacités de cette princesse. C'était une acquisition des plus importantes pour celle-ci, et Mendoza, doué d'un remarquable talent pour les affaires, joint aux manières les plus aimables, gagna toute la confiance des royaux époux, fatigués, depuis longtemps, des emportements et de l'arrogance de leur vieux ministre, Carillo.

A la mort de ce prélat turbulent, Mendoza fut promu au siége archiépiscopal de Tolède. Sa nouvelle position le mit naturellement en relations plus intimes avec les souverains, qui recouraient constamment à son expérience, le consultant sur tout sujet important, de nature publique ou privée. En un mot, il acquit sur eux un tel ascendant, pendant un long ministère de plus de vingt ans, qu'on l'appelait plaisamment à la cour « le troisième roi d'Espagne. »

Le ministre n'abusa pas de la confiance qu'on lui témoignait; il appela l'attention d'Isabelle sur les objets qui en étaient le plus dignes. Il avait des vues larges et élevées; s'il se laissa quelquefois dominer par le fanatisme du temps, il ne manqua jamais de soutenir vigoureusement Isabelle dans ses généreuses tentatives pour civiliser son peuple. Élevé au rang de primat d'Espagne, il put déployer la pompe et la magnificence qu'il avait toujours aimées; il remplit son palais de pages, rejetons des plus nobles familles du royaume, qu'il éleva avec soin; il s'entoura d'une garde nombreuse et bien armée, qui ne lui servait pas seulement d'escorte, mais était mise utilement, toutes les fois qu'il était nécessaire, à la disposition du gouvernement. Mendoza dépensait les immenses revenus de son archevêché avec

cette munificence qui avait si souvent distingué les prélats espagnols; il encourageait les gens de lettres et dotait des institutions publiques; il fonda le collége de Santa-Cruz à Valladolid et l'hospice des enfants trouvés de Tolède, qui portait le même nom; chacune de ces constructions, dont il couvrait seul tous les frais, prit plus de dix années.

Le cardinal, dans sa jeunesse, avait succombé quelquefois à ces séductions, auxquelles le clergé espagnol s'abandonnait sans réserve, à l'exemple peut-être des musulmans voisins; il avait eu de ses liaisons avec deux dames de haut rang plusieurs enfants, d'où descendent quelques-unes des familles les plus distinguées de l'Espagne. On rapporte à ce sujet une anecdote caractéristique. Un prêtre, prononçant un jour un sermon en présence de Mendoza, saisit cette occasion de s'élever contre la corruption du siècle, dans des termes généraux, il est vrai, mais se rapportant trop clairement au cardinal, pour que l'allusion passât inaperçue. Les partisans du prélat, indignés de l'audace du prédicateur, résolurent de châtier l'insolent, mais ils voulaient d'abord savoir l'effet que ces paroles avaient produit sur le cardinal. Celui-ci, loin de montrer aucun ressentiment, ne se souvint de l'offenseur que pour lui envoyer un plat de gibier fin, qui avait été servi sur sa table en ce jour, où il donnait un banquet à ses amis; il assaisonna ce plat en y ajoutant bon nombre de *doblas* d'or, trait de charité qui ne fut guère du goût de ses serviteurs. Ce présent ouvrit les yeux au digne prêtre qui, reconnaissant ses torts, monta peu de temps après en chaire pour revenir sur ce qu'il avait dit et détruire l'impression qu'avait laissée son premier sermon, ce qui satisfit son auditoire, s'il ne l'édifia pas. « De nos jours, » dit le biographe qui rapporte le fait et qui était parent du car-

dinal, « le prédicateur n'en eût pas été quitte à si bon marché, et fort heureusement ; car il faut prêcher l'Évangile discrètement, *cum grano salis*, c'est à dire avec le respect et la déférence dus à la majesté royale et aux grands personnages. »

Lorsque la maladie de Mendoza prit un caractère alarmant, la cour se transporta dans le voisinage de la ville de Guadalaxara, où se trouvait le ministre. Le roi et la reine, surtout celle-ci, avec cette tendre sollicitude qu'elle témoigna à plus d'un de ses fidèles serviteurs, venaient voir le malade, le consolant au milieu de ses souffrances et s'éclairant des lumières du sage conseiller qui les avait si longtemps guidés. Isabelle donna au cardinal une preuve plus éclatante de son estime pour lui, en daignant être son exécuteur testamentaire, fonctions dont elle s'acquitta scrupuleusement ; elle veilla à ce que les dernières volontés du défunt fussent respectées et ordonna, en particulier, l'érection du magnifique hospice de Santa-Cruz, dont la première pierre ne fut posée qu'après la mort du fondateur [1].

Dans une de ses entrevues avec le mourant, la reine lui demanda conseil relativement au choix de son futur successeur. Mendoza lui recommanda vivement de ne pas élever un grand seigneur à cette dignité peut-être trop haute pour tout autre individu, mais certainement trop considérable

[1] Un hospice des enfants trouvés n'était pas, paraît-il, inutile en Espagne, où, d'après Salazar, des parents dénaturés détruisaient fréquemment leurs enfants, en les jetant dans des puits ou en les exposant dans des lieux déserts pour y mourir de faim ; « *les plus compatissants*, » dit cet écrivain, « les exposaient à la porte des églises, où ils n'étaient que trop souvent dévorés par des chiens et d'autres animaux. » Le neveu du grand cardinal, qui fonda une institution semblable, fournit, dit-on, dans le cours de sa vie, un asile à au moins treize mille de ces innocentes victimes !

pour un factieux qui, soutenu par une famille puissante, pourrait défier l'autorité royale elle-même, comme l'avait fait l'archevêque Carillo. Pressé de désigner l'homme qu'il croyait le plus digne de lui succéder, le cardinal indiqua, dit-on, frère François Ximenès de Cisneros, moine franciscain, confesseur d'Isabelle. Comme ce personnage extraordinaire exerça une influence plus décisive que tout autre sur les destinées de l'Espagne, dans la suite de ce règne, il convient de donner ici quelques détails sur sa vie antérieure [1].

Ximenez de Cisneros ou Ximenès, comme on l'appelle ordinairement, était né, en 1436, dans la petite ville de Tordelaguna, d'une famille ancienne mais déchue. Destiné de bonne heure à l'Église par ses parents, il étudia la grammaire à Alcala et, à l'âge de quatorze ans, fut envoyé à l'université de Salamanque; il y passa par tous les degrés, se vouant assidûment à l'étude du droit civil et canon, et, au bout de six années, fut reçu bachelier dans chacune de ces branches, fait rare à cette époque.

Trois ans après sa sortie de l'université, le jeune bachelier, sur le conseil de ses parents, partit pour Rome, où il devait lui être plus facile qu'en Espagne de s'élever dans les ordres. Il se fit, paraît-il, remarquer dans cette ville par le zèle avec lequel il poursuivait ses études et remplissait ses devoirs; mais les brillantes espérances de sa famille ne s'étaient guère encore réalisées, lorsque Ximenès fut tout à

[1] Le cardinal, entre autres recommandations faites à son lit de mort, demanda, dit-on, à Isabelle de réparer le mal qu'elle avait fait à Jeanne Beltraneja, en la mariant au jeune prince des Asturies; ce conseil fut si peu goûté de la reine qu'elle rompit l'entretien, en disant que « le bonhomme divaguait et débitait des niaiseries! »

coup appelé dans son pays natal par la mort de son père, qui laissa ses affaires dans un si mauvais état que la présence immédiate du fils fut jugée indispensable.

Avant son retour, Ximenès obtint une bulle papale ou expectative, le nommant au premier bénéfice d'une importance déterminée, qui deviendrait vacant dans le diocèse de Tolède; plusieurs années après seulement, en 1473, l'archiprêtre d'Uzeda mourut, et Ximenès lui succéda en vertu de la concession apostolique.

Depuis longtemps, les Espagnols contestaient à la cour de Rome le droit qu'elle s'arrogeait de disposer, selon son bon plaisir, des bénéfices de l'Église; c'était là, à leurs yeux, un abus flagrant, et l'archevêque de Tolède, Carillo, que la chose concernait, n'était pas disposé à le tolérer; il avait d'ailleurs promis cette place à un de ses partisans. Il invita donc Ximenès à se désister de ses prétentions en faveur de celui-ci, et, ayant inutilement épuisé tous les moyens de persuasion, recourut à des mesures de rigueur, le fit arrêter et enfermer dans la forteresse d'Uzeda, d'où le nouvel archiprêtre fut transféré plus tard dans la forte tour de Santorcaz, transformée alors en prison pour les prêtres réfractaires. Carillo connaissait peu ce caractère inflexible que nulle persécution ne pouvait briser; il apprit avec le temps à l'apprécier et finit par rendre sa victime à la liberté, après une détention de plus de six années.

Ximenès, rentré paisiblement en possession de son bénéfice, mais désirant se soustraire à la juridiction de son vindicatif ennemi, l'échangea peu de temps après, en 1480, contre la chapellenie de Siguença. Dans cette position nouvelle, il reprit avec ardeur ses études théologiques et apprit l'hébreu et le chaldéen, dont la connaissance lui fut très

utile plus tard, pour la préparation de sa fameuse Bible polyglotte.

Mendoza était, à cette époque, évêque de Siguença; il était impossible qu'un prélat d'un esprit aussi pénétrant vînt en contact avec un homme tel que Ximenès, sans discerner ses qualités extraordinaires. Aussi le nomma-t-il bientôt son vicaire, en le chargeant de l'administration de son diocèse, fonctions dans lesquelles son protégé fit preuve de si grandes capacités, que le comte de Cifuentès, fait prisonnier par les Mores dans la déroute de l'Axarquia, lui confia exclusivement la gérance de ses vastes domaines, durant sa captivité.

Mais ces occupations mondaines déplaisaient de plus en plus à Ximenès, dont l'esprit austère et contemplatif s'était exalté, probablement sous l'influence de ses malheurs passés. Le nouveau vicaire résolut donc de rompre brusquement tous les liens qui le rattachaient au monde et de chercher un asile dans quelque maison religieuse, où il put se consacrer entièrement au service de Dieu. Il choisit à cet effet les observantins, le plus rigide de tous les ordres monastiques, renonça à ses emplois, à ses bénéfices, ainsi qu'à ses revenus annuels de deux mille ducats, et, malgré les prières de ses amis, commença son noviciat dans le couvent de San Juan de los Reyes, à Tolède, magnifique édifice que les souverains espagnols faisaient construire, en accomplissement d'un vœu fait pendant la guerre de Grenade[1].

[1] Cet édifice, dit Salazar de Mendoza, était le plus somptueux et le plus célèbre de ce temps, sous le rapport de sa sacristie, de son chœur, de ses cloîtres, de sa bibliothèque, etc. Il avait été primitivement destiné par les souverains catholiques à être un lieu de sépulture, honneur réservé plus tard à Grenade, lors de la prise de cette ville sur les infidèles. La

Le novice se fit remarquer par le zèle avec lequel il s'infligeait toutes ces ingénieuses mortifications que le fanatisme a imaginées, pour grossir le nombre déjà trop grand des misères humaines. Il dormait à terre ou sur le plancher nu de sa cellule, la tête sur un billot de bois; il portait un cilice; il jeûnait, veillait et se flagellait avec une ardeur à peine surpassée par celle du fondateur de l'ordre. A la fin de l'année, il fit profession et prit pour la première fois le nom de François, en l'honneur de son saint patron; il avait été baptisé sous celui de Gonsalve.

Presque aussitôt sa réputation de sainteté répandue au loin, grâce au bruit qu'il avait fait auparavant dans le monde, attira une foule de pénitents de tout âge et de toute condition à son confessionnal, et il se vit de nouveau entraîné dans le tourbillon des affaires et des passions humaines, auquel il s'était efforcé d'échapper. Cependant, sur ses sollicitations, on lui permit de se retirer dans le couvent de Notre-Dame de Castanar, ainsi nommé à cause de l'épaisse forêt de châtaigniers dont il était entouré. Au milieu de ces sombres et montagneuses solitudes, le reclus se bâtit de ses propres mains un petit hermitage, une cabane à peine assez grande pour lui; il y restait jour et nuit, priant ou méditant sur l'Évangile, se nourrissant d'herbes et buvant de l'eau, comme les anciens anachorètes. On ne s'étonnera pas que, vivant de cette manière, affaibli par l'abstinence et l'esprit exalté par la contemplation spirituelle, il eût des extases et des visions, de sorte qu'il finit par se croire en relation avec des intelligences célestes; ce qui est plus étonnant, c'est que sa raison ne fut pas à jamais ébranlée par

grande chapelle fut garnie des chaînes trouvées dans les cachots de Malaga, dans lesquels les Mores enfermaient leurs prisonniers chrétiens.

ces rêves d'une imagination en délire. Il paraît qu'il se rappela toujours avec plaisir cette époque de sa vie, car longtemps après, comme nous l'assure son biographe, on l'entendit, renfermé dans des palais somptueux et entouré de toutes les créations du luxe, regretter amèrement les jours où il vivait si paisiblement dans son hermitage de Castanar.

Heureusement les supérieurs de Ximenès, voulant selon l'usage le faire changer de couvent, le transférèrent, au bout de trois ans, dans celui de Salzeda. Là il conserva ses habitudes ascétiques, mais il n'y était pas de longtemps que sa haute réputation le fit élever aux fonctions de père gardien. Il dut dès lors diriger l'administration et employer au profit d'autrui des talents restés inactifs au milieu de vaines rêveries. Un événement qui survint quelques années plus tard, en 1492, lui ouvrit encore un plus vaste champ d'action.

Par l'élévation de Talavera au siége archiépiscopal de Grenade, la place de confesseur de la reine était devenue vacante. Le cardinal Mendoza, consulté sur le choix d'un successeur à donner au prélat, comprenait combien il était important de prendre un prêtre capable et intègre, car la reine dévote demandait conseil à son confesseur, non seulement relativement à sa vie privée, mais à toutes les grandes mesures d'intérêt public qu'elle projetait. Il pensa tout de suite à Ximenès, qu'il n'avait pas oublié depuis le temps où il l'avait connu à Siguença; il avait été loin d'approuver celui-ci, lorsqu'il avait embrassé la vie monastique, et on l'avait entendu dire « qu'il ne fallait pas laisser des talents aussi extraordinaires sommeiller longtemps au fond d'un cloître. » Il avait aussi, rapporte-t-on, prédit que Ximenès lui succéderait un jour au siége de Tolède, prédiction qu'il contribua plus que tout autre à réaliser.

Mendoza recommanda si chaleureusement Ximenès à la reine, qu'elle fut curieuse de voir celui-ci et de s'entretenir avec lui. Le cardinal l'invita donc à se rendre à Valladolid, où se trouvait la cour, sans lui faire connaître le but de ce voyage; le moine obéit à cet ordre et, après une courte entrevue avec son ancien protecteur, il fut conduit auprès de la reine, comme si rien n'eût été concerté d'avance. En se trouvant tout à coup devant Isabelle, Ximenès ne montra ni ce trouble ni cet embarras qui eussent été naturels chez un reclus sorti de son couvent; la dignité de ses manières, la piété fervente qui respirait dans ses réponses aux différentes questions d'Isabelle, confirmèrent celle-ci dans l'opinion favorable qu'elle avait conçue de lui, d'après ce qu'avait dit le cardinal.

Peu de jours après, en 1492, Ximenès fut invité à prendre soin de la conscience de la reine. Loin de paraître enorgueilli de cette faveur qui lui ouvrait une perspective brillante, il parut craindre qu'elle ne dérangeât le cours paisible de ses occupations monastiques, et il ne l'accepta qu'en exprimant le désir de pouvoir se conformer, comme par le passé, à toutes les règles de son ordre et rester dans son couvent, lorsque ses fonctions ne l'appelleraient pas à la cour.

Martyr, dans plus d'une de ses lettres de ce temps, parle de l'impression faite sur les courtisans par le nouveau confesseur, dont le corps amaigri et la pâle figure rappelaient les anciens anachorètes des déserts de la Syrie ou de l'Égypte. L'austérité, l'irréprochable pureté des mœurs de Ximenès lui avaient acquis dans toute l'Espagne une réputation de sainteté, et Martyr regrettait qu'une vertu qui avait résisté à tant d'épreuves, fût exposée à la plus redoutable de

toutes, aux séduisantes flatteries d'une cour. Mais Ximenès était trop endurci par une discipline sévère, pour être sensible aux attraits du plaisir, s'il l'était à ceux de l'ambition.

Deux ans après, le confesseur de la reine fut élu provincial de son ordre en Castille, et placé ainsi à la tête des nombreuses maisons religieuses possédées par celui-ci. Dans ses fréquentes tournées d'inspection, il voyageait à pied, demandant l'aumône sur sa route, conformément aux règles de son monastère. A son retour, il fit à la reine un rapport très défavorable sur la situation de ces établissements, dont il dépeignit les habitants comme s'étant singulièrement relâchés de leur discipline et de leur vertu. Des récits contemporains confirment l'exactitude de ce rapport et accusent les communautés religieuses de toute l'Espagne, à cette époque, d'avoir vécu non seulement dans une honteuse paresse, mais encore dans le luxe et la débauche. Les franciscains, en particulier, respectaient si peu leur vœu de pauvreté, qu'ils possédaient de grandes propriétés dans les villes et dans les campagnes, habitaient de somptueux édifices et vivaient plus luxueusement que les autres moines; ceux qui s'adonnaient à ces excès étaient appelés conventuels, tandis que ceux, en nombre comparativement petit, qui observaient strictement les règles de leur fondateur, se nommaient observantins ou frères de l'observance; nous avons vu que Ximenès était un de ces derniers.

Les souverains espagnols, témoins depuis longtemps, et avec un profond regret, des scandaleux abus qui s'étaient glissés dans ces antiques institutions, avaient, mais inutilement, chargé des commissaires de les découvrir et d'y remédier. Isabelle accepta donc avec plaisir l'aide que lui offrait

son confesseur, pour améliorer cet état de choses. Dans cette même année, 1494, elle obtint d'Alexandre VI une bulle qui lui donnait des pleins-pouvoirs à cet effet. Ximenès fut chargé d'accomplir l'œuvre de réforme, et il fallait toute l'énergie de ce grand homme, soutenu par l'autorité royale, pour venir à bout d'une pareille entreprise, car, outre la difficulté de persuader à des gens d'échanger les biens de ce monde contre une vie de pénitence et de mortifications, il y avait d'autres obstacles à surmonter; en effet, les conventuels avaient vu leur large interprétation des règles de leur ordre approuvée par plusieurs de leurs supérieurs et même par des papes. Ils étaient, en outre, soutenus dans leur opposition par un grand nombre de puissants seigneurs, qui craignaient que les riches chapelles et les messes, fondées par eux et leurs ancêtres dans les différents monastères, ne fussent négligées par les observantins, qui, obligés de respecter scrupuleusement leur vœu de pauvreté, auraient manqué de ce stimulant qui, dans l'Église comme dans l'État, pousse le plus énergiquement l'homme à remplir ses devoirs.

Pour ces différents motifs, la réforme marcha lentement; mais Ximenès, animé d'une infatigable ardeur, réussit à l'introduire successivement dans un grand nombre d'établissements; lorsque les moyens de persuasion étaient impuissants, il recourait quelquefois à la force. Les moines d'un des couvents de Tolède, expulsés de leur demeure à cause de leur opiniâtre résistance, sortirent en procession, le crucifix en tête, chantant le psaume *In exitu Israël*, en signe de la persécution dont ils étaient victimes. Isabelle agit avec plus de douceur; elle visita plusieurs monastères de femmes, emportant avec elle son aiguille ou sa quenouille et cher-

chant, par sa conversation, par son exemple, à détourner les nonnes des grossiers et frivoles plaisirs qu'elles aimaient.

Sur ces entrefaites, le siége archiépiscopal de Tolède devint, en 1495, vacant par la mort du grand cardinal. La reine comprenait parfaitement combien il était important de choisir le plus digne entre tous ceux qui pouvaient prétendre à cette dignité, la première non seulement en Espagne, mais probablement dans la chrétienté, après la papauté; l'archevêque, en outre, occupait dans l'État, comme grand chancelier de Castille, une haute position [1]. Le droit de nomination aux bénéfices appartenait à la reine, en vertu de la convention faite avec son époux, à leur mariage; Isabelle s'était constamment acquittée de cette tâche avec la plus consciencieuse impartialité, ne choisissant que des prêtres pieux et instruits. Dans cette occasion, Ferdinand la sollicita vivement en faveur de son fils naturel, Alphonse, archevêque de Saragosse; mais celui-ci, quoiqu'il ne manquât pas de talent, n'avait ni l'âge, ni l'expérience, ni moins encore la pureté de mœurs, nécessaires chez le futur prélat, et la reine résista doucement, mais fermement, à toutes les prières de son époux [2].

[1] Ferdinand et Isabelle annexèrent à perpétuité la dignité de grand-chancelier à celle d'archevêque de Tolède; il paraît toutefois que ce n'était, au moins dans les derniers temps, qu'un titre purement honorifique. Les revenus de l'archevêché, au commencement du XVI[e] siècle, s'élevaient à 80,000 ducats.

[2] Ce prélat n'avait, à cette époque, que vingt-quatre ans; il n'en avait que six lors de sa nomination au siége de Saragosse. Ce grossier abus d'élever des enfants aux plus hautes dignités de l'Église parait avoir été fréquent en Castille, comme en Aragon, car on pouvait voir, du temps de Salazar, dans l'église de Madre de Dios à Tolède, les tombeaux de cinq archidiacres, qui n'avaient tous ensemble que trente ans.

La position vacante avait toujours été occupée par des gens de haute naissance. La reine, ne voulant pas déroger à l'usage établi, malgré les recommandations du cardinal mourant, tourna ses regards sur plusieurs candidats avant de se décider en faveur de son confesseur, dont les talents et les vertus rachetaient suffisamment l'humble origine.

Aussitôt qu'elle eut reçu la bulle papale approuvant le choix qu'elle avait fait, Isabelle fit appeler Ximenès et, lui remettant la dépêche, l'invita à l'ouvrir en sa présence. Le confesseur, qui ne soupçonnait rien, prit la lettre et la pressa dévotement contre ses lèvres, mais, dans ce moment, ses yeux étant tombés sur la suscription qu'elle portait : « A notre vénérable frère François Ximenez de Cisneros, archevêque élu de Tolède, » il changea de couleur, laissa involontairement échapper le paquet de ses mains, et s'écriant : « Il doit y avoir quelque méprise, ceci ne peut m'être adressé, » il sortit brusquement de la salle.

La reine, loin de s'offenser de cette impolitesse, attendit quelques instants pour donner à son confesseur le temps de revenir de sa surprise et de calmer son agitation; mais, ne le voyant pas revenir, elle chargea deux grands d'Espagne qui lui paraissaient avoir le plus d'influence sur lui, d'aller le trouver pour l'engager à accepter sa nomination. Ceux-ci se rendirent aussitôt au couvent des observantins de Madrid, où résidait la cour, mais Ximenès avait disparu. S'étant informés de la route qu'il avait prise, ils montèrent à cheval et, se mettant à sa poursuite, rejoignirent le fugitif à trois lieues de la ville; il était à pied et, par la chaleur brûlante du milieu de la journée, se dirigeait à grands pas vers Ocana, où se trouvait un couvent de franciscains.

Après avoir échangé quelques mots avec Ximenès au sujet de son brusque départ, les deux seigneurs lui persuadèrent de retourner à Madrid, mais, à son arrivée, ni les arguments et les prières de ses amis, ni les désirs ouvertement déclarés de sa souveraine, ne purent vaincre les scrupules du confesseur et le décider à accepter un honneur dont il se jugeait indigne. « Il avait, » disait-il, « espéré qu'il lui serait permis de vivre en paix, le reste de ses jours, remplissant ses devoirs monastiques ; il était trop tard pour l'appeler à la vie publique et lui imposer une charge si lourde, pour laquelle il n'avait ni goût ni force suffisante. » Il persista obstinément dans cette résolution pendant plus de six mois; jusqu'à ce qu'enfin on obtînt du pape une seconde bulle, qui lui enjoignait de ne pas refuser plus longtemps une nomination sanctionnée par l'Église. La résistance n'était plus possible et le confesseur d'Isabelle se laissa élever à la première dignité du royaume.

Il n'y a pas de motifs, paraît-il, d'accuser Ximenès d'hypocrisie dans une circonstance où il donna une si singulière preuve d'humilité. Le *nolo episcopari* est, il est vrai, passé en proverbe, mais Ximenès refusa trop longtemps et trop opiniâtrément ses nouvelles fonctions, pour qu'on puisse le soupçonner de n'avoir pas été sincère. Il était d'ailleurs, à cette époque, dans sa soixantième année, l'âge où l'ambition, si elle n'est pas éteinte, n'est plus qu'un feu languissant dans le cœur de l'homme; depuis de longues années, il vivait dans un cloître, habitué à un régime ascétique, détaché, pour ainsi dire, de la terre et ne pensant plus qu'au tombeau. Quelque flatteuse que pût être pour lui la rare marque d'honneur qui lui était accordée, il devait naturellement hésiter à échanger le paisible et obscur genre de vie

qu'il avait volontairement embrassé, contre l'agitation et les soucis du monde.

Mais, si Ximenès ne convoita pas le pouvoir, il l'exerça avec une véritable jalousie. Un des premiers actes mêmes de son administration est trop caractéristique sous ce rapport, pour que nous le passions sous silence. Le gouvernement de Cazorla, la position la plus importante dont disposât l'archevêque de Tolède, avait été donné par le grand cardinal à son frère cadet, don Pedro Hurtado de Mendoza. Les amis de ce seigneur prièrent Ximenès de confirmer cette nomination, en lui rappelant les obligations qu'il avait lui-même au cardinal et en lui montrant leur demande appuyée par la reine. Ce n'était pas le moyen de gagner le nouveau prélat, qui voulait agir en dehors de toute influence et craignait surtout l'abus trop fréquent des faveurs royales. Il résolut d'abord de couper court à toutes les sollications de ce genre et déclara que « les souverains pouvaient le renvoyer à son couvent, mais qu'il ne céderait jamais à des considérations personnelles, en conférant les dignités de l'Église. » Les postulants, offensés de cette réponse, s'adressèrent à la reine, se plaignant amèrement de l'arrogance et de l'ingratitude de son ancien confesseur; Isabelle ne désapprouva pas toutefois la conduite de son ministre, assez satisfaite peut-être de l'indépendance qu'il montrait; du moins elle ne s'occupa plus de l'affaire.

A quelque temps de là, l'archevêque rencontra Mendoza dans une des avenues du palais, et, comme celui-ci rebroussait chemin pour ne pas le rencontrer, il le salua en lui donnant le titre d'*adelantado* de Cazorla. Ce seigneur s'arrêta tout surpris, et le prélat, répétant ces mots, ajouta que « maintenant qu'il était parfaitement libre d'agir, sans être

soupçonné d'obéir à une influence mauvaise, il était heureux de pouvoir lui rendre une position qu'il s'était montré si capable d'occuper. » Il est à peine nécessaire de dire que Ximenès ne fut plus dès lors importuné par les solliciteurs; il déclarait que toute sollicitation d'un postulant était un motif suffisant pour refuser ce qu'il demandait, car elle prouvait « qu'il manquait ou de mérite ou d'humilité. »

Après son élévation à la primatie d'Espagne, Ximenès ne changea rien à ses habitudes simples et austères; il consacrait ses immenses revenus à des actes de charité publique et privée, et réglait les dépenses de sa maison avec la plus stricte économie. Il s'attira ainsi des observations de la part de la cour de Rome, qui lui recommanda d'adopter un genre de vie plus conforme à la dignité de son rang, s'il ne voulait se déprécier aux yeux du vulgaire. L'archevêque obéissant se mit à étaler extérieurement toute la magnificence habituelle à ses prédécesseurs; il se fit remarquer par le luxe dont il s'entoura, par son équipage, par sa suite nombreuse et richement vêtue, mais il continua à se mortifier comme auparavant; il observait la même abstinence devant une table couverte de mets recherchés. Sous ses robes de soie et ses précieuses fourrures, il portait son froc grossier de franciscain, qu'il raccommodait lui-même; il ne portait pas de linge et n'avait pas de draps dans son lit; il dormait dans un mauvais lit, semblable à ceux dont se servaient les observantins et caché sous la superbe couche où il paraissait reposer[1].

[1] Il dormait habituellement dans son froc de franciscain; sa toilette ne lui prenait naturellement pas beaucoup de temps. Un jour, comme il voyageait et qu'il était, selon son habitude, levé longtemps avant l'aube, il pressa son muletier de s'habiller promptement, et celui-ci s'écria irrévérencieusement : « *Cuerpo de Dios!* Votre sainteté pense-t-elle que je n'ai qu'à

A peine installé, l'archevêque travailla de toutes ses forces à exécuter les projets de réforme que la reine et lui avaient tant à cœur; il porta particulièrement son attention sur le clergé de son diocèse, lequel était loin d'observer la règle de saint Augustin, qui lui était imposée. Les mesures qu'il prit mécontentèrent tellement ces respectables ecclésiastiques, qu'ils décidèrent d'envoyer un d'entre eux à Rome, pour porter leurs plaintes devant le pape.

Cette mission délicate fut confiée à un habile et rusé chanoine, du nom d'Albornoz. Le secret ne put toutefois être si bien gardé que Ximenès n'apprît quelque chose de l'affaire; aussitôt il envoya un officier avec ordre d'arrêter l'émissaire, qui s'était mis en route; si celui-ci était déjà en mer, l'envoyé était autorisé à prendre un vaisseau prêt à partir, de manière à le devancer, s'il était possible, en Italie. L'officier était également porteur de lettres des souverains pour l'ambassadeur espagnol, Garcilasso de la Vega, auquel il devait les remettre, aussitôt débarqué.

Tout se passa comme le ministre l'avait prévu. A son arrivée au port, l'officier fut informé que l'émissaire était parti; il le poursuivit sans perdre de temps et réussit heureusement à atteindre Ostie, plusieurs jours avant lui. Il remit sur-le-champ ses dépêches à l'ambassadeur, qui, obéissant à ses instructions, fit arrêter Albornoz au moment où il descendait à terre, et le renvoya comme prisonnier d'État en Espagne. Une rigoureuse détention de vingt-deux mois apprit au digne chanoine qu'il était dangereux de contrarier les plans de Ximenès.

me secouer comme un épagneul mouillé et à serrer un peu ma corde! » Quintanilla, *Archetypo*, ubi supra.

C'est chez les moines de son ordre que l'archevêque rencontra la plus forte opposition. La réforme atteignait surtout les franciscains, à qui leurs règles interdisaient absolument de posséder des biens, soit comme individus, soit comme corporation; dans les autres communautés religieuses, au contraire, les membres qui se dépouillaient de leur fortune augmentaient la prospérité de la maison à laquelle ils appartenaient. Il n'y eut donc aucun ordre qui fit une résistance plus obstinée aux projets de l'ancien franciscain, que celui même dont il faisait partie. Plus de mille moines, rapporte-t-on, émigrèrent sur la côte barbaresque, aimant mieux vivre parmi les infidèles que de se conformer strictement à la lettre des règles de saint François.

Les difficultés inhérentes à la réforme furent peut-être augmentées par la manière dont elle fut conduite. Isabelle, il est vrai, usait des moyens de douceur et de persuasion, mais Ximenès faisait exécuter ses mesures avec une impitoyable rigueur. Il avait naturellement le caractère sévère et tyrannique, et le rude genre de vie auquel il s'était soumis l'avait rendu moins tolérant pour les fautes des autres, surtout de ceux qui, comme lui, avaient contracté volontairement les obligations de la vie monastique. Ses intentions étaient droites, et, comme il identifiait ses propres intérêts avec ceux de l'Église, il considérait toute opposition qui lui était faite comme une offense à la religion, justifiant l'intervention active du pouvoir.

Les clameurs soulevées par ces procédés violents devinrent à la fin si alarmantes, que le général des franciscains, lequel résidait à Rome, résolut de devancer l'époque fixée de sa tournée d'inspection en Castille. Conventuel lui-même, il était naturellement un ennemi décidé de la réforme;

aussi arriva-t-il en 1496, avec l'intention bien arrêtée de forcer Ximenès à se désister de ses projets, ou à miner, s'il était possible, le crédit et l'influence du ministre à la cour; mais il n'avait ni le talent ni l'habileté nécessaires pour venir à bout d'une entreprise aussi difficile.

Le général n'était pas depuis longtemps en Castille qu'il reconnut que toute son autorité, comme chef de l'ordre, ne suffirait pas pour protéger celui-ci contre les tentatives hardies du ministre, soutenu par les souverains; il demanda donc une audience à la reine, à laquelle il parla avec peu de retenue. Il se montra surpris qu'elle eût choisi, pour lui conférer la plus haute dignité de l'Église, un homme qui en était indigne presque sous tous les rapports, même sous celui de la naissance; qui couvrait son ambition du manteau de la sainteté; qui, par son caractère morose et mélancolique, était l'ennemi-né, non seulement des agréments, mais des usages polis de la vie; qui enfin ne rachetait par rien, pas même par son instruction douteuse, la grossièreté de ses manières. Le franciscain déplora la grandeur du mal que d'imprudentes mesures avaient causé dans l'Église, mais qu'il n'était peut-être pas encore trop tard pour réparer. Il conclut en déclarant à la reine que, si elle avait le moindre souci de sa réputation ou des intérêts de son âme, elle forcerait cet homme de la veille à descendre d'une position qu'il s'était montré incapable d'occuper, et le ferait rentrer dans son obscurité première!

Isabelle écoutait cette véhémente philippique avec indignation, et plus d'une fois elle avait été tentée de faire sortir le fougueux orateur; elle se contint pourtant et attendit patiemment qu'il eût fini. Elle lui demanda alors avec calme « s'il était dans son bon sens et savait à qui il par-

lait? » « Oui, » répondit l'énergumène, « je suis dans mon bon sens et sais à qui je parle, — à la reine de Castille, qui n'est comme moi qu'une poignée de poussière! » En disant ces mots, il sortit de la salle, fermant avec fracas la porte derrière lui.

Ces accès impuissants de fureur ne pouvaient ébranler la résolution de la reine. Cependant le général, à son retour en Italie, eut assez d'adresse pour obtenir du pape l'autorisation d'envoyer en Castille une commission composée de conventuels, qui devaient diriger avec Ximenès l'œuvre de la réforme. Ces moines s'aperçurent bientôt qu'ils n'avaient aucune espèce d'autorité et, furieux du dédain avec lequel les traitait l'archevêque, ils se plaignirent si vivement à la cour pontificale, qu'Alexandre VI, de l'avis du sacré-collége, lança, le 9 novembre 1496, un bref interdisant péremptoirement aux souverains de poursuivre l'affaire, avant qu'elle n'eût été régulièrement soumise à l'examen du chef de l'Église.

A la réception de cette dépêche, Isabelle fit immédiatement appeler Ximenès. La résolution de celui-ci grandissait en proportion des obstacles qu'il devait surmonter; il ne chercha qu'à ranimer l'énergie de sa souveraine, en la conjurant de ne pas faiblir dans l'accomplissement de la glorieuse tâche qu'elle s'était imposée; déjà ses efforts avaient eu des résultats salutaires qui ne pouvaient manquer de lui assurer la protection divine. La reine, qui, dans tous les actes de son administration, eut toujours en vue les intérêts de la religion, ne devait pas être disposée à abandonner une entreprise, dont ceux-ci étaient le but direct et unique. Elle déclara à son ministre qu'elle le seconderait de toutes ses forces et, sans perdre de temps, fit présenter l'affaire,

par ses agents à Rome, sous un jour tel que la cour pontificale revint de sa première opinion; ce ne fut toutefois qu'après bien des retards et des difficultés. Enfin Ximenès reçut, avec le nonce apostolique, en 1497, de si grands pouvoirs qu'il put exécuter ses projets, en dépit des efforts de tous ses ennemis.

La réforme ainsi établie s'étendit à toutes les institutions religieuses, sans exception; elle consistait dans une espèce d'enquête sur la conduite morale des moines, comme sur les différents points de discipline ecclésiastique. Sous ce dernier rapport, on peut douter qu'il y eût utilité à faire observer strictement des règles, fondées sur ce déplorable principe que la somme des jouissances promises dans la vie future est proportionnée à celle des souffrances que l'on se sera volontairement infligées ici-bas; mais, on ne doit pas l'oublier, si sujette à critique que soit une règle, dès qu'on se l'impose librement comme une loi morale, elle ne peut être foulée aux pieds, sans ouvrir la porte à une licence effrénée, et, dans ces circonstances, il faut nécessairement la rétablir avant de prétendre réformer les mœurs.

L'heureux changement opéré dans la conduite du clergé, amélioration dont Isabelle se préoccupait bien plus que des formes extérieures de la discipline, est signalé avec enthousiasme par les écrivains contemporains. Les prêtres espagnols, nous l'avons déjà dit, se faisaient depuis longtemps remarquer par une vie déréglée, qui paraissait être approuvée, jusqu'à un certain point, par la loi même; le mal s'était surtout propagé de la manière la plus déplorable sous le règne précédent, où tous les ordres du clergé régulier ou séculier, séduits probablement par l'exemple d'une cour corrompue, s'adonnaient à tous les excès qu'engendrent la

paresse et la débauche; tel est le tableau, exagéré, espérons-le, que l'on nous fait de cette époque. Une aussi scandaleuse profanation des sanctuaires mêmes de la religion ne pouvait manquer d'être sincèrement déplorée par une princesse aussi pieuse et aussi vertueuse qu'Isabelle. Le mal était trop profondément enraciné pour qu'il fût facile de le détruire. La reine, par son exemple, par le soin scrupuleux avec lequel elle n'élevait aux positions de l'Église que des hommes d'une irréprochable piété, contribua beaucoup à améliorer les mœurs du clergé séculier; mais les moines vivant au fond des cloîtres étaient moins accessibles à ces influences, et l'on ne put introduire la réforme parmi eux qu'en les forçant de respecter leurs propres institutions et en laissant agir l'opinion publique.

Malgré l'ardent désir d'Isabelle, on peut douter qu'elle fût venue jamais à bout de l'entreprise, sans la coopération d'un homme tel que Ximenès, qui réunissait toutes les qualités exigées chez un réformateur. Heureusement la reine fut témoin, avant sa mort, d'une révolution, sinon complète, au moins commencée, dans les mœurs de tous les ordres religieux, et cette amélioration ne fut pas momentanée. Un écrivain castillan du siècle suivant la signale longtemps après avec un véritable enthousiasme, et, tout en rappelant avec douleur les anciens dérèglements des prêtres de son pays, il déclare hardiment que ceux-ci peuvent être comparés sans désavantage avec ceux du reste de la chrétienté, pour leur tempérance, leur charité et l'irréprochable pureté de leur vie et de leurs paroles [1].

[1] La principale autorité, pour tout ce qui se rapporte à la vie de Ximenès, est Alvaro Gomez de Castro.

CHAPITRE VI.

TROUBLES DE GRENADE.

(1499-1500)

Tranquillité à Grenade. — Douce politique de Talavera. — Mécontentement du clergé. — Mesures violentes de Ximenès. — Fanatisme de ce prélat. — Ses funestes effets. — Insurrection de Grenade. — Rétablissement de la tranquillité. — Conversion des habitants.

L'énergie ou la fermeté de résolution paraît être moins une des facultés propres de l'esprit qu'un moteur grâce auquel ces différentes facultés agissent efficacement. Quoi qu'il en soit, elle entre peut-être pour une plus large part que le talent même, tel qu'on le définit communément, dans la formation de ce qu'on appelle le caractère, et le vulgaire la confond souvent avec le talent de l'ordre le plus élevé. Il est vrai que, dans les circonstances ordinaires de la vie, cette énergie est plus utile que des qualités éclatantes qui, dans les plus graves, ne sont rien sans une ferme volonté et peuvent éblouir un instant les yeux, avant d'être oubliées.

Ce n'est pas seulement dans les occupations de la vie que l'importance de cette énergie peut être appréciée, mais dans

des réunions d'hommes intelligents, dans les assemblées délibérantes, par exemple, où le talent seul qui, pourrait-on croire, devrait exercer un ascendant absolu, se soumet toujours à l'influence de ce principe. Nul ne peut être un chef de parti, s'il n'a une volonté forte, et il y a probablement peu de ces chefs qui ne comptent parmi leurs partisans des hommes auxquels ils sont inférieurs sous le rapport de l'intelligence.

Cette énergie se présente sous un aspect plus imposant encore, lorsqu'elle est stimulée par une passion ardente, telle que l'ambition, ou par le sentiment plus noble du patriotisme, de la religion. Alors l'âme, méprisant de vulgaires considérations d'intérêt, est prête à tout faire, à tout oser, pour obéir à la voix de la conscience; indifférente aux biens que le monde peut donner ou reprendre, elle rompt les liens grossiers qui l'attachent à la terre, et, malgré sa faiblesse à tout autre point de vue, atteint à un degré d'élévation et de grandeur, auquel le génie le plus rare ne saurait parvenir par lui seul.

Mais c'est surtout unie à un esprit élevé et soumise à l'action des principes puissants dont nous avons parlé, que cette énergie nous offre l'image la plus fidèle qu'il y ait sur cette terre, de l'intelligence divine. Ce sont, en effet, de pareils hommes que la Providence choisit pour accomplir ces grandes révolutions qui ébranlent le monde, y introduisent un ordre nouveau, plus parfait, et font faire à l'humanité plus de progrès en un jour qu'elle n'en avait fait pendant des siècles. Il faut le dire, ces terribles instruments servent quelquefois au mal, comme au bien; la même impulsion pousse l'ambition criminelle dans sa voie sanglante et arme le bras du patriote pour lui résister énergiquement, anime

d'une sainte ardeur le martyr et allume les feux de la persécution qui lui fera gagner sa glorieuse couronne. C'est la direction imprimée, direction variant d'individu à individu, sous l'empire de circonstances différentes, qui fera de lui le fléau ou le bienfaiteur de son espèce.

Ces réflexions nous ont été suggérées à la vue du personnage extraordinaire dont il a été question dans le chapitre précédent, et qui apparaîtra dans celui-ci sous un jour nouveau et moins avantageux. Une inflexible résolution formait peut-être le trait le plus saillant du caractère de Ximenès; on ne peut dire ce que, dans d'autres circonstances, cet homme remarquable eût été. On peut, sans de grands efforts d'imagination, supposer que ce moine à la volonté de fer, qui, dans sa jeunesse, préféra subir une longue captivité, plutôt que de se soumettre à un acte d'oppression, eût pu, sous une pareille influence, aller jusqu'à ébranler, comme Luther, les vieux piliers du catholicisme, au lieu de s'employer de toutes ses forces à les raffermir. Cependant ce dernier rôle convenait probablement mieux à ce prêtre, dont l'esprit sombre devait se plaire au vague, au mystérieux de la foi romaine, comme son caractère inflexible s'accordait avec des dogmes tyranniques; c'est, du moins, cette cause qu'il défendit avec tout son talent, toute son énergie.

Nous avons vu avec quelle ardeur Ximenès, dès son élévation à la primatie, entreprit de réformer la discipline religieuse, et avec quelle obstination il poursuivit cette œuvre, au mépris de ses intérêts et de sa popularité; nous allons le voir travailler avec le même zèle à extirper l'hérésie, sans crainte pour lui-même et sans égard aux principes les plus évidents de bonne foi et d'honneur national.

Près de huit années s'étaient écoulées depuis la conquête de Grenade, et le peuple soumis avait, pendant tout ce temps, vécu paisiblement dans une fausse sécurité, se fiant au traité qui lui avait permis de conserver ses lois et sa religion. Cette longue tranquillité, difficile à maintenir au milieu d'une population composée, comme celle de la capitale, d'éléments discordants, de Mores, de renégats, de chrétiens, toujours prêts à en venir aux mains, était principalement due à la conduite sage et modérée des deux hommes à qui la reine avait confié le gouvernement civil et ecclésiastique, Mendoza, comte de Tendilla, et Talavera, archevêque de Grenade.

Le premier de ces deux personnages, le plus brillant ornement de son illustre famille, est déjà connu du lecteur. En récompense des services importants qu'il avait rendus à son pays, dans la carrière des armes et dans celle de la diplomatie, il fut nommé, immédiatement après la conquête de Grenade, alcade et capitaine-général du royaume, position à laquelle il convenait, sous tous les rapports, par sa prudence, sa fermeté, ses vues éclairées et sa longue expérience.

Le second, frère Fernando de Talavera, d'origine plus humble, était un moine hiéronymite, qui, après avoir été, pendant vingt ans, prieur du couvent de Santa-Maria del Prado, près de Valladolid, devint confesseur de la reine Isabelle et, plus tard, du roi Ferdinand. Dans cette position, il exerça naturellement une influence considérable sur les affaires publiques, et, si la direction de la conscience des souverains pouvait être confiée sans crainte à quelqu'un, c'était bien certainement à cet estimable prélat, également distingué par son instruction, son amabilité et son irrépro-

chable piété. L'ancien hiéronymite avait une dévotion un peu outrée, mais, par sa douceur, par la bienveillance naturelle de son caractère, il contrastait d'une manière heureuse avec les prêtres fanatiques et dominateurs de son temps [1].

Après la conquête, Talavera échangea l'évêché d'Avila contre l'archevêché de Grenade. Malgré les désirs des royaux époux, il refusa d'accepter une augmentation de traitement dans cette position nouvelle et plus élevée. Ses revenus, qui s'élevaient à deux millions de maravédis annuellement, étaient un peu inférieurs à ceux dont il jouissait auparavant. Il consacra généreusement la plus grande partie de cette somme à des améliorations publiques et à des actes de charité, objets qui, il faut le dire à l'honneur des prélats espagnols, ont souvent attiré leur attention et provoqué leur munificence.

Ce qui préoccupait le plus vivement le bon archevêque, c'était la conversion des Mores, dont il considérait l'aveuglement spirituel avec des sentiments de tendresse et de charité, bien différents de ceux que nourrissaient la plupart de ses frères. Il se proposa d'accomplir cette œuvre de la manière la plus rationnelle possible. Malgré son âge avancé, il se mit à apprendre l'arabe, afin de pouvoir communiquer avec les vaincus dans leur propre idiome, et enjoignit au clergé de son diocèse de suivre son exemple; il fit rédiger une grammaire, un dictionnaire et un catéchisme en arabe,

[1] La correspondance de Talavera avec la reine n'est pas faite pour aider à la réputation de ce prélat; ses lettres ne sont guère que des sermons sur l'amour de la société, la danse et autres péchés damnables. Elles portent plutôt l'empreinte du puritanisme austère que de l'Église catholique romaine; mais la bigoterie est un terrain neutre sur lequel les sectes les plus opposées peuvent se rencontrer.

et fit traduire dans la même langue la liturgie, y compris des extraits de l'Évangile; il avait le projet de faire traduire plus tard toutes les Écritures. Dévoilant ainsi les oracles sacrés qui jusque-là avaient été soustraits à la vue des infidèles, il leur ouvrit les véritables, les seules sources de l'enseignement chrétien, et, en cherchant à convaincre leur esprit, au lieu de séduire leur imagination par un vain étalage de pompeuses cérémonies, il prit le seul moyen d'opérer parmi eux des conversions sincères et durables.

Ces mesures sages et bienveillantes du bon prélat, jointes à son exemplaire pureté de vie, lui acquirent bientôt une grande autorité parmi les Mores, qui, jugeant de la doctrine par ses fruits, étaient bien disposés à l'examiner; tous les jours, il en entrait un grand nombre dans l'Église.

Les progrès du prosélytisme devaient cependant être lents et difficiles parmi des hommes habitués dès l'enfance, non pas à repousser, mais à détester le christianisme; qui étaient séparés des Espagnols par leur langue, leurs mœurs, leurs institutions, et qu'unissait alors, comme un lien indissoluble, le sentiment commun d'une infortune nationale. Un grand nombre de prêtres et de laïques animés par le fanatisme, jugeant cette barrière infranchissable, désiraient la voir violemment renversée par le pouvoir; ils disaient aux souverains que c'était une espèce d'ingratitude envers la Providence, dont la sagesse avait livré les infidèles dans leurs mains, que de permettre à ceux-ci d'usurper plus longtemps le bel héritage des chrétiens; ils soutenaient que l'on pouvait avec justice mettre ces fils maudits de Mahomet dans l'alternative ou de recevoir immédiatement le baptême, ou de vendre leurs biens et de se retirer en Afrique. On ne pouvait, à leur avis, considérer une pareille mesure comme

une infraction au traité, puisque les Mores devaient tant y gagner, au point de vue de leur salut éternel; elle était d'ailleurs indispensable pour assurer à jamais la tranquillité et la sécurité du royaume.

Mais ces considérations, « toutes justes et saintes qu'elles fussent, » pour emprunter les expressions d'un dévot Espagnol, ne purent convaincre les souverains, qui résolurent de tenir leur parole; les moyens de conciliation employés alors, des relations plus longues et plus intimes avec les chrétiens, pouvaient seuls légitimement, à leurs yeux, réaliser leurs espérances. Aussi les voyons-nous dans les différentes ordonnances rendues jusqu'en 1499, respecter les usages les plus ordinaires des vaincus [1], et n'engager ceux-ci à se convertir qu'en leur promettant une amélioration dans leur position [2].

Parmi ceux qui réclamaient des mesures plus actives se trouvait l'archevêque de Tolède. Ayant suivi la cour à Grenade, dans l'automne de 1499, Ximenès eut l'occasion de communiquer ses vues à Talavera, auquel il demanda de prendre part à l'œuvre de conversion; celui-ci, heureux de s'adjoindre un aussi puissant auxiliaire, y consentit modestement. Ferdinand et Isabelle partirent, peu de temps après, en novembre 1499, pour Séville; mais, avant leur départ, ils enjoignirent aux prélats d'observer la politique de

[1] Dans la pragmatique datée de Grenade, 30 octobre 1499, et interdisant d'une manière absolue l'usage de la soie, une exception fut faite en faveur des Mores, dont les robes étaient habituellement de cette étoffe, dans les classes riches.

[2] Une autre loi, du 31 octobre 1499, pourvut à ce que les enfants mores qui avaient embrassé le christianisme ne fussent pas déshérités par leurs parents et assura, en outre, aux femmes converties une partie des biens qui avaient échu à l'État, après la conquête de Grenade.

modération suivie jusque-là et d'éviter surtout de donner aux Mores le moindre sujet de mécontentement.

Les souverains n'avaient pas plus tôt quitté la ville, que Ximenès invita quelques-uns des principaux *alfaquis* ou docteurs musulmans à une conférence, dans laquelle il exposa, avec toute l'éloquence dont il était doué, les vérités sur lesquelles se fondait la foi chrétienne et les erreurs qui formaient le fond de leurs croyances. Pour augmenter l'effet de ce discours, il fit de magnifiques cadeaux aux assistants; c'étaient le plus souvent de riches et précieux objets de toilette, très recherchés de tout temps par les Mores. Cette tactique répétée finit par produire des résultats; furent-ils dus à l'éloquence du prédicateur ou aux présents qu'il distribuait si généreusement, on ne le dit pas. Il est toutefois probable que les *alfaquis* trouvèrent qu'il y avait plus d'agréments et de profit à se convertir qu'ils ne l'avaient cru auparavant; car ils se déclarèrent tous, l'un après l'autre, convaincus de leurs erreurs et prêts à les abjurer. L'exemple de ces savants docteurs fut bientôt suivi par les fidèles ignorants; il n'y eut pas moins de quatre mille individus, dit-on, qui se présentèrent en un seul jour pour recevoir le baptême, et Ximenès, ne pouvant les baptiser un à un, dut recourir à un expédient familier aux missionnaires chrétiens et arrosa cette multitude avec un goupillon.

Jusque-là tout allait bien; l'éloquence, les largesses de l'archevêque de Tolède, qui, à force de libéralités, s'endetta pour plusieurs années, amenaient dans le bercail une foule de prosélytes. Il y avait, il est vrai, des musulmans qui considéraient ces actes comme une infraction, sinon à la lettre, du moins à l'esprit du traité de capitulation, par lequel le vainqueur paraissait s'être interdit, non seulement d'em-

ployer la force, mais même de recourir à des séductions pour convertir les vaincus; plusieurs, y compris quelques-uns des principaux habitants, s'efforcèrent d'entraver les progrès d'une défection, qui semblait devoir être bientôt générale. Mais Ximenès, dont le zèle s'était enflammé au plus haut point dans l'ivresse du succès, n'était pas homme à reculer devant une opposition, si formidable qu'elle fût, et, s'il avait jusqu'alors respecté la lettre du traité, il se montra prêt à violer ouvertement et sans crainte celui-ci, pour frapper ceux qui prétendaient traverser ses desseins.

Parmi ceux qui faisaient l'opposition la plus active était un noble more, nommé Zegri, homme très instruit et jouissant d'une grande considération à Grenade. Ximenès, après avoir inutilement recouru à tous les moyens, au raisonnement et aux cadeaux, pour gagner cet infidèle obstiné, le fit garder à vue par un de ses officiers, appelé Léon, « un véritable lion, » dit ironiquement un historien, « de caractère autant que de nom; » il avait ordonné à celui-ci de traiter son prisonnier de manière à lui dessiller les yeux. L'officier obéissant exécuta fidèlement ces ordres, et, après avoir mis son prisonnier aux fers, pendant quelques jours, sans lui donner à manger, il put le présenter, converti selon toute apparence et ayant un air humble qui contrastait singulièrement avec son ancienne attitude, fière et hautaine. Zegri, témoignant la plus respectueuse obéissance à l'archevêque, l'informa que, « la nuit précédente, il avait eu une révélation d'Allah, qui avait daigné l'éclairer sur ses erreurs et lui avait ordonné de recevoir sur-le-champ le baptême; » en même temps, montrant son geôlier, il fit « plaisamment » une observation : « Votre révérence n'a qu'à lâcher ce *lion* dans le peuple, et, je le jure, il n'y aura plus, dans quelques jours

d'ici, un seul musulman dans la ville [1]. » « C'est ainsi, » s'écrie le pieux Ferreras, « que la Providence fit, dans les ténèbres d'un cachot, luire aux yeux de l'infidèle la lumière de la vraie foi! »

L'œuvre de conversion fit dès ce moment de rapides progrès, car la terreur s'ajoutait aux autres stimulants. Ximenès, dans l'ivresse du triomphe, résolut alors d'anéantir, non plus seulement la fausse religion, mais les livres dans lesquels elle était enseignée. Il fit donc réunir en un monceau, pour les brûler sur une des grandes places de la capitale, tous les manuscrits arabes qu'il put se procurer. La plupart étaient des exemplaires du Coran ou des ouvrages qui se rattachaient sous un rapport quelconque à la théologie; un grand nombre d'autres cependant traitaient de différents sujets scientifiques. Presque tous étaient magnifiquement écrits, richement reliés et ornés, car les Arabes d'Espagne surpassaient tous les autres peuples de l'Europe dans les arts de luxe. Mais ni la beauté de leur reliure ni leur valeur intrinsèque ne purent effacer, aux yeux de l'impitoyable inquisiteur, la souillure de l'hérésie qui infectait ces livres; Ximenès n'en épargna que trois cents relatifs à la médecine, science dans laquelle les Mores excellaient à cette époque, tandis qu'elle était ignorée dans le reste de l'Europe. Il fit cadeau de ces volumes à son université d'Alcala et livra sans exception aux flammes tous les autres, au nombre de plusieurs milliers.

Ce déplorable auto-da-fé fut, qu'on ne l'oublie pas, ordonné non par un barbare ignorant, mais par un prélat

[1] Zegri prit le nom de baptême du Grand Capitaine, Gonzalo Hernandez, dont il avait éprouvé la bravoure dans une rencontre avec celui-ci dans la *vega* de Grenade.

lettré, qui, dans ce temps même, employait ses immenses revenus à publier l'œuvre littéraire la plus étonnante de cette époque et à doter la plus savante université d'Espagne. Il eut lieu, non au milieu des ténèbres du moyen âge, mais au commencement du xvi[e] siècle, chez une nation éclairée qui devait aux Arabes les progrès qu'elle avait faits elle-même dans la civilisation. C'est le pendant du crime attribué à Omar [1], huit siècles auparavant, et il prouve que le fanatisme est le même dans toutes les religions et dans tous les temps.

Les suites funestes de cet acte de violence continuèrent à se faire sentir longtemps après qu'il eut été commis. Ceux qui purent cacher les manuscrits qu'ils possédaient attendirent une occasion favorable pour les envoyer hors d'Espagne, et des milliers de livres furent secrètement transportés en Afrique. C'est ainsi que les productions de la littérature arabe devinrent presque introuvables dans le pays même où celle-ci était née, et cette civilisation jadis si florissante dans la péninsule, à une époque même de barbarie, déclina peu à peu, faute d'aliments. Tels furent les déplorables résultats de cette proscription littéraire, plus désastreuse à un point de vue que les persécutions dirigées contre les hommes, car la mort d'un individu ne peut guère influer sur les destinées de la génération suivante, tandis que la destruction d'un livre ou, en d'autres termes, la disparition de l'idée revêtue d'une forme durable, est un mal irréparable, qui sera toujours ressenti.

[1] L'argumentation de Gibbon, si elle n'ébranle pas le fondement de toute l'histoire de l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie, peut au moins faire douter légitimement de la valeur et du nombre prétendus des ouvrages détruits.

La rigueur avec laquelle Ximenès faisait exécuter ses mesures finit par inspirer de sérieuses inquiétudes à un grand nombre de ses compatriotes, plus prudents et plus modérés, qui habitaient la ville; ils prièrent l'archevêque d'agir avec plus de douceur, lui faisant observer qu'il enfreignait ouvertement le traité et que des conversions forcées ne pouvaient pas être durables. L'inflexible prélat répondit « qu'une politique plus douce pouvait convenir dans d'autres circonstances, lorsqu'il s'agissait d'intérêts mondains, mais non lorsque l'âme était en jeu; qu'il fallait, si l'on ne pouvait l'y attirer, pousser l'infidèle dans la voie du salut, et qu'il ne pouvait se relâcher de ses efforts au moment même où il avait ébranlé le mahométisme près de tomber. » Il poursuivit donc résolûment ses projets.

Mais à la fin la patience des Mores eux-mêmes, qui avaient pu jusqu'alors se soumettre à l'oppression, commença à se lasser. Les signes de mécontentement n'échappaient pas à des yeux moins pénétrants que ceux de l'archevêque de Tolède, mais celui-ci était étourdi, aveuglé par le succès. Au milieu de cette surexcitation des esprits, un incident amena une explosion.

Trois serviteurs de Ximenès avaient été envoyés en commission dans l'Albaïcyn, quartier habité exclusivement par les Mores et séparé du reste de la ville par des murailles. Ces hommes s'étaient rendus particulièrement odieux par le zèle qu'ils déployaient au service de leur maître. Une dispute s'étant élevée entre eux et certains musulmans, on finit par en venir aux mains, deux de ces Espagnols furent massacrés sur place et le troisième n'échappa qu'avec peine à une multitude furieuse. Ce fut le signal de l'insurrection; les Mores coururent aux armes, s'emparèrent des portes et barrica-

dèrent les rues de l'Albaïcyn, qui, en quelques heures, fut entièrement soulevé.

Pendant la nuit, une foule d'insurgés entrèrent dans la ville et se dirigèrent vers le quartier habité par Ximenès, dans l'intention de se venger sur celui-ci de toutes les persécutions qu'il leur avait fait subir. Le palais de l'archevêque était solidement bâti et défendu par une nombreuse troupe de serviteurs résolus et bien armés. Ceux-ci, à l'approche des révoltés, supplièrent leur maître de se réfugier dans la forteresse de l'Alhambra, où le comte de Tendilla était logé; mais l'intrépide prélat, qui estimait trop peu la vie pour la conserver au prix d'une lâcheté, répondit : « Dieu me préserve de chercher à sauver ma vie, lorsque tant de mes fidèles serviteurs exposent la leur! Non, je resterai à mon poste et y attendrai, s'il plaît au ciel, la couronne du martyre. » Il faut avouer qu'il la méritait bien.

Cependant les portes du palais résistèrent aux efforts désespérés de la foule, et, à la fin, après quelques heures d'anxiété pour les Espagnols assiégés, le comte de Tendilla arriva à la tête de ses gardes, dispersa les insurgés et les refoula dans l'Albaïcyn. Mais c'est en vain qu'il essaya de rétablir l'ordre ou d'entrer en arrangements avec les Mores insurgés; ils chassèrent même à coups de pierres l'envoyé qui leur apportait de sa part des propositions pacifiques. Ils se choisirent des chefs, se pourvurent d'armes et organisèrent leur résistance; on eût dit qu'excités par le souvenir de leur ancienne liberté, ils étaient décidés à la reconquérir à tout hasard.

Cet état de choses durait déjà depuis plusieurs jours, lorsque l'archevêque de Grenade, Talavera, résolut d'essayer, en visitant lui-même l'Albaïcyn, si son influence person-

nelle, jusqu'alors si grande sur les Mores, n'aurait pas plus d'effet. Il mit ce noble projet à exécution, malgré les prières de ses amis. Il ne prit avec lui que son chapelain, qui le précédait, un crucifix en main, et quelques-uns de ses serviteurs, marchant à pied, sans armes, comme lui. A la vue de leur vénérable pasteur, dont les traits portaient cette expression de douceur et de sérénité, qui lui était habituelle, lorsqu'il leur parlait du haut de la chaire, les insurgés se calmèrent; se rappelant la bonté du prélat, ils accoururent en foule autour de lui, s'agenouillant et baisant le bord de sa robe, pour recevoir sa bénédiction. Le comte de Tendilla n'eut pas plus tôt appris ce qui se passait, qu'il entra lui-même dans l'Albaïcyn, avec une poignée de soldats, se dirigeant vers la place où les Mores étaient réunis; arrivé là, il jeta son bonnet au milieu d'eux, en signe de ses intentions pacifiques. De bruyantes acclamations s'élevèrent alors de tous côtés, et les insurgés, déjà plus calmes, se rappelant que ce seigneur les avait toujours gouvernés avec douceur et équité, lui témoignèrent autant de respect qu'à l'archevêque.

Le comte et Talavera profitèrent de cet heureux changement des esprits pour convaincre les Mores de la folie de persévérer dans une rébellion sans espoir, qui les ferait écraser par les forces réunies de l'Espagne; ils les conjurèrent de déposer les armes et de rentrer dans l'obéissance; ils s'engageaient, en ce cas, à empêcher, pour autant qu'il serait en leur pouvoir, le renouvellement des faits dont ils se plaignaient et à solliciter leur pardon auprès des souverains. Le comte, pour témoigner de la sincérité de ses déclarations, laissa sa femme et ses deux enfants comme otages dans l'Albaïcyn, prouvant ainsi qu'il avait une confiance

illimitée dans la bonne foi des musulmans [1]. Ces mesures, soutenues par les conseils et l'autorité de quelques-uns des principaux *alfaquis*, eurent pour effet de rétablir la tranquillité, et les Mores, renonçant à leurs préparatifs hostiles, reprirent paisiblement leurs occupations.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de l'insurrection, amplifiée avec l'exagération ordinaire, était arrivée à Séville, où résidait alors la cour. On rejetait, et avec raison, tout le blâme sur Ximenès, dont le zèle excessif avait provoqué le mouvement. L'archevêque, avec sa promptitude habituelle, avait, sans perdre de temps, remis à un esclave nègre, excellent coureur, une lettre pour la reine, à laquelle il expliquait ce qui s'était passé; mais le messager avait été empoisonné en route, et la cour resta plusieurs jours sans recevoir d'autres détails que ceux qui lui étaient fournis par les bruits populaires. Le roi, qui avait vu avec déplaisir l'élévation de Ximenès au préjudice de son propre fils, ne put retenir son indignation, et on l'entendit dire ironiquement à la reine : « Eh bien! l'archevêque va nous coûter cher; ses violences nous ont fait perdre en quelques heures ce que nous n'avons pu acquérir qu'après bien des années. »

Isabelle, surprise de ce rude coup et ne pouvant comprendre le silence de Ximenès, lui écrivit dans les termes les plus sévères, lui demandant des explications complètes sur l'affaire. Le prélat reconnut qu'il avait eu grand tort de se reposer, dans des circonstances aussi graves, sur un tiers, et cette leçon, dit son biographe, lui profita pour le restant

[1] Que cette confiance fût justifiée, on peut l'inférer de ce mot habituel de l'archevêque Talavera, que « les œuvres du More et la foi de l'Espagnol étaient tout ce qu'il fallait pour faire un bon chrétien. » Amer sarcasme à l'adresse de ses compatriotes!



de sa vie. Il s'empressa de réparer sa faute en accourant à Séville, où il fut aussitôt reçu en audience par les souverains. Le prélat leur fit un récit détaillé de tout ce qui s'était passé; il rappela les nombreux services qu'il avait rendus, les moyens de persuasion dont il s'était servi, les fortes sommes qu'il avait dépensées, enfin tout ce qu'il avait fait pour convertir les Mores, avant de recourir à des mesures de rigueur. Il assuma hardiment toute responsabilité, avouant qu'il avait à dessein caché ses projets aux souverains, de peur qu'ils n'y fissent de l'opposition; si, dit-il, il avait péché, ce n'était que par trop de dévouement aux intérêts de la religion. Il finit en déclarant aux royaux époux que jamais ils n'avaient eu une meilleure occasion pour réaliser leurs desseins, puisque les Mores s'étant tous rendus coupables de rébellion et ayant encouru en masse la peine de haute trahison, ce serait faire acte de clémence que de leur donner le choix entre le baptême ou l'exil!

L'archevêque, si nous en croyons son enthousiaste biographe, n'apaisa pas seulement par ce discours le ressentiment des souverains, mais ceux-ci approuvèrent chaleureusement sa conduite; on ne dit pas cependant jusqu'à quel point ils furent séduits par sa péroraison. Dans tous les cas, ils ne suivirent pas son conseil à la lettre. Plus tard, des commissaires furent envoyés à Grenade, avec pleins-pouvoirs de faire une enquête sur les troubles dont cette ville avait été le théâtre et de punir les coupables. Un grand nombre de Mores, y compris quelques-uns des principaux habitants, furent arrêtés comme suspects; la plupart obtinrent la liberté en se convertissant; beaucoup d'autres vendirent leurs biens pour se retirer en Afrique. Le reste de la population, soit crainte du châtiment ou contagion de

l'exemple, abjura ses anciennes croyances et consentit à recevoir le baptême. On évalua le nombre total des convertis à près de cinquante mille individus, parmi lesquels l'inquisition devait découvrir par la suite bien des relaps. Depuis cette époque, le nom de Mores, qui s'était peu à peu substitué à celui d'Arabes d'Espagne, fit place au nom de Moresques, sous lequel ce peuple infortuné continua à être désigné tout le temps qu'il végéta encore dans la péninsule.

Les circonstances au milieu desquelles cette importante révolution religieuse s'accomplit dans toute la population de cette grande cité, ne peuvent être considérées aujourd'hui qu'avec une profonde horreur, mêlée de pitié pour les malheureux qui s'exposèrent aussi imprudemment aux dangers qui devaient résulter pour eux de cette conversion. Les Espagnols, sans doute, comprenaient l'utilité politique d'une mesure qui dépouillait les Mores des avantages qui leur avaient été garantis par le traité de capitulation et les soumettait tous indistinctement à la loi du pays; il est toutefois également certain qu'au point de vue spirituel ils attachaient une grande importance à une ombre seule de conversion, croyant fermement à l'influence toute-puissante des eaux du baptême, à quelques individus et dans quelques circonstances qu'elles fussent administrées. Le philosophe Martyr lui-même, l'homme le moins fanatique de son temps, salue avec joie cet événement, par le motif que si la grâce ne pouvait pénétrer le cœur endurci des vieux musulmans, elle devait opérer efficacement chez leurs descendants, soumis dès l'enfance à l'action bienfaisante de l'enseignement chrétien.

Quant à Ximenès, l'auteur réel de cette transformation, tous les doutes que l'on avait pu concevoir, au commence-

ment, sur son habileté, furent complétement dissipés par la suite. Tous s'accordèrent à admirer l'indomptable énergie de cet homme qui, malgré de si puissants obstacles, avait en peu de temps accompli cette prodigieuse révolution dans la foi d'un peuple qui avait sucé avec le lait la haine du christianisme. On entendit le bon archevêque Talavera s'écrier, dans un transport de joie, que « Ximenès avait obtenu un plus beau triomphe que Ferdinand et Isabelle; ils avaient conquis le sol de Grenade, il avait conquis des âmes [1]. »

[1] Talavera, comme nous l'avons déjà dit, avait fait traduire en arabe, à l'usage des convertis, les offices, catéchismes et autres livres religieux; il se proposait de faire traduire un jour toutes les Écritures. Le moment était venu alors, mais Ximenès s'opposa vivement à cette mesure : « Ce serait jeter des perles devant les pourceaux, » dit-il, « que d'ouvrir les Écritures à des gens aussi ignorants, qui ne pourraient manquer, comme dit saint Paul, de les faire tourner à leur propre perte. La parole de Dieu devait être entourée d'un prudent mystère pour le vulgaire, qui éprouve peu de respect pour ce qui est simple et clair; c'est pour cette raison que le Sauveur lui-même enfermait ses doctrines dans des paraboles, lorsqu'il s'adressait au peuple. Les Écritures devaient être réservées à trois langues anciennes, que Dieu, dans un but mystérieux, permit d'inscrire au dessus de la tête de son fils crucifié, et la langue maternelle devait simplement servir pour ces traités de dévotion et de morale, que de saints hommes composent dans le dessein d'éveiller l'âme et de la ramener de la poursuite des vanités mondaines à la contemplation de la vie céleste! » L'opinion la plus étroite l'emporta, comme toujours, et Talavera abandonna son sage et bienveillant projet. Les judicieux arguments du primat firent conclure par son biographe Gomez qu'il avait le pressentiment prophétique de la future hérésie de Luther, qui dut une si grande partie de son succès à la traduction de la Bible en allemand. Cette opinion plausible est fidèlement reproduite, comme toujours, par le bon évêque de Nîmes.

CHAPITRE VII.

INSURRECTION DES ALPUJARRAS.

(1500-1502)

Insurrection des Alpujarras. — Expédition dans la Sierra Vermeja. — Alonso de Aguilar. — Son noble caractère et sa mort. — Sanglante déroute des Espagnols. — Soumission des Mores. — Cruauté des vainqueurs. — Ballades sur la déroute de la Sierra Vermeja. — Édit contre les Mores. — Motifs d'intolérance. — Suite de l'histoire du peuple vaincu sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle.

Tandis que tout se passait aussi tranquillement à Grenade, un mécontentement général se manifestait dans d'autres parties de ce royaume, surtout dans les régions sauvages des Alpujarras. Ces Alpes maritimes, qui s'étendent sur une longueur de dix-sept lieues au sud-est de Grenade, projetant çà et là des *sierras*, comme des bras gigantesques, vers la Méditerranée, étaient remplies de villages moresques, couronnant des pics élancés ou émaillant les flancs et les vertes vallées des montagnes. Les grossiers habitants de ce district, renfermés dans leurs inaccessibles retraites et habitués à une vie de privations et de fatigues, ne connaissaient ni la cor-

ruption ni les raffinements de la civilisation. Jadis ils fournissaient d'intrépides soldats aux rois de Grenade, et, à l'époque dont nous parlons, ils firent preuve d'un dévouement inébranlable à leurs institutions et à leur religion, auxquelles les populations des grandes villes, vivant dans des relations plus intimes avec les Européens, étaient moins attachées.

Ces belliqueux montagnards voyaient, avec une indignation croissante, la conduite déloyale tenue par le gouvernement à l'égard de leurs compatriotes; ils craignaient avec raison d'être bientôt victimes de la même perfidie. L'apostasie publique de Grenade porta leur fureur au comble, et ils résolurent de prévenir des persécutions prochaines en se révoltant; ils s'emparèrent donc des forteresses, des défilés des montagnes, et commencèrent comme d'habitude à faire des excursions sur le territoire chrétien.

Ces actes hardis répandirent la terreur dans la capitale, et le comte de Tendilla prit des mesures vigoureuses pour étouffer l'insurrection, dès le début. Gonsalve de Cordoue, qui avait appris sous ce commandant le métier des armes et pouvait être considéré, à cette époque, comme supérieur à son ancien maître, se trouvait en ce moment à Grenade; le comte, avec son aide, réunit des troupes en toute hâte et marcha contre l'ennemi.

Tandilla se dirigea d'abord vers Huejar, ville forte, située sur le versant oriental des Alpujarras; c'est de là qu'était parti le signal de l'insurrection. L'entreprise fut trouvée plus difficile qu'on ne s'y était attendu. Les « ennemis de Dieu, » selon la charitable expression des chroniqueurs castillans, avaient labouré la terre aux alentours, et, comme les chevau-légers espagnols se frayaient péniblement un chemin au

milieu des sillons creusés par la charrue, les Mores ouvrirent les canaux qui arrosaient la plaine, et, en peu d'instants, les chevaux furent plongés jusqu'au poitrail dans l'eau et dans la boue. Les Espagnols, embarrassés dans leur marche, s'offraient aux coups des assaillants, qui firent pleuvoir sur eux une grêle de traits meurtriers; ce ne fut qu'avec des efforts prodigieux et après avoir subi des pertes considérables qu'ils atteignirent la terre ferme; arrivés là, sans se décourager, ils chargèrent si vivement l'ennemi, que celui-ci recula et se réfugia dans les défenses de la place.

Nul obstacle ne pouvait plus désormais arrêter l'ardeur des assiégeants; ils mirent pied à terre et, prenant des échelles, les plantèrent contre les murs. Gonsalve arriva le premier sur les remparts; au moment où il était au haut de l'échelle, un More de haute taille s'efforça de le renverser dans le fossé, mais le vaillant chevalier, se cramponnant d'une main aux créneaux du mur, plongea de l'autre son épée dans le corps de son adversaire. Il s'élança ensuite dans la place, où il fut suivi de près par ses soldats. Les insurgés firent une courte et vaine résistance; la plupart furent tués; le reste de la population, y compris les femmes et les enfants, fut réduit en esclavage, et les vainqueurs reçurent la permission de piller la ville.

La sévérité de cette exécution militaire n'eut pas pour effet d'intimider les rebelles, et la révolte prit un aspect si sérieux, que Ferdinand jugea nécessaire d'entrer lui-même en campagne, à la tête d'une troupe de chevaliers castillans, aussi nombreuse et aussi brillante qu'aucune de celles qui avaient été admirées dans la guerre de Grenade. Quittant Alhendin, le lieu de rendez-vous, vers la fin de février 1500, le roi se dirigea vers Lanjaron, ville située au sud-est de

Grenade, sur un pic élevé, au milieu de hauteurs inaccessibles.

Les habitants de Lanjarôn avaient pris une part des plus actives à l'insurrection. Se fiant à la force naturelle d'une position qui avait autrefois bravé les efforts de l'intrépide El Zagal, ils ne prirent aucune précaution pour s'assurer des défilés. Ferdinand, profitant de cette négligence, ne voulut pas suivre la route la plus directe; il conduisit son armée par un chemin détourné, franchissant d'effrayantes ravines et de sombres précipices, au bord desquels le chasseur s'était rarement aventuré; enfin, après d'incroyables fatigues et mille dangers, il réussit à gravir une hauteur qui dominait Lanjaron.

Les révoltés furent saisis de terreur en voyant flotter au dessus même de leurs têtes les bannières chrétiennes; ils persistèrent cependant obstinément dans leur refus de se rendre; mais leurs défenses étaient trop faibles pour résister à des hommes qui avaient vaincu les obstacles naturels les plus formidables. Après une lutte de courte durée, la place fut emportée d'assaut, le 8 mars 1500, et ses malheureux habitants subirent le même sort que ceux de Huejar.

Presqu'en même temps, le comte de Lerin prenait plusieurs autres villes fortes des Alpujarras; dans l'une il fit sauter une mosquée pleine de femmes et d'enfants. Les hostilités furent poursuivies avec toute la férocité d'une guerre civile ou plutôt d'une guerre servile. Les Espagnols, se dépouillant des sentiments d'humanité et de générosité avec lesquels ils traitaient autrefois les Mores, ne regardaient plus maintenant ceux-ci que comme des sujets rebelles, ou même des esclaves, qu'il fallait non pas châtier, mais exterminer, dans l'intérêt du salut public.

Ces rigueurs, jointes à la conviction de leur propre impuissance, découragèrent enfin les insurgés, qui se soumirent à tout, et le roi, « ne voulant pas, dans sa clémence, » dit Abarca, « souiller son épée du sang de toutes ces bêtes fauves des Alpujarras, » consentit à des conditions que l'on peut déclarer raisonnables eu égard à sa conduite antérieure: les Mores durent livrer leurs armes, leurs forteresses, et payer une somme ronde de cinquante mille ducats.

Aussitôt que la tranquillité fut rétablie, des mesures furent prises pour la rendre stable; il fallait introduire le christianisme parmi les musulmans, sinon ils ne pouvaient guère s'attacher à leur nouveau gouvernement. On envoya donc dans les montagnes, comme missionnaires, de respectables prêtres chargés de détourner les Mores de leurs erreurs, doucement et sans violence, et de leur exposer les grandes vérités de la révélation. Pour les engager davantage à se convertir, on leur promit aussi certaines immunités, telles que l'exemption de la lourde amende dont on les avait frappés. L'effet de ces mesures sages et modérées fut bientôt visible; non seulement les montagnards reçurent le baptême, mais presque toute la population des grandes villes de Baza, Guadix, Almeria, consentit, avant la fin de l'année, à abjurer ses anciennes croyances et à embrasser la religion du vainqueur.

Cette défection indigna toutefois les plus fanatiques d'entre les musulmans, et, en décembre 1500, une nouvelle insurrection éclata sur les confins orientaux des Alpujarras; elle fut étouffée avec la même rigueur et une forte amende fut imposée aux vaincus; si l'argent a quelquefois désarmé les persécuteurs, il a servi plus souvent à stimuler leur zèle.

Mais, tandis que l'orage s'apaisait de ce côté, il grondait furieusement au loin, dans les montagnes qui s'élèvent à l'ouest de Grenade. Ce district, comprenant la Sierra Vermeja et Villa Luenga, dans le voisinage de Ronda, était habité par une population guerrière et, entre autres, par une tribu africaine, les Gandules, qui avaient dans les veines le sang bouillant de leurs ancêtres. Depuis longtemps, ces Mores s'étaient montrés mécontents de ce qui se passait dans la capitale; la duchesse d'Arcos, veuve de l'illustre marquis de Cadix, dont les terres étaient situées près de là [1], avait fait tous ses efforts pour les calmer, et le gouvernement avait vivement protesté de son intention de respecter tous les engagements qu'il avait pris dans le traité de capitulation. Mais ces hommes avaient appris à placer peu de confiance dans les princes, et l'apostasie de plus en plus générale de leurs compatriotes finit par les exaspérer à un tel point, qu'ils commirent les actes de violence les plus atroces; ils massacrèrent les missionnaires et, si l'on a dit vrai, volèrent des enfants chrétiens des deux sexes, pour les vendre en Afrique. On les accusa, avec bien plus de vraisemblance, d'avoir ouvert une correspondance secrète avec leurs frères de la côte barbaresque, pour s'assurer l'appui de ceux-ci dans la révolte qu'ils méditaient [2].

[1] Le grand marquis de Cadix était troisième comte d'Arcos, titre sous lequel furent désignés ses successeurs, lorsque Cadix eut été repris par la couronne après sa mort.

[2] Les plaintes faites par les Mores d'Espagne et d'Afrique au soudan d'Égypte ou de Babylone, comme on l'appelait généralement alors, avaient engagé ce prince à faire de vives représentations aux souverains catholiques sur la manière dont ils persécutaient les musulmans; il avait menacé, en même temps, d'user de représailles sur les chrétiens établis dans ses États. Pour éviter une pareille calamité, Pierre Martyr fut envoyé comme

Le gouvernement agit en cette occasion avec sa promptitude et son énergie habituelles. Les principaux chefs et les grandes cités de l'Andalousie reçurent l'ordre de lever des troupes en toute hâte et de les concentrer à Ronda; cet ordre fut exécuté sans retard et, peu de semaines après, on vit se presser dans les rues de cette ville une foule brillante de soldats, venus de tous les points de cette province; Séville avait envoyé trois cents hommes de cavalerie et deux mille d'infanterie. Les principaux chefs de l'expédition étaient le comte de Cifuentes, qui, en sa qualité d'assistant de Séville, commandait la milice de cette cité, le comte d'Urena et Alonso de Aguilar, frère aîné du Grand Capitaine et remarquable, comme celui-ci, par ses qualités physiques aussi bien qu'intellectuelles.

On résolut en conseil de s'enfoncer immédiatement au cœur de la Sierra Vermeja ou *sierra* rouge, comme on l'appelait à cause de la couleur des rochers; cette montagne qui s'élève à l'est de Ronda était véritablement le théâtre de l'insurrection. Le 18 mars 1501, la petite armée campa

ambassadeur en Égypte; il quitta Grenade, au mois d'août 1501, et se rendit à Venise, où il s'embarqua pour Alexandrie, qu'il atteignit en décembre. Bien qu'averti à son arrivée que sa mission, dans l'état d'exaspération de la cour égyptienne, pourrait lui coûter la vie, l'intrépide envoyé remonta le Nil jusqu'au Caire, sous une escorte de mamelucks; loin cependant de subir aucun outrage, il fut reçu courtoisement par le soudan, quoiqu'il eût refusé de compromettre la dignité de la cour qu'il représentait, en se soumettant à l'humiliation de se prosterner à terre, selon l'usage, devant ce potentat : refus plein de dignité qu'enregistrent avec une vive satisfaction les historiens castillans. Martyr obtint trois audiences, dans lesquelles il réussit si bien à effacer les préventions du soudan, que celui-ci, non seulement le combla de présents à son départ, mais accorda, sur sa demande, plusieurs priviléges importants aux chrétiens qui résidaient sur son territoire et aux pèlerins qui le traversaient, se rendant en Terre-Sainte.

devant Monarda, au pied d'une hauteur sur laquelle les Mores s'étaient réunis en très grand nombre. Les Castillans n'étaient pas arrêtés depuis longtemps en cet endroit, lorsqu'ils virent une bande d'insurgés parcourant les flancs de la colline, dont le camp espagnol était séparé par une étroite rivière, probablement ce Rio Verde si tristement célèbre dans les ballades. Les soldats d'Aguilar, qui formaient l'avant-garde, devinrent si furieux à la vue de l'ennemi, qu'un petit nombre d'entre eux, saisissant une bannière, traversèrent, sans en avoir reçu l'ordre, la rivière, pour se mettre à la poursuite des musulmans; cette lutte, trop inégale, eût cependant tourné à leur désavantage, si leur commandant, tout en condamnant sévèrement leur témérité, ne fût venu promptement à leur secours, avec le reste de ses troupes. Le comte d'Urena le suivit avec le centre de l'armée, et le comte de Cifuentes resta avec la milice sévillane pour protéger le camp.

Les Mores reculèrent à l'approche des chrétiens et, se retirant toujours plus loin, les attirèrent au milieu d'effrayants précipices, au fond des montagnes. A la fin, ils arrivèrent à une vallée, enfermée de tous côtés entre des rochers; c'est là qu'ils avaient mis en lieu de sûreté tous les objets de valeur qu'ils possédaient, avec leurs femmes et leurs enfants; ceux-ci, à la vue de l'ennemi, poussèrent des cris de terreur et s'enfuirent dans les profondeurs de la *sierra*.

Les Espagnols furent trop tentés par la vue du riche butin qui se trouvait à leur portée, pour vouloir poursuivre les fuyards, et, avec l'imprudence de soldats peu disciplinés, ils se débandèrent pour se livrer au pillage. En vain Alonso de Aguilar leur représenta que leur rusé ennemi n'était pas encore vaincu; en vain il s'efforça de reformer leurs rangs et

de rétablir l'ordre parmi eux. Sa voix ne fut pas écoutée; on ne pensait qu'à l'instant présent, tous n'avaient plus qu'une seule idée, celle de s'enrichir par le pillage.

Sur ces entrefaites, les Mores, ne se voyant plus poursuivis, se doutèrent de ce que faisaient en ce moment les chrétiens, qu'ils avaient peut-être attirés à dessein dans un piége. Ils revinrent donc sur leurs pas, pour surprendre leurs imprudents adversaires. S'avançant sans bruit, à la faveur des ombres de la nuit qui était alors venue, ils descendirent les défilés qui conduisaient dans la vallée où se trouvaient les Castillans et assaillirent ceux-ci à l'improviste. Dans ce moment critique, une étincelle tombée dans un tonneau de poudre le fit voler en éclats; la scène fut éclairée et, à la lueur de l'explosion, les combattants se virent en présence, les Espagnols en désordre, désarmés en grande partie et pliant sous le butin, tandis que leurs agiles ennemis, glissant de tous côtés, au milieu des ténèbres, comme des démons, étaient prêts à s'élancer sur leurs victimes condamnées à la mort. Cet effroyable spectacle, qui ne dura qu'un instant et fut suivi d'horribles cris de guerre, poussés par les assaillants, répandit une panique parmi les chrétiens qui s'enfuirent, sans presque tenter aucune résistance. L'obscurité était tout aussi avantageuse aux musulmans, qui connaissaient parfaitement ce terrain accidenté, que funeste aux fuyards; ceux-ci, égarés et chancelant à chaque pas, tombèrent sous les coups de ceux qui les poursuivaient ou se jetèrent dans les ravines et les précipices dont ils étaient entourés.

Au milieu de cette effroyable confusion, le comte d'Urena réussit à gagner une plaine, où il s'arrêta et s'efforça de rallier ses soldats éperdus de terreur. Son noble compagnon,

Alonso de Aguilar, continua à se maintenir sur les hauteurs et, malgré les prières de ses amis, refusa de se retirer. « Quand donc, » dit-il fièrement, « la bannière d'un Aguilar a-t-elle fui un champ de bataille? » Son fils aîné, héritier de son nom et de ses biens, don Pedro de Cordova, jeune homme de grand avenir, combattait à ses côtés; il avait été grièvement blessé à la tête d'un coup de pierre et avait eu la jambe traversée par une javeline. Un genou en terre, il continuait de se défendre vigoureusement avec son épée. Cette vue était trop cruelle pour le père et il pria son fils de se laisser porter en lieu de sûreté. « Que tout l'espoir de notre maison ne soit pas anéanti d'un seul coup, » dit-il; « pars, mon fils, vis en chevalier chrétien, vis pour consoler ta mère désolée. » Toutes ses supplications furent vaines et l'intrépide jeune homme refusa de se séparer de son père, jusqu'au moment où il fut enlevé de vive force par des soldats, qui réussirent à le porter auprès du comte d'Urena [1].

Pendant ce temps, les intrépides cavaliers qui combattaient en petit nombre aux côtés d'Aguilar, étaient tombés l'un après l'autre; le commandant, resté presque seul, recula et, s'adossant à un énorme rocher qui s'élevait au milieu de la plaine, continua, quoique affaibli par la perte de son sang, à tenir tête à ses ennemis, comme un lion acculé dans sa tanière. En ce moment, serré de près par un More d'une taille et d'une force extraordinaires, il dut en venir aux prises avec ce nouvel adversaire. Ce fut une lutte longue et acharnée; enfin, don Alonso, dont la cuirasse s'était délacée dans le combat précédent, ayant été blessé grièvement à la

[1] Don Pedro de Cordova fut créé plus tard marquis de Priego par les souverains catholiques. — Salazar de Mendoza, *Dignidades*, lib. II, cap. XIII.

poitrine, puis à la tête, étreignit dans ses bras l'assaillant, et tous deux roulèrent à terre. Le musulman garda le dessus, mais le chevalier espagnol n'avait pas perdu le courage avec ses forces, et il s'écria fièrement comme pour intimider son ennemi : « Je suis don Alonso de Aguilar. » « Et moi, » répondit l'autre, « je suis Feri de Ben Estepar, » nom redouté des chrétiens. Ces mots rendirent au héros mourant sa vigueur et, dans les convulsions de l'agonie, il étreignit son adversaire et voulut le frapper; mais il était trop tard, il lâcha prise et Feri l'eut bientôt achevé d'un coup de dague, le 18 mars 1501.

Ainsi mourut Alonso Hernandez de Cordova ou Alonso de Aguilar, comme on l'appelle plus souvent du nom de l'endroit où étaient situées les terres de sa famille [1]. « Il jouissait de la plus grande autorité parmi les puissants seigneurs de son temps, » dit le père Abarca, « à cause de sa naissance, de son caractère, de ses vastes domaines et des hautes positions, civiles et militaires, qu'il occupa. Il combattit pendant plus de quarante ans l'infidèle, d'abord sous la bannière de sa maison dans sa jeunesse, puis comme chef même de sa maison ou comme vice-roi d'Andalousie et commandant des armées du roi. Il fut le cinquième membre de cette famille pieuse et guerrière, qui tomba en combattant pour son pays et sa religion contre la secte maudite de Mahomet. On peut croire avec raison, » ajoute l'orthodoxe

[1] Saint Ferdinand de Castille, en considération des services rendus par cette illustre famille à la prise de Cordoue, en 1236, l'autorisa à porter le nom de cette ville. Cette branche continua toutefois à se distinguer par son nom territorial d'Aguilar, quoique le frère d'Alonso, le Grand Capitaine, fût, comme nous l'avons vu, plus généralement connu sous celui de Cordoue.

écrivain, « que son âme a reçu la glorieuse récompense du soldat chrétien, puisqu'il s'était confessé et avait communié, le matin même du jour où il fut tué [1]. »

Pendant tout ce temps, les Mores victorieux avaient chassé les Espagnols épouvantés au milieu des sombres précipices de la *sierra*. Le comte d'Urena, qui avait vu son fils tomber à ses côtés et avait été lui-même blessé grièvement, fit les efforts les plus désespérés pour rallier les fuyards, mais il fut à la fin entraîné par le torrent. Se fiant à un fidèle *adalid*, qui connaissait les passes de la montagne, il réussit avec beaucoup de peine à atteindre le pied de la *sierra*, avec un petit nombre de soldats. Heureusement il trouva là le comte de Cifuentes, qui avait passé la rivière avec l'arrière-garde et campait sur une hauteur voisine. Grâce à la force de cette position, celui-ci, avec ses braves Sévillans qui n'avaient pas donné de toute la journée, put défendre les faibles débris de l'armée castillane et repousser les musulmans jusqu'au lendemain matin, où ceux-ci disparurent, comme des oiseaux de nuit, dans les profondeurs des montagnes.

Le jour naissant, qui mit fin au combat, révéla aux Espagnols l'effrayante étendue de leurs pertes. De cette brillante armée qui, la veille, s'enfonçait hardiment dans les Alpujarras, peu d'hommes restaient. Sur la liste sanglante des morts, parmi bien des noms obscurs, on remarquait ceux

[1] Le corps du héros, resté sur le champ de bataille, fut traité avec respect par les Mores, qui le rendirent au roi Ferdinand, et les souverains le firent enterrer en grande pompe dans l'église de Saint-Hippolyte, à Cordoue. Plusieurs années après, la marquise de Priego, qui descendait de ce brave guerrier, fit ouvrir sa tombe, et, en examinant ses restes décomposés, on trouva fiché dans les os le fer d'une lance, dont Alonso avait été percé dans sa lutte suprême.

des plus braves chevaliers et, entre autres, celui de Francisco Ramirez de Madrid, l'habile ingénieur qui avait tant contribué au succès de la guerre de Grenade.

La triste nouvelle de cette défaite se répandit bientôt dans le pays, où elle causa une consternation dont on n'avait plus eu d'exemple depuis la déroute de l'Axarquia; on pouvait difficilement croire qu'un si grand désastre fût l'œuvre d'un peuple qui, s'il avait autrefois paru redoutable, n'avait plus été regardé depuis qu'avec indifférence ou mépris. Chacun semblait se considérer comme atteint par cette calamité et fit les plus vigoureux efforts pour la réparer. Au commencement d'avril, le roi Ferdinand se trouvait à Ronda, à la tête d'une nombreuse armée, qu'il voulut conduire en personne, malgré les représentations des courtisans; il avait résolu de pénétrer dans l'intérieur des Alpujarras et de tirer une vengeance exemplaire des rebelles.

Cependant les Mores, au lieu d'être encouragés par leur succès, en avaient été effrayés, et, entendant parler des préparatifs menaçants faits contre eux, ils se repentirent de la témérité avec laquelle ils avaient attiré sur eux toutes les forces de l'Espagne. Ils abandonnèrent donc toute idée de faire une plus longue résistance et, sans perdre de temps, envoyèrent des députés au roi, pour calmer sa colère et implorer leur pardon dans les termes les plus humbles.

Ferdinand, quoiqu'il ne fût pas vindicatif, était moins accessible à la pitié qu'Isabelle, et, dans cette occasion, il donna un libre cours à l'indignation avec laquelle les souverains, s'identifiant avec l'État, regardent d'ordinaire toute rébellion, qui leur paraît une offense personnelle. Cependant, après quelque temps d'hésitation, la prudence l'emporta sur la passion; il réfléchit qu'il était en position de

dicter les conditions de la victoire, sans que celle-ci lui eût rien coûté. L'expérience du passé semblait l'avoir convaincu de l'impossibilité pour un musulman de s'attacher à un prince chrétien ; aussi, tout en publiant une amnistie générale en faveur de ceux qui avaient pris part à l'insurrection, il y mit pour condition qu'ils choisiraient entre le baptême ou l'exil; il s'engageait en même temps à fournir, au prix de dix *doblas* d'or par tête, des moyens de transport à ceux qui préféreraient de quitter le pays.

Ces engagements furent loyalement tenus. Les émigrants furent transportés d'Estepona en Afrique, sur des galères du gouvernement ; ils étaient probablement peu nombreux, la plupart des Mores ayant dû, faute d'argent, rester en Espagne et recevoir le baptême. « Ils ne seraient pas restés, » dit Bleda, « s'ils avaient pu réunir les dix *doblas* d'or, ce qui prouve, » ajoute ce charitable écrivain, « avec quelle légèreté ils se convertirent et pour quelles misérables considérations ils purent se rendre coupables de cette sacrilége hypocrisie [1] ! »

Mais, bien que la révolte eût été complétement étouffée, il fallut du temps et beaucoup de temps aux Espagnols pour se remettre de ce coup et pour oublier le désastre de la Sierra Vermeja. La chronique et la poésie s'emparèrent de ce thème ; plus d'une romance plaintive entretint ces souvenirs douloureux, et les noms d'Aguilar et de ses infortunés frères d'armes furent conservés dans des vers, presque aussi durables et plus émouvants que la grave et froide prose de l'histoire. Le sentiment populaire prit une tout autre direc-

[1] Le curé de Los Palacios en finit d'un coup avec les Mores : « Les chrétiens, » dit-il, « les dépouillèrent, leur donnèrent le passage libre et les envoyèrent au diable ! »

tion à l'égard du comte d'Urena et de ses compagnons, accusés d'avoir déserté leur poste à l'heure du danger, et plus d'une ballade du temps leur demanda injurieusement compte des braves guerriers qu'ils avaient abandonnés dans la *sierra*.

Les reproches faits à cet intrépide seigneur paraissent tout à fait immérités, car il ne devait certes pas sacrifier sans nul espoir sa vie et celle de ses soldats, pour un chimérique point d'honneur. Aussi, loin de s'être aliéné les bonnes grâces des souverains par sa conduite en cette occasion, il fut maintenu par eux dans les hautes positions qu'il occupait auparavant et continua à occuper dignement jusqu'à un âge très avancé [1].

Environ soixante-dix ans après cet événement, en 1570, le duc d'Arcos, descendant de l'illustre marquis de Cadix et de ce même comte d'Urena, conduisit une expédition dans la Sierra Vermeja, pour étouffer une nouvelle insurrection des Mores. Il y avait dans l'armée un grand nombre de descendants et de parents de ceux qui avaient combattu sous Aguilar. Ce sol n'avait plus été foulé depuis ce temps par le pied d'un guerrier chrétien, mais les traditions de leur enfance avaient rendu ces lieux familiers aux soldats. Ils reconnurent l'endroit où s'était arrêté le comte d'Urena, et aperçurent, un peu plus loin, enfermée entre de noirs

[1] L'ambassadeur vénitien, Navagiero, vit le comte d'Urena à Ossuna, en 1526 ; c'était alors un vieillard encore vert ou, comme s'exprime Navagiero, « molto vecchio e gentil corteggiano però. » « Les maladies, » disait plaisamment le vieux comte, « me visitent quelquefois, mais séjournent rarement longtemps, car mon corps est comme une vieille auberge en ruines, où les voyageurs trouvent si maigre chère qu'ils ne font qu'y toucher et passent plus loin. »

rochers, la fatale plaine où la lutte avait été le plus acharnée. Des tronçons d'épées, des débris d'armures jonchaient encore le sol, couvert d'ossements blanchis au souffle de l'air, pendant plus d'un demi-siècle. C'était là que l'intrépide fils d'Aguilar avait combattu si opiniâtrément aux côtés de son père; là se dressait, couvrant de son ombre les restes des nobles guerriers dont il avait vu la mort, le gigantesque rocher au pied duquel était tombé le vaillant chef. Les divers accidents de terrain rappelaient aux Castillans les faits que la tradition leur avait appris; ils sentaient leurs cœurs battre avec violence, tandis qu'ils se redisaient l'un à l'autre cette triste histoire, et des larmes, dit l'éloquent historien qui nous fait ce récit, coulaient abondamment sur les joues bronzées de ces soldats, tandis qu'ils contemplaient ce douloureux spectacle et priaient pour les âmes héroïques qui avaient autrefois animé ces tristes dépouilles [1].

La tranquillité était donc de nouveau rétablie dans toute l'étendue de l'empire de Grenade; la bannière de la croix flottait triomphalement partout dans les sauvages *sierras*, dans les larges vallées, dans les populeuses cités de ce pays. Tous les Mores, en apparence du moins, étaient devenus chrétiens; toutes les mosquées avaient été converties en églises. Cependant le royaume n'était pas encore complétement purifié de la souillure de l'islamisme, car un grand

[1] L'insurrection des Mores en 1570 eut au moins un bon résultat, celui de provoquer la création d'un chef-d'œuvre historique, dû à Diego Hurtado de Mendoza, également distingué comme homme d'État, guerrier et historien; la *Guerra de Granada* de Mendoza, fragment isolé de l'histoire des Mores, révèle des sentiments libéraux, si libéraux même que l'ouvrage ne put être publié que longtemps après la mort de l'auteur; il se distingue par des réflexions profondes, par une élégance classique de style, qui ont valu à cet écrivain le nom de Salluste espagnol.

nombre de musulmans, professant leur ancienne religion, vivaient dispersés sur différents points de la Castille, qu'ils étaient venus habiter longtemps avant la conquête de Grenade; les événements qui venaient de s'accomplir paraissaient n'avoir fait que les affermir dans leurs croyances, et le gouvernement espagnol voyait avec inquiétude que leur exemple et leurs discours ébranlaient les nouveaux convertis dans des convictions peu fermes encore.

Pour remédier à ce mal, une ordonnance publiée dans l'été de 1501, défendit à ces Mores toutes relations avec le royaume orthodoxe de Grenade. A la fin, convaincus qu'il fallait absolument extirper l'ivraie pour l'empêcher de se mêler au bon grain, les souverains prirent la résolution extraordinaire d'offrir à ces infidèles endurcis le choix entre le baptême et l'exil; c'est ce qu'ils firent par une pragmatique, datée de Séville, 12 février 1502. Dans le préambule de cet acte, ils se déclaraient obligés envers Dieu de chasser de leurs États les ennemis que le ciel avait livrés entre leurs mains et rappelaient les nombreuses apostasies dont les nouveaux convertis avaient donné l'exemple, par suite de leurs relations avec leurs frères musulmans; la pragmatique ordonnait donc, presque dans les mêmes termes que la fameuse ordonnance rendue contre les juifs, à tous les Mores non baptisés, habitant les royaumes de Castille et de Léon, de quitter le pays à la fin d'avril suivant; on n'exceptait que les enfants mâles au dessous de quatorze ans et les filles au dessous de douze. Ils pouvaient vendre leurs biens avant cette époque et emporter ce qui leur appartenait, sauf l'or, l'argent et les marchandises prohibées. Enfin ils pouvaient se retirer où ils voulaient, excepté en Turquie et dans les États barbaresques alors en guerre avec l'Espagne. Ces dis-

positions rigoureuses étaient obligatoires sous peine de mort et de confiscation des biens.

Cet édit sévère, calqué sur celui qui avait frappé les juifs, devait même être plus désastreux dans son exécution, car ceux-ci avaient, pour ainsi dire, des compatriotes partout, tandis que les autres, ne pouvant se retirer en Afrique, au milieu de leurs coreligionnaires, étaient envoyés chez des étrangers ou des ennemis. En outre, les juifs, adroits commerçants, pouvaient se défaire bien plus avantageusement de leurs biens que les Mores, simples et inexpérimentés, qui ne connaissaient guère que l'agriculture ou de grossiers arts mécaniques. Nous n'avons trouvé nulle part une estimation du nombre des émigrants; les historiens castillans ne disent que peu de mots de cette affaire, non qu'ils désapprouvassent la mesure, mais, sans doute, parce que l'émigration était insignifiante au point de vue politique. Leur silence donne lieu de supposer que celle-ci se fit dans de très petites proportions, fait qui ne doit pas nous surprendre, car presque tous ces malheureux préférèrent probablement, comme leurs frères de Grenade, se convertir extérieurement au catholicisme, plutôt que de se condamner à l'exil, avec toutes les misères qui l'aggravaient.

Pour la première fois depuis huit siècles, la Castille pouvait se vanter de ne plus porter la souillure de l'hérésie, mais à quel prix l'avait-elle effacée? Par les moyens les plus odieux que la perfidie pût imaginer et la tyrannie employer, et cela sous un gouvernement éclairé qui prétendait n'obéir qu'à la voix du devoir. Pour mieux comprendre ce phénomène étrange, il faut se rendre compte de l'état de l'opinion publique en matière de religion, à cette époque.

Il est singulier que le christianisme, prêchant une charité

sans bornes, se soit fait si souvent persécuteur, tandis que le mahométisme, intolérant de sa nature, s'est montré, au moins jusque dans des temps plus rapprochés de nous, animé d'un esprit de tolérance vraiment philosophique [1]. Les premiers disciples mêmes du prophète, brûlant de l'ardeur du prosélytisme, se contentèrent d'exiger un tribut des peuples qu'ils avaient vaincus, ne traitant avec plus de dureté que les idolâtres qui, comme eux, comme les juifs et les chrétiens, ne croyaient pas en un Dieu unique. Ils avaient des sympathies pour des gens dont les croyances formaient la base des leurs. En Espagne, où le caractère fougueux de l'Arabe s'adoucit peu à peu sous l'influence d'un climat tempéré et d'une civilisation avancée, cette tolérance envers les juifs et les chrétiens était des plus remarquables, comme nous avons eu occasion de le faire observer; quelques années après la conquête, nous voyons ceux-ci non seulement protégés dans l'exercice de leur liberté civile et religieuse, mais vivant presque sur un pied d'égalité avec les conquérants.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir ici combien la politique différente des chrétiens se ressentit de la constitution particulière du clergé catholique, qui, formant une milice spirituelle recrutée dans toutes les parties de l'Europe, était, par sa position, retranché pour ainsi dire de l'humanité, n'ayant d'autres intérêts que les siens mêmes. Ce clergé se servait de son instruction supérieure et de sa prétendue sainteté, qui lui révélaient, disait-on, les mystères effrayants de la vie future, non pour éclairer, mais pour asservir des

[1] L'*esprit de tolérance* professé par les Mores fut un des arguments principaux dont l'archevêque de Valence se servit contre eux, dans son mémoire à Philippe III. Les musulmans étaient meilleurs chrétiens que ce prélat.

esprits crédules; faisant de ses doctrines l'unique principe de vérité, de ses rites et de son cérémonial la seule condition de la vertu, il dénatura les grandes lois morales, écrites de la main de Dieu dans toute conscience, et graduellement érigea un système d'exclusivisme et d'intolérance, en opposition complète avec la douce et charitable religion du Christ.

Avant la fin du xve siècle, plusieurs circonstances concoururent à exciter l'intolérance, principalement envers les Arabes. Les Turcs qui, par leur importance politique, étaient devenus vers ce temps les représentants et les champions du mahométisme, avaient traité les chrétiens avec une férocité, qui avait rendu odieux tous leurs coreligionnaires et naturellement, bien qu'à tort, les musulmans d'Espagne. D'un autre côté, les doctrines hétérodoxes qui apparurent çà et là dans différentes parties de l'Europe, au xve siècle, comme de faibles lueurs annonçant l'aurore glorieuse de la réforme, avaient fait naître des alarmes parmi les défenseurs de l'Église. Plus d'une fois, la persécution avait dressé ses bûchers, et l'inquisition avait été introduite dans la péninsule, avant la fin de cette époque.

Depuis cette heure fatale, la religion prit un aspect nouveau dans ce malheureux pays. L'esprit d'intolérance, caché jusqu'alors à l'ombre des cloîtres, se manifesta au grand jour dans toute son horreur; le zèle exalté se transforma en fanatisme, et l'ardeur du prosélytisme provoqua une impitoyable persécution. Il ne suffit plus au chrétien, comme auparavant, de se conformer passivement aux doctrines de l'Église, il devait faire la guerre à tous ceux qui refusaient de les accepter; si, en accomplissant ce triste devoir, il éprouvait un sentiment naturel de pitié, il commettait un crime; si, à la vue des souffrances de ses semblables, il versait des

larmes, il se rendait coupable d'une offense envers Dieu et devait l'expier par une pénitence humiliante. Les plus effroyables maximes avaient été inscrites de sang-froid dans ce nouveau code; tout homme, dit-on, pouvait impunément tuer un apostat, partout où il le rencontrait. Il y avait certains doutes sur la question de savoir si l'on pouvait tuer son propre père, hérétique ou infidèle, mais il n'était pas douteux qu'on ne pût, dans un pareil cas, ôter la vie à son fils ou à son frère [1]. Ces maximes ne restaient pas à l'état de lettre morte, elles n'étaient que trop fidèlement respectées, comme le prouvent les annales du hideux tribunal. Le caractère de la nation subit une déplorable transformation; toute charité, tout sentiment d'humanité même furent bannis des cœurs. L'ancienne magnanimité du chevalier espagnol fit place au fanatisme farouche du moine. L'odeur du carnage parut enivrer un peuple qui, excité par un clergé impitoyable, se mit à rechercher avec ardeur des victimes à offrir en holocauste à l'inquisition.

C'est au moment même où le monstre, gorgé mais non rassasié de sang, réclamait à grands cris de nouveaux sacrifices, que Grenade ouvrit ses portes aux Espagnols, à la condition de conserver pleinement sa liberté civile et religieuse. Le traité de capitulation accordait trop ou trop peu, trop peu pour un État indépendant, trop pour un peuple qui devait être absorbé dans une nation plus grande; il garantissait aux Mores des priviléges supérieurs à certains égards et même préjudiciables à ceux des Castillans. Ainsi, par

[1] Les Mores et les juifs n'étaient naturellement pas protégés par ce code; le révérend père déclare, et Bleda se rallie avec empressement à son opinion, que le gouvernement eût été en droit de faire périr tous les Mores du royaume, en punition de leur scandaleuse infidélité.

exemple, les vaincus pouvaient faire le commerce avec l'Afrique et en différentes villes de la Castille et de l'Andalousie, sans payer les droits exigés des Espagnols; ainsi encore, les esclaves musulmans des autres parties du royaume recouvraient leur liberté et ne pouvaient être rendus à leurs maîtres, s'ils parvenaient à s'enfuir à Grenade; la première de ces dispositions nuisait au commerce des chrétiens, l'autre les atteignait dans leurs biens.

Un pareil traité, dont l'exécution dépendait de la bonne foi et de la tolérance de la partie la plus puissante, ne serait guère respecté pendant un an, même de nos jours, dans aucun pays de la chrétienté, quand on peut l'éluder sous tant de prétextes. Il n'était donc pas probable qu'il le fût dans ce temps, par des vainqueurs aigris par des haines héréditaires et des passions religieuses.

La conversion des vaincus, espérée, sans doute, par les Espagnols, se montra entourée de plus de difficultés que ceux-ci ne l'avaient prévu; ils reconnurent que, tant que les Mores conserveraient leurs anciennes croyances, ils seraient plus attachés à leurs compatriotes d'Afrique qu'à la nation dans laquelle ils avaient été incorporés. En un mot, l'Espagne avait encore des ennemis dans son sein; on rapportait que les musulmans entretenaient secrètement des relations avec leurs frères de la côte barbaresque et volaient des chrétiens pour les vendre comme esclaves aux corsaires algériens. Ces bruits, mis en circulation et facilement acceptés, répandirent bientôt l'alarme partout, et, en général, on est peu scrupuleux sur l'emploi des mesures que l'on juge nécessaires à sa sûreté personnelle.

Les tentatives faites pour convertir les infidèles au moyen de la prédication et des conseils, étaient honnêtes et loua-

bles; les promesses, les séductions auxquelles on recourut plus tard, si elles étaient contraires à l'esprit du traité, n'en violaient pas du moins la lettre. L'emploi de la force à l'égard d'un petit nombre de musulmans opiniâtres qui, par leur aveugle obstination, privaient tout un peuple des bienfaits de la rédemption, devait être justifié par d'autres motifs, et ceux-ci ne manquaient pas à de rusés théologiens, qui considéraient que la sainteté du but légitimait des moyens extraordinaires et que ni promesses ni traités n'avaient de la valeur, lorsque les intérêts éternels de l'âme étaient en jeu.

Mais le chef-d'œuvre de la casuistique monacale était l'argument imaginé, dit-on, par Ximenès pour priver les Mores des bénéfices du traité, comme la juste punition d'une révolte à laquelle il les avait poussés lui-même par sa conduite arbitraire. Cette proposition, loin d'outrager les sentiments de la nation, bien versée dans la métaphysique du cloître, fut, à cette époque, mais en vain, chaudement appuyée auprès des souverains.

Tels sont les tristes résultats où peut aboutir le meilleur esprit, lorsqu'il discute son devoir avec une logique trop subtile et que, se proposant le bien, soit en politique, soit en religion, il arrive à croire que l'importance du but l'autorise à enfreindre les principes moraux qui règlent les affaires ordinaires de la vie; lorsque, confondant ces intérêts supérieurs avec d'autres d'une nature personnelle, il devient incapable de les distinguer et se trouve insensiblement amené à agir dans des vues intéressées, tandis qu'il s'imagine aveuglément n'obéir qu'à la voix du devoir [1].

[1] Un mémoire de l'archevêque de Valence à Philippe III offre un

Ici se termine, peut-on dire, l'histoire des Mores sous ce règne. Huit siècles s'étaient écoulés depuis le jour où ils avaient mis le pied sur le territoire espagnol; pendant ce laps de temps, ils avaient passé par tous les degrés de la civilisation. Dix années avaient suffi pour renverser les magnifiques débris de ce puissant empire, et dix années encore pour convertir en apparence ces infidèles au catholicisme. Après un long siècle de persécutions, de souffrances cruelles et imméritées, cette race infortunée devait être définitivement expulsée de la péninsule. L'histoire des Mores, dans ces derniers temps, fournit un des exemples les plus mémorables de l'impuissance de la persécution, mise même au service d'une bonne cause contre une mauvaise. C'est là une leçon qui ne pourra être trop méditée à l'avenir; les feux de l'inquisition sont, sans doute, éteints partout et probablement ils ne se rallumeront plus jamais; mais quelle est la nation qui peut se vanter de n'être plus infectée de cet esprit d'intolérance qui engendre les persécutions?

exemple de cette morale oblique, dont nous pouvons rire ou pleurer selon notre humeur. Le prélat dit dans ce précieux document : « Votre majesté peut, sans aucun scrupule de conscience, réduire tous les Mores en esclavage, les condamner aux mines et aux galères ou les vendre à des étrangers. Quant aux enfants, on pourrait les vendre tous à bon prix en Espagne, ce qui, bien loin d'être un châtiment, sera pour eux une grâce, puisqu'ainsi ils deviendront tous chrétiens; ils ne l'auraient jamais été s'ils étaient restés auprès de leurs parents. Par le saint accomplissement de cet acte de justice, *une grande somme d'argent entrera dans le trésor de votre majesté.* »

CHAPITRE VIII.

QUATRIÈME VOYAGE DE CHRISTOPHE COLOMB.

(1494-1503)

Progrès des découvertes. — Réaction de l'opinion publique. — Confiance de la reine dans Christophe Colomb. — Découverte de la terre ferme. — Renvoi des esclaves indiens par Isabelle. — Plaintes contre Colomb. — Son successeur au gouvernement. — Réparation faite par les souverains. — Quatrième et dernier voyage de Colomb.

Le lecteur détournera volontiers ses regards de ce triste et sombre tableau, pour les porter sur les généreux efforts que les souverains espagnols faisaient, en ce temps, pour agrandir l'horizon de la science et étendre les limites de leurs États à l'ouest. « Au milieu des orages et des troubles qui bouleversaient l'Italie, l'Espagne élargissait chaque jour les frontières de son empire et portait la gloire de son nom jusqu'aux antipodes. » C'est sur ce ton d'exaltation que l'enthousiaste Martyr signale les brillants progrès des découvertes entreprises par son illustre compatriote, Christophe Colomb. Ferdinand et Isabelle n'avaient jamais perdu de vue les nouveaux domaines qui leur avaient été inopinément révélés dans les profondeurs de l'océan. Les récits faits par

le grand navigateur et ses compagnons, à leur second voyage, lorsque leur imagination était frappée de la beauté et de la nouveauté du spectacle que le nouveau monde avait offert à leurs yeux, avaient entretenu l'enthousiasme que leurs succès inattendus avaient éveillé partout. Des vaisseaux étaient revenus avec des échantillons des différentes productions de ces régions inconnues, que l'on se plaisait à regarder comme formant partie du grand continent asiatique qui avait si longtemps excité la convoitise des Européens. Les royaux époux, partageant l'ardeur générale, s'étaient efforcés d'encourager l'esprit de découverte et de colonisation, en fournissant les subsides nécessaires et en se conformant avec empressement aux recommandations les plus minutieuses de Colomb. Mais, moins de deux ans après que celui-ci eut commencé son second voyage, l'aspect des choses avait tristement changé. On avait appris que les signes les plus alarmants de mécontentement s'étaient manifestés dans la colonie, et les cargaisons reçues de ces pays tant vantés n'avaient guère assez de valeur pour couvrir les frais de l'expédition.

Ce déplorable résultat était en grande partie la faute des colons eux-mêmes. La plupart étaient des aventuriers qui s'étaient embarqués sans autre but que celui de s'enrichir promptement dans ces Indes fortunées; manquant de discipline, de patience, d'industrie, ils n'avaient aucune des qualités requises pour le succès dans une pareille entreprise. A peine sortis de leur pays natal, ils parurent se croire soustraits à toute loi; ils voyaient l'amiral, qui était étranger, avec des sentiments de jalousie et de défiance. Les cavaliers et les hidalgos, qui ne s'étaient engagés qu'en trop grand nombre dans l'expédition, méprisaient le Génois qui

était pour eux un parvenu auquel ils ne pouvaient obéir sans humiliation. Dès les premiers jours de leur arrivée à Hispaniola, ils maltraitèrent de toutes façons les malheureux naturels du pays, qui, dans leur simplicité, avaient accueilli les hommes blancs comme des envoyés du ciel. Ces violences cependant provoquèrent bientôt une résistance générale, qui aboutit à une guerre d'extermination telle que, moins de quatre ans après le débarquement des Espagnols, le tiers de la population de l'île, plusieurs centaines de mille hommes probablement, avait été massacré! C'est sous ces funèbres auspices que s'étaient ouvertes les relations entre les blancs civilisés et les inoffensifs habitants du nouveau monde.

Ces excès, joints au manque d'agriculture, car nul n'eût voulu remuer la terre que pour y trouver de l'or, amenèrent à la fin une effroyable disette, d'autant plus que les Indiens avaient renoncé aux travaux des champs, consentant à mourir de faim si leurs oppresseurs partageaient leur sort [1]. Afin de prévenir la famine qui menaçait la colonie naissante, Colomb dut recourir à des mesures de rigueur, réduire les rations et forcer tous les colons, sans distinction de rang, à travailler. Les orgueilleux hidalgos se plaignirent hautement de l'offense qu'on leur faisait en les astreignant à ces vils travaux, tandis que le père Boil et les moines s'indignaient d'être mis à la petite ration.

Chaque jour, les souverains espagnols recevaient des plaintes au sujet de la mauvaise administration de Colomb, et de sa sévérité injuste autant qu'impolitique à l'égard des

[1] Les Indiens avaient des raisons de croire à l'efficacité de ce moyen, si, comme Las Casas l'affirme gravement, « un Espagnol mangeait en un seul jour la subsistance de trois familles! »

Castillans et des naturels du pays. Ils n'accueillaient pas toutefois aisément ces accusations vagues; ils appréciaient toutes les difficultés de la position de l'amiral, et, s'ils envoyèrent, au mois d'août 1495, un agent pour faire une enquête sur les désordres qui menaçaient l'existence de la colonie, ils prirent soin de choisir pour cette mission un individu qu'ils croyaient devoir être agréable au grand navigateur. Lorsque celui-ci retourna en Espagne, l'année suivante, en 1496, ils le reçurent avec toute espèce d'égards. « Venez auprès de nous, » lui écrivaient-ils, dans une lettre de félicitations qu'ils lui adressèrent, peu de temps après son arrivée, « venez auprès de nous, quand vous pourrez le faire sans inconvénient; vous n'avez déjà enduré que trop de tourments. »

L'amiral rapportait avec lui, comme auparavant, des échantillons des productions de l'hémisphère occidental, bien propres à frapper les yeux du public et à tenir la curiosité en éveil. Dans son voyage à travers l'Andalousie, il passa quelques jours sous le toit hospitalier du bon curé Bernaldez, qui se plaît à décrire les chefs indiens qui accompagnaient Colomb et se faisaient remarquer par leurs colliers, leurs couronnes d'or, et par d'autres ornements barbares; il signale, entre autres, certains « pagnes et masques de coton et de bois, avec des figures du démon brodées et gravées dessus, quelquefois sous sa forme véritable, d'autres fois sous *celle d'un chat ou d'un hibou.* » « Il y a de bonnes raisons de croire, » ajoute-t-il comme conclusion, « qu'il apparaît sous cette forme aux habitants de l'île et que ce sont tous des idolâtres, adorant Satan pour leur dieu. »

Mais ni l'étrangeté de ce spectacle, ni les brillantes descriptions de l'amiral, qui s'imaginait avoir retrouvé à Hispa-

niola les mines d'or d'Ophir, dont le roi Salomon se servit pour orner le temple de Jérusalem, ne purent ranimer l'enthousiasme de la nation. La nouveauté de la chose était passée; on avait d'ailleurs entendu de tout autres récits faits par des voyageurs dont la figure hâve et blême avait fait dire à des plaisants qu'ils étaient revenus avec plus d'or sur leurs joues que dans leur poche. En un mot, le public paraissait être devenu sceptique en proportion de son ancienne confiance, et l'on avait rapporté si peu de chose que, dit Bernaldez, « on croyait généralement qu'il n'y avait guère ou pas d'or dans l'île. »

Isabelle était loin de partager cette déraisonnable incrédulité. Elle avait adopté les propositions de Colomb, lorsque d'autres les voyaient avec froideur ou dédain [1], et croyait fermement, comme il le lui avait assuré à plusieurs reprises, qu'en poursuivant les découvertes on arriverait à d'autres régions plus importantes. D'ailleurs ce n'était ni l'or ni l'argent à trouver dans ces terres nouvelles, qui avaient le plus de valeur aux yeux de la reine, car, ainsi que ses lettres et ses instructions le prouvent surabondamment, elle caressait le généreux projet d'introduire la civilisation chrétienne au milieu des païens. Elle était profondément sensible au mérite de Colomb, dont le caractère sérieux et élevé ressemblait beaucoup au sien, quoique l'enthousiasme dont ils étaient tous les deux animés fût tempéré chez elle par une douceur et une prudence plus grandes.

Mais, bien qu'Isabelle fût disposée à seconder de tout son pouvoir les entreprises maritimes, celles-ci durent être

[1] Colomb, dans sa lettre de 1500 à la nourrice du prince Jean, s'étend longuement sur la protection que la reine lui accorda de bonne heure.

ajournées dans la situation du pays. De grandes dépenses étaient naturellement exigées pour le maintien de la colonie [1]; le trésor avait été, en outre, presque épuisé par les guerres d'Italie et par la magnificence avec laquelle on célébrait, en ce moment même, les mariages de membres de la famille royale. C'est pendant les fêtes auxquelles donna lieu le mariage du prince Jean, que l'amiral se présenta devant les souverains, à Burgos, après son second voyage. Pour toutes ces causes, il restait si peu d'argent dans les caisses de l'État, que la reine dut, pour équiper une flotte qui devait visiter la colonie, prendre une partie des fonds réservés pour l'union de sa fille Isabelle avec le roi de Portugal.

Ce fâcheux retard ne découragea pas Colomb, qui recevait chaque jour de nouvelles marques de la faveur royale; différentes ordonnances furent rendues, confirmant et étendant si loin ses pouvoirs et ses priviléges, que la modestie ou la prudence eût dû l'engager à refuser ces honneurs [2]. Les termes dans lesquels ces faveurs lui étaient décernées les lui rendaient, sans doute, plus agréables; on signalait de la manière la plus emphatique ses « bons, nombreux, loyaux, excellents, constants services, » et les souverains témoignaient une entière confiance dans son intégrité et dans sa prudence [3].

[1] Les salaires seuls payés annuellement par la couronne à des individus résidant dans la colonie s'élevaient à six millions de maravédis.

[2] Telle était, par exemple, la concession d'un immense territoire à Hispaniola, avec le titre de comte ou de duc, comme l'amiral le préférerait.

[3] La pièce érigeant les biens de Colomb en majorat renferme la clause que « ses héritiers ne signeront jamais que « l'amiral, » *El Almirante*, quels que puissent être leurs titres et honneurs. » Ce nom d'amiral rappelait les découvertes de Colomb, qui, avec un légitime orgueil, voulait perpétuer ainsi le souvenir de ses hauts faits.

Colomb eut encore à surmonter les obstacles que lui opposa l'évêque Fonseca, qui présidait, à cette époque, le conseil des Indes; cet homme, d'un caractère irritable et, paraît-il, vindicatif, était devenu l'ennemi mortel de l'amiral, avant le second voyage de celui-ci; il chercha tous les moyens de le tourmenter et de le contrarier, et malheureusement il n'eut que trop de facilités à cet égard, dans sa position officielle.

Pour toutes ces raisons, la flotte ne fut pas prête avant le commencement de 1498; alors même une nouvelle difficulté se présenta : il fallait recruter l'équipage et peu de gens se souciaient de s'engager dans une entreprise si mal vue dans le public. C'est ainsi qu'on recourut à un expédient désastreux; on enrôla des condamnés, dont la peine fut commuée en celle de la transportation à temps dans les Indes. On n'eût pu imaginer une mesure plus propre à ruiner la colonie naissante; les germes de corruption qui, depuis longtemps, infectaient l'ancien monde, furent bientôt implantés dans le nouveau, et Colomb, qui avait donné le conseil, fut le premier qui eut sujet de s'en repentir.

A la fin, tous les préparatifs étant terminés, l'amiral partit du port de San-Lucar, le 30 mai 1498, avec sa petite escadre composée de six vaisseaux, dont l'équipage, malgré tous ses efforts, était encore incomplet. Il se dirigea plus vers le sud que dans ses précédents voyages et, le 1er août, réussit à atteindre la terre ferme; il eut donc l'honneur de débarquer le premier sur le grand continent méridional, dont il avait auparavant découvert le chemin.

Nous ne suivrons pas l'illustre voyageur dans sa carrière, qui forme l'épisode le plus brillant de ce règne; ce récit a été fait récemment par un historien sur les traces duquel

peu d'écrivains voudront s'engager[1]. Il nous suffira d'exposer brièvement ses relations avec le gouvernement espagnol et les principes sur lesquels la colonie fut administrée.

A son arrivée à Hispaniola, Colomb trouva les affaires dans le désordre le plus déplorable. Par suite des menées de quelques factieux, une insurrection avait éclaté contre son frère Barthélemy, à qui il avait confié le gouvernement pendant son absence. Dans le cours de cette révolte sanglante, les intérêts de la colonie avaient été négligés; on avait cessé de travailler aux mines, qui commençaient à produire beaucoup ; les malheureux Indiens gémissaient sous la plus cruelle oppression ; il n'y avait plus d'autre loi que celle du plus fort. L'amiral s'efforça en vain de rétablir l'ordre; les nouveaux colons qu'il avait amenés, en les sauvant du gibet, grossirent les rangs des rebelles. Il eut recours à tout, aux négociations, aux prières, à la force, et ne réussit à acheter une tranquillité factice qu'au prix de concessions qui diminuaient son autorité; c'est ainsi qu'il accorda aux révoltés de grandes étendues de terrain, qu'il leur permit de faire cultiver par un certain nombre de sauvages. Telle fut l'origine du célèbre système de *repartimientos*, qui engendra par la suite les plus effroyables abus dont l'humanité eut jamais à rougir.

Près d'une année s'écoula avant que ces dissensions intestines fussent calmées. Pendant ce temps, on avait reçu en Espagne des nouvelles des troubles de la colonie, accompagnées de plaintes incessantes contre Colomb et son frère,

[1] Prescott veut parler de son illustre compatriote, Washington Irving, auteur d'une histoire de Christophe Colomb qui paraîtra prochainement. — *Vie et voyages de Christophe Colomb*, trad. par Guillaume Renson, 3 vol. in-8°. Bruxelles, A. Lacroix, Verboeckhoven et C[ie]. [N. du T.]

que l'on accusait hautement d'opprimer à la fois les Espagnols et les Indiens, et de sacrifier sans scrupule les intérêts publics aux leurs. Ces accusations étaient portées devant les souverains mêmes par des colons mécontents qui étaient revenus en Espagne et entouraient le roi lorsqu'il sortait du palais, réclamant à grands cris le paiement des arriérés qui, prétendaient-ils, leur étaient dus et que l'amiral retenait injustement[1].

Il ne manquait pas à la cour de personnages même de grande considération, qui accueillaient et répandaient ces calomnies. La découverte récente des pêcheries de perles de Paria et de veines plus abondantes en or à Hispaniola, l'espoir de voir s'étendre à l'infini les régions inexplorées découvertes par Colomb, avaient fait de la vice-royauté du nouveau monde une amorce séduisante pour la cupidité et l'ambition des grands du royaume; ils cherchèrent donc malignement à perdre l'amiral aux yeux des souverains, en jetant dans leur esprit des doutes sur sa fidélité; ils ne se bornaient pas à rapporter des bruits vagues, ils produisaient des lettres de colons, dans lesquelles on accusait l'amiral de s'approprier les revenus de l'île et de vouloir se créer un royaume indépendant.

Quelque foi que Ferdinand eût dans ces accusations absurdes, elles ne purent ébranler la confiance que la reine avait placée dans Colomb et la faire douter un instant de sa

[1] Fernando Colomb rapporte que son frère et lui, alors pages de la reine, ne pouvaient se montrer dans la cour de l'Alhambra, sans être suivis par une cinquantaine de ces vagabonds, qui les insultaient de la manière la plus grossière, « comme les fils de l'aventurier qui avait conduit tant de braves hidalgos espagnols au tombeau dans le pays de vanité et d'illusions qu'il avait découvert! »

loyauté. Mais les troubles qui agitaient sans fin la colonie lui firent naturellement craindre qu'il ne fût incapable de bien la gouverner, soit qu'il excitât la jalousie des colons, en sa qualité d'étranger, soit qu'il manquât de caractère; à ces doutes se mêla, il est vrai, du mécontentement contre l'amiral, lorsqu'on vit, en ce moment même, arriver en Espagne plusieurs rebelles, avec les esclaves indiens qu'il leur avait assignés.

C'était une opinion reçue parmi les bons catholiques du temps, que les païens et les barbares étaient placés, à raison de leur infidélité religieuse, en dehors de tous droits, spirituels ou civils. Leurs âmes étaient vouées au feu éternel; leurs corps étaient la propriété des chrétiens qui occupaient leur sol [1]. Telle était la théorie appliquée par les peuples européens les plus civilisés, au XV[e] siècle; telles étaient les déplorables maximes qui réglaient les relations des naviga-

[1] Las Casas fait remonter les droits de la couronne d'Espagne sur ses possessions d'Amérique à la concession faite primitivement par le saint-siége, à condition de convertir les naturels au christianisme. Le pape, en sa qualité de vicaire du Christ, possède pleine autorité sur tous les hommes, pour le salut de leurs âmes; il pouvait donc conférer aux souverains espagnols une *suprématie impériale* sur toutes les terres découvertes par eux, — non toutefois au préjudice des autorités qui y seraient déjà établies et seulement sur les nations qui embrassaient volontairement le christianisme. Tel est le fond des trente propositions qu'il soumit au conseil des Indes pour être examinées par Charles-Quint. On peut voir dans ces restrictions arbitraires et capricieuses le désir du bon évêque de concilier les droits naturels de l'homme, tels que sa raison les lui enseignait, avec la prérogative que la foi l'obligeait de reconnaître au pape. Peu de catholiques de nos jours seront assez obstinés pour soutenir ces prétentions exorbitantes, si prudemment limitées qu'elles soient; bien moins encore aurait-on osé les combattre au XVI[e] siècle. Nous ne faisons toutefois que rendre justice à Las Casas, en disant que, dans sa manière de raisonner, en cette occasion comme en d'autres, il se montre, en général, bien en avant de son siècle.

teurs espagnols et portugais avec les naturels du nouveau monde [1]. Colomb, conformément à ces idées, avait, peu de temps après l'occupation d'Hispaniola, conseillé d'échanger régulièrement des esclaves contre des objets nécessaires à la colonie; de cette manière, leur conversion serait plus sûrement effectuée, et c'est un objet qu'il avait, paraît-il, eu toujours fort à cœur.

Isabelle avait cependant à ce sujet des vues plus généreuses que ses contemporains; elle avait été très touchée d'apprendre par la bouche de l'amiral lui-même que ces naturels étaient d'un caractère doux et inoffensif; aussi se révolta-t-elle à la pensée de les condamner à un horrible esclavage, sans même faire une tentative pour les convertir. Elle hésita à approuver la proposition de Colomb, et, lorsqu'elle apprit que l'on vendait des esclaves sur les marchés de l'Andalousie, elle ordonna de suspendre ces ventes, en attendant qu'une commission de théologiens et de docteurs, experts en cette matière, eût prononcé définitivement sur la question. De plus, avec sa bonté ordinaire, elle fit apprendre autant que possible la langue des sauvages à des prêtres, qu'elle envoya comme missionnaires; parmi ceux-ci, quelques-uns, comme le père Boil et ses frères, se soucièrent plus de leur bien-être que de leur troupeau, mais d'autres, animés d'un meilleur esprit, s'employèrent avec zèle et, si nous les en croyons, avec quelque succès à leur bonne œuvre [2].

[1] Un casuiste espagnol, entre autres arguments, fonde le droit de ses compatriotes à réduire les Indiens en esclavage sur ce que ceux-ci fument du tabac et ne portent pas leurs barbes à l'espagnole; c'est, du moins, l'interprétation que donne Montesquieu. Les docteurs de l'inquisition auraient eu peine à trouver de meilleures raisons.

[2] « Entre autres choses que les révérends pères emportèrent avec eux, » dit Robles, « il y avait un petit orgue et plusieurs cloches, qui char-

Les lettres et les ordonnances royales prescrivaient, avec la même bienveillance, de donner aux naturels du pays une instruction religieuse et de les traiter avec douceur et humanité. Aussi, lorsque la reine apprit que deux vaisseaux venaient de revenir des Indes, avec trois cents esclaves à bord, donnés aux rebelles par l'amiral, elle ne put retenir son indignation et s'écria avec vivacité : « De quel droit Colomb dispose-t-il ainsi de mes sujets? » Ceci se passait le 20 juin 1500. Elle fit immédiatement proclamer dans les provinces du sud que tous ceux qui avaient en leur possession des Indiens donnés par l'amiral, devaient leur fournir les moyens de rentrer dans leur pays; le petit nombre d'esclaves appartenant à la couronne devaient être rendus de même à la liberté [1].

Après avoir longtemps hésité, la reine consentit, avec une répugnance visible, à envoyer un commissaire pour faire une enquête sur la situation de la colonie. Elle confia cette mission délicate à un pauvre chevalier de Calatrava, nommé don Francisco de Bobadilla. Celui-ci était investi d'une juridiction civile et criminelle; il devait faire arrêter et juger tous ceux qui avaient conspiré contre l'autorité de Colomb; il était autorisé à prendre possession des forteresses, des vaisseaux, des magasins publics, de toutes les propriétés publiques; pouvait disposer de toutes les places et renvoyer

mèrent tant ces gens simples qu'on en baptisait de un à deux mille chaque jour. » Fernando Colomb fait observer avec une certaine naïveté que « les Indiens étaient si obéissants par peur de l'amiral et, en même temps, désiraient tant l'obliger, qu'ils se faisaient *volontairement* chrétiens! »

[1] D'après Las Casas, « la reine fut si indignée de la conduite de l'amiral sous ce rapport, que le souvenir seul de ses grands services préserva celui-ci d'une disgrâce immédiate. »

en Espagne, pour s'y présenter devant les souverains, les individus de tout rang qu'il jugerait nécessaire d'éloigner, dans l'intérêt de la tranquillité de la colonie. Tels étaient, en résumé, les pouvoirs extraordinaires dont était revêtu cet envoyé [1].

Il est impossible aujourd'hui de déterminer les motifs qui firent choisir pour cette importante mission un homme aussi incapable. Il paraît que ce Bobadilla, d'un caractère faible et vaniteux, devint arrogant à l'excès, en se voyant investi de cette autorité temporaire qu'il méritait peu; tout d'abord il regarda l'amiral comme un criminel qu'il avait le devoir de punir. Aussi, dès son arrivée dans l'île, après avoir vaniteusement étalé ses pouvoirs, il ordonna à Colomb de comparaître devant lui et, sans affecter les formes d'une procédure légale, le fit jeter en prison et charger de fers, le 23 août 1500. Le grand homme se soumit sans faire aucune résistance, montrant, dans ce déplorable retour de la fortune, une grandeur d'âme qui eût touché le cœur d'un ennemi généreux. Bobadilla ne manifesta pas une pareille sensibilité; après avoir ramassé toutes les absurdes ou vaines calomnies que pouvaient inspirer aux colons la haine ou le désir de lui plaire, il envoya le dossier en Espagne avec l'amiral, qu'il ordonna de garder rigoureusement enchaîné pendant la traversée, « craignant peut-être, » comme le fait remarquer Fernando Colomb, « qu'il ne lui échappât et regagnât l'île à la nage. »

[1] La commission originale donnée à Bobadilla était datée du 21 mars et du 21 mai 1499; cependant on en remit l'exécution jusqu'en juillet 1500, dans l'espoir, sans doute, de recevoir d'Hispaniola des nouvelles qui démontreraient pleinement la nécessité d'une mesure aussi préjudiciable à l'amiral.

Cet excès de malignité eut toutefois, comme il arrive souvent, un effet contraire à celui qu'on en avait attendu. Une pareille indignité offensa ceux mêmes qui étaient le plus mécontents de Colomb. Tous parurent considérer comme un déshonneur national l'affront fait à un homme qui, quels que fussent ses torts, avait rendu de si grands services à l'Espagne et au monde civilisé tout entier; à un homme qui, « s'il eût vécu, » selon les expressions d'un ancien écrivain, « du temps de la Grèce antique ou de Rome, eût mérité des statues et auquel on eût élevé, comme à un dieu, des temples où on lui eût rendu des honneurs divins[1]. »

Nul ne partagea plus sincèrement l'indignation générale que Ferdinand et Isabelle, qui, outre le mécontentement que leur causait un acte aussi brutal, comprenaient bien quelle responsabilité allait retomber sur eux. Ils envoyèrent sur-le-champ à Cadix l'ordre de délivrer l'amiral, auquel ils écrivirent dans les termes les plus affectueux, pour exprimer le profond regret avec lequel ils avaient appris l'indigne traitement qu'on lui avait fait subir; ils l'invitaient à se rendre le plus tôt possible auprès d'eux à Grenade, où la cour résidait en ce moment. Ils lui envoyaient en même temps mille ducats pour couvrir les frais de son voyage et une brillante escorte pour l'accompagner.

Colomb, ranimé par ces preuves de la faveur des souverains, partit sans retard pour Grenade, où il entra le 17 décembre 1500. Immédiatement après son arrivée, il fut

[1] Fernando Colomb rapporte que son père garda les chaînes dont il avait été chargé pendues dans une chambre de sa maison, comme une preuve impérissable de l'ingratitude de l'Espagne, et qu'en mourant il donna l'ordre de les enterrer avec lui.

reçu en audience. La reine ne put retenir ses larmes, en voyant le grand homme dont elle avait si mal récompensé les services. Elle chercha à le consoler en l'assurant avec chaleur de ses sympathies pour lui et de la douleur que lui avaient causée ses infortunes. Colomb, dès le jour où il était tombé en disgrâce, avait compté fermement sur la loyauté et la bonté d'Isabelle, car, ainsi que le fait remarquer un ancien écrivain castillan, « elle l'avait toujours favorisé plus que le roi, son époux, protégeant ses intérêts et lui témoignant une affection, une bienveillance toutes particulières. » En voyant l'émotion de la reine, en entendant ses paroles de consolation, son cœur loyal et généreux fut attendri; il tomba à genoux et, donnant un libre cours à son émotion, il se mit à sangloter. Les souverains s'efforcèrent de le calmer, de le tranquilliser, et, après avoir vivement regretté les maux qu'il avait soufferts, lui promirent de faire justice de ses ennemis et de le rétablir dans ses fonctions et ses honneurs.

On a beaucoup reproché au gouvernement espagnol la part qu'il prit à cette déplorable affaire, d'abord en choisissant un agent aussi incapable que Bobadilla, ensuite en déléguant à celui-ci des pouvoirs aussi vastes, aussi illimités. Quant au premier point, il est trop tard aujourd'hui pour discerner les motifs qui avaient dicté ce choix; rien ne prouve qu'il fût dû à l'intrigue ou à une influence illégitime. Même, d'après le témoignage des contemporains, Bobadilla était réputé « un homme très honnête et pieux, » et le bon évêque Las Casas déclare expressément « qu'on ne l'accusa jamais de déloyauté ni de cupidité. » C'était une erreur de jugement, grave sans doute et blâmable autant que la chose le mérite.

Mais, quant au reproche fait au gouvernement d'avoir confié des pouvoirs trop étendus à son agent, il faut se rappeler que l'on représentait la situation de la colonie comme étant des plus alarmantes et exigeant un remède prompt et énergique. Circonscrire, restreindre l'autorité de l'envoyé, l'obliger à consulter le gouvernement avant de prendre aucune décision, c'eût été nécessiter des retards désastreux. Cette autorité devait d'ailleurs être supérieure à celle de Colomb, qui était une des parties mises en cause, et, quoique Bobadilla fût investi du droit de punir les offenses faites à l'amiral, il ne pouvait frapper celui-ci et ses amis qu'en les suspendant temporairement de leurs charges et en les renvoyant en Espagne, où les souverains eux-mêmes se réservaient de statuer sur leur sort.

Cette opinion est parfaitement conforme à celle de Fernando Colomb, lequel se montra constamment soucieux de la réputation de son père, s'il lui répugne de blâmer la conduite de ses souverains. « Le seul reproche, » dit-il à la fin de son récit, « que je puisse faire à leurs majestés, est d'avoir employé un agent incapable, aussi méchant qu'ignorant. L'amiral eût vu avec joie arriver un homme capable, car il avait lui-même demandé à plusieurs reprises qu'on nommât un individu ayant pleins-pouvoirs de juger un procès où il se faisait scrupule d'intervenir, son propre frère y étant impliqué. » Au sujet des vastes pouvoirs accordés à Bobadilla, il ajoute : « Ils n'avaient rien d'étonnant, vu les nombreuses plaintes adressées à leurs majestés contre l'amiral. »

Bien que le roi et la reine eussent décidé, sans hésitation, de rétablir Colomb dans toutes ses dignités, ils jugèrent à propos d'attendre pour lui rendre le gouvernement de l'île

que les troubles y eussent cessé et qu'il y pût retourner sans crainte et avec utilité. Ils résolurent d'envoyer auparavant dans la colonie un homme capable, avec des forces suffisantes pour réduire les factieux et rétablir la tranquillité d'une manière durable.

Les souverains fixèrent leur choix sur don Nicolas de Ovando, commandeur de Lares, de l'ordre militaire d'Alcantara. Ce personnage, d'une prudence et d'une sagacité éprouvées, d'une grande modération, habile et insinuant, avait longtemps vécu à la cour; il avait été, dans sa jeunesse, un des dix compagnons d'études du prince des Asturies. On lui donna une flotte de trente-deux vaisseaux, portant deux mille cinq cents hommes, dont plusieurs appartenaient aux meilleures familles du royaume, avec des vivres en grande quantité et tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité de la colonie. C'était la première fois qu'on voyait partir pour l'ouest une flotte équipée avec autant de magnificence et de frais.

Le nouveau gouverneur devait, aussitôt arrivé, renvoyer Bobadilla en Espagne pour y être jugé; cet ordre lui fut donné en septembre 1501. Sous la faible administration de Bobadilla, les abus de toute sorte s'étaient multipliés d'une manière alarmante; les naturels du pays surtout mouraient en grand nombre, victimes de l'inhumain système de *repartimientos,* nouvellement établi. Isabelle déclara les Indiens libres et enjoignit instamment aux autorités d'Hispaniola de les respecter comme de vrais et fidèles vassaux de la couronne. Ovando devait particulièrement s'informer de l'étendue des pertes subies par Colomb et ses frères, indemniser complétement ceux-ci et leur assurer à l'avenir la paisible jouissance de leurs droits et de leurs biens.

Muni des instructions les plus détaillées sur ces points et sur d'autres, le gouverneur s'embarqua et franchit la barre de San-Lucar, le 15 février 1502. La flotte n'était pas partie depuis une semaine, qu'elle fut assaillie par une furieuse tempête qui la dispersa, et le bruit courut en Espagne qu'elle avait entièrement péri. Les souverains, accablés de douleur en apprenant ce nouveau désastre, qui leur faisait perdre tant de bons et braves soldats, se tinrent pendant plusieurs jours renfermés dans le palais. Heureusement la nouvelle se trouva être fausse; la flotte avait échappé à l'orage et un seul vaisseau avait sombré; le reste de l'équipage aborda sain et sauf à Hispaniola.

On a taxé le gouvernement espagnol d'injustice et d'ingratitude envers Colomb, pour avoir tardé à rétablir celui-ci dans son autorité; des historiens généralement estimés pour leur impartialité se sont même faits l'écho de ces accusations. Ce reproche, que nous sachions, n'a été adressé aux souverains par aucun auteur contemporain, et il paraît tout à fait immérité. Outre le danger évident de renvoyer immédiatement l'amiral au milieu de ses ennemis, avant que les passions eussent eu le temps de se refroidir, il y avait des motifs de douter qu'il convînt bien dans des circonstances, qui réclamaient chez un gouverneur beaucoup de sang-froid, une habileté consommée et une grande autorité personnelle. Ce généreux enthousiasme, qui le faisait triompher de tous les obstacles, lui suscitait aussi de nombreuses difficultés, auxquelles des gens plus froids eussent échappé; il crut trop facilement les autres animés du même esprit et s'abusa singulièrement. Il dépeignit ses projets sous des couleurs si brillantes qu'il dut causer des déceptions à ceux qui l'avaient suivi, rêvant un pays féerique qu'ils ne devaient jamais

découvrir [1]; de là un profond mécontentement chez ses compagnons. Brûlant d'accomplir ses vastes entreprises, il fut moins scrupuleux et moins politique que ne l'eût été un esprit plus calme, dans l'emploi des moyens qui pouvaient lui faire atteindre son but; on en a la preuve dans l'opiniâtreté avec laquelle il s'attacha au projet de réduire les Indiens en esclavage et dans ses règlements relatifs au travail des hidalgos [2]. Il était, en outre, un étranger, n'ayant ni rang, ni fortune, ni amis puissants, et sa prompte élévation lui avait naturellement attiré des milliers d'ennemis chez un peuple fier, hautain et poussant à l'excès l'amour-propre national. En voyant Colomb au milieu de tant de difficultés, dues soit à son caractère, soit à sa position, les souverains

[1] La ferveur religieuse de Colomb le porta à relever dans les Écritures des allusions aux circonstances et aux scènes de sa vie aventureuse; c'est ainsi qu'il croyait que sa grande découverte avait été prédite par l'*Apocalypse* et par Isaïe. Les mines d'Hispaniola étaient pour lui, comme nous l'avons déjà dit, celles qui fournirent à Salomon des matériaux pour la construction du temple de Jérusalem, et il s'imaginait avoir retrouvé l'emplacement du paradis terrestre dans la région nouvelle de Paria. Mais sa plus grande extravagance fut son projet de croisade pour la délivrance du saint-sépulcre; il caressa ce projet dès l'heure où il eut découvert le nouveau monde, le proposa de la manière la plus pressante aux souverains et s'en occupa dans son testament. C'était là une idée folle qui ne s'accordait même pas avec l'esprit de ce temps romantique, et elle ne fut probablement pas prise au sérieux par la reine, ni par son époux plus froid et plus positif.

[2] C'est ainsi encore que, pour punition, il imagina peu sagement de réduire les rations, mesure si pernicieuse qu'elle provoqua l'intervention des souverains, qui l'interdirent absolument. Herrera qui, il faut l'avouer, n'était nullement insensible au mérite de Colomb, après avoir signalé les diverses accusations portées contre l'amiral et ses frères, conclut en observant que, « en faisant la part de la calomnie, on doit reconnaître qu'ils n'ont pas gouverné les Castillans avec la modération qu'ils auraient dû montrer. »

pouvaient bien, dans un moment aussi critique, avoir raison de ne pas lui confier la difficile tâche de rétablir l'ordre dans une colonie agitée par les intrigues des factions.

Nous espérons qu'on ne nous accusera pas ici de méconnaître le mérite et les services de Colomb. « Un monde est son monument, » pour emprunter les expressions d'un historien grec, dans une autre circonstance. Ses grandes qualités brillent d'un trop grand éclat, pour qu'elles puissent être ternies par quelques défauts; mais il fallait signaler ceux-ci, pour laver le gouvernement espagnol du reproche de perfidie et d'ingratitude, qu'on lui a trop souvent adressé, sans aucune justice, à ce qu'il paraît.

Il est plus difficile d'excuser la mesquinerie des préparatifs faits pour le quatrième et dernier voyage de Colomb; celui-ci se proposait de découvrir un passage vers le grand océan Indien, entre l'île de Cuba et la côte de Paria ; c'était une supposition fort ingénieuse, mais qui, malheureusement pour le commerce, ne devait pas se réaliser. On ne lui fournit à cet effet que quatre caravelles, dont la plus grande n'était pas de plus de soixante-dix tonneaux. Cette escadrille ne ressemblait guère à la magnifique flotte partie avec Ovando et ne suffisait nullement aux besoins de l'entreprise.

L'amiral, accablé d'infirmités croissantes et voyant peut-être décliner sa popularité, manifesta avant son départ un découragement inusité; il parla même de confier à son frère Barthélemy le soin de conduire l'expédition. « J'ai atteint, » dit-il, « le but que je m'étais proposé; j'ai constaté l'existence de terres à l'ouest. J'ai ouvert la porte; d'autres pourront y passer à leur gré, et c'est ce qu'ils font déjà, eux qui prétendent à la gloire d'avoir fait des découvertes, tandis qu'ils ont simplement suivi mes traces. » Il ne prévoyait

guère alors que l'ingratitude des hommes, accueillant les prétentions d'un de ses rivaux, donnerait un jour le nom de celui-ci au monde que son génie avait révélé.

Cependant, dit Fernando Colomb, le zèle de l'amiral pour servir les souverains et surtout la meilleure des reines, le décidèrent à surmonter ses répugnances et à braver les dangers ainsi que les fatigues d'un nouveau voyage. Quelques semaines avant son départ, il reçut de Ferdinand et d'Isabelle une lettre gracieuse, la dernière qui lui fut adressée par celle-ci, dans laquelle ils l'assuraient de leur ferme résolution de tenir fidèlement tous les engagements pris envers lui et de perpétuer ses dignités dans sa famille [1]. Encouragé et ranimé par ces promesses, l'illustre vieillard, quittant, le 9 mars 1502, le port de Cadix, se dirigea de nouveau vers ces régions d'or, dont il avait été si près et qu'il ne devait jamais atteindre.

Nous ne suivrons pas le grand homme dans cette expédition ; nous nous bornerons à mentionner un incident très extraordinaire. L'amiral avait reçu l'ordre de ne pas toucher à Hispaniola ; mais le mauvais état d'un de ses vaisseaux et les signes précurseurs d'un orage l'engagèrent à s'y réfugier momentanément. En même temps, il conseilla à Ovando de retarder de quelques jours le départ de la flotte qui devait ramener en Espagne Bobadilla et les rebelles, avec leurs trésors mal acquis. Le gouverneur refusa brutalement de recevoir Colomb et voulut que la flotte partît immédiate-

[1] Entre autres exemples de l'intérêt porté à Colomb par la reine, nous rappellerons qu'elle prit ses deux fils, Diego et Fernando, comme ses pages, après la mort du prince Jean, au service duquel ils étaient auparavant. Par une ordonnance de 1503, Diego fut nommé *contino* de la maison royale, avec un traitement annuel de 50,000 maravédis.

ment. Les inquiétudes du vieux marin n'étaient que trop fondées. On avait à peine levé l'ancre qu'on vit éclater un de ces terribles ouragans qui désolent si souvent ces régions tropicales et auxquels rien ne résiste; de dix-huit vaisseaux, trois ou quatre seulement échappèrent; tous les autres périrent, y compris ceux qui portaient Bobadilla et les ennemis de Colomb; deux cent mille *castellanos* d'or, dont la moitié appartenait au gouvernement, furent également engloutis dans les vagues. La seule caravelle qui revint en Europe portait la fortune de l'amiral, quatre mille onces d'or. Pour compléter ce curieux contraste, Colomb, avec sa petite escadre, se mit à l'abri de la tempête, en côtoyant l'île dont le port lui avait été fermé. Cet acte extraordinaire de justice, si rare dans les affaires humaines, fut considéré par bien des gens comme le signe d'une intervention providentielle; d'autres, moins chrétiens, l'attribuèrent à la magie et regardèrent Colomb comme un sorcier.

CHAPITRE IX.

POLITIQUE COLONIALE DE L'ESPAGNE.

Sollicitude du gouvernement envers les colonies. — Autorisation donnée aux entreprises particulières. — Importantes concessions de la cour de Rome. — Prosélytisme généreux de la reine. — Profits immédiats des découvertes. — Résultats moraux de celles-ci. — Leur étendue géographique.

Nous avons différé jusqu'ici, pour ne pas interrompre le récit des aventures personnelles de Colomb, l'examen de la politique suivie par le gouvernement espagnol, du vivant d'Isabelle, à l'égard des colonies. Nous allons maintenant esquisser rapidement cette politique, autant que nous le permettent des renseignements insuffisants. Ce sujet que nous ne pouvons traiter complétement a de l'importance, car il s'agit des germes du vaste système qui fut appliqué plus tard.

Ferdinand et Isabelle manifestèrent dès les premiers temps une curiosité ardente et éclairée à l'égard de leurs nouveaux domaines; ils demandèrent constamment à l'amiral des détails sur le sol, le climat, les productions végétales et

minérales de ces régions, particulièrement sur le caractère des peuplades sauvages qui les habitaient. Ils témoignèrent, comme nous l'avons déjà dit, une extrême déférence aux conseils du grand navigateur et fournirent généreusement à la colonie naissante tout ce qui lui était nécessaire pour subsister et prospérer. Grâce à leur prévoyante sollicitude, l'île d'Hispaniola, peu d'années après sa découverte, possédait les animaux domestiques, les fruits, les végétaux les plus importants de l'ancien monde, et plusieurs de ces espèces ont continué à être pour elle la source d'un commerce plus lucratif que celui des produits de ses mines d'or, objet de tant d'espérances [1].

On encouragea l'émigration par des ordonnances royales empreintes d'un esprit libéral. Les émigrants avaient le passage libre, étaient exempts d'impôts, avaient en pleine propriété les terres qu'ils s'engageaient à cultiver pendant quatre ans et recevaient gratuitement des grains et des animaux pour leurs fermes. L'importation et l'exportation étaient affranchies de tous droits; plus tard il n'en fut plus ainsi. Cinq cents individus, y compris des savants et toute espèce d'artisans, furent envoyés à Hispaniola aux frais du gouvernement. Pour assurer la tranquillité de l'île, Ovando fut autorisé à rassembler les habitants dans des villes, qui jouirent des mêmes priviléges que celles de la mère-patrie, et l'on engagea un grand nombre de gens mariés à s'y établir avec leurs familles, afin de rendre l'établissement plus solide et plus durable.

[1] Cela est bien prouvé par l'ordonnance du 5 octobre 1501, qui renferme une longue énumération des objets soumis aux droits et montre avec quelle rigueur cette lourde taxe fut tout d'abord imposée indistinctement sur les produits les plus importants de l'industrie humaine.

A ces sages dispositions s'en mêlèrent d'autres qui se ressentaient de l'esprit intolérant du siècle; c'est ainsi qu'il fut défendu aux juifs et aux Mores d'habiter ou même de visiter le nouveau monde, que l'on considérait comme ayant été découvert au profit des Castillans seuls. Le gouvernement ne souffrait pas qu'on touchât à ce qui lui appartenait; il revendiquait pour lui-même tous les minéraux, les bois de teinture, les pierres précieuses, et, si des particuliers pouvaient rechercher l'or, c'était à condition de lui payer un droit exorbitant des deux tiers, réduit plus tard à un cinquième [1].

La mesure qui, à cette époque, contribua le plus efficacement aux progrès des découvertes et de la colonisation, fut l'autorisation accordée, en 1495, sous de certaines conditions, pour des voyages faits par des particuliers. On ne vit faire usage de cette permission que quelques années plus tard, en 1499. L'esprit d'entreprise languissait; les Espagnols avaient éprouvé un profond découragement en comparant les résultats médiocres de leurs découvertes avec les succès brillants des Portugais, qui s'étaient enfoncés tout d'un coup au cœur des régions fortunées de l'est. Cependant le récit fait par l'amiral, après son troisième voyage, et les perles magnifiques qu'il avait envoyées de la côte de Paria, comme spécimens, ranimèrent la cupidité de la nation. Des aventuriers se proposèrent alors de profiter de l'autorisation déjà donnée et de faire des découvertes pour leur propre compte. Le gouvernement, dont les ressources étaient épuisées par les frais énormes qu'il avait supportés, voyait avec jalousie l'ardeur qui commençait à se manifester dans

[1] L'exclusion de tous les étrangers, sauf « les catholiques chrétiens, » fut particulièrement recommandée par Colomb, dans sa première communication au gouvernement.

d'autres parties de l'Europe[1]; il approuva donc des projets qui, tout en ouvrant un vaste champ à l'activité de ses sujets, lui donnaient une part dans les bénéfices de ces entreprises, dont il ne courait pas les risques.

La couronne s'était réservé un dixième du tonnage des vaisseaux, les deux tiers de l'or rapporté et dix pour cent sur les autres produits. Pour encourager ces expéditions, on accorda une prime à tous les bâtiments d'au moins six cents tonneaux qui en feraient partie.

Alors les plus riches marchands de Séville, de Cadix, de Palos, d'où Colomb était parti pour la première fois, équipèrent et envoyèrent des escadrilles de trois ou quatre vaisseaux, dont ils confièrent le commandement aux marins expérimentés qui avaient accompagné l'amiral dans son premier voyage ou avaient marché sur ses traces. Ceux-ci suivirent, en général, la route que le grand navigateur avait prise dans sa dernière expédition, et explorèrent les côtes du grand continent méridional. Quelques-uns de ces aventuriers revinrent avec de riches cargaisons d'or, de perles et d'autres objets précieux, qui compensaient les fatigues et les dangers de l'entreprise; mais la plupart durent se contenter de l'honneur plus durable, mais stérile d'avoir découvert de nouveaux pays[2].

[1] Parmi les aventuriers étrangers il y eut les deux Cabot, qui naviguèrent au service du roi Henri VII d'Angleterre, en 1497, et côtoyèrent toute l'Amérique du Nord, depuis Terre-Neuve jusqu'à quelques degrés de la Floride, empiétant ainsi sur le champ de découvertes occupé par les Espagnols.

[2] Colomb paraît avoir regardé les permis de voyage accordés à des particuliers comme une infraction à ses propres droits; il est cependant difficile de comprendre en quoi ceux-ci étaient enfreints. Il n'y a rien dans sa première convention avec le gouvernement qui se rapporte à ce sujet, tandis

L'ardeur de la nation s'était réveillée et, les relations commerciales de l'Espagne avec ses nouvelles colonies ayant pris plus d'extension, il devint nécessaire d'organiser plus parfaitement le département des Indes, dont nous avons précédemment retracé l'origine [1]. Par une ordonnance datée d'Alcala, 20 janvier 1503, un conseil fut institué, composé de trois membres, un trésorier, un facteur et un contrôleur. Ils devaient siéger dans l'ancien alcazar de Séville et s'y réunir chaque jour pour traiter les affaires. Le conseil devait s'informer soigneusement de tout ce qui concernait les colonies et donner au gouvernement tous les renseignements dont il avait besoin, pour veiller aux intérêts et à la prospérité de celles-ci. Il pouvait accorder des licences sous certaines conditions, pourvoir à l'équipement des flottes, régler leur destination et fournir des instructions aux navigateurs. Toutes les marchandises à exporter devaient être déposées dans l'alcazar, ainsi que les cargaisons rapportées, dont la vente devait se faire là. Le conseil avait la même autorité sur le commerce avec l'Afrique et avec les îles Cana-

que, dans les lettres patentes qui lui furent délivrées avant son deuxième voyage, le droit d'accorder ces permis est expressément réservé à la couronne et au surintendant Fonseca, ainsi qu'à l'amiral. Tout ce que celui-ci pouvait réclamer légalement dans les expéditions qu'il ne conduisait pas lui-même, c'était le huitième du tonnage, et il y fut régulièrement pourvu dans la licence générale. Les souverains, à la suite de ses représentations, publièrent, le 2 juin 1497, une ordonnance, dans laquelle, après avoir protesté de leur respect pour tous les droits et privilèges de l'amiral, ils déclaraient que tout ce qui serait trouvé dans leur licence antérieure contraire à ceux-ci serait nul et non avenu; la forme hypothétique sous laquelle cette déclaration était faite montre que les royaux époux, avec un louable désir de tenir leurs engagements envers Colomb, ne voyaient pas très clairement comment ils y avaient manqué.

[1] Voyez tome II, p. 247.

ries; il exerçait une pareille surveillance sur tous les navires partant de Cadix ou de Séville. A ces pouvoirs s'en joignaient d'autres d'un caractère purement judiciaire; c'est ainsi qu'il décidait toutes les questions relatives aux voyages privés et au commerce colonial, en général; dans ce cas, il était assisté de deux juristes salariés par le gouvernement.

Tels étaient les pouvoirs étendus confiés, lors de son organisation, à la fameuse *Casa de Contratacion* ou chambre de commerce, qui, bien que son autorité fût plus tard restreinte par la juridiction du conseil des Indes, ne resta pas moins le puissant intermédiaire au moyen duquel les transactions commerciales avec les colonies furent conduites et surveillées.

Tout en concentrant le commerce colonial, pour le diriger exclusivement et sans peine, le gouvernement espagnol, avec une admirable prévoyance, chercha à s'en rendre absolument maître au point de vue spirituel, où ses droits pouvaient être contestés. Une bulle d'Alexandre VI, en date du 16 novembre 1501, l'autorisa à percevoir toutes les dîmes dans les colonies; une autre bulle de Jules II, datée du 28 juillet 1508, lui accorda le droit de nommer à tous les bénéfices ecclésiastiques, dans l'ancien monde, à condition de se faire approuver par le saint-siége. Par ces deux concessions, les souverains se trouvaient placés à la tête de l'Église dans leurs domaines transatlantiques, avec pouvoir de disposer absolument des bénéfices et des émoluments du clergé.

Plus d'un historien a admiré le courage avec lequel Ferdinand et Isabelle, malgré leur respect pour l'Église catholique, prirent une attitude aussi indépendante vis-à-vis du chef de celle-ci; mais quiconque a étudié l'histoire du règne

de ces princes reconnaîtra qu'ils furent, en cette circonstance, fidèles à leur politique ordinaire; jamais, en effet, ils ne souffrirent que leur dévotion ou une obéissance aveugle aux ministres de la religion compromît l'indépendance de la couronne. Il est bien plus étonnant qu'il se soit trouvé des pontifes disposés à leur abandonner ces importantes prérogatives; ces papes se montrèrent bien étrangers à l'esprit opiniâtre et subtil de leurs prédécesseurs, et leurs concessions, dont les conséquences se révélèrent plus complétement par la suite, furent souvent regrettées par leurs successeurs.

Telles furent, en résumé, les principales mesures prises par les souverains pour l'administration des colonies; ce qu'elles offrent de particulier et de défectueux est, en grande partie, dû aux circonstances au milieu desquelles se fit la découverte du nouveau monde. Tandis que les colonies établies sur les côtes comparativement stériles de l'Amérique du Nord reçurent des lois appropriées à leurs besoins et se fortifièrent par l'exercice habituel des fonctions politiques, celles de l'Espagne furent dès le premier moment soumises à la législation de la mère-patrie. On s'était engagé dans les entreprises de découvertes, avec l'espoir d'en retirer d'immenses profits; l'hypothèse de Colomb au sujet de l'existence de terres inconnues à l'ouest s'étant vérifiée, on avait supposé avec le grand navigateur que c'étaient là les Indes dont on avait tant parlé. L'or et les autres produits précieux qu'il avait rapportés, avaient nourri cette illusion. Le gouvernement espagnol voulut dès lors profiter seul de ces expéditions; c'est ainsi qu'il réclama pour lui-même les bois de teinture et les métaux, la source la plus importante de richesses.

Ces dispositions impolitiques furent, en partie, compensées par d'autres plus conformes aux intérêts durables de la colonie; telles furent les faveurs accordées à ceux qui viendraient occuper et cultiver le pays, l'érection de municipalités, la liberté du commerce colonial, la franchise de droits pour l'importation et l'exportation. Ces lois et d'autres semblables montrent que le gouvernement, loin de regarder les colonies comme une acquisition étrangère, qu'il fallait sacrifier à la prospérité de la mère-patrie, était disposé à leur donner, comme à une partie intégrante du royaume, une législation plus libérale.

Quelques-unes de ces mesures, conçues même dans un esprit plus étroit, peuvent être excusées à raison des circonstances; c'est ainsi, par exemple, qu'aucune disposition ne fut trouvée plus vicieuse que celle qui renfermait tout le commerce des colonies dans le seul port de Séville, au lieu de le laisser profiter librement des mille débouchés que lui offrait, de tous côtés, le royaume, pour ne rien dire des exactions et des monopoles désastreux que favorisa, comme on le reconnut plus tard, la concentration d'un aussi vaste trafic sur un seul point. Mais ce commerce fut trop peu étendu, sous Ferdinand et Isabelle, pour que ces funestes conséquences se fissent sentir dès lors; il se faisait principalement dans quelques grands ports de l'Andalousie, d'où étaient partis les premiers aventuriers; il n'y avait donc pas d'inconvénients à ce qu'il n'y eût, pour la rentrée des vaisseaux, qu'un seul port, aussi accessible et aussi central que Séville, qui, de cette manière, devenait un lieu de rendez-vous pour les marchands et facilitait les transactions de ce pays avec le reste de l'Europe. Plus tard seulement, lorsque ces lois, bonnes à l'origine, durent être appliquées à une

époque où le commerce développé embrassait tout l'empire, on reconnut leurs vices grossiers.

Ce serait mettre inexactement en lumière les projets caressés par les souverains au sujet des entreprises de découvertes, que d'omettre celui auquel la reine du moins tenait le plus, la propagation du christianisme parmi les Indiens. Comme nous l'avons déjà vu, dès les premiers temps, elle eut surtout à cœur, dans ses communications officielles, de convertir et de civiliser les sauvages [1]. Elle ne négligea rien pour accomplir cette bonne œuvre, à laquelle se consacrèrent exclusivement des missionnaires qui devaient résider parmi les naturels du pays et les amener à recevoir le baptême par leurs instructions et l'exemple édifiant de leur vie. C'est dans le but d'améliorer le sort des Indiens qu'elle permit, en 1501, d'introduire dans les colonies les esclaves nègres, nés en Espagne; elle le fit par le motif que la constitution physique de l'Africain était plus propre que celle de l'Indien à subir des fatigues excessives sous un climat tropical. C'est à ce faux principe d'humanité que le nouveau monde doit cette honteuse tache de l'esclavage, devenue plus grande et plus hideuse avec les années.

Isabelle devait cependant voir ses intentions bienveillantes au sujet des Indiens déjouées par ses propres sujets. La doctrine populaire, d'après laquelle les chrétiens avaient des droits absolus sur les païens, semblait autoriser les Espagnols à faire travailler ces infortunés, autant que, d'un côté, la cupidité pouvait le désirer et que, de l'autre, les forces de l'homme pouvaient le supporter; le système des *reparti-*

[1] Las Casas, tout en flétrissant impitoyablement les coupables, rend justice à la reine, dont les nobles et généreux efforts furent, hélas! impuissants.

mientos organisa et compléta l'oppression. La reine l'abolit, il est vrai, sous l'administration d'Ovando et déclara les naturels du pays « aussi libres que ses propres sujets; » mais le gouverneur lui ayant représenté que les Indiens, soustraits à l'obligation du travail, rompaient toutes relations avec les chrétiens, et que par là on perdait l'espoir de les convertir, Isabelle finit par consentir à ce qu'on les fît travailler modérément, moyennant une compensation convenable. Les Espagnols abusèrent comme toujours de la permission; ils ressuscitèrent bientôt le système des *repartimientos,* l'appliquant sur une si vaste échelle que, d'après une lettre de Colomb écrite peu de temps après la mort de la reine, plus des six septièmes de la population d'Hispaniola périrent victimes des mauvais traitements qu'on leur fit subir [1]. Isabelle, à la distance où elle était, ne pouvait surveiller l'exécution de ses ordres et ne sut probablement jamais avec quelle audace on les enfreignait, car il n'y avait pas dans ce temps un intrépide Las Casas pour révéler au monde les souffrances et les tortures des Indiens [2]. La bonne reine paraissait toutefois soupçonner qu'on maltraitait ces malheureux sauvages, car, dans un codicille ajouté à son testament, quelques jours seulement avant sa mort, elle con-

[1] Le vénérable évêque confirme pleinement l'exactitude de cet effroyable tableau de désolation, dans ses différents mémoires préparés pour le conseil des Indes.

[2] Las Casas fit, il est vrai, son premier voyage aux Indes en 1498, ou au plus tard en 1502, mais rien n'indique qu'il se soit occupé activement de dénoncer les excès des Espagnols, avant l'année 1510 où il unit ses efforts à ceux des missionnaires dominicains, arrivés récemment à Saint-Domingue pour prendre part à cette bonne œuvre. Ce ne fut que quelques années plus tard, en 1515, qu'il retourna en Espagne et prit devant le trône la défense des Indiens opprimés.

jure son successeur de les prendre sous sa protection, avec une chaleur qui prouve bien qu'elle fut préoccupée de leur sort, jusqu'à sa dernière heure.

La grandeur morale des découvertes maritimes faites sous ce règne ne doit pas nous éblouir au point de nous donner une trop haute idée de leurs résultats immédiats, au point de vue économique. La plupart des articles qui depuis ont alimenté le commerce avec l'Amérique du Sud, tels que le cacao, l'indigo, la cochenille, le tabac, etc., n'étaient pas connus sous Isabelle ou n'étaient pas cultivés pour l'exportation. Du coton, en petite quantité, avait été introduit en Espagne, mais on doutait que le profit compensât les frais de culture. La canne à sucre avait été transportée à Hispaniola et croissait abondamment sur ce sol propice, mais il fallait du temps avant qu'elle donnât lieu à un commerce considérable, d'autant plus que les colons, négligents et cupides, ne pensaient qu'à s'enrichir par l'extraction de l'or. Le seul produit végétal qui fût recherché pour l'exportation était le bois de Brésil, que le gouvernement réclama dès l'origine comme sa propriété exclusive, à cause de sa belle couleur et de son fréquent emploi pour l'ornementation.

Nous possédons des renseignements trop vagues pour pouvoir estimer la valeur des métaux précieux fournis par les nouveaux territoires, dans les années qui précédèrent la mission d'Ovando. Elle fut certainement peu élevée avant la découverte des mines de Hayna; celles-ci étaient très riches, à en juger par les dimensions de quelques lingots qu'on y trouva; les écrivains contemporains nous parlent d'un bloc d'or qui pesait trois mille deux cents *castellanos* et qui était si grand que les Espagnols placèrent dessus tout un porc rôti, disant que nul potentat en Europe n'eût pu avoir sur

sa table un plat aussi cher. L'estimation de l'amiral lui-même, d'après lequel les mineurs extrayaient par jour de six à cent et même deux cent cinquante *castellanos* d'or, est trop large pour que nous puissions arriver à une conclusion précise. Une preuve plus sensible de la richesse de l'île est fournie par ce fait que deux cent mille *castellanos* d'or furent engloutis dans la mer avec les vaisseaux qui ramenaient Bobadilla et les rebelles en Espagne; mais c'était là, il ne faut pas l'oublier, le résultat d'efforts gigantesques continués pendant plus de deux ans, sous un régime d'oppression sans exemple. Nous pouvons ajouter que, d'après l'historien bien informé de Séville, fondant ses suppositions sur plusieurs ordonnances royales, les métaux précieux avaient été importés dans la péninsule, avant la fin du XVe siècle, en assez grande quantité pour influer sur le taux de la monnaie et le prix des objets de première nécessité [1]. Il est cependant difficile de comprendre dans ce cas le mécontentement du peuple, déçu dans son attente au retour des vaisseaux revenant du nouveau monde, et ce que rapporte Bernaldez qui, écrivant presque en même temps que Zuniga, dit que « l'on avait rapporté si peu d'or que l'on croyait généralement qu'il n'y en avait guère dans l'île. » Nous voyons de même les écrivains contemporains se plaindre fréquemment que les dépenses faites pour la colonie excédassent les bénéfices retirés, et

[1] Ce changement se produisit dans la monnaie d'or, dont la valeur continua à augmenter jusqu'en 1497, où elle diminua graduellement, par suite de l'exploitation des mines d'Hispaniola. Clemencin nous a donné la valeur relative de ce métal, comparativement à l'argent, pour plusieurs années différentes, et la date qu'il assigne pour le commencement de sa dépréciation est précisément la même qui avait été fixée par Zuniga. La valeur de l'argent ne fut pas sensiblement affectée avant la découverte des grandes mines de Potosi et de Zacatecas.

nous comprenons ainsi que les Espagnols, toujours attentifs à leurs intérêts, aient poursuivi si mollement leurs entreprises de découvertes, lorsque leurs rivaux, les Portugais, équipaient des flottes et des armées magnifiques, ne reculant pas devant des frais dans lesquels les trésors des Indes devaient les faire rentrer [1].

Tandis que le commerce des colonies ne produisait pas immédiatement les brillants résultats qu'on avait rêvés, on croyait généralement qu'il avait introduit en Europe une maladie, qui, selon l'expression d'un éminent écrivain, « fit trop chèrement payer les avantages de la découverte du nouveau monde. » Nous voulons parler de ce mal hideux, dont Dieu a fait la plus cruelle expiation de la débauche et qui, peu de temps après la découverte de l'Amérique, parcourut presque toute l'Europe avec la violence d'une épidémie. La coïncidence de ces deux faits donna lieu à supposer, sans aucun autre motif, qu'il y avait un rapport entre eux. Peu

[1] Les estimations qu'on vient de voir ne se rapportent qu'à la période antérieure à l'administration d'Ovando, en 1502. Les opérations sous celui-ci furent conduites d'une manière bien plus étendue et efficace; le système des *repartimientos* ayant été rétabli, tous les bras que renfermait l'île, aidés des meilleures machines, furent employés à arracher au sol ses richesses cachées. Le succès fut tel qu'en 1506, deux ans après la mort d'Isabelle, les quatre fonderies établies dans l'île donnaient annuellement, d'après Herrera, 450,000 onces d'or; il faut cependant remarquer qu'un cinquième seulement de l'énorme produit des mines était, à cette époque, payé à la couronne. Ce qui prouve que ce produit dépassait l'attente qu'on s'en faisait au temps de la nomination d'Ovando, c'est que l'individu envoyé alors pour marquer l'or devait recevoir, comme une rétribution convenable, un pour cent de tout l'or essayé; mais on trouva ce salaire si excessif, que cet individu fut rappelé et qu'on fit un autre arrangement avec son successeur. Lorque Navagiero visita Séville, en 1520, le cinquième perçu par la couronne sur tout l'or qui entrait dans les hôtels des monnaies lui rapportait annuellement environ 100,000 ducats.

de temps après, l'expédition de Charles VIII à Naples mit les Espagnols en contact avec plusieurs nations européennes, et le mal se propagea rapidement. Cette opinion au sujet de l'origine et de la transmission du virus, s'accrédita avec le temps, devenant plus difficile à réfuter, et a été reproduite sans examen par tous les historiens, jusqu'à nos jours.

Le peu de temps qui s'écoula entre le retour de Colomb et l'apparition du fléau sur les points les plus éloignés de l'Europe, a depuis longtemps fait douter avec raison de l'exactitude de cette hypothèse, et tout Américain, naturellement soucieux de la réputation de son pays, apprendra avec satisfaction que la critique plus savante et plus judicieuse de notre siècle a démontré pleinement que la maladie, loin d'être originaire du nouveau monde, n'y fut connue qu'après y avoir été importée par les Européens.

Quelle que soit la somme de bien ou de mal qui résulta immédiatement pour l'Espagne de ses nouvelles découvertes, celles-ci eurent, au point de vue moral, des conséquences inestimables; l'horizon de la pensée et de l'activité humaine fut élargi; le voile qui avait recouvert pendant tant de siècles les mystères de l'abîme, avait été levé; un autre hémisphère offrait à la science un champ sans bornes et une variété infinie de sujets. Les succès des Espagnols excitèrent l'émulation des Portugais, qui, peu de temps après, découvrirent le passage si longtemps cherché vers l'océan Indien et complétèrent ainsi le grand cercle des découvertes maritimes [1]. On eût dit que la Providence avait voulu ajourner ce mémorable événement jusqu'au jour où l'Amérique, avec

[1] Cet événement arriva en 1497; Vasco de Gama doubla le cap de Bonne-Espérance, le 20 novembre de cette année, et atteignit Calicut au mois de mai suivant, 1498. — La Clède, *Hist. de Portugal*, t. II, p. 104-109.

ses mines de métaux précieux, pût alimenter un commerce assez étendu avec l'Orient, pour relier ensemble les parties les plus éloignées du globe. L'impression faite par ces découvertes sur les esprits éclairés du temps, est visible au ton d'enthousiasme avec lequel les écrivains contemporains se félicitent d'avoir été témoins de ces glorieux événements que leurs frères avaient si longtemps espéré, mais en vain, de voir s'accomplir.

Les découvertes de Colomb furent heureusement faites au moment même où la nation espagnole était délivrée de la lutte sanglante dans laquelle elle avait été si longtemps engagée contre les Mores. Formée à l'école de ces guerres, elle était prête à paraître sur un nouveau théâtre d'action, où l'attendaient des aventures émouvantes et romantiques qui séduisaient des imaginations chevaleresques. Aussi vit-on, dans les deux dernières années de ce siècle, de simples aventuriers, profitant de l'autorisation donnée à tous, prendre part avec ardeur à des expéditions lointaines. Leurs efforts, joints à ceux de Colomb, reculèrent du vingt-quatrième degré de latitude nord à plus du quinzième sud probablement, y compris quelques-uns des territoires les plus importants de l'ouest, les limites des pays révélés aux Européens. Avant la fin de 1500, le groupe principal des îles indiennes de l'ouest avait été visité, ainsi que les côtes de tout le continent méridional, depuis la baie de Honduras jusqu'au cap Saint-Augustin. Même un aventureux marin, du nom de Lepe, s'était avancé jusqu'à plusieurs degrés au sud de ce point, et il fallut dix ou douze ans avant qu'un autre navigateur allât si loin. Une grande partie de l'empire du Brésil était embrassée dans ce rayon, et deux Castillans débarquèrent successivement sur les côtes de ce pays, dont

ils prirent formellement possession au nom de l'Espagne, avant sa prétendue découverte par le Portugais Cabral [1]; mais le gouvernement espagnol fit plus tard cession de ses droits sur le Brésil, conformément à la fameuse ligne de démarcation établie par le traité de Tordesillas [2].

Tandis que l'empire colonial de l'Espagne s'agrandissait ainsi, chaque jour, l'homme à qui l'on devait ces nouveaux domaines n'en put jamais connaître ni l'étendue ni la valeur. Il mourut convaincu, comme il l'avait été toute sa vie, que les régions qu'il avait découvertes étaient ces Indes tant cherchées. Mais c'était un pays bien plus riche que les Indes et si, en quittant Cuba, il eût pris la direction de l'ouest, au lieu de

[1] Les prétentions de Cabral à la découverte du Brésil ne paraissent avoir été mises en doute que récemment; elles sont sanctionnées à la fois par Robertson et par Raynal.

[2] La cour de Portugal ne se formait probablement pas une idée très exacte de la position géographique du Brésil; le roi Emmanuel, dans une lettre écrite aux souverains espagnols pour les informer de l'expédition de Cabral, parle des régions nouvellement découvertes, comme n'étant pas seulement utiles, mais *nécessaires* pour les voyages aux Indes. Les plus anciennes cartes de ce pays, par ignorance ou à dessein, le placent à vingt-deux degrés est de sa propre longitude, de sorte que tout le vaste territoire compris sous le nom de Brésil, se trouverait au côté portugais de la ligne de démarcation convenue par les deux gouvernements, ligne qui, on s'en souviendra, fut portée à 370 lieues à l'ouest des îles du cap Vert. La cour d'Espagne fit d'abord semblant de vouloir s'opposer aux prétentions des Portugais, en se préparant à fonder une colonie à l'extrémité septentrionale du Brésil; on ne comprend pas trop comment elle finit par admettre ces prétentions. Un mesurage exact avec la lieue castillane n'aurait pris que le bord du promontoire nord-est du Brésil; en adoptant la lieue portugaise, qui est de dix-sept au degré, on eût embrassé presque tout le territoire qui figure sur les meilleures cartes anciennes, sous le nom de Brésil, s'étendant depuis Para au nord jusqu'à la grande rivière de San Pedro au sud. Mariana paraît vouloir aider les Portugais, en faisant passer la ligne de démarcation à cent lieues plus loin à l'ouest qu'ils ne le prétendaient eux-mêmes.

celle du sud, il eût atteint ces contrées mêmes qu'il avait si longtemps et si vainement prédites. Il ne fit, pour emprunter ses propres expressions, « qu'ouvrir la porte » à d'autres plus heureux que lui, et avant qu'il n'eût quitté Hispaniola pour la dernière fois, il y vit arriver le jeune aventurier qui devait, par la conquête du Mexique, réaliser ces brillantes visions dont on s'était moqué comme de chimères, du vivant de Christophe Colomb.

CHAPITRE X.

PARTAGE DU ROYAUME DE NAPLES.

(1498-1502)

Projets de Louis XII sur l'Italie. — Inquiétudes de la cour d'Espagne. — Hardiesse de l'ambassadeur espagnol à Rome. — Fameux partage du royaume de Naples. — Expédition maritime de Gonsalve de Cordoue contre les Turcs. — Succès et cruauté des Français. — Invasion de la Calabre par Gonsalve. — Répression d'une mutinerie. — Munificence de Gonsalve. — Prise de Tarente. — Arrestation du duc de Calabre.

Pendant les quatre dernières années dont nous avons parlé, tandis que la situation peu stable du pays et le progrès des découvertes étrangères paraissaient réclamer toute l'attention des souverains, une révolution des plus importantes s'était opérée dans les affaires de l'Italie. La mort de Charles VIII semblait avoir détruit les relations formées récemment entre ce pays et le reste de l'Europe et l'avoir rendu à son ancienne indépendance. On devait naturellement croire que la France, sous un nouveau roi qui avait atteint sa maturité et avait dû profiter des leçons qu'il avait reçues à l'école du malheur, comprendrait la folie de ressusciter des projets ambitieux qui lui avaient coûté si cher et

avaient eu des résultats si désastreux. On pouvait croire également que l'Italie, déchirée et saignant par tous les pores, aurait reconnu combien elle avait tort d'appeler l'intervention de l'étranger dans ses dissensions intérieures et d'ouvrir les portes à un torrent qui devait balayer indistinctement amis et ennemis. Mais l'expérience n'avait pas malheureusement donné la sagesse et, comme toujours, les passions étouffèrent la voix de la raison.

Louis XII, en montant sur le trône, prit les titres de duc de Milan et de roi de Naples, annonçant ainsi hautement son intention de revendiquer ces deux États, en vertu des droits qu'il tenait, pour l'un, de la famille Visconti, et, pour l'autre, de la maison d'Anjou. L'ambition de ce prince avait été excitée, plutôt que satisfaite, par la réputation militaire qu'il avait acquise dans les guerres d'Italie, et il était stimulé, en outre, par une foule de chevaliers qui, mécontents d'une vie d'inaction, aspiraient au jour où ils pourraient, sur un vaste théâtre, cueillir de nouveaux lauriers et recommencer une joyeuse vie d'aventures.

Malheureusement la cour de France trouva dans les perfides politiques de l'Italie des auxiliaires tout prêts à s'entendre avec elle. Le pape Alexandre VI, dont la criminelle ambition était moins honteuse que les vices infâmes dans lesquels il était plongé, se prêta surtout volontiers à servir les projets d'un roi qui pouvait lui être si utile pour l'élévation de sa propre famille. La république de Venise, se départant de sa sagesse ordinaire et cédant à sa haine contre Ludovic Sforza, ainsi qu'à l'envie d'agrandir son territoire, consentit à s'unir avec Louis XII, à condition d'avoir une part, non la part du lion, dans les dépouilles de la victoire. Florence et d'autres puissances d'un rang secondaire, soit

crainte ou faiblesse, soit espoir d'être assistées dans leurs misérables différends, se rangèrent du côté de la France ou promirent de rester neutres.

Sûr désormais de n'être pas inquiété dans la péninsule, Louis XII entra en négociations avec les princes européens dont l'intervention était le plus probable. L'empereur Maximilien qui, en relations avec le duc de Milan, devait naturellement s'interposer en sa faveur, était fort occupé d'une guerre contre les Suisses. L'Espagne s'engagea à observer la neutralité par le traité de Marcoussi, 5 août 1498, qui régla tous les différends existant entre les deux royaumes. Un traité avec la Savoie, conclu l'année suivante, garantit à l'armée française un passage libre à travers les montagnes de ce pays.

Ces arrangements terminés, Louis XII, sans perdre de temps, réunit des troupes, qui, descendant comme un torrent dans les belles plaines de la Lombardie, effectuèrent, en un peu plus de quinze jours, la conquête de tout le duché, et si le roi se vit enlever pour un moment sa proie, la valeur des Français et la perfidie des Suisses la lui rendirent bientôt. Le misérable Sforza, victime des artifices qu'il avait si longtemps pratiqués, fut transféré en France où il languit, le restant de ses jours, dans une douloureuse captivité; c'était lui qui le premier avait appelé les *barbares* en Italie et, par une juste punition, il fut le premier à souffrir de cette faute.

Par la prise de Milan, la France avait pris place parmi les États de la péninsule; ce poids énorme jeté dans la balance rompit l'équilibre, qui eût été entièrement détruit par la conquête de Naples. Ces conséquences, qui semblaient ne toucher aucunement les puissances italiennes, avaient été

prévues depuis longtemps par Ferdinand le Catholique, qui surveillait avec une profonde anxiété les mouvements de son redoutable voisin. Ce prince s'était efforcé, avant la conquête du Milanais, de faire comprendre aux différents gouvernements de l'Italie les dangers qu'ils couraient et de les décider à se coaliser contre l'ennemi commun [1]; la reine et lui voyaient avec inquiétude la corruption croissante de la cour de Rome, et cette honteuse cupidité, cette criminelle ambition qui faisaient du pape un jouet aux mains du roi de France.

Par leur ordre, l'ambassadeur espagnol, Garcilasso de la Vega, lut en présence du pontife une lettre de ses souverains, dans laquelle on reprochait à Alexandre VI sa scandaleuse immoralité, ses empiétements sur les droits ecclésiastiques appartenant à la couronne d'Espagne, ses plans d'agrandissement personnel et surtout son projet avoué de faire passer son fils, César Borgia, d'une dignité religieuse à une position séculière, dessein qu'il ne pouvait réaliser qu'en devenant l'auxiliaire de Louis XII [2].

[1] Martyr, dans une lettre écrite peu de temps après la rentrée de Sforza dans sa capitale, dit que les souverains espagnols « ne purent dissimuler leur joie à la nouvelle de cet événement, tant ils étaient jaloux de la France. » Ce sagace écrivain qui, vivant loin de l'Italie, devait être exempt des passions politiques et des préventions qui aveuglaient ses compatriotes, voyait avec un profond regret ceux-ci se coaliser avec la France; il prédisait les suites funestes de cette alliance dans une lettre à un Vénitien de ses amis, ancien ambassadeur à la cour d'Espagne : « Le roi de France, » disait-il, « après avoir dîné du duc de Milan, soupera de vous. »

[2] Louis XII, en récompense des bons offices du pape dans l'affaire de son divorce d'avec l'infortunée Jeanne de France, promit à César Borgia le duché de Valence en Dauphiné, avec un revenu de 20,000 livres, et des forces considérables pour le soutenir dans ses criminelles entreprises contre les princes de la Romagne.

Ces reproches sévères, qui probablement ne furent pas adoucis par le ton de l'envoyé, irritèrent tellement le pape qu'il voulut s'emparer de la lettre, pour la mettre en pièces, et il proféra en même temps de grossières invectives contre les royaux époux et leur ministre. Garcilasso attendit avec calme que l'orage fût passé, puis il déclara intrépidement « qu'il avait parlé comme il convenait à un fidèle sujet de la reine de Castille ; qu'il ne craindrait jamais de dire librement ce que ses souverains lui ordonneraient de dire ou ce qu'il croirait commandé par le bien de la chrétienté ; que, si sa sainteté était mécontente de ce langage, elle pouvait le renvoyer de sa cour, où d'ailleurs, selon sa conviction, sa présence était désormais inutile [1]. »

Ferdinand n'eut pas plus de succès à Venise, où il se servit de Lorenzo Suarez de la Vega, adroit diplomate, frère de Garcilasso. Les négociations furent reprises après l'occupation du Milanais par les Français ; l'ambassadeur profita de la jalousie des Vénitiens pour les engager à s'opposer résolûment aux projets de Louis XII sur Naples ; mais la république, en guerre avec les Turcs, que Sforza avait appelés dans l'espoir d'opérer une diversion en sa faveur, ne pouvait porter son attention, en ce moment, sur un autre point. Ferdinand ne réussit pas mieux auprès de l'empereur Maximilien, dont les prétentions excessives contrastaient ridicu-

[1] Garcilasso de la Vega n'avait guère, paraît-il, les manières adroites et polies du diplomate. Dans une audience que le pape lui donna ultérieurement, ainsi qu'à une ambassade spéciale de la cour de Castille, son langage brutal exaspéra le souverain pontife au point qu'il fut peut-être tenté de le faire jeter dans le Tibre. Cependant la hardiesse du Castillan fit, semble-t-il, de l'effet, car nous voyons le pape révoquer, peu de temps après, une disposition agressive qu'il avait prise en Espagne et saisir cette occasion de faire en plein consistoire l'éloge des souverains catholiques.

lement avec une autorité limitée et des ressources si peu étendues, que les Italiens l'avaient surnommé par mépris prince *di pochi denari*, ou « sans argent. » Maximilien avait été très irrité de la conquête du Milanais, à la fois à cause de ses droits impériaux et de ses relations avec Sforza, mais, avec la légèreté et la cupidité qui formaient le fond de son caractère, il se laissa, malgré les représentations de la cour de Rome, séduire par Louis XII, avec lequel il conclut une trêve que celui-ci mit à profit pour tenter son entreprise sur Naples.

Débarrassé des adversaires qu'il redoutait le plus, le monarque français fit rapidement ses préparatifs, dont il n'affecta pas de cacher le but. Le malheureux roi de Naples, Frédéric, se vit avec terreur menacé de perdre une couronne qu'il venait à peine de placer sur sa tête; abandonné de tous, il ne savait où se réfugier pour échapper à l'orage qui grondait. Le trésor était à sec; la dernière guerre avait épuisé les ressources du pays; ses sujets, quoiqu'ils lui fussent attachés, étaient trop familiarisés avec les révolutions pour se soucier de risquer leur vie et leur fortune. Ses compatriotes, les Italiens, favorisaient ses ennemis, et son plus proche voisin, le pape, lui avait voué, pour des motifs personnels, une haine implacable [1]. Il avait peu de confiance dans Ferdinand, son allié naturel et son parent, qui avait toujours, il le savait, considéré le trône de Naples comme son bien légitime. Dans cette situation, Frédéric résolut de s'adresser directement à Louis XII, qu'il essaya de désarmer

[1] Alexandre VI avait demandé la main de Carlotta, fille du roi Frédéric, pour son fils, César Borgia, mais c'était là un sacrifice contre lequel l'orgueil et l'affection paternelle se révoltaient également; cette offense ne pouvait être pardonnée par les implacables Borgia.



au prix des concessions les plus humiliantes; il offrit de lui payer annuellement un tribut et de lui livrer quelques-unes des principales forteresses du royaume. Ces avances ayant été froidement reçues, il n'écouta plus que son désespoir et appela à son secours le sultan Bajazet, la terreur de la chrétienté, auquel il demanda des forces suffisantes pour résister à ses ennemis; mais cette démarche n'eut d'autre résultat que de fournir à ceux-ci, qui ne manquèrent pas d'en tirer un bon parti, un sujet d'accusation contre lui.

Pendant ce temps, le gouvernement espagnol faisait faire, par son ministre résident ou par des agents accrédités à cet effet, les plus vives remontrances contre les projets déclarés de Louis XII; il alla jusqu'à garantir le paiement du tribut offert par Frédéric; mais l'ambitieux monarque, sourd à la voix de la prudence et même du simple bon sens, refusa de jouir des fruits d'une victoire remportée sans coup férir.

Ferdinand se trouvait donc dans l'alternative, ou de laisser le champ libre au roi de France, ou de prendre contre celui-ci la défense de son parent; dans le premier cas, il laissait un rival puissant et ambitieux s'installer aux portes de la Sicile, ce qu'il ne pouvait permettre; dans le second, il soutenait de nouveau une cause opposée à la sienne, ce qui ne lui plaisait pas beaucoup. Un troisième expédient se présentait, le partage du royaume, dont il s'était agi dans les négociations avec Charles VIII; de cette manière, si Ferdinand n'arrachait pas à Louis XII la proie convoitée par celui-ci, il la partageait du moins avec lui[1].

[1] Voyez plus haut, p. 67. Ferdinand nourrissait, paraît-il, le projet de visiter en personne l'Italie; cela résulte d'une lettre ou plutôt d'un mémoire travaillé, dans lequel Garcilasso de la Vega expose différentes considérations pour détourner son maître de ce dessein. Dans ce docu-

L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Gralla, reçut l'ordre de sonder le gouvernement français sur ce point, mais non officiellement; Ferdinand prit soin, en même temps, de se faire des partisans parmi les conseillers du monarque français [1]. La nouvelle qu'une flotte considérable était équipée dans le port de Malaga, donna plus d'autorité aux paroles de Gralla; cette flotte était destinée en apparence à défendre les possessions vénitiennes dans le Levant, mais elle devait, en réalité, protéger la Sicile et porter rapidement les troupes espagnoles sur tous les points où leur présence pourrait être réclamée; elle se composait d'environ soixante vaisseaux, petits et grands, et était montée par six cents hommes de cavalerie et quatre mille d'infanterie, soldats d'élite recrutés, en grande partie, parmi ces populations guerrières du nord qui avaient le moins participé aux guerres contre les Mores.

Le commandement de cette petite armée avait été confié au Grand Capitaine, Gonsalve de Cordoue, qui, depuis son retour en Espagne, avait dignement soutenu la grande réputation qu'il s'était acquise à l'étranger par ses brillants succès militaires. Une foule de volontaires, y compris les jeunes

ment, il fait connaître la politique et la force relative des États italiens, dont il regarde la moitié au moins comme étant du parti de la France; il conseille en même temps au roi de porter la guerre, loin de ses propres frontières, sur le territoire français et de paralyser ainsi les opérations de Louis XII en Italie, en le forçant de retirer de ce pays une partie de son armée. La lettre est pleine de recommandations qui révèlent un rusé diplomate, mais elle montre que l'auteur connaissait bien mieux la politique italienne que ce qui se passait en ce moment dans les cabinets de Paris et de Madrid.

[1] D'après Zurita, Ferdinand gagna Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieux et gouverneur de Paris, en lui promettant la ville de Cotron, qui avait été engagée à l'Espagne en Italie.

chevaliers de la plus haute noblesse, s'étaient rangés avec ardeur sous la bannière de ce chef éminent et populaire; nous mentionnerons particulièrement parmi eux Diego de Mendoza, fils du grand cardinal, Pedro de la Paz [1], Gonsalve Pizarre, père du fameux conquérant du Pérou, et Diego de Paredes, dont les exploits et les traits d'extravagante audace ont fourni plus d'un récit invraisemblable à la chronique et au roman. Le général quitta le port de Malaga, en mai 1500, avec l'intention de se rendre en Sicile avant de commencer ses opérations contre les Turcs.

Sur ces entrefaites, les négociations ouvertes au sujet de Naples entre la France et l'Espagne avaient abouti à un traité qui fut ratifié à Grenade, le 11 novembre 1500, et réglait le partage égal de ce royaume entre les deux puissances. Les signataires de ce traité extraordinaire, après avoir rappelé les innombrables maux résultant de la guerre et l'obligation imposée à tout chrétien de maintenir inviolablement la sainte paix qui leur a été léguée par le Sauveur, déclarent que nul autre roi que ceux de France et d'Aragon, n'a des droits sur la couronne de Naples; quant à Frédéric, comme il a compromis la sûreté de toute la chrétienté en appelant les plus implacables ennemis qu'elle possède, les Turcs, les deux monarques, afin de la préserver d'un danger imminent et de la guerre, se sont entendus pour prendre possession du royaume et le partager entre eux. Il est donc convenu que la partie septentrionale, y compris la terre de

[1] Ce cavalier, un des plus vaillants capitaines de l'armée, était si petit de taille, qu'à cheval il disparaissait presque derrière la selle haute alors en vogue, ce qui, d'après Brantôme, fit dire à un plaisant, auquel on demandait s'il avait vu passer don Pedro de Paz, « qu'il avait vu un cheval et une selle, mais pas de cavalier. »

Labour et les Abruzzes, sera donnée au roi de France, avec le titre de roi de Naples et de Jérusalem, et que la partie méridionale, comprenant la Pouille et les Calabres, appartiendra au roi d'Espagne, avec le titre de duc de ces provinces. La *dogana*, taxe considérable sur les troupeaux de la Capitanate, sera recueillie par des agents du gouvernement espagnol, et la moitié du produit reviendra au gouvernement français. Enfin, si l'une des parties possède un territoire plus étendu que l'autre, des arrangements seront pris pour qu'elles jouissent des mêmes revenus. Cette convention devait être tenue secrète jusqu'au jour où les puissances alliées auraient terminé leurs préparatifs pour occuper simultanément le royaume de Naples.

Telles étaient les stipulations de ce fameux traité, par lequel deux rois européens démembrèrent et se partagèrent de sang-froid les États d'un troisième, qui ne leur avait donné aucun sujet de mécontentement et était en paix avec eux. On a vu, dans ces derniers temps, des exemples d'un pareil brigandage politique, pour appeler la chose par son vrai nom, mais jamais les vols ne furent commis sous de plus faibles prétextes ou ne se couvrirent plus odieusement du voile de l'hypocrisie. On a surtout jeté le blâme sur le roi d'Espagne, parent du malheureux Frédéric; ce monarque pouvait cependant invoquer certaines circonstances atténuantes que n'avait pas Louis.

Les Aragonais avaient toujours considéré le testament fait par l'oncle de Ferdinand, Alphonse V, en faveur de son fils naturel, comme illégal et nul; le royaume de Naples avait été conquis, au prix de leur sang, et, par conséquent, était la légitime propriété de leurs princes. Des dissensions intestines avaient empêché Jean II, à la mort de son frère, de

réclamer son bien, les armes à la main ; de semblables motifs avaient jusqu'alors déterminé son fils, Ferdinand le Catholique, à tolérer l'usurpation commise par la branche bâtarde de sa famille. A l'avénement de Frédéric, il avait paru disposé à revendiquer ses droits, mais les nouvelles qu'il avait reçues de ce pays l'avaient engagé à attendre un moment plus favorable[1] ; il n'avait fait toutefois qu'ajourner ses projets, sans y renoncer. Il avait soigneusement évité de prendre des arrangements qui l'eussent forcé de suivre une politique différente ; c'est ainsi que, pour ne pas unir ses intérêts à ceux de Frédéric, il avait refusé, malgré les vives sollicitations de celui-ci, de donner sa troisième fille, l'infante Marie, au duc de Calabre, héritier présomptif de la couronne de Naples. Ces dispositions de Ferdinand, loin d'être dissimulées, étaient bien comprises à Naples, comme nous l'apprennent des historiens de ce royaume.

On pourrait croire que le couronnement successif de quatre princes, solennellement reconnus par le peuple, avait racheté l'insuffisance de leurs titres, si évidente qu'elle fût ; mais on remarquera, et c'est une excuse pour les deux rois de France et d'Espagne, que les règles en matière de succession au trône étaient imparfaitement établies à cette époque ; que le serment de fidélité était prêté trop facilement par les Napolitains, pour qu'il eût chez ce peuple autant d'importance que chez d'autres, et qu'enfin le droit dérivé de la possession était fort affaibli par ce fait que la branche bâtarde de la maison d'Aragon avait régné tout au plus quarante ans, laps de temps beaucoup moins long que celui après lequel la maison d'York avait, peu d'années auparavant,

[1] Voyez plus haut, page 67.

contesté avec succès les droits de celle de Lancastre. On pourrait ajouter que les sentiments de Ferdinand à cet égard étaient ceux de la nation tout entière, et nous n'avons rencontré dans aucun écrivain contemporain le moindre doute sur les titres de ce monarque, que plusieurs soutiennent avec chaleur. Il convient cependant de dire que les étrangers, juges plus impartiaux, blâmèrent la conduite des deux monarques; ceux-ci d'ailleurs semblaient craindre de pareils reproches, comme on le voit au soin avec lequel ils cherchent à échapper à la réprobation publique, en couvrant hypocritement leurs projets ambitieux du manteau de la religion.

Avant la fin des conférences relatives au traité, la flotte espagnole, après avoir été retenue deux mois en Sicile, où elle fut renforcée par deux mille recrues, qui avaient servi comme mercenaires en Italie, partit pour la Morée, le 21 septembre 1500. L'escadre turque, ancrée devant Napoli de Romanie, sans attendre l'ennemi, leva le siége et se retira précipitamment vers Constantinople. Gonsalve, unissant alors ses forces à celles des Vénitiens, qui stationnaient à Corfou, se dirigea aussitôt vers l'île de Céphalonie, dans l'intention d'assiéger Saint-George, place forte enlevée récemment à la république par les musulmans[1].

Cette ville, située sur un rocher, dans une position imprenable, était défendue par quatre cents Turcs, tous vieux

[1] Gonsalve fut retenu fort inopinément à Messine, où il était arrivé le 19 juillet, par différents embarras mentionnés dans sa correspondance avec les souverains, et dont un des plus grands fut la difficulté d'approvisionner ses troupes; la population de l'île ne lui témoignait aucune bienveillance. Les obstacles se multiplièrent au point qu'on les eût dit suscités par le diable lui-même; Gonsalve indique entre autres la froideur du vice-roi. Une partie de ces lettres sont, comme d'ordinaire, en chiffres.

soldats, prêts à mourir plutôt que de se rendre. Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de ce siége, qui donna occasion aux assiégeants et aux assiégés de déployer un héroïsme, un talent extraordinaires, et qui dura près de deux mois, malgré des privations de tout genre pour ces braves soldats et les rigueurs d'un hiver froid et orageux.

A la fin, impatientés de ce funeste retard, Gonsalve et l'amiral vénitien, Pesaro, résolurent d'attaquer simultanément la ville, de deux côtés différents. Les remparts avaient déjà été minés par Pedro Navarro, qui, dans les guerres d'Italie, se fit une si grande réputation dans l'art, peu connu encore, de pratiquer des mines. Les canons des Vénitiens, plus grands et mieux servis que ceux des Espagnols, avaient ouvert dans les murs une brèche, que les assiégés avaient momentanément réparée comme ils l'avaient pu. Le signal donné à l'heure convenue, les deux armées, protégées par un feu roulant d'artillerie, s'élancèrent intrépidement à l'assaut. Les Turcs soutinrent cette attaque avec une inébranlable résolution, comblant la brèche avec les corps de leurs camarades morts ou mourants, et faisant pleuvoir sur la tête des assaillants des balles, des flèches, de l'huile bouillante, du soufre enflammé et toute espèce de projectiles. Mais ils ne purent résister à l'énergie désespérée d'adversaires trop nombreux. Quelques-uns des assiégeants passèrent par la brèche, d'autres escaladèrent les remparts, et, après une courte et sanglante lutte, la garnison, dont les quatre cinquièmes avaient péri avec son intrépide commandant, fut écrasée. Les bannières victorieuses de Saint-Jacques et de Saint-Marc flottèrent triomphalement côte à côte sur les tours de la ville.

La prise de cette place, quoiqu'elle eût coûté cher aux

assiégeants qui avaient été tenus longtemps en échec par une poignée de braves soldats, fut très utile aux Vénitiens; c'était le premier revers subi par Bajazet, qui avait conquis l'une après l'autre les forteresses de la république, menacée de perdre toutes ses colonies dans le Levant. La promptitude et la vigueur avec lesquelles il avait pris la défense d'un État chrétien contre les Turcs, valurent à Ferdinand, dans toute l'Europe, une grande réputation, et précisément celle d'être le zélé défenseur de la foi, gloire qu'il recherchait; sa conduite contrastait avec la lâcheté dont les autres princes de la chrétienté avaient fait preuve.

Venise était rentrée en possession de l'île de Céphalonie, et le Grand Capitaine, ayant accompli sa mission, repartit pour la Sicile, au commencement de l'année suivante, 1501. Peu de temps après son retour, il reçut une ambassade qui venait le remercier au nom des Vénitiens; ceux-ci, pour lui témoigner leur reconnaissance, avaient inscrit son nom sur le livre d'or de leur république, et lui envoyaient une vaisselle magnifique, de précieuses étoffes de soie et de velours, et plusieurs chevaux turcs. Gonsalve accepta gracieusement les honneurs, mais distribua les riches objets qu'on lui offrait, à l'exception de quelques pièces d'argenterie, entre ses amis et ses soldats.

Sur ces entrefaites, Louis XII, ayant terminé ses préparatifs pour envahir le royaume de Naples, passa les Alpes, le 1er juin 1501, à la tête d'une armée composée de mille lances et de dix mille fantassins suisses et gascons. En même temps, une flotte considérable, portant six mille cinq cents hommes de troupes, sortait du port de Gênes, sous le commandement de Philippe de Ravenstein, et se dirigeait vers Naples. Les forces de terre étaient sous les ordres du sire

d'Aubigny, officier brave et expérimenté qui avait lutté contre Gonsalve, dans la campagne de Calabre.

Dès l'entrée de d'Aubigny sur le territoire pontifical, les ambassadeurs de France et d'Espagne notifièrent à Alexandre VI et au sacré-collége le traité réglant le partage du royaume de Naples entre les souverains, leurs maîtres; ils prièrent sa sainteté de le confirmer et d'accorder à ceux-ci l'investiture de leurs nouveaux domaines. Le pape, qui savait bien son rôle, accéda à cette demande très raisonnable, déclarant n'avoir d'autres motifs pour s'y rendre que les intentions pieuses exprimées par les deux monarques et la déloyauté de Frédéric qui, en trahissant la cause chrétienne, avait perdu tout droit, si même il en avait jamais eu, sur la couronne de Naples.

Depuis l'heure où les Français étaient descendus dans les plaines de la Lombardie, toute l'Italie avait les yeux fixés avec inquiétude sur Gonsalve et l'armée de Sicile. Les préparatifs faits ouvertement par Louis XII avaient révélé partout ses projets, tandis que ceux de Ferdinand étaient couverts d'un secret impénétrable. On ne doutait guère que le roi d'Espagne ne s'empressât de défendre son cousin contre une invasion qui menaçait peut-être ses propres possessions italiennes, et l'on s'attendait à ce que les troupes espagnoles se joignissent immédiatement à celles de Frédéric pour écraser l'ennemi, sans lui donner le temps de prendre pied sur le territoire napolitain. Aussi l'étonnement fut-il extrême, lorsque, l'illusion se dissipant, on vit l'Espagne agir d'accord avec la France pour accabler leur commune victime; on ne pouvait croire, dit Guichardin, que Louis XII eût été assez aveugle pour préférer au vasselage offert par Frédéric et à une souveraineté réelle,

un partage avec un rival aussi dangereux et aussi rusé que Ferdinand.

Le malheureux roi de Naples, qui avait été averti au dernier moment des dispositions hostiles du gouvernement espagnol à son égard [1], ne savait où se réfugier pour échapper à l'orage qui le menaçait de tous côtés; il leva des troupes en toute hâte et décida de livrer bataille à son plus proche ennemi. L'armée française s'était remise en marche, le 28 juin; avant son départ de Rome, une querelle s'était engagée entre des soldats français et des Espagnols habitant cette capitale, au sujet des droits des deux souverains sur la couronne de Frédéric; des paroles on en était venu aux coups et bien du sang avait été versé avant que l'ordre fût rétabli, triste augure pour la durée d'une alliance conclue au prix d'une iniquité.

Le 8 juillet, les Français passèrent la frontière napolitaine. Frédéric, qui avait pris position à San-Germano, ne se voyant pas en forces pour leur résister, se retira vers la capitale. Les envahissenrs avancèrent, prenant coup sur coup toutes les forteresses, presque sans coup férir; ils furent quelque temps arrêtés devant Capoue. Pendant les pourparlers engagés pour la reddition de cette place, ils parvinrent à s'y introduire et, donnant un libre cours à des passions sauvages, massacrèrent sept mille habitants dans les rues et outragèrent odieusement les femmes et les filles

[1] Au mois d'avril, le roi de Naples reçut de ses envoyés en Espagne des lettres écrites par ordre du roi Ferdinand, pour l'informer qu'il n'avait rien à attendre de celui-ci, en cas d'une invasion française sur son territoire. Frédéric se plaignit avec amertume que cet avertissement lui eût été donné si tard, ce qui empêcha, en effet, un arrangement qu'il eût pu faire autrement avec Louis XII.

des Capouans. C'est en cette occasion que le fils d'Alexandre VI, l'infâme César Borgia, choisit quarante des plus belles prisonnières de haut rang, qu'il envoya à Rome pour garnir son sérail. L'horrible sort de Capoue découragea la résistance, mais il fit exécrer partout les Français, et plus tard l'horreur qu'ils avaient inspirée leur fut des plus funestes, dans leur lutte contre les Espagnols.

Frédéric, affligé d'avoir attiré sur ses sujets tant de calamités, abandonna sa capitale, sans tenter de la défendre, et se retira dans l'île d'Ischia ; bientôt après, suivant le conseil de l'amiral Ravenstein, il accepta un sauf-conduit pour se rendre en France et se confia, en octobre 1501, à la générosité de Louis XII. Celui-ci le reçut gracieusement et lui conféra le duché d'Anjou, avec une forte pension, qui, à l'honneur du monarque français, continua à être servie à ce prince, longtemps après qu'il avait perdu tout espoir de recouvrer jamais sa couronne. Toutefois, malgré cette conduite magnanime, Louis surveillait son hôte avec inquiétude; sous prétexte de lui témoigner plus de respect, il lui donna des gardes et le retint ainsi dans une espèce de captivité jusqu'à sa mort, qui arriva peu de temps après, en 1504.

La branche illégitime de la maison d'Aragon avait cessé de régner sur Naples; Frédéric fut le dernier de ces rois qui, de quelque manière qu'on les juge à un autre point de vue, protégèrent généreusement les lettres et répandirent ainsi un vif éclat sur une époque de troubles et de violences. On aurait pu croire qu'un prince aussi bienfaisant, aussi accompli, aurait contribué davantage à l'amélioration morale de son peuple, en calmant les passions qui avaient si longtemps fermenté au cœur de celui-ci; mais sa douceur ne convenait

pas au temps désastreux où il vécut, et probablement Frédéric fut plus heureux dans la tranquille retraite où il passa la fin de sa vie, cultivant les lettres et recevant les consolations d'amis éprouvés par l'adversité [1], qu'il ne l'avait été sur le trône, objet d'admiration et d'envie pour tous.

Au commencement de mars, Gonsalve de Cordoue avait reçu pour la première fois communication officielle du traité de partage et de sa nomination comme lieutenant-général dans les Calabres et la Pouille. Il regretta d'être forcé d'attaquer un prince qu'il estimait et avec lequel il avait entretenu autrefois des relations intimes. En loyal chevalier, il rendit à Frédéric, avant l'ouverture des hostilités, le duché de Saint-Angel et les autres domaines qui lui avaient été donnés en récompense de ses services dans la dernière guerre; il pria en même temps le monarque de le relever du serment de fidélité qu'il lui avait prêté autrefois. Le généreux prince s'empressa d'accéder à cette dernière demande, mais il voulut que Gonsalve conservât ses terres, qui étaient d'ailleurs une faible récompense pour les services que celui-ci lui avait rendus.

L'armée réunie à Messine se composait de trois cents hommes de grosse cavalerie, de trois cents chevau-légers et de trois mille huit cents fantassins, outre un petit corps de vétérans espagnols, que Garcilasso de la Vega avait recruté en Italie. C'était une petite armée, mais ces soldats étaient

[1] Le lecteur connaît certainement le poète napolitain Sannazar, dont la fidélité à son royal maître forme un si brillant contraste avec la conduite de Pontano et de tant de ses pareils, chez qui la gratitude ne s'échauffe qu'au soleil d'une cour; ses différents épanchements poétiques rendent aux vertus de l'infortuné prince un noble témoignage, d'autant moins suspect que celui-ci était alors dans l'adversité.

bien disciplinés, familiarisés avec les fatigues et les dangers de la guerre. Le 5 juillet, le Grand Capitaine débarqua à Tropæa et commença la conquête de la Calabre, ordonnant à la flotte de longer les côtes, afin de lui porter secours quand il serait nécessaire. Il connaissait le terrain et, grâce aux anciennes relations qu'il avait nouées dans le pays et aux fortes positions que le gouvernement espagnol avait conservées pour s'indemniser des frais de la dernière guerre, il fit des progrès rapides; malgré l'opposition ou la froideur des grands seigneurs angevins qui résidaient dans les provinces, il s'empara en moins d'un mois des deux Calabres, à l'exception de Tarente.

Cette ville, célèbre dans l'antiquité par le siége qu'elle soutint contre Annibal, était de la plus haute importance. Frédéric y avait envoyé son fils aîné, le duc de Calabre, âgé d'environ quatorze ans, avec une forte garnison, sous les ordres de Jean de Guevara, comte de Potenza; il regardait cette place comme le lieu le plus sûr de tout son royaume. Indépendamment de la solidité de ses ouvrages de défense, Tarente, par sa position naturelle, était presque inaccessible à l'ennemi; elle ne communiquait avec le dehors que par deux ponts placés aux deux extrémités de la ville et commandés par de fortes tours; d'un autre côté, elle pouvait facilement recevoir des vivres par mer.

Gonsalve vit qu'il n'y avait d'autre moyen de réduire la place que le blocus; si désagréable que fût tout retard, il se prépara à faire un siége en règle et ordonna à la flotte de doubler la pointe méridionale de la Calabre et de bloquer le port de Tarente. En même temps, il faisait construire des ouvrages qui commandaient les avenues de la ville et coupait à celle-ci toutes communications avec les environs;

mais elle était bien ravitaillée, et la garnison était décidée à se défendre jusqu'au bout.

Rien ne met à une plus rude épreuve la patience et la discipline du soldat, qu'une vie oisive, sans aucune de ces escarmouches, de ces faits d'armes qui entretiennent l'ardeur du guerrier, en satisfaisant sa cupidité ou son ambition. Les Castillans, renfermés dans leurs retranchements et fatigués de leur inaction, envièrent souvent le sort des aventuriers que César Borgia enrôlait dans le centre de l'Italie, leur promettant une solde magnifique et le pillage. Le fils d'Alexandre VI recherchait surtout les vétérans espagnols, dont il connaissait la valeur, car ils avaient servi sous sa bannière, dans ses querelles avec les princes italiens. Gonsalve voyait chaque jour déserter des soldats, séduits par ses promesses, et ceux qui restaient se montraient de plus en plus mécontents de ne pas recevoir les forts arriérés qui leur étaient dus. Nous avons déjà dit que Ferdinand conduisait ses opérations avec une parcimonie bien différente de la générosité de la reine, toujours prête à faire les sacrifices nécessaires [1].

Un incident vulgaire fit, en ce moment, dégénérer ce mécontentement sourd en une mutinerie ouverte. La flotte française, après la prise de Naples, avait été envoyée dans le Levant pour assister les Vénitiens contre les Turcs. Ravenstein, jaloux d'éclipser la gloire du Grand Capitaine, tourna ses armes contre Mitylène qu'il voulait rendre à la

[1] L'ambassadeur d'Espagne à Vienne, don Juan Manuel, connaissait bien son maître, paraît-il, sous ce rapport; il dit à l'empereur Maximilien, qui avait demandé à l'Espagne un prêt de 300,000 ducats, qu'il ne faudrait pas plus d'argent à Ferdinand pour faire la conquête de l'Italie et de l'Afrique par dessus le marché.

république; il échoua complétement dans cette attaque; peu de temps après, sa flotte fut dispersée par une tempête et le vaisseau qu'il montait sombra près de l'île de Cérigo. Il réussit ensuite à gagner, avec plusieurs de ses principaux officiers, les côtes de la Calabre, où il débarqua dans le dénuement le plus complet. Gonsalve, touché de son infortune, ne fut pas plus tôt informé de sa détresse, qu'il lui envoya des provisions en abondance, avec un service d'argenterie et des vêtements de prix pour l'amiral et ses compagnons; il avait plus consulté, en cette circonstance, sa générosité que le mauvais état de ses finances.

Ces libéralités excessives étaient fort inopportunes. Les Espagnols se plaignirent hautement que leur général se montrait prodigue envers les étrangers, tandis qu'eux-mêmes n'étaient pas payés. Les Biscaïens, qui faisaient dire au Grand Capitaine, « qu'il aimerait mieux garder des lions que d'entreprendre de les gouverner, » donnèrent le signal de la révolte. Ce fut bientôt une insurrection ouverte; les soldats, se formant en rangs, allèrent trouver leur général et réclamèrent le paiement de leurs arriérés. Un misérable, plus insolent que les autres, dirigea sa pique contre la poitrine de son chef, avec des regards furieux et menaçants. Gonsalve, conservant son sang-froid, écarta l'arme, en souriant et s'écriant : « Plus haut, maladroit, plus haut; vous pourriez me blesser en jouant. » Comme il protestait de nouveau qu'il manquait d'argent, mais qu'il comptait en recevoir bientôt, un capitaine biscaïen lui répondit: « Vendez votre fille et vous aurez bientôt de l'argent! » Cette fille, nommée Elvire, était tendrement aimée de son père qui l'amenait avec lui, dans ses campagnes. Quoique profondément blessé de cette insolence, le général ne répliqua pas

et, toujours impassible, il continua à parlementer sur le même ton avec les mutins, qui consentirent enfin à se disperser et à rentrer dans leurs quartiers. Le lendemain matin, l'armée aperçut l'officier biscaïen pendu à une des fenêtres de la maison où il était logé; ce hideux spectacle lui apprit qu'il y avait des bornes à la patience de son chef.

Un événement imprévu qui survint en ce moment contribua plus que cet exemple de sévérité à calmer les soldats; ce fut la capture d'un galion génois, avec une riche cargaison, principalement du fer, en destination, disait-on, pour un port turc du Levant. Gonsalve, mû, sans doute, par son zèle pour l'Église, fit saisir ce vaisseau et vendre la cargaison au profit de ses troupes. Jove excuse charitablement cet acte d'hostilité envers une puissance amie, en faisant observer que « le Grand Capitaine avait coutume de dire, lorsqu'il commettait une illégalité : « Un général doit s'assurer de la « victoire par tous les moyens, bons ou mauvais; il peut « ensuite indemniser dix fois ceux qu'il a lésés. »

La durée inattendue du siége de Tarente décida enfin Gonsalve à prendre des mesures plus vigoureuses pour le mener promptement à bonne fin. La ville, dont nous avons déjà fait remarquer la situation isolée, était couverte au nord par un lac ou plutôt un bras de mer, formant un excellent port intérieur et ayant environ dix-huit milles de circonférence. Les habitants, croyant ce côté parfaitement défendu, avaient négligé de le fortifier, et des maisons même s'élevaient au bord de l'eau. Le général espagnol résolut de faire transporter dans ce lac ceux de ses vaisseaux qui pourraient passer par l'isthme étroit qui rattachait celui-ci à la mer.

Avec des peines incroyables, on chargea vingt petits bâtiments sur des chars immenses, qui les portèrent jusqu'au

port intérieur, où on les fit descendre au bruit du canon et au son de la musique, au milieu des acclamations de l'armée assiégeante. Les Tarentins virent avec consternation s'avancer par terre vers leur ville, du côté où elle était le moins bien défendue, cette flotte que naguère encore ils bravaient du haut de leurs remparts imprenables [1].

Le commandant napolitain vit qu'il était impossible de tenir plus longtemps, sans exposer les jours du jeune prince confié à ses soins; il entra donc en négociations avec l'ennemi, et, pendant l'armistice, signa une capitulation, aux termes de laquelle le duc de Calabre et ses compagnons pouvaient sortir de la ville et se retirer partout où ils le voudraient. Le général espagnol, pour donner plus de solennité à ses engagements, jura sur l'hostie sainte de les observer.

Le 1er mars 1502, l'armée castillane entra à Tarente, comme il avait été convenu, et le duc de Calabre partit avec sa suite, dans l'intention d'aller rejoindre son père en France. Sur ces entrefaites, Gonsalve reçut du roi Ferdinand l'ordre de ne laisser à aucun prix échapper le jeune prince, otage trop précieux pour que le gouvernement espagnol consentît à le perdre. Le général fit donc poursuivre le duc, qui était arrivé avec son compagnon, le comte de Potenza, aux bords du Bitonto, et se dirigeait vers le nord; il fut arrêté et ramené à Tarente. Peu de temps après, Gonsalve le fit embarquer à bord d'un des vaisseaux de guerre qui station-

[1] Gonsalve se souvint, sans doute, en cette occasion, d'un expédient semblable imaginé par Annibal. César rapporte qu'il se servit du même moyen dans ses guerres en Espagne, mais les vaisseaux qu'il fit transporter par terre, à la distance de vingt milles, étaient bien moins grands que ceux de Gonsalve.

naient dans le port et, au mépris de sa parole si solennellement donnée, l'envoya comme prisonnier en Espagne.

Les écrivains castillans ont tenté plusieurs fois, mais sans succès, de colorer cet acte odieux de perfidie, commis par leur héros favori. Zurita cherche à l'excuser, en prétendant que le fils de Frédéric avait écrit à Gonsalve, lui demandant de le traiter de cette manière, parce qu'il aimait mieux vivre en Espagne qu'en France, mais qu'il ne pouvait décemment agir contrairement aux désirs de son père; si une pareille lettre fut réellement écrite, l'extrême jeunesse du prince y donnait peu d'importance et rien n'excuse la conduite du général espagnol. Paul Jove s'explique autrement; d'après lui, le Grand Capitaine, ne sachant quel parti prendre, consulta certains juristes éclairés, qui furent d'avis « que Gonsalve n'était pas lié par son serment, puisque celui-ci était contraire à ses obligations supérieures envers son maître, et que le roi n'était pas non plus lié par des engagements pris à son insu! » L'homme qui confie son honneur à l'arbitrage des casuistes l'a déjà trahi[1].

On ne peut trouver d'excuse à cet acte que dans l'immoralité et la corruption de cette époque, riche en exemples de violation flagrante de la foi publique et privée. Cette perfidie

[1] Dans la correspondance de Gonsalve il y a une lettre qu'il écrivit aux souverains, peu de temps après l'occupation de Tarente, et dans laquelle il parle des efforts qu'il avait faits pour gagner le duc de Calabre aux intérêts de l'Espagne; il se montre confiant dans son ascendant sur ce jeune prince et affirme que celui-ci sera content de rester auprès de lui, jusqu'à ce que lui-même ait reçu d'Espagne des instructions sur la conduite suivre à son égard. En même temps, le Grand Capitaine prenait soin d'exercer une surveillance sur le duc, au moyen des serviteurs attachés à sa personne; nous ne trouvons aucune allusion à des promesses qu'il aurait faites à celui-ci sous serment.



n'eût pas étonné chez un Sforza ou un Borgia, mais, commise par un homme tel que Gonsalve, d'un caractère noble et magnanime, d'une vie exemplaire, d'une réputation intacte, elle excita partout, même dans ce temps, l'étonnement et la réprobation; elle a imprimé à son nom une tache que l'histoire ne peut cacher.

CHAPITRE XI.

RUPTURE AVEC LA FRANCE.

(1502-1503)

Rupture entre la France et l'Espagne. — Retraite de Gonsalve à Barletta. — Caractère chevaleresque de la guerre. — Tournoi près de Trani. — Rencontre entre Bayard et Sotomayor. — Détresse des Espagnols à Barletta. — Leur résolution. — Prise de Ruvo par Gonsalve. — Préparatifs de départ à Barletta.

On ne devait pas attendre que le traité de partage entre la France et l'Espagne, fait si manifestement au mépris de toute bonne foi, durât plus longtemps qu'il ne conviendrait aux intérêts des deux parties. Le monarque français, paraît-il, avait décidé, dès le premier moment, de n'en tenir aucun compte, une fois en possession de sa moitié de royaume, et, à la cour de Castille, les esprits clairvoyants prévoyaient que Ferdinand en ferait tout autant, lorsqu'il serait en mesure de revendiquer ses droits avec succès.

Les deux parties eussent-elles même été de bonne foi, un arrangement qui démembrait si violemment un État ancien, ne pouvait guère subsister longtemps, et mille sujets de contestation devaient surgir entre deux rivaux placés en

présence, les armes à la main, et convoitant un riche butin, que chacun réclamait comme lui appartenant. Aussi une rupture était-elle inévitable; elle éclata plus tôt peut-être qu'on ne l'avait prévu et avant que le roi d'Aragon ne fût prêt à la lutte.

Cette rupture eut pour cause immédiate les termes trop vagues dans lesquels était conçu le traité, dont les bases étaient vicieuses; car la division du royaume en quatre provinces ne répondait à aucune division ancienne ni moderne; d'après cette dernière, il y avait douze provinces. La partie centrale, comprenant la Capitanate, la Basilicate et la Principauté, donna lieu à de vifs débats entre les parties, qui prétendaient chacune l'occuper, comme une partie de sa moitié. Les Français n'avaient aucun motif pour disputer à leurs rivaux la Capitanate, la première de ces provinces et de beaucoup la plus importante, à cause de la taxe prélevée sur les innombrables troupeaux qui, descendant des montagnes des Abruzzes, passaient l'hiver dans ses vallées [1]; mais il était plus difficile de dire à qui appartenaient la Basilicate et la Principauté. C'était, on peut le croire, à dessein que les signataires du traité y avaient répandu cette obscurité, lorsqu'il eût fallu se servir de termes très précis.

Gonsalve n'avait pas encore achevé la conquête de la partie méridionale du royaume et assiégeait encore Tarente, lorsqu'il apprit que les Français avaient occupé plusieurs places dans la Capitanate et dans la Basilicate. Il envoya aussitôt un corps de troupes pour protéger ces provinces et,

[1] La clause du traité de partage, d'après laquelle les Espagnols devaient percevoir la taxe sur les troupeaux, à leur descente du district français des Abruzzes dans la Capitanate, prouve suffisamment que l'intention des parties contractantes était d'assigner cette dernière province à l'Espagne.

après la prise de Tarente, il marcha vers le nord avec toute son armée, pour les couvrir; mais, comme il n'était pas prêt à commencer immédiatement les hostilités, il ouvrit des négociations, afin de gagner du moins du temps, s'il n'obtenait aucun autre avantage [1].

Comme on devait s'y attendre, il était impossible de concilier les prétentions des deux parties et de les amener à un compromis; les deux commandants en chef eurent une entrevue, le 1er avril 1502, et il y fut simplement convenu qu'ils conserveraient leurs positions, en attendant des ordres explicites de leurs gouvernements respectifs.

Aucun des deux monarques ne donna de nouvelles instructions. Ferdinand se borna à recommander à Gonsalve de retarder le plus longtemps une rupture ouverte, afin de lui donner le temps d'envoyer des renforts et de s'allier avec d'autres puissances européennes. Mais, quelles que fussent les dispositions pacifiques des deux généraux, ils ne purent contenir les passions de leurs soldats, qui, mis en présence, se regardaient avec la férocité de boule-dogues, prêts à briser leurs chaînes pour se mordre. Des actes d'agression furent bientôt commis de part et d'autre, et de part et d'autre on se les reprocha, bien qu'il y eût, paraît-il, plus de motifs de les attribuer aux Français, car ceux-ci étaient bien mieux préparés à la lutte que les Espagnols, et ils commencèrent la guerre avec tant d'ardeur qu'ils envahirent non seulement les provinces contestées, mais encore la Pouille, assignée explicitement à leurs rivaux.

La cour d'Espagne essaya vainement d'intéresser à sa

[1] Gonsalve, dans son rapport aux souverains sur ces événements, signale « l'intempérance de langage et de manières » du vice-roi et de d'Alègre; cette partie de la lettre est en chiffres.

cause les autres puissances européennes. L'empereur Maximilien, bien que mécontent de la conquête du Milanais, n'avait pas d'autre idée que celle de se faire couronner à Rome. Le pape et son fils, César Borgia, s'étaient étroitement alliés avec Louis XII, qui les avait aidés dans leurs expéditions contre les chefs de la Romagne. Les autres princes italiens, si indignés qu'ils fussent de cette infâme alliance, redoutaient trop la puissance colossale qui avait mis pied sur leur territoire, pour lui offrir aucune résistance. Venise seule, embrassant du haut de son phare lointain, pour emprunter les expressions de Martyr, tout l'horizon politique, paraissait hésiter; les ambassadeurs français la sommaient d'exécuter son traité avec leur maître et de soutenir celui-ci dans une guerre imminente, mais la prudente république voyait avec défiance l'ambition croissante de son puissant voisin et espérait secrètement que l'Aragon servirait de contrepoids à celui-ci. Martyr, qui s'arrêta à Venise, à son retour d'Égypte, parut devant le sénat, en octobre 1501, et employa toute son éloquence pour le convertir aux intérêts de ses souverains; mais on voit par les lettres dans lesquelles il suppliait ceux-ci d'expédier dans cette ville, comme ministre résident, un habile diplomate, qu'il ne se faisait pas illusion sur leur situation critique.

Les lettres de ce sagace écrivain, pendant son voyage dans le Milanais [1], sont remplies des plus sombres prédictions sur l'issue d'une lutte à laquelle les Espagnols étaient si mal préparés, tandis qu'il assistait partout, dans le nord

[1] Le ton libre et familier de la correspondance de Martyr offre un piquant exemple de l'intimité dans laquelle les souverains, contrevenant à la raide étiquette de leur cour, admettaient les hommes de science et de mérite, sans distinction de rang. — *Opus Epistolarum*, ep. 230.

de l'Italie, aux préparatifs bruyants des Français, qui annonçaient hautement leur intention de chasser leurs ennemis, non seulement du royaume de Naples, mais de la Sicile même.

Louis XII surveilla ces préparatifs en personne, et, pour se rapprocher du théâtre des opérations, il passa les Alpes, en juillet 1502, et s'établit à Asti. A la fin, toutes ses dispositions ayant été prises, il provoqua un dénouement et ordonna à son général de déclarer la guerre aux Espagnols, s'ils ne sortaient pas de la Capitanate, dans les vingt-quatre heures.

L'armée française de Naples comprenait, d'après les écrivains de cette nation, mille hommes d'armes, trois mille cinq cents Français et Lombards et trois mille fantassins suisses, outre des troupes napolitaines levées dans tout le royaume par les barons angevins. Le commandement en avait été confié au duc de Nemours, descendant de l'ancienne famille des Armagnac, jeune homme intrépide et chevaleresque, qui devait à sa parenté plus qu'à ses talents d'avoir été préféré au vieux d'Aubigny, pour occuper le poste difficile et périlleux de vice-roi. Ce dernier seigneur avait voulu donner sa démission, mais il céda aux instances du roi, qui le pria de ne pas se retirer au moment même où ses conseils étaient plus que jamais nécessaires pour suppléer à l'inexpérience du duc. Toutefois la jalousie et l'obstination de celui-ci contrarièrent les vœux du monarque, et la mésintelligence des deux chefs, soutenus chacun par un parti, amena un funeste désaccord dans leurs mouvements.

Ces officiers étaient secondés par quelques-uns des meilleurs et des plus braves chevaliers français; citons, entre autres, Jacques de Chabannes, plus connu sous le nom de sire de La Palice, favori de Louis XII, qui rendait justice à

son mérite; Louis d'Ars; Ives d'Alègre, frère de ce Précy qui se rendit célèbre dans les guerres de Charles VIII; enfin, Pierre de Bayard, le chevalier « sans peur et sans reproche, » qui débutait alors dans une carrière glorieuse où il devait réaliser toutes les perfections imaginaires de la chevalerie.

Malgré la faiblesse numérique des Français, Gonsalve de Cordoue n'était pas en état de leur tenir tête. Il n'avait plus reçu de renforts d'Espagne, depuis le jour de son arrivée dans les Calabres; sa petite armée de vétérans n'était ni équipée ni même habillée convenablement, et il n'était pas sûr de l'obéissance de ses soldats à qui l'on devait de forts arriérés [1]. Depuis le moment où la situation avait pris un aspect menaçant, il avait, sans perdre de temps, rappelé les détachements qu'il avait disséminés dans les Calabres, et les avait réunis à Atella, dans la Basilicate, où il avait lui-même pris ses quartiers. Il était également entré en correspondance avec les barons, partisans de la maison d'Aragon, qui étaient très nombreux et très puissants dans les provinces septentrionales du royaume, assignées à la France; il fut particulièrement assez heureux pour gagner les deux Colonna, qui, par leur autorité, leurs relations de famille et leur grande expérience militaire, lui rendirent d'inestimables services [2].

Néanmoins Gonsalve, comme nous l'avons dit, n'était pas

[1] Les lettres de Martyr dans ce moment critique sont pleines de sollicitations, d'arguments, de prières, pour exciter les souverains à sortir de leur apathie et à prendre des mesures pour s'assurer l'amitié chancelante de Venise, ainsi qu'à venir plus efficacement en aide à leurs troupes en Italie. Ferdinand écouta le premier de ces conseils, mais se montra singulièrement sourd au second.

[2] Prosper Colonna, en particulier, n'était pas moins distingué par sa science militaire que par son amour pour les lettres et les arts, qu'il pro-

prêt à soutenir une lutte qu'il lui était impossible de retarder, étant sommé péremptoirement d'évacuer la Capitanate; à cette injonction, il répondit sans hésiter « que la Capitanate appartenait légitimement à son maître, et qu'avec l'aide de Dieu il la défendrait contre le roi de France et contre tout envahisseur. »

Cependant, malgré cette fière réponse, le Grand Capitaine ne jugea pas prudent d'attendre l'attaque des Français dans la position qu'il occupait; il se retira immédiatement, avec la plus grande partie de ses troupes, à Barletta, ville forte sur les confins de la Pouille et port sur l'Adriatique; il pouvait ainsi recevoir des secours par mer ou se réfugier, en cas de besoin, à bord de la flotte espagnole qui gardait les côtes de la Calabre. Il distribua le reste de son armée à Bari, Andria, Canosa et dans d'autres places voisines, où il espérait que ces troupes pourraient tenir jusqu'au moment où, ayant reçu les renforts qu'il demandait instamment à la Sicile et à l'Espagne, il pourrait engager la lutte avec ses adversaires dans des conditions plus égales.

Pendant ce temps, les officiers français différaient d'opinion au sujet du plan de campagne à suivre; quelques-uns voulaient assiéger Bari, où commandait l'illustre et infortunée Isabelle d'Aragon; d'autres, plus chevaleresques, refusaient d'attaquer une place défendue par une femme, et conseillaient de donner sur-le-champ un assaut à Barletta même, dont les remparts, vieux et en mauvais état, crouleraient bientôt, si les assiégés ne s'empressaient pas de se rendre. Le duc de Nemours, prenant un milieu entre ces

téges magnifiquement, au rapport de Tiraboschi. Paul Jove a placé son portrait dans sa galerie d'hommes illustres, qu'il peignit, il faut l'avouer, plus en historien qu'en artiste.

deux opinions, résolut d'investir cette dernière ville et de la réduire au moyen d'un blocus régulier, en lui coupant toutes communications avec le dehors. Ce plan était, sans doute, le moins acceptable de tous, car il devait avoir pour résultat de laisser se refroidir cette ardeur, cette « *furia francese,* » comme l'appelaient les Italiens, qui faisait surmonter aux Français tant d'obstacles, tandis qu'il devait faire ressortir l'inflexible résolution et le calme, l'infatigable patience qui distinguaient les Espagnols.

Le vice-roi commença par assiéger, le 2 juillet 1502, Canosa, place très forte, à l'ouest de Barletta, où étaient renfermés six cents hommes d'élite, sous les ordres de l'ingénieur Pedro Navarro. Ce vaillant officier justifia, en cette occasion, sa haute réputation ; il repoussa deux assauts successifs, conduits par Bayard, La Palice et d'autres guerriers, la fleur de la chevalerie française. Décidé à s'enterrer sous les ruines de la ville plutôt que de se rendre, il se préparait à en soutenir un troisième; mais Gonsalve, impuissant à le secourir, lui ordonna de capituler aux meilleures conditions qu'il pourrait obtenir, disant « que ce poste était trop peu important pour y sacrifier la vie des braves qui le défendaient. » Navarro obtint sans peine une capitulation honorable, et la petite garnison, réduite des deux tiers, traversa le camp des assiégeants, drapeaux flottants et musique en tête, comme pour railler la puissante armée qu'elle avait si héroïquement tenue en échec [1].

[1] Pierre Martyr dit que les Espagnols traversèrent le camp ennemi en criant : « *Espana! Espana! Viva Espana!* » — (Ubi supra.) — La bravoure des Espagnols dans la défense de Canosa leur valut de chaleureux éloges de la part de Jean d'Auton, le fidèle historiographe de Louis XII : « Je ne veulx donc par ma Chronicque mectre les biensfaicts des Espaignols

Après la prise de Canosa, d'Aubigny, toujours brouillé avec le vice-roi, fut envoyé avec un petit corps de troupes dans le sud, pour opérer la conquête des deux Calabres. Sur ces entrefaites, le duc de Nemours, ayant cherché vainement à réduire plusieurs places fortes gardées par l'ennemi, aux environs de Barletta, tenta d'affamer cette ville en dévastant les campagnes environnantes et en s'emparant des troupeaux qui parcouraient ces gras pâturages.

Les assiégés ne restèrent pas oisifs, de leur côté; ils sortirent par petits détachements, arrachèrent quelquefois à l'ennemi le butin dont il était chargé, l'inquiétèrent par de feintes attaques, l'attirèrent dans des embuscades et lui opposèrent une tactique irrégulière à laquelle il était peu habitué.

La guerre commença dès lors à prendre, en grande partie, l'aspect romanesque de celle de Grenade. Des deux côtés, les cavaliers, non contents des escarmouches ordinaires, se provoquaient à des joutes, à des tournois, où ils brûlaient d'étaler leur supériorité dans les nobles exercices de la chevalerie. Une rencontre des plus mémorables eut lieu entre onze Espagnols et onze Français, au sujet de certaines remarques injurieuses faites par des compatriotes de ceux-ci sur la cavalerie de leurs ennemis, qu'ils déclaraient inférieure à la leur. Les Vénitiens offrirent aux combattants une plaine, sur un territoire neutre, sous les murs de leur propre ville de Trani; une brillante troupe de chevaliers des deux nations devait former la garde et maintenir l'ordre du combat. Au jour fixé, 20 septembre 1502, on vit paraître les champions, armés de toutes pièces, montant des chevaux

en oubly, mais dire que pour vertueuse defence, doibvent avoir louange honorable. » — *Hist. de Louys XII*^me^, chap. II.

richement caparaçonnés et bardés de fer comme leurs maîtres. Les murs et les toits des maisons de Trani étaient couverts de spectateurs; aux abords de la lice se pressaient des guerriers des deux armées; on eût dit que, pour ceux-ci, l'honneur de leur pays dépendait à un certain point de l'issue de la lutte. Parmi les Castillans, on remarquait Diego de Paredes et Diego de Vera; leur plus illustre adversaire était le brave Bayard.

Les trompettes ayant donné le signal convenu, les combattants s'élancèrent en avant; trois Espagnols furent désarçonnés du premier coup et quatre chevaux tués, de l'autre côté. Le combat, qui avait commencé à dix heures du matin, ne devait pas, eût-on dit, se prolonger jusqu'à la nuit; longtemps avant le coucher du soleil, tous les Français, à l'exception de deux, dont l'un était Bayard, avaient vidé les arçons, et leurs chevaux, plus maltraités que les cavaliers, avaient été mis hors de combat ou tués. Les Castillans, dont sept étaient encore à cheval, serraient de près leurs adversaires, et la fortune de la journée n'était plus douteuse. Cependant, ceux-ci, se retranchant derrière les cadavres de leurs chevaux, se défendirent vigoureusement, et les assaillants s'efforcèrent en vain de faire franchir cette barrière à leurs coursiers effrayés. La nuit vint sur ces entrefaites, et comme les combattants étaient, de part et d'autre, restés maîtres du terrain, on ne décerna pas la palme de la victoire; on déclara que les uns et les autres s'étaient comportés en bons et vaillants chevaliers.

Le tournoi fini, Français et Espagnols se rejoignirent au milieu de l'arène et se donnèrent l'accolade, selon les usages de la chevalerie; ils se réunirent dans un banquet et « firent chère lie, » selon l'expression d'un ancien chroniqueur,

avant de se séparer. Le Grand Capitaine ne se montra pas satisfait de l'issue du combat. « Nous avons au moins, » lui dit un des Castillans, « rabattu la morgue de nos ennemis et leur avons prouvé que nous sommes aussi bons cavaliers qu'eux. » « Je m'attendais à mieux, » répondit froidement Gonsalve.

Un combat à outrance entre Bayard et un seigneur espagnol, nommé Alonso de Sotomayor, qui, ayant été le prisonnier de celui-ci, se plaignait d'avoir subi de mauvais traitements, eut un dénouement plus tragique. Bayard avait nié le fait et défié le Castillan de le soutenir en champ clos, à pied ou à cheval, à son choix, Sotomayor, qui le savait un excellent cavalier, préféra combattre à pied.

A l'heure et au jour fixés, 2 février 1503, les deux chevaliers entrèrent en lice, armés de l'épée et de la dague, et portant une armure complète; avec une témérité rare dans ces rencontres, ils avaient levé la visière de leur casque. Tous deux, s'agenouillant, prièrent quelque temps en silence, puis, se levant et faisant le signe de la croix, ils s'avancèrent l'un au devant de l'autre, « le bon chevalier Bayard marchant, » dit Brantôme, « d'un pas aussi léger que lorsqu'il conduisait une belle dame à la danse. »

L'Espagnol, qui était grand et robuste, essaya d'étourdir son adversaire en lui assénant des coups terribles et de le saisir à bras le corps pour le renverser. Bayard, moins fort que lui, était encore affaibli par une fièvre dont il n'était pas entièrement guéri, mais il était plus léger et plus habile; aussi réussit-il non seulement à parer les coups de Sotomayor, mais à lui en porter de temps en temps, tout en le troublant par la rapidité de ses mouvements. A la fin, le Castillan ayant perdu son équilibre par suite d'un coup mal

dirigé, Bayard le frappa au gorgerin avec tant de violence que celui-ci livra passage à son épée, qui traversa la gorge de Sotomayor. Exaspéré par la souffrance, le blessé rassembla toutes ses forces et se jeta sur le Français; tous deux roulèrent par terre et, avant qu'ils se fussent dégagés, Bayard qui avait, tout le temps, gardé son poignard dans la main gauche, tandis que son ennemi laissait le sien à sa ceinture, l'en frappa sous l'œil avec tant de vigueur qu'il traversa le cerveau de part en part. Après que les juges eurent décerné à Bayard les honneurs de la journée, les trompettes sonnèrent, selon l'habitude, pour féliciter le vainqueur, mais celui-ci leur imposa silence et, après avoir remercié Dieu à genoux, sortit à pas lents de l'arène, en disant qu'il eût été charmé de voir le combat finir autrement, pourvu que son honneur eût été préservé.

Dans ces joutes, dans ces tournois, décrits très longuement et avec chaleur par les chroniqueurs du temps, on voit briller les dernières lueurs de cet esprit chevaleresque qui éclaira les ténèbres du moyen âge. Si ces jeux paraissent grossiers, comparés aux passe-temps de siècles plus policés, la magnificence, la courtoisie, les sentiments d'honneur qui s'y déployèrent font que ces spectacles adoucissent jusqu'à un certain point la rude physionomie de cette époque.

Tandis que les Espagnols, renfermés dans les murs de l'antique cité de Barletta, cherchaient, par ces exercices ou par des incursions dans le voisinage, à rompre la monotonie de leur vie, ils souffrirent beaucoup du manque de munitions, de nourriture, d'habillements et des choses les plus nécessaires; on eût dit que leur roi les avait abandonnés à leur sort, dans cette position désespérée, sans tenter même

aucun effort pour les secourir [1]. Combien cette indifférence contrastait avec la sollicitude toute maternelle, avec laquelle la reine veillait sur ses soldats, dans la longue lutte contre Grenade! Il ne paraît pas qu'Isabelle ait pris aucune part à la direction de ces guerres, qu'elle regarda probablement, dès le premier jour, quoiqu'un grand nombre de ses sujets s'y fussent engagés, comme concernant tout aussi exclusivement l'Aragon, que les conquêtes faites dans le nouveau monde concernaient la Castille; en réalité, avec quelque intérêt qu'elle suivît ces expéditions, le mauvais état de sa santé, à cette époque, ne lui permettait pas de s'en occuper.

Gonsalve ne s'abandonna pas dans ce moment critique, et son courage parut grandir à mesure que tout lui manquait. Il s'efforça de ranimer l'ardeur de ses troupes, en leur promettant de prompts secours, en leur disant qu'il attendait de la Sicile de grandes quantités de grains, d'Espagne et de Venise des hommes et de l'argent. Il fit même, d'après Jove, courir le bruit qu'il avait dans sa chambre un grand coffre, rempli d'or, qu'il viderait en cas d'absolue nécessité; mais, ajoute l'historien, les vétérans secouaient la tête d'un air de doute, quand leur général leur parlait ainsi; cependant ils commencèrent à le croire, lorsqu'ils virent, peu de temps après, arriver de Sicile une barque chargée de blé et de Venise une autre, avec des provisions et des vêtements, que Gonsalve acheta, en son nom et en celui de ses principaux officiers, pour les distribuer gratuitement entre ses soldats.

En ce moment, le Grand Capitaine apprit avec peine qu'un faible corps de troupes, qui avait été envoyé d'Espagne

[1] D'après Martyr, les assiégés avaient tellement souffert de la faim pendant quelque temps, que Gonsalve avait formé le projet d'embarquer toute sa petite garnison sur la flotte et d'abandonner la place à l'ennemi.

à son secours, sous les ordres de don Manuel de Benavides, et s'était joint à un autre plus considérable, venant de Sicile et commandé par Hugo de Cardona, avait été surpris par d'Aubigny, près de Terranova, le 25 décembre 1502, et mis en déroute complète. Ce désastre fut suivi de la soumission des Calabres, que ce dernier général, à la tête de ses gens d'armes français et écossais, parcourut d'une extrémité à l'autre, sans rencontrer aucune opposition.

La petite garnison de Barletta voyait l'horizon s'assombrir de plus en plus autour d'elle; la défaite de Benavides lui ôtait tout espoir d'être secourue bientôt; le duc de Nemours, qui avait successivement pris la plupart des places fortes de la Pouille, lui coupait toutes communications avec les environs, et une flotte française croisant dans l'Adriatique lui faisait craindre de ne recevoir par mer ni des provisions, ni des renforts. Gonsalve cependant affectait le même enjouement, le même calme qu'auparavant, et s'efforçait de communiquer son énergie à ses soldats. Il comprenait parfaitement le caractère de ses compatriotes, connaissait toutes leurs ressources, s'efforçait de réveiller chez eux des sentiments d'honneur, de fidélité, d'orgueil, d'amour-propre national; l'empire qu'il avait pris sur eux, l'affection qu'il leur avait inspirée par la douceur de ses manières et sa générosité étaient si grands, que, pendant tout ce long et pénible siége, aucun murmure, aucun signe d'insubordination ne leur échappèrent. Mais ni la valeur des Espagnols, ni le génie du Grand Capitaine n'eussent suffi pour sauver les assiégés, sans les fautes graves commises par leurs adversaires. Gonsalve, qui jugeait bien le duc de Nemours, attendait patiemment, comme un habile tireur, le moment où son ennemi lui offrirait un point vulnérable; l'occasion qu'il

désirait se présenta enfin au commencement de l'année suivante, en janvier 1503.

Les Français, non moins fatigués que les Espagnols de leur longue inaction, sortirent de Canosa où le vice-roi avait établi ses quartiers et, passant l'Ofanto, s'avancèrent vers Barletta, dans l'intention de faire sortir la garnison de « son antre, » comme ils disaient, et de trancher le différend par une bataille rangée. Le duc de Nemours, ayant pris position, envoya donc un trompette dans la ville, pour défier le Grand Capitaine; celui-ci répondit « qu'il avait l'habitude de choisir pour se battre son temps et son terrain; qu'il saurait gré au général français de donner aux assiégés le loisir de ferrer leurs chevaux et de fourbir leurs armes. » A la fin, le duc, après être resté quelques jours sous les murs de la ville et avoir reconnu l'impossibilité d'attirer son rusé ennemi dans la plaine, leva le camp et se retira, fier de ses vaines bravades.

Le duc ne s'était pas plus tôt mis en marche, que Gonsalve, qui avait eu peine à empêcher ses soldats de s'élancer sur les provocateurs, donna ordre à Diego de Mendoza de sortir avec toute la cavalerie, qu'il fit soutenir par deux corps d'infanterie, et de poursuivre l'ennemi. Mendoza partit rapidement et, précédant les fantassins, tomba sur l'arrière-garde française à peu de distance de Barletta. Celle-ci tourna tête immédiatement pour recevoir la charge, et, après une courte escarmouche, Mendoza battit en retraite, suivi de ses imprudents adversaires, qui, par suite de leurs mouvements irréguliers, se trouvèrent séparés du gros de leur armée. Sur ces entrefaites, l'infanterie castillane, qui avait continué d'avancer, attaqua à l'improviste les Français par le flanc et les mit en désordre; au même

moment, la cavalerie, faisant rapidement volte-face à la manière des Mores, les chargea brusquement de front. Ce fut alors une déroute complète; quelques-uns tentèrent de résister, mais presque tous cherchèrent à fuir; un petit nombre de Français y réussirent, mais la plupart de ceux qui échappèrent à la mort furent emmenés prisonniers à Barletta, où Mendoza trouva le Grand Capitaine prêt à le soutenir, en cas de besoin, avec toute son armée rangée en bataille. Ce combat avait duré si peu de temps, que le vice-roi, qui conduisait la retraite en désordre et avait déjà renvoyé plusieurs bataillons d'infanterie dans les différentes villes d'où il les avait tirés, ne connut pas ce qui s'était passé avant que tout ne fût fini [1].

En ce moment, l'arrivée d'un vaisseau vénitien, chargé de blé, soulagea momentanément les assiégés [2], qui bientôt après reçurent avec joie la nouvelle d'une bataille navale, livrée près d'Otrante, entre les Espagnols, commandés par l'amiral Lezcano, et les Français, sous les ordres de Préjan; ces derniers avaient été complétement défaits et laissaient

[1] Peu de temps après cette affaire, un officier français et des gentilshommes italiens se disputèrent à la table de Gonsalve, au sujet de certaines observations injurieuses faites par le premier sur la bravoure du peuple italien; la querelle fut terminée par un combat à outrance entre treize chevaliers de chaque nation. Ce combat, livré avec l'autorisation du Grand Capitaine, qui s'intéressait vivement au succès de ses alliés, finit par la défaite des Français, qui furent tous faits prisonniers. La description de ce tournoi remplit plus de pages que la plus longue bataille chez les historiens italiens, dont l'orgueilleuse satisfaction montre qu'ils ressentaient plus profondément cette insulte que tout le mal que leur avaient fait les Français.

[2] Ce secours était dû à l'avarice du général français d'Alègre, qui, s'étant emparé d'un magasin de blé à Foggia, le vendit à un marchand vénitien, au lieu de le garder pour sa propre armée qui en avait le plus grand besoin.

le passage libre aux convois de vivres que l'on attendait chaque jour de Sicile. La fortune souriait aux Castillans; quelques jours après, sept bâtiments siciliens, chargés de grains, de farines et de différentes provisions, entraient dans le port de Barletta; les assiégés, qui avaient souffert de la faim, virent leurs forces revenir avec leur courage.

Dès lors, les Espagnols commencèrent à se montrer impatients d'accomplir de nouveaux faits d'armes. La témérité du vice-roi leur fournit bientôt une occasion. Les habitants de Castellaneta, ville près de Tarente, poussés à bout par l'insolence et les dérèglements des Français, les chassèrent et livrèrent la place aux Castillans. Le duc de Nemours, furieux de cette défection, se prépara à partir immédiatement avec toute son armée, pour tirer une vengeance exemplaire de ceux qu'il considérait comme des rebelles; il ne voulut pas écouter ses officiers, qui lui représentèrent qu'en s'éloignant il exposait les garnisons des places voisines à une attaque de leur vigilant ennemi. L'événement justifia ces appréhensions.

Aussitôt que Gonsalve eut appris le départ du vice-roi pour une expédition lointaine, il résolut d'attaquer sur-le-champ Ruvo, ville à environ douze milles de là, défendue par le brave La Palice, avec trois cents lances et autant de fantassins. Toujours prompt, il sortit de Barletta, la nuit même du jour où il avait reçu cette nouvelle, 22 février 1503, avec toute son armée, montant à près de trois mille hommes d'infanterie et mille de légère et de grosse cavalerie; il laissa si peu de soldats dans la ville que, pour s'assurer de la fidélité de celle-ci pendant son absence, il jugea prudent d'emmener quelques-uns des habitants comme otages.

Au lever du jour, les Espagnols arrivèrent devant Ruvo;

ils ouvrirent immédiatement une violente canonnade contre les vieux remparts de la place, qui, moins de quatre heures après, lui offrirent une brèche considérable. Gonsalve décida alors l'attaque; il se chargea d'emporter la brèche avec une partie de ses troupes, et confia à l'intrépide Diego de Paredes le commandement de l'autre, munie d'échelles pour monter à l'escalade.

Cependant les assaillants rencontrèrent une résistance à laquelle ils ne s'étaient pas attendus de la part d'adversaires si peu nombreux. La Palice, défendant la brèche avec une poignée de gens d'armes à pied, repoussa toutes les tentatives des Castillans, tandis que les archers gascons faisaient pleuvoir, du haut des murs, une grêle de flèches sur les ennemis; mais ceux-ci se ralliaient bientôt à la voix de leur général et revenaient à l'attaque avec une nouvelle fureur; à la fin, leur nombre augmentant toujours, ils couvrirent les remparts et chassèrent devant eux les Français, qui continuèrent de combattre çà et là, dans les rues et les maisons. Leur jeune et brave commandant, La Palice, recula, la figure tournée vers les Espagnols qui le serraient de près, jusqu'à un mur où il s'adossa, et, dans cette position, il les arrêta pendant quelque temps, la hache à la main; la lutte était trop inégale, et, à la fin, après une résistance acharnée, il fut grièvement blessé à la tête et tomba; mais, avant d'être fait prisonnier, il lança son épée par-dessus la tête de ses adversaires, refusant, en vrai chevalier, de la rendre aux manants qui le cernaient de tous côtés [1].

[1] La conduite héroïque de La Palice et tout le siége de Ruvo sont décrits par Jean d'Auton, dans un style entraînant qui rappelle le chevaleresque Froissart; il y a dans les mémoires et dans les chroniques de ce temps reculé, en France, un charme inexprimable, qui ne provient pas

Le combat avait cessé. Les femmes de Ruvo épouvantées avaient cherché un asile dans une des principales églises de la ville. Gonsalve, avec une humanité rare dans ces guerres barbares, les prit sous sa protection et les mit à l'abri des outrages de la soldatesque. Après avoir recueilli le butin et s'être assuré de ses prisonniers, il se remit en marche, sans perdre de temps, et retourna sans obstacle à Barletta.

Le duc de Nemours venait de paraître devant Castellaneta, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'attaque de Ruvo; aussitôt il repartit avec ses gens d'armes et les piquiers suisses, espérant arriver à temps pour faire lever le siége. Quel fut son étonnement, lorsqu'il ne vit plus dans cette ville aucune trace de l'ennemi, excepté le drapeau de l'Espagne flottant sur les murs. Humilié, abattu, il ne tenta plus de reprendre Castellaneta, mais il se retira et alla cacher sa honte dans les murs de Canosa.

Parmi les captifs, il y avait plusieurs personnages de haut rang; Gonsalve les traita avec sa courtoisie ordinaire, surtout La Palice, qu'il fit soigner par son propre chirurgien et dont il chercha à adoucir le sort par tous les moyens. Il ne montra pas autant de générosité envers les simples soldats, qu'il envoya tous ramer sur les galères espagnoles, où ils restèrent jusqu'à la fin de la campagne. Un malheureux différend subsistait depuis longtemps entre les commandants français et espagnols, au sujet de la rançon et de l'échange des prisonniers, et Gonsalve ne recourut probablement à cette mesure sévère, si différente de sa clémence ordinaire,

seulement du caractère pittoresque des détails, mais d'une teinte romantique répandue sur ces écrits, laquelle évoque dans notre esprit le souvenir des hauts faits « des preux chevaliers, de Paynim et des pairs de Charlemagne. »

qu'afin de ne pas encombrer une ville assiégée. Mais, en réalité, un procédé pareil, si opposé qu'il fût à toute idée d'humanité, n'était pas contraire à l'esprit d'une hautaine chevalerie, qui, réservant toutes ses faveurs pour la naissance ou le rang, se souciait peu des gens du peuple, soldats ou serfs, qu'elle livrait, sans pitié ni remords, à la merci de vainqueurs insolents et cruels.

La prise de Ruvo eut des suites importantes pour les Espagnols; outre un riche butin, consistant en vêtements, bijoux, argent, ils emmenèrent avec eux près de mille chevaux, qui donnèrent à Gonsalve les moyens d'augmenter sa cavalerie, dont la faiblesse numérique avait jusqu'alors paralysé ses mouvements. Il choisit donc sept cents hommes d'élite, qu'il transforma en cavaliers et qui brûlaient de justifier, à la première occasion, l'honneur qu'on leur avait fait.

Quelques semaines après, le Grand Capitaine reçut un renfort considérable, deux mille mercenaires allemands, recrutés, avec la permission de l'empereur Maximilien, par don Juan Manuel, ambassadeur d'Espagne à la cour d'Autriche. Gonsalve se décida alors à exécuter un projet qu'il méditait depuis longtemps; il était désormais en état de prendre l'offensive, et il n'avait pas assez de provisions pour nourrir longtemps ses troupes plus nombreuses. Il résolut donc de sortir de Barletta et, mettant à profit l'ardeur que ses soldats avaient puisée dans leurs récents succès, il se proposa de livrer immédiatement bataille à l'ennemi.

CHAPITRE XII.

BATAILLE DE CÉRIGNOLE.

(1503)

Naissance de Charles-Quint. — Voyage de Philippe le Beau et de Jeanne en Espagne. — Traité de Lyon. — Refus de Gonsalve d'y accéder. — Son arrivée devant Cérignole. — Déroute de l'armée française. — Entrée triomphale de Gonsalve à Naples.

Avant de suivre le Grand Capitaine dans ses opérations militaires, examinons rapidement ce qui se passait dans les cours de France et d'Espagne, où des négociations étaient ouvertes, en ce moment, pour mettre un terme aux hostilités.

Nous avons parlé, dans un chapitre précédent, du mariage de l'infante Jeanne, seconde fille des souverains catholiques, avec l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien et maître des Pays-Bas, qu'il avait hérités de sa mère. Le premier fruit de cette union fut Charles-Quint, né à Gand, le 24 février 1500. La reine Isabelle, en apprenant la naissance de cet enfant, avait prédit qu'il porterait un jour la cou-

ronne d'Espagne[1]; la mort prématurée de l'héritier présomptif, le prince Miguel, peu de temps après, ouvrit en effet le chemin du trône à Charles, dont la mère devait recueillir la succession des royaux époux. Ceux-ci, dès ce moment, demandèrent instamment à l'archiduc et à Jeanne de visiter l'Espagne, afin de recevoir des cortès le serment ordinaire de fidélité; ils désiraient d'ailleurs que Philippe se familiarisât avec le caractère et les institutions de ses futurs sujets. Cependant ce prince, jeune et écervelé, n'écouta pas au milieu des plaisirs la voix de l'ambition ou du devoir, et laissa s'écouler plus d'une année avant de se rendre à l'invitation de ses parents.

Vers la fin de 1501, Philippe et Jeanne se mirent en route, avec une nombreuse suite de seigneurs flamands, se proposant de traverser la France. Ils furent reçus avec une hospitalité pleine de magnificence à la cour de Louis XII, qui, par ses attentions adroites, réussit non seulement à effacer le souvenir des anciens griefs de la maison de Bourgogne[2], mais à produire l'impression la plus favorable sur l'esprit de l'archiduc[3]. Après quelques semaines passées au

[1] La reine s'exprima dans le langage de l'Écriture : « *Sors cecidit super Mathiam,* » faisant allusion à la naissance de Charles, le jour de ce saint, jour qui, si nous devons en croire Garibay, fut heureux pour ce prince durant toute sa vie.

[2] Le prédécesseur de Louis XII, Charles VIII, avait épousé Anne de Bretagne, quoiqu'elle fût déjà mariée par procuration à l'empereur Maximilien, père de Philippe, et cela au mépris de ses propres engagements envers la fille de l'empereur, Marguerite, qui tout enfant lui avait été fiancée. Cette double insulte, que Maximilien ressentit vivement, paraît n'avoir fait aucune impression sur l'esprit léger de son fils.

[3] Saint-Gelais décrit la réception cordiale faite à Philippe et à Jeanne par la cour de France, à Blois, où il se trouvait probablement lui-même. En passant par Paris, Philippe alla siéger dans le parlement comme

milieu de fêtes splendides et de divertissements de toute espèce à Blois, où Philippe confirma le traité de Trente, récemment conclu entre l'empereur, son père, et le roi de France, et stipulant le mariage de la princesse Claude, fille aînée de Louis, avec Charles, fils de l'archiduc, les jeunes époux continuèrent leur voyage et arrivèrent à Fontarabie, en Espagne, le 29 janvier 1502.

De magnifiques préparatifs avaient été faits pour la réception des augustes voyageurs. Le grand connétable de Castille, le duc de Naxara et une foule de grands du royaume étaient allés à leur rencontre, sur les frontières du pays. Dans les principales villes du nord où ils passèrent, des fêtes brillantes, des illuminations, des réjouissances publiques de toute sorte leur témoignèrent l'allégresse des populations. Une pragmatique, adoucissant la sévérité des lois somptuaires de l'époque, avait permis aux habitants de porter de la soie et des vêtements de couleurs variées; les souverains, on le voit, prenaient toutes les mesures, même les plus futiles, pour séduire l'imagination des jeunes princes en leur offrant un spectacle joyeux [1].

Ferdinand et Isabelle, qui s'occupaient en ce moment des affaires de l'Andalousie, n'eurent pas plus tôt appris l'arrivée

pair de France, et il rendit plus tard l'hommage à Louis XII, comme à son suzerain, pour ses possessions en Flandre; acte d'infériorité qui ne fut nullement du goût des historiens espagnols, lesquels insistent avec une satisfaction visible sur le refus que fit l'archiduchesse Jeanne de prendre part à la cérémonie.

[1] Cette extrême simplicité de toilette, dans laquelle Zurita discerne « la modestie du temps, » était imposée par des lois, dont la sagesse, quoi qu'on pense de leur caractère moral, peut bien être mise en doute à un point de vue économique. Nous aurons l'occasion de parler plus loin de ces lois.

de Philippe et de Jeanne, qu'ils partirent en toute hâte pour le nord; ils atteignirent Tolède, vers la fin d'avril, et, peu de jours après, la reine qui, victime de sa grandeur, avait vu emmener ses enfants, l'un après l'autre, dans des contrées lointaines, eut la satisfaction de serrer sa fille bien-aimée dans ses bras.

Le 22 mai, les cortès convoquées à Tolède prêtèrent le serment ordinaire de fidélité à l'archiduc et à son épouse. Peu de temps après, Ferdinand se rendit en Aragon, où Isabelle souffrante ne put l'accompagner, afin de préparer une reconnaissance semblable par les États de ce royaume; nous ne savons pas de quels arguments le politique monarque se servit pour écarter les scrupules manifestés autrefois par ce corps indépendant, au sujet de sa défunte fille, la reine de Portugal; il réussit complétement cette fois dans sa mission, et les jeunes époux, assurés des dispositions favorables des cortès, firent, au mois d'octobre, leur entrée en grande pompe dans l'antique cité de Saragosse. Le 27 de ce mois, après avoir juré devant le *justizia*, Jeanne, comme future reine propriétaire, et Philippe, comme son époux, de respecter les lois et les libertés du royaume, ils furent solennellement reconnus par les quatre ordres de la législature aragonaise, comme successeurs à la couronne, à défaut d'enfant mâle du roi Ferdinand. Le fait est mémorable; c'est le premier exemple dans l'histoire d'Aragon de la reconnaissance d'une femme par les cortès, comme héritière du trône [1].

[1] Pétronille, la seule femme qui s'assit jamais, en vertu de son propre droit, sur le trône d'Aragon, ne reçut jamais l'hommage des cortès comme héritière présomptive de la couronne, la coutume n'étant pas encore établie à cette époque, c'est à dire au milieu du XIIe siècle.

Au milieu des honneurs qu'on lui prodiguait, Philippe éprouvait un mécontentement secret, augmenté encore par les seigneurs de sa suite, qui le pressaient de retourner dans les Flandres, où les manières libres et affables des habitants convenaient bien mieux à ses goûts, que la réserve et le pompeux cérémonial de la cour d'Espagne. Il aimait d'ailleurs le plaisir et avait une aversion instinctive pour toute occupation sérieuse. Ferdinand et Isabelle voyaient avec regret le caractère frivole de leur gendre qui, plongé dans une mollesse efféminée, aimait à se décharger sur les autres des devoirs difficiles du gouvernement; ils remarquaient avec douleur son indifférence envers leur fille, qui, douée de peu d'attraits personnels, s'aliénait l'affection de son époux par des alternatives de passion ardente et de jalousie furieuse; cette jalousie n'était que trop justifiée, du reste, par la conduite légère du jeune prince.

Peu de temps après sa reconnaissance à Saragosse, l'archiduc annonça l'intention de retourner immédiatement dans les Pays-Bas, en repassant par la France. Les souverains, surpris de cette brusque détermination, s'efforcèrent par tous les moyens de l'y faire renoncer; ils lui représentèrent le mauvais effet que ce départ ferait sur la princesse Jeanne, qui se trouvait dans un état de grossesse trop avancée, pour pouvoir l'accompagner; ils firent ressortir l'imprudence et peut-être le danger pour lui de se livrer au roi de France, avec qui ils étaient en guerre ouverte; enfin, ils lui dirent qu'il était d'une extrême importance pour lui de s'habituer aux mœurs du pays et de se concilier l'affection d'un peuple, sur lequel il serait un jour appelé à régner.

Tout fut inutile; Philippe, sourd aux supplications de sa malheureuse épouse et aux représentations des cortès arago-

naises, encore réunies en session, partit de Madrid, au mois de décembre, avec toute sa suite flamande. Il laissa Ferdinand et Isabelle mécontents de sa légèreté d'esprit, et la reine surtout pleine d'inquiétudes pour le bonheur de sa fille, dont le sort était uni à celui d'un époux volage.

Avant son départ, l'archiduc, désirant rétablir la paix entre la France et l'Espagne, avait offert ses services à son beau-père pour régler avec Louis XII, s'il était possible, le différend relatif au royaume de Naples. Ferdinand parut peu disposé à confier une mission aussi délicate à un envoyé, dont la sagesse lui inspirait une grande méfiance, augmentée encore par la partialité bien connue du jeune prince pour le monarque français [1]. Cependant, avant d'avoir franchi la frontière, Philippe fut rejoint par un prêtre espagnol, Bernaldo Boyl, abbé de San Miguel de Cuxa, qui lui apportait de la part du roi des pleins pouvoirs pour conclure un traité avec la France, mais, en même temps, des instructions secrètes, de la nature la plus précise et la plus limitée. Il lui était d'ailleurs prescrit de ne rien faire, sans avoir pris l'avis de son révérend coadjuteur, et d'écrire immédiatement au gouvernement espagnol, si on lui soumettait des propositions différentes de celles qui étaient prévues dans ses instructions.

L'archiduc arriva à Lyon, où résidait la cour et où Louis XII le reçut avec autant d'égards qu'auparavant. Aussi les négociations aboutirent-elles bientôt à un traité définitif, rédigé à la satisfaction mutuelle des parties, mais contrairement aux ordres donnés secrètement à l'envoyé. Dans le

[1] Philippe et ses courtisans flamands se montrèrent si enthousiastes de la cour de France, que les Espagnols crurent généralement que ces seigneurs avaient été achetés par Louis XII.

cours des discussions, Ferdinand, disent les historiens espagnols, fut averti par l'abbé Boyl que Philippe excédait ses pouvoirs; il envoya aussitôt un exprès à celui-ci, pour lui enjoindre de se conformer strictement à ses instructions; mais le traité était signé lorsque le courrier arriva à Lyon. C'est ainsi que les écrivains castillans rapportent cette affaire obscure [1].

Le traité signé à Lyon, le 5 avril 1503, stipulait le mariage de Charles, fils de l'archiduc, avec la princesse Claude de France, mariage qui, réglé par trois traités différents, ne devait jamais avoir lieu; les fiancés devaient prendre immédiatement les titres de roi et de reine de Naples, de duc et de duchesse de Calabre. En attendant que cette union fût célébrée, la moitié française du royaume devait être gouvernée par un agent que nommerait Louis XII, et la moitié espagnole, par l'archiduc Philippe ou tout autre délégué de Ferdinand. Les forteresses conquises illégitimement par les deux parties devaient être rendues; enfin, quant à la Capitanate, dont on se disputait la possession, la partie occupée par les Français devait être administrée par un agent de Louis XII, et l'autre, par Philippe, au nom du roi d'Aragon.

Tel était, en substance, ce traité qui, favorable en apparence à Ferdinand, à la postérité duquel il assurait éventuellement le trône de Naples, était, en réalité, bien plus avantageux à Louis, puisqu'il donnait le gouvernement d'une

[1] Quelques historiens français parlent de deux agents employés, outre Philippe, dans ces négociations. Le père Boyl est le seul nommé par les écrivains espagnols comme régulièrement commissionné à cet effet, quoiqu'il ne soit pas improbable que Gralla, le ministre résident à la cour de Louis XII, ait pris part aux discussions.

moitié du pays à un prince sur lequel ce monarque exerçait une influence absolue. Il est impossible qu'un homme d'État aussi habile que le roi d'Aragon ait pu, par la seule considération d'avantages aussi éloignés pour lui-même et dépendant d'une éventualité aussi précaire que le mariage de deux enfants alors au berceau, souscrire sérieusement à un arrangement qui livrait en attendant toute la puissance à son rival; et qu'il l'ait fait surtout, au moment même où la puissante flotte qu'il préparait depuis si longtemps venait d'arriver dans les Calabres, et où, d'un autre côté, le Grand Capitaine, venant de recevoir des renforts considérables, pouvait engager une lutte avec ses ennemis, au moins à conditions égales.

Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas qu'aucun doute fût entré dans l'esprit des signataires du traité, qui fut accueilli par la cour à Lyon avec toute espèce de marques de joie; il donna lieu à des réjouissances publiques, à des tournois, à des joutes de roseaux dans le genre moresque. En même temps, le roi de France contremanda le départ des troupes fraîches qui allaient s'embarquer à bord de la flotte équipée dans le port de Gênes pour Naples, et donna l'ordre à ses généraux en Italie de cesser les hostilités. L'archiduc envoya des instructions dans le même sens à Gonsalve de Cordoue, avec une copie de l'acte renfermant les pleins pouvoirs qui lui avaient été remis par Ferdinand; mais, soit qu'il obéît, comme l'affirment des historiens espagnols, à des ordres antérieurs de son maître, soit que, par un sentiment naturel du devoir, il ait pris la chose sous sa responsabilité, le prudent général refusa de se rendre à l'invitation de l'envoyé de l'archiduc; il répondit « qu'il ne reconnaissait pas d'autre autorité que celle de ses souverains et qu'il se considérait

comme obligé à poursuivre la guerre, de toutes ses forces, jusqu'à ce que ceux-ci lui eussent donné contre-ordre. »

Les dépêches de l'archiduc étaient arrivées au moment même où Gonsalve, renforcé par une partie de la garnison voisine de Tarente, sous le commandement de Pedro Navarro, se disposait à tenter le sort des armes, en livrant bataille à l'ennemi. Il mit sans retard son projet à exécution et, le vendredi, 28 avril 1503, sortit avec toute son armée des murs antiques de Barletta, ville à jamais mémorable par les souffrances extraordinaires et l'indomptable résolution des Espagnols qui y furent assiégés.

Le Grand Capitaine traversa les plaines de Cannes [1], où, dix-sept siècles auparavant, Annibal victorieux avait abaissé l'orgueil de Rome, dans une bataille qui, si elle fut engagée entre des armées bien plus nombreuses, n'eut pas des suites aussi décisives que celle dont ces lieux allaient être témoins. Cette coïncidence est vraiment singulière; on dirait que les acteurs qui jouèrent un rôle dans ces drames horribles, évitant d'ensanglanter le riant domaine de la civilisation, s'étaient choisi un théâtre dans ces régions obscures et écartées.

Quoiqu'on fût seulement à la fin d'avril, la journée était

[1] Ni Polybe ni Tite-Live, qui font le récit le plus détaillé de la bataille, ne sont assez précis pour que nous puissions indiquer sûrement l'endroit où elle fut livrée. Strabon, dans sa description typographique de cette partie de l'Italie, fait allusion en passant à « l'affaire de Cannes, » sans nous faire connaître où elle eut lieu. Cluverius fixe l'emplacement de l'ancienne ville de Cannes sur la rive droite de l'Aufidus (aujourd'hui Ofanto), à trois ou quatre milles au dessus de Canusium (Canosa), et signale le hameau actuel qui porte presque le même nom, Canne, et où la tradition commune retrouve les ruines de la cité disparue. D'Anville ne fait pas de difficulté à identifier ces deux endroits, ayant placé dans ses cartes l'ancienne ville à mi-chemin, en ligne directe, de Barletta et de Cérignole.

brûlante. Malgré les recommandations de leur général, les Espagnols avaient négligé, en passant l'Ofanto, l'ancien Aufidus, de prendre de l'eau en quantité suffisante pour la marche qu'ils devaient faire; incommodés par la chaleur et la poussière, ils furent bientôt tourmentés par une soif ardente, et, comme les rayons brûlants du soleil à son midi tombaient d'aplomb sur leur tête, un grand nombre d'entre eux, surtout ceux qui étaient enfermés dans une lourde armure, tombèrent sur la route, exténués et à demi morts de fatigue. Le Grand Capitaine se montrait partout, soulageant les maux de ses soldats et s'efforçant de ranimer leur courage; à la fin, pour remédier autant qu'il lui était possible à leurs souffrances, il ordonna à chaque cavalier de prendre un fantassin en croupe et donna lui-même l'exemple, en faisant asseoir derrière lui sur son cheval un enseigne allemand.

L'armée arriva de cette manière, au commencement de l'après-midi, devant Cérignole, petite ville bâtie sur une éminence à seize milles environ de Barletta. La nature du terrain était favorable à l'établissement d'un camp; les pentes de la colline étaient couvertes de vignes, au pied s'étendait un fossé très profond. Gonsalve reconnut tout d'abord les avantages de cette position; ses soldats étaient harassés, mais il n'y avait pas de temps à perdre, car les Français, qui, à son départ de Barletta, s'étaient réunis sous les murs de Canosa, avançaient rapidement. Tous les Espagnols se mirent donc à creuser les retranchements, dans lesquels ils plantèrent des pieux aiguisés par le bout, et, avec la terre extraite, ils élevèrent un parapet d'une hauteur considérable pour protéger le côté le plus rapproché de la ville. Gonsalve fit monter sur ce rempart sa petite artillerie,

composée de treize canons, et rangea derrière son armée en ordre de bataille [1].

Avant que tous ces préparatifs furent achevés, on vit briller au loin, à travers le feuillage épais, les armes et les bannières des Français. Aussitôt que ceux-ci furent en vue du camp espagnol, ils s'arrêtèrent et un conseil de guerre fut réuni pour décider si l'on livrerait bataille, ce soir même. Le duc de Nemours était d'avis d'attendre jusqu'au lendemain matin, parce que le jour était presque passé et que l'on n'avait plus le temps de reconnaître la position de l'ennemi; mais Ives d'Alègre, Chandieu, le commandant suisse et quelques autres officiers, demandaient à se battre immédiatement, parce qu'il importait de ne pas laisser refroidir l'ardeur des soldats, qui étaient tous prêts à l'attaque. Dans le cours de la discussion, d'Alègre s'échauffa au point de reprocher grossièrement au vice-roi de manquer de courage, insulte que celui-ci eût punie sur-le-champ, si Louis d'Ars n'eût arrêté son bras. Le duc eut toutefois la faiblesse de renoncer à sa prudente résolution. « Nous combattrons cette nuit, » s'écria-t-il; « peut-être verrons-nous alors ceux qui se vantent tant avoir plus de confiance dans leurs éperons que dans leur épée. » Prédiction pleine d'amertume que justifia l'événement.

Pendant ces débats, le Grand Capitaine eut le temps de

[1] Jove rapporte avoir entendu souvent dire à Fabrizio Colonna, faisant allusion aux retranchements construits au pied de la colline, « que l'on avait dû la victoire, non à l'habileté du commandant, non à la valeur des soldats, mais à un rempart et à un fossé. » Cette manière ancienne et tombée en désuétude d'assurer une position fut, d'après le même auteur, remise dès lors en usage et fut généralement employée par les meilleurs capitaines du temps.

prendre toutes ses dispositions ; il plaça au centre ses auxiliaires allemands, armés de leurs longues piques, et aux deux ailes l'infanterie castillane, sous les ordres de Pedro Navarro, de Diego de Paredes, de Pizarre et d'autres illustres capitaines ; l'aile gauche fut chargée de défendre l'artillerie. Une nombreuse troupe d'hommes d'armes, y compris ceux qui avaient été récemment équipés au moyen du butin pris à Ruvo, se posta à l'intérieur des retranchements, de manière à pouvoir faire facilement une sortie ; il était commandé par Mendoza et par Fabrice Colonna, dont le frère, Prosper, avec Pedro de la Paz, se mit à la tête de la cavalerie légère qui, galopant hors des lignes, devait inquiéter l'ennemi, à son approche, et se porter sur tous les points où elle serait utile. Ces arrangements terminés, Gonsalve attendit avec calme l'attaque des Français.

Le duc de Nemours avait disposé son armée dans un tout autre ordre ; il la partagea en trois divisions et plaça à sa droite sa grosse cavalerie, commandée par Louis d'Ars, « le plus beau corps de cavalerie, » disait Gonsalve, « que l'on eût vu en Italie, depuis bien des années. » La seconde division et le centre, un peu en arrière de l'aile droite, se composaient des fantassins suisses et gascons, conduits par le brave Chandieu ; la gauche, principalement de la cavalerie légère, postée également un peu en arrière, était confiée à d'Alègre.

Le soleil était couché depuis une demi-heure, lorsque le vice-roi donna le signal de l'attaque ; lui-même, se mettant à la tête de sa gendarmerie, placée à l'aile droite, s'élança au grand galop contre la gauche des Espagnols. Les deux armées étaient presque égales en nombre ; elles comptaient toutes deux de six à sept mille hommes. La cavalerie fran-

çaise, qui formait le tiers des forces totales du duc, était plus nombreuse et mieux équipée que la castillane; le Grand Capitaine comptait surtout sur son infanterie qui, aguerrie à son école, pouvait être comparée à la meilleure de l'Europe.

A l'approche des Français, l'artillerie, à la gauche des Espagnols, ouvrit contre eux un feu terrible; mais, dans ce moment, une étincelle étant tombée dans le magasin à poudre, celui-ci sauta avec un bruit terrible. Les Castillans parurent consternés; mais Gonsalve, interprétant ce malheur comme un signe d'heureux augure, leur cria : « Courage, soldats; voilà les feux de joie de la victoire! Nous n'avons pas besoin de canons dans un combat corps à corps. »

Sur ces entrefaites, l'avant-garde française, commandée par Nemours, s'avançant rapidement au milieu des épais nuages de fumée qui obscurcissaient l'air, fut brusquement arrêtée par le fossé, dont elle ignorait l'existence; quelques cavaliers y furent précipités. Le duc, jugeant impossible de forcer les lignes de ce côté, fit le tour du camp, à la recherche d'un endroit accessible; il s'exposait ainsi au feu des arquebusiers castillans. Une balle atteignit le jeune et infortuné vice-roi, qui tomba de cheval mortellement blessé.

En ce moment, l'infanterie suisse et gasconne, qui devait seconder l'attaque de la cavalerie, déjà en désordre, arriva devant les retranchements. Sans s'effrayer de cette formidable barrière, le commandant Chandieu fit les efforts les plus désespérés pour s'ouvrir un passage; mais la terre fraîchement remuée s'éboulait sous les pas des soldats, transpercés par les longues piques des mercenaires allemands, postés au haut du parapet. Comme Chandieu s'efforçait de rallier ses troupes et de les ramener à la charge, une balle le renversa sans vie au fond du fossé; son armure brillante

et les plumes blanches qui ornaient son casque l'avaient désigné aux coups de l'ennemi.

Ce fut alors un désordre complet. Les arquebusiers espagnols, à l'abri derrière leurs défenses, entretenaient un feu roulant contre les Français, serrés pêle-mêle les uns contre les autres, fantassins et cavaliers, sans chefs capables de reformer leurs rangs. Dans ce moment critique, Gonsalve, dont le regard d'aigle embrassait tout le champ de bataille, ordonna une charge générale sur toute la ligne; les Espagnols, se précipitant hors de leurs retranchements, tombèrent comme une avalanche sur leurs ennemis, qui, ne pouvant soutenir ce choc, furent saisis d'une panique et, sans offrir presque aucune résistance, ne cherchèrent qu'à s'échapper. Louis d'Ars prit la fuite dans une direction, avec ceux de ses gens d'armes qui purent le suivre, et Ives d'Alègre dans une autre, avec sa cavalerie légère qui avait à peine pris part à l'action; ainsi se vérifiait la triste prédiction du duc de Nemours. Ce fut surtout l'infanterie suisse et gasconne qui souffrit le plus cruellement; la cavalerie castillane, commandée par Mendoza et par Pedro de la Paz, la poursuivit, taillant en pièces les fuyards, que les ténèbres de la nuit dérobèrent enfin à leurs impitoyables vainqueurs.

Prosper Colonna pénétra dans le camp ennemi, où il trouva la table servie pour le souper du duc dans sa tente; le général italien et ses compagnons se partagèrent les plats : incident vulgaire, mais qui nous fait réfléchir sur les revers subits de la fortune.

Le Grand Capitaine passa la nuit sur le champ de bataille qui, au lever du jour, offrit un hideux spectacle. D'après les meilleures autorités, plus de trois mille Français avaient péri; les pertes des Espagnols, protégés par leurs défenses, furent

très légères[1]. Toute l'artillerie de l'ennemi, composée de treize pièces, ses bagages et presque tous ses drapeaux tombèrent aux mains des vainqueurs. Jamais il n'y eut victoire plus complète. Le combat avait duré un peu plus d'une heure. Le cadavre de l'infortuné duc de Nemours, qu'un de ses pages reconnut aux bagues qu'il portait à ses doigts, fut découvert, presque méconnaissable, sous un monceau de morts; le duc avait, paraît-il, reçu trois blessures; sa mort honorable réfutait, s'il eût été nécessaire, les accusations injurieuses de d'Alègre. Gonsalve fut ému jusqu'aux larmes, en voyant les restes mutilés de son jeune et vaillant adversaire, qui, s'il n'était pas un général habile, avait du moins toutes les vertus de la chevalerie; en lui s'éteignit l'illustre famille d'Armagnac. Le Grand Capitaine le fit porter à Barletta, où il fut enterré dans le cimetière du couvent de Saint-François, avec tous les honneurs dus à son rang élevé.

Gonsalve, sachant bien qu'il est tout aussi difficile de profiter d'une victoire que de la remporter, poursuivit ses succès sans perdre de temps. Les Français lui avaient livré bataille

[1] Aucun récit ne porte, que nous sachions, les pertes des Français à moins de 3,000 hommes; Garibay les fait monter à 4,500, et le maréchal de Fleuranges fixe celles des Suisses seuls à 5,000 hommes, exagération qu'on ne s'explique pas facilement chez un officier supérieur qui eut, sans doute, accès aux meilleures sources d'information. Les Espagnols étaient trop bien couverts pour être très maltraités; aucune relation ne leur donne plus de cent hommes tués, et quelques-unes réduisent encore de beaucoup ce nombre. La différence est, sans doute, étonnante, mais le fait n'est pas impossible, attendu que les Espagnols furent peu de temps aux prises avec les ennemis, avant que ceux-ci fussent mis dans un trop grand désordre pour penser à autre chose qu'à la fuite. La confusion, les divergences plus grandes que d'ordinaire, relevées dans les différents récits de cette action, doivent être probablement attribuées à ce que ce combat se livra dans la soirée et, par conséquent, ne put être observé parfaitement à cause de l'obscurité.

avec trop de précipitation, pour qu'ils fussent convenus d'un plan d'opérations ou d'un point de ralliement, en cas de défaite; ils s'étaient donc dispersés dans différentes directions, et Pedro de la Paz fut envoyé à la poursuite de Louis d'Ars, qui se jeta dans Venosa et y résista pendant plusieurs mois [1]. Paredes se mit sur les traces de d'Alègre, qui, trouvant les portes de toutes les villes fermées sur son passage, finit par se réfugier à Gaëte, sur les frontières du royaume; là il chercha à rallier les fuyards et à se fortifier, en attendant que des renforts venus de France lui permissent de reprendre l'offensive.

Le lendemain de la bataille de Cérignole, les Espagnols reçurent la nouvelle d'une autre victoire, presque aussi importante, remportée sur les Français, dans la Calabre, la semaine précédente [2]. L'armée envoyée avec Portocarrero avait débarqué dans cette province au commencement de mars; mais, peu de temps après, ce général fut atteint d'une maladie à laquelle il succomba [3]. En mourant, il dési-

[1] Ce fut à Venusium (Venosa) que le fougueux et malheureux Varron se retira, après la sanglante bataille de Cannes, dix-sept siècles auparavant.

[2] Le vendredi, dit Guichardin, faisant allusion, sans doute, aux découvertes de Colomb, ainsi qu'à ces deux victoires, était un jour heureux pour les Espagnols, comme on en fit l'observation; d'après Gaillard, il inspira depuis ce temps aux Français une terreur superstitieuse plus vive.

[3] On se souvient peut-être de la part glorieuse prise à la guerre contre les Mores par Louis Portocarrero, seigneur de Palma; il était originaire d'Italie et descendait de la noble famille génoise de Boccanegra. Le Grand Capitaine et lui avaient épousé deux sœurs, et cette alliance le recommanda probablement autant que ses talents militaires pour le commandement dans les Calabres; il était de la plus haute importance que celui-ci fût confié à un homme qui s'entendît parfaitement avec le commandant en chef, condition qu'il n'était pas facile de trouver dans un membre de la hautaine noblesse de Castille.

gna comme son successeur Fernando de Andrada, qui, opérant sa jonction avec les troupes déjà établies dans le pays, sous le commandement de Cardona et de Benavides, rencontra d'Aubigny en bataille rangée, non loin de Seminara, le vendredi 21 avril. C'était près de cet endroit que celui-ci avait battu deux fois les Espagnols; mais l'étoile de la France avait pâli, et cet intrépide officier eut la douleur de voir son petit corps de vétérans mis en déroute complète, après une lutte acharnée qui dura moins d'une heure. Lui-même ne fut arraché qu'avec peine aux mains des vainqueurs par sa garde écossaise.

Le Grand Capitaine, plein de joie en apprenant cet heureux événement qui avait anéanti la puissance de la France dans les Calabres, se mit en marche sur Naples, après avoir envoyé Fabrizio Colonna dans les Abruzzes pour les soumettre. La nouvelle de la victoire s'était déjà répandue au loin; aussi, à mesure qu'il avançait, Gonsalve voyait les bannières de l'Aragon déployées sur les murs de toutes les villes, tandis que les habitants s'empressaient de venir le féliciter et l'assurer de leur dévouement à la cause de l'Espagne. L'armée s'arrêta à Bénévent et le général envoya une sommation à la ville de Naples, l'invitant dans les termes les plus courtois à rentrer dans son ancienne obéissance à la branche légitime de la maison d'Aragon. On ne devait pas supposer qu'un peuple, habitué à voir son pays passer de main en main comme un enjeu, refuserait de se rendre à une pareille invitation et se soucierait de risquer sa vie pour une couronne qui, dans le court espace de six années, avait été portée par une demi-douzaine de rois [1]. Avec cette

[1] Depuis 1494, le sceptre de Naples n'avait pas passé dans les mains de

docilité qu'ils avaient montrée à l'avénement de Charles VIII et de Louis XII, les Napolitains saluèrent des mêmes cris de joie la restauration de leurs anciens souverains aragonais, et des députés, choisis dans les rangs de la noblesse et de la haute bourgeoisie, se rendirent à Acerra auprès du Grand Capitaine, pour lui offrir les clefs de la ville et le prier de confirmer leurs droits et leurs priviléges.

Gonsalve, l'ayant promis au nom de son royal maître, fit, le lendemain matin, 14 mai 1503, son entrée en grande pompe dans la capitale; l'armée resta hors des murs. Il fut conduit sous un dais royal porté par les députés, et la milice de la ville formait l'escorte. Les rues étaient jonchées de fleurs; les édifices, ornés d'emblêmes et de devises de circonstance, étaient pavoisés de bannières étalant les armes de l'Aragon et de Naples réunies. Sur son passage, le général victorieux fut bruyamment acclamé par une foule immense; les fenêtres et les toits des maisons regorgeaient de spectateurs, curieux de voir l'homme qui, avec les seules ressources de son génie, pour ainsi dire, avait si longtemps bravé et enfin complétement détruit la puissance de la France.

Le lendemain, une députation de la noblesse et du peuple se rendit auprès du Grand Capitaine et prêta entre ses mains serment de fidélité au roi Ferdinand, dont l'avénement mettait enfin un terme à la série de révolutions qui avaient si longtemps agité ce malheureux pays.

La ville de Naples était commandée par deux forteresses

moins de sept princes, Ferdinand Ier, Alphonse II, Ferdinand II, Charles VIII, Frédéric III, Louis XII, Ferdinand le Catholique. Nulle propriété particulière dans le royaume ne changea probablement de moitié aussi souvent de maître, dans ce même laps de temps.

importantes encore occupées par les Français, qui, bien pourvus de vivres et de munitions, ne se montraient pas disposés à se rendre. Gonsalve résolut donc de garder un petit corps de troupes pour les réduire et d'envoyer le gros de son armée assiéger Gaëte; mais l'infanterie refusa de marcher avant d'avoir reçu les arriérés qui s'étaient accumulés par la négligence du gouvernement. Le général, craignant de réveiller l'esprit de mutinerie qu'il avait eu autrefois tant de peine à étouffer, dut se borner à faire partir sa cavalerie et les Allemands; il permit à l'infanterie de se loger dans la ville, en lui enjoignant de respecter la personne et les biens des habitants.

Le Grand Capitaine poussa, sans perdre de temps, le siége des forteresses qui, par leur position imprenable, auraient bravé les efforts du plus formidable ennemi, dans l'ancien état de la science militaire; mais la direction des travaux était confiée au célèbre ingénieur, Pedro Navarro, qui perfectionna l'art du mineur au point d'en être regardé communément comme l'inventeur et qui déploya, en cette occasion, une rare habileté; aussi ce siége fait-il époque dans les annales de la guerre[1].

Après avoir dirigé une canonnade furieuse contre la petite tour de Saint-Vincent, dont il s'empara, Navarro fit ouvrir une mine sous les ouvrages extérieurs de défense de la grande forteresse, appelée le Castel Nuovo. Le 21 mai, la mine sauta; les remparts en ruines offrirent une brèche, et

[1] Les Italiens, dans leur admiration pour Pedro Navarro, firent frapper des médailles sur lesquelles on lui attribuait l'invention des mines; quoiqu'il n'ait pas inventé celles-ci, il n'est pas moins célèbre que s'il l'avait fait, pour avoir le premier découvert le grand et formidable parti qu'en pouvait tirer la science de la destruction.

les Espagnols s'y précipitant, Gonsalve et Navarro en tête, avant que la garnison eût eu le temps de s'assurer du pont-levis, plantèrent des échelles contre les murs du château et réussirent à enlever la place à l'escalade, après une lutte désespérée dans laquelle la plupart des Français furent massacrés. On trouva un immense butin dans la forteresse; les partisans de la famille d'Anjou y avaient déposé tout ce qu'ils possédaient de plus précieux, de l'or, des bijoux, de l'argenterie et d'autres objets de grande valeur, qui, avec le blé et les provisions dont regorgeaient les magasins, furent abandonnés sans distinction aux vainqueurs. Comme quelques soldats se plaignaient de n'avoir pas eu leur part du butin, leur général, ôtant tout frein, en ce moment d'exaltation, à la licence militaire, leur cria gaîment : « Indemnisez-vous avec tout ce que vous trouverez dans mes quartiers! » Ces mots ne furent point perdus pour la soldatesque, qui se précipita aussitôt vers le magnifique palais du prince de Salerne, seigneur angevin; en un instant, les meubles somptueux, les tableaux et les autres ornements précieux de ce palais, où s'était logé Gonsalve, furent, avec le contenu de ses excellentes caves, enlevés par les envahisseurs, qui se les approprièrent sans cérémonie, se dédommageant ainsi de la négligence de leur souverain, aux dépens de leur chef victorieux.

Après un siége de quelques semaines, la seconde forteresse, le Castel d'Uovo ou « Château d'OEuf, » ouvrit ses portes à Navarro, et une flotte française, entrant dans le port, eut la mortification de se voir canonnée du haut des murs mêmes de la place qu'elle venait secourir. Avant cet événement, Gonsalve, qui avait reçu d'Espagne de l'argent pour payer ses troupes, avait quitté la capitale, se dirigeant

sur Gaëte. Les suites importantes de ses victoires s'étaient alors pleinement manifestées. D'Aubigny s'était rendu, avec les débris de son armée échappés à la bataille de Seminara. Les deux Abruzzes, la Capitanate, toute la Basilicate, à l'exception de Venosa défendue encore par Louis d'Ars, toutes les positions importantes du royaume, excepté Gaëte, étaient entre les mains des Espagnols. Appelant donc à son aide Andrada, Navarro et ses autres officiers, le Grand Capitaine résolut de concentrer toutes ses forces sur ce point, afin de pousser le siége avec vigueur et d'anéantir d'un seul coup les faibles restes de la puissance française en Italie. Il rencontra, dans cette entreprise, plus de difficultés qu'il ne s'y était attendu.

CHAPITRE XIII.

INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE.

(1503)

Examen de la politique de Ferdinand. — Premiers symptômes de la démence de Jeanne. — Douleur et force d'âme de la reine. — Efforts de la France. — Siége de Salsas. — Levées faites par Isabelle. — Succès de Ferdinand. — Réflexions sur la campagne.

Les événements rapportés dans le chapitre précédent s'étaient passés aussi rapidement qu'un rêve. Louis XII avait à peine été informé que Gonsalve de Cordoue refusait d'obéir aux ordres de l'archiduc Philippe, qu'il fut surpris par la nouvelle de la victoire de Cérignole, de la marche des Espagnols sur Naples et de la soumission de cette capitale, ainsi que de la plus grande partie du royaume. Les événements se succédaient sans interruption; on eût dit que les moyens mêmes sur lesquels le monarque français avait compté avec tant de confiance pour calmer la tempête, n'avaient servi qu'à la soulever et à l'attirer sur la tête de ce prince. Humilié, furieux d'avoir été la dupe d'une politique perfide, selon lui, il demanda des explications à l'archiduc, qui était encore

en France. Celui-ci, protestant vivement de son innocence, fut ou parut être si profondément affecté, en comprenant le rôle ridicule et, en apparence déloyal, joué par lui dans cette affaire, qu'il tomba gravement malade et resta alité pendant plusieurs jours. Il écrivit sans retard à la cour d'Espagne pour se plaindre amèrement de ce qui s'était passé; il exigeait qu'elle ratifiât immédiatement le traité fait d'après les instructions qu'elle avait données et indemnisât Louis XII. Tel est le récit des historiens français.

Les écrivains castillans, d'un autre côté, disent que, déjà avant d'avoir reçu la nouvelle des succès de Gonsalve, Ferdinand avait refusé de confirmer le traité conclu par son gendre, à moins qu'on n'y introduisît certaines modifications essentielles. Si le roi avait, dans une situation incertaine, hésité à approuver ces arrangements, il n'était guère probable qu'il y souscrirait, à l'heure de son triomphe.

Ferdinand différa de répondre à Philippe, voulant, sans doute, donner au Grand Capitaine le temps de se fortifier dans ses récentes conquêtes; à la fin, après un retard considérable, il envoya une ambassade à la cour de France, pour annoncer sa résolution définitive de ne jamais ratifier un traité, fait au mépris de ses ordres et si manifestement au détriment de ses intérêts. Il essaya cependant de gagner encore du temps; il laissa entendre qu'un accord était possible et que le meilleur moyen d'y parvenir était le rétablissement du malheureux Frédéric, son cousin, sur le trône de Naples. Mais la ruse était trop grossière pour tromper même le crédule Louis XII, qui demanda péremptoirement aux ambassadeurs la ratification immédiate et absolue du traité, et sur leur réponse qu'ils ne pouvaient le faire, leur ordonna de quitter sur-le-champ sa cour. « J'aime mieux, » dit-il,

« perdre un royaume qui peut être recouvré, que l'honneur qui ne peut jamais l'être; » noble sentiment, mais assez mal placé dans la bouche de ce monarque.

Toute cette affaire obscure est rapportée d'une manière si différente par les historiens des deux nations, qu'il est très difficile de s'en former une opinion. Les écrivains espagnols affirment que les pleins pouvoirs de l'archiduc étaient strictement limités par des instructions secrètes; les Français, d'un autre côté, ou ne parlent pas de celles-ci, ou prétendent qu'elles étaient aussi larges, aussi illimitées que les pleins pouvoirs. S'il en était ainsi, ces négociations auraient été, de la part de Ferdinand, le plus honteux tissu de fourberies qu'ait jamais ourdi la diplomatie.

Mais on ne peut guère admettre, comme nous l'avons déjà dit, qu'un prince aussi rusé et toujours aussi prudent, eût, dans une affaire aussi délicate, confié une autorité absolue à un jeune homme, dont il suspectait la sagesse et dont la partialité pour le roi de France était bien connue; il est plus probable qu'il limita, selon son habitude, les pleins pouvoirs donnés publiquement, par des instructions secrètes de la nature la plus précise, et que l'archiduc fut poussé par sa vanité et peut-être par son ambition, car le traité faisait passer immédiatement le pouvoir dans ses mains, à prendre des arrangements auxquels il n'avait pas le droit de souscrire.

Dans ce cas, pour savoir si Ferdinand pouvait refuser sa ratification, il faut se demander si un souverain est lié par les actes d'un plénipotentiaire qui s'écarte de ses instructions. Autrefois cette question était, paraît-il, non résolue; cependant quelques-uns des auteurs les plus respectables en matière de droit public, au commencement du XVII[e] siècle,

affirment que, dans cette hypothèse, le prince doit ratifier la convention faite; cette opinion est, sans doute, fondée sur des principes d'équité naturelle, qui semblent exiger que le maître soit responsable des actes de son agent, qui reste dans les limites de ses pouvoirs, quoiqu'il s'écarte d'ordres secrets dont l'autre partie contractante n'a pas connaissance.

Cependant, le danger d'adopter dans les négociations politiques un principe qui remet les destinées de toute une nation aux mains d'un seul homme, imprudent ou incapable peut-être, sans que le gouvernement ait le droit d'intervention et de contrôle, a conduit dans la pratique à une conclusion différente, et il est généralement admis aujourd'hui en Europe, non seulement que l'échange des ratifications est la condition essentielle de la validité d'un traité, mais encore qu'un gouvernement n'est pas obligé de ratifier les actes d'un ministre qui a transgressé ses instructions privées.

Mais, quelque opinion qu'on se forme au sujet de la bonne foi de Ferdinand, dans cette affaire, il est hors de doute que plus tard, lorsque sa position en Italie fut changée, grâce aux succès de Gonsalve, il ne chercha qu'à tromper la cour de France par de feintes négociations, afin de l'empêcher d'agir et de gagner du temps pour se fortifier dans ses nouvelles possessions. Les écrivains français s'élèvent vivement contre cette politique astucieuse et perfide; Louis XII exhala même à ce sujet son indignation dans des termes très peu mesurés. Mais cette conduite, que l'on blâmerait aujourd'hui, était conforme à l'esprit sans scrupules de ce temps, et le roi de France perdit le droit de faire des reproches à son rival, lorsqu'il signa avec celui-ci l'infâme traité de par-

tage, et plus encore lorsqu'il le viola si brutalement; il s'était volontairement mis au jeu avec son adversaire et avait mauvaise grâce de se plaindre d'avoir été moins adroit que lui.

Tandis que Ferdinand voyait réussir ses plans de politique étrangère et de conquête, il assistait avec une profonde anxiété au déclin de la santé de la reine Isabelle et aux extravagances de sa fille Jeanne. Nous avons déjà parlé de la tendresse passionnée que cette princesse, malgré de fréquents accès de jalousie, portait au jeune et beau Philippe, son époux [1]. Depuis le départ de celui-ci, elle avait été plongée dans le désespoir; elle restait jour et nuit assise, les yeux fixés à terre, dans un morne silence, interrompu quelquefois par des exclamations qui trahissaient une impatience fébrile; elle refusait toutes les consolations, ne pensant qu'à rejoindre son époux absent et « s'oubliant elle-même, » dit Martyr, qui était alors à la cour, « comme elle oubliait ses futurs sujets et ses parents désolés. »

Le 10 mars 1503, Jeanne donna le jour à son second fils, qui reçut le nom de Ferdinand, en l'honneur de son aïeul [2]; on ne remarqua toutefois aucun changement dans l'esprit de la jeune mère, qui, depuis ce moment, se montra unique-

[1] Philippe est connu dans l'histoire sous le nom de « Beau, » impliquant qu'il était au moins tout aussi remarquable par ses qualités physiques que par ses qualités intellectuelles.

[2] Il naquit à Alcala de Henarès. Ximenès profita de cette circonstance pour obtenir d'Isabelle une exemption permanente d'impôts en faveur de sa ville favorite, qui, sous son magnifique patronage, allait disputer la palme des lettres à Salamanque, l'ancienne « Athènes d'Espagne. » Les habitants de cette ville conservèrent longtemps et, pour autant que nous sachions, possèdent encore le berceau de l'enfant royal, en témoignage de leur reconnaissance.

ment occupée du projet de retourner dans les Flandres. Une invitation qu'elle reçut à ce sujet de l'archiduc, au mois de novembre, la décida à entreprendre le voyage, à tout hasard, malgré les prières de la reine qui lui représentait le danger de traverser la France, au milieu des préparatifs de guerre qui se faisaient dans ce pays, ou de se confier à la mer, dans une saison inclémente et féconde en orages.

Un soir, pendant une absence de sa mère qui était à Ségovie, Jeanne, qui résidait à Medina del Campo, sortit en déshabillé de sa chambre, sans faire part de ses intentions à ses serviteurs; ceux-ci la suivirent et usèrent de tous les moyens pour l'engager à rentrer, au moins pour cette nuit; tout fut inutile et enfin l'évêque de Burgos, chargé de diriger sa maison, dut faire fermer les portes du château, pour empêcher l'infante de partir.

Jeanne, contrariée dans ses projets, se livra à la plus violente indignation. Menaçant ses serviteurs de châtier sévèrement leur désobéissance, elle se posta près de la grille et refusa obstinément de rentrer dans sa chambre et même de se vêtir; le lendemai nmatin, glacée et frissonnante, elle était encore à la même place. Le bon évêque, embarrassé et ne sachant que faire, car il mécontentait la reine en obéissant à la princesse, et celle-ci en lui désobéissant, dépêcha un courrier vers sa souveraine, pour l'informer de ce qui se passait et demander des ordres.

Isabelle, qui se trouvait à environ quarante milles de là, à Ségovie, alarmée de cette nouvelle, fit partir aussitôt pour Medina l'amiral Henriquez, cousin du roi, et l'archevêque de Tolède, se préparant à les suivre aussi rapidement que le lui permettrait sa faible santé. Ces envoyés n'eurent pas plus de succès que l'évêque; tout ce qu'ils purent obtenir de Jeanne,

fut qu'elle se retirerait pendant la nuit dans une misérable cuisine, aux environs; mais, au lever du soleil, elle voulut se poster de nouveau près de la grille, et resta là toute la journée, aussi raide qu'une statue. La reine, à son arrivée, la trouva dans cet état déplorable, et, malgré la déférence que lui témoignait toujours sa fille, elle eut peine à décider celle-ci à rentrer dans sa chambre. C'étaient les premiers signes de cette folie héréditaire qui avait voilé la raison de la mère d'Isabelle, dans sa vieillesse, et devait, peu de temps après, couvrir d'un sombre nuage la vie encore longue de sa malheureuse fille.

Isabelle fut presque aussi affectée de la démence de sa fille qu'elle l'avait été de la mort de ses enfants; les plaies que le temps n'avait pu guérir se rouvrirent à la vue de cette calamité nouvelle, qui lui faisait présager tant de maux pour son peuple, dont les destinées devaient être remises aux mains de Jeanne. Pour ajouter encore à ses chagrins, elle vit mourir en ce moment deux de ses plus anciens amis et conseillers, Juan Chacon, *adelantado* de Murcie [1], et Gutierre de Cardenas, grand commandeur de Léon [2]; tous

[1] *Miroir de vertu*, comme l'appelle Oviedo. Ce cavalier fut toujours hautement estimé par les souverains, et le poste lucratif de *contador mayor*, qu'il occupa pendant un grand nombre d'années, lui donna la facilité d'acquérir une fortune immense, 50,000 ducats de revenu, sans que sa probité fût aucunement soupçonnée.

[2] Le nom de ce cavalier et celui de son cousin, Alonso de Cardenas, grand-maître de Saint-Jacques, ont reparu souvent dans le récit de la guerre de Grenade. Si don Gutierre joua un rôle moins brillant qu'Alonso, il acquit, par son intimité avec les souverains et par ses qualités personnelles, autant d'autorité dans les conseils royaux qu'aucun autre sujet; « on ne prenait aucune résolution importante sans l'avoir consulté, » dit Oviedo. Il fut élevé aux hautes positions de commandeur de Léon et de *contador mayor;* cette dernière position, selon le même écrivain, « faisait

deux s'étaient attachés à Isabelle, dans les mauvais jours de sa jeunesse, et plus tard celle-ci les récompensa en leur prodiguant les honneurs, les positions lucratives, et en leur accordant une confiance qu'ils méritèrent par leur inébranlable dévouement à ses intérêts.

Mais ni les chagrins domestiques ni le rapide déclin de sa santé ne purent affaiblir l'énergie de la reine ou l'engager à se relâcher de la vigilance avec laquelle elle protégeait ses sujets. On en eut une preuve remarquable dans l'automne de cette même année, 1503, lorsque le pays fut menacé d'une invasion par la France.

La nation française tout entière avait partagé l'indignation de son souverain, en voyant échouer si honteusement l'entreprise tentée contre Naples; aussi répondit-elle avec tant d'empressement et de générosité aux demandes de subsides qui lui furent faites, que, peu de mois après la bataille de Cérignole, Louis XII était en état de reprendre les opérations, ayant fait des préparatifs formidables dont la France n'avait plus été témoin depuis des siècles. Trois grandes armées avaient été levées, l'une pour se rendre en Italie, l'autre pour entrer en Espagne, par Fontarabie, et la troisième pour envahir le Roussillon et s'emparer de la forte position de Salsas, la clef des Pyrénées de ce côté. Deux flottes avaient également été équipées dans les ports de Gênes et de Marseille; la dernière devait seconder l'invasion du Roussillon, en faisant une descente sur les côtes de la Catalogne. Ces différents corps devaient agir de concert, et ainsi l'Espagne se trouverait simultanément attaquée sur trois points différents. Mais

de celui qui l'occupait un second roi régnant sur le trésor public. » Il laissa de vastes domaines et plus de cinq mille vassaux; son fils aîné fut créé duc de Maqueda.

les résultats ne répondirent pas à la grandeur de ces préparatifs.

L'armée destinée à marcher sur Fontarabie, avait été placée sous les ordres d'Alain d'Albret, père du roi de Navarre, dont elle devait longer les États. Ferdinand s'était assuré des bonnes dispositions de ce prince, qu'il lui importait d'avoir pour ami, à cause de la situation de son royaume plutôt que de sa puissance. Le sire d'Albret, soit qu'il se fût entendu avec le roi d'Espagne, soit qu'il redoutât pour son fils les suites d'une guerre, engagée à ses portes, retint si longtemps ses soldats au milieu de montagnes arides et désolées, qu'épuisés de fatigue et affamés, ils se dispersèrent avant même d'avoir atteint les frontières ennemies [1].

L'armée dirigée contre le Roussillon était plus formidable; elle était commandée par le maréchal de Rieux, officier brave et expérimenté, mais accablé par l'âge et par des infirmités. Elle s'élevait à plus de vingt mille hommes, mais sa force résidait principalement dans le nombre; à l'exception de quelques milliers de lansquenets, conduits par Guillaume de la Marck [2], elle se composait de l'arrière-ban du royaume et de la milice indisciplinée des grandes villes du Languedoc. Le maréchal entra sans opposition dans le Roussillon et parut devant Salsas, le 16 septembre 1503.

[1] Le roi de Navarre promit de s'opposer au passage des Français, s'ils tentaient de traverser ses États, et, pour détruire toute défiance dans l'esprit de Ferdinand, il envoya sa fille Marguerite résider à la cour de Castille, en otage répondant de sa fidélité.

[2] Frère cadet de Robert, troisième duc de Bouillon. On ne le confondra pas avec son homonyme, le fameux « Sanglier des Ardennes, » plus connu par le roman que par l'histoire, qui périt ignominieusement, une vingtaine d'années auparavant, en 1484, non sur un champ de bataille, mais à Utrecht par la main du bourreau.

Le vieux château de Salsas, qui avait été emporté sans grande peine par les Français, dans la guerre précédente, avait été mis, au commencement de celle-ci, dans un bon état de défense; mais les travaux, dirigés par Pedro Navarro, n'étaient pas encore entièrement achevés. Ferdinand, à l'approche de l'ennemi, avait jeté un millier de soldats d'élite dans la place, qui était bien ravitaillée et pourvue de munitions pour un siége; il avait envoyé en même temps un corps de six mille hommes, avec son cousin, don Frédéric de Tolède, duc d'Albe, qui avait ordre de prendre position dans le voisinage, afin de surveiller les mouvements de l'ennemi et de l'inquiéter autant que possible, en lui coupant les vivres.

Pendant ce temps, Ferdinand s'occupait avec activité de faire des levées dans tout le royaume, pour venir au secours de la forteresse assiégée. Sur ces entrefaites, il reçut des nouvelles si inquiétantes de la santé de la reine, que, partant d'Aragon, il se dirigea en toute hâte vers la Castille. On avait probablement exagéré la vérité, car, à son arrivée, le roi reconnut qu'Isabelle ne courait pas pour le moment un grand danger, et celle-ci, toujours prête à sacrifier ses inclinations personnelles au bien public, lui conseilla de retourner sur le théâtre des opérations, où sa présence était si utile dans ce moment. Oubliant sa maladie, elle s'efforça elle-même sans relâche de rassembler des troupes pour soutenir son époux; le grand-connétable de Castille fut chargé de lever des soldats dans tout le royaume, et l'on vit, des provinces les plus éloignées, accourir avec leur suite les principaux seigneurs, répondant avec empressement à l'appel de leur souveraine bien-aimée. Grâce à ces renforts, Ferdinand, dont le quartier-général était établi à Girone, se vit

en moins d'un mois à la tête d'une armée, qui, en y comprenant les Aragonais, s'élevait à dix ou douze mille hommes de cavalerie et trois ou quatre fois autant d'infanterie; il n'hésita plus alors à partir et se mit en marche vers le milieu d'octobre, dans l'intention d'opérer sa jonction avec le duc d'Albe, qui se trouvait devant Perpignan, à quelques lieues de Salsas.

Isabelle, qui était à Ségovie, recevait régulièrement des courriers qui l'informaient de tous les mouvements de l'armée. Elle n'eut pas plus tôt appris que celle-ci était partie de Girone qu'elle s'alarma à la perspective d'une rencontre prochaine avec l'ennemi, dont la défaite, si glorieuse qu'elle fût pour ses armes, ne pouvait être achetée qu'au prix de sang chrétien. Elle écrivit à son époux dans les termes les plus pressants, pour lui demander en grâce de ne pas réduire ses adversaires au désespoir, en leur fermant le chemin de leur pays, mais de laisser la vengeance à celui à qui seul elle appartenait. Elle jeûna et pria tous les jours, avec sa maison, et, dans la ferveur de son zèle pieux, elle visita les différents établissements religieux de la ville, distribuant des aumônes aux membres de ces communautés et les conjurant de prier le Tout-Puissant d'éloigner des calamités imminentes [1].

Les prières de la reine et de sa cour furent exaucées. Le

[1] Le fidèle capitaine, Gonzalo Ayora, ne manifeste guère ces sentiments chrétiens; il termine une de ses lettres en priant Dieu, très sincèrement sans doute, « de répandre moins de douceur dans le cœur des souverains et de les exciter à châtier, à humilier les orgueilleux Français, et à les dépouiller de leurs biens mal acquis, mesure qui, si opposée qu'elle fût à leurs propres inclinations pieuses, aurait pour effet de remplir leurs coffres, ainsi que ceux de leurs fidèles et dévoués sujets. »

roi d'Aragon arriva à Perpignan, le 19 octobre, et, dans la nuit, le maréchal de Rieux, ne se trouvant pas en état de tenir tête aux forces réunies de l'Espagne, leva le camp et, mettant le feu aux tentes, se retira vers les frontières; près de six semaines s'étaient écoulées depuis l'ouverture des tranchées. Ferdinand se mit à la poursuite de l'ennemi, dont l'arrière-garde fut légèrement maltraitée par les ginètes, à son passage par les défilés des montagnes. La retraite cependant fut conduite en si bon ordre que les Français firent des pertes peu considérables, et ils réussirent enfin à se mettre sous la protection des murs de Narbonne, où les Espagnols cessèrent de les poursuivre. Plusieurs places-frontières, telles que Leocate, Palme, Sigean, Roquefort et d'autres, furent prises sans coup férir par les vainqueurs, qui s'emparèrent de tous les objets de valeur qu'ils y trouvèrent, mais ne firent aucun mal aux habitants; Ferdinand, si nous en croyons Martyr, refusa même de considérer ceux-ci comme ses prisonniers, parce qu'ils étaient des chrétiens.

Le monarque n'essaya point de garder ses conquêtes; après avoir fait démanteler quelques-unes des places qui lui avaient offert le plus de résistance, il retourna en Espagne, chargé de butin. « S'il avait été aussi bon général qu'habile politique, » dit un écrivain castillan, « il se serait avancé jusqu'au cœur de la France. » Ferdinand était trop sage pour se soucier de conquérir des provinces, où il n'aurait pu se maintenir, s'il s'y maintenait même, qu'au prix de beaucoup de sang et d'or; il avait suffisamment vengé son honneur en attaquant si promptement ceux qui avaient envahi ses États et en les repoussant victorieusement au delà de ses frontières; il préféra, en prince prudent, au lieu

de risquer tout ce qu'il avait gagné, en voulant davantage, profiter de ses succès pour entamer des négociations, dans lesquelles il avait plus de confiance que dans la force brutale.

Sous ce rapport, sa bonne étoile le favorisa davantage encore. La flotte que le roi de France avait équipée, à tant de frais, dans le port de Marseille, n'était pas plus tôt en mer qu'elle fut assaillie par des tempêtes furieuses et si maltraitée qu'elle dut rentrer au port, sans avoir même tenté une descente sur les côtes de la Catalogne.

Ces désastres accumulés découragèrent tellement Louis XII, qu'il consentit à entrer en négociations pour une suspension des hostilités, et, par l'intermédiaire de l'ex-roi de Naples, Frédéric, un armistice fut enfin conclu entre les deux souverains; il ne se rapportait qu'à leurs États héréditaires, l'Italie et les mers avoisinantes restant comme une espèce d'arène ouverte, où les rivaux pouvaient se rencontrer et décider leur querelle par les armes. Cette trêve, conclue d'abord pour cinq mois, fut plus tard prolongée pour un espace de trois années; elle donna à Ferdinand ce dont il avait surtout besoin, le loisir et les moyens de pourvoir à la sûreté de ses possessions italiennes, sur lesquelles allait fondre un orage plus menaçant, plus furieux que jamais.

L'infortuné Frédéric, qui était sorti de son obscure retraite pour prendre part à ces négociations, mourut l'année suivante; chose singulière, le dernier acte de sa vie politique avait été son intervention pour négocier la paix entre deux monarques qui s'étaient unis pour le dépouiller de son royaume.

Les résultats de cette campagne furent aussi glorieux pour

Ferdinand qu'humiliants et désastreux pour Louis XII, qui avait vu ses troupes repoussées de tous côtés, et ses flottes, ses puissantes armées s'évanouir, comme par enchantement, en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour les équiper. L'Espagne dut, sans doute, en très grande partie, ses succès à l'organisation meilleure de sa milice nationale et à l'excellente discipline qu'y introduisirent les souverains, à la fin des guerres de Grenade; autrement il n'eût guère été possible de concentrer aussi rapidement, sur un point éloigné, de si grandes masses d'hommes, tous bien équipés et habitués à un service actif. La nation ressentit de bonne heure l'influence de ces sages dispositions.

Mais cette campagne est, en définitive, moins mémorable, comme un signe de la puissance de l'Espagne, que comme une preuve de la vigueur du sentiment national, qui seul fit éclater cette puissance. Au lieu de ces petites et mesquines jalousies locales, qui avaient si longtemps séparé les populations des différentes provinces et surtout des royaumes rivaux de Castille et d'Aragon, s'était développé peu à peu un sentiment national, tel que celui qui rattache l'une à l'autre les parties constituantes d'une grande communauté. A la première nouvelle d'une invasion française en Aragon, toute la Castille, depuis les vertes vallées du Guadalquivir jusqu'aux âpres montagnes des Asturies, avait répondu à l'appel qu'on lui faisait, en envoyant une foule de guerriers pour chasser les envahisseurs et les refouler dans leur pays. Quel contraste avec la froideur, avec l'hésitation manifestées par ce même peuple, une trentaine d'années auparavant, lorsque le père de Ferdinand, Jean II, luttait seul dans le Roussillon contre toutes les forces de la France! Telles étaient les suites de l'heureux mariage qui avait ramené sous

une seule autorité les petites tribus hostiles de la péninsule, et qui, en créant des intérêts communs, un principe d'action harmonieux, les préparait silencieusement à constituer une grande nation commune, telle que l'avait faite la nature.

CHAPITRE XIV.

COMBATS SUR LE GARIGLIANO.

(1503)

Désolation de l'Italie. — Grands préparatifs de Louis XII. — Échec de Gonsalve de Cordoue devant Gaëte. — Les armées belligérantes sur le Garigliano. — Sanglant passage d'un pont. — Attente et anxiété de l'Italie. — Situation critique des Espagnols. — Résolution de Gonsalve. — Héroïsme de Paredes et de Bayard.

Portons maintenant nos regards sur l'Italie, où les foudres de la guerre, à peine assoupies, venaient de se réveiller et d'éclater avec un bruit plus horrible que jamais. Jusqu'ici, trop occupé de suivre des manœuvres militaires, nous avons été presque indifférent à la situation de ce malheureux pays; nous avons conduit le lecteur par une route funèbre, à travers des champs de bataille, et il a pu se croire transporté dans des temps de barbarie ou, au moins, dans cet âge de la féodalité où l'activité de l'homme ne s'exerçait que dans les combats.

Il n'en était guère ainsi; les armées belligérantes campaient au cœur des régions les plus riantes et les mieux cultivées du globe, au milieu d'un peuple qui avait porté les

différents arts de la vie politique et sociale à un degré de perfection, inconnu partout ailleurs, et avait joint aux ressources naturelles de son sol celles que procure un esprit ingénieux et industrieux. Là, s'élevaient des cités pleines de magnifiques et coûteux édifices; là, des ports regorgeaient des riches dépouilles de contrées lointaines; là, mille collines étaient couvertes jusqu'au sommet des productions d'une savante agriculture. La supériorité intellectuelle de ce peuple sur les autres ne se manifestait pas seulement dans le domaine de la science où il les devançait de loin, mais dans les œuvres d'imagination et spécialement d'art, où il rappelait les plus beaux jours de l'antiquité. En effet, l'époque où nous sommes arrivé, le commencement du XVIe siècle, est celle où l'Italie était dans tout son éclat, où son génie, se dégageant des ténèbres qui l'avaient voilé au début, resplendissait au grand jour, car nous touchons au siècle de Machiavel, de l'Arioste, de Michel-Ange, à l'âge d'or de Léon X.

Il est impossible, même après tant d'années, de contempler sans tristesse le sort de ce pays, converti en une arène ensanglantée par les luttes des gladiateurs de l'Europe; de le voir foulé aux pieds par les nations mêmes qui en avaient reçu les lumières de la civilisation; de voir, des bords du Danube à ceux du Tage, accourir une soldatesque farouche, inondant ses plaines, traversant ses cités riantes et poussant des cris de guerre ou de victoire, à l'ombre de ces monuments du génie qui ont fait l'admiration et le désespoir de la postérité. Les Goths et les Vandales avaient reparu; cette diplomatie raffinée sur laquelle les Italiens comptaient plus que sur le glaive, dans leurs différends, ne pouvait les défendre contre ces barbares envahisseurs, dont la rude

main brisait sans peine le léger réseau qui embarrassait les mouvements d'ennemis moins formidables. C'était le triomphe de la force brutale sur la civilisation, une des leçons les plus humiliantes par lesquelles la Providence se plaît à rabattre l'orgueil de l'esprit humain.

Le sort de l'Italie renferme encore un enseignement très précieux. Sous cette apparence extérieure de prospérité, les institutions politiques avaient perdu peu à peu le principe qui seul pouvait leur donner de la stabilité ou une valeur réelle. Même les formes de la liberté avaient, dans la plupart des cas, été supprimées par des princes ambitieux et usurpateurs. Partout le patriotisme avait fait place à l'égoïsme le plus honteux ; la morale était aussi peu respectée dans la vie privée que dans la vie publique. Les mains qui distribuaient généreusement les faveurs au génie et à la science étaient trop souvent rouges de sang ; trop souvent les cours, qui paraissaient la demeure favorite des Muses, étaient des antres où régnait une sensualité brutale. Le chef de l'Église lui-même, qui, élevé au dessus de tous les potentats de la terre, n'eût pas dû s'abaisser au moins jusqu'à partager leurs vices les plus grossiers, s'adonnait aux excès les plus monstrueux qui dégradent la malheureuse espèce humaine. Était-il dès lors surprenant que cet arbre, pourri intérieurement, malgré les fleurs dont ses branches étaient chargées, ne résistât pas au vent furieux qui soufflait à travers les Alpes?

Si les populations italiennes avaient été animées d'un sentiment national, qui les eût réunies contre l'ennemi commun, si, en un mot, elles ne s'étaient pas abandonnées, elles avaient dans leurs richesses, dans leur talent, dans leur science supérieure, assez de ressources pour défendre leur

sol contre l'invasion. Malheureusement, tandis que les autres États européens avaient incomparablement augmenté leur puissance, par leur centralisation, ceux de l'Italie, en l'absence d'un point de ralliement, étaient devenus de plus en plus désunis. Ainsi, séparés entre eux et manquant de l'impulsion vigoureuse du sentiment patriotique, les Italiens furent la proie et le jouet de ceux que, dans leur orgueil, ils méprisaient comme des barbares; exemple éclatant de l'impuissance du génie humain et de l'instabilité des institutions, si excellentes qu'elles soient, lorsque les vertus publiques et privées font défaut [1].

Les grandes puissances qui venaient d'entrer en lice créèrent dans la péninsule des intérêts entièrement nouveaux, qui renversèrent les anciennes combinaisons politiques. La France, par la conquête du Milanais, exerça une influence décisive sur les affaires du pays; cependant son autorité avait été fort affaiblie par ses récents revers dans le royaume de Naples, bien que Florence et d'autres États voisins lui fussent restés fidèles. Venise, avec sa politique habituelle, se tenait prudemment à l'écart, observant la neutralité entre les parties belligérantes, qui s'efforçaient chacune de s'attacher un allié aussi formidable; la république se méfiait toutefois, depuis longtemps, des Français, et, sans vouloir prendre des engagements publics, elle assura le ministre castillan de ses dispositions favorables envers son gouvernement [2]. Elle manifesta plus clairement encore cette

[1] Le philosophe Machiavel découvrait la véritable cause de ces malheurs dans la corruption de son pays, qu'il a exposée avec une hardiesse et une amertume extraordinaires dans le VII[e] livre de son *Art de la guerre*.

[2] Lorenzo Suarez de la Vega occupa le poste d'ambassadeur près la république pendant toute la durée de la guerre; son habileté est suffisam-

bienveillance, en permettant aux Vénitiens de ravitailler Barletta, dans la dernière campagne, et, dans celle-ci, en venant indirectement en aide de la même manière aux Espagnols; elle devait un jour expier chèrement cette intervention.

La cour pontificale était moins bien disposée encore envers la France, et n'essaya pas de le cacher après les revers de celle-ci à Naples. Peu après la bataille de Cérignole, elle entra en correspondance avec Gonsalve de Cordoue, et, si Alexandre VI ne voulut pas rompre ouvertement dès lors avec Louis XII, il promit de signer un traité avec les souverains espagnols, après la reddition de Gaëte. En même temps, il autorisa le Grand Capitaine à lever des troupes à Rome, sous les yeux mêmes de l'ambassadeur français. Ainsi Louis XII n'avait pu, au prix des concessions les plus larges, en lui sacrifiant même principes et honneurs, s'assurer de la fidélité de ce perfide allié.

Malgré des traités maintes fois renouvelés, le roi de France n'était guère en meilleurs termes avec l'empereur Maximilien. Celui-ci était uni à l'Espagne par des alliances de famille et était l'ennemi de la France, contre laquelle il avait une de ces antipathies qui, pour la plupart des hommes, sont plus puissantes que les raisons d'État. Il avait d'ailleurs considéré toujours la conquête du Milanais comme une infraction faite à ses droits impériaux. Le gouvernement castillan, profitant de cette circonstance, s'efforça de le pousser, par l'entremise de l'ambassadeur, don Juan Manuel, à

ment prouvée par le fait qu'il fut si longtemps maintenu dans ces fonctions, à un moment des plus critiques, par un monarque aussi vigilant que Ferdinand. Pierre Martyr, tout en reconnaissant ses talents, objectait à sa nomination qu'il manquait d'érudition.

envahir la Lombardie; mais l'empereur ayant, selon son habitude, demandé un fort subside pour l'aider à couvrir les frais de la guerre, Ferdinand, dont le trésor était rarement trop riche, préféra garder son argent pour ses propres entreprises, plutôt que de le risquer au profit de son aventureux allié. Si les négociations n'aboutirent donc pas, Maximilien n'en montra pas moins ses sentiments réels, en autorisant ses sujets à s'enrôler sous la bannière du Grand Capitaine, qui les compta, comme on l'a déjà vu, au nombre de ses meilleurs soldats.

Mais, si Louis XII trouvait peu d'assistance au dehors, l'ardeur avec laquelle son peuple le seconda dans ce moment critique le rendait presque indépendant de tout secours étranger; aussi, en très peu de temps, fut-il en état de reprendre les opérations avec plus de vigueur que jamais. Il attribuait, en grande partie, ses précédents échecs en Italie à une confiance exagérée dans la supériorité de ses troupes et à sa négligence à leur fournir les renforts et les provisions nécessaires; il envoya donc de fortes sommes d'argent à Rome, et établit dans cette ville, pour le service de son armée, de vastes magasins de blé et des dépôts de munitions, sous la surveillance de commissaires. Il fit équiper à Gênes, sans perdre de temps, une grande flotte, commandée par le marquis de Saluces et destinée à secourir Gaëte, bloqué par les Espagnols. Il obtint de ses alliés italiens un petit renfort et prit à sa solde huit mille Suisses, qui firent la force de son infanterie; le reste de son armée, comprenant un magnifique corps de cavalerie et probablement la meilleure artillerie de l'Europe, avait été levé dans ses propres États. De tous côtés on vit affluer des volontaires de la plus haute naissance, brûlant de prendre part à une expédition qui devait

venger l'honneur national. Le maréchal de la Trémouille, qui passait pour le meilleur général de la France, fut chargé du commandement de toutes ces forces, qui s'élevaient de vingt à trente mille hommes, non compris les troupes qui devaient rester constamment à bord de la flotte.

Au mois de juillet, l'armée se mit en marche à travers les vastes plaines de la Lombardie, mais, arrivée à Parme, lieu de rendez-vous fixé aux mercenaires suisses et italiens, elle s'arrêta, ayant reçu la nouvelle imprévue de la mort d'Alexandre VI. Ce pape mourut, le 18 août 1503, à l'âge de soixante-douze ans, victime, comme on n'en peut guère douter, du poison qu'il avait préparé pour d'autres; couronnant ainsi une vie infâme par une mort également infâme. C'était un homme d'un talent incontestable et d'une rare énergie de caractère, mais il fit le plus détestable usage de ces dons naturels, et, si nous en croyons ses contemporains les plus respectables, ses vices ignobles n'étaient rachetés par aucune vertu. La papauté tomba avec lui au dernier degré de la dégradation; cependant ses excès ne furent pas inutiles, car la Providence fait sortir le bien du mal, et le scandaleux spectacle offert par ce pontife indigne à la chrétienté fut une des principales causes de la glorieuse réformation [1].

La cour d'Espagne apprit sans regret la mort d'Alexandre VI, dont elle avait toujours flétri ouvertement l'immoralité; plus d'une fois même, comme nous l'avons vu, elle lui avait fait à ce sujet de très vives remontrances. Elle avait été tout aussi peu satisfaite de sa carrière publique, car le pape, quoique Espagnol de naissance, étant natif de Valence,

[1] Le peu de cérémonie avec lequel on traita le cadavre d'Alexandre VI, à peine froid, est la meilleure preuve de la haine générale dont ce pontife était l'objet.

s'était fait l'instrument docile de Louis XII, en retour de l'appui donné par ce monarque aux projets ambitieux de son fils, César Borgia.

L'événement qui venait de se produire eut une influence importante sur les mouvements des Français. Le cardinal d'Amboise, ministre favori de Louis XII, attendait depuis longtemps ce jour, dans l'espoir d'hériter de la tiare pontificale; il s'empressa de se rendre en Italie, avec l'approbation de son maître, se proposant de profiter, pour réussir dans ses prétentions, de la présence de l'armée française, mise, comme il semble, à sa disposition.

Les troupes s'avancèrent donc vers Rome et s'arrêtèrent à quelques milles des portes de la capitale. Les cardinaux, réunis en conclave pour choisir un successeur à Alexandre VI, s'indignèrent contre la pression qu'on voulait leur faire subir, et les Romains virent avec terreur camper sous leurs murs cette armée formidable; ils craignaient qu'un mouvement en sens contraire, de la part du Grand Capitaine, ne plongeât leur ville, déjà en proie à l'anarchie, dans les horreurs de la guerre. Gonsalve avait, en effet, envoyé en avant Mendoza et Fabrizio Colonna, qui s'étaient postés, avec deux ou trois mille hommes, dans le voisinage de Rome, afin de surveiller l'ennemi.

A la fin, le cardinal d'Amboise, cédant à la force du sentiment public et aux représentations de prétendus amis, consentit à l'éloignement des troupes françaises et attendit son succès de son influence personnelle, qu'il s'exagérait. Nous n'avons pas à exposer ici en détail les actes du respectable collége des cardinaux; ils sont rapportés tout au long par les écrivains italiens, et forment, on doit le reconnaître, un des chapitres les plus édifiants de l'histoire de l'Église; il

suffit de dire qu'après le départ des Français, les suffrages du conclave se portèrent, le 22 septembre, sur un Italien, qui prit le nom de Pie III, et rendit hommage à l'habileté de ceux qui l'avaient choisi, en mourant plus tôt encore que ses meilleurs amis ne l'avaient prévu, moins d'un mois après sa nomination [1].

Pie III fut immédiatement remplacé, le 31 octobre, par Jules II, le belliqueux pontife qui échangea la tiare contre un casque et la crosse contre une épée; fait remarquable, ce prélat qui, à cause de son caractère emporté, inexorable, n'avait guère d'amis, fut élevé à la chaire de Saint-Pierre par des factions rivales, par les partisans de la France, de l'Espagne et surtout de Venise, dont il ne chercha dans toute sa carrière agitée qu'à ruiner la puissance.

A peine la proie que le cardinal d'Amboise avait convoitée lui avait-elle été arrachée par l'adresse des prélats italiens, à peine l'élection de Pie III avait-elle été annoncée publiquement, que les Français purent se remettre en marche, après avoir perdu, perte irréparable, plus d'un mois. Pendant ce temps, chose plus fâcheuse encore, le maréchal de la Trémouille était tombé malade et avait dû laisser le commandement au marquis de Mantoue, seigneur italien, placé immédiatement au dessous de lui. Le marquis avait une certaine expérience militaire; il avait combattu sous la bannière de Venise et commandait, avec un talent douteux, il est vrai, les alliés en présence des troupes de Charles VIII à la bataille de Fornovo. Sa nomination fut mieux accueillie

[1] L'élection de Pie III fut très agréable à la reine Isabelle, qui fit célébrer des Te Deum et des actions de grâces dans les églises, à l'occasion de la nomination « d'un aussi digne pasteur pour garder le bercail chrétien. »

de ses compatriotes que des Français, et, en réalité, s'il suffisait dans des circonstances ordinaires, il était tout à fait incapable de lutter, comme il était appelé à le faire, contre le plus grand capitaine du siècle.

Pendant ce temps, Gonsalve était retenu devant les murs de Gaëte, où Ives d'Alègre s'était jeté avec les fuyards de Cérignole, et où il avait été ensuite renforcé par quatre mille soldats que lui avait amenés le marquis de Saluces. Pour ce motif et à cause de la grande force de la place, Gonsalve rencontra une résistance à laquelle il n'était plus habitué depuis longtemps. Campant dans la plaine, exposé au feu des assiégeants, il perdit un grand nombre de ses meilleurs soldats, entre autres son ami, don Hugo de Cardona, un des vainqueurs de Seminara, qui fut tué à ses côtés, tandis qu'il parlait avec lui. A la fin, après avoir fait, mais en vain, un effort désespéré pour sortir de cette position périlleuse, en s'emparant de la hauteur voisine du mont Orlando, il dut se retirer plus loin, jusqu'au village voisin de Castellone, qui rappellera au lecteur de plus agréables souvenirs, comme l'emplacement de la Villa Formiana de Cicéron [1]. Là, tandis qu'il continuait à bloquer Gaëte, il apprit que les Français avaient passé le Tibre et marchaient contre lui.

Devant Gaëte, le Grand Capitaine s'était efforcé de se procurer de tous côtés des renforts. Les Napolitains, sous les ordres de Navarro, l'avaient déjà rejoint, ainsi que les légions victorieuses d'Andrada, venues des Calabres ; il avait

[1] La maison de campagne de Cicéron s'élevait à mi-chemin entre Gaëte et Mola, l'ancienne Formies, à deux milles et demi environ de ces villes. Le touriste classique et crédule peut retrouver encore, au bord de l'ancienne voie Appienne, les débris de la maison et du mausolée du célèbre orateur.

encore été fortifié par l'arrivée de deux ou trois mille mercenaires, espagnols, allemands et italiens, que l'ambassadeur castillan, François de Roxas, avait levés à Rome, et il attendait chaque jour de cette ville un corps de troupes plus considérable, qui devait lui être fourni par l'entremise de l'envoyé vénitien. Enfin, il avait obtenu quelques nouvelles recrues et une forte somme d'argent, qui se trouvaient à bord de vaisseaux catalans, récemment arrivés d'Espagne; il devait néanmoins de forts arriérés à ses troupes. Sous le rapport du nombre, il était bien inférieur à son ennemi; il n'avait, en prenant l'estimation la plus élevée, que neuf mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie et deux mille chevau-légers. La force de son armée résidait surtout dans l'infanterie qui, parfaitement disciplinée, aguerrie et dévouée, lui inspirait une entière confiance. En cavalerie, plus encore en artillerie, il était loin d'égaler son adversaire, ce qui, joint à sa grande infériorité numérique, l'empêchait de tenir la campagne; il n'avait donc d'autre ressource que de s'emparer d'un passage ou d'une forte position sur la route des Français, afin de les tenir en échec jusqu'au moment où, ayant reçu des renforts suffisants, il pourrait lutter contre eux dans des conditions plus égales. La profonde rivière du Garigliano lui offrait la ligne de défense qu'il cherchait[1].

Le 6 octobre, Gonsalve leva son camp de Castellone, et, abandonnant à l'ennemi toute la région au nord du Garigliano, s'enfonça dans l'intérieur du pays; il se posta à San-Germano, forte place située en deçà de la rivière et couverte

[1] Les écrivains castillans ne donnent pas le chiffre total des troupes espagnoles; nous ne pouvons que le conjecturer d'après des estimations éparses, faites à la légère et comme toujours contradictoires, des différents détachements qui rejoignirent cette armée.



par les deux forteresses de Monte Casino [1] et de Rocca Secca. Il jeta dans cette dernière une troupe d'hommes déterminés, sous les ordres de Villalba, et attendit de pied ferme ses adversaires.

Bientôt on aperçut les colonnes françaises marchant sur Pontecorvo, situé à quelques milles de là, sur le bord opposé du Garigliano. Après une courte halte, les envahisseurs traversèrent le pont en avant de cette ville et s'avancèrent avec assurance, ne s'attendant guère à rencontrer une vive résistance chez un ennemi qui leur était si inférieur en nombre. Ils se trompaient à cet égard; la garnison de Rocca Secca, contre laquelle ils dirigèrent d'abord leurs armes, les reçut si rudement, qu'après deux assauts furieux livrés vainement à cette place, le marquis de Mantoue, renonçant à faire une nouvelle tentative, repassa la rivière et chercha plus bas un passage plus facile.

Longeant donc le Garigliano à droite, au sud-est des montagnes de Fondi, les Français descendirent jusqu'auprès de l'embouchure de la rivière. L'endroit où ils s'arrêtèrent et où, comme on le suppose généralement, s'élevait autrefois Minturnes [2], était couvert par une forteresse appelée la tour du Garigliano; la petite garnison espagnole qui l'occupait, après une courte résistance, capitula avec les honneurs de la guerre. Lorsque ces soldats rejoignirent leurs compatriotes,

[1] Les Espagnols emportèrent Monte Casino d'assaut, et, avec une violence sacrilége, pillèrent la riche argenterie du couvent des bénédictins; on leur ordonna toutefois de respecter les ossements des martyrs et d'autres saintes reliques, partage du butin qui ne satisfit probablement pas entièrement les religieux.

[2] Les débris de cette ville, qui s'élevait à quatre milles environ au dessus de l'embouchure du Liris, se voient encore à droite de la route; dans l'antiquité elle était assez grande pour couvrir les deux bords de la rivière.

sous la bannière du Grand Capitaine, ceux-ci, saisis de fureur en apprenant qu'ils avaient abandonné leur poste, si honorablement que ce fût, au lieu de mourir en le défendant, tombèrent sur eux à coups de piques et les massacrèrent jusqu'au dernier. Gonsalve ne jugea pas prudent de punir ce crime qu'il réprouvait, mais qui annonçait chez les Castillans une inflexible résolution de résister jusqu'au bout; il comprenait que cette énergie désespérée allait être bientôt mise à l'épreuve.

Le terrain occupé par les deux armées était bas et marécageux, tel qu'il était déjà dans l'antiquité; c'était, croit-on, dans les marais, au sud, que Marius proscrit s'était caché autrefois [1]. Ce sol, naturellement humide, avait encore été détrempé par des pluies excessives, qui étaient tombées plus tôt et en plus grande abondance cette année que les précédentes. Les Français campaient dans une plaine moins basse et moins humide que celle où se trouvaient leurs adversaires; ils avaient encore sur ceux-ci l'avantage de s'appuyer sur des populations nombreuses et amicales. Ils avaient derrière eux les grandes villes de Fondi, d'Itri et de Gaëte, tandis que leur flotte, sous les ordres de l'amiral Préjan, mouillait à l'embouchure du Garigliano et pouvait leur faciliter considérablement le passage de la rivière.

Le marquis de Mantoue se prépara donc à jeter un pont sur le Garigliano, à peu de distance de Trajetto; il réussit au bout de quelques jours dans cette tentative, quoique les eaux fussent hautes et troublées; il était protégé par son artillerie qui, placée au bord de la rivière, sur une hauteur, commandait entièrement la rive opposée.

[1] Les marais de Minturnes sont situés entre la ville et l'embouchure du Liris.



C'était un pont de barques de la flotte, fortement attachées l'une à l'autre et couvertes de planches ; dès qu'il fut achevé, le 6 novembre, les Français s'y engagèrent, tandis que leurs batteries, ouvrant un feu terrible, rendaient inutile toute résistance de la part de l'ennemi. Telle fut l'impétuosité des assaillants, que l'avant-garde espagnole recula en désordre sur le gros de l'armée. Avant que la confusion eût augmenté, Gonsalve, monté à la *gineta*, comme les chevau-légers, parcourut les rangs et, ralliant les fuyards, rétablit promptement l'ordre parmi eux. En même temps, Navarro et Andrada arrivaient avec l'infanterie espagnole ; chargeant furieusement les Français, il les arrêtèrent dans leur élan et enfin les forcèrent de reculer sur le pont.

Alors s'engagea une lutte désespérée ; officiers et soldats, cavaliers et fantassins, confondus pêle-mêle, combattaient avec cette férocité qu'éveille le combat corps à corps. Quelques-uns furent foulés aux pieds des chevaux, un plus grand nombre roulèrent en bas du pont ; le Garigliano était couvert d'hommes et d'animaux, qui, entraînés par le courant, s'efforçaient en vain de regagner la rive. La force corporelle et le courage étaient tout ; l'habileté, la tactique ne servaient de rien. Parmi ceux qui se distinguèrent le plus, on mentionne particulièrement l'italien Fabrizio Colonna. Un guerrier d'un rang inférieur, un *alferez* ou porte-étendard espagnol, du nom de Illescas, s'illustra aussi par un trait d'héroïsme. Un boulet de canon ayant emporté la main droite de l'enseigne, un soldat releva l'étendard qui était tombé, mais aussitôt l'intrépide *alferez* le lui enleva, en s'écriant « qu'il lui restait encore une main ; » en même temps, roulant une écharpe autour de son moignon sanglant, il reprit sa place dans les rangs. Cet acte de courage

ne resta pas sans récompense; à la demande de Gonsalve, Illescas reçut une forte pension.

Dans le fort de la mêlée, l'artillerie française s'était tue; elle ne pouvait tirer sur les Castillans sans tirer sur les Français, tous étant confondus. Mais, lorsque ceux-ci reculèrent devant l'ennemi, des troupes fraîches, qui s'élançaient contre eux, se trouvèrent exposées au feu de l'artillerie, qui ouvrit alors une canonnade furieuse. Les Espagnols, « quoiqu'ils se jetassent devant la bouche des canons, » comme le dit le marquis de Mantoue, « avec autant d'indifférence que s'ils eussent été faits d'air, au lieu de l'être de chair et d'os, » furent si cruellement maltraités, qu'ils durent lâcher pied; l'avant-garde, cessant dès lors d'être soutenue, finit par se retirer à son tour et par abandonner le pont à l'ennemi.

Ce fut un des engagements les plus terribles livrés dans ces guerres. Don Hugo de Moncada, vieux guerrier qui avait assisté à tant de combats sur terre et sur mer, dit à Paul Jove « qu'il ne s'était jamais vu dans un danger aussi imminent. » Les Français, bien qu'ils fussent restés maîtres du pont, avaient rencontré une résistance qui les avait beaucoup découragés; aussi, au lieu d'essayer de pousser plus loin leur succès, ils se retirèrent le soir même dans leurs quartiers, de l'autre côté de la rivière. Le temps orageux qui continuait, sans s'adoucir, avait gâté les routes, et le terrain marécageux, presque impraticable à la cavalerie, l'était tout à fait à l'artillerie, sur laquelle les Français comptaient beaucoup; d'un autre côté, il présentait de faibles obstacles, en comparaison, aux manœuvres de l'infanterie, qui constituait la grande force de l'ennemi. Pour ces motifs, le marquis de Mantoue résolut d'attendre, pour continuer ses opérations, que le temps eût changé et que les chemins se

fussent améliorés. Il construisit une redoute à l'extrémité la plus éloignée du pont et y jeta un détachement, afin de garder le passage pour le moment où il en aurait besoin.

Pendant que les deux armées en présence s'observaient mutuellement, toute l'Italie avait les yeux fixés sur elles, dans l'attente inquiète d'une bataille qui décidât définitivement du sort de Naples. Chaque jour, des courriers partaient du camp français pour Rome, d'où les ambassadeurs des différentes puissances européennes transmettaient des nouvelles à leurs gouvernements respectifs. Machiavel représentait, à cette époque, la république de Florence auprès du saint-siége, et sa correspondance reproduit, comme une gazette de notre temps, toutes les rumeurs, toutes les opinions qui se faisaient jour. Il connaissait personnellement un grand nombre de Français qui résidaient dans cette capitale; il rapporte fréquemment ce qu'ils lui disaient au sujet de la guerre, au spectacle de laquelle ils assistaient avec une entière confiance, ne doutant pas qu'elle ne finît par le triomphe de leurs compatriotes, dès que ceux-ci en viendraient aux prises avec l'ennemi. Le Florentin, plus froid et plus pénétrant, distingue dans la situation des deux armées des signes qui présagent une tout autre issue [1].

Il semblait évident que la victoire se déclarerait pour ceux qui pourraient supporter le mieux les fatigues et les privations de tout genre, auxquelles on était de part et d'autre

[1] Les Français montrèrent la même confiance dès le début de la guerre. Un d'entre eux ayant rapporté à Suarez, l'ambassadeur castillan à Venise, que le maréchal de la Trémouille avait dit « qu'il donnerait 20,000 ducats pour rencontrer Gonsalve de Cordoue dans les plaines de Viterbe, » l'Espagnol répondit vivement : « Nemours en aurait donné le double pour ne l'avoir pas rencontré à Cérignole. »

condamné. Les Espagnols se trouvaient placés dans des conditions plus défavorables que leurs adversaires. Le Grand Capitaine, peu de temps après l'affaire du pont, s'était retiré avec ses troupes vers une hauteur, à un mille environ du Garigliano, couronnée par le petit hameau de Cintura et commandant la route de Naples. En avant de son camp il avait fait creuser une profonde tranchée qui, dans un sol aussi mouillé, ne tarda pas à se remplir d'eau, et qu'il garnit, à chaque extrémité, d'une forte redoute. Ensuite, à l'abri derrière ces retranchements, il résolut d'attendre de pied ferme l'ennemi.

Cependant la situation de l'armée était des plus déplorables; ceux des soldats qui campaient au pied de la colline étaient plongés dans l'eau et dans la boue jusqu'aux genoux, car des pluies torrentielles et l'inondation de la rivière avaient converti la campagne en un véritable marais; on était obligé de couvrir la terre autant que possible de fascines, et encore était-il douteux qu'on pût arrêter longtemps de cette manière les progrès de l'élément envahisseur. Les Espagnols, placés plus haut, n'étaient guère plus favorisés; la pluie, la grêle, qui tombaient sans interruption depuis plusieurs semaines, pénétraient dans les tentes légères et dans les huttes couvertes de branches d'arbres, où les soldats étaient logés. En outre, ceux-ci étaient mal nourris, car il était difficile de se procurer des vivres dans ce pays dévasté et dépeuplé [1]; ils étaient plus mal payés encore par la négligence, peut-être la pénurie de Ferdinand, qui,

[1] Ce pays aride, inhabité, devait être peu étendu, car il se trouve dans la Campanie heureuse, près des plaines cultivées de Sessa, du mont Massique et des champs de Falerne, noms qui évoquent des souvenirs impérissables tant que la bonne poésie et le bon vin resteront en honneur.



envoyant peu d'argent à son général, l'exposait, entre autres difficultés, à mécontenter les Espagnols, et surtout les mercenaires étrangers, qu'il n'eût pu retenir dans le devoir, sans la conduite la plus adroite et la plus sage [1].

Dans ces moments critiques, Gonsalve conserva toute sa présence d'esprit et même la bonne humeur indispensable à un chef qui doit réveiller l'ardeur de ses compagnons. Il s'associa à leurs souffrances et, loin de se croire soustrait par son rang aux fatigues et aux privations, il se mit sur un pied d'égalité avec le dernier de ses soldats ; il monta même, dit-on, plusieurs fois la garde. Surtout il déploya cette inflexible constance qui rend l'homme capable de ranimer, à l'heure sombre du danger, le courage et la confiance de ceux qui l'entourent ; il donna, vers ce temps, une preuve remarquable de cette énergie.

La situation déplorable de l'armée et la pensée de la voir se prolonger indéfiniment avaient fait naturellement craindre à un grand nombre d'officiers, sinon une rébellion ouverte, au moins du découragement chez les soldats affaiblis par des maladies. Plusieurs d'entre eux, y compris Mendoza et les deux Colonna, se rendirent donc auprès du commandant en chef et, après lui avoir exposé franchement leurs craintes, le prièrent de transférer le camp à Capoue, où les Espagnols trouveraient des logements commodes et salubres, jusqu'à ce que le temps se fût adouci ; il ne fallait pas, soutenaient-ils, s'attendre d'ici là à un mouvement agressif de la part des Français. Gonsalve comprenait trop bien l'importance d'en venir aux prises avec l'ennemi, avant qu'il fût en

[1] La conquête de Naples fut, on se le rappelle, entreprise exclusivement pour le compte de la couronne d'Aragon, dont les revenus étaient bien inférieurs à ceux de la Castille.

rase campagne, pour avoir confiance dans une affirmation aussi hypothétique; il craignait, en outre, de décourager encore plus l'armée par cette retraite. Il avait pris une détermination, après y avoir mûrement réfléchi; aussi, après avoir patiemment écouté ses officiers jusqu'au bout, il leur fit cette courte et mémorable réponse : « Le salut de l'État exige que nous gardions notre position, et, soyez-en bien convaincus, je ferais plutôt deux pas en avant, dussent-ils me conduire au tombeau, que d'en faire un seul en arrière, pour vivre encore cent ans. » Le ton décidé dont il prononça ces mots le délivra de nouvelles importunités.

Il n'y a pas un acte de la vie du Grand Capitaine, qui montre plus complétement sa force de caractère. Voyant autour de lui languir et mourir ses fidèles compagnons, il savait qu'un seul mot de sa bouche pouvait mettre fin à tant de souffrances, et ce mot il refusa de le prononcer; esclave du devoir, il n'hésita pas à assumer sur lui la plus lourde responsabilité, malgré les représentations des officiers dont les talents lui inspiraient le plus de confiance.

Gonsalve espérait que les Espagnols, grâce à leur prudence, à leur sobriété, à leur excellente constitution, pourraient résister aux influences malignes du climat; il comptait aussi sur leur discipline éprouvée, sur l'attachement qu'ils lui portaient, et les croyait prêts à tous les sacrifices qu'il pourrait leur demander. L'expérience qu'il avait acquise au siége de Barletta lui faisait juger tout autrement le caractère de ses adversaires. L'événement justifia ses prévisions.

Les Français, nous l'avons déjà dit, occupaient un terrain plus élevé, plus salubre que leurs rivaux, au delà de la rivière. Ils avaient, en outre, trouvé un abri dans les restes

d'un vaste amphithéâtre et dans quelques autres édifices qui couvraient encore l'emplacement de l'ancienne ville de Minturnes. Néanmoins, ils souffraient beaucoup plus que leurs ennemis des rigueurs de la saison; chaque jour, un grand nombre tombaient malades et mouraient; ils manquaient d'ailleurs de vivres, par la faute des commissaires qui avaient la garde des magasins de Rome et commettaient les concussions les plus scandaleuses. Dans cette situation, le soldat français, toujours impatient et prompt à l'action, se lassa peu à peu d'une guerre où il n'avait à combattre que les éléments et où il se voyait mourir lentement, comme un esclave dans sa prison, sans pouvoir espérer même de trouver une mort honorable sur le champ de bataille.

Ce mécontentement des Français avait encore grandi par suite du peu de succès qu'ils avaient obtenu, dans leurs récentes rencontres avec l'ennemi, et, à la fin, les soldats firent retomber leur ressentiment sur leur commandant en chef, le marquis de Mantoue, qu'ils n'avaient jamais aimé. Ils lui reprochèrent hautement son incapacité, l'accusèrent de s'entendre secrètement avec les Espagnols et l'accablèrent de tous les noms injurieux qu'ils avaient l'habitude de prodiguer aux Italiens. Ils étaient encouragés clandestinement par Ives d'Alègre, Sandricourt et d'autres officiers français, qui avaient toujours vu avec déplaisir l'élévation du marquis; à la fin, celui-ci, s'apercevant qu'il avait perdu toute influence et ne voulant pas garder le commandement, lorsqu'il n'avait plus l'autorité, profita d'une légère maladie dont il était atteint, pour donner sa démission, et se retira brusquement dans ses terres.

Il fut remplacé par le marquis de Saluces, qui était aussi un Italien, étant né dans le Piémont, mais avait longtemps

servi sous les drapeaux français et avait été chargé par Louis XII de commandements très importants. Ce général ne manquait ni d'énergie ni de talent, mais il eût fallu un chef bien plus capable pour rétablir la subordination dans l'armée et ranimer une confiance qui avait entièrement disparu. Les Italiens, indignés de l'affront fait à leur ancien commandant, désertèrent en grand nombre. Les chevaliers français, refusant de rester dans des lieux insalubres, se disséminèrent dans les villes voisines de Fondi, d'Itri et de Gaëte, laissant la tour du Garigliano et les environs à la garde de l'infanterie suisse et allemande. Ainsi, tandis que toute l'armée espagnole campait à un mille de la rivière, sous les yeux de son général, prête à combattre, les Français s'éparpillèrent dans une contrée qui avait plus de dix milles d'étendue et, sans respect pour la discipline militaire, ils cherchèrent à oublier leur vie monotone et triste du camp, au milieu de tous les plaisirs qu'ils pouvaient se procurer dans leurs nouveaux quartiers.

On ne doit pas croire que le repos des deux armées ne fût jamais troublé par le bruit des armes; on vit, au contraire, plus d'une rencontre avec des succès divers, et, comme au siége de Barletta, les chevaliers des deux nations rivalisèrent souvent de bravoure. Les Espagnols firent deux tentatives infructueuses pour brûler le pont de l'ennemi; mais ils réussirent à s'emparer de l'imposante forteresse de la Rocca Guglielma. Entre autres traits d'intrépidité, les écrivains castillans citent surtout avec complaisance un des exploits de leur héros favori, Diego de Paredes, qui s'avança seul sur le pont contre une troupe de chevaliers français, armés de toutes pièces; c'était là une hardiesse digne de don Quichotte, et Paredes eût probablement partagé le sort

habituel de ce personnage fameux, dans de pareilles occasions, si ses compatriotes ne fussent venus à son secours. En revanche, les Français parlent du preux chevalier Bayard, qui, avec un seul bras, défendit le pont contre les Castillans, pendant plus d'une heure.

Ces faits d'armes, sans doute, sont plus facilement accomplis par la plume que par l'épée, mais ce serait faire injure au consciencieux chroniqueur de ce temps, que de supposer qu'il ne croyait pas lui-même aux merveilleux exploits qu'il célébrait. Tous ressentaient l'influence d'une époque romantique, où la chevalerie mourait, mais sans avoir rien perdu de l'enthousiasme, de l'ardeur qu'elle manifestait à l'origine. Un crépuscule incertain voilait tous les objets; chaque jour voyait se produire de telles extravagances, non pas imaginaires, mais réelles, qu'il devenait difficile de fixer les limites de la fiction. Le chroniqueur pouvait quelquefois s'aventurer innocemment dans le champ du poète, et celui-ci puisait souvent le sujet de ses vers dans les pages de l'historien. La muse romantique de l'Italie, alors dans l'éclat de sa gloire, ne faisait que donner une teinte plus brillante aux chimères de la vie réelle; des héros vivants, les Bayard, les Paredes, les La Palice, lui fournissaient les éléments de ces créations idéales, dans lesquelles elle a si bien incarné les perfections de la chevalerie.

CHAPITRE XV.

PAIX AVEC LA FRANCE.

(1503-1504)

Passage du Garigliano par les Espagnols. — Consternation des Français. Combat près de Gaëte. — Acharnement des combattants. — Défaite des Français. — Reddition de Gaëte. — Enthousiasme excité par Gonsalve de Cordoue. — Traité avec la France. — Examen de la conduite militaire de Gonsalve. — Résultats de la campagne.

Il y avait déjà sept semaines que les deux armées en présence s'observaient mutuellement, sans faire ni l'une ni l'autre aucun mouvement décisif. Pendant ce temps, le Grand Capitaine s'était constamment efforcé de se procurer des renforts à Rome, par l'entremise de l'ambassadeur castillan, François de Rojas; il avait surtout recherché l'alliance de la puissante famille des Orsini, ennemis depuis longtemps des Colonna, partisans de l'Espagne. A la fin, une réconciliation fut heureusement opérée entre ces rivaux, et il fut convenu que Barthélemy d'Alviano, comme le chef de la famille des Orsini, se rangerait avec trois mille hommes sous la bannière de Gonsalve. Cet arrangement avait été fait par l'entremise de l'envoyé vénitien à Rome, qui avança

même une forte somme d'argent pour le paiement des nouvelles recrues.

L'arrivée de ces troupes, ayant à leur tête un des plus habiles et plus vaillants capitaines de l'Italie, ranima le courage des Espagnols. Bientôt Alviano pressa vivement Gonsalve d'abandonner son plan d'opérations et d'attaquer l'ennemi dans ses quartiers. Le Grand Capitaine avait décidé de rester sur la défensive, et, comme nous l'avons déjà dit, trop inférieur en forces aux Français, pour les combattre en rase campagne, il s'était solidement retranché dans sa position, avec la ferme résolution d'attendre une attaque. Mais la situation avait bien changé; l'ancienne inégalité avait été considérablement diminuée par l'arrivée des auxiliaires italiens, et était mieux encore compensée par le désordre qui régnait parmi les Français. Gonsalve savait d'ailleurs que, dans les entreprises les plus périlleuses, l'enthousiasme, l'ardeur des assaillants doublent leur vigueur, tandis que leurs adversaires, pris à l'improviste, sont troublés et s'attendent à une défaite, avant même d'avoir engagé la lutte. Aussi écouta-t-il favorablement Alviano, qui lui proposait de passer le Garigliano, en établissant un pont en face de Suzio, petite ville occupée par les Français, sur la rive droite, à quatre milles environ au dessus de leur quartier-général. L'attaque devait avoir lieu le plus tôt possible, après la Noël prochaine, au moment où l'ennemi pourrait être surpris au milieu des réjouissances qui ont lieu à cette occasion.

Ce jour de fête pour la chrétienté entière arriva enfin; il ne ramena guère la gaîté parmi les Espagnols, plongés dans ces tristes marécages, manquant presque de toutes les choses nécessaires à la vie, et ne résistant au climat que grâce à

leur corps de fer et à leur invincible courage. Ils le célébrèrent toutefois avec les solennités religieuses en usage dans l'Église romaine, et ces exercices religieux, rendus plus imposants encore par leur situation présente, servirent à fortifier l'héroïque patience qui les avait soutenus au milieu d'indicibles souffrances.

Sur ces entrefaites, les matériaux nécessaires pour l'entreprise projetée avaient été réunis si rapidement, que, le 28 décembre, tous les préparatifs étaient terminés. Alviano, qui conduisait l'avant-garde, était chargé d'établir le pont; le centre et le gros de l'armée, sous les ordres de Gonsalve, devaient le suivre; enfin, Andrada, commandant l'arrière-garde, devait emporter le vieux pont, en face de la tour du Garigliano.

La nuit était sombre et orageuse. Alviano s'acquitta de sa tâche, avec tant de célérité et de prudence, qu'il n'attira pas l'attention de l'ennemi. Le pont construit, il avança avec l'avant-garde, composée principalement de cavalerie, ayant avec lui Navarro, Paredes et Pizarre, et, tombant sur les défenseurs endormis de Suzio, il massacra tous ceux qui lui opposèrent de la résistance.

Le bruit que les Castillans avaient passé la rivière se répandit rapidement au loin, et le marquis de Saluces, posté près de la tour du Garigliano, reçut bientôt la nouvelle. Il croyait ses adversaires plongés dans la torpeur au milieu des marais, et cet événement l'étourdit comme un coup de foudre. Sans perdre de temps, il réunit comme il put ses troupes dispersées, et envoya en attendant Ives d'Alègre avec un corps de cavalerie pour arrêter les ennemis, jusqu'à ce qu'il se fût retiré dans les murs de Gaëte. Il commença par démolir le pont situé près de son camp et laissa aller

les barques à la dérive; il abandonna les tentes, le bagage et neuf de ses plus lourds canons; il laissa même les malades et les blessés à la merci de l'ennemi, pour n'être pas embarrassé dans sa marche. Il envoya en avant le reste de son artillerie; l'infanterie venait derrière et les gens d'armes, conduits par le marquis lui-même, devaient couvrir la retraite.

Avant qu'Ives d'Alègre fût arrivé à Suzio, toute l'armée espagnole avait passé le Garigliano et s'était formée en ordre de bataille sur la rive droite; ne pouvant tenir tête à des forces si supérieures en nombre, il rebroussa chemin en toute hâte et se joignit au gros de l'armée, qui était déjà en pleine retraite.

Gonsalve, craignant que sa proie ne lui échappât, avait ordonné à Prosper Colonna de prendre les devants avec un corps de cavalerie légère, afin d'inquiéter les Français et de retarder leur marche, jusqu'à ce qu'il fût arrivé. Lui-même, longeant la rive droite avec ses troupes, il traversa rapidement le camp désert de l'ennemi, laissant peu de temps à ses soldats pour ramasser le précieux butin qui s'offrait partout à leur vue. Bientôt il arriva en présence des Français, qui avaient marché très lentement, à cause de la difficulté de traîner leurs canons sur un terrain boueux. Cependant la retraite se faisait en très bon ordre; le chemin étant très étroit, un petit nombre d'hommes seulement pouvaient de part et d'autre en venir aux mains; le succès dépendait donc, en grande partie, de la vigueur et de la bravoure des combattants. L'arrière-garde des Français se composait, comme nous l'avons dit, des gens d'armes, y compris Bayard, Sandricourt, Lafayette et d'autres vaillants chevaliers, qui, armés de toutes pièces, n'eurent pas de peine à repousser la

cavalerie légère qui avait été envoyée contre eux; chaque fois qu'ils rencontraient un pont, un cours d'eau, un passage étroit, ils serraient les rangs et tenaient résolûment tête à leurs adversaires, pour donner du temps à ceux qui les précédaient.

Ainsi, tantôt s'arrêtant, tantôt reculant, toujours aux prises avec l'ennemi, sans grande effusion de sang, les gens d'armes atteignirent le pont situé devant Mola di Gaeta. Là, quelques fourgons d'artillerie, s'étant enfoncés ou renversés, occasionnèrent des retards considérables et du désordre. L'infanterie, continuant d'avancer, se mêla avec l'artillerie. Le marquis de Saluces voulut profiter de la forte position que lui offrait le pont, pour rétablir l'ordre. Une lutte désespérée s'engagea alors; les chevaliers français, en chargeant intrépidement les Espagnols, arrêtèrent momentanément la poursuite. Bayard, que l'on voyait toujours dans les endroits les plus dangereux, eut trois chevaux tués sous lui, et enfin, emporté par son ardeur au milieu des rangs ennemis, il fut sauvé avec peine par une charge furieuse de son ami Sandricourt.

Les Castillans, étourdis par cette attaque furieuse, parurent hésiter un instant, mais Gonsalve avait eu le temps de faire avancer ses gens d'armes, qui soutinrent les colonnes à demi rompues et recommencèrent le combat dans des conditions plus égales. Il se jeta lui-même au fort de la mêlée et courut, pendant quelques moments, le plus grand danger, son cheval ayant glissé dans la boue et s'étant renversé, heureusement sans faire aucun mal au cavalier; celui-ci se releva aussitôt et continua d'encourager de la voix ses compagnons, auxquels il donnait l'exemple de la bravoure.

La lutte avait déjà duré deux heures. Les Espagnols, mal-

gré leur courage, étaient exténués de fatigue et de faim, ayant fait six lieues de marche, sans avoir mangé depuis la veille. On comprend donc l'anxiété avec laquelle le Grand Capitaine attendait l'arrivée de son arrière-garde, confiée à Andrada; celle-ci, qui avait reçu ordre de passer la rivière plus bas, devait décider du sort de la journée.

A la fin, le spectacle désiré s'offrit aux yeux de Gonsalve. On vit paraître au loin une masse sombre, qui devint de plus en plus distincte en se rapprochant; c'était l'arrière-garde castillane. Andrada avait emporté sans difficulté la redoute ennemie, élevée en deçà du Garigliano, mais il n'était parvenu qu'avec peine et après avoir perdu beaucoup de temps à s'emparer des barques que le marquis de Saluces avait laissé aller çà et là à la dérive. Enfin, ayant rétabli ses communications avec la rive opposée, il s'était avancé rapidement par une route plus directe, à l'est de celle qu'avait suivie le gros de l'armée. Les Français furent saisis de terreur à la vue de ces nouveaux adversaires, que l'on eût dit tombés du ciel sur le champ de bataille; à peine attaqués, ils rompirent les rangs et s'enfuirent dans toutes les directions. Les pièces d'artillerie qui encombraient la route à l'arrière-garde augmentèrent encore le désordre, et les cavaliers, dans leur empressement à sortir d'une position périlleuse, foulèrent impitoyablement les fantassins aux pieds de leurs chevaux. Les chevau-légers espagnols poursuivirent les fuyards; brûlant d'une soif de vengeance longtemps différée, ils firent chèrement expier à ceux-ci les souffrances qu'eux-mêmes avaient endurées dans les marais de Sessa.

A peu de distance du pont, la route se bifurquait; là les vaincus terrifiés se séparèrent, les uns s'enfuyant vers Itri, les autres, en bien plus grand nombre, vers Gaëte. Gonsalve

envoya Navarro et Pedro de la Paz, avec un corps de cavalerie, pour leur barrer le passage, en prenant un chemin de traverse plus court. On en arrêta beaucoup de cette manière, mais la plupart de ceux qui échappèrent au fer ennemi réussirent à se jeter dans Gaëte.

Le Grand Capitaine se logea cette nuit dans le village voisin de Castellone; ses braves soldats, qui s'étaient battus toute la journée à jeûn, malgré une pluie d'orage qui n'avait pas cessé de tomber, avaient besoin de nourriture et de repos. Ainsi finit la bataille, ou, comme on l'appelle généralement, la déroute du Garigliano, la plus importante par ses résultats de toutes les victoires remportées par Gonsalve de Cordoue; elle couronnait glorieusement sa brillante carrière militaire. Les Français perdirent de trois à quatre mille hommes tués sur place, tous leurs bagages, leurs drapeaux et leur magnifique artillerie. Les Espagnols souffrirent beaucoup, sans doute, dans la lutte acharnée qui s'engagea sur le pont, mais aucun écrivain, castillan ou étranger, ne donne une estimation de leurs pertes. On remarqua que cette bataille avait été livrée un vendredi, ce même jour qui avait été si souvent heureux pour l'Espagne, sous ce règne.

L'inégalité des forces engagées dans l'action n'était probablement pas grande, car les Français, dispersés sur une vaste étendue de pays, ne purent tous arriver à temps pour prendre part au combat. C'est ainsi que plusieurs corps de troupes, accourant à la fin de la bataille, furent saisis d'une panique soudaine et déposèrent les armes, sans tenter aucune résistance. L'admirable artillerie dans laquelle les vaincus avaient placé leur confiance, non seulement ne leur rendit pas de services, mais fut, en grande partie, comme on l'a vu, la cause de leur perte. L'attaque fut soutenue

presque exclusivement par la chevalerie française, qui se montra digne, pendant toute cette journée, de son ancienne réputation de bravoure, et ne lâcha pied qu'au moment critique où l'arrivée de l'arrière-garde castillane fit pencher décidément la balance du côté de l'ennemi.

Le lendemain matin, de bonne heure, Gonsalve se prépara à emporter le mont Orlando, qui domine la ville de Gaëte; mais les défenseurs de cette forte position, qui, peu de mois auparavant, avait bravé tous les efforts des Espagnols, étaient complétement découragés, et ils se rendirent sans coup férir. La garnison de Gaëte n'était pas moins abattue et, avant que Navarro eût fait tourner les batteries du mont Orlando vers la ville, un parlementaire fut envoyé par le marquis de Saluces avec des offres de capitulation.

C'était plus que le Grand Capitaine avait pu espérer : les Français étaient très nombreux, et les fortifications, en bon état; la place était bien pourvue d'artillerie et de munitions de guerre, elle avait des vivres pour dix jours au moins et la flotte, qui mouillait dans le port, pouvait la ravitailler, en allant chercher des provisions à Livourne, à Gênes et dans d'autres cités maritimes favorables à la France. Mais les Français avaient perdu tout courage, ils étaient affaiblis par des maladies, leur insolente confiance en eux-mêmes avait disparu; cette série de revers qui s'étaient succédé sans interruption, depuis l'ouverture de la campagne jusqu'à la récente déroute du Garigliano, les avait jetés dans le plus profond abattement. Les éléments même semblaient s'être ligués contre eux; il leur paraissait inutile de lutter davantage contre la destinée, et ils aspiraient au jour où, disant un éternel adieu à cette terre maudite, ils pourraient rentrer dans leur pays natal.

Le Grand Capitaine accorda sans difficulté aux vaincus des conditions qui, tout en lui donnant une apparence de générosité, lui assuraient les fruits les plus précieux de la victoire; il était trop prudent pour réduire ses ennemis au désespoir; il n'était pas d'ailleurs, malgré tous ses succès, assez fort pour n'avoir rien à craindre. Il manquait d'argent, devait comme toujours des arriérés considérables à ses troupes et, selon un historien italien, il y avait à peine une ration de pain pour celles-ci, dans tout son camp.

Aux termes de la capitulation, signée le 1er janvier 1504, les Français devaient évacuer immédiatement la place et la livrer aux vainqueurs, avec l'artillerie, les munitions et tout le matériel de guerre. Les prisonniers, y compris ceux de la campagne précédente, seraient restitués de part et d'autre, arrangement qui était tout à l'avantage des Français. La garnison de Gaëte pourrait rentrer librement en France, par mer ou par terre, à son choix.

Du moment où les hostilités eurent cessé, le Grand Capitaine déploya envers ses anciens ennemis une générosité, une humanité, plus honorables pour lui que ses victoires; il veilla scrupuleusement à la fidèle exécution du traité et punit sévèrement toutes les offenses faites aux vaincus par ses soldats. Sa douceur, sa courtoisie, qui offraient un contraste saisissant avec l'idée qu'ils s'étaient faite de lui, dans leur terreur, provoquèrent chez les Français une admiration enthousiaste, qu'ils manifestèrent en l'appelant « gentil capitaine et gentil chevalier. »

La nouvelle de la déroute du Garigliano et de la reddition de Gaëte répandit la tristesse et la consternation dans toute la France; il y avait à peine une famille de rang, dit un écrivain de ce pays, qui n'eût un de ses membres enveloppé

dans la catastrophe. La cour prit le deuil; le roi, humilié de voir tous ses projets ambitieux défaits par un ennemi qu'il méprisait, s'enferma dans son palais, refusant de voir personne, et ses tourments d'esprit amenèrent une maladie qui faillit lui devenir fatale.

Louis XII fit retomber sa colère sur les malheureux défenseurs de Gaëte, qui avaient lâchement déserté leur poste pour rentrer en France; il leur ordonna d'hiverner en Italie, leur défendant de repasser les Alpes, sans avoir reçu son autorisation. Il condamna Sandricourt et d'Alègre au bannissement, pour insubordination envers leur commandant en chef, et plus particulièrement le second de ces officiers, pour sa conduite avant la bataille de Cérignole. Enfin, il fit pendre les commissaires des armées, qui avaient principalement causé la perte de celles-ci par leurs vols scandaleux.

Mais la coupe amère que les soldats français devaient vider jusqu'à la lie, n'avait pas besoin pour déborder de l'impuissante fureur du monarque. Un grand nombre de ceux qui s'embarquèrent pour Gênes succombèrent aux maladies qu'ils avaient contractées pendant leur long séjour dans les marais de Minturnes; les autres rentrèrent en France, sourds dans leur désespoir aux ordres de leur maître. Ceux qui prirent la voie de terre furent cruellement maltraités par les paysans italiens, qui leur firent chèrement expier les actes de cruauté dont ils s'étaient rendus coupables; on les voyait, mourants de faim et de froid, errer comme des spectres sur les grandes routes et dans les rues des principales villes de la péninsule; tous les hôpitaux de Rome étaient encombrés de malades; les écuries, les hangars, étaient pleins de malheureux vagabonds, cherchant quelque réduit obscur pour y mourir en paix.

Les chefs de l'expédition ne furent pas plus heureux ; entre autres, le marquis de Saluces, à peine débarqué à Gênes, succomba à une fièvre causée par ses chagrins. Sandricourt, trop fier pour supporter une disgrâce, mit violemment fin à ses jours. D'Alègre, plus coupable, mais plus courageux, survécut pour se réconcilier avec son souverain et pour trouver la mort du soldat sur un champ de bataille.

C'est sous ces sombres couleurs que les historiens français dépeignent la dernière lutte engagée par Louis XII pour la conquête du royaume de Naples. Peu d'expéditions militaires ont été entreprises sous des auspices plus brillants et plus heureux ; peu ont été conduites avec une inhabileté aussi constante et nulle n'a abouti à une catastrophe plus complète et plus terrible.

Le 3 janvier 1504, Gonsalve fit son entrée à Gaëte, et des salves d'artillerie annoncèrent au loin que cette forte position, la clef du royaume de Naples, avait passé dans les mains du roi d'Aragon. Après s'être arrêté quelques jours dans cette ville, pour laisser reposer ses troupes, il revint dans la capitale; mais, au milieu des fêtes qui saluèrent son retour, il fut attaqué d'une fièvre, causée par des fatigues incessantes et par une trop forte contention d'esprit, durant quatre mois. Il souffrit beaucoup et pendant quelque temps coûrut le plus grand danger. Les Napolitains, en cette occasion, se montrèrent en proie à une extrême agitation ; les manières populaires du général lui avaient concilié l'affection de ce peuple inconstant, dont l'amitié était aussi changeante que la fidélité; des prières, des vœux furent faits dans toutes les églises, dans tous les couvents de la ville, pour le rétablissement de la santé de l'illustre malade. A la

fin, celui-ci sortit de cette crise, grâce à son excellente constitution. Aussitôt que cette heureuse nouvelle fut connue, la population entière, se jetant dans un autre extrême, se livra à des transports de folle joie, et, lorsque Gonsalve fut assez bien rétabli pour pouvoir donner audience, tous, sans acception de rang, accoururent au Castel Nuovo pour lui offrir leurs félicitations et pour voir le héros qui revenait, pour la troisième fois, au milieu d'eux, le front couronné de lauriers. Chacun, dit l'enthousiaste biographe de Gonsalve, l'admirait bruyamment; les uns vantant sa noble attitude et sa belle physionomie; les autres, ses manières aimables et gracieuses; tous s'extasiant sur une munificence qui eût convenu à un roi même.

Les vertus du Grand Capitaine furent célébrées, avec plus ou moins de talent, par maint poète, qui chercha à s'inspirer de ce glorieux sujet, espérant, sans doute, que le généreux Castillan récompenserait ses flatteurs bien au delà de leur mérite. Dans ce concert général d'adulations, la voix de Sannazar, plus éloquente que toutes les autres, ne se fit pas entendre, car le vainqueur s'était élevé sur les ruines de la maison royale où Sannazar avait longtemps trouvé un abri; ce silence, au milieu des cris d'admiration poussés par tant d'autres, fait plus d'honneur à la mémoire du poète que ses plus beaux vers.

Gonsalve commença par réunir les différents ordres de l'État, qui prêtèrent entre ses mains serment de fidélité à Ferdinand le Catholique; il s'occupa ensuite de prendre les arrangements nécessaires pour réorganiser le gouvernement et réformer surtout plusieurs abus qui s'étaient glissés dans l'administration de la justice. Lorsqu'il essaya de rétablir l'ordre, il dut réprimer l'insubordination de la soldatesque,

qui réclamait à grands cris le paiement de ses arriérés; les mécontents finirent par se mutiner et s'emparèrent de deux places fortes, comme garantie. Le général châtia cette insolence, en licenciant plusieurs compagnies qui faisaient le plus de résistance et les renvoya en Espagne. Il chercha à les payer au moyen de contributions imposées sur les Napolitains; mais les soldats voulurent se payer eux-mêmes et ils maltraitèrent les habitants chez lesquels ils étaient logés, au point de leur faire presque regretter le temps où ils étaient exposés à toutes les horreurs de la guerre [1]. Ainsi commença, d'après Guichardin, ce système d'exactions militaires en pleine paix, qui devint plus tard si commun en Italie et grossit douloureusement la liste des maux sans nombre qui affligeaient ce malheureux pays.

Au milieu de ses nombreuses occupations, Gonsalve n'oublia pas les braves officiers qui avaient porté avec lui le fardeau de la guerre, et il les récompensa avec une munificence princière, même, comme on le vit plus tard, à son détriment. Parmi eux se trouvaient Navarro, Mendoza, Andrada, Benavides, Leyva, l'Italien Alviano et les deux Colonna, dont la plupart vécurent assez longtemps pour se montrer plus tard, sur un plus vaste théâtre, dans les guerres de Charles-Quint, les dignes élèves du Grand Capitaine; il leur donna, d'après l'importance de leurs services, des villes, des forteresses, de vastes domaines, fiefs qu'ils tenaient de la couronne. Il avait préalablement obtenu à cet effet l'autorisation de son royal maître; mais celui-ci, avec son esprit de parcimonie, n'ap-

[1] Les Italiens commencèrent, dès cette époque, à éprouver les vives souffrances qui, un siècle et demi plus tard, inspirèrent à Filicaja de belles lamentations, qui ont perdu une partie de leurs grâces touchantes, même sous la plume de lord Byron.

prouvait guère ces largesses, et on l'entendit s'écrier avec dépit : « Il m'importe peu que Gonsalve de Cordoue ait gagné un royaume pour moi, s'il distribue tout aux autres avant que j'aie rien touché ! » On commença à comprendre à la cour que le général était devenu un sujet trop puissant pour ne pas causer d'ombrage à son souverain.

Pendant ce temps, Louis XII était tourmenté des plus vives appréhensions au sujet de ses possessions dans le nord de l'Italie. Ses anciens alliés, l'empereur Maximilien et la république de Venise, surtout celle-ci, non seulement lui témoignaient de la froideur, mais paraissaient s'entendre secrètement avec son rival, Ferdinand. Le belliqueux pontife, Jules II, rêvait des projets tout à fait étrangers à ceux de la France. Les républiques de Pise et de Gênes étaient entrées en correspondance avec Gonsalve et avaient réclamé sa protection, tandis qu'un grand nombre de Milanais mécontents s'engageaient à le soutenir vigoureusement, s'il arrivait avec des forces suffisantes pour renverser le gouvernement existant. Non seulement la France, mais l'Europe entière s'attendait à voir le général espagnol profiter de ses succès pour porter ses armes victorieuses dans le nord de l'Italie, révolutionner en passant la Toscane, reprendre Milan aux Français et chasser ceux-ci, découragés par leurs derniers revers, au delà des Alpes.

Mais Gonsalve était déjà assez occupé de rétablir l'ordre dans le royaume de Naples. Son souverain, bien que les écrivains français l'aient absurdement accusé d'avoir nourri des rêves de conquête universelle, ne se souciait nullement d'acquérir plus d'États qu'il n'en pouvait garder. Le trésor royal n'était jamais dans une situation très prospère, et Ferdinand, déjà embarrassé de faire face aux dépenses de la

dernière guerre, ne devait pas être disposé à s'engager dans une nouvelle entreprise et à réveiller des ennemis qui semblaient vouloir se reposer des fatigues d'une longue lutte. Aussi n'y a-t-il pas de motif de croire qu'il eut jamais sérieusement cette idée pendant un seul instant [1].

Mais Louis XII le craignait, et pour cette raison il se prépara à régler ses différends avec son rival par la voie des négociations; c'était tout ce que Ferdinand désirait avec le plus d'ardeur. En effet, deux ambassadeurs espagnols avaient résidé, pendant la plus grande partie de la guerre, à la cour de France, dans le but de faciliter les premières ouvertures qui pourraient être faites à ce sujet, et par leur entremise fut conclu un traité qui garantissait à l'Aragon la possession paisible de ses conquêtes pendant ce laps de temps. Les principaux articles stipulaient la cessation immédiate des hostilités et le rétablissement complet des relations commerciales, sauf dans le royaume de Naples d'où les Français étaient exclus. Le roi d'Aragon avait plein pouvoir pour réduire toutes les villes napolitaines qui lui résistaient encore. Enfin, les souverains contractants s'engageaient solennellement, chacun de son côté, à n'assister en aucune manière, ni secrètement ni ouvertement, les ennemis de l'autre. Ce traité, qui devait prendre cours à partir du 25 février 1504, fut signé par le roi de France et les plénipotentiaires espagnols, à Lyon, le 11 de ce mois, et ratifié par Ferdinand et Isabelle, au couvent de Santa-Maria de la Mejorada, le 31 mars suivant.

Il y avait encore, au cœur du royaume de Naples, un petit

[1] La campagne contre Louis XII avait coûté à l'Espagne 331 *cuentos* ou millions de maravédis; c'était faire à bon marché la conquête d'un royaume. Encore Naples avait-il couvert le cinquième des frais.



territoire, comprenant Venouse et plusieurs villes voisines, où Louis d'Ars et ses braves compagnons continuaient de résister aux soldats du roi d'Aragon. Ce traité ne lui laissant plus d'espoir d'être secouru, l'intrépide chevalier refusa de se rendre; il partit à la tête de sa petite et vaillante troupe de vétérans qui, armés de millieu pièces, dit Brantôme, et la lance au repos, traversèrent, en ordre de bataille, les provinces napolitaines et le milieu de la péninsule. Louis d'Ars, chemin faisant, imposait des contributions aux villes où il passait; c'est ainsi qu'il rentra en France et se présenta devant la cour, à Blois. Le roi et la reine, ravis de sa bravoure, vinrent à sa rencontre et, dit le vieux chroniqueur, le régalèrent bien, ainsi que ses compagnons, qu'ils comblèrent de largesses. Ils promirent en même temps au brave chevalier de lui accorder la faveur qu'il leur demanderait, quelle qu'elle fût; celui-ci se borna à les prier de rappeler de l'exil son ancien frère d'armes, Ives d'Alègre. Ce trait de générosité, dans cette époque de rudesse, surprend agréablement; il prouve, avec d'autres attribués à des gentilshommes français de ce temps, que l'âge de la chevalerie romanesque n'était pas encore entièrement passé.

La pacification de Lyon décida du sort de Naples, et, en faisant cesser les guerres dans ce royaume, mit fin à la carrière militaire de Gonsalve de Cordoue. On ne peut contempler la grandeur des résultats obtenus avec de si faibles ressources et malgré tant d'obstacles formidables, sans être saisi d'une profonde admiration pour le génie de l'homme qui accomplit cette tâche prodigieuse.

Les succès de Gonsalve furent, il est vrai, dus en partie aux fautes manifestes de ses adversaires. La magnifique expédition de Charles VIII n'eut aucun effet durable, à cause

principalement de la précipitation avec laquelle ce monarque s'y était engagé, sans s'être suffisamment concerté avec les puissances italiennes, qui devinrent redoutables en se liguant derrière lui. Ce roi ne mit même pas à profit son séjour à Naples, pour se concilier l'affection de ses nouveaux sujets; loin de se mêler avec eux, il se fit regarder comme un étranger et un ennemi; aussi toute l'Italie s'unit-elle pour le chasser, dès qu'elle fut revenue d'un premier moment de stupeur.

Louis XII profita des fautes de son prédécesseur; il conquit le Milanais pour en faire la base de ses futures opérations; il s'assura, par des négociations et par d'autres moyens, l'alliance des différents gouvernements italiens, qu'il intéressa à sa cause. Ces arrangements préliminaires achevés, il fit des préparatifs en rapport avec la grandeur de son entreprise. Il échoua toutefois, dans la première campagne, parce que, considérant la naissance plutôt que le talent et l'expérience, il choisit un commandant incapable.

Son insuccès, dans les campagnes suivantes, bien qu'en partie dû à lui-même, fut causé plus encore par des circonstances qu'il ne pouvait prévoir. D'abord, le cardinal d'Amboise retint trop longtemps sous les murs de Rome l'armée, qui fut ensuite exposée aux rigueurs d'un hiver exceptionnel. En second lieu, les commissaires commirent toute espèce de vols, mais celui qui les nomma manqua, sans doute, de prudence. Signalons enfin l'absence d'un bon commandant en chef. La Trémouille étant tombé malade et d'Aubigny ayant été fait prisonnier par l'ennemi, il n'y eut plus parmi les Français un officier capable de se mesurer avec le général espagnol. Le marquis de Mantoue, qui avait le défaut

d'être un étranger, était trop timide dans le conseil et trop lent dans l'action, pour s'acquitter convenablement d'une mission aussi difficile.

Mais, si ses adversaires commirent de grandes fautes, Gonsalve, il faut le reconnaître, n'en profita que grâce à son talent. Lorsqu'il entra pour la première fois dans les Calabres, aucune perspective de succès ne s'offrait à sa vue. Les opérations militaires en Espagne, jusqu'à ce temps, avaient été conduites d'après des principes tout différents de ceux qui étaient suivis dans le reste de l'Europe; c'est ainsi que, dans les dernières guerres de Grenade, on avait, suivant l'ancienne tactique, fait principalement usage de la cavalerie légère, à cause de la nature du terrain. C'était dans cette cavalerie que résidait d'ailleurs la force de l'armée, l'infanterie, quoique habituée à un service régulier, étant mal armée et disciplinée. Pendant ce temps, une importante révolution s'était accomplie dans d'autres pays d'Europe; l'infanterie avait repris la supériorité que lui reconnaissaient les Grecs et les Romains. Des expériences, faites sur plus d'un champ de bataille, avaient prouvé que les masses solides des piquiers suisses et allemands, non seulement ne pouvaient être arrêtées dans leur marche, mais présentaient un mur impénétrable, que les charges les plus désespérées des meilleurs chevau-légers ne pouvaient entamer. C'était contre ces terribles bataillons que le général espagnol devait, pour la première fois, lancer ses Asturiens et ses Galiciens, hardis mais mal armés et comparativement peu exercés.

Gonsalve perdit sa première bataille, qu'il avait, on se le rappelle, livrée malgré lui; il agit par la suite avec la plus grande prudence, habituant peu à peu ses soldats à l'aspect

et aux usages d'un ennemi redouté, avant de les mettre aux prises avec lui. Il s'instruisit lui-même pendant toute cette campagne, observant la tactique, la discipline et les armes nouvelles de ses adversaires, auxquels il emprunta tout ce qu'il put introduire dans l'ancien système espagnol, sans le détruire entièrement; c'est ainsi que, tout en laissant à ses compatriotes l'épée courte et le bouclier, il fit entrer dans les bataillons, à la manière des Allemands, un grand nombre de piquiers. Cet arrangement est vivement approuvé par Machiavel, aux yeux duquel il réunissait les avantages des deux systèmes; car, tandis que la lance longue servait à la résistance ou même à l'attaque dans les plaines, le fantassin, avec son bouclier et son épée courte, pouvait, en s'ouvrant un passage dans les rangs épais des piquiers, engager avec ceux-ci un combat corps à corps, dans lequel leurs armes formidables devenaient inutiles [1].

Tout en introduisant cette innovation dans les armes et dans la tactique de ses compatriotes, Gonsalve s'occupait de former leur caractère, devoir impérieux pour lui dans les circonstances où il avait été placé à Barletta et aux bords du Garigliano. Sans pain, sans vêtements, sans solde, sans espoir même de sortir d'une position désespérée en tentant une sortie contre l'ennemi, le soldat espagnol avait été condamné à l'inaction; on avait donc exigé de lui la patience, l'abstinence, une stricte subordination et une résolution

[1] Machiavel attribue la défaite de d'Aubigny, à Seminara, en grande partie aux armes des Espagnols qui, avec leur épée courte et leur bouclier, se frayant passage dans les rangs serrés des piquiers suisses, engageaient avec ceux-ci un combat corps à corps, dans lequel ils avaient tout l'avantage. La même chose arriva, quelques années plus tard, à la mémorable bataille de Ravenne. — Ubi supra.



bien plus grande que celle qu'il faut pour combattre même les obstacles les plus formidables; car les vigoureux efforts que fait le soldat raniment son ardeur et lui font oublier le danger. Les Espagnols devaient, en un mot, commencer par remporter la plus difficile de toutes les victoires, par se vaincre eux-mêmes.

Gonsalve réussit dans sa tâche; il communiqua à ceux qui l'entouraient une partie de son indomptable énergie; il se fit aimer d'eux pour les exciter à suivre son exemple; il leur inspira une telle confiance dans son génie, qu'au milieu des privations ils furent soutenus par le ferme espoir d'un dénouement heureux. Dans ses manières gracieuses et affables ne perçait jamais cette morgue qui distinguait les grands seigneurs castillans. Il connaissait bien le caractère fier et indépendant de l'Espagnol; aussi, loin d'imposer à celui-ci des entraves inutiles, il lui accordait la plus grande liberté. Mais quelquefois cette douceur faisait place à la sévérité, lorsqu'il avait à punir une insubordination. On se rappellera sa conduite à l'égard de la soldatesque mutinée devant Tarente; c'est, sans doute, grâce à cette fermeté qu'il put maintenir si longtemps dans le devoir ses mercenaires allemands, qui se faisaient remarquer entre tous par leurs habitudes de licence et par leur mépris de l'autorité.

Si Gonsalve comptait sur la forte constitution et la patience de ses compatriotes, il ne comptait pas moins sur l'absence de ces qualités chez ses adversaires, qui, non formés encore au rude apprentissage des guerres ultérieures, ressemblaient aux Gaulois, leurs ancêtres, par la facilité avec laquelle ils se décourageaient devant des obstacles imprévus, et par la difficulté avec laquelle on parvenait à les

rallier après une défaite. Ce n'était pas là un faux calcul. L'infanterie française, composée des milices du pays, réunie en toute hâte et presque aussitôt licenciée, était, ainsi que la noblesse indépendante qui formait la cavalerie, aussi indocile aux règles militaires. Les rudes épreuves, qui avaient endurci le corps et l'âme des Espagnols, avaient affaibli leurs ennemis, introduit la division dans leurs conseils et relâché leur discipline. Gonsalve surveillait ses adversaires et, en attendant l'heure où ceux-ci, fatigués, découragés, pourraient être surpris, il réunissait toutes ses forces pour porter un coup décisif, qui mît fin aux hostilités. Telle fut l'histoire de ces campagnes mémorables qui finirent par les brillantes victoires de Cérignole et du Garigliano.

Dans cet examen de la carrière de Gonsalve, nous ne devons pas oublier sa conduite politique envers les Italiens, si différente de l'insouciance et de l'insolence des Français; il employa les officiers italiens, utilisa leurs connaissances supérieures, leur témoigna une grande déférence et leur confia les missions les plus importantes [1]. Loin de se renfermer dans cette réserve qu'on affecte habituellement vis-à-vis d'étrangers, il se montra exempt de tous les préjugés nationaux et les regarda comme des frères d'armes, faisant cause commune avec lui. Lorsque les Italiens se rencontrèrent avec les Français, sous les murs de Barletta, dans ce tournoi auquel la nation entière attachait tant d'impor-

[1] Parmi ces officiers se faisaient remarquer au premier rang Prosper et Fabrizio Colonna, souvent cités dans cette histoire; ce dernier avait surtout une haute réputation militaire, comme le prouve ce fait que Machiavel le prit pour principal interlocuteur dans ses *Dialogues sur l'art de la guerre.*

tance, parce qu'il devait venger son honneur offensé, le Grand Capitaine leur donna son appui, leur fournit des armes, un champ de bataille, et parut aussi fier qu'eux-mêmes de leur triomphe; ces attentions délicates coûtent moins que des bienfaits réels; mais ont plus de valeur aux yeux de l'homme d'honneur. Gonsalve se concilia la bienveillance des divers États de la péninsule, en leur rendant de grands services; il défendit bravement les possessions vénitiennes dans le Levant, débarrassa les Romains des pirates d'Ostie, et réussit, malgré les excès de sa soldatesque, à captiver à un tel point les volages Napolitains, par ses manières affables et sa magnificence, qu'il parut effacer chez eux tout souvenir du dernier et du plus populaire de leurs princes, l'infortuné Frédéric.

Éloigné de l'Espagne, le Grand Capitaine tira un heureux parti d'une circonstance qui devait, en apparence, le décourager. Ses soldats, séparés de leur pays par la mer et par des montagnes infranchissables qui leur coupaient toute retraite, n'eurent plus d'autre alternative que de vaincre ou de mourir. Restant longtemps en campagne, sans rentrer dans leurs foyers, ils acquirent les qualités d'une armée permanente; d'un autre côté, servant constamment sous la bannière du même chef, ils se familiarisèrent avec une tactique uniforme, et se formèrent mieux qu'ils n'auraient jamais pu le faire sous divers commandants, même tous habiles. C'est ainsi que les troupes espagnoles se façonnèrent peu à peu de la manière déterminée par la volonté de leur illustre général.

Si nous considérons les forces dont disposait Gonsalve, elles nous paraissent si faibles, surtout lorsque nous les comparons aux gigantesques préparatifs des guerres ultérieures,

que nous sommes disposé à nous faire une idée inexacte de la grandeur de la lutte. Mais attachons-nous aux résultats pour mieux juger; nous verrons le royaume de Naples conquis, les meilleurs généraux de la France défaits, les plus belles armées détruites; une innovation importante effectuée dans la science militaire; l'art des mines, sinon inventé, du moins porté à un degré de perfection nouveau; une réforme radicale introduite dans les armes et dans la discipline du soldat espagnol; enfin, l'organisation complète de cette infanterie, qu'un écrivain français déclare irrésistible dans l'attaque, invincible dans la résistance, et qui promena, pendant plus d'un siècle, dans toute l'Europe, les bannières victorieuses de l'Espagne.

TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE Ier.

EXPÉDITION DE CHARLES VIII EN ITALIE.

CHAPITRE II.

EXPULSION DES FRANÇAIS DE NAPLES.

CHAPITRE III.

PAIX AVEC LA FRANCE.

CHAPITRE IV.

LA FAMILLE ROYALE DE CASTILLE.

CHAPITRE V.

LE CARDINAL XIMENÈS.

CHAPITRE VI.

TROUBLES DE GRENADE.

CHAPITRE VII.

INSURRECTION DES ALPUJARRAS.

CHAPITRE VIII.

QUATRIÈME VOYAGE DE CHRISTOPHE COLOMB.

CHAPITRE IX.

POLITIQUE COLONIALE DE L'ESPAGNE.

CHAPITRE X.

PARTAGE DU ROYAUME DE NAPLES.

CHAPITRE XI.

RUPTURE AVEC LA FRANCE.

CHAPITRE XII.

BATAILLE DE CÉRIGNOLE.

CHAPITRE XIII.

INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE.

CHAPITRE XIV.

COMBATS SUR LE GARIGLIANO.

CHAPITRE XV.

PAIX AVEC LA FRANCE.

FIN DU TOME TROISIÈME.

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

Bruxelles. — Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale, 3, impasse du Parc

ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON

. . . . Quæ surgere regna
Conjugio tali!
Virg., *Énéide*, IV, 17.

Crevere vires famaque et imperi
Porrecta majestas ab Euro
Solis ad occiduum cubile.
Horace, *Odes*, IV, 15.

TOME IV

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
RUE ROYALE, 3, IMPASSE DU PARC

1862

CHAPITRE XVI.

MORT D'ISABELLE.

(1504)

Déclin de la santé de la reine. — Alarmes de la nation. — Testament et codicille d'Isabelle. — Sa résignation et sa mort. — Transfert de son corps à Grenade. — Portrait d'Isabelle. — Ses manières. — Son caractère. — Parallèle avec la reine Élisabeth.

La conquête d'un royaume important au cœur de l'Europe, la découverte au delà des mers d'un nouveau monde, qui promettait de l'enrichir des fabuleux trésors des Indes, élevaient rapidement l'Espagne au premier rang des puissances européennes; mais, dans ce moment même, elle devait recevoir un coup fatal par la mort de l'illustre souveraine, qui avait si longtemps et si glorieusement présidé à ses destinées. Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler le déclin de la santé d'Isabelle, pendant ces dernières années. Des fatigues excessives, jointes à une trop forte contention d'esprit, avaient miné la constitution de la reine, qui avait été cruellement éprouvée, en outre, par une série de calamités domestiques, qui l'avaient frappée presque coup sur

coup, depuis la mort de sa mère, en 1496. L'année suivante, elle accompagnait au lieu de repos les restes de son fils unique, héritier et espoir du pays, mort à la fleur de l'âge, et, en 1498, elle pleurait sur la tombe de sa fille bien-aimée, la reine de Portugal.

Ce dernier coup, si douloureux, la plongea dans un abattement, d'où elle ne sortit plus jamais complétement. Elle avait vu s'éloigner d'elle ses autres enfants, partant pour des pays étrangers, à l'exception de Jeanne qui était revenue auprès d'elle et dont la présence augmentait encore l'affliction de la malheureuse mère, car cette princesse manifestait des signes de démence, qui faisaient présager pour ses futurs sujets un funeste avenir.

Loin cependant de se livrer à de vaines et lâches lamentations, Isabelle chercha des consolations où elle devait le mieux les trouver, dans des exercices de piété et dans l'accomplissement des devoirs de sa haute position. Aussi la voyons-nous attentive aux moindres intérêts de son peuple, soutenant son ministre Ximenès dans ses plans de réforme, favorisant les voyages de découvertes à l'ouest, et, à la fin de 1503, s'efforçant, à la nouvelle de l'invasion française, de stimuler l'esprit de résistance à l'étranger. Ces efforts ne firent toutefois que l'affaiblir davantage, et elle dépérit de jour en jour, sous l'influence de cette maladie morale, qui résiste à tous les remèdes et admet à peine des consolations.

Au commencement de cette même année, son état s'était aggravé au point que les cortès de Castille, en proie à de vives alarmes, prièrent leur souveraine de pourvoir au gouvernement du royaume après sa mort, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne. Depuis elle se rétablit un peu, à ce qu'il paraît, mais ce ne fut que pour éprouver une rechute

plus grave, car elle avait acquis la conviction de la démence de sa fille.

Au printemps de 1504, cette infortunée princesse s'embarqua pour retourner dans les Flandres, où, peu de temps après son arrivée, l'inconstance de Philippe et sa propre jalousie occasionnèrent les scènes les plus scandaleuses. L'archiduc s'éprit ouvertement d'une des dames de la suite de Jeanne, et celle-ci, dans un accès de fureur, se jeta sur sa belle rivale dans le palais et fit couper la magnifique chevelure qui avait captivé les yeux de son volage époux. Cette insulte affecta Philippe au point qu'il exhala son indignation contre Jeanne dans les termes les plus grossiers, et finit par refuser d'avoir aucune espèce de relations avec elle.

La nouvelle de ce scandale fut reçue en Castille, au mois de juin, et causa le plus profond chagrin aux malheureux parents de la princesse. Ferdinand, peu de temps après, tomba malade de la fièvre, et la reine fut atteinte de la même maladie, accompagnée des symptômes les plus alarmants; ses souffrances furent aggravées par ses inquiétudes pour son époux, et elle refusa d'ajouter foi aux assertions rassurantes des médecins, avant qu'il fût en état de se rendre auprès d'elle. Le roi, grâce à sa constitution vigoureuse, surmonta le mal, tandis que la reine y succombait peu à peu; elle s'affligeait plus vivement que lui de la situation de leur malheureuse fille et du sort funeste réservé probablement à cette Castille qu'elle aimait tant.

Le fidèle serviteur d'Isabelle, Pierre Martyr, était, en ce moment, avec la cour, à Medina del Campo. Dans une lettre au comte de Tendilla, en date du 7 octobre, il rapporte que les médecins ont les plus sérieuses inquiétudes au sujet de

l'état de leur souveraine. « Elle est, » dit-il, « consumée entièrement par la fièvre; elle repousse avec dégoût tous les aliments et est tourmentée d'une soif inextinguible. Selon toutes les apparences, elle est menacée d'une hydropisie. »

Isabelle avait néanmoins conservé toute sa sollicitude pour le bonheur de son peuple et les grands intérêts de son gouvernement. Couchée une grande partie de la journée sur son lit, elle écoutait ou se faisait lire les nouvelles les plus importantes venues du pays ou d'ailleurs. Elle donnait audience à des étrangers de distinction, particulièrement aux Italiens qui pouvaient lui fournir des détails sur la dernière guerre et surtout sur Gonsalve de Cordoue, dont elle avait vu grandir la fortune avec une vive satisfaction [1]. Elle recevait aussi avec plaisir les voyageurs instruits que sa réputation attirait à la cour de Castille; elle leur faisait mille questions et ils partaient, dit un écrivain du temps, pénétrés de la plus profonde admiration pour l'énergie virile avec laquelle elle soutenait le fardeau d'une maladie mortelle [2].

Le mal faisait des progrès rapides. Nous avons une autre lettre de Martyr, en date du 15 octobre, écrite sur le même

[1] Peu de temps avant sa mort elle reçut la visite de Prosper Colonna; celui-ci, lors de sa présentation au roi Ferdinand, lui dit « qu'il était venu en Castille pour voir la femme qui, de son lit de mort, gouvernait le monde. »

[2] Parmi les étrangers présentés à la reine en ce temps, il y eut un célèbre voyageur italien, du nom de Vianelli, qui lui offrit une croix d'or garnie de pierres précieuses, entre autres d'une escarboucle d'une valeur inestimable. Le généreux Italien s'attira une semonce assez incivile de la part de Ximenès, qui lui dit, au sortir de l'audience, « qu'il aimerait mieux avoir l'argent que coûtaient ses diamants, pour l'employer au service de l'Église, que toutes les perles des Indes. »

ton que la précédente : « Vous me demandez des nouvelles de la santé de la reine. Nous restons tristement dans le palais, toute la journée, attendant en tremblant l'heure où la religion et la vertu quitteront la terre avec elle. Prions qu'il nous soit un jour permis de la suivre où elle ira bientôt. Elle dépasse tant la perfection humaine qu'il n'y a, pour ainsi dire, rien de mortel en elle ; aussi la mort ne sera-t-elle pour elle que le passage à une vie plus pure, et nous devons plutôt envier son sort que nous en affliger. Le monde qu'elle quitte est plein de sa gloire, et elle va jouir, auprès de Dieu, dans le ciel, de l'éternité bienheureuse. Je vous écris, » dit Martyr en finissant, « ballotté entre la crainte et l'espérance, tandis qu'elle respire encore. »

Une sombre consternation régnait partout ; même la longue maladie d'Isabelle n'avait pu préparer ses fidèles sujets à la catastrophe finale. Ils se rappelaient plusieurs circonstances de funeste augure, qui avaient auparavant échappé à leur attention. Le printemps précédent, un tremblement de terre, accompagné d'un des plus terribles ouragans dont on eût gardé le souvenir, avait plongé dans la désolation l'Andalousie et surtout Carmona, ville appartenant à la reine. Les Espagnols superstitieux virent dans ces malheurs les signes précurseurs d'une calamité prochaine ; des prières furent dites dans toutes les églises, des processions, des pèlerinages furent faits dans tout le royaume, mais inutilement, pour la guérison de l'auguste malade.

Isabelle ne se faisait pas illusion sur son état ; elle se sentait trop bien mourir et elle résolut de mettre à profit le moment où elle jouissait encore pleinement de ses facultés, pour prendre ses derniers arrangements.

Le 12 octobre, la reine prépara ce testament célèbre, où

se reflètent si vivement les qualités de son esprit et de son cœur. Elle commence par donner des ordres pour son enterrement ; elle veut que sa dépouille mortelle soit transportée à Grenade, dans le couvent des franciscains de Sainte-Isabelle, dans l'Alhambra, et. déposée dans un modeste et humble tombeau, avec une simple inscription dessus; « mais, » ajoute-t-elle, « si le roi, mon époux, préfère être inhumé dans un autre lieu, je veux reposer à ses côtés, afin qu'unis dans cette vie, comme, avec la grâce de Dieu, nous espérons l'être dans le ciel, nous le soyons aussi dans la terre. » Puis, désirant, dans ce dernier acte de sa vie, donner un exemple d'humilité aux Castillans, habitués à entourer leurs obsèques d'une pompe extravagante, elle ordonne qu'on célèbre les siennes avec la plus grande simplicité et qu'on distribue en aumônes l'argent économisé de cette manière.

Isabelle prescrit ensuite plusieurs œuvres charitables; elle fixe une somme considérable pour doter des jeunes filles pauvres et pour racheter des chrétiens captifs sur les côtes barbaresques. Elle exige que l'on paie exactement toutes ses dettes personnelles dans l'année, supprime des sinécures dans la maison royale et révoque toutes les donations, sous forme de terres ou de rentes, qu'elle croit avoir été faites illégalement; elle représente à ses successeurs combien il est important pour eux de maintenir l'intégrité du domaine royal et surtout de ne jamais céder leurs droits sur l'importante forteresse de Gibraltar.

Après cela, elle règle la succession au trône, qu'elle laisse à l'infante Jeanne, « comme reine propriétaire, » et à l'archiduc Philippe, son époux. Elle leur donne de bons conseils pour leur administration future, leur recommandant,

s'ils veulent se faire aimer et obéir de leurs sujets, de se conformer en tout point aux lois et aux usages du royaume, de ne nommer aucun étranger à un emploi, faute dans laquelle elle prévoyait que Philippe tomberait, et de ne faire, pendant leur absence du royaume, ni lois, ni ordonnances, « exigeant nécessairement le consentement des cortès. » Elle les prie de vivre en bon accord, comme elle-même l'avait toujours fait avec son époux, de témoigner à celui-ci la déférence, l'affection filiale « qu'il mérite plus que tout autre parent par ses vertus éminentes, » enfin de veiller avec la plus tendre sollicitude sur les libertés et le bien-être de leurs sujets.

Venant à la grande question posée par les cortès de 1503, relativement au gouvernement du royaume, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne, Isabelle déclare qu'après mûre délibération et de l'avis d'un grand nombre de prélats et de nobles du royaume, elle désigne, dans cette éventualité, le roi Ferdinand comme seul régent de Castille, jusqu'à la majorité de son petit-fils, Charles; étant déterminée, ajoute-t-elle, « par la considération de la magnanimité et des qualités illustres du roi, mon époux, ainsi que de sa vaste expérience et du grand bien que fera à l'État son administration sage et bienfaisante. » Elle exprime sa sincère conviction que la conduite passée de Ferdinand est une garantie suffisante pour l'avenir, mais, afin de se conformer à l'usage établi, elle exige qu'avant d'entrer en fonctions il prête le serment prescrit.

Elle fait ensuite des legs à son époux, « moins considérables qu'elle le voudrait et surtout qu'il le mérite, eu égard aux services éminents rendus par lui à l'État ; » elle lui donne la moitié des revenus nets des contrées nouvellement

découvertes à l'ouest, avec une pension annuelle de dix millions de maravédis, à prélever sur les *alcavalas* des grandes-maîtrises des ordres militaires.

Après quelques dispositions additionnelles, relatives à la succession au trône, au cas où Jeanne mourrait sans héritier direct, elle recommande à ses successeurs, de la manière la plus chaleureuse et la plus pressante, ses différents serviteurs et ses amis personnels, parmi lesquels on voit cités le marquis et la marquise de Moya (Béatrice de Bobadilla, compagne de sa jeunesse), et Garcilasso de la Vega, l'habile ambassadeur d'Espagne à la cour du pape.

Enfin, reprenant le ton de tendresse conjugale qu'elle avait eu au commencement, elle s'exprime ainsi : « Je prie le roi, mon époux, d'accepter tous mes joyaux ou ceux qu'il voudra choisir, afin qu'en les voyant il se rappelle que je l'ai toujours beaucoup aimé en ce monde et que je l'attends dans une autre vie, ce qui l'engagera à vivre d'autant plus justement et plus saintement dans celle-ci. »

Six exécuteurs testamentaires étaient désignés; les deux principaux étaient le roi et Ximenès, qui avaient pleins pouvoirs pour agir, d'accord avec un des autres.

Nous nous sommes arrêté longtemps sur ce testament, parce qu'il nous montre la reine, jusqu'à sa dernière heure, fidèle aux principes qui l'avaient guidée toute sa vie, à sa politique large et sage, prévoyant les malheurs qui devaient suivre sa mort et qu'elle ne pouvait malheureusement pas empêcher, scrupuleusement attentive à remplir tous ses devoirs et vouant à ses amis une affection que la mort seule pouvait éteindre.

Ces arrangements pris, Isabelle s'affaiblit de jour en jour, mais on eût dit que les forces de son intelligence augmen-

taient, à mesure que celles de son corps diminuaient. Elle continuait à s'occuper des affaires du gouvernement, et plusieurs mesures publiques, que des soins plus urgents ou la maladie l'avaient jusqu'alors empêchée de prendre, tourmentaient tellement son esprit, qu'elle en fit l'objet d'un codicille, ajouté à son testament, le 23 novembre 1504, trois jours seulement avant sa mort.

Ce codicille renfermait trois dispositions trop remarquables pour être passées sous silence. La première concernait la codification des lois; Isabelle nommait à cet effet une commission, chargée de former un nouveau recueil des statuts et des pragmatiques, dont la teneur contradictoire était encore une source fréquente de difficultés. La reine avait toujours eu ce projet à cœur, mais il n'avait été qu'incomplétement exécuté, dans la première partie de son règne, par l'excellent mais insuffisant ouvrage de Montalvo, et, malgré ses recommandations, il ne devait pas l'être réellement avant le règne de Philippe II.

La deuxième clause avait rapport aux naturels du nouveau monde. De grands abus étaient de nouveau commis dans ces régions, depuis la résurrection partielle du système des *repartimientos*. « Bien que, » dit Las Casas, « on prît grand soin de cacher la vérité à la reine, » celle-ci, paraît-il, la soupçonnait vaguement; aussi recommande-t-elle à ses successeurs, avec la plus grande chaleur, de travailler à l'œuvre sainte de conversion et de civilisation des pauvres Indiens, qu'elle les prie de traiter avec la plus grande douceur, réprimant tout attentat dirigé contre leur personne ou leurs biens.

Enfin, Isabelle manifeste ses doutes au sujet de la légalité du principal revenu de la couronne, celui qu'elle tirait des

alcavalas; elle institue une commission chargée d'examiner si celui-ci était originellement destiné à être perpétuel, et s'il avait reçu le libre assentiment du peuple; elle prescrivait à ses héritiers, en ce cas, de lever cet impôt de la manière la moins vexatoire pour ses sujets. Mais, s'il n'en était pas ainsi, elle ordonnait que la législature fût convoquée à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux besoins du gouvernement, « mesures dépendant pour leur validité du bon plaisir des habitants du royaume. »

Telles furent les dernières volontés de cette femme admirable, qui manifesta pendant toute sa vie le même respect pour les droits et les libertés de la nation, et s'efforça de couvrir d'une généreuse protection les contrées les plus lointaines qu'elle gouvernait. Ces deux documents étaient un legs précieux fait au peuple, pour le guider lorsqu'il n'aurait plus sous les yeux l'exemple de sa souveraine.

La signature d'Isabelle sur le codicille, conservé parmi les manuscrits de la bibliothèque royale de Madrid, est à peine lisible, et les caractères tracés irrégulièrement montrent l'état de faiblesse où elle était réduite. La mourante avait mis ordre à ses affaires temporelles; elle consacra le peu de temps qui lui restait encore, à remplir d'autres devoirs d'une nature plus élevée; ce n'était que le dernier acte de toute une vie de préparation à la mort. Elle eut le malheur, commun aux personnes de son rang, d'être séparée de ceux dont la tendresse filiale aurait pu adoucir l'amertume de ses derniers moments; mais elle eut le bonheur plus rare de recevoir les consolations de l'amitié; car elle voyait réunis autour d'elle ses anciens amis, formés et éprouvés à l'heure de l'adversité.

Comme tous fondaient en larmes, elle leur dit avec calme:

« Ne pleurez pas et ne perdez pas votre temps en prières inutiles pour ma guérison, priez plutôt pour le salut de mon âme. » Lorsqu'elle reçut l'extrême-onction, elle refusa de laisser découvrir ses pieds, selon l'usage, refus qui, ayant été fait dans un moment où l'on ne pouvait soupçonner chez elle de l'affectation, est souvent rappelé par les écrivains espagnols comme une preuve de ce sentiment de pudeur qui la distingua toute sa vie. Enfin, ayant communié et accompli tous les devoirs d'une chrétienne, pieuse et sincère, elle expira doucement, un peu avant midi, le mercredi, 26 novembre 1504, dans sa cinquante-quatrième année et la trentième de son règne.

« Ma main, » dit Pierre Martyr, dans une lettre écrite le même jour à l'archevêque de Grenade, « ma main n'a plus la force de tracer une ligne. Le monde a perdu son plus bel ornement, perte déplorable non seulement pour l'Espagne, que la reine a si longtemps guidée dans une voie glorieuse, mais pour la chrétienté tout entière, car la défunte était le modèle de toutes les vertus, le protecteur de l'innocence et la terreur des méchants. Je ne connais aucune femme, dans les temps anciens ou modernes, qui, à mon avis, soit digne sous aucun rapport d'être citée auprès de cette femme incomparable. »

On se prépara sans perdre de temps à transporter le corps non embaumé de la reine à Grenade, conformément à ses ordres. Une troupe nombreuse de cavaliers et de prêtres, parmi lesquels on remarquait le fidèle Martyr, formait l'escorte. Le funèbre cortége se mit en marche, le lendemain de la mort d'Isabelle; il devait passer par Arevalo, Tolède et Jaën. Il avait à peine quitté Medina del Campo, qu'éclata une furieuse tempête, qui dura presque sans interruption toute

la journée. Les routes devinrent à peu près impraticables; les ponts furent emportés, les petites rivières grossirent et s'élevèrent au niveau du Tage, les plaines furent complétement submergées. On ne voyait plus ni soleil, ni étoiles; les mules, les chevaux furent entraînés par les torrents, et plusieurs fois ceux qui les montaient périrent avec eux. « Jamais, » s'écrie Martyr, « je ne courus d'aussi grands dangers dans mon périlleux voyage en Égypte. »

A la fin, le 18 décembre, le cortége arriva, après bien des fatigues, au lieu de destination, et, tandis que les éléments déchaînés se livraient encore la guerre, les restes glacés d'Isabelle furent déposés, avec de simples solennités, dans le couvent des franciscains de l'Alhambra, à l'ombre des tours antiques des musulmans et au cœur de la belle cité qu'elle avait rendue à son pays par sa persévérance; ils continuèrent d'y reposer jusqu'après la mort de Ferdinand, époque à laquelle ils furent transférés auprès de la dépouille mortelle de ce monarque, dans le fastueux mausolée de l'église cathédrale de Grenade.

Nous différerons l'examen de l'administration de cette reine, jusqu'au moment où nous pourrons passer en revue celle du roi, son époux. Nous nous bornerons ici à présenter quelques remarques suggérées par les actes de sa vie rapportés plus haut.

Isabelle, comme nous l'avons déjà dit, était de taille moyenne et bien proportionnée; elle avait le teint clair et frais, des yeux bleus avec des cheveux bruns, genre de beauté très rare en Espagne. Elle avait les traits réguliers et, de l'aveu général, était extraordinairement belle. Le prestige du rang, surtout joint à des manières aimables, pourrait nous faire soupçonner quelque exagération dans

les éloges adressés à la reine, mais ceux-ci paraissent, en grande partie, justifiés par les portraits qui nous restent d'elle et qui nous montrent une irréprochable symétrie de traits, et une physionomie qui respire une douceur, une intelligence singulières.

Les manières d'Isabelle étaient gracieuses, séduisantes, empreintes d'une dignité naturelle et d'une réserve modeste, tempérées par une affabilité qui venait du cœur. C'était la dernière femme dont on eût osé s'approcher avec une familiarité déplacée, mais le respect qu'elle inspirait était mélangé d'amour et de dévouement. Elle s'accommodait avec un tact exquis à la position et au caractère de ceux qui l'entouraient. Elle apparut, revêtue d'une armure, à la tête de ses troupes et prit sa part de toutes les fatigues de la guerre. Lors des réformes introduites dans les maisons religieuses, elle visita en personne les couvents de femmes, passant la journée dans la société de celles-ci et s'occupant à des travaux d'aiguille. Pendant son voyage en Galice, elle prit le costume national, empruntant à cet effet les joyaux et les ornements de deux dames galiciennes, qu'elle combla de cadeaux en récompense. Grâce à cette condescendance habile et à ces hautes qualités, elle acquit sur ses turbulents sujets un ascendant que n'eut jamais aucun roi d'Espagne.

Isabelle parlait le castillan avec beaucoup d'élégance et de pureté; elle avait la parole facile et, dans sa conversation, d'un tour ordinairement sérieux, elle avait quelquefois des mots plaisants, dont quelques-uns ont passé en proverbes. D'une tempérance, poussée même trop loin, elle buvait rarement du vin, et sa nourriture était si frugale, que ses dépenses pour elle et sa famille ne dépassaient pas journelle-

ment la modeste somme de quarante ducats. Elle s'habillait simplement et à peu de frais; dans toutes les occasions où elle devait paraître en public, elle déployait, il est vrai, une magnificence royale, mais elle n'aimait pas le luxe et faisait volontiers cadeau à ses amies de ses robes et de ses joyaux. Douée d'un esprit sérieux, quoique enjoué, elle se plaisait peu à ces amusements frivoles qui remplissent la vie des cours, et, si elle attira dans le palais des chanteurs et des musiciens, ce fut pour détourner les jeunes nobles des plaisirs plus grossiers et moins raffinés auxquels ils s'adonnaient.

Entre toutes ses qualités morales, la plus remarquable peut-être était sa magnanimité; dans ses pensées, dans ses actes, on ne voit aucune trace de vanité sans but ou d'égoïsme étroit; ses desseins étaient vastes, et elle les exécutait aussi noblement qu'elle les avait conçus. Elle ne recourut jamais à des agents secrets, à des moyens détournés; elle prit toujours la voie la plus directe, la plus découverte. Elle refusait avec mépris de profiter des avantages que lui offrait la perfidie d'autrui; elle soutenait sincèrement, énergiquement ceux à qui elle avait une fois donné sa confiance, et tenait scrupuleusement les promesses faites à ceux qui la servaient, malgré leur impopularité même. Elle assista Ximenès dans son œuvre salutaire de réforme, qui rencontrait la plus vive opposition; elle aida Colomb à poursuivre sa difficile entreprise et le défendit contre les calomnies de ses ennemis; elle protégea de même son favori, Gonsalve de Cordoue, et tous deux ressentirent vivement sa perte, voyant leur carrière finir en ce jour. Elle abhorrait l'artifice et la duplicité; aussi, quand nous voyons la diplomatie espagnole employer ces moyens, ne devons-nous pas

en accuser la reine. Elle était incapable de nourrir une défiance mesquine ou une secrète malignité, et, bien qu'elle fît exécuter sévèrement les lois, elle était pleine de miséricorde et quelquefois cherchait la première à se réconcilier avec ceux qui l'avaient personnellement offensée.

Mais ce qui constituait, pour ainsi dire, le fond du caractère d'Isabelle, c'était cette piété, qui, du fond même de son âme, rayonnait sur sa physionomie. Heureusement, elle avait été élevée à l'école de l'adversité, sous l'œil d'une mère qui implanta dans cet esprit sérieux des germes de dévotion que rien plus tard ne put détruire. Plus tard, jeune et belle, elle fut introduite à la cour de son frère, mais les séductions de cette cour, si puissantes sur l'imagination, n'eurent aucun effet sur la sienne, car elle était entourée d'une atmosphère morale de pureté, « qui repoussait au loin les miasmes du péché et du crime. » Quoique environnée de faux amis et d'ennemis déclarés, elle vivait avec une telle réserve, que jamais aucun de ces courtisans corrompus et dissolus n'essaya de ternir sa réputation.

Isabelle donnait une grande partie de son temps à la prière et aux exercices publics de la religion; elle consacrait des sommes considérables à des actes louables de charité, fondant des hôpitaux, des églises, et dotant des couvents d'une utilité plus douteuse. Sa piété se manifestait particulièrement dans cette sincère humilité, si rare quoiqu'elle soit essentielle au christianisme, surtout chez ceux qui, par leurs grands talents ou leur haute position, semblent s'élever au dessus des autres hommes. Cette humilité se montre d'une manière remarquable dans la correspondance de la reine avec Talavera, où la douceur et la docilité de la pénitente contrastent si singulièrement avec l'intolérance toute

puritaine du confesseur [1]. Talavera avait cependant, comme nous l'avons vu, une dévotion douce. Malheureusement, la conscience royale fut quelquefois confiée à d'autres directeurs, et la respectueuse déférence que la reine témoignait à ses guides spirituels, lui fit commettre, sous l'inspiration du fanatique Torquemada, les deux grandes et ineffaçables fautes de son règne, l'établissement de l'inquisition et le bannissement des juifs.

Mais, si ces fautes ternissent l'éclat de son règne, elles n'entachent pas le caractère de la reine; il serait difficile, en effet, de la condamner sans condamner toute son époque, car ses contemporains n'excusèrent pas seulement ces actes, ils les approuvèrent chaleureusement, les déclarant les titres les plus solides d'Isabelle à une gloire éternelle et à la reconnaissance de son peuple [2]. La cour de Rome professait ouvertement cette maxime que le zèle pour la pureté de la foi légitime tous les crimes; cette maxime immorale, proclamée par le chef de l'Église, était répétée sous mille

[1] Les lettres de l'archevêque ne sont guère que des sermons sur les plaisirs de la danse, de la table, du luxe et péchés semblables, sermons farcis de citations des Écritures et faits sur un ton chagrin, qui eût convenu au plus austère puritain de la cour d'Olivier Cromwell. La reine, loin de s'offenser, repousse les graves accusations portées contre elle, avec une vivacité et une simplicité qui feront sourire le lecteur. « Je sais, » écrivait-elle, « que l'usage ne peut rendre bonne une action mauvaise en elle-même; mais je vous demande si, dans votre opinion, ces actions doivent être considérées comme mauvaises, dans toutes les circonstances, afin qu'elles ne se renouvellent plus à l'avenir, s'il en est ainsi. »

[2] De pareils éloges deviennent encore plus remarquables chez des écrivains à vues saines et larges, comme Zurita et Blancas, qui, bien que vivant dans un siècle plus éclairé, n'hésitent pas à proclamer l'inquisition « la meilleure preuve de la sagesse et de la piété d'Isabelle, car non seulement l'Espagne, mais la chrétienté tout entière reconnaît l'utilité extraordinaire de cette institution! »

formes différentes par les membres du clergé et reçue avec docilité par des populations superstitieuses. On ne devait pas s'attendre à voir une femme seule, qui avait une défiance naturelle de sa raison en ces matières, résister à des conseillers vénérés qu'elle s'était habituée dès le berceau à considérer comme les guides et les gardiens de sa conscience.

Quelque déplorable qu'ait été pour l'Espagne l'influence de l'inquisition, l'établissement de ce tribunal ne fut pas, en principe, une mesure pire que bien d'autres, qui ont été bien moins censurées, quoique datant d'une époque plus rapprochée de nous et plus civilisée [1]. Dans quel pays, en effet, au XVIe et dans la plus grande partie du XVIIe siècle, vit-on le parti dominant, catholique ou protestant, rejeter l'arme de la persécution? Dans quel pays vit-on le principe de la tolérance proclamé par d'autres que par les plus faibles? Il est vrai, pour nous servir des expressions mêmes d'Isabelle, dans sa lettre à Talavera, que l'adoption générale d'une mauvaise coutume ne la légitime pas; mais nous condamnerons moins sévèrement la reine en pensant qu'à cette époque imparfaitement éclairée, elle ne tomba pas dans une plus grande faute, que les hommes les plus éminents d'un siècle plus rapproché et plus civilisé [2].

[1] Nous ne faisons, pour ainsi dire, que reproduire les paroles de Hallam, qui dit au sujet des lois portées contre les catholiques sous Élisabeth : « Elles enfantèrent des persécutions qui ne différèrent pas beaucoup en principe de celles qui rendirent l'inquisition si odieuse. » Lord Burleigh lui-même, s'occupant du mode d'examen adopté en certains cas par la haute-cour, n'hésite pas à dire que les questions étaient si habilement posées et entraient dans tant de détails, qu'il ne croyait pas que les inquisiteurs d'Espagne en fissent autant pour embarrasser et circonvenir leurs victimes.

[2] Milton lui-même, dans son essai sur la liberté de la presse, le plus magnifique plaidoyer qui eût peut-être été prononcé jusque-là en faveur de

Isabelle agissait constamment d'après des principes; si quelquefois elle se trompa, du moins elle chercha avec une véritable anxiété, dans toutes les circonstances, à reconnaître et à remplir son devoir. Fidèle dispensatrice de la justice, elle n'accorda jamais l'impunité à un coupable, quoi qu'il lui offrît [1]. Aucune influence, celle même de l'affection conjugale, ne put jamais la déterminer à nommer aux fonctions publiques des hommes qui lui en paraissaient indignes [2]. Malgré son profond respect pour les ministres de la religion, elle ne ferma jamais les yeux sur leur inconduite [3], et, avec toute sa déférence pour le chef de l'Église, elle ne souffrit pas qu'il empiétât sur les droits de sa couronne. Elle paraissait se croire spécialement obligée de conserver dans toute leur intégrité les droits et les priviléges particuliers de la Castille, réunie pourtant à l'Aragon. « Et bien que, sa volonté étant la loi, » dit Martyr, « elle gouvernât de manière à faire supposer que Ferdinand et elle ne faisaient qu'un, » cependant elle prenait toujours grand soin de n'abandonner à celui-ci

la liberté de penser, voulait exclure du bienfait de la tolérance le papisme, comme une religion dont le bien public exigeait l'entière destruction, dans tous les cas. C'est ainsi que les droits de la conscience étaient méconnus, dans la dernière moitié du XVII[e] siècle, par un de ces esprits privilégiés qui, s'élevant à une grande hauteur, peuvent recevoir et réfléchir la lumière, longtemps avant qu'elle descende sur le reste de l'humanité.

[1] C'est ce que l'on vit peut-être le mieux dans l'affaire du riche chevalier galicien, Yanez de Lugo, qui voulut acheter son pardon de la reine au prix énorme de 40,000 *doblas* d'or; l'offre fut rejetée par Isabelle, quoiqu'elle fût appuyée par quelques-uns des conseillers royaux. Le fait est bien authentique.

[2] On en eut une preuve éclatante lors de la nomination de Ximenès à la primatie.

[3] Rappelons, entre autres exemples, le châtiment exemplaire des prêtres de Truxillo.

aucune des prérogatives qu'elle possédait comme reine propriétaire du royaume.

Les mesures d'Isabelle furent caractérisées par ce bon sens pratique, sans lequel les qualités les plus brillantes sont souvent moins utiles que funestes à l'humanité. Quoique occupée toute sa vie de projets de réforme, elle n'avait aucun des défauts si communs chez les réformateurs : ses plans étaient vastes, mais non ceux d'un visionnaire; la meilleure preuve en est que la plupart furent réalisés de son vivant.

Elle discernait promptement ce qui avait une utilité réelle. Elle comprit l'importance de la découverte nouvelle de l'imprimerie et encouragea généreusement cet art dès le premier moment. Elle n'avait point les préjugés nationaux et exclusifs de ses compatriotes; elle attirait à sa cour, des provinces les plus reculées de ses États, les hommes de talent, qu'elle récompensa magnifiquement. Elle fit venir de l'étranger des artisans pour ses manufactures, des ingénieurs et des officiers pour l'instruction de son armée, des savants pour inspirer à ses belliqueux sujets des goûts plus cultivés. Dans tous ses règlements de moindre importance, elle consultait surtout l'utilité, par exemple, dans ses lois somptuaires, dirigées contre le luxe extravagant déployé dans les habillements et la ruineuse ostentation avec laquelle les Castillans célébraient les mariages et les obsèques. Enfin, elle se montra aussi prudente dans le choix de ses agents, sachant bien que les meilleures mesures deviennent mauvaises entre des mains malhabiles.

Mais, si la reine dut évidemment son succès au soin avec lequel elle choisit ses auxiliaires, elle le dut plus encore à sa vigilance et à son infatigable activité. Dans les premières

années de son règne, si orageuses, si remplies d'événements, cette activité fut réellement prodigieuse; presque toujours à cheval, car elle ne voyageait que de cette manière, elle traversait le pays avec une telle rapidité, qu'on la voyait partout où sa présence était nécessaire; jamais le temps, ni l'état de sa santé, ne la retenait, et, sans doute, ces imprudences contribuèrent beaucoup à affaiblir son excellente constitution.

Elle ne se livrait pas avec moins d'ardeur aux travaux du gouvernement. Souvent, après une journée bien remplie, elle passait toute la nuit à dicter des dépêches à ses secrétaires. Néanmoins elle trouvait encore du temps pour réparer les défauts de sa première éducation, en apprenant le latin de manière à pouvoir le comprendre facilement, qu'on lui parlât ou qu'on lui écrivît dans cette langue, dont elle connaissait même parfaitement les règles, au rapport d'un juge compétent. Comme elle avait peu de goût pour les amusements frivoles, elle chercha à se distraire de ses occupations sérieuses par un travail utile, approprié à son sexe, et elle a laissé de nombreuses preuves de son habileté dans ce genre, puisqu'elle décora les églises de riches tentures, brodées de ses mains. Elle prit soin d'initier ses filles aux humbles devoirs de la vie domestique, car, à ses yeux, tout ce qui avait de l'utilité méritait d'être appris.

Malgré ses grandes qualités, Isabelle n'eût pas été capable d'accomplir ses vastes projets, si elle n'avait possédé une espèce de courage, rare chez l'un et l'autre sexe; non ce courage qui se résume dans le mépris du danger, quoiqu'elle en eût plus que n'en ont la plupart des hommes [1]; ni celui qui

[1] Faut-il en citer d'autres preuves que sa conduite dans la fameuse échauffourée de Ségovie?

rend insensible aux souffrances physiques les plus cruelles, quoiqu'elle supportât sans faire entendre une seule plainte les douleurs les plus aiguës réservées à la femme, mais ce courage moral qui soutient l'esprit à l'heure sombre de l'adversité et qui, répandant une vive lumière au milieu des ténèbres, ranime partout la confiance. Elle montra ce courage d'une manière remarquable dans les temps de troubles qui suivirent son avénement au trône et pendant toute la durée de la guerre de Grenade. Sans elle, on eût abandonné Alhama; sur ses représentations, le roi et les nobles reprirent les hostilités auxquelles ils avaient renoncé, après une campagne sans résultat. A mesure que les dangers et les difficultés se multipliaient, elle redoublait d'activité pour les écarter; au moment où ses soldats succombaient aux maux d'un long siége, elle parut au milieu d'eux, montée sur son coursier de guerre et revêtue de l'armure des chevaliers; elle parcourut leurs rangs et ranima leur ardeur par sa fière attitude. C'est à ses efforts et à ses conseils que fut principalement dû le succès de cette glorieuse guerre, et la nation le savait, comme l'écrivait, quelques années plus tard, l'ambassadeur vénitien Navagiero, qui ne peut être suspecté d'adulation : « La reine Isabelle, par son génie étonnant, par sa virile énergie et par d'autres vertus, aussi rares dans notre sexe que dans le sien, non seulement aida beaucoup à la conquête de Grenade, mais en fut la principale cause. Elle était certainement une princesse extraordinaire et vertueuse; aussi les Espagnols parlent-ils plus souvent d'elle que du roi, bien que celui-ci soit un monarque d'une habileté peu commune. »

Heureusement ces mâles qualités n'étouffèrent pas chez la reine les vertus plus douces qui font le charme de la femme.

Isabelle portait une profonde affection à sa famille et à ses amis; elle veilla sur sa vieille mère et la soigna dans sa maladie avec une tendresse toute filiale [1]. Nous avons vu combien elle aima son époux jusqu'au dernier moment [2], bien que cet amour n'eût pas toujours été fidèlement récompensé. Elle aima ses enfants plus qu'elle-même et ils furent cause de sa mort, car ce fut la douleur de les avoir perdus qui l'entraîna prématurément dans la tombe. Elle ne se crut pas sur le trône au dessus de l'amitié [3]; avec ses amis elle oubliait les distinctions ordinaires de rang, partageant leurs joies, les consolant dans leurs chagrins, les visitant lorsqu'ils étaient malades et daignant plus d'une fois être, après leur mort, leur exécuteur testamentaire [4]. Elle était bonne pour tous et, au mileu même de la guerre, elle cherchait à en

[1] Nous voyons qu'un des premiers articles du contrat de mariage prescrit à Ferdinand d'aimer, de respecter la mère d'Isabelle et de pourvoir largement à ses besoins.

[2] Entre autres faibles gages de leur affection mutuelle, on peut citer ce fait que non seulement la monnaie, mais leurs meubles, leurs livres et autres objets étaient marqués à leurs initiales, F. I., ou ornés de leurs devises, un joug pour Ferdinand, une poignée de flèches pour Isabelle. Il était d'usage entre époux, dit Oviedo, de prendre chacun pour devise un objet dont le nom commençât par la lettre initiale du nom de l'autre époux, comme cela se voit dans les mots *jugo* et *flechas*.

[3] De toutes ses amies celle qu'elle aima le plus fut la marquise de Moya, qui, rarement séparée d'elle pendant sa vie, eut la triste satisfaction de lui fermer les yeux. Oviedo, qui les vit souvent ensemble, dit que la reine, en adressant la parole à cette dame, même dans la maturité de l'âge, ne l'appelait jamais que *hiza marquesa*, « marquise, ma fille. »

[4] Elle fut l'exécuteur testamentaire du commandeur Cardenas et du grand cardinal Mendoza, auxquels elle témoigna la plus touchante sollicitude, pendant leur dernière maladie; tandis qu'elle obéissait ainsi à la voix de ses affections, elle était attentive à donner toutes les marques extérieures du respect à la mémoire de ceux qui, par leur rang ou leurs services, avaient droit à la considération.

adoucir les horreurs. C'est elle qui fonda, dit-on, les premières ambulances, et nous avons vu plus d'une fois avec quelle sollicitude elle cherchait à prévenir l'effusion du sang, même de ses ennemis. Mais il est inutile de multiplier les exemples à cet égard.

C'est dans ces vertus aimables de son sexe qu'Isabelle se montre manifestement supérieure à son illustre homonyme, Élisabeth d'Angleterre [1], dont l'histoire offre une certaine analogie avec la sienne. Toutes deux furent élevées à l'école de l'adversité, mère de la sagesse; toutes deux furent honteusement maltraitées par leur plus proche parent, qui eût dû les aimer et les protéger; toutes deux ne montèrent sur le trône qu'après mille vicissitudes. Chacune éleva son royaume, après un long et brillant règne, à un degré de gloire auquel il n'avait jamais atteint. Toutes deux vécurent pour voir le néant des grandeurs humaines, pour succomber à une incurable tristesse, et laissèrent un nom illustre, dont aucun autre n'éclipsa plus tard l'éclat dans leur pays.

Mais la ressemblance s'arrête à ces quelques détails de leur histoire; elle existe à peine entre leurs caractères. Élisabeth, qui avait hérité, en grande partie, du caractère rude et fier du roi Henri, était hautaine, arrogante, emportée, irascible, défauts trop visibles auxquels elle joignait une profonde dissimulation et une étrange irrésolution. Isabelle, d'un autre côté, tempérait la froide dignité du suprême rang par les manières les plus aimables et les plus séduisantes; sa résolution une fois prise, elle n'y renonçait pas; dans la vie publique ou privée, elle se montrait pleine de sincérité et

[1] Isabelle, nom de la reine catholique, se rend exactement en anglais par Élisabeth.

d'honnêteté. Toutes deux, on peut le dire, avaient la grandeur d'âme nécessaire pour accomplir de grandes entreprises, malgré des obstacles formidables; mais Élisabeth était profondément égoïste; incapable de pardonner, non seulement une injure réelle, mais le moindre affront fait à sa vanité, elle était impitoyable dans ses vengeances; Isabelle, au contraire, ne vivait que pour les autres, était prête en tout temps à sacrifier ses intérêts à ceux du pays, et, loin d'éprouver des ressentiments personnels, témoignait une extrême douceur envers ceux qui l'avaient le plus offensée; toujours bonne, elle cherchait tous les moyens d'adoucir les rigueurs de la loi, même pour les coupables [1].

Toutes deux possédaient un rare courage. Isabelle, dans sa position, dut en donner de fréquentes et de plus éclatantes preuves que sa rivale; mais celle-ci ne manquait certainement pas de courage. Élisabeth était plus instruite, plus savante qu'Isabelle; mais celle-ci en savait assez pour soutenir dignement son rang et elle encouragea les lettres, en les couvrant d'une généreuse protection. Les qualités, les passions viriles de la fille de Henri VIII paraissaient avoir supprimé chez elle, en grande partie, les vertus particulières à son sexe, du moins celles qui en font le principal charme; mais elle avait, en bon nombre, les défauts de la femme : une coquetterie, un amour des louanges, que l'âge ne put détruire; une légèreté, coupable sinon criminelle;

[1] C'est ainsi qu'elle obtint une commutation de peine pour le misérable qui avait attenté à la vie de son époux et que les nobles furieux voulaient tuer, sans confession ni absolution, afin que « son âme pérît avec son corps ! » — (Voyez sa lettre à Talavera.) Elle témoigna la même pitié, si rare dans ce siècle grossier, en supprimant les préliminaires barbares que la loi prescrivait quelquefois avant les exécutions capitales.

une passion du luxe et de la toilette, ridicule dans sa jeunesse, méprisable plus tard. Isabelle, au contraire, se fit remarquer toute sa vie par sa décence et par une chasteté qui furent toujours à l'abri de la calomnie ; elle se contentait de l'affection légitime qu'elle inspirait dans le cercle de sa famille. Loin de rechercher des ornements frivoles, elle s'habillait avec une extrême simplicité et paraissait n'attacher de prix à ses joyaux, que lorsqu'ils pouvaient servir aux besoins de l'État [1]; sinon elle les donnait, comme nous l'avons vu, à ses amies.

Toutes deux choisirent leurs ministres avec une grande habileté; elles se trompèrent pourtant quelquefois, l'une par amour, l'autre par dévotion. Ce fut ce sentiment qui, joint à son excessive humilité, fit commettre à Isabelle les fautes les plus graves de son règne. Sa rivale, n'étant ni humble ni dévote, ne tomba pas dans ces erreurs; elle ne prenait certainement pas des principes religieux pour règle de sa conduite, et, quoiqu'elle ait été le boulevard du protestantisme, il est difficile de dire si, au fond du cœur, elle était plus protestante que catholique. Elle considérait la religion par rapport à l'État ou plutôt à elle-même, et, pour assurer le triomphe de ses idées, elle recourait à des mesures, tout aussi tyranniques et à peine moins sanguinaires que celles de sa rivale, obéissant à la voix de sa conscience [2].

[1] On se rappellera qu'elle en tira un grand parti dans la guerre contre les Mores.

[2] La reine Élisabeth, s'adressant à son peuple, s'exprime ainsi : « Nous ne sachions pas et n'entendons nullement permettre qu'aucun de nos sujets soit inquiété, par un examen ou une inquisition en matière de foi, aussi longtemps qu'il sera chrétien. »

Cette bigoterie qui a jeté une ombre sur la belle physionomie de la reine de Castille, pourrait faire supposer que, sous le rapport de l'intelligence, elle était inférieure à sa rivale; pour résoudre cette question, il faut comparer les résultats des deux règnes. Élisabeth avait à sa disposition tous les éléments de prospérité et elle les utilisa très habilement pour fonder la grandeur de l'Angleterre. Isabelle dut tout créer; elle trouva son peuple plongé dans une léthargie mortelle et l'anima d'un souffle de vie, pour l'entraîner dans ces grandes et héroïques entreprises qui eurent des suites si glorieuses. Si l'on considère l'état de faiblesse où était l'Espagne, dans la jeunesse d'Isabelle, les progrès faits sous ce règne paraissent presque prodigieux. Le mâle génie d'Élisabeth nous frappe d'autant plus, qu'il nous apparaît dégagé des vertus plus douces de son sexe; celui d'Isabelle, comme un édifice vaste et symétrique, est moins grand en apparence à cause de la parfaite harmonie de ses proportions.

Les circonstances de leur mort, lesquelles offrent une certaine analogie, font ressortir vivement la différence de leurs caractères. Toutes deux languirent au milieu de la pompe royale, victimes d'un désespoir incurable plutôt que d'un mal physique bien réel. Chez l'une, ce découragement provenait de la vanité blessée, de la triste conviction qu'elle avait survécu à l'admiration dont son orgueil s'était si longtemps rassasié, qu'elle avait perdu même les consolations de l'amitié et l'attachement de ses sujets; à son heure dernière, elle ne voulut pas être consolée par la foi. Isabelle, au contraire, fut trop sensible aux souffrances des autres et succomba à la douleur qu'elles lui faisaient éprouver, mais, tandis que les ténèbres s'épaississaient autour d'elle, ses

yeux voyaient le ciel ouvert devant elle, et, lorsqu'elle rendit le dernier soupir, ce fut au milieu des larmes et des lamentations universelles de son peuple.

C'est dans cette constante affection vouée à sa souveraine par la nation tout entière, que nous trouvons l'hommage le plus sincère rendu aux vertus d'Isabelle. Depuis cette époque, en Espagne, quelques-unes des mesures les plus funestes, prises sous ce règne, ont trouvé faveur et se sont perpétuées, tandis que les plus sages ont été oubliées. Cela pourrait nous donner une fausse idée du mérite réel de cette reine; pour mieux l'apprécier, nous devons entendre les contemporains qui ont vu le pays, tel qu'il était au commencement de ce règne et tel qu'il fut transformé dans le cours de celui-ci; nous verrons alors tous les écrivains, étrangers ou nationaux, s'accorder pour répéter les mêmes éloges. Les Français et les Italiens célèbrent à l'envi les gloires de ce règne et la magnanimité, la sagesse, la pureté de caractère de la souveraine. Les sujets de celle-ci la proclament « le plus brillant modèle de toutes les vertus, » et pleurent le jour de sa mort comme « le dernier jour de la prospérité et du bonheur du pays. » Ceux qui approchaient de sa personne admirent, de leur côté, ces vertus aimables, qui ne se révèlent pleinement que dans le cercle étroit de la vie intime. La postérité a ratifié ce jugement; les Espagnols les plus éclairés de notre temps, sensibles aux fautes d'Isabelle, mais plus capables que les contemporains d'apprécier son mérite, rendent hommage à ses vertus, et, indifférents à la grandeur vantée des monarques, ses successeurs, dont l'éclat éblouit les yeux du vulgaire, ils parlent avec enthousiasme d'Isabelle, comme du plus grand de leurs rois.

CHAPITRE XVII.

RÉGENCE DE FERDINAND.

(1504-1506)

Régence de Ferdinand. — Prétentions de Philippe. — Perplexités de Ferdinand. — Traité impolitique avec la France. — Second mariage du roi. — Arrivée de Philippe et de Jeanne en Espagne. — Impopularité de Ferdinand. — Son entrevue avec son gendre. — Sa démission de la régence.

La mort d'Isabelle donne un caractère nouveau à cette histoire, dans laquelle nous nous sommes principalement proposé de faire connaître le règne de cette princesse. Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous nous sommes, il est vrai, surtout occupé des relations extérieures de l'Espagne, dans lesquelles elle intervint moins que dans les affaires extérieures du pays; mais alors encore nous l'avons vue présente, surveillant tout avec une vive sollicitude, maintenant l'ordre et développant la prospérité générale de la nation. Sa mort nous fera apprécier cette influence, car elle fut le signal de désordres que le génie et l'autorité de Ferdinand même ne purent supprimer.

La reine avait à peine rendu le dernier soupir, que Ferdinand prit les mesures habituelles pour proclamer son successeur. Il déposa la couronne de Castille qu'il avait si glorieusement portée pendant trente ans. Du haut d'une estrade élevée sur la grand'place de Tolède, le héraut annonça, au son de la trompette, l'avénement de Philippe et de Jeanne au trône de Castille, et le duc d'Albe déploya l'étendard royal, au nom des illustres époux. Le roi d'Aragon prit alors publiquement le titre d'administrateur ou gouverneur de la Castille, conformément au testament de la reine, et reçut, en cette qualité, le serment de fidélité de tous les nobles présents. Cela se passa le soir même du jour où Isabelle était morte.

Une circulaire fut ensuite adressée aux principales villes du royaume, pour les inviter, après avoir fait célébrer selon l'usage les obsèques de leur défunte souveraine, à arborer les bannières royales au nom de Jeanne; on expédia en même temps des lettres, au nom de celle-ci, sans mention de celui de Philippe, pour la convocation des cortès qui devaient ratifier ces actes [1].

La législature se réunit à Toro, le 11 janvier 1505. On y lut à haute voix le testament d'Isabelle ou du moins les clauses relatives à la succession au trône; les communes y donnèrent leur entière approbation, puis, avec les grands et les prélats présents, prêtèrent le serment ordinaire de fidélité à Jeanne, comme reine propriétaire, et à Philippe, comme son époux. On décida ensuite que le cas d'incapa-

[1] On omit le nom de Philippe comme étranger, jusqu'à ce qu'il eût prêté serment de respecter les lois du royaume et spécialement de ne nommer aux emplois que des Castillans.

cité de Jeanne, prévu par la reine, existait réellement [1], et on rendit hommage à Ferdinand, comme gouverneur légitime du royaume, au nom de sa fille. Celui-ci, à son tour, jura solennellement de respecter les lois et les libertés de la Castille. Enfin les cortès envoyèrent une ambassade à leurs nouveaux souverains, dans les Pays-Bas, avec un compte rendu de leurs délibérations.

Tout ce qui était requis pour donner une sanction constitutionnelle à l'autorité de Ferdinand, comme régent, avait été fait. En vertu de la loi écrite du pays, le souverain avait le droit d'instituer une régence, en cas de minorité ou d'incapacité de l'héritier présomptif du trône. C'est ce qu'Isabelle avait fait, deux ans avant sa mort, sur les pressantes sollicitations des cortès; cet acte avait été approuvé vivement par cette assemblée, qui avait incontestablement pleine autorité pour prononcer sur de pareilles dispositions testamentaires. Ainsi, depuis le commencement jusqu'à la fin, on avait observé scrupuleusement les formes constitutionnelles. Cependant l'autorité du nouveau régent était loin d'être solidement assise; Ferdinand le savait, et c'est pour ce motif qu'il avait agi avec tant de précipitation.

Un grand nombre de nobles avaient été très mécontents du choix fait par la reine et connu avant sa mort pour la régence; ils avaient même écrit à Philippe, avant cet événement, pour l'inviter à s'emparer du gouvernement, comme gardien naturel de Jeanne. S'ils ne refusèrent pas alors de reconnaître publiquement Ferdinand à Toro, du moins ils

[1] La tendresse maternelle et la délicatesse avec lesquelles la reine ne fit allusion qu'en termes très généraux à l'infirmité de sa fille furent bien remarquées par les cortès.

ne dissimulèrent pas leur mécontentement. On remarquait surtout parmi eux le marquis de Villena, nourri dès le berceau, on peut le dire, de l'esprit des factions, et le duc de Najara; ces deux puissants seigneurs avaient perdu une grande partie de leurs domaines, qu'ils avaient dû, sous le gouvernement précédent, restituer à la couronne, et ils espéraient la recouvrer sous le règne d'un prince jeune, insouciant et inexpérimenté, tel que l'était Philippe[1].

Mais, de tous les partisans de l'archiduc, le plus remuant était don Juan Manuel, l'ambassadeur d'Espagne à la cour de Maximilien. Ce seigneur, qui descendait d'une des plus illustres familles de la Castille, était un homme de grand talent, brouillon, intrigant, adroit, hardi dans ses desseins, mais excessivement prudent et même rusé pour les exécuter. Il s'était insinué dans la confiance de Philippe, lors du voyage de ce prince en Espagne, et, en apprenant la mort de la reine, il se hâta de le rejoindre dans les Pays-Bas.

Par son entremise, une vaste correspondance fut aussitôt ouverte avec les seigneurs mécontents, et Philippe se laissa engager, non seulement à réclamer toute l'autorité en Castille, mais à écrire à son beau-père, pour l'inviter à résigner immédiatement ses fonctions de gouverneur, et à se retirer en Aragon. Ferdinand accueillit cette lettre avec un certain dédain; il déclara l'archiduc incapable de gouverner une nation qu'il connaissait si peu, et le pressa en même temps de se rendre au plus tôt en Espagne avec Jeanne.

Le régent se trouvait dans une position difficile. Les émis-

[1] Isabelle, dans son testament, enjoint particulièrement à ses successeurs de ne jamais aliéner ou rendre les terres de la couronne reprises au marquis de Villena.

saires de Philippe, ou plutôt de Manuel, semaient partout des germes de désaffection; ils faisaient ressortir l'avantage que l'on aurait à posséder un prince insouciant et prodigue, qu'ils comparaient au *vieux Catalan*, avare et sévère, qui avait si longtemps tenu la nation sous le joug. Ferdinand, qui s'était toujours efforcé de battre en brèche la puissance trop grande de la noblesse et qui, en sa qualité d'étranger, n'avait pas les mêmes droits que la défunte reine à l'obéissance de ces nobles hautains et jaloux de leurs priviléges, était fort haï de ceux-ci. Le nombre des partisans de Philippe augmentait chaque jour, et bientôt on y vit figurer les personnages les plus considérables du royaume.

Le roi, qui observait avec une profonde anxiété ces signes de mécontentement, parlait peu, dit Martyr, mais examinait froidement tous ceux qui l'entouraient, dissimulant lui-même autant que possible ses propres sentiments. Il reçut, vers ce temps, une preuve nouvelle et claire des dispositions de son gendre envers lui. Un gentilhomme aragonais, nommé Conchillos, qu'il avait placé auprès de sa fille, obtint de celle-ci une lettre dans laquelle elle approuvait pleinement son père de conserver l'administration du royaume. La lettre fut livrée à Philippe; l'infortuné secrétaire fut arrêté et jeté en prison, tandis qu'on exerçait autour de Jeanne une rigoureuse surveillance qui aggrava beaucoup sa maladie.

En même temps qu'il recevait cet affront, le régent apprit avec une vive inquiétude que l'empereur Maximilien et son fils Philippe cherchaient à corrompre le Grand Capitaine, voulant, dans tous les cas, s'emparer du royaume de Naples, que l'archiduc réclamait comme une dépendance de la Castille, dont les armées avaient réellement fait cette conquête. Il y avait à la cour de Ferdinand un grand nombre de per-

sonnages de haut rang qui travaillaient à éveiller dans son esprit d'injustes soupçons à l'égard de Gonsalve, qui était castillan et devait son élévation à la reine.

Le roi voyait avec plus d'inquiétude encore les relations intimes établies entre son ancien ennemi, Louis XII, et Philippe ; les enfants de ces deux princes avaient déjà été fiancés. Le monarque français se préparait, disait-on, à soutenir son allié qui voulait envahir la Castille pour faire reconnaître ses droits, au moyen d'une diversion du côté du Roussillon et de Naples.

Ferdinand, au milieu de tous ces embarras, se trouvait dans une cruelle perplexité. Depuis son entrée en fonctions, il avait cherché à se rendre populaire, en assurant l'exécution stricte et impartiale des lois et en maintenant l'ordre public. Le peuple s'était, il est vrai, attaché à un gouvernement qui l'avait protégé contre une aristocratie oppressive, plus efficacement que ne l'avait jamais fait aucun autre, et il avait manifesté ses bonnes dispositions par l'empressement avec lequel il avait confirmé, à Toro, le testament d'Isabelle. Mais cela n'avait fait qu'augmenter le mécontentement des nobles. Certains conseillers du régent le pressaient de recourir à des mesures énergiques ; ils l'invitaient à reprendre le titre de roi de Castille, qu'il avait si longtemps porté en qualité d'époux de la défunte reine [1]. D'autres lui conseillaient même de réunir une armée, pour faire respecter son autorité et repousser une invasion; il pouvait à cet effet enrôler les soldats licenciés en Italie et rentrés depuis peu

[1] Le vice-chancelier, Alonso de la Caballeria, prépara un savant mémoire à l'appui des prétentions de Ferdinand à l'autorité et au titre de roi, moins comme époux de la feue reine que comme tuteur légal de sa fille.



en Espagne, et appeler un corps considérable de troupes, qui avait été levé dans ses propres États et attendait ses ordres à la frontière. Mais ces projets violents répugnaient à sa politique habituelle, modérée et prudente; il craignait d'engager une lutte, qui, même s'il en sortait vainqueur, entraînerait pour le pays mille calamités. Si jamais il nourrit ces idées, il les abandonna et, donnant une autre destination à son armée, il l'envoya en Afrique. Cependant sa position devenait de jour en jour plus critique. Alarmé des préparatifs militaires faits par Louis XII, qui avait obtenu des États-Généraux de forts subsides; tremblant pour le sort de ses possessions italiennes; délaissé, trahi à l'intérieur par les grands seigneurs, il semblait n'avoir plus d'autre alternative que de se maintenir par la force ou de résigner la régence, comme l'exigeait son gendre, et de se retirer en Aragon. Il n'eut jamais, paraît-il, l'intention de prendre ce dernier parti, mais résolut à tout hasard de résister, mû, en partie, sans doute, par la conviction de ses droits et par le sentiment du devoir, qui lui défendait de livrer l'autorité qu'il avait volontairement prise, dans des mains aussi incapables que celles de Philippe et de ses conseillers; en partie aussi probablement, par une répugnance naturelle à se dessaisir d'une puissance dont il avait joui pendant tant d'années. Il eut donc recours à un expédient que ni amis ni ennemis n'auraient pu prévoir.

Le roi ne vit qu'un moyen de se maintenir, c'était de détacher la France des intérêts de l'archiduc, pour se l'attacher; il y avait un obstacle à ce rapprochement, les prétentions rivales des deux monarques sur le royaume de Naples. Il se proposa de l'écarter, en s'alliant à une princesse française, à qui Louis XII céderait ses droits. Il envoya donc secrètement

en France un agent confidentiel, avec d'amples instructions pour régler les préliminaires de ce mariage; il confia cette mission à Juan de Enguera, moine catalan très instruit et membre du conseil royal.

Louis XII avait vu avec une grande satisfaction la mésintelligence née entre Philippe et son beau-père, et avait adroitement usé de son influence sur le jeune prince pour l'augmenter; il s'alarmait à la perspective de l'immense héritage que celui-ci devait un jour recueillir : la Bourgogne, les Flandres, l'Autriche et probablement l'empire, avec les royaumes unis d'Espagne et leurs riches dépendances. Par le mariage proposé, un démembrement de l'Espagne devenait au moins possible; dès lors, les royaumes d'Aragon et de Castille, passant sous des sceptres différents, pouvaient, comme auparavant, se neutraliser l'un l'autre. C'était, il est vrai, rompre ouvertement avec l'archiduc, au fils duquel il avait fiancé sa fille; mais cette alliance, impopulaire parmi ses sujets, avait fini par n'être plus désirée du roi, qui la considérait comme préjudiciable à ses intérêts.

Des préliminaires furent donc réglés sans retard avec Enguera, et immédiatement après, au mois d'août 1505, le comte de Cifuentes et Thomas Malferrit, régent de la chancellerie royale, furent envoyés publiquement comme plénipotentiaires, au nom du roi Ferdinand, pour conclure et exécuter le traité.

Il fut convenu, comme base de l'alliance entre les deux royaumes, que Ferdinand épouserait Germaine, fille de Jean de Foix, vicomte de Narbonne, et d'une des sœurs de Louis XII. Cette princesse était la petite-fille de Léonore, reine de Navarre, cette sœur criminelle de Ferdinand dont il a été question dans la première partie de cette histoire;

elle était donc proche parente des deux monarques. Germaine, âgée alors de dix-huit ans, était très belle; élevée dans le palais de son oncle, elle avait pris les manières libres et frivoles de cette cour adonnée au luxe et au plaisir. Louis XII consentit à lui céder ses droits sur Naples, les donnant, comme douaire, à elle et à ses héritiers mâles ou femelles, à perpétuité. Si la princesse mourait sans postérité, la moitié du royaume attribuée à la France dans le traité de partage avec l'Espagne, devait revenir à Louis XII. Il était stipulé, en outre, que Ferdinand rembourserait à celui-ci les frais de la guerre de Naples, en lui payant, en dix annuités, un million de ducats d'or, et enfin qu'il amnistierait complétement les nobles napolitains, du parti de la maison d'Anjou, auxquels il restituerait tous leurs honneurs et leurs biens. La France et l'Espagne devaient être unies désormais par un traité mutuel d'alliance et de commerce. Les deux monarques, « comme deux âmes dans un même corps, » — ainsi s'exprime ce document, — juraient solennellement de maintenir et de défendre réciproquement leurs droits et leurs États contre toute puissance, quelle qu'elle fût. Ce traité fut signé par Louis XII, à Blois, le 12 octobre 1505, et ratifié par Ferdinand le Catholique, à Ségovie, le 16 du même mois.

Tels étaient les termes humiliants et impolitiques de cette convention, par laquelle Ferdinand, pour s'assurer la courte possession d'une vaine autorité et peut-être pour satisfaire quelque honteux désir de vengeance, renonçait librement aux avantages réels qui avaient été procurés par la réunion des royaumes espagnols, et avaient été le but constant et grandiose de sa politique, comme de celle d'Isabelle. En effet, s'il lui naissait un fils, chose nullement improbable, puis-

qu'il n'avait pas encore cinquante-quatre ans, l'Aragon, avec ses dépendances, était séparé de la Castille. Dans le cas contraire, il devait partager avec un rival vaincu ces magnifiques possessions italiennes, dont la conquête lui avait coûté tant de peines et d'argent. Dans tous les cas, il avait promis de restituer aux seigneurs angevins leurs biens confisqués, ce qui devait entraîner des difficultés inextricables et mécontenter vivement ses fidèles partisans qui s'étaient emparés de ces biens. Enfin, et ce n'est pas la considération la moins importante, il insultait, par ce mariage mal assorti et précipité, à la mémoire de la défunte reine, dont le souvenir, s'il s'était un peu effacé de son esprit, était resté vivant au fond du cœur de ses sujets qui devaient regarder l'union nouvelle comme un déshonneur national. C'est ainsi qu'ils la considérèrent, en effet, quoique les Aragonais, chez qui les derniers événements avaient réveillé une ancienne jalousie contre les Castillans, fussent moins opposés à un mariage qui, dans leur opinion, devait leur rendre une importance politique diminuée par leur union avec un puissant voisin.

Les nations européennes ne pouvaient comprendre un arrangement aussi inconciliable avec la sage politique de Ferdinand. Les petits États italiens qui, depuis l'immixtion de la France et de l'Espagne dans les affaires de la péninsule, étaient plus ou moins dépendants de ces deux puissances, les voyaient avec terreur s'unir et craignaient pour leurs intérêts, comme pour leur liberté. Quant à l'archiduc Philippe, il ne pouvait croire à la possibilité de cet acte désespéré, qui lui enlevait d'un trait de plume une portion aussi considérable de son héritage; le doute cependant ne lui fut pas longtemps permis, car Louis XII lui défendit de

traverser la France, pour se rendre en Espagne, avant de s'être réconcilié avec son beau-père [1].

Philippe, ou plutôt Manuel, qui exerçait sur le jeune prince une influence sans bornes, comprit la nécessité de temporiser. On renoua les relations avec le régent et, à la fin, le 24 novembre 1505, on conclut un arrangement connu sous le nom de convention de Salamanque. Celui-ci portait en substance que la Castille serait gouvernée aux noms réunis de Ferdinand, de Philippe et de Jeanne, mais que le premier aurait droit, pour sa part, à la moitié des revenus publics. Le roi était de bonne foi, mais le prince ne cherchait qu'à endormir les soupçons de son beau-père, jusqu'à son arrivée en Espagne, où sa présence seule, il en avait la ferme confiance, lui assurerait le succès; pour comble de perfidie, il envoya au régent une lettre des plus flatteuses. Ces artifices ne trompèrent pas seulement Louis XII, mais même le rusé et soupçonneux Ferdinand.

Le 8 janvier 1506, Philippe et Jeanne s'embarquèrent, en Zélande, à bord d'une nombreuse et magnifique flotte, qui, à peine sortie du port, fut assaillie et dispersée par une furieuse tempête. Le vaisseau que l'archiduc montait prit feu et faillit sombrer; ce ne fut qu'avec peine qu'on réussit à

[1] Il fut averti d'une manière bien plus claire dans une lettre de Ferdinand, curieuse comme la preuve que celui-ci sentait bien la nature et la grandeur des sacrifices qu'il faisait. « En vous prêtant à être la facile dupe de la France, » écrivait-il à Philippe, « vous m'avez poussé à contracter un second mariage, vous m'avez dépouillé des fruits magnifiques de mes conquêtes napolitaines, » etc. Il finissait en lui faisant cet appel : « Sit satis, fili, pervagatum; redi in te, si filius, non hostis accesseris; his non obstantibus, mi filius, amplexabere. Magna est paternæ vis naturæ. » Philippe put penser que les derniers actes de son beau-père étaient une singulière démonstration de cette « paternæ vis naturæ. »

l'emmener tout désemparé à Weymouth, en Angleterre[1]. Le roi Henri VII, informé de cet accident, s'empressa de prodiguer toutes les marques de respect et de considération aux illustres époux; ceux-ci furent conduits en grande pompe à Windsor, où ils jouirent pendant près de trois mois d'une hospitalité intéressée. En effet, Henri VII profita de la position et de l'inexpérience de son jeune hôte, pour lui arracher deux traités, peu excusables au point de vue d'une saine politique et même, pour le dernier, de l'honneur[2]. Le respect que Henri professait pour Ferdinand, auquel il était d'ailleurs uni par des liens de famille, l'engagea à s'offrir comme médiateur entre le beau-père et le gendre; il conseilla à ce dernier, dit lord Bacon, « de se laisser guider par un prince aussi prudent, aussi expérimenté, aussi heureux que Ferdinand, » mais l'archiduc répondit : « Qu'il me gouverne, pourvu que je gouverne moi-même la Castille! »

A la fin, ayant réuni sa flotte à Weymouth, Philippe se rembarqua avec Jeanne et sa nombreuse suite de courtisans et de soldats. Après une traversée paisible, il entra, le 28 avril, dans le port de La Corogne, à l'extrémité nord-ouest de la Galice.

Peu de temps auparavant, le comte de Cifuentes avait été envoyé en France pour conduire en Espagne la fiancée de Ferdinand, accompagnée d'une troupe brillante de seigneurs

[1] D'après Sandoval, Jeanne montra beaucoup de sang-froid dans cette situation effrayante; lorsqu'elle eut été instruite par Philippe du danger qu'elle courait, elle se couvrit de ses plus beaux habillements et porta sur elle une forte somme d'argent, afin que son corps, s'il était retrouvé, fût reconnu et qu'elle fût ensevelie avec tous les honneurs dus à son rang.

[2] L'un était un traité de commerce avec les Flandres, si désastreux qu'il fut connu dans ce pays sous le nom de « *malus intercursus;* » l'autre stipulait la remise de l'infortuné duc de Suffolk au monarque anglais.

français et napolitains. Elle fut reçue à Fontarabie, sur les frontières du pays, par l'archevêque de Saragosse, fils naturel du roi catholique, avec une suite nombreuse composée principalement de nobles aragonais et catalans, qui l'escorta en grande pompe jusqu'à Duenas, où elle fut rejointe par son époux. C'est dans cette ville, où, trente-six ans auparavant, il s'était uni à Isabelle, que Ferdinand, comme pour augmenter encore l'amertume de ses souvenirs, conduisit au pied des autels, le 18 mars 1506, sa jeune et belle fiancée. « Il semblait cruel, » dit Martyr, avec son flegme ordinaire, « que ces noces eussent lieu si tôt, dans cette Castille où Isabelle avait vécu sans rivale et où sa mémoire était encore vénérée autant que cette reine l'était elle-même de son vivant. »

Moins de six semaines après cet événement, Philippe et Jeanne arrivaient à La Corogne. Ferdinand, qui s'attendait à les voir débarquer dans un port plus voisin, au nord, se prépara sans perdre de temps à partir pour aller à leur rencontre; il dépêcha un exprès pour convenir d'une entrevue avec son gendre et s'avança lui-même jusqu'à Léon. Mais le prince n'avait pas l'intention de voir son beau-père pour le moment; il avait débarqué tout exprès à une extrémité reculée du pays, afin de donner à ses partisans le temps de le rejoindre et de se déclarer en sa faveur. Des lettres avaient été envoyées aux principaux nobles et cavaliers du royaume, et on vit ceux-ci accourir en foule, empressés de faire leur cour à leur jeune monarque. Quelques-uns d'entre eux appartenaient aux familles les plus considérables de la Castille, et plusieurs, tels que Villena, Najara, vinrent accompagnés d'une troupe nombreuse et bien armée de soldats. L'archiduc avait amené avec lui trois mille hommes d'infanterie

allemande, parfaitement équipés, et cette petite armée se grossit bientôt de six mille Espagnols, non compris les chevaliers qui se pressaient autour de lui. Il pouvait désormais dicter la loi à son beau-père; aussi proclama-t-il ouvertement qu'il ne se croyait pas lié par la convention de Salamanque et qu'il ne consentirait jamais à un arrangement portant atteinte en aucune manière à ses droits, ainsi qu'à ceux de sa femme sur la couronne de Castille.

En vain Ferdinand s'efforça de gagner à ses intérêts don Juan Manuel, en lui faisant les plus belles promesses; il ne pouvait rien lui offrir qui valût l'ascendant absolu que le favori possédait sur le jeune roi. En vain il envoya Martyr, et plus tard Ximenès, auprès de l'archiduc, pour convenir d'un arrangement ou, du moins, d'une entrevue avec celui-ci. Philippe accueillit poliment ces envoyés, mais ne voulut rien rabattre de ses prétentions; Manuel ne se souciait guère de laisser son maître exposé, dans un tête-à-tête, à l'influence que devait exercer sur lui un habile et sage politique tel que le régent.

Martyr nous trace un portrait assez flatteur de Philippe, à cette époque. Ce prince était bien fait, avait un caractère généreux, des manières libres et franches, avec une certaine noblesse d'esprit, malgré une ardente ambition; mais sa complète ignorance des affaires le rendit la dupe de gens artificieux, qui le firent servir d'instrument pour leurs propres projets.

Ferdinand, apprenant enfin que l'archiduc, qui venait de quitter La Corogne, s'avançait par des chemins de détour vers l'intérieur du pays, afin de l'éviter, et ne voulait pas qu'il vît sa fille, ne put réprimer davantage son indignation; il prépara une circulaire, qu'il se proposait d'envoyer dans

tout le pays, pour l'engager à se soulever et à l'aider à tirer Jeanne, sa souveraine, de sa honteuse captivité. Cette lettre, paraît-il, ne fut pas expédiée ; le régent se dit, sans doute, qu'on ne répondrait pas à son appel, car son récent mariage lui avait fait perdre même l'attachement que lui avaient témoigné les communes. Ainsi le moyen auquel il avait recouru pour consolider son autorité en Castille, fut la principale cause de sa ruine.

Le régent devait subir des affronts plus humiliants encore; le marquis d'Astorga et le comte de Benevente lui fermèrent les portes de ces deux villes, tandis qu'ils publiaient, pour comble d'insolence, une proclamation défendant à leurs vassaux d'assister ou de loger la suite du roi. « Triste spectacle, en vérité, » s'écrie Martyr, « que celui d'un monarque, tout-puissant la veille, errant le lendemain comme un vagabond dans son propre royaume, sans pouvoir même voir sa fille! »

De toute la brillante troupe de courtisans qui l'entouraient, aux jours de sa prospérité, les seuls Castillans de haut rang qui lui fussent restés fidèles étaient le duc d'Albe et le comte de Cifuentes, car son gendre même, le connétable de Castille, l'avait abandonné. Il y avait toutefois, à quelque distance de là, de fidèles sujets, tels que le bon Talavera, par exemple, et le comte de Tendilla, qui craignaient de voir les rênes du gouvernement passer des mains fermes et habiles qui les avaient tenues pendant plus de trente ans, dans celles du capricieux Philippe et de ses favoris.

Un terme fut enfin mis à ce scandale, et Manuel, soit qu'il eût plus de confiance dans sa force, soit qu'il craignît de se rendre odieux, consentit à laisser courir à son jeune maître

le danger d'une entrevue [1]. On choisit à cet effet une plaine découverte près de Puebla de Senabria, sur les frontières des provinces de Léon et de Galice; on fixa le 23 juin. Mais alors encore le favori prit des précautions vraiment ridicules, eu égard à la position misérable du roi d'Aragon; toute l'armée fut mise en mouvement, comme s'il eût fallu tenter la voie des armes. La marche était ouverte par les piquiers allemands, en ordre de bataille; puis venaient les brillants escadrons des chevaliers castillans, suivis de leurs vassaux bien armés; ensuite apparaissait l'archiduc, monté sur un cheval de guerre et entouré de ses gardes du corps. Les archers et les chevau-légers fermaient la marche [2].

Ferdinand, au contraire, n'était accompagné que d'environ deux cents nobles, principalement aragonais et italiens, montés sur des mules et portant simplement le court manteau noir et le bonnet du pays, sans autre arme que l'épée. Le roi se fiait, dit Zurita, à son attitude majestueuse et à la réputation qu'il s'était acquise par sa longue et habile administration.

Les nobles castillans, mis en présence de Ferdinand, ne pouvaient se refuser à lui rendre leurs hommages. Il les reçut avec sa courtoisie et son affabilité habituelles, faisant quelquefois des observations piquantes. En voyant l'orgueilleux duc de Najara arriver avec une brillante troupe

[1] Il y a plusieurs lettres de Philippe à Ferdinand, écrites peu de temps après le débarquement de l'archiduc; celui-ci y affecte un profond respect pour son beau-père et une grande impatience d'avoir avec lui une entrevue, qu'il évitait avec tant de soin.

[2] Le seul prétexte pour tout cet appareil militaire était le bruit que le roi levait des forces considérables et que le duc d'Albe rassemblait ses vassaux dans les provinces de Léon, bruits répandus sans doute à dessein, s'ils n'étaient simplement inventés par l'ennemi.

d'hommes armés, il s'écria : « Vous n'oubliez jamais, duc, les devoirs d'un grand capitaine! » Garcilasso de la Vega, son ancien ambassadeur à Rome, se trouvait là; comme beaucoup de grands de Castille, il portait sous ses vêtements une armure, afin de se préserver en cas d'une attaque imprévue. Le roi, en l'embrassant, s'en aperçut et, lui frappant familièrement sur l'épaule, il lui dit : « Je vous félicite, Garcilasso; vous avez bien engraissé depuis que je ne vous ai plus vu. » La désertion d'un homme qui avait reçu de lui tant de faveurs le toucha toutefois plus que celle de tous les autres.

Quand Philippe approcha, on remarqua qu'il avait l'air inquiet et soucieux, tandis que son beau-père conservait son air calme et enjoué. Après s'être salués, les deux monarques descendirent de cheval et entrèrent dans un petit hermitage voisin; ils n'étaient suivis que de Manuel et de l'archevêque Ximenès. Ils étaient à peine entrés, que ce dernier, s'adressant au favori avec un air d'autorité auquel il n'était pas facile de résister, lui dit : « Il ne convient pas que nous nous mêlions des affaires privées de nos maîtres, » et, le prenant par le bras, il sortit avec lui de l'appartement, dont il ferma la porte, en ajoutant « qu'il ferait l'office de portier. » Cette conférence resta sans résultat; Philippe était bien préparé à jouer son rôle et resta, dit Martyr, aussi inflexible qu'un roc. Il y avait si peu de confiance entre les deux souverains, que le nom de Jeanne, que Ferdinand désirait tant voir, ne fut même pas prononcé dans cette entrevue.

Mais, quelque répugnance que le roi d'Aragon eût à céder, il n'était plus en état de débattre les conditions; non seulement il avait perdu toute influence en Castille, mais il avait

reçu de Naples des nouvelles alarmantes, qui lui avaient fait prendre la résolution de visiter immédiatement ce royaume. Il décida donc de courber la tête devant l'orage, en attendant des jours meilleurs; témoin de la jalousie naissante entre les nobles castillans et flamands, il prévoyait probablement des dissentiments qui lui fourniraient l'occasion de ressaisir, peut-être avec le consentement de la nation, les rênes du gouvernement qu'on lui arrachait si brutalement des mains [1]. Dans tous les cas, s'il devait plus tard faire usage de la force, il pourrait y recourir plus sûrement, avec l'aide de son allié, le roi de France, après avoir mis en ordre les affaires de Naples.

A quelques considérations qu'ait obéi le prudent monarque, il autorisa l'archevêque de Tolède, qui avait accès auprès de l'archiduc, à consentir à un arrangement sur les bases mêmes proposées par celui-ci. Le 27 juin, il signa et jura solennellement d'observer une convention, par laquelle il abandonnait la souveraineté entière de la Castille à Philippe et à Jeanne, ne se réservant que les grandes-maîtrises des ordres militaires et les revenus que lui assignait le testament d'Isabelle.

Le lendemain, il dressa une autre pièce des plus singulières, dans laquelle, après avoir proclamé ouvertement l'incapacité de sa fille, il promettait d'aider Philippe à empêcher toute intervention en faveur de celle-ci, et s'engageait

[1] Lord Bacon dit en parlant de la mort prématurée de Philippe : « C'était l'opinion des plus sages de cette cour que, s'il avait vécu, son beau-père l'aurait dominé de manière à gouverner ses conseils et ses projets, sinon ses affections. » Cette prédiction devait se fonder sur la connaissance générale du caractère de ces deux princes, car ils ne se revirent plus après que Ferdinand se fut retiré en Aragon.

à lui assurer, pour autant que la chose serait en son pouvoir, toute l'autorité.

Avant de signer ces pièces, Ferdinand protesta secrètement, en présence de plusieurs témoins, qu'il ne prenait pas ces engagements de son plein gré, mais par nécessité, pour sortir d'une position dangereuse et préserver le pays des maux imminents de la guerre civile. Il finit en déclarant que, loin d'abandonner ses droits à la régence, il se proposait de les revendiquer et de tirer sa fille de sa captivité, dès qu'il en aurait les moyens. Enfin, pour compléter cette suite d'inconséquences, il envoya, le 1er juillet, dans tout le royaume, une circulaire par laquelle il annonçait qu'il avait résigné le pouvoir entre les mains de Philippe et de Jeanne; il ajoutait que, malgré ses droits à le conserver, il avait depuis longtemps pris cette résolution, se proposant de l'exécuter aussitôt que ses enfants auraient mis le pied dans le pays.

Il n'est pas facile de justifier ce monstrueux tissu de contradictions et de ruses, au point de vue de la nécessité. Pourquoi Ferdinand, après avoir voulu soulever le royaume en faveur de sa fille, proclama-t-il ouvertement l'incapacité de celle-ci et confia-t-il toute l'autorité à Philippe? Était-ce pour rendre l'archiduc odieux, en l'encourageant à une mesure qui devait, il le savait, mécontenter au plus haut point les Castillans? Mais il partageait toute la responsabilité avec lui. Espérait-il que ce jeune prince, insouciant et imprévoyant, ferait tourner à sa perte son autorité absolue? Quant à sa protestation secrète, il voulait évidemment se ménager un prétexte pour pouvoir un jour revendiquer ses droits, les concessions qu'il avait faites lui ayant été arrachées par la force. Mais alors pourquoi neutraliser l'effet de

cette protestation, en déclarant spontanément dans son manifeste au peuple que son abdication n'était pas seulement volontaire, mais un acte réfléchi et prémédité? Ce qui le conduisit probablement à faire cette déclaration, ce fut le désir de cacher la honte de sa défaite, mais il ne pouvait tromper personne. Tous ces actes, par leur caractère équivoque, font nécessairement supposer qu'ils provenaient d'habitudes de dissimulation, trop fortes pour pouvoir être surmontées, lors même qu'elles étaient inutiles. On voit parfois dans la vie privée des exemples d'un pareil amour d'une duplicité superflue.

Après cela, une nouvelle entrevue eut lieu, le 5 juillet, entre Ferdinand et Philippe; le beau père obligea son gendre, en cette occasion, à lui témoigner une déférence affectueuse, qui, si elle n'en imposa pas au public, peu disposé à croire à une réconciliation sincère, jetait au moins un voile sur leur séparation prochaine. Même dans cette dernière entrevue, la méfiance et les craintes qu'il inspirait ne disparurent pas, et le malheureux père fut empêché de voir et d'embrasser sa fille avant son départ.

Au milieu de toutes ces épreuves, Ferdinand, dit son biographe, avait conservé cet empire sur lui-même qui convenait à la dignité de son rang et de son caractère, et qui offrait un contraste frappant avec la conduite de ses ennemis. Si affligé qu'il fût d'être délaissé par un peuple qui avait joui, pendant plus de trente ans, sous son gouvernement, des bienfaits de la paix et de la sécurité, il ne laissa paraître aucun mécontentement. Au contraire, lors de ses adieux aux grands du royaume assemblés, il leur parla amicalement, rappela les services qu'ils lui avaient rendus et s'attacha à produire sur leur esprit une impression qui en effaçât

le souvenir de leur récente mésintelligence. Le prudent monarque prévoyait, sans doute, le jour de son retour, et avec assez de raison ; il y avait d'autres esprits pénétrants, qui voyaient dans les signes du temps de nombreux présages d'une révolution prochaine.

CHAPITRE XVIII.

MALADIE ET MORT DE CHRISTOPHE COLOMB.

(1504-1506)

Retour de Christophe Colomb après son quatrième voyage. — Sa maladie. — Ingratitude de Ferdinand. — Mort de Colomb. — Son portrait. — Son caractère.

Tandis que se passaient les événements rapportés au commencement du chapitre précédent, Christophe Colomb était revenu de son quatrième et dernier voyage. Il n'avait éprouvé tout le temps que des déceptions et des désastres. Après son départ d'Hispaniola, poussé par des orages près de l'île de Cuba, il avait traversé le golfe de Honduras et côtoyé ces régions d'or qui avaient si longtemps fui devant son imagination. Les naturels du pays l'avaient vainement invité à s'enfoncer dans l'intérieur de cette vaste contrée, à l'ouest; il avait continué à se diriger vers le sud, tout préoccupé du grand projet de découvrir un passage dans l'océan Indien. A la fin, après s'être avancé avec beaucoup de peine un peu au delà du cap Nombre de Dios, il fut forcé, par la furie des éléments et les murmures de l'équipage, d'abandonner son

entreprise et de revenir sur ses pas. Il échoua plus tard, par la férocité des sauvages, dans une tentative pour fonder une colonie sur la terre ferme et fut jeté par un naufrage dans l'île de la Jamaïque, où il languit pendant plus d'une année, par la malignité d'Ovando, le nouveau gouverneur de Saint-Domingue. Enfin s'étant rembarqué, avec les débris de son équipage, dans un vaisseau frété à ses propres frais, il fut ballotté sur l'océan par de continuelles et terribles tempêtes, jusqu'à ce que, le 7 novembre 1504, il jetât l'ancre dans le petit port de San-Lucar, à douze lieues de Séville[1].

Dans cette ville paisible, Colomb espérait trouver le repos si nécessaire à sa constitution affaiblie, ainsi qu'à son esprit malade, et obtenir promptement d'Isabelle la restitution de ses honneurs et de ses bénéfices. Mais c'est là que l'attendait la plus cruelle déception. Au moment où il était arrivé, la reine était sur son lit de mort et, peu de jours après, l'amiral reçut l'affligeante nouvelle que l'amie, la protectrice dont il invoquait l'appui avec tant de confiance, n'était plus de ce monde. C'était pour lui le coup le plus douloureux, car « la reine, » dit Fernando Colomb, « l'avait toujours favorisé et protégé, tandis que le roi ne s'était pas seulement montré indifférent, mais opposé à ses projets. » On comprend qu'un prince aussi froid, aussi prudent, ne devait pas sympathiser avec un homme d'un esprit aussi ardent, aussi aventureux que le Génois, dont les idées devaient lui paraître extravagantes, et si jusqu'ici nous n'avons pas vu un acte du monarque justifiant les paroles sévères de Fernando Colomb, nous avons vu du moins que le roi regarda dès le premier

[1] Quelque obscurité qui recouvre la vie de Colomb, avant son premier voyage de découvertes, la lumière ne manque pas sur les incidents de sa carrière ultérieure.

moment les projets du grand homme comme ayant quelque chose d'absurde et de chimérique.

La douleur de l'amiral, en apprenant la mort d'Isabelle, est dépeinte vigoureusement dans une lettre qu'il écrivit, immédiatement après, à son fils Diego : « C'est notre premier devoir, » dit-il, « de recommander affectueusement et pieusement à Dieu l'âme de notre défunte maîtresse, la reine. Elle a toujours vécu catholiquement et vertueusement, prête à faire tout ce qui pouvait être utile et agréable au ciel; aussi pouvons-nous croire qu'elle repose maintenant dans le séjour des élus, loin de ce monde plein de soucis et de tracasseries. »

Colomb, à cette époque, était si tourmenté de la goutte, maladie à laquelle il était depuis longtemps sujet, qu'il ne put se rendre à Ségovie, où la cour résidait pendant l'hiver. Il fit toutefois, sans perdre de temps, exposer sa situation au roi par son fils Diego, qui était attaché à la maison royale; il rappelait ses services passés, les clauses de l'arrangement conclu et violé presque dans tous les points; il faisait enfin connaître sa position embarrassée. Mais Ferdinand était trop occupé de ses propres affaires, dans ce moment critique, pour se soucier de celles de l'amiral, qui se plaint souvent de l'indifférence témoignée à ses demandes. A la fin, à l'approche du printemps, Colomb, ayant obtenu une dispense de l'ordonnance qui interdisait l'usage des mules, put arriver, à petites journées, à Ségovie et se présenter, au mois de mai 1505, devant le monarque.

L'amiral fut reçu avec toutes les marques extérieures de la courtoisie et du respect, par Ferdinand, qui lui assura « qu'il appréciait parfaitement ses grands services et que, loin de borner sa reconnaissance aux termes précis de la capitula-

tion, il se proposait de lui accorder de plus hautes faveurs en Castille. »

Les actes ne répondirent pas toutefois à ces belles paroles. Il est probable que le roi n'avait pas sérieusement l'intention de rétablir l'amiral dans son gouvernement. Le successeur de celui-ci, Ovando, était haut placé dans la confiance royale; sa conduite, quelque blâmable qu'elle fût à l'égard des Indiens, était bien vue des colons espagnols et même l'oppression qu'il faisait peser sur les malheureux naturels du pays était pour lui un nouveau titre à la faveur, car il pouvait ainsi verser dans les coffres de l'État des sommes bien supérieures à celles qu'y faisait entrer son prédécesseur plus humain.

Ce qui s'était passé dans ce dernier voyage n'avait probablement pas d'ailleurs détruit la défiance éprouvée par le monarque au sujet des capacités de Colomb, comme gouverneur. L'équipage avait été dans un état d'insubordination constante, tandis que la lettre écrite de la Jamaïque, au milieu de ces circonstances pénibles, par l'amiral, accusait un si profond découragement, mêlé parfois à des projets extravagants, que les souverains, à qui elle était adressée, purent craindre que sa raison n'eût été momentanément ébranlée [1].

Mais, quelques raisons qu'on pût avoir pour différer de

[1] Dans cette lettre, au milieu d'une relation sensée et à côté de sages réflexions, on trouve étrangement mêlés des rêves insensés, des lamentations sans fin et d'absurdes projets pour la délivrance de Jérusalem, la conversion du grand Khan, etc. De pareilles idées qui couvraient quelquefois son esprit comme d'un nuage, pour intercepter la lumière de la raison, ne peuvent manquer d'éveiller chez le lecteur, comme elles le firent chez les souverains espagnols, un sentiment d'étonnement et de pitié à la fois.

rendre au grand homme son autorité, c'était une injustice criante de retenir les revenus qui lui avaient été assurés par son traité avec la couronne. D'après ce qu'il nous apprend lui-même, loin de toucher sa part des fonds envoyés par Ovando, il dut emprunter de l'argent et il en devait déjà beaucoup. La vérité est que, les ressources des contrées nouvelles commençant à augmenter considérablement, le roi se sentait moins disposé à s'en tenir à la lettre de la convention originale; il jugeait la récompense trop grande et hors de proportion avec les services d'un de ses sujets, quel qu'il fût. A la fin, il fut assez peu généreux pour proposer à l'amiral d'abandonner ses droits, en échange d'autres biens et d'autres dignités qu'il lui offrait en Castille. Il manquait, en cette occasion, du tact qu'il montrait ordinairement; l'homme qui avait rompu toutes négociations, au début d'une entreprise incertaine, plutôt que de rien rabattre de ses prétentions, ne devait pas consentir à une pareille humiliation, après avoir si glorieusement réussi dans son expédition.

Quel secours Colomb reçut de la couronne, à cette époque, s'il en reçut, c'est ce qu'on ne peut dire. Il continua de rester avec la cour et l'accompagna à Valladolid; il jouit, sans doute, de la considération publique due à sa haute réputation et à ses grands travaux, bien qu'il fût peut-être mal vu du monarque, comme un créancier dont les prétentions étaient trop justes pour qu'il osât les contester, et trop grandes pour qu'il voulût y faire droit.

Découragé en voyant ses services récompensés par la plus noire ingratitude et miné par une vie de fatigues incessantes, Colomb s'affaiblissait de jour en jour et était à chaque instant tourmenté par de cruels accès de goutte. A

l'arrivée de Philippe et de Jeanne, il fit remettre aux royaux époux, par son frère Barthélemy, une lettre dans laquelle il regrettait que ses infirmités l'empêchassent de leur rendre en personne ses hommages et leur offrait ses services pour l'avenir. Cette lettre fut gracieusement accueillie, mais celui qui l'avait écrite ne vécut plus assez longtemps pour voir ses jeunes souverains.

Cependant la maladie n'avait pas affaibli l'esprit de Colomb, et, le 19 mai 1506, il rédigea un codicille, confirmant certaines dispositions testamentaires faites auparavant, par rapport surtout à la transmission de ses biens et de ses dignités; il manifesta, dans ce dernier acte de sa vie, la sollicitude avec laquelle il avait toujours cherché à perpétuer un nom glorieux. Ayant pris ces arrangements avec un calme parfait, il expira le lendemain, jour de l'Ascension, 20 mai 1506, sans avoir beaucoup souffert en apparence et avec la résignation la plus chrétienne. Ses restes, d'abord déposés dans le couvent de Saint-François, à Valladolid, furent, six ansplus tard, transférés dans le couvent des chartreux de Las Cuevas, à Séville, où le roi lui fit élever à grands frais un monument, avec cette mémorable inscription :

« A Castilla y a Leon,
« Nuovo mundo dio Colon. »

« Ce que, dit Ferdinand Colomb, avec autant de vérité que de simplicité, « on n'a jamais dit d'aucun homme, ancien ou moderne. » De là le corps du grand navigateur fut porté, en 1536, dans l'île de Saint-Domingue, véritable théâtre de ses découvertes, d'où il fut de nouveau transféré, en 1795, lors de la cession de Saint-Domingue à la France, à Cuba;

ses cendres reposent maintenant en paix dans l'église cathédrale de la capitale de cette île [1].

On est dans le doute sur l'âge auquel mourut Colomb, quoiqu'il paraisse probable qu'il avait près de soixante-dix ans. Son portrait a été minutieusement tracé par son fils; il était grand, bien fait, avait la tête grosse, le nez aquilin, des yeux d'un bleu pâle, un peu gris, le teint frais et les cheveux roux; mais une vie de fatigues et d'exercice avait bronzé son visage et blanchi sa tête, même avant sa trentième année. Il avait un air majestueux et plein de dignité, avec beaucoup d'affabilité en même temps; il parlait facilement, même avec éloquence, restant toujours calme, sauf dans certains moments où une sensibilité trop vive le rendait fougueux. Il était sobre, aimait peu les plaisirs, quels qu'ils fussent, et, en réalité, paraissait trop absorbé par la grande cause à laquelle il avait consacré sa vie, pour s'occuper des projets et des distractions que recherchent les autres hommes. Son imagination, trop remplie de ce sujet grandiose, s'exalta de manière à l'élever trop au dessus des froides réalités de la vie; c'est ainsi qu'il arriva à mépriser des obstacles qui finirent par se montrer insurmontables et à se bercer de rêves que l'avenir dissipa.

Cet enthousiasme était, sans doute, dû, en partie, aux circonstances particulières de sa vie; car la glorieuse entreprise qu'il avait accomplie faisait presque croire qu'il avait obéi à une inspiration plus haute que celle de la raison humaine, et, avec son esprit religieux, il trouva des allu-

[1] A la gauche du grand autel de ce magnifique édifice est un buste de Colomb, placé dans une niche du mur, et tout près une urne d'argent, renfermant tout ce qui reste aujourd'hui de l'illustre voyageur.

sions ses découvertes dans les sombres et mystérieuses prédictions des prophètes sacrés.

Que cette teinte romanesque de son caractère lui fût naturelle et ne provînt pas seulement des événements, nous en avons pour preuve les rêves chimériques dont il se berçait sérieusement, avant même d'avoir fait ses grandes découvertes. Son projet de croisade pour la délivrance de la Terre-Sainte avait été longtemps médité, lorsqu'il l'exposa aux souverains espagnols, la première fois qu'il leur fit ses propositions. Ses communications enthousiastes à ce sujet durent faire sourire un pontife tel qu'Alexandre VI, et justifient jusqu'à un certain point le peu d'empressement avec lequel la cour de Castille adopta ses vues plus rationnelles. Mais ces projets chimériques n'obscurcirent jamais son jugement, par rapport à sa vaste entreprise, et il est vraiment curieux de voir avec quelle pénétration prophétique il prévoyait, non seulement l'existence, mais la richesse du nouveau monde, comme le prouvent ses précautions pour assurer à sa postérité les fruits de ses travaux.

Quels que fussent les travers de son esprit, l'œil de l'historien découvrira difficilement une tache sur son caractère. Sa correspondance nous montre Colomb fidèle et dévoué à ses souverains; dans sa conduite, on le voit plein de sollicitude pour ses compagnons; il dépensa presque son dernier maravédis pour ramener ses malheureux matelots dans leur pays natal. Ses actes étaient réglés sur les principes d'honneur et de justice les plus rigoureux; dans la dernière lettre qu'il écrivit des Indes aux souverains espagnols, il réprouve, comme étant à la fois scandaleux et impolitique, l'emploi de la violence pour arracher leur or aux naturels du pays. L'important objet auquel il s'était consacré paraissait remplir

toute son âme et l'élever au dessus des petits artifices auxquels on recourt parfois pour atteindre à un grand but. Il y a certains hommes chez qui des vertus rares se sont alliées, sinon à de véritables vices, du moins à des faiblesses avilissantes. Le caractère de Colomb ne présenta pas ces contrastes humiliants; que nous le considérions dans la vie publique ou dans la vie privée, il nous paraît toujours également noble; il était en parfaite harmonie avec la grandeur de ses plans et avec leur résultat, le plus merveilleux de tous ceux auxquels il a été jamais donné à un homme de parvenir[1].

[1] Colomb laissa deux fils, Fernando et Diego; le premier, illégitime, hérita du génie de son père, dit un écrivain castillan, et le second, de ses honneurs et de ses biens. Fernando, outre d'autres ouvrages aujourd'hui perdus, laissa d'excellents mémoires sur son père, souvent cités dans cette histoire; il avait des connaissances littéraires peu communes et amassa, dans ses longs voyages, 20,000 volumes, la plus grande bibliothèque particulière qu'il y eût peut-être en Europe à cette époque. Diego ne succéda aux dignités de son père qu'après avoir obtenu du conseil des Indes un jugement en sa faveur contre la couronne, acte qui fait le plus grand honneur à ce tribunal et prouve que l'indépendance des cours de justice, le plus solide boulevard de la liberté civile, était bien maintenue sous Ferdinand. Le jeune *amiral* épousa plus tard une dame de la grande famille de Tolède, nièce du duc d'Albe; cette alliance avec une des plus anciennes branches de la hautaine aristocratie castillane montre de quelle considération Colomb dut jouir déjà de son vivant. Une nouvelle opposition fut faite par Charles-Quint au fils de Diego, et celui-ci, découragé par la perspective d'un procès interminable avec la couronne, consentit prudemment à échanger ses droits trop vastes, trop indéfinis pour être maintenus par un sujet, contre des honneurs et des revenus déterminés en Castille. Les titres de duc de Veragua et de marquis de la Jamaïque, tirés des lieux visités par l'amiral dans son dernier voyage, continuent à distinguer encore cette famille, dont le plus beau titre de gloire, au dessus de tous ceux que peuvent conférer les monarques, est de descendre de Christophe Colomb.

CHAPITRE XIX.

RÈGNE DE PHILIPPE Ier.

(1506.)

Philippe et Jeanne. — Leur mauvaise administration. — Défiance de Ferdinand au sujet de Gonsalve de Cordoue. — Voyage de Ferdinand à Naples. — Mort et caractère de Philippe. — Gouvernement provisoire. — État de Jeanne. — Entrée de Ferdinand à Naples. — Mécontentement causé dans ce royaume par ses mesures.

A peine le roi Ferdinand se fut-il retiré dans ses États héréditaires, que Philippe et Jeanne s'avancèrent vers Valladolid, afin de recevoir l'hommage des états assemblés en cette ville. Jeanne, accablée d'une mélancolie continuelle et vêtue de deuil, dans un temps de réjouissances, refusa le splendide cérémonial et les fêtes que les habitants préparaient pour sa réception. Son volage époux, qui, depuis longtemps, avait cessé de lui témoigner, non seulement de l'affection, mais même le moindre respect, aurait voulu être autorisé par les cortès à faire enfermer sa femme, comme folle, et à s'emparer seul du gouvernement. L'archevêque de Tolède et quelques-uns des principaux nobles appuyèrent cette demande, mais elle fut repoussée par les communes,

qui ne pouvaient supporter cet affront fait à leur « souveraine légitime, » et celles-ci furent si vigoureusement soutenues dans leur opposition par un puissant seigneur, l'amiral Enriquez, allié à la famille royale, que Philippe finit par renoncer à son projet et par se contenter d'un acte de reconnaissance, semblable à celui qui avait été fait à Toro. Il ne fut plus question du roi catholique, ni du récent arrangement par lequel il transférait la régence à son gendre (12 juillet 1506). Le serment ordinaire de fidélité fut prêté à Jeanne, comme reine-propriétaire du royaume, à Philippe, comme époux de celle-ci, enfin à leur fils aîné, le prince Charles, comme héritier présomptif du trône et successeur légitime de sa mère, à la mort de celle-ci [1].

Aux termes de ces actes, Jeanne était investie de l'autorité royale; cependant l'archiduc s'empara, dès ce moment, du gouvernement, et ce fut le signal d'une véritable révolution. Partout les anciens fonctionnaires furent déposés sans cérémonie, pour faire place aux nouveaux favoris; les Flamands surtout occupèrent toutes les hautes positions, et les principales forteresses du royaume furent confiées à leur garde. L'ancienneté, l'importance des services rendus, tout fut méconnu. Le marquis et la marquise de Moya, amis personnels de la défunte reine, qui les avait particulièrement recommandés à sa fille, furent expulsés par la force de Ségovie, dont la forte citadelle fut donnée à don Juan Manuel; biens et honneurs étaient entassés sur ce rusé favori.

La cour vivait avec une prodigalité insouciante, et les revenus publics, malgré les libéralités accordées par les der-

[1] Jeanne prit soin, en cette occasion, d'examiner elle-même les pouvoirs des députés, pour s'assurer s'ils étaient tous réguliers; singulière circonspection chez une folle!

nières cortès, ne suffirent pas pour faire face aux dépenses. Afin de combler le déficit, on vendit les charges à l'encan. Philippe assigna à un des trésoriers royaux le produit des manufactures de soie de Grenade, produit destiné à payer la pension du roi Ferdinand. Heureusement Ximenès s'empara de la pièce et eut la hardiesse de la mettre en pièces; il se rendit ensuite auprès du jeune prince et lui représenta que ces actes imprudents ruineraient infailliblement son autorité dans le peuple. L'archiduc céda en cette occasion, mais, bien qu'il traitât l'archevêque avec une extrême déférence, on ne voit pas que celui-ci ait exercé sur lui cette influence dont parlent des biographes flatteurs.

Ces mesures arbitraires ne pouvaient manquer d'exciter partout le mécontentement; les signes de désordre les plus alarmants commencèrent à se montrer dans différentes parties du royaume. En Andalousie particulièrement, une ligue de la noblesse se forma, dans le but avoué de délivrer la reine de la dure captivité dans laquelle, disait-on, elle était tenue. En même temps, Cordoue devenait le théâtre des scènes les plus tumultueuses, provoquées par les violences de l'inquisition. Un grand nombre d'individus, des deux sexes, appartenant aux principales familles de la ville, avaient été arrêtés comme suspects d'hérésie. Il s'ensuivit une insurrection, encouragée par le marquis de Priego, dans laquelle on força les prisons; l'inquisiteur Lucero, qui s'était rendu justement odieux par ses cruautés, faillit tomber dans les mains de la populace furieuse [1]. Le grand-

[1] Lucero (que l'honnête Martyr appelle d'ordinaire ironiquement Tenebrero) reprit ses fonctions inquisitoriales à la mort de Philippe; une de ses nouvelles victimes fut le bon archevêque Talavera, dont il empoisonna les derniers jours par ses persécutions. Ses violences insensées provoquèrent à la

inquisiteur Deza, qui fut l'ami de Colomb, mais dont le nom est malheureusement inscrit sur quelques-unes des pages les plus sanglantes des annales du saint-office, fut si effrayé de ce mouvement, qu'il donna sa démission. Philippe qui, élevé dans les Flandres, n'avait pas appris à respecter cette institution, soumit l'affaire à son conseil royal, ce qui lui aliéna autant ses sujets les plus dévots que ses actes réellement mauvais.

Les sages et fidèles Castillans voyaient avec crainte ce mécontentement, encore sourd, qui menaçait de grossir et d'amener une terrible explosion; ils se reportaient avec regret au temps heureux où ils vivaient en paix sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle.

Pendant ce temps, le roi catholique continuait son voyage vers Naples. Les Napolitains l'avaient vivement engagé à visiter ses nouveaux États, peu de temps après la conquête; il arrivait maintenant, moins pour satisfaire à leur demande, que pour tranquilliser son esprit, en s'assurant de la fidélité de son vice-roi, Gonsalve de Cordoue. Cet homme illustre n'avait pas échappé à la loi commune; ses brillants succès lui avaient attiré cette envie, qui semble suivre le mérite comme son ombre. Même des hommes tels que Rojas, l'ambassadeur de Castille à Rome, et Prosper Colonna, l'éminent général italien, s'abaissèrent jusqu'à user de leur

fin l'intervention du gouvernement, qui le traduisit devant une commission spéciale, ayant à sa tête Ximenès. Il succomba cette fois; on ouvrit les prisons qu'il avait remplies, on cassa comme fondés sur des bases insuffisantes ou frivoles les jugements qu'il avait rendus, mais, hélas! qu'était-ce que cela près des centaines de martyrs qu'il avait fait brûler et des milliers de gens qu'il avait plongés dans la misère? Il fut enfin condamné, non à être brûlé vif, mais à se retirer dans son bénéfice et à se borner à remplir les devoirs d'un prêtre chrétien!

influence à la cour, pour déprécier les services du Grand Capitaine et éveiller des soupçons sur sa fidélité. Ses manières gracieuses, ses libéralités sans bornes, sa magnificence, furent représentées comme des artifices politiques pour séduire la soldatesque et le peuple. Gonsalve vendait ses services au plus haut enchérisseur; il avait reçu les offres les plus brillantes de la part du pape et du roi de France; il était entré en correspondance avec Maximilien et avec Philippe, lequel voulait le gagner à tout prix. Si jusqu'alors il ne s'était pas encore déclaré ouvertement, c'est probablement qu'il attendait, avant de prendre un parti, l'issue de la lutte engagée entre le roi d'Aragon et son gendre [1].

Ces insinuations, dans lesquelles une petite part de vérité se mêlait, comme toujours, aux plus grossiers mensonges, troublèrent peu à peu l'esprit, naturellement défiant et soupçonneux, du monarque. Il voulut d'abord diminuer la puissance du Grand Capitaine en rappelant, malgré l'état de désordre du royaume, la moitié des troupes qu'il avait sous ses ordres. Prenant ensuite une résolution plus décisive, il ordonna au général de revenir en Castille, sous prétexte de l'employer dans des affaires très importantes; pour mieux le tromper, il s'engagea par serment à lui transférer, à son arrivée en Espagne, la grande-maîtrise de Saint-Jacques, avec ses dépendances et ses revenus princiers, le plus beau présent que pût faire la couronne. Voyant que ces moyens n'avaient pas réussi et que Gonsalve différait son retour

[1] Gonsalve, dans une de ses lettres au roi, signale ces accusations si injurieuses pour lui; il conjure son maître de ne pas prendre des mesures précipitées, par suite de ces calomnies, et finit en protestant vivement de sa fidélité et de son dévouement.

sous différents prétextes, il devint si inquiet qu'il résolut de partir au plus tôt pour Naples, afin de ramener lui-même, s'il n'était pas trop tard, son puissant vassal.

Le 4 septembre 1506, Ferdinand s'embarqua à Barcelone, à bord d'une flottille de galères catalanes, bien équipées; il était accompagné de sa jeune et belle épouse et d'une nombreuse escorte de nobles aragonais. Le 24, après une traversée orageuse, il entra dans le port de Gênes, où, à sa grande surprise, il fut rejoint par Gonsalve qui, instruit de son départ, était venu de Naples à sa rencontre, avec une petite flotte. Si cette démarche, pleine de franchise, ne détruisit pas les soupçons du roi, elle l'engagea du moins à les dissimuler, et il témoigna au vice-roi une déférence, une confiance apparentes, qui devaient tromper non seulement le public, mais l'homme qui avait excité sa défiance.

Les écrivains italiens du temps se montrent étonnés que le général espagnol se soit livré si aveuglément dans les mains d'un maître soupçonneux; mais il était fort, sans doute, de la conscience de son innocence. Il ne paraît pas qu'il y eût de bonnes raisons pour mettre celle-ci en doute; son acte le plus équivoque avait été sa lenteur à obéir aux ordres du roi, mais, comme il l'expliqua lui-même, il en fut empêché par l'état de désordre où se trouvait le pays, par suite de la prochaine restitution aux seigneurs angevins de leurs propriétés confisquées, et du licenciement précipité de l'armée qui, sans l'autorité dont il jouissait, se fût ouvertement mutinée [1]. A ces motifs on peut vraisemblablement ajouter

[1] Il y a plusieurs lettres de Gonsalve, datées de 1506, dans lesquelles il annonce son prochain retour et explique ses retards par l'état de désordre du royaume, dont la déplorable situation fait réellement le sujet de sa correspondance à cette époque.

sa répugnance, bien naturelle quoiqu'il ne s'en rendît peut-être pas compte, à descendre d'une haute position, peu au dessous de celle des rois, qu'il avait si longtemps et si glorieusement occupée.

Gonsalve avait, il est vrai, gouverné le royaume en véritable souverain, mais il n'avait pas usurpé des droits que ses services et sa position ne lui donnaient pas. Dans ses opérations militaires en Italie, il avait toujours eu en vue l'intérêt de son pays, et, jusqu'au dernier traité conclu avec la France, il avait eu principalement pour but de chasser les Français au delà des Alpes. Depuis il s'était activement occupé des affaires intérieures du royaume, avait pris d'excellentes mesures à ce sujet et avait réussi, à force d'habileté, à concilier les intérêts les plus opposés. Bien qu'il fût l'idole du peuple et de l'armée, rien ne prouve qu'il ait tenté de se servir de sa popularité dans une intention coupable; rien ne prouve non plus qu'il ait été corrompu, ou même simplement ébloui par les offres brillantes que lui firent, à plusieurs reprises, les différents potentats de l'Europe. Au contraire, sa fière réponse au pape Jules II respire un sentiment de ferme loyauté et atteste son désintéressement, son intégrité. Les Italiens contemporains, qui affectent une certaine défiance au sujet du mobile qui le faisait agir, étaient peu habitués à de pareils exemples de dévouement [1], mais l'historien, qui passe tous les faits en revue, doit reconnaître que

[1] Cette manière de flétrir une réputation par le soupçon est familière aux écrivains italiens de ce temps, qui recourent constamment aux motifs les plus criminels pour expliquer tout acte mystérieux ou incompréhensible; il n'arrivait pas, par exemple, de mort subite, sans au moins un *sospetto* de poison versé par l'une ou l'autre main. Quelle effrayante révélation des mœurs de ce pays!

rien ne justifiait des soupçons, et que les seuls actes qu'on puisse reprocher à Gonsalve n'étaient pas dans son intérêt, mais dans celui de son maître, et strictement conformes aux ordres de celui-ci. Si quelqu'un donc pouvait s'en plaindre, ce n'était pas, à coup sûr, Ferdinand.

Après son départ, l'escadre royale fut poussée par des vents contraires dans le port voisin de Portofino, où le roi d'Aragon reçut une nouvelle qui devait l'empêcher de poursuivre son voyage; c'était la mort du jeune roi de Castille, son gendre.

Cet événement, si peu attendu et effrayant, tant il était imprévu, avait été occasionné par une fièvre engendrée par un exercice trop violent au jeu de balle, dans une fête donnée à Philippe par Manuel, son favori, à Burgos, où la cour résidait en ce moment. Par l'inhabileté des médecins, dit-on, qui négligèrent de recourir à la saignée, le mal fit de rapides progrès [1], et, le sixième jour après l'accès, le 25 septembre 1506, le prince rendit le dernier soupir [2]. Il n'avait que vingt-huit ans et avait porté le sceptre un peu plus de deux mois, depuis sa reconnaissance par les cortès. Son corps embaumé fut exposé publiquement pendant deux jours avec

[1] La maladie de Philippe fut d'abord jugée comme étant sans gravité par ses médecins flamands, dont le traitement et les pronostics furent également condamnés par leur coadjuteur, Ludovic Marliano, médecin italien, célébré par Martyr comme « inter philosophos et medicos lucida lampas. » Marliano fut au moins le meilleur prophète en cette occasion.

[2] Heureusement pour la réputation de Ferdinand, la mort de Philippe fut entourée de circonstances trop peu mystérieuses et rapportée par trop de témoins oculaires, pour donner prise à aucun soupçon d'empoisonnement. Il paraît que l'archiduc avait bu de l'eau froide en abondance, quand il avait très chaud; il fut emporté par une fièvre épidémique qui désola en ce temps la Castille.

les insignes de la royauté, puis déposé dans le couvent de Miraflores, près de Burgos, en attendant qu'il fût définitivement transféré à Grenade, conformément aux dernières volontés du mourant.

Philippe était de taille moyenne, avait le teint animé, des traits réguliers, de longs cheveux flottants, le corps bien fait et bien proportionné; il avait même une si grande réputation de beauté que, sur la liste des souverains espagnols, il est désigné sous le nom de *Felipe El Hermoso* ou Philippe le Beau. Il n'était pas aussi heureusement doué sous le rapport de l'intelligence; le père de Charles-Quint possédait à peine une seule des qualités qui distinguèrent son fils. Il était vif, impétueux, franc et insouciant; appelé par sa naissance à de hautes destinées et habitué de bonne heure à commander, il se faisait remarquer par une ambition immodérée et ne se laissait ni dominer ni conseiller. Il ne manquait pas de générosité et même d'une certaine grandeur d'âme, mais il s'abandonnait à l'impulsion du moment, bonne ou mauvaise, et, comme il était naturellement indolent et ami du plaisir, il se reposait volontiers des soins du gouvernement sur d'autres, plus soucieux, comme toujours, de leurs intérêts que de ceux du public. Grâce à sa première éducation, il était exempt du fanatisme caractéristique de l'Espagnol, et, s'il avait vécu, il aurait fait beaucoup pour corriger les monstrueux abus de l'inquisition; sa mort prématurée l'empêcha de compenser, par ce seul bien, les fautes nombreuses de son administration.

Cette mort, trop soudaine pour être entrée dans les calculs des politiques les plus clairvoyants, répandit la consternation dans tout le royaume. Les anciens partisans du roi d'Aragon, Ximenès à leur tête, s'attendaient avec confiance

à le voir reprendre la régence; un grand nombre d'autres personnages, tels que Garcilasso de la Vega, dont la fidélité à leur maitre n'avait pas résisté à l'épreuve du temps, prévoyaient son retour avec une certaine inquiétude. D'autres encore qui, dès le premier moment, avaient ouvertement épousé la cause de son rival, comme le duc de Najara, le marquis de Villena et surtout don Juan Manuel, se virent perdus et tournèrent leurs regards vers Maximilien, le roi de Portugal ou tout autre monarque, auquel son alliance avec la famille royale pouvait donner un prétexte plausible pour intervenir. La nouvelle de la mort de Philippe fut un coup de foudre pour les Flamands de sa suite; à voir leur épouvante, on les eût pris pour des vautours affamés, rôdant encore autour de la proie à demi dévorée qu'on leur avait brutalement arrachée.

Au point de vue du talent et de la considération publique, la balance penchait évidemment du côté du roi. Son plus formidable adversaire, Manuel, avait beaucoup perdu de son crédit, pendant sa courte et désastreuse administration; tandis que l'archevêque de Tolède, que l'on pouvait considérer comme le chef du parti de Ferdinand, possédait des talents, une énergie et une réputation de sainteté, qui, joints à l'autorité de son rang, lui donnaient une influence illimitée sur toutes les classes de la nation. Il était heureux pour le pays que la primatie, dans ces circonstances critiques, se trouvât dans des mains aussi habiles; ainsi était justifiée la sagesse du choix fait par Isabelle, contrairement aux désirs de Ferdinand, qui devait en tirer le plus grand profit pour lui-même.

Ximenès, prévoyant l'anarchie dont la mort de Philippe allait donner le signal, réunit dans son palais, la veille de cet

événement, les nobles présents à la cour; on décida dans cette réunion la nomination d'un gouvernement provisoire ou d'une régence, chargée d'administrer les affaires publiques et de maintenir l'ordre dans le royaume. Ce conseil se composait de sept membres, ayant l'archevêque de Tolède à leur tête : le duc de l'Infántado, le grand-connétable et l'amiral de Castille, tous deux alliés à la famille royale; le duc de Najara, un des principaux chefs de la faction opposée, et deux seigneurs flamands. On ne prononça pas le nom de Manuel.

Les nobles, assemblés une seconde fois, le 1er octobre, ratifièrent ce qui avait été fait et s'engagèrent à ne point se faire la guerre, à ne point tenter de s'emparer de la personne de la reine, et à soutenir de toute leur autorité le gouvernement provisoire, dont les fonctions devaient expirer à la fin de décembre.

Une réunion des cortès était nécessaire pour valider ces actes, ainsi que pour exprimer les vœux de l'opinion publique, relativement à la constitution permanente du gouvernement. Cependant, même parmi les amis du roi, on contestait la sagesse d'une pareille mesure, dans ce moment critique, mais le plus grand obstacle à surmonter était le refus fait par la reine de signer les lettres de convocation.

Cette malheureuse princesse se trouvait dans une situation vraiment déplorable; pendant la maladie de son époux, elle s'était tenue constamment auprès de lui, mais ni alors, ni après sa mort, on ne l'avait vu verser une larme. Elle s'était enfermée dans une chambre obscure et y restait dans un état d'immobilité complète, la tête dans sa main et la bouche fermée, silencieuse et roide comme une statue. Lorsqu'on la priait de signer les lettres de convocation pour les cortès ou

une nomination, un ordre, quelque urgente que fût l'affaire, elle répondait : « Mon père s'occupera de cela à son retour, il connaît mieux les affaires que moi ; je n'ai pas d'autre devoir maintenant que de prier pour l'âme de mon défunt époux. » Le seul ordre qu'elle donna fut de payer ses musiciens flamands, car, au milieu de son abattement, elle trouvait de faibles consolations dans la musique, qu'elle aimait passionnément depuis l'enfance. Les quelques observations qu'elle fit, sensées et judicieuses, contrastaient singulièrement avec l'extravagance générale de sa conduite. Son obstination à refuser absolument sa signature fut autant un bien qu'un mal, car on ne put ainsi abuser de son nom, comme on l'eût fait, sans doute, en ce moment, dans un but mauvais et dans un intérêt de parti.

Reconnaissant enfin l'impossibilité d'obtenir la coopération de la reine, le conseil résolut d'adresser, en son propre nom, les lettres de convocation ; cette mesure était justifiée par la nécessité. Les cortès devaient se réunir à Burgos, le mois de novembre suivant. On recommanda soigneusement aux différentes villes de faire connaître fidèlement par leurs députés leurs désirs relativement à la constitution du gouvernement.

Longtemps auparavant, aussitôt même après la mort de Philippe, Ferdinand avait reçu à Portofino des lettres de Ximenès et de ses amis, qui l'instruisaient de l'état des choses et le pressaient de revenir sur-le-champ. Il résolut cependant, étant déjà si loin, de poursuivre son voyage vers Naples. Le rusé monarque pensa peut-être que les Castillans, peu attachés à sa personne, comme il avait des motifs de le croire, apprécieraient mieux son administration, après avoir éprouvé les maux de l'anarchie ; aussi, dans sa réponse, après

avoir exprimé en peu de mots son regret de la mort prématurée de son gendre et son entière confiance dans la fidélité des Castillans à leur reine, sa fille, il déclara prudemment qu'il n'avait conservé que de bons souvenirs de ses anciens sujets et promit de faire tout son possible pour régler au plus tôt les affaires de Naples, afin de retourner auprès d'eux.

Le roi se remit ensuite en route et, après s'être arrêté dans plusieurs villes du littoral, où il fut reçu avec un grand enthousiasme, il arriva, vers la fin d'octobre, devant la capitale de ses nouveaux États. Tous étaient impatients, dit l'illustre historien florentin du temps, de voir le prince qui avait acquis une si haute réputation dans toute l'Europe par ses victoires sur les infidèles, comme sur les chrétiens, et qui avait fait révérer en tous lieux son nom, par la sagesse et l'équité, avec lesquelles il avait gouverné son peuple. On regardait donc son arrivée comme un événement des plus importants, non seulement pour Naples, mais pour toute l'Italie, où sa présence et son autorité devaient contribuer efficacement à calmer les dissensions et à rétablir une tranquillité durable. Les Napolitains surtout s'abandonnaient à la joie; ils firent les plus magnifiques préparatifs pour la réception de leur souverain. Une flotte de vingt vaisseaux de guerre vint à sa rencontre et l'escorta jusqu'au port; au moment où il descendit sur le rivage, l'air fut ébranlé par les acclamations de la foule, ainsi que par les détonations de l'artillerie des forts qui dominaient la ville et de l'escadre en rade.

Le curé de Los Palacios, chroniqueur exact qui fait d'ordinaire l'office de grand-maître des cérémonies, en ces occasions, s'étend avec complaisance sur tous les détails de cette fête; il décrit même minutieusement le costume porté par le

roi et les seigneurs de sa suite. D'après lui, Ferdinand était enveloppé dans un long manteau flottant de velours cramoisi, bordé de satin de la même couleur; il portait un bonnet de velours noir, garni d'un rubis étincelant et d'une perle d'une valeur inestimable; il était monté sur un superbe cheval blanc, dont l'armure éblouissait l'œil par son éclat. A ses côtés était la jeune reine, montée sur un cheval blanc et vêtue d'une jupe de riche brocart et d'une robe française, simplement attachée avec des agrafes d'or ciselé.

En arrivant sur le môle, les royaux époux furent reçus par le Grand Capitaine, qui, entouré de ses hallebardiers et de ses pages vêtus de soie aux armes de sa maison, déployait toute la pompe, toute la magnificence qu'il aimait. Après avoir passé sous un arc de triomphe, où Ferdinand jura de respecter les libertés et les priviléges de Naples, les souverains s'avancèrent sous un dais splendide, porté par les membres de la municipalité; quelques-uns des principaux nobles conduisaient leurs chevaux par la bride. Derrière venaient les autres seigneurs et cavaliers du royaume, avec le clergé et les ambassadeurs des différents princes d'Italie et de l'Europe, chargés de féliciter les illustres époux et de leur offrir des présents. A chaque halte faite par cette procession, dans les différentes parties de la ville, une musique joyeuse se faisait entendre, et une troupe brillante de chevaliers et de dames, à genoux, baisaient, en signe d'hommage, la main de leurs nouveaux souverains. A la fin, après avoir traversé les rues et les places principales, ceux-ci arrivèrent à la grande cathédrale, où l'on finit pieusement la journée par des prières et de solennelles actions de grâces.

Ferdinand était trop économe de son temps pour le perdre volontairement dans de vaines cérémonies; cepen-

dant il sentait son cœur déborder de joie en voyant la population de cette magnifique capitale prosternée à ses pieds et protestant bruyamment de sa fidélité, dont il avait douté dans ces derniers temps. Aussi, quelque impatient qu'il fût, il ne voulait pas refroidir cet enthousiasme, en mettant un terme aux réjouissances; mais, après les avoir laissé durer suffisamment, il se dévoua assidûment aux grands objets de son voyage.

Le roi convoqua un parlement général du royaume, dans lequel, après s'être fait reconnaître lui-même, il fit prêter le serment de fidélité à sa fille Jeanne et aux descendants de celle-ci, sans faire aucune allusion aux droits de Germaine. C'était évidemment éluder le traité conclu avec la France, mais Ferdinand comprenait, quoiqu'un peu tard, la faute qu'il avait commise en signant un arrangement qui assurait la couronne de Naples à une princesse rivale, et il ne voulait pas qu'il fût sanctionné par les Napolitains.

Il se conforma avec plus de bonne foi à une autre stipulation du traité, à peine moins désastreuse. Il s'agissait de la restitution aux seigneurs angevins de leurs biens confisqués, dont la plupart, comme nous l'avons déjà dit, avaient été partagés entre ses propres partisans, italiens ou espagnols. C'était une entreprise pleine de difficultés. Ferdinand ne restitua rien aux anciens propriétaires dont il pouvait contester les droits; à d'autres, il accorda des terres ou de l'argent, comme indemnité; le plus souvent, il les força d'accepter une compensation, qui n'était probablement pas suffisante, dans la plupart des cas. Il dut à cet effet réduire considérablement ses propres domaines à Naples et disposer des terres ainsi que des revenus de ses États héréditaires; ces moyens étant encore insuffisants, il dut remplir son

trésor en imposant des contributions à ses nouveaux sujets.

Le résultat, quoique obtenu sans violence et sans désordre, ne satisfit personne. Les Angevins reçurent rarement ce qu'ils demandaient et les fidèles partisans de la maison d'Aragon se virent arracher les fruits de plus d'une victoire, pour indemniser leurs ennemis [1]. Enfin, les malheureux Napolitains, au lieu de jouir des faveurs et des immunités qui signalent le début d'un règne, furent accablés de nouveaux impôts, trop lourds dans l'état de détresse du pays. Ainsi l'espoir formé à l'arrivée de Ferdinand fut cruellement déçu. Telles étaient déjà les suites funestes de l'impolitique traité conclu avec Louis XII.

[1] Tel fut, par exemple, le sort du vaillant petit cavalier, Pedro de la Paz, du brave Leyva, qui s'illustra dans les guerres de Charles-Quint, de l'ambassadeur Rojas, du don-quichottesque Paredes et d'autres. Le dernier de ces aventuriers, d'après Mariana, chercha à rétablir sa fortune ébréchée en faisant le métier de corsaire dans le Levant.

CHAPITRE XX.

RETRAITE DE GONSALVE DE CORDOUE.

(1506-1509)

Démence de Jeanne. — Changement de ministère. — Troubles en Castille. — Conduite habile de Ferdinand. — Son départ de Naples. Réception brillante que lui fait Louis XII. — Honneurs rendus à Gonsalve de Cordoue. — Retour de Ferdinand en Castille. — Son excessive sévérité. — Son ingratitude envers Gonsalve. — Glorieuse retraite du Grand Capitaine.

Pendant le séjour de Ferdinand à Naples, les députés de la plupart des villes castillanes, convoqués par le gouvernement provisoire, s'étaient réunis à Burgos, en novembre 1506. Avant de poser aucun acte, ils voulurent obtenir la sanction de la reine; une commission fut envoyée à cet effet auprès d'elle, mais elle refusa obstinément de la recevoir.

Cette malheureuse princesse restait plongée dans une morne tristesse, donnant quelquefois des signes évidents de folie. Vers la fin de décembre, elle résolut de quitter Burgos et d'accompagner les restes de son époux jusqu'à leur dernier lieu de repos, à Grenade; elle insista pour les voir avant son départ. Les représentations que lui firent ses

conseillers et les religieux du couvent de Miraflores furent également inutiles; l'opposition qu'elle rencontrait ne fit que la jeter dans des accès de frénésie, et l'on dut se rendre à ses ordres. On ouvrit le caveau ainsi que les deux cercueils de plomb et de bois qui renfermaient le cadavre, et l'on put voir au grand jour celui-ci tout défiguré, malgré l'embaumement. La reine ne fut pas satisfaite avant qu'elle ne l'eût touché, ce qu'elle fit sans répandre une larme et sans manifester la moindre émotion; on ne l'avait plus vu pleurer, dit-on, depuis le jour où elle avait découvert les relations de son mari avec une dame flamande de sa cour.

Ce corps inanimé fut placé sur un char magnifique, traîné par quatre chevaux et suivi d'une longue file de prêtres et de nobles, qui sortirent de la ville avec la reine, dans la nuit du 20 décembre. Jeanne ne voyageait que de nuit, disant « qu'une veuve, qui avait perdu le soleil de son âme, ne devait jamais se montrer à la lumière du jour. » A chaque halte, le cadavre était déposé dans une église ou dans un couvent, et l'on célébrait un service funèbre, comme si le jeune roi venait seulement de mourir. Une troupe d'hommes armés veillait constamment, afin d'empêcher les curieux, surtout les femmes, de profaner ce lieu par leur présence; car l'infortunée princesse avait conservé cette jalousie qui l'avait tant fait souffrir, du vivant de Philippe.

Un jour, à peu de distance de Torquemada, Jeanne fit porter le cercueil dans la cour d'un monastère, habité, croyait-elle, par des moines; saisie d'horreur en reconnaissant que c'était un couvent de religieuses, elle fit enlever immédiatement le cadavre, qui fut déposé au milieu des champs. Elle s'arrêta là avec toute sa suite, à la tombée de la nuit, et fit ouvrir le cercueil, pour s'assurer qu'on n'avait

pas touché aux restes de son époux; un vent violent agitait la lumière des torches au milieu des épaisses ténèbres qui cachaient les assistants [1].

Tout en donnant ces signes d'une démence complète, la reine, en certains moments, avait des lueurs de raison qui étonnaient. Elle s'était depuis longtemps montrée mécontente des vieux conseillers de son père et surtout de Ximenès, qui, à son avis, se mêlait trop de ses affaires privées; cependant, avant son départ de Burgos, elle terrifia les anciens partisans de son époux, en révoquant toutes les donations faites par la couronne, depuis la mort d'Isabelle. Cet acte, presque le seul qu'elle signa jamais, fut un coup de foudre pour cette foule d'adulateurs, sur qui avaient plu toute espèce de faveurs, sous le règne de l'archiduc. En même temps, elle réforma son conseil privé, renvoya les membres nouveaux et rappela ceux qui avaient été nommés par sa mère, en disant ironiquement à un des conseillers démissionnés « qu'il pouvait aller compléter ses études à Salamanque. » Sarcasme amer, car le digne juriste passait pour avoir peu d'instruction.

On crut, sous ces actes sensés, reconnaître l'influence secrète de Ferdinand. La reine cependant refusa avec obstination de sanctionner aucune des mesures prises par les

[1] Un chartreux simple d'esprit berça Jeanne de l'espoir absurde de voir son époux revenir à la vie, comme il était arrivé, il assurait l'avoir vu, à un certain prince mort depuis quatorze ans; Philippe, ayant été embaumé, n'était guère en état de ressusciter. La reine paraît toutefois avoir été frappée de cette idée. Martyr parle avec colère des inventions de ce « blactero cucullatus, » comme il l'appelle dans son abominable latin, ainsi que des folles prières de Jeanne et de la figure ridicule que lui et les autres graves personnages de la cour devaient faire en cette occasion; on ne peut lire sans sourire ses jérémiades sur ce sujet.

cortès pour le rappel de son père, et, comme des délégués de cette assemblée insistaient auprès d'elle sur ce point et sur d'autres, dans une audience qu'elle leur accorda avant son départ de Burgos, elle leur enjoignit brusquement « de retourner chez eux et de ne plus se mêler des affaires publiques, sans son ordre exprès. » Peu de temps après, le conseil royal prorogea pour quatre mois la session de la législature.

Le terme assigné au gouvernement provisoire expirait en décembre et ne fut pas renouvelé. La noblesse ne nomma pas une autre régence, et le royaume, privé même de cette ombre de protection qu'il recevait des cortès et n'ayant plus d'autre guide qu'une souveraine insensée, fut abandonné à la fureur des factions. Bientôt on vit se produire partout des désordres, avec l'aide des grands seigneurs, dont la licence, en cette occasion comme dans d'autres, prouvait trop clairement que le pays avait dû la tranquillité dont il jouissait auparavant, moins à l'autorité des lois qu'au caractère d'Isabelle [1].

Pendant ce temps, les ennemis du roi d'Aragon étaient entrés en correspondance avec l'empereur Maximilien, qu'ils pressaient de venir immédiatement en Espagne. D'autres formaient le projet de marier la reine avec le jeune duc de Calabre, ou tout autre prince, dont ils eussent pu mettre à

[1] Le duc de Medina Sidonia, fils du seigneur qui joua un rôle si glorieux dans la guerre de Grenade, leva de grandes forces de terre et de mer pour reprendre Gibraltar, son ancien patrimoine. L'intrépide amie d'Isabelle, la marquise de Moya, se mit elle-même à la tête d'un corps de troupes et, plus heureuse que lui, se rétablit, pendant la maladie de son époux, dans la puissante forteresse de Ségovie, que Philippe avait donnée à Manuel; « nul ne s'en plaignit, » dit Oviedo. La marquise mourut peu de temps après, âgée d'environ soixante ans; son époux, quoique beaucoup plus âgé qu'elle, lui survécut.

profit la jeunesse et l'inexpérience, pour jouer le même rôle que sous Philippe. Pour ajouter aux maux causés par ce conflit d'intrigues et de factions, le pays qui avait souffert de la famine, dans les dernières années, fut ravagé par la peste. Les provinces du midi surtout furent désolées; à Séville seule, d'après Bernaldez auquel on a peine à croire, trente mille personnes succombèrent à l'épidémie.

Mais, tandis que les nuages s'amoncelaient de tous côtés, aucune explosion générale n'ébranla l'État jusque dans ses fondements, comme au temps de Henri IV. Des habitudes d'ordre, sinon des principes, s'étaient formées peu à peu sous le long règne d'Isabelle; la grande masse du peuple avait appris à respecter la loi et à goûter les douceurs de la paix; aussi, malgré l'attitude menaçante des factions et leur turbulence passagère, tous refusèrent de détruire l'ordre de choses existant et de ramener l'ancienne anarchie, en se livrant à des actes de violence et en répandant le sang.

Sans doute, cet heureux résultat était dû, en grande partie, aux conseils et à la conduite énergique de Ximenès[1], qui, avec le grand-connétable et le duc d'Albe, avait reçu de Ferdinand des pleins pouvoirs pour agir en son nom; mais il était dû aussi à la conduite politique du roi d'Aragon.

[1] Ximenès équipa et entretint à ses propres frais un nombreux corps de troupes, dans le but avoué de protéger la personne de la reine, mais tout autant pour maintenir l'ordre en refrénant la turbulence des grands du royaume; cette hautaine noblesse supporta avec peine cet acte d'autorité. Zurita, qui trouvait que l'archevêque aimait beaucoup le pouvoir suprême, l'accuse d'avoir été « au fond du cœur plus roi que moine; » d'un autre côté, Gomez déclare que le patriotisme le plus pur inspira tous les actes politiques du primat. Ximenès eût probablement été lui-même embarrassé de déterminer en chaque circonstance la part d'influence de chacun de ces deux mobiles d'action.

Loin de se montrer impatient de ressaisir le sceptre, celui-ci avait affecté tout le temps une prudente réserve; il avait écrit, dans les termes les plus polis et les plus aimables, aux nobles et aux municipalités du royaume, exprimant une entière confiance dans leur patriotisme et dans leur attachement à la reine, sa fille. Par l'entremise de l'archevêque et d'autres persònnages importants, il avait employé des moyens efficaces pour gagner les principaux chefs de l'opposition, de sorte qu'à la fin, non seulement des diplomates accommodants comme Garcilasso de la Vega, mais des adversaires plus déterminés, tels que Villena, Benavente et Bejar, s'étaient rangés du côté de leur ancien maître. L'empereur avait, il est vrai, fait de magnifiques promesses, au nom de son petit-fils, Charles, qui avait déjà pris le titre de roi de Castille; mais les plus sages n'avaient pas été séduits par ces promesses; ils doutaient que Maximilien pût les tenir et, d'un autre côté, voyaient leurs véritables intérêts liés à ceux d'un prince que ses talents supérieurs et ses relations personnelles appelaient à une position qu'il avait déjà occupée si glorieusement. Le peuple, dont Ferdinand s'était momentanément aliéné l'affection par son récent mariage, se trouva amené par les maux qu'il avait soufferts et par la vague appréhension de calamités plus grandes, à partager ces sentiments, de sorte que, moins de huit mois après la mort de Philippe, la nation tout entière était, peut-on dire, rentrée dans l'obéissance. Les seuls personnages considérables qui fissent exception, étaient don Juan Manuel et le duc de Najara; le premier était allé trop loin pour pouvoir reculer, et le second était trop chevaleresque ou trop obstiné pour le vouloir.

A la fin, le roi d'Aragon, ayant terminé ses arrangements

à Naples et attendu que les circonstances fussent tout à fait favorables à son retour en Castille, quitta la grande cité italienne, le 4 juin 1507 ; il se proposait de toucher au port génois de Savone, où il devait avoir une entrevue avec Louis XII. Pendant son séjour à Naples, il s'était assidûment occupé des affaires du royaume, évitant d'intervenir dans celles des États italiens et de conclure avec ceux-ci des traités ou des alliances, dans un but offensif ou défensif. Il avait également fait la sourde oreille aux sollicitations importunes et aux représentations de Maximilien, au sujet de la régence de Castille; il avait même refusé d'avoir une conférence personnelle avec l'empereur en Italie. Après s'être acquitté de la difficile tâche de restituer aux seigneurs angevins leurs propriétés confisquées, il avait complétement réorganisé l'administration intérieure du royaume, créant de nouvelles charges et de nouvelles fonctions. Il avait, en outre, introduit de grandes réformes dans les cours de justice et inauguré le nouveau système réclamé par les relations du pays, comme dépendant de l'Espagne; enfin, avant son départ, il avait, à la demande des Napolitains, rétabli leur ancienne université.

Dans toutes ces sages mesures, Ferdinand avait été habilement secondé par son vice-roi, Gonsalve de Cordoue. Le roi, dans sa conduite envers celui-ci, avait soigneusement cherché, comme nous l'avons dit, à effacer de son esprit toute impression fâcheuse. Il avait, il est vrai, à son arrivée, écouté les plaintes de certains officiers du trésor, au sujet des prodigalités et des dissipations de Gonsalve. Celui-ci demanda simplement la permission de produire ses comptes pour sa défense; il lut alors à haute voix : « Deux cent mille sept cent trente-six ducats, distribués en aumônes aux couvents

et aux indigents, pour des prières en faveur de l'entreprise du roi; » puis « sept cent mille quatre cent quatre-vingt-quatorze ducats, pour les espions employés au service du roi. » Il continua de lire, tandis que, dans l'assistance, les uns le regardaient avec surprise, les autres en souriant, jusqu'à ce que le roi, comprenant le rôle ridicule qu'on lui faisait jouer à lui-même, lui fermât la bouche, en tournant l'affaire en plaisanterie. Le mot de *cuentas del Gran Capitan*, passé en proverbe à cette époque, prouve au moins que l'anecdote fut souvent répétée dans le peuple.

Dès ce moment, le monarque continua à témoigner à Gonsalve une confiance sans bornes; il le consultait dans toutes les affaires importantes et en fit le dispensateur des faveurs royales. Il renouvela de la manière la plus solennelle sa promesse de lui céder la grande-maîtrise de Saint-Jacques, à leur retour en Espagne, et demanda formellement au pape de confirmer cet acte. Outre les honneurs princiers qu'il lui avait déjà conférés, il lui accorda le magnifique duché de Sessa, par une pièce écrite où, après avoir pompeusement récapitulé les titres acquis par le Grand Capitaine à la faveur royale et ses nombreux services, il déclare ceux-ci trop grands pour pouvoir être récompensés. Malheureusement pour le roi, comme pour son sujet, ces paroles ne devaient être que trop vraies[1].

[1] Les revenus de ses différents domaines s'élevaient à 40,000 ducats. Zurita parle d'une autre pièce, d'un manifeste par lequel le roi catholique proclamait qu'il appréciait les éminents services de son général et son irréprochable fidélité. Cette espèce d'attestation publique paraît, en général, si improbable que nous devons supposer que l'historien aragonais l'a confondue avec la concession de Sessa, qui porte précisément la même date, 25 février, et renferme aussi, quoique incidemment et comme en passant, le plus ample tribut d'éloges pour le Grand Capitaine.

Gonsalve resta un ou deux jours à Naples, après le départ du monarque, pour mettre ordre à ses propres affaires. Outre les lourdes dettes qu'il avait contractées par son genre de vie, il avait pris à sa charge celles d'un grand nombre de ses anciens frères d'armes, que la fortune avait moins bien traités que lui; aussi était-il si endetté que, pour satisfaire complétement ses créanciers, il dut sacrifier une partie des domaines qui lui avaient été récemment donnés. Ayant ainsi rempli les obligations d'un honnête homme, il se prépara à quitter ce pays qu'il avait gouverné avec tant de magnificence et d'éclat, pendant près de quatre ans. Les Napolitains en corps l'accompagnèrent jusqu'au vaisseau; des nobles, des cavaliers et même des dames du plus haut rang se pressaient sur la côte, pour lui faire leurs adieux; tous pleuraient, selon un historien, tant il avait ébloui les imaginations et captivé les cœurs par ses manières brillantes et populaires, par sa munificence, par son équité, qualités plus précieuses et, sans doute, plus rares que le talent militaire, dans ces temps agités. Gonsalve fut remplacé dans la position de grand-connétable du royaume par Prosper Colonna, et, dans celle de vice-roi, par le comte de Ribagorza, neveu de Ferdinand.

Le 28 juin, la flotte aragonaise entra dans le petit port de Savone, où Louis XII l'attendait déjà depuis plusieurs jours. La flotte française avait reçu ordre de recevoir le roi catholique, et les navires des deux pays, gaîment ornés de drapeaux aux couleurs nationales, luttaient de beauté et de magnificence. Les galères espagnoles étaient tendues de drap jaune et écarlate; les matelots étaient vêtus de drap pareil, comme serviteurs de la maison d'Aragon. Louis XII vint, suivi d'une brillante troupe de nobles et de chevaliers, à la

rencontre de ses illustres hôtes, et, pour montrer au monarque, naguère son ennemi mortel, autant de confiance que celui-ci lui en témoignait, il monta immédiatement sur le vaisseau qui portait Ferdinand. Des mules et des chevaux richement caparaçonnés attendaient les deux rois sur le rivage; Louis XII, se mettant en selle, plaça galamment la jeune reine d'Aragon derrière lui; ses cavaliers en firent autant avec les dames qui la suivaient, la plupart françaises, quoiqu'elles fussent habillées à la mode espagnole, comme s'en plaint assez amèrement un vieux chroniqueur. Tous ces seigneurs, portant ces dames en croupe, prirent au galop le chemin de Savone.

Les quelques jours que les monarques passèrent dans cette belle cité ne furent qu'une longue et joyeuse fête. Des vivres avaient été réunis en abondance, par les ordres de Louis, comme le rapporte un chroniqueur qui assista aux festins [1]; les garde-mangers regorgeaient d'excellente venaison, et les caves étaient remplies des délicieux vins de Corse, de Languedoc et de Provence. Dans la suite du roi de France, on remarquait le marquis de Mantoue, le brave La Palice, le vieux d'Aubigny et un grand nombre d'autres guerriers renommés, qui, après s'être rencontrés récemment avec les

[1] Pour les combats, les fêtes et tous les généreux passe-temps de la chevalerie, aucun des chroniqueurs français de ce temps n'égale d'Auton; il est le véritable Froissart du XVI[e] siècle. Une partie de son ouvrage est encore manuscrite; celle qui a été imprimée a conservé, croyons-nous, la même forme sous laquelle elle fut mise au jour par Godefroy, au commencement du XVII[e] siècle, tandis que plus d'un chroniqueur de second ordre a été publié et republié avec tous les éclaircissements que pouvait fournir la science des éditeurs *.

* Lorsque Prescott écrivait ces lignes, la chronique de Jean d'Auton n'avait pas encore été publiée par le bibliophile Jacob. [N. du T.]

Espagnols, sur les champs de bataille, s'empressaient de leur rendre les devoirs, plus agréables et non moins honorables, de la chevalerie.

Le brave d'Aubigny étant retenu dans ses appartements par la goutte, Ferdinand, qui l'avait toujours beaucoup estimé, à cause de sa conduite et de son talent, l'honora d'une visite. Mais nul n'excita autant l'intérêt et la curiosité de tous que Gonsalve de Cordoue, qui fut véritablement le héros du jour, au témoignage de Guichardin, qui ne peut être suspect de partialité. Plus d'un seigneur de la suite de Louis XII avait vu de près, dans d'autres circonstances, ce général victorieux, dont d'autres ne connaissaient les exploits que par les récits exagérés de leurs compatriotes; tous avaient appris à le regarder avec une frayeur mêlée de haine, et ils n'en purent croire leurs yeux, en voyant ce guerrier que leur imagination leur représentait sous des traits effrayants, distingué entre tous « par son attitude majestueuse, l'élégante courtoisie de ses paroles et ses manières à la fois gracieuses et pleines de dignité. »

Mais nul ne manifesta aussi ouvertement son admiration que Louis XII, qui l'invita à sa table avec son souverain. Pendant le dîner, il prodigua à son hôte illustre les témoignages du plus profond intérêt et le questionna fréquemment sur ces mémorables campagnes dont l'issue avait été si funeste pour lui-même. Le Grand Capitaine répondit constamment, dit le chroniqueur, avec une gravité bienséante, et, en se séparant de lui, le monarque lui témoigna sa satisfaction, en détachant de son cou pour la passer autour du sien une chaîne massive, d'un travail exquis. Les historiens qui rapportent ce fait paraissent émerveillés de l'insigne honneur fait au général espagnol, admis à table entre

trois têtes couronnées, et Guichardin n'hésite pas à déclarer que ce jour fut plus glorieux pour Gonsalve que celui même où il fit son entrée triomphale à Naples.

Pendant leur séjour à Savone, les deux monarques eurent de fréquentes conférences, où n'assistèrent que l'envoyé du pape et d'Amboise, le ministre favori de Louis XII. On ne sait pas quel fut le sujet de leurs discussions; d'après ce qui se passa plus tard, on peut supposer qu'ils s'occupèrent de l'Italie; ce fut probablement au milieu de ces fêtes que les deux princes, arbitres des destinées de ce pays, préparèrent la fameuse ligue de Cambray, si désastreuse pour Venise et si peu honorable pour eux-mêmes, au point de vue de la bonne foi comme à celui d'une saine politique. Mais nous parlerons de cette ligue plus loin.

Enfin, ayant joui pendant quatre jours de la splendide hospitalité du monarque français, le roi et la reine d'Aragon se rembarquèrent, et, après différents retards, arrivèrent à Valence, dans leurs États, le 20 juillet 1507. Ferdinand, s'étant arrêté quelque temps dans cette belle cité, partit pour la Castille, où sa présence était impatiemment attendue. A la frontière, il rencontra les ducs d'Albuquerque et de Medina Cœli, son fidèle partisan, le comte de Cifuentes et un grand nombre de nobles et de cavaliers. Il fut, bientôt après, rejoint par les députés de plusieurs villes pontificales du royaume, et, sous cette escorte, il entra en Castille, par la route de Monteagudo, le 21 août. Il y avait à peine une année qu'il avait quitté ce pays, presque seul et sans espoir d'y rentrer! Pour mieux faire ressortir ce changement dans sa situation, il affecta plus de pompe et d'autorité qu'auparavant; il était précédé des débris de l'ancienne armée d'Italie, que venait de ramener le célèbre Pedro Navarro,

comte d'Oliveto [1], et était entouré d'alcades, d'alguazils et de hérauts d'armes, avec tous les insignes de la royauté.

A Tortoles, le roi d'Aragon fut rejoint par la reine, sa fille, qu'accompagnait l'archevêque Ximenès; il se montra plutôt triste que joyeux dans cette entrevue; il fut douloureusement ému à la vue de Jeanne, dont l'air égaré, la figure amaigrie et les vêtements sordides ne lui rappelaient guère la fille bien-aimée dont il avait été si longtemps séparé. La princesse trahit, en cette occasion, plus de sensibilité qu'elle n'en avait laissé paraître, depuis la mort de son époux. A partir de ce moment, elle se résigna presque sans opposition à la volonté de son père; bientôt après, sur les sollicitations de celui-ci, elle changea de résidence et vint s'établir à Tordesillas; elle pouvait voir des fenêtres de son palais le tombeau de Philippe, transféré dans le monastère voisin de Santa-Clara. Depuis lors, quoiqu'elle vécût encore quarante-sept ans, elle ne franchit jamais les murs de son habitation, et, bien que son nom figurât sur tous les actes publics, à côté de celui de son fils, Charles-Quint, on ne put jamais la décider à signer une pièce ou à s'occuper d'aucune affaire publique. Elle languit tristement durant un demi-siècle, aussi complétement morte au monde que le jeune roi, son époux, qui reposait sous ses yeux dans le couvent de Santa-Clara [2].

[1] Le roi Ferdinand lui avait accordé le titre et le territoire d'Oliveto, dans le royaume de Naples, en récompense de ses éminents services dans la guerre d'Italie.

[2] Les restes de Philippe furent plus tard transférés dans l'église cathédrale de Grenade; ils y furent déposés, avec ceux de Jeanne, dans un magnifique tombeau, élevé par ordre de Charles-Quint près de celui de Ferdinand et d'Isabelle.

Dès lors, Ferdinand exerça une autorité presque aussi incontestée et bien moins limitée, définie que celle dont il jouissait du vivant d'Isabelle; il la sentait même si fermement assise, qu'il négligea de demander la sanction constitutionnelle des cortès. Il avait beaucoup désiré celle-ci, à la dernière et irrégulière réunion de ce corps, mais la session avait été close, sans que rien eût été fait. D'ailleurs, le mécontentement de Burgos et de quelques autres grandes villes, à cette époque, rendait le succès d'une pareille demande fort douteux; pourtant, en ce moment, le bon accueil fait partout à Ferdinand ne lui donnait pas lieu de craindre un échec.

Un grand nombre de partisans du roi déclaraient l'intervention de la législature inutile, puisqu'il exerçait la régence, comme tuteur naturel de sa fille, nommé d'ailleurs par le testament d'Isabelle et confirmé par les cortès, à Toro. Ses droits, disaient-ils, n'avaient pas été infirmés par son acte de résignation, qui lui avait été arraché par la violence et n'avait jamais été sanctionné d'une manière expresse par la législature; dans tous les cas, si cet acte était valable, il ne l'avait été que pendant la vie de Philippe, en faveur duquel il avait été fait.

Mais, si plausibles que fussent ces arguments, l'irrégularité commise par Ferdinand fournit aux nobles mécontents un prétexte pour lui refuser leur obéissance; ils déclarèrent qu'ils ne reconnaîtraient pas d'autre autorité suprême que celle de Jeanne, leur souveraine, avant que la législature eût prononcé sur cette question. Celle-ci fut enfin résolue, avec plus d'égard aux formes constitutionnelles, par les cortès tenues à Madrid, le 6 octobre 1510. Là, le roi d'Aragon prêta régulièrement serment, comme administrateur du

royaume au nom de sa fille et comme tuteur de son petit-fils [1].

Ferdinand, à son retour, fit preuve d'une grande clémence, moins en récompensant trop généreusement les services rendus, qu'en affectant prudemment d'oublier les injures qu'il avait souffertes. Si jamais il fit aucune allusion à celles-ci, ce fut en plaisantant, de manière à montrer qu'il ne gardait point de rancune. « Qui aurait cru, » dit-il un jour à un courtisan, « que vous auriez pu si facilement abandonner votre vieux maître pour un prince si jeune et si inexpérimenté? » « Mais qui aurait cru, » répondit ce seigneur sur le même ton, « que ce vieux maître aurait survécu au jeune? »

Le roi ne négligea toutefois rien pour asseoir son autorité sur une base solide, de manière à n'avoir plus à craindre les outrages qu'il avait subis précédemment. Il retint à son service la plupart des vétérans de l'armée d'Italie, dans le but ostensible de faire une expédition en Afrique; il prit soin que les troupes des ordres militaires fussent constamment prêtes à marcher, ainsi que la milice du royaume. Il forma une garde du corps qui devait veiller sur sa personne; elle ne se composa d'abord que de deux cents hommes, armés et habillés comme les Suisses, et placés sous le commandement du chroniqueur Ayora, officier expérimenté, qui s'était couvert d'un certain éclat à la défense de Salsas. L'idée de cette institution lui avait été probablement suggérée à Savone, par les gardes du corps de Louis XII, qui, bien plus

[1] Marina a tort de considérer la convocation ultérieure des cortès à cet effet par Ferdinand comme une concession faite aux demandes de la nation; ce fut le résultat du traité de Blois avec Maximilien, garanti par Louis XII et ayant pour objet d'assurer la succession à l'archiduc Charles.

nombreux, avaient excité son admiration par leur magnifique équipement et leur excellente discipline.

Malgré la popularité dont le roi jouissait généralement, il y avait un petit nombre de personnages considérables qui avaient vu son retour avec déplaisir. Entre ceux-ci, don Juan Manuel avait fui à son approche et s'était réfugié à la cour de Maximilien, où les conseillers de l'empereur l'empêchèrent prudemment de prendre sur leur maître l'ascendant qu'il avait eu sur Philippe. Le duc de Najara ne suivit pas cet exemple; il s'enferma dans ses châteaux forts et refusa d'obéir à Ferdinand. Celui-ci, sans hésiter, ordonna à Navarro de marcher avec toutes ses forces contre le rebelle. Les amis du duc l'engagèrent à se soumettre, sans tenter aucune résistance, et il livra ses forteresses au roi qui, après les avoir gardées quelque temps, les rendit au fils aîné du duc.

Ferdinand montra plus de sévérité envers don Pedro de Cordova, marquis de Priego, qui, tout adolescent, avait, on se le rappelle, failli partager le sort de son père, Alonso de Aguilar, dans la sanglante déroute de la Sierra Vermeja. Ce seigneur, avec d'autres nobles andalous, était blessé du peu d'estime et de faveur témoigné, selon eux, par le roi à la noblesse du midi, en comparaison de celle du nord, et sa témérité alla si loin, que non seulement il entrava dans ses fonctions un des officiers royaux envoyés à Cordoue pour faire une enquête sur les troubles récents de cette ville, mais qu'il l'emprisonna dans son château de Montilla.

Cet outrage fait à l'un de ses serviteurs exaspéra le monarque au dernier point; il résolut sur-le-champ de faire un exemple qui frappât de terreur les nobles mécontents et prévînt le renouvellement de faits pareils. Comme le mar-

quis était par lui-même et par ses alliances de famille un des plus puissants seigneurs du royaume, Ferdinand fit des préparatifs de guerre formidables; outre ses troupes régulières, il leva tous les hommes de vingt à soixante ans, en état de porter les armes. Les amis de Priego, alarmés à la vue de la tempête qui se préparait, le conjurèrent de la détourner, s'il était possible, par des concessions immédiates; son oncle, le Grand Capitaine, le supplia aussi de faire sa soumission, comme le seul moyen de salut pour lui.

Le fougueux jeune homme, voyant qu'il ne devait compter sur aucun secours dans cette lutte inégale, accepta ce conseil et accourut à Tolède pour se jeter aux pieds du roi. Mais celui-ci ne voulut pas le recevoir; il lui ordonna de livrer ses forteresses et de s'éloigner de cinq lieues de la cour. Gonsalve, peu de temps après, envoya au monarque la liste des châteaux et des biens de son neveu, en le priant d'user de clémence envers un jeune homme sans expérience.

Ferdinand, sans écouter cette prière, continua ses préparatifs et, ceux-ci achevés, s'avança rapidement vers le midi. Arrivé à Cordoue, il fit arrêter le marquis, en septembre 1508. Priego, traduit devant le conseil royal, sous l'inculpation de haute trahison, ne se défendit point, mais se remit à la merci de son souverain. La cour déclara qu'il avait encouru la peine de mort, et demanda qu'en considération de sa soumission, il plût gracieusement à Sa Majesté de commuer cette peine en une amende de vingt millions de maravédis, le bannissement perpétuel de Cordoue et de son district, la remise des forteresses entre les mains du roi et la démolition du château de Montilla. Celui-ci, fameux comme lieu de naissance du Grand Capitaine, était une des plus solides

et des plus magnifiques constructions de ce genre en Andalousie. La sentence de mort, prononcée contre plusieurs cavaliers et des individus de moindre rang, impliqués dans l'affaire, fut immédiatement exécutée.

Les nobles castillans, alarmés et mécontents de la sévérité d'un arrêt qui frappait un des membres les plus considérables de leur ordre, firent ouvertement à ce sujet des représentations au roi, le priant, si nulle autre considération ne pouvait le fléchir, de se rappeler les éminents services du père et de l'oncle de Priego. Gonsalve et le grand-connétable Velasco, qui jouissaient de la plus grande autorité à la cour, sollicitèrent également et avec une extrême vivacité le monarque, lequel resta inexorable. L'arrêt fut exécuté, quoique le connétable eût parlé à Ferdinand sur un ton qu'un grand de Castille pouvait seul oser prendre, en Europe. Gonsalve dit froidement : « Don Pedro était assez coupable puisqu'il était mon parent. »

Ce grand homme s'était déjà auparavant aperçu du déclin de son crédit auprès du roi. A son retour en Espagne, il avait été reçu par la nation avec un enthousiasme sans bornes. Une indisposition l'avait empêché pendant quelques jours de suivre la cour, et son voyage à Burgos, où il la rejoignit, après sa guérison, fut réellement une marche triomphale. La route était encombrée d'une foule immense de curieux, qui avaient peine à se loger dans les villes où il passa, car on accourait des points les plus éloignés du pays pour voir ce héros, dont le nom et les exploits, célébrés par l'histoire et par les ballades, étaient connus du dernier paysan castillan. C'est ainsi que Gonsalve fit son entrée à Burgos, aux acclamations joyeuses du peuple, avec une suite d'officiers qui étalaient orgueilleusement sur leurs vêtements et

sur le caparaçon de leurs chevaux les riches dépouilles de leurs victoires en Italie. Le vieux comte d'Urena, son ami, qui, avec toute la cour, vint sur les ordres du roi à sa rencontre, s'écria en soupirant, lorsqu'il vit ce splendide cortége : « Je crains qu'il ne faille à ce beau vaisseau, pour voguer, plus d'eau qu'il n'en trouvera en Castille! »

Ferdinand reçut Gonsalve de la manière la plus gracieuse, mais celui-ci ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne devait rien attendre de plus de son souverain. Aucune allusion ne fut faite à la grande-maîtrise; lorsque le général rappela enfin au roi ses promesses à ce sujet, Ferdinand imagina divers prétextes pour gagner du temps, et il devint enfin évident qu'il n'avait pas l'intention de les tenir.

Comme le Grand Capitaine et ses amis voyaient cette perfidie avec une indignation qu'ils avaient peine à dissimuler, une circonstance vint augmenter la froideur du monarque envers son sujet offensé. Ce fut le mariage projeté, mais qui, pour l'un ou l'autre motif, n'eut jamais lieu [1], entre la fille de Gonsalve, Elvire, et son ami, le connétable de Castille [2]. Ferdinand avait voulu faire entrer les vastes

[1] Gonsalve se maria deux fois, la première avec dona Blanca de Herrera, la seconde avec dona Juana de Aragon; il fut inhumé à côté d'elles dans l'église de Santa-Clara de Medina del Pomar. Elvire épousa le comte de Cabra.

[2] Bernardino de Velasco, *grand* connétable de Castille, comme on l'appelait par excellence, succéda en 1492 à cette dignité, qui devint héréditaire dans sa famille; il fut le troisième comte de Haro et fut créé par les souverains catholiques, pour ses éminents services, duc de Frias. Il avait de vastes domaines, principalement dans la Vieille-Castille, avec un revenu annuel de 60,000 ducats, selon Marines. Il possédait, paraît-il, beaucoup de nobles et brillantes qualités, accompagnées toutefois d'une hauteur qui le faisait craindre plus qu'il n'était aimé. Il mourut en février 1512, après une maladie de quelques heures, comme nous l'apprend une lettre de Pierre Martyr.

domaines d'Elvire dans sa famille, en unissant cette jeune dame à son petit-fils, Jean d'Aragon, fils de l'archevêque de Saragosse. Son mécontentement, en se voyant contrarié dans ce projet, fut encore augmenté par les paroles de la jeune reine. Le connétable, alors veuf, avait épousé en premières noces une fille naturelle de Ferdinand. Germaine, instruite de son mariage projeté avec Elvire, lui demanda peu poliment « s'il ne croyait pas s'abaisser en acceptant la main d'une sujette, ayant été l'époux d'une fille de roi? » « Comment pourrais-je avoir cette pensée, » répondit-il, en faisant allusion au second mariage du roi d'Aragon, « lorsqu'un aussi illustre exemple m'a été donné! » Germaine, qui n'avait certainement pas la grandeur d'âme d'Isabelle, fut si blessée de cette réponse, que non seulement elle ne pardonna jamais au connétable, mais comprit dans son ressentiment le Grand Capitaine, qui vit dès ce moment transféré au duc d'Albe l'honneur dont il jouissait seul auparavant, d'accompagner la jeune reine lorsqu'elle paraissait en public.

Si indifférent que fût Gonsalve aux petites mortifications que pouvait lui faire éprouver un dépit de femme, il ne voulut pas rester davantage dans une cour, où il avait perdu toute sa considération aux yeux du souverain et n'avait rencontré que la duplicité et une honteuse ingratitude. Il obtint donc, sans difficulté, la permission de se retirer dans ses terres, où, peu de temps après, le roi, comme pour racheter jusqu'à un certain point son grossier manque de foi, lui accorda la ville royale de Loja, à quelques lieues de Grenade; il la lui donnait à vie et eut l'impudence de lui proposer d'abandonner ses droits à la grande-maîtrise de Saint-Jacques, en échange d'une cession à perpétuité. Mais

Gonsalve répondit avec hauteur : « Je ne renoncerai certes pas pour la plus belle ville que l'on puisse trouver dans tout le royaume, au droit de me plaindre de l'injustice qui m'est faite. »

Depuis ce temps, le Grand Capitaine résida dans ses domaines du midi, principalement à Loja, quelquefois à Grenade, où il jouissait de la société de son vieil ami et maître dans l'art de la guerre, le comte de Tendilla. Il trouva assez d'occupation dans ses projets pour améliorer le sort de ses vassaux et des paysans des environs. Il s'intéressa beaucoup aux malheureux Mores, nombreux de ce côté, qu'il protégea autant que possible contre les limiers de l'inquisition, tandis qu'il employait des prêtres ou usait d'autres moyens honnêtes pour les convertir ou les confirmer dans leur foi nouvelle. Il déployait dans son genre de vie autant de magnificence et se montrait aussi hospitalier qu'auparavant. Les voyageurs distingués qui se rendaient en Espagne et ses compatriotes du plus haut rang, surtout les jeunes nobles et cavaliers, venaient le voir, ces derniers pour étudier le type le plus parfait de la politesse et de la courtoisie chevaleresques. Il se montrait fort curieux d'apprendre ce qui se passait au dehors et entretenait une correspondance suivie avec des agents qui lui envoyaient régulièrement des nouvelles des différentes cours européennes. Lors de la ligue de Cambray, le roi de France et le pape voulurent lui donner le commandement des forces alliées, mais Ferdinand l'avait trop offensé, pour ne pas craindre de le voir de nouveau à la tête d'une armée en Italie ; il aimait tout aussi peu de l'employer dans des affaires publiques à l'intérieur, et le laissa passer le reste de ses jours dans la retraite, où Gonsalve se plaisait assez et con-

tinuait d'être utile aux autres [1]. On appelait cela une disgrâce, et le comte d'Urena s'écria : « Le bon vaisseau est enfin échoué, comme je l'avais prédit ! » « Non, » répondit Gonsalve, lorsqu'on lui rapporta ces mots, « il est encore en excellent état et n'attend que la marée haute pour voguer aussi légèrement qu'auparavant. »

[1] L'inscription marquée sur le tombeau de Guichardin eût pu l'être sur celui de Gonsalve :

« Cujus negotium, an otium, gloriosius incertum. »

CHAPITRE XXI.

GUERRE D'AFRIQUE.

(1508-1510)

Ardeur de Ximenès. — Ses préparatifs de guerre. — Son expédition en Afrique. — Prise d'Oran. — Entrée triomphale de Ximenès en cette ville. — Défiance du roi. — Retour du cardinal en Espagne. — Conquêtes de Navarro en Afrique. — Magnificence de Ximenès. — Université d'Alcala. — Bible polyglotte.

La rigueur déployée par le roi envers le marquis de Priego et certains autres nobles avait excité un mécontentement général dans la hautaine aristocratie castillane, mais elle avait été, paraît-il, approuvée par les communes, qui probablement se plaisaient à voir humiliée cette orgueilleuse noblesse, qui avait si souvent foulé aux pieds les droits des classes inférieures. Au point de vue politique, cette sévérité était habilement calculée, même pour intimider les grands seigneurs; elle leur prouva que le monarque, dont ils avaient toujours estimé le talent, était assez puissant pour se faire obéir et parfaitement décidé à briser toute opposition.

Il faut d'ailleurs reconnaître que, sauf dans un petit

nombre de cas, Ferdinand, à son retour, montra beaucoup de douceur et de générosité, si l'on considère surtout les injures dont il avait à se plaindre et la manière dont il avait été abandonné par les hommes qu'il avait comblés de ses faveurs. L'histoire offre peu d'exemples d'une modération pareille à la restauration d'un prince ou d'un parti. En réalité, des mesures violentes et tyranniques devaient répugner à un prince qui soumettait d'ordinaire ses passions, si fortes qu'elles fussent naturellement, à la voix de la raison; aussi faut-il voir dans les actes d'excessive sévérité dont nous parlons, moins le désir de la vengeance, que les calculs d'une politique qui se proposait de frapper de terreur des nobles turbulents, accessibles seulement à la crainte.

Comme nous l'avons dit, Ferdinand suivit cette conduite énergique sur les conseils de Ximenès. Cet éminent prélat avait atteint au plus haut degré de la hiérarchie ecclésiastique après la papauté; peu de temps après le retour du roi, il avait reçu du pape Jules II le chapeau de cardinal [1], puis il avait été nommé inquisiteur-général de Castille, en remplacement de l'archevêque de Séville, Deza. Les importants devoirs qu'il avait désormais à remplir, joints à ceux de la primatie d'Espagne, auraient dû, semble-t-il, satisfaire cet esprit ambitieux, mais cette ambition grandissait à mesure que Ximenès s'élevait, et le nouveau cardinal rêvait des projets grandioses, comme ceux d'un prince; il était animé d'un zèle plus ardent que jamais pour la propagation de la foi. S'il eût vécu du temps des croisades, il eût certainement conduit en personne une de ces expéditions, car le cœur

[1] Il obtint cette dignité à la demande du roi, lors du voyage de celui-ci à Naples.

d'un soldat battait sous sa robe monastique; même à cette époque, il avait, comme Colomb, formé des plans pour la délivrance de la Terre-Sainte [1]. Mais il put mieux déployer son ardeur dans une guerre contre les musulmans d'Afrique, qui avaient vengé leurs frères de Grenade en faisant de fréquentes descentes sur les côtes méridionales de la péninsule, dont les habitants avaient en vain réclamé la protection du gouvernement. Peu de temps après la mort d'Isabelle, à l'instigation et avec l'aide de Ximenès, avait été organisée une expédition qui avait abouti, le 13 septembre 1505, à la prise de Mazarquivir, port important et redoutable, nid de pirates, sur la côte barbaresque, presqu'en face de Carthagène. Le cardinal méditait en ce moment une entreprise plus difficile, la conquête d'Oran.

Cette place, située à une lieue environ de la première, était l'une des plus considérables que les musulmans possédaient sur la Méditerranée; c'était le principal marché de leur commerce avec le Levant. Elle renfermait une vingtaine de mille âmes, était bien fortifiée et, grâce à l'opulence produite par un grand commerce, pouvait entretenir un essaim de pirates qui infestaient la Méditerranée et se livraient à d'affreuses déprédations sur les populeux rivages de cette mer.

A peine Ferdinand fut-il rétabli au pouvoir que Ximenès le pressa d'entreprendre cette nouvelle conquête. Le monar-

[1] Il résulte d'une lettre du roi Emmanuel de Portugal que Ximenès avait cherché à l'attirer, avec les rois d'Aragon et d'Angleterre, dans une croisade en Terre-Sainte; le prélat mêlait beaucoup de prudence à cette folie, à en juger par le soin avec lequel il avait fait reconnaître la côte et avait combiné son plan d'opérations. Le monarque portugais fit le plus grand éloge du zèle édifiant de Ximenès, mais se borna sagement à ses propres croisades dans les Indes, qui devaient vraisemblablement lui être plus profitables, au moins dans ce monde, que celles de la Palestine.

que comprit l'importance de celle-ci, mais objecta le manque d'argent; le cardinal, qui s'attendait à cette réponse, lui dit « qu'il était prêt à avancer les fonds nécessaires et à prendre toute la charge de l'expédition, qu'il conduirait en personne, s'il plaisait à Sa Majesté. » Le roi, qui ne pouvait repousser ce moyen, commode pour lui, d'agrandir ses États, tout en donnant de l'occupation à des sujets turbulents, consentit facilement à la proposition.

L'entreprise, trop frayeuse pour les ressources d'un simple particulier, ne l'était pas trop pour le cardinal; celui-ci, depuis quelque temps, avait soigneusement économisé ses revenus dans ce but, bien qu'il eût parfois touché à son trésor pour racheter de malheureux Espagnols, réduits en esclavage. Il avait fait dresser des cartes exactes des côtes barbaresques par un ingénieur italien, nommé Vianelli. Il avait consulté sur le meilleur plan d'opérations à suivre son ami Gonsalve de Cordoue, auquel il eût donné volontiers le commandement de l'expédition, si le roi l'eût permis; sur sa demande, ce poste fut assigné au célèbre comte Pedro Navarro.

On fit, sans perdre de temps, les préparatifs nécessaires. Outre les vétérans de l'armée d'Italie, des levées furent faites dans tout le royaume, et particulièrement dans le diocèse du cardinal. Le chapitre de Tolède embrassa avec ardeur les projets de son archevêque, fournit de forts subsides et offrit d'accompagner les troupes. On réunit une nombreuse artillerie, ainsi que des vivres et des munitions pour l'entretien d'une armée pendant quatre mois. Avant la fin du printemps de 1509 tout était prêt; une flotte de dix galères et de quatre-vingts vaisseaux plus petits mouillait dans le port de Carthagène, ayant à bord quatre mille hommes de cavalerie

et dix mille d'infanterie. Telles étaient l'activité et l'énergie d'un homme qui avait vécu, jusque dans ces dernières années, au fond d'un cloître, remplissant les paisibles devoirs de la vie religieuse, et qui, en ce moment, accablé d'infirmités, avait dépassé sa soixante-dixième année.

Le cardinal avait, dans l'accomplissement de sa tâche, rencontré des obstacles qui ne provenaient pas seulement de son grand âge et de ses infirmités; il avait été constamment contrarié par les nobles, qui trouvaient plaisant de voir « un moine guerroyer pour l'Espagne, tandis que le Grand Capitaine, retiré dans ses terres, égrenait paisiblement son chapelet, comme un ermite. » Les soldats, surtout ceux d'Italie, ainsi que leur commandant Navarro, formé à l'école de Gonsalve de Cordoue, se montraient peu disposés à servir sous leur chef spirituel. Le roi lui-même témoignait de la froideur, depuis qu'il avait remarqué ces signes de mécontentement. Mais l'orage, qui abat le faible, ne fait qu'affermir le fort dans sa résolution; Ximenès, dont l'ardeur grandissait au milieu des difficultés, finit par les vaincre toutes; il se concilia Ferdinand, déçut la noblesse et rétablit la discipline parmi les soldats.

Le 16 mai 1509, la flotte leva l'ancre; le lendemain elle arrivait à Mazarquivir, en Afrique. On débarqua sans perdre de temps, car des feux allumés sur les hauteurs voisines annonçaient que l'alarme avait déjà été donnée. On décida de diriger la principale attaque contre une colline située entre Mazarquivir et Oran, assez près de cette dernière place pour la dominer entièrement. La flotte devait, en même temps, s'embosser devant la cité moresque et, en ouvrant un feu violent, détourner l'attention des habitants.

Aussitôt que l'armée espagnole eut débarqué et se fut

formée en ordre de bataille, Ximenès, monté sur une mule, parcourut les rangs; il portait ses vêtements pontificaux et avait une épée au côté. Devant lui, un franciscain à cheval tenait levée en l'air la massive croix d'argent, qui était la bannière archiépiscopale de Tolède. Autour de lui étaient d'autres moines de cet ordre, en robe et l'épée à la ceinture. En avançant, les prêtres chantaient l'hymne triomphale : *Vexilla regis*. Le cardinal, arrivé enfin sur une hauteur, leur imposa silence et fit aux soldats une courte et chaleureuse harangue; il leur rappela les injures qu'ils avaient souffertes des musulmans, la dévastation des côtes de leur pays, les malheurs de leurs frères réduits en esclavage. Lorsqu'il les eut suffisamment excités contre les ennemis de leur pays et de leur religion, il éveilla leur cupidité en leur parlant du riche butin qu'ils trouveraient à Oran, et il finit en déclarant qu'il était venu risquer sa vie pour la cause sainte de la foi et les conduire au combat, selon l'exemple que lui avaient donné plusieurs de ses prédécesseurs.

L'air vénérable et l'éloquence entraînante du primat allumèrent une ardeur, mêlée de respect, au cœur de ces intrépides guerriers, qui l'écoutèrent dans un religieux silence. Cependant, à la fin de son discours, les officiers s'approchèrent de Ximenès et le prièrent de ne pas s'exposer aux dangers de la bataille; ils lui dirent que sa présence serait plutôt nuisible qu'utile, parce que l'attention des soldats serait portée sur lui. Il se rendit à cette dernière observation et consentit, quoique avec une répugnance visible, à laisser le commandement à Navarro. Ayant alors donné sa bénédiction aux Espagnols agenouillés, il se retira dans la forteresse voisine de Mazarquivir.

Le jour était déjà presque passé, et des masses sombres

d'ennemis s'amoncelaient sur les cimes de la *sierra* par laquelle l'attaque devait commencer. Navarro, voyant cette position si bien occupée, douta que ses soldats fussent capables de l'enlever avant la nuit, si même ils l'enlevaient, n'ayant pris ni repos ni nourriture, après une journée aussi fatigante. Il retourna donc à Mazarquivir, pour prendre conseil de Ximenès; celui-ci, qu'il trouva en prières, l'adjura « de ne pas faillir à cette heure, mais d'avancer au nom du Seigneur, puisque le Sauveur et le faux prophète Mahomet conspiraient pour livrer l'ennemi dans ses mains. » Les scrupules du guerrier disparurent devant l'intrépidité du prélat, et, revenant à l'armée, Navarro donna l'ordre de marcher en avant.

Les Espagnols commencèrent à gravir lentement et silencieusement les flancs escarpés de la *sierra*, à la faveur d'un épais brouillard qui, enveloppant la cime de la montagne, les déroba pendant quelque temps à la vue des musulmans; mais, dès que ceux-ci les aperçurent, ils firent pleuvoir sur eux une grêle de balles, de flèches et d'autres projectiles meurtriers, tandis que s'élançant furieusement en avant, ils s'efforçaient de les repousser. Les assaillants, protégés par leurs longues piques, soutinrent le choc sans rompre les rangs. Cependant l'ennemi, égal en nombre aux chrétiens et ayant sur eux l'avantage de la position, leur disputait le terrain avec acharnement. A la fin, Navarro fit pointer une petite batterie de grosses pièces d'artillerie contre le flanc des Mores; ceux-ci, exposés à un feu terrible, dont ils ne pouvaient se garantir, furent mis en désordre, et les premiers rangs, serrés de près par l'avant-garde espagnole, qui leur présentait un mur de fer, commencèrent à reculer. La retraite se changea bientôt en déroute. Les Castillans conti-

nuèrent à avancer; un grand nombre d'entre eux, surtout les nouvelles recrues, se débandèrent et se mirent à la poursuite des fuyards, sans écouter ni les ordres ni les menaces de leurs officiers, désobéissance qui eût pu avoir des suites funestes, si les musulmans avaient été assez disciplinés pour se rallier. Mais ceux-ci, croyant leurs adversaires plus nombreux en les voyant se disséminer, ne furent que plus effrayés et plus prompts à fuir.

Pendant ce temps, la flotte s'était embossée devant la ville et avait ouvert contre elle un feu violent, auquel répondirent vigoureusement les soixante pièces d'artillerie qui garnissaient les fortifications. Néanmoins les Espagnols à bord débarquèrent et bientôt rejoignirent leurs compatriotes victorieux, qui descendaient la *sierra*. Tous ensemble se dirigèrent alors rapidement sur la place, qu'ils se proposaient d'emporter par escalade. Ils avaient peu d'échelles, mais leur ardeur leur faisait mépriser tous les obstacles; plantant leurs longues piques contre les murs ou dans les crevasses, ils montèrent sur les remparts avec une incroyable agilité, quoiqu'ils fussent incapables le lendemain de refaire cette ascension. Le premier qui entra dans la place fut Souza, le capitaine des gardes du cardinal, qui, poussant le cri : « Saint Jacques et Ximenès, » planta sur les créneaux un étendard, portant d'un côté les armes du primat et de l'autre la croix. Six autres bannières flottèrent bientôt sur les remparts, et les soldats, pénétrant dans la ville, s'emparèrent des portes et les ouvrirent à leurs compatriotes; l'armée entière s'y engouffra, comme un torrent, balayant tout sur son passage. Un très petit nombre de Mores s'efforcèrent de l'arrêter, mais la plupart se réfugièrent dans les maisons et dans les mosquées. La résistance et la fuite

furent également inutiles; les vainqueurs ne montrèrent aucune pitié, ne respectèrent ni l'âge ni le sexe. La soldatesque s'abandonna à toute la licence brutale, à toute la férocité, qui distinguent entre toutes les autres les guerres de religion. En vain Navarro rappela-t-il ses soldats; ils retournèrent comme des boule-dogues à leur proie, sans se fatiguer, jusqu'au moment où, gorgés de sang et de vin, ils se couchèrent pêle-mêle dans les rues et sur les places.

Le soleil qui, la veille encore, éclairait une ville florissante, fière de son opulence, habitée par un peuple libre et industrieux, se leva, le lendemain, sur une cité captive, dont les féroces conquérants dormaient sur des monceaux de cadavres. On prétend qu'il n'y eut pas moins de quatre mille musulmans tués dans la bataille et de cinq à huit mille faits prisonniers. Les pertes des chrétiens avaient été légères. Aussitôt que Navarro eut pris les mesures nécessaires pour effacer les traces du carnage, il fit inviter le cardinal à venir prendre possession de la ville. Celui-ci s'embarqua sur sa galère; lorsqu'en longeant le rivage, il vit les joyeux pavillons d'Oran et ses brillants minarets se refléter dans la mer, il s'enorgueillit de la glorieuse conquête qu'il avait faite pour l'Espagne chrétienne; il paraissait incroyable qu'une ville aussi forte et aussi bien défendue eût été emportée aussi facilement.

Lorsque Ximenès débarqua et franchit les portes de la ville, entouré des moines qui formaient son escorte, il fut salué des acclamations bruyantes des soldats, qui le regardaient comme le véritable vainqueur, en faveur duquel Dieu avait daigné renouveler le miracle de Josué, en arrêtant le soleil. Le cardinal, confessant humblement son indignité, répéta à haute voix les sublimes paroles du psalmiste : « *Non*

nobis, Domine, non nobis, » tandis qu'il donnait sa bénédiction à l'armée. On le conduisit à l'alcazar, où on lui offrit les clefs de la forteresse. On lui apporta, pour le distribuer, le butin qui s'élevait, dit-on, à un demi-million de ducats d'or, fruit du commerce et de la piraterie; mais ce qui lui causa la plus vive joie fut la délivrance de trois cents chrétiens captifs, qui languissaient dans les cachots d'Oran. Peu d'heures après la prise de la ville, le *mezuar* de Tlemcen était arrivé avec des troupes considérables, mais il se retira sur-le-champ, ayant appris ce qui s'était passé. Il était heureux que l'on n'eût pas remis le combat au lendemain; Ximenès s'était opposé à tout retard; la plupart des Espagnols crurent qu'il avait été divinement inspiré, tandis qu'ils auraient pu trouver, avec plus de vraisemblance, dans la hardiesse et dans l'impétueuse ardeur du prélat l'explication de sa conduite en cette occasion.

La conquête d'Oran ouvrait une carrière sans bornes à l'ambition de Ximenès, qui voyait déjà la bannière de la croix arborée triomphalement sur les murs de toutes les cités musulmanes, au bord de la Méditerranée. L'archevêque rencontra cependant de sérieux obstacles sur sa route; Navarro, habitué à un commandement indépendant, s'indignait d'être soumis à un chef spirituel, dont la science militaire lui inspirait, à juste titre, peu de confiance. Soldat brutal et sans éducation, il s'expliqua ouvertement à ce sujet et dit au primat « que la prise d'Oran avait mis fin à sa mission; que c'était trop de deux généraux dans une armée; que le cardinal devait être satisfait des lauriers qu'il avait cueillis, et, qu'au lieu de jouer au roi, il devait retourner auprès de son troupeau et laisser se battre ceux qui faisaient de la guerre leur métier. »

Mais ce qui émut l'archevêque plus que l'insolence de son général, ce fut la découverte d'une lettre adressée par Ferdinand à Navarro, pour engager celui-ci à retenir, sous l'un ou l'autre prétexte, le cardinal en Afrique, aussi longtemps que sa présence pourrait y être utile. Ximenès avait déjà pu s'apercevoir que l'intérêt, moins que l'affection, dictait la conduite du monarque envers lui. Celui-ci avait toujours convoité l'archevêché de Tolède pour son fils naturel et favori, Alphonse d'Aragon; après son retour de Naples, il avait pressé le primat de renoncer à ce siége et de l'échanger contre celui de Saragosse, occupé par Alphonse. A la fin, l'archevêque indigné lui dit « qu'il ne consentirait jamais à trafiquer des dignités de l'Église; que, si Sa Majesté l'importunait davantage, il abdiquerait la primatie, mais que ce serait pour s'enterrer dans la cellule d'où la reine l'avait tiré. » Le roi, qui n'eût pas voulu se souiller d'une aussi odieuse ingratitude, ni se séparer d'un ministre aussi habile, connaissait trop bien le caractère inflexible de celui-ci, pour revenir sur ce sujet [1].

Aussi, ayant déjà lieu de se méfier de Ferdinand, Ximenès donna à la lettre royale l'interprétation la plus défavorable; il vit qu'il n'était pour le roi qu'un instrument, dont celui-ci voulait se servir tant qu'il ne serait pas usé, sans se soucier ni des intérêts ni des désirs de son sujet. Ces soupçons humiliants, joints à l'arrogance de son général, le dégoûtèrent de poursuivre plus loin son entreprise et le confirmèrent dans son projet de revenir en Espagne; il trouva une excuse suffisante dans le mauvais état de sa santé, qui

[1] « Le digne frère, » dit Sandoval du prélat, « préférait son archevêché aux bonnes grâces d'un vieux roi avare. »

ne lui permettait pas d'affronter les chaleurs brûlantes de l'été en Afrique.

Avant son départ, Ximenès réunit autour de lui Navarro et ses officiers et, après leur avoir donné de bons conseils relativement au gouvernement et à la défense des récentes conquêtes, il mit à leur disposition de l'argent et des munitions pour l'entretien de l'armée, pendant plusieurs mois. Il s'embarqua ensuite, le 22 mai, non avec le pompeux appareil d'un héros victorieux, mais avec quelques serviteurs, sur une galère non armée; attestant ainsi même les bons résultats de son expédition, qui avait débarrassé de tout danger la navigation sur la Méditerranée.

On avait fait en Espagne de magnifiques préparatifs pour la réception du prélat; il fut invité à visiter la cour à Valladolid, pour y recevoir les hommages et les témoignages de gratitude publique dus à ses éminents services. Mais son ambition n'était pas de celles que satisfait l'éclat trompeur d'une popularité éphémère; il avait d'ailleurs l'âme trop haute pour être accessible à une mesquine vanité. Il refusa tous ces honneurs et se dirigea, sans perdre de temps, sur Alcala; là aussi cependant, les habitants, désireux de lui faire un bon accueil, prirent les armes pour le recevoir et pratiquèrent une brèche dans leurs murs, afin qu'il entrât en triomphateur dans leur ville; mais il voulut y entrer par la porte ordinaire, suivi seulement de quelques chameaux, conduits par des esclaves africains et portant des objets d'or et d'argent pris dans les mosquées d'Oran, ainsi qu'une précieuse collection de manuscrits arabes, destinés à la bibliothèque de son université naissante d'Alcala.

Ximenès montra autant de modestie et de simplicité dans ses manières et dans sa conversation. Il ne fit aucune allu-

sion aux scènes émouvantes auxquelles il avait assisté; lorsqu'on lui en parlait, il détournait la conversation sur un autre sujet, sur son collége, sur la discipline et les progrès de cet établissement, qui, avec son grand projet de publication de la fameuse Bible polyglotte, paraissait absorber en ce moment toute son attention.

L'archevêque commença toutefois par visiter son diocèse, consolant et secourant, de la manière la plus affectueuse, les familles qui pleuraient la mort ou l'absence d'un de leurs membres, engagé dans l'expédition. Dans sa retraite, il ne perdait pas d'ailleurs de vue le grand but, si ardemment poursuivi par lui, la soumission de toute l'Afrique; de temps en temps, il envoyait des subsides pour la garnison d'Oran, et il ne perdit aucune occasion pour presser Ferdinand de pousser ses conquêtes plus loin.

Le roi d'Aragon comprenait trop bien l'importance de ses nouvelles possessions, pour avoir besoin d'être stimulé. Il fournit toute espèce de ressources au comte Pedro Navarro, auquel il envoya les vétérans formés sous les yeux de Gonsalve de Cordoue. Dès lors, ayant la liberté de ses mouvements, ce général poursuivit ses succès avec activité; il commença par attaquer, le 13 janvier 1510, Bugia, défit, en deux batailles rangées, le roi de Bugia, qui avait levé une puissante armée, et s'empara, le 31 janvier, de sa florissante capitale. Il vit ensuite tomber coup sur coup devant lui Alger, Tunis, Tlemcen et d'autres villes sur la côte barbaresque; les habitants, reçus comme vassaux du roi catholique, s'engagèrent à lui payer le tribut que prélevaient leurs princes musulmans et à le servir en temps de guerre, avec la bizarre stipulation, si souvent inscrite dans les traités avec Grenade, de l'accompagner aux cortès. Ils pre-

mettaient, en outre, de mettre en liberté tous les chrétiens captifs sur leur territoire. Les Algériens, pour s'indemniser, firent payer la rançon des prisonniers aux juifs qui résidaient parmi eux; peu importait aux malheureux Israélites qui, du chrétien ou du musulman, remportait la victoire; il était sûr dans tous les cas d'être la victime de la rapacité du vainqueur.

Le 26 juillet 1510, l'antique cité de Tripoli, après une défense acharnée et meurtrière, se rendit au général victorieux, dont le nom était redouté dans tout le nord de l'Afrique. Mais, le 28 août suivant, celui-ci éprouva une sérieuse défaite dans l'île de Gelves; quatre mille chrétiens furent tués sur place ou faits prisonniers. Cet échec dans la brillante carrière du comte Navarro mit un terme aux progrès des armes castillanes en Afrique, sous le règne de Ferdinand [1].

Cependant les résultats acquis déjà étaient d'une grande

[1] On est peut-être curieux de savoir ce que devint le comte Pedro Navarro. Il se rendit peu de temps après en Italie, où il exerça un commandement supérieur, et il soutint sa réputation dans les guerres de ce pays, jusqu'à ce qu'il fût pris par les Français, à la grande bataille de Ravenne. Par la négligence ou l'indifférence de Ferdinand, il languit si longtemps dans la captivité qu'il finit par prendre du service dans l'armée française pour se venger; toutefois il renonça auparavant à ses domaines dans le royaume de Naples et à l'obéissance au roi catholique, dont il n'était pas né le sujet, étant Navarrais de naissance. Malheureusement, dans un combat livré en Italie, il tomba aux mains de ses compatriotes et fut enfermé à Naples, dans le Castel Nuovo qu'il avait autrefois pris aux Français. Il y mourut bientôt après, assassiné secrètement par ordre de Charles-Quint, si nous en croyons Brantôme; selon d'autres écrivains, il se tua lui-même. Ses restes, déposés d'abord dans un coin obscur de l'église de Santa-Maria, furent transférés plus tard dans la chapelle du grand Gonsalve, et un superbe mausolée fut érigé au dessus par le prince de Sessa, petit-fils du héros.

importance, soit au point de vue de la valeur des possessions nouvelles, comprenant quelques-uns des marchés les plus fréquentés de la côte barbaresque, soit au point de vue de la sécurité du commerce, débarrassé de la crainte de ces essaims de pirates qui avaient si longtemps infesté la Méditerranée. La plupart des villes conquises échappèrent plus tard à l'Espagne par la faiblesse ou l'indolence des successeurs de Ferdinand; celles qui avaient été prises par Ximenès furent, au contraire, mises dans un si bon état de défense, qu'elles bravèrent tous les efforts de l'ennemi pour les reprendre et continuèrent à faire partie de la monarchie espagnole.

Pendant ce temps, l'archevêque de Tolède, retiré à Alcala de Henarès, travaillait avec ardeur à la prospérité de l'université qu'il venait de fonder en cette ville. Comme cet établissement, d'une grande importance, exerça une influence considérable sur le développement intellectuel du pays, il convient de lui consacrer quelques pages dans cette histoire.

Dès 1497, Ximenès avait conçu le projet d'établir une université dans l'antique ville d'Alcala, située sur les bords riants du Henarès; la salubrité de l'air, la paix et la tranquillité qui régnaient dans ce lieu, en faisaient un séjour propre à l'étude et à la méditation. Le prélat demanda même, à cette époque, le plan du bâtiment à un célèbre architecte. D'autres occupations cependant retardèrent l'exécution de ce dessein jusqu'en 1500, année où le cardinal posa lui-même la première pierre du collége principal, en invoquant solennellement la bénédiction du ciel sur son entreprise. Depuis ce jour, malgré les soucis croissants que lui donnaient les affaires de l'Église et de l'État, il ne perdit

jamais de vue ce grand objet; à Alcala, on put le voir souvent en plein air, une règle à la main, prenant des mesures et stimulant le zèle des ouvriers par des récompenses.

Cependant les plans étaient trop vastes pour pouvoir être exécutés promptement. Outre le collége principal de Saint-Ildefonse, ainsi nommé en l'honneur du saint, patron de Tolède, il y en avait neuf autres, ainsi qu'un hôpital pour les malades. Ces différentes constructions étaient très solides, et il y avait de l'élégance, même du luxe, dans certaines parties qui le permettaient, comme les bibliothèques, les réfectoires et les chapelles. Pour rendre la ville plus digne d'être le siége d'une grande et florissante université, on y fit plusieurs changements importants et coûteux; on dessécha des terrains où croupissait une eau stagnante, on pava les rues, on démolit de vieux bâtiments et on perça de nouvelles et larges rues [1].

Au bout de huit ans, Ximenès eut la satisfaction de voir ses vastes projets accomplis et toutes les chambres du spacieux édifice prêtes à recevoir les étudiants. C'était certainement une noble entreprise, surtout si l'on considère qu'elle avait été accomplie par un seul individu. Aussi François Ier fut-il saisi d'une profonde admiration, lorsqu'il visita ces lieux, peu d'années après la mort du cardinal : « Votre Ximenès, » s'écria-t-il, « a fait plus que je n'aurais osé rêver; il a fait à lui seul ce qui en France a été l'œuvre d'une suite de rois. »

Le bâtiment achevé, le cardinal n'était pas arrivé au terme de ses travaux; il s'occupa alors de former un plan

[1] Les bonnes gens reprochaient au cardinal sa passion de bâtir et disaient en plaisantant : « L'église de Tolède n'a jamais eu un évêque plus *édifiant* que Ximenès. »

d'études et de discipline pour l'université naissante. Il chercha à s'éclairer auprès des gens de science et emprunta plus d'une utile disposition à la vénérable université de Paris. Il se proposait de développer toutes les facultés de l'élève, et ne voulait pas qu'il fût, dans les mains des professeurs, un instrument passif. Indépendamment des exercices de mémoire et des leçons, l'élève devait subir des examens et prendre part à des discussions publiques, où il pouvait faire preuve de talent et de connaissances; Ximenès s'intéressait vivement à ces luttes intellectuelles et souvent il voulut y assister en personne pour stimuler l'étudiant par sa présence.

Deux articles du règlement caractérisent bien l'homme : par l'un, le traitement du professeur était réglé d'après le nombre de ses élèves; par l'autre, tout professeur était rééligible au bout de quatre ans. Un serviteur du cardinal ne pouvait pas s'endormir à son poste.

De nombreuses fondations furent faites en faveur des étudiants pauvres, spécialement en théologie. Le but déclaré de Ximenès était, en effet, d'encourager les études théologiques ou plutôt de former des prêtres instruits, car le clergé espagnol, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, ne manquait que trop souvent des connaissances les plus élémentaires. Mais, dans ce cours de préparation, le prélat fit entrer presque toutes les sciences enseignées dans d'autres universités. Sur quarante-deux chaires, il n'y en avait que douze pour la théologie et le droit canon, tandis qu'il y en avait quatorze pour la grammaire, la rhétorique et les classiques anciens, études probablement vues avec faveur par le primat, comme ouvrant seules la voie à une critique et à une interprétation exactes des Écritures.

Ces arrangements terminés, le cardinal rechercha les meilleurs auxiliaires pour mettre ses projets à exécution; il les choisit indifféremment dans le pays et au dehors; il avait l'esprit trop élevé pour nourrir des préjugés nationaux, et l'arbre de la science, il le savait, porte des fruits sous tous les climats. Il promit des traitements assez considérables pour séduire les hommes de talent, les engager à sortir de leur obscurité et à venir des pays les plus éloignés offrir leurs services. Sous ce rapport, il fut très heureux et nous voyons figurer, en ce temps, sur la liste des professeurs, des savants de tout genre, dont plusieurs ont laissé des ouvrages qui nous permettent d'apprécier aujourd'hui encore leur mérite.

En juillet 1508, le cardinal reçut avec joie la nouvelle de l'ouverture de l'université, et, le mois suivant, fut donnée publiquement la première leçon, qui roulait sur l'Éthique d'Aristote. Les étudiants affluèrent bientôt dans l'établissement, attirés par la réputation de ses professeurs, sa vaste organisation, son excellent système d'enseignement et surtout par le puissant patronage sous lequel il était placé. Nous manquons de renseignements sur leur nombre, du vivant de Ximenès; mais il devait être très considérable, puisqu'ils vinrent à sept mille recevoir François Ier, lorsqu'il visita l'université, vingt ans après qu'elle était ouverte.

Cinq ans après cette époque, en 1513, Ferdinand, voyageant pour cause de santé, s'arrêta à Alcala. Depuis son retour d'Afrique, le cardinal, dégoûté de la vie publique, n'était sorti que très rarement de son diocèse, où il s'appliquait exclusivement à remplir, avec ses propres devoirs de religion, ceux que lui imposait sa profession. Ce fut avec une orgueilleuse satisfaction qu'il reçut son souverain et lui

montra le magnifique bâtiment qu'il avait élevé, dans sa retraite. Le roi, dont la maladie ne pouvait abattre l'esprit naturellement curieux, visita toutes les parties de l'édifice, assista aux examens et écouta avec intérêt les discussions publiques des étudiants; peu instruit lui-même, il avait trop souvent apprécié la valeur de l'instruction, pour ne pas l'estimer chez les autres. Avec son coup d'œil pénétrant, il prévit la gloire que feraient rejaillir sur son règne les travaux de son ancien ministre et l'immense utilité qu'ils auraient pour le royaume; aussi rendit-il pleinement justice à Ximenès, en lui adressant de chaleureuses félicitations.

C'est en cette occasion que le recteur du collége Saint-Ildefonse, placé à la tête de l'université, vint, précédé de ses massiers, recevoir le monarque. Les gardes crièrent aux massiers de déposer ces insignes, qui ne convenaient pas à un sujet devant son souverain. « Non, non, » s'écria Ferdinand, qui eut le bon esprit de comprendre qu'il ne s'humiliait pas en rendant hommage aux lettres; « c'est ici le séjour des Muses et ceux qu'elles ont initiés à leurs secrets sont ceux qui ont le plus de droits d'y régner. »

Au milieu de toutes ses occupations, Ximenès trouvait encore du temps à consacrer à une autre œuvre, qui seule eût suffi pour immortaliser son nom dans la république des lettres; c'était sa fameuse Bible polyglotte, destinée, selon le plan conçu primitivement par Origène, à offrir en regard du texte des Saintes-Écritures leur traduction dans les différentes langues anciennes. Pour faire un ouvrage aussi extraordinairement difficile, il fallait connaître parfaitement les manuscrits les plus anciens et, par conséquent, les plus rares. Le cardinal, sous ce rapport, avait de grandes facilités, à cause de son rang et de son caractère; la bibliothèque

du Vatican, renfermant une collection précieuse, lui fut généreusement ouverte, surtout sous Léon X, qui, avec son esprit éclairé, voyait favorablement cette entreprise. Le primat obtint de même des copies de tous les manuscrits de quelque valeur, déposés dans les autres bibliothèques de l'Italie et même, en général, de l'Europe. Il se procura en Espagne des éditions très anciennes du Vieux-Testament, recueillies par les juifs exilés. On peut se faire une idée des frais énormes qu'il dut supporter, par ce fait qu'il donna quatre mille couronnes d'or pour sept manuscrits étrangers, qui vinrent toutefois trop tard pour qu'on pût en faire usage.

La direction du travail fut confiée à neuf savants, versés dans les langues anciennes, comme la plupart l'avaient prouvé par des livres qui témoignaient d'une sagacité et d'une érudition remarquables. Après leurs travaux du jour, ces hommes se réunissaient pour s'éclairer mutuellement sur les difficultés qui les avaient arrêtés dans le cours de leurs recherches, en un mot, pour comparer le résultat de leurs observations. Ximenès, qui se connaissait peu en littérature générale, mais était un excellent critique biblique, présidait souvent à ces réunions et prenait une grande part aux délibérations. « Ne perdez pas de temps, mes amis, » disait-il, « pour poursuivre notre glorieuse œuvre, car il peut arriver ou que je meure ou que j'aie à pleurer la mort de gens dont les services ont plus de prix à mes yeux que les biens et les honneurs du monde[1]. »

[1] Les savants employés à ce travail furent le vénérable Lebrija, le savant Nunez ou Pinciano, dont nous avons dit quelques mots au lecteur, Lopez de Zuniga, qui discuta avec Érasme, Barthélemy de Castro, le fameux Grec, Démétrius de Crète, et Juan de Vergara, tous excellents linguistes, sur-

Les difficultés de l'entreprise furent encore augmentées par celles de l'impression. L'art de l'imprimerie était alors dans son enfance, et il n'y avait pas en Espagne, peut-être même dans toute l'Europe, des caractères orientaux. Le cardinal, qui voulait que tout s'exécutât sous ses yeux, fit venir des ouvriers d'Allemagne et fondre des lettres de différent moule dans ses fonderies d'Alcala.

L'ouvrage complet prit six volumes in-folio [1] : les quatre premiers consacrés à l'Ancien Testament, le cinquième au Nouveau, et le dernier renfermant un vocabulaire hébraïque et chaldéen, avec d'autres traités élémentaires, qui avaient demandé beaucoup de travail et d'érudition. Il ne fut achevé qu'au bout de quinze ans, en 1517, quelques mois seulement avant la mort du cardinal. Alvaro Gomez rapporte, et il l'avait souvent entendu dire à Jean Broccario, fils de l'imprimeur, que, la dernière feuille tirée, celui-ci, alors enfant, avait, revêtu de ses plus beaux habits, été envoyé avec un exemplaire auprès de Ximenès. Celui-ci, en le lui prenant des mains, leva les yeux au ciel et le remercia de l'avoir laissé vivre assez longtemps pour voir cette œuvre sainte achevée; puis, se tournant vers ses amis présents, il leur dit que, « de tous les actes qui avaient signalé son administration, il n'y en avait aucun, quelques peines

tout en grec et en latin. A ces lettrés s'adjoignirent Paul Coronel, un médecin du nom d'Alfonso et Alfonso Zamora, juifs convertis, connaissant bien les langues orientales. Zamora fut chargé du travail philologique relatif à l'hébreu et au chaldéen, dans le dernier volume.

[1] L'ouvrage se vendit d'abord au prix extrêmement bas de six ducats et demi l'exemplaire, mais, comme on n'en tira que 600 exemplaires, il a fini par devenir très rare et cher; d'après Brunet, il s'est vendu jusqu'à 1,575 francs.

qu'il eût coûté, dont ils dussent le féliciter plus que de celui-ci [1]. »

Ce n'est pas ici le lieu, si même nous étions un juge compétent, de discuter le mérite de ce grand ouvrage, dont la réputation est familière à tous les savants. Des critiques ont contesté l'ancienneté des manuscrits employés, ainsi que l'exactitude et la valeur des corrections; malheureusement la destruction des manuscrits originaux, accomplie de la manière la plus étrange, ne permet pas de décider la question [2]. Sans doute, il y a des imperfections, comme cela devait nécessairement arriver dans un temps où l'art de la critique était peu compris et où, si les matériaux n'étaient pas plus rares qu'aujourd'hui, il était au moins plus difficile d'y avoir accès. Cependant, à part ces défauts, la Bible de Ximenès a le mérite d'avoir été le premier essai heureux d'une traduction polyglotte des Écritures, et, par conséquent, d'avoir facilité la tâche de ceux qui, par la suite, réussirent plus complétement dans cette voie. On doit d'ail-

[1] La partie consacrée à l'Ancien Testament renferme l'hébreu original, avec la vulgate latine, la version des Septante, la paraphrase chaldaïque, ainsi que des traductions latines par les savants espagnols; le Nouveau Testament fut imprimé dans le grec original, avec la vulgate de Jérôme. Après l'achèvement de cet ouvrage, le cardinal se proposa de publier une édition d'Aristote sur le même plan, mais la mort l'empêcha malheureusement de réaliser ce projet.

[2] Le professeur allemand, Moldenhauer, visita Alcala en 1784, pour examiner les manuscrits dont on se servit pour la Bible polyglotte; il y apprit qu'ils avaient tous été vendus, comme de mauvais papier (*membranas inutiles*), par le bibliothécaire de ce temps, à un négociant qui en eut bientôt fait usage. Le professeur déclare qu'il n'y aucun motif de mettre en doute l'exactitude de cette anecdote. Le nom de ce bibliothécaire n'est pas malheureusement parvenu jusqu'à nous; il eût dû être impérissable comme celui d'Omar.

leurs, eu égard au temps et à l'homme sous le patronage duquel elle fut publiée, la considérer comme un magnifique monument de piété, de science et de munificence, qui donne à son auteur des droits à la reconnaissance de la chrétienté entière.

Tels étaient les vastes projets qui charmaient les loisirs de l'illustre prélat. Tout gigantesques qu'ils fussent, ils n'étaient ni au dessus de ses forces, ni déplacés dans son temps et dans son pays. Ces œuvres n'étaient pas de celles qui, nées du caprice ou d'un élan passager, périssent avec le souffle qui les anime; c'étaient des plantes profondément enracinées, qui, protégées et réchauffées par le sentiment national, étaient destinées à porter des fruits à l'avenir. Il en fut surtout ainsi de l'université d'Alcala, qui bientôt s'enrichit des libéralités royales et privées. Son fondateur lui légua, à sa mort, un revenu net de quatorze mille ducats; au milieu du XVIIe siècle, celui-ci avait été porté à quarante-deux mille, et les colléges s'étaient multipliés de dix à trente-cinq [1].

La réputation naissante de la nouvelle université, où affluaient des étudiants venus de toutes les parties de la péninsule, menaça d'éclipser la gloire de l'ancienne école de Salamanque, qui devint jalouse de sa rivale. Le champ laissé à chacune de ces académies était cependant assez vaste, puisque l'une avait principalement pour objet la préparation à la prêtrise, à l'exclusion de la jurisprudence dont l'autre s'occupait particulièrement. Cette rivalité, loin d'être funeste, pouvait donc sembler bonne, puisqu'elle stimulait

[1] Ferdinand et Isabelle accordèrent, en plus d'une occasion, des faveurs et des immunités importantes à Alcala.

un zèle trop prompt à s'assoupir, lorsqu'il est privé de l'aiguillon de l'émulation. Les deux écoles vécurent côte à côte, se partageant l'estime et la faveur du public. Tant que cette ère littéraire dura en Espagne, l'université de Ximenès, grâce à son admirable discipline, jouit d'une réputation non surpassée dans la péninsule; elle vit les élèves qu'elle avait formés occuper les plus hautes positions dans l'Église et dans l'État; et elle continua à répandre sur ce siècle, ainsi que sur les suivants, les lumières du génie et de la science.

CHAPITRE XXII.

GUERRE D'ITALIE.

(1508-1513)

Ligue de Cambray. — Alarmes de Ferdinand. — La sainte ligue. — Bataille de Ravenne. — Mort de Gaston de Foix. — Retraite des Français. — Succès des Espagnols.

L'histoire intérieure de l'Espagne, après la restauration de Ferdinand, offre peu d'événements remarquables. L'histoire extérieure de ce pays est plus importante; nous nous sommes déjà occupé de l'Afrique, nous allons parler maintenant de la Sicile et de la Navarre.

Son établissement à Naples attira naturellement le roi d'Aragon dans la sphère de la politique italienne; il se montra peu disposé toutefois à profiter de cet avantage pour pousser ses conquêtes plus loin. Gonsalve de Cordoue, pendant son séjour dans cette capitale, avait, il est vrai, conçu différents projets pour ruiner la puissance de la France en Italie, mais plutôt dans le but de conserver que d'agrandir le territoire qu'il avait conquis. Ces projets mêmes furent abandonnés après le traité avec Louis XII, et Ferdinand ne

parut plus occupé que de régler les affaires intérieures de son royaume et d'affermir sa domination nouvelle en Afrique.

D'un autre côté, l'ambitieux roi de France, déçu dans ses espérances par la perte de Naples, cherchait à s'indemniser par de nouvelles acquisitions dans le nord de la péninsule. Dès 1504, il avait, dans un des traités infructueusement préparés à Blois pour le mariage de sa fille, introduit une clause relative à un partage des possessions continentales de Venise avec l'empereur; il communiqua, dit-on, ce plan au roi d'Aragon, dans l'entrevue de Savone. Mais ce projet n'eut pas de suites pour le moment, et il paraît probable que Ferdinand, avec sa circonspection habituelle, attendait, avant de prendre une décision, qu'il vît clairement les avantages à retirer pour lui-même de cette combinaison.

A la fin, le partage projeté fut réglé, le 10 décembre 1508, par le célèbre traité de Cambrai, entre Louis XII et l'empereur Maximilien; le pape, le roi d'Aragon et tous les princes ayant des droits quelconques à spolier les Vénitiens, furent invités à entrer dans la ligue. La part de butin assignée à Ferdinand se composait des cinq villes napolitaines de Trani, Brindes, Gallipoli, Pulignano et Otrante, engagées à Venise en garantie de sommes considérables, avancées par la république pendant la dernière guerre. Ferdinand, et peu de temps après Jules II ratifièrent le traité, bien qu'il fût en opposition manifeste avec le but, hautement proclamé par ce dernier, de chasser les barbares de l'Italie. Mais le pontife voulait d'abord se servir de ceux-ci pour agrandir le domaine de l'Église et les abattre ensuite, quand il serait plus fort et trouverait une occasion propice.

Jamais il n'y eut de projet moins excusable au point de

vue de l'honneur ou même d'une saine politique. Il n'y avait aucune des parties contractantes qui ne fût, dans ce moment même, étroitement alliée avec l'État dont elle tramait le démembrement; d'un autre côté, on allait détruire la barrière sur laquelle chacune de ces puissances pouvait compter pour contenir l'ambition effrénée de ses voisins et maintenir l'équilibre de l'Italie. Les craintes de Venise furent calmées pour quelque temps, grâce aux assurances données par les cours de France et d'Espagne, que la ligue n'était dirigée que contre les Turcs; ces cours protestèrent de leurs intentions bienveillantes à l'égard de la république et firent à celle-ci les offres de services les plus amicales.

Dans le préambule du traité, les alliés déclarèrent qu'ayant l'intention de soutenir le pape dans une croisade contre les infidèles, ils se proposaient d'abord de reprendre à Venise le territoire dont elle avait dépouillé l'Église et d'autres puissances, pour mettre évidemment obstacle à l'accomplissement de ce pieux dessein. Dans ce siècle corrompu, plus une entreprise était criminelle, mieux on la couvrait du voile de l'hypocrisie. On trouvera les véritables motifs qui faisaient agir les confédérés dans un discours prononcé, quelque temps après, devant la diète germanique, par l'ambassadeur de France, Hélian. Après avoir énuméré maints griefs contre la république, il ajoute : « Nous ne portons pas la pourpre, nous ne mangeons pas dans des plats d'argent, nos coffres ne débordent pas d'or. Nous sommes des barbares. Certainement, » dit-il plus loin, « s'il ne convient pas à des princes de se faire marchands, il ne convient pas non plus à des marchands de vivre en princes. » Voilà donc le secret de la conspiration contre Venise : l'envie éveillée par ses richesses et sa magnificence, la haine excitée

par son arrogance et l'inimitié naturelle à des rois contre une république active et ambitieuse.

Pour s'assurer la coopération de Florence, Louis XII et Ferdinand convinrent de retirer leur protection à Pise, moyennant une certaine somme d'argent. Jamais les princes marchands de Venise ne s'avilirent au point de vendre pour de l'or la liberté d'un petit État, qui avait combattu si noblement, pendant plus de quatorze ans, pour son indépendance.

Au commencement d'avril 1509, le roi de France passa les Alpes, à la tête d'une armée trop forte pour rencontrer aucune résistance; villes, forteresses tombèrent coup sur coup devant lui. Il se conduisit envers les vaincus, sur lesquels il n'avait d'autres droits que ceux de la guerre, comme un maître irrité qui se venge de sujets rebelles; il fit pendre sur les murs de Peschiera le gouverneur vénitien de cette place et son fils, qui avaient tenté de lui résister. C'était là une infraction aux lois de la chevalerie, qui, sans pitié pour les manants, protégeaient les gens de haut rang; Louis, par sa position et, paraît-il, par son cœur, était malheureusement inaccessible à tout sentiment d'humanité.

Le 14 mai 1509, fut livrée la sanglante bataille d'Agnadel, qui brisa la puissance de Venise et décida du sort de la guerre. Ferdinand n'avait contribué en rien à ce succès, excepté par la diversion qu'il avait faite du côté de Naples, où il s'était emparé sans difficulté des villes qui lui avaient été assignées pour sa part; ce furent les moindres conquêtes faites dans cette campagne, et, sinon les plus précieuses, du moins les plus durables, ces villes ayant été réincorporées dans le royaume de Naples.

Alors vint le fameux décret par lequel la république rendit

l'indépendance à ses provinces continentales, les autorisant à pourvoir comme elles le pourraient à leur sûreté, mesure qui, dictée ou par la terreur ou par la politique, était fort habile. Les alliés, qui étaient restés unis jusque-là, se disputèrent bientôt les dépouilles de la victoire ; les anciennes jalousies se réveillèrent, et la république profita de ce changement, avec une diplomatie prudente et consommée.

Jules II, qui avait obtenu tout ce qu'il désirait et trouvait Venise suffisamment humiliée, sentit se ranimer, avec ses défiances, son antipathie contre les Français ; les adroits émissaires de la république attisèrent le feu avec soin, et, à la fin, réussirent à opérer une réconciliation entre leur gouvernement et l'orgueilleux pontife. Celui-ci s'engagea avec son impétuosité ordinaire dans cette nouvelle voie ; il trama une coalition pour l'expulsion des Français et invita les autres alliés à y entrer. Louis XII, de son côté, convoqua un concile pour examiner la conduite du pape et donna l'ordre à son armée d'occuper les États-Romains.

L'arrivée des Français, qui s'emparèrent, le 21 mai 1511, de Bologne, alarma Ferdinand ; il avait atteint le but qu'il s'était proposé, en prenant part à la guerre, et regrettait d'être troublé dans des entreprises qui le concernaient de plus près. « Je ne sais pas, » écrivait Pierre Martyr, à cette époque, « à quoi le roi se résoudra ; il désire poursuivre le cours de ses conquêtes en Afrique et éprouve une répugnance naturelle à rompre avec son allié, le roi de France. Mais je ne sais comment il pourrait refuser de soutenir le pape et l'Église, de défendre non seulement la cause de la religion, mais celle de la liberté ; car, si les Français s'emparent de Rome, la liberté de toute l'Italie et de toute l'Europe est en danger. »

Ferdinand était du même avis; aussi fit-il, à plusieurs reprises, de vives représentations à Louis XII, sur ses actes d'hostilité contre le saint-siége; il le priait de ne pas troubler la paix de la chrétienté et, plus particulièrement, de ne pas l'entraver dans le pieux dessein que lui-même avait formé de porter les bannières de la croix dans toute l'Afrique païenne. Le ton doucereux et amical de ces communications, dit Guichardin, remplit Louis XII de défiance au sujet de son royal frère, et on l'entendit dire, en parlant des grands préparatifs faits sur terre et sur mer par celui-ci : « Je suis le Sarrasin contre lequel ils sont dirigés. »

Pour mieux gagner Ferdinand à ses intérêts, le pape lui accorda l'investiture, si longtemps différée, de Naples, aux mêmes conditions faciles qui avaient été faites auparavant à la maison d'Aragon. Sa sainteté le releva, en outre, de l'obligation inscrite dans son contrat de mariage, en vertu duquel la moitié de ce royaume devait faire retour à la couronne de France, au cas où Germaine mourrait sans enfant; ce pouvoir que s'arrogeaient les papes d'annuler tous les engagements, à la grande satisfaction des princes qui étaient dans leurs bonnes grâces, est, sans contredit, le plus grossier outrage qui ait été fait à la raison humaine par la superstition [1].

Le 4 octobre 1511, un traité fut conclu entre Jules II, Ferdinand et Venise, dans le but déclaré de protéger l'Église, c'est à dire, en d'autres termes, d'expulser les Français de

[1] L'acte d'investiture était daté du 3 juillet 1510; au mois d'août suivant, le pontife renonça au service féodal pour le tribut annuel d'un cheval blanc et un secours de 300 lances lorsque les domaines de l'Église seraient envahis. Le pape avait jusque-là refusé l'investiture, excepté aux conditions les plus exorbitantes; ce qui mécontenta tellement Ferdinand qu'il passa par Ostie à son retour de Naples, sans daigner voir le pontife, qui s'était rendu dans cette ville pour avoir une entrevue avec lui.

l'Italie; à raison de ce motif pieux, la coalition prit le nom de sainte ligue. Le roi d'Aragon s'engagea à fournir douze cents hommes de grosse cavalerie et mille chevau-légers, dix mille hommes d'infanterie et une escadre de onze galères, qui devait agir de concert avec la flotte vénitienne. Les forces combinées étaient placées sous le commandement de Hugues de Cardona, vice-roi de Naples, diplomate poli et insinuant, qui n'avait ni la résolution ni l'expérience nécessaires à un général; le vieux pape l'appelait ironiquement « madame Cardona. » Certainement la reine Isabelle n'eût jamais fait un pareil choix; aussi la faveur imméritée témoignée à ce seigneur, en cette occasion et dans d'autres, fit-elle soupçonner qu'il était plus proche parent de Ferdinand qu'on ne le savait.

Au commencement de 1512, la France, sans autre allié hors de l'Italie que le perfide et vacillant empereur d'Allemagne, avait, grâce à de puissants efforts, mis en campagne une armée supérieure à celle de la ligue, par le nombre et plus encore par le mérite de son commandant, Gaston de Foix, duc de Nemours, frère de la reine d'Aragon. Malgré son extrême jeunesse, il n'avait que vingt-deux ans, Gaston de Foix était mûr d'esprit et possédait de rares talents militaires; il introduisit une discipline plus sévère parmi ses soldats et adopta une tactique toute nouvelle; il poursuivait son but, avec une indifférence complète pour les moyens qui devaient l'y conduire. Il ne tint aucun compte de la difficulté des routes ou de l'inclémence de la saison, qui auparavant amenaient une suspension des opérations militaires; il s'avança avec une rapidité inouïe à cette époque, à travers des marécages effrayants et malgré la neige. Moins de quinze jours après son départ de Milan, il avait secouru, le 5 février,

Bologne, assiégée par les alliés, fait une contre-marche sur Brescia, défait en route un détachement ennemi, battu toute l'armée vénitienne sous les murs de cette place, et, le même jour où il remportait cette dernière victoire, pris Brescia d'assaut. Après avoir perdu quelques semaines dans les fêtes du carnaval, il repartit et, descendant sur Ravenne, réussit à décider l'armée alliée à lui livrer bataille, près de cette ville. Ferdinand, qui comprenait parfaitement la différence de caractère des soldats français et espagnols, avait recommandé à son général de temporiser comme Gonsalve de Cordoue et d'éviter le plus longtemps possible une rencontre avec l'ennemi.

Cette lutte, engagée entre des forces très nombreuses, le 11 avril 1512, fut une des plus meurtrières qui eussent, depuis un siècle, ensanglanté les plaines riantes de l'Italie. D'après des rapports authentiques, il n'y eut pas moins de dix-huit à vingt mille hommes tués, y compris des membres de la première noblesse de France et d'Italie. Le vice-roi Cardona battit en retraite un peu trop tôt pour sa gloire; mais l'infanterie espagnole, commandée par le comte Pedro Navarro, soutint dignement la réputation qu'elle avait acquise sous le Grand Capitaine; au commencement de la journée, elle occupait une position où elle était à couvert du feu terrible de l'artillerie d'Este, alors la mieux montée et la mieux servie de toute l'Europe; lorsqu'enfin elle se mit en mouvement, Navarro la conduisit contre une épaisse colonne de lansquenets, qui, armés de la longue pique allemande, faisaient tout plier devant eux. Les Espagnols reçurent les coups qu'on leur portait sur l'armure de fer dont ils étaient couverts, puis, se glissant adroitement dans les rangs ennemis, ils firent avec leur épée courte de

tels ravages parmi leurs adversaires, qui n'avaient que le devant du corps protégé par leur cuirasse et ne pouvaient faire usage de leur longue pique, que ceux-ci furent mis en désordre, puis en déroute complète. C'était la répétition de l'expérience faite plus d'une fois dans ces guerres, mais jamais aussi en grand; la supériorité des armes espagnoles était ainsi pleinement établie [1].

L'infanterie italienne, qui avait reculé devant les lansquenets, se rallia, grâce à cette diversion; mais, à la fin, la gendarmerie française, conduite par Ives d'Alègre, qui perdit sa vie dans la mêlée, donna en masse et força les alliés de lâcher pied. Cependant la retraite des Espagnols se fit dans un ordre admirable, et ils ne rompirent pas les rangs, tout en se retournant à chaque instant pour repousser ceux qui les poursuivaient. Dans ce moment critique, Gaston de Foix, enflé de son succès et furieux de voir ces braves soldats se retirer avec tant de sang-froid, les chargea furieusement à la tête de ses chevaliers, dans l'espoir de les mettre en désordre; malheureusement, son cheval blessé tomba sous lui. En vain ceux qui le suivaient crièrent : « C'est notre vice-roi, le frère de votre reine! » Ces mots n'eurent aucun pouvoir sur les Espagnols, qui se jetèrent sur le jeune général et le tuèrent; il avait reçu quatorze ou quinze blessures au visage, bonne preuve, dit le loyal serviteur, « que le gentil prince n'avait jamais tourné le dos. »

Il y a peu d'exemples dans l'histoire, si même il y en a, d'une carrière aussi courte et, en même temps, aussi bril-

[1] Machiavel rend justice à la bravoure de cette infanterie, dont la conduite en cette journée lui fournit une excellente occasion de comparer le mérite relatif des armes espagnoles ou plutôt romaines et des allemandes.

lante que celle de Gaston de Foix; ce jeune prince méritait bien d'être appelé par ses compatriotes « la foudre de l'Italie. » Il n'avait pas seulement donné des promesses extraordinaires, il avait, en quelques mois, accompli des faits d'armes qui pouvaient faire craindre aux plus grandes puissances de la péninsule la perte de leurs possessions. Ses talents précoces, l'âge auquel il prit le commandement des armées, et, sous certains rapports, sa tactique fournissent des points de comparaison avec la jeunesse de Napoléon.

Malheureusement, cette glorieuse renommée est souillée par une indifférence pour le sang versé, d'autant plus odieuse que ce général était trop jeune pour s'être endurci le cœur par une longue habitude du métier des armes. Cependant c'était peut-être la faute, moins de l'homme, que du siècle où il vécut; car il n'y en eut certainement jamais un où les guerres furent signalées par une brutalité plus grande, par une plus implacable férocité [1]; tant les progrès de la civilisation avaient peu fait pour l'humanité! Ce n'est qu'à une époque plus récente que des sentiments plus généreux se sont fait jour; que l'on a reconnu qu'un homme ne cesse pas d'être notre semblable parce qu'il est notre ennemi; que des lois conventionnelles ont été établies pour adoucir les

[1] Un fait arrivé pendant la guerre de la ligue, en 1510, peut suffire comme exemple. A la prise de Vicence par les impérialistes, mille ou, d'après certains récits, six mille habitants se réfugièrent dans une grotte voisine avec leurs femmes et leurs enfants, y compris plusieurs des principales familles de la ville. Un officier français, ayant découvert leur retraite, fit entasser à l'ouverture de la caverne des fagots auxquels on mit le feu; de toute cette foule de fuyards un seul échappa, et ces cadavres noircis, défigurés, ne témoignaient que trop clairement des cruelles souffrances infligées à ces malheureux. Bayard fit exécuter sur place deux des auteurs de ce crime diabolique; mais le « chevalier sans reproche » était une exception dans ce siècle de violence sauvage.

maux d'un état qui, malgré tout, est fécond en indicibles misères; enfin, que les arbitres des destinées des nations ont compris qu'il y a bien plus de gloire et de profit à prévenir une guerre qu'à la soutenir.

La défaite de Ravenne jeta la terreur parmi les confédérés; l'audacieux Jules II s'émut et, sans les ambassadeurs d'Espagne et de Venise qui l'encouragèrent, il eût fléchi dans sa résolution. Ferdinand donna l'ordre au Grand Capitaine de se tenir prêt à prendre le commandement de l'armée qu'il allait envoyer à Naples; rien ne pouvait mieux prouver combien il était effrayé.

Cependant la victoire de Ravenne fut plus funeste aux vainqueurs qu'aux vaincus. Une suite ininterrompue de succès, par l'éclat trompeur dont ils couvrent le nom du général, dispose les soldats à compter moins sur eux-mêmes que sur un seul homme, jusqu'alors invincible, de manière que leur sort est fatalement lié à celui de leur commandant. La mort de Gaston de Foix parut rompre les liens qui avaient uni les Français; les officiers se querellèrent, les soldats se laissèrent aller au découragement et cessèrent de s'attacher à leurs devoirs. Les alliés, instruits de cet état de choses, reprirent confiance et redoublèrent d'efforts. Ferdinand avait usé de son influence sur son gendre, Henri VIII d'Angleterre, pour le faire entrer publiquement dans la ligue, au commencement de cette année [1]; il avait eu aussi l'adresse de détacher l'empereur de la France, avant la

[1] Il y avait adhéré dès le 17 novembre de l'année précédente; il différa cependant de publier le traité jusqu'à ce qu'il eût reçu tout le subside que Louis XII s'était engagé à lui payer pour observer la neutralité. Le chevaleresque Henri VIII lui-même ne pouvait échapper à l'esprit de fourberie qui caractérisait son temps.

bataille, en négociant une trêve entre Venise et Maximilien. Les Français, menacés, harcelés de tous côtés, commencèrent alors leur retraite sous le brave La Palice, réduits à un tel degré de faiblesse, que, moins de trois mois après leur fatale victoire, le 28 juin, ils étaient au pied des Alpes, ayant évacué non seulement le pays qu'ils venaient de conquérir, mais tout celui qu'ils occupaient au nord de l'Italie.

On vit alors se renouveler ce qui s'était passé, lors de la dernière guerre contre Venise. Les alliés ne s'entendirent pas sur le partage du butin. La république, qui avait le plus de droits, obtint le moins; elle se vit condamnée à descendre au second rang parmi les nations. Ferdinand s'éleva vivement auprès du pape et, plus tard, auprès de Maximilien, par l'entremise de l'ambassadeur vénitien, contre cette maladroite politique; il échoua dans ses efforts contre l'indifférence de l'un et la cupidité de l'autre. Ce que le prudent monarque avait prévu arriva; Venise fut poussée dans les bras de son ancien et perfide allié, et, le 23 mars 1513, un traité définitif fut conclu entre ces deux États pour leur défense mutuelle. Ainsi l'auxiliaire le plus important se détacha de la ligue, tous les avantages que l'on venait de gagner furent compromis, de nouvelles combinaisons se formèrent et une nouvelle perspective de luttes interminables fut ouverte.

Ferdinand, délivré pour le moment de toutes ses craintes du côté des Français, prit comparativement peu d'intérêt à la politique italienne; il était trop occupé de consolider ses conquêtes dans la Navarre. Son armée, sous les ordres de Cardona, tenait encore la campagne dans le nord de l'Italie. Le vice-roi, après avoir rétabli les Médicis à Florence, s'endormit dans l'inaction. Pendant ce temps, les Français

s'étaient de nouveau réunis en forces et, passant les montagnes, avaient livré aux Suisses, le 6 juin 1513, une sanglante bataille à Novare, où ils furent mis en déroute complète. Cardona, sortant alors de sa léthargie, traversa le Milanais sans obstacle, dévastant l'ancien territoire de Venise, brûlant les palais et les villas de ses riches habitants sur les bords magnifiques de la Brenta, et approchant si près de la superbe « reine de l'Adriatique, » qu'il jeta quelques boulets perdus dans le couvent de San-Secondo.

L'indignation des Vénitiens et d'Alviano, le même général qui avait combattu si bravement sous les ordres de Gonsalve, aux bords du Garigliano, les poussa à un engagement avec les alliés, le 7 octobre, près de La Motta, à deux milles de Vicenze. Cardona, chargé de butin et embarrassé dans les défilés des montagnes, se trouvait dans une position désavantageuse; ses auxiliaires allemands se débandèrent devant l'attaque impétueuse d'Alviano, mais l'infanterie espagnole ne recula pas et réussit, par sa discipline et sa valeur extraordinaires, à changer la fortune de la journée. Plus de quatre mille Vénitiens restèrent sur le champ de bataille, et un grand nombre de prisonniers, dont plusieurs de haut rang, avec tous les bagages et l'artillerie, tombèrent aux mains des vainqueurs.

Ainsi finit la campagne de 1513. Les Français avaient été de nouveau chassés au delà des Alpes; Venise, abritée derrière ses forts entourés par la mer, avait été forcée d'enrôler pour sa défense ses artisans et ses laboureurs, mais elle était encore féconde en ressources et forte surtout par le patriotisme, par l'indomptable énergie de ses habitants.

CHAPITRE XXIII.

CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

(1512-1513.)

Les souverains de Navarre. — Demande de passage par Ferdinand. — Invasion et conquête de la Navarre. — Traité d'Orthès. — Annexion du pays conquis à l'Espagne. — Examen de la conduite de Ferdinand. — Flagrant abus de la victoire.

Pendant que les Espagnols cueillaient de stériles lauriers sur les champs de bataille de l'Italie, le roi d'Aragon annexait à ses États un territoire voisin. Le lecteur a déjà vu comment le sceptre de la Navarre avait passé, en 1479, des mains ensanglantées d'Éléonore, sœur de Ferdinand, laquelle régna quelques jours, dans celles de Phébus, petit-fils de cette princesse. Une fatale destinée pesait sur la maison de Foix; Phébus mourut au bout de quatre ans et laissa sa couronne à sa sœur Catherine, en 1483.

Ferdinand et Isabelle, si désireux d'agrandir leurs États en leur donnant les limites géographiques que la nature paraissait leur avoir assignées, ne devaient pas, on le comprend, laisser échapper l'occasion qui s'offrait d'annexer à

leur royaume la Navarre jusqu'alors indépendante, par le mariage de leur fils, héritier présomptif du trône, avec la princesse Catherine. Mais tous leurs efforts furent déjoués par la reine-mère, Madeleine, sœur de Louis XI, qui, sacrifiant les intérêts de la nation à ses préjugés, éluda sous différents prétextes les propositions qui lui étaient faites, et finit par unir sa fille avec un seigneur français, Jean d'Albret, qui devait hériter de vastes domaines dans le voisinage de la Navarre. C'était là une funeste erreur; la Navarre avait maintenu jusque-là son indépendance, moins par ses propres forces, que par la faiblesse de ses voisins; mais, maintenant que les petits États dont elle était entourée avaient été absorbés dans deux grands et puissants royaumes, on ne devait pas attendre qu'une barrière aussi faible fût longtemps respectée ou qu'elle résistât au premier choc de ces forces formidables. Cependant si les princes navarrais perdaient leur royaume, ils pouvaient au moins conserver leur rang en s'unissant avec les familles régnantes de France ou d'Espagne; ils perdaient l'un et l'autre par un mariage avec un simple seigneur.

Les relations les plus amicales ne subsistèrent pas moins entre Ferdinand et sa nièce, du vivant d'Isabelle; les souverains catholiques aidèrent Catherine à rentrer en possession de son pays soulevé et à étouffer les factions ennemies des Beaumont et des Agramont, qui le désolaient depuis longtemps; ils la secoururent dans sa lutte contre son oncle Jean, vicomte de Narbonne, qui réclamait la couronne sous le faux prétexte qu'elle ne pouvait revenir qu'aux héritiers mâles. L'alliance avec l'Espagne devint plus étroite encore, par suite de l'intention manifestée par Louis XII de soutenir son neveu, Gaston de Foix, dans les prétentions déjà

exprimées par le père de celui-ci ; mais la mort du jeune héros à Ravenne amena un changement complet dans les relations des deux pays. La Navarre n'avait plus rien à craindre de la France, pour le moment, et elle avait bien des sujets de se défier de l'Espagne, surtout à cause de la protection accordée aux Beaumont exilés, à la tête desquels se trouvait le jeune comte de Lerin, neveu de Ferdinand.

Louis XII, seul et obligé de tenir tête au reste de l'Europe, regardait une alliance avec la Navarre comme très importante pour lui, surtout dans un moment où le projet d'une expédition contre la Guienne, par les armées combinées d'Espagne et d'Angleterre, lui faisait naturellement désirer l'appui d'un prince, qui portait à sa ceinture les clefs des Pyrénées, comme le roi de Sardaigne, celles des Alpes. Le roi et la reine de Navarre envoyèrent donc leurs plénipotentiaires à Blois, au commencement de mai, peu de temps après la bataille de Ravenne, avec des pleins pouvoirs pour conclure un traité d'alliance et de confédération avec le roi de France.

Sur ces entrefaites, le 8 juin, une escadre anglaise, ayant à bord dix mille hommes, sous les ordres de Thomas Grey, marquis de Dorset, était arrivée en Guipuscoa, dans le but de coopérer à une attaque contre la Guienne, avec l'armée espagnole. Celle-ci, composée de deux mille cinq cents hommes de cavalerie, grosse et légère, de six mille fantassins et de vingt pièces d'artillerie, était commandée par le vieux don Fadrique de Tolède, duc d'Albe, aïeul du général qui écrivit son nom en lettres de sang dans l'histoire des Pays-Bas, sous Philippe II. Cependant, avant de faire aucun mouvement, Ferdinand, qui connaissait les dispositions équivoques des souverains de la Navarre, voulut s'assurer de leur neutralité,

car ils pouvaient, quelque route que suivissent ses troupes, les inquiéter dans leur marche; il les pria donc de le laisser passer par leurs États, exigeant, en outre, que, pour répondre de leur neutralité, six de leurs principales forteresses fussent confiées à des Navarrais qu'il désignerait lui-même. Il leur proposa enfin d'entrer dans la sainte ligue, s'engageant, dans ce cas, à leur rendre certaines villes qu'ils réclamaient et à les protéger, avec ses alliés, contre toute tentative d'agression de la part de la France.

La situation de ces malheureux princes était embarrassante au plus haut point; il leur fallait renoncer à cette neutralité qu'ils avaient si longtemps et si prudemment maintenue, et, quelque parti qu'ils prissent, compromettre leurs possessions, de l'un ou de l'autre côté des Pyrénées, en échange d'un allié dont l'amitié, ils l'avaient souvent éprouvé, était aussi dangereuse que l'inimitié. Ne sachant comment sortir de ce dilemme, ils envoyèrent des ambassadeurs en Castille, pour faire modifier ces propositions ou, du moins, pour prolonger les négociations jusqu'à ce qu'eux-mêmes eussent pris un arrangement définitif avec Louis XII.

Le 17 juillet, leurs plénipotentiaires signèrent, à Blois, un traité par lequel la France et la Navarre s'engageaient à se défendre mutuellement, en cas d'attaque, contre leurs ennemis, quels qu'ils fussent. Dans une autre clause, évidemment dirigée contre l'Espagne, il était stipulé qu'aucune des parties contractantes ne laisserait passer les ennemis de l'autre par son territoire. Enfin, les souverains navarrais s'engageaient à déclarer la guerre aux Anglais, alors réunis dans le pays de Guipuscoa, et à tous ceux qui les secourraient.

Par un singulier hasard, Ferdinand connut les principaux

articles de ce traité, avant même qu'il fût signé[1]. Son armée était restée inactive dans ses quartiers, autour de Vittoria, depuis le débarquement des Anglais. Il vit qu'il n'y avait plus rien à espérer des négociations, et, voulant prévenir le coup dont il était menacé, il ordonna à son général d'envahir sur-le-champ la Navarre et de l'occuper.

Le duc d'Albe passa la frontière, le 21 juillet, proclamant qu'il ne ferait aucun mal à ceux qui se soumettraient volontairement; le 23, il arrivait devant Pampelune. Le roi Jean, qui, pendant tout le temps qu'il avait joué avec le lion, n'avait pas fait des préparatifs de défense, avait déjà fui, laissant les habitants traiter avec l'ennemi, comme ils le pourraient. Le lendemain la ville se rendit, sur l'assurance que l'on respecterait ses franchises et ses immunités, « circonstance, » s'écria dévotement le roi catholique, « dans laquelle on distingue facilement la main de Dieu, dont l'intervention miraculeuse a été visible dans toute cette expédition, entreprise pour le bien de l'Église et l'extirpation de l'hérésie maudite. »

Sur ces entrefaites, le prince Jean, retiré à Lumbier, avait réclamé l'assistance du duc de Longueville, qui campait sur la frontière du nord pour couvrir Bayonne; mais ce général, craignant les Anglais qui occupaient le pays de Guipuscoa, n'osa pas affaiblir son armée par l'envoi d'un détachement dans la Navarre, et le malheureux roi, aban-

[1] Un secrétaire privé du roi Jean de Navarre fut tué dans son sommeil par sa maîtresse; ses papiers, renfermant les principales stipulations du traité projeté avec la France, tombèrent dans les mains d'un prêtre de Pampelune, qui, espérant une récompense, les livra à Ferdinand. Le fait est rapporté par Martyr dans une lettre du 18 juillet 1512; l'exactitude de ce récit est attestée par la conformité des conditions proposées avec celles du traité conclu.

donné à la fois par ses sujets et par son nouvel allié, dut passer les montagnes et se réfugier avec sa famille en France.

Le duc d'Albe poursuivit son succès, sans perdre de temps; il commença par publier une proclamation de Ferdinand, lequel déclarait n'avoir d'autre intention que d'occuper le pays, en garantie des dispositions pacifiques de ses souverains, jusqu'à la fin de l'expédition contre la Guienne. Quoi qu'il en soit, le duc rencontra si peu de résistance, qu'en moins de quinze jours il avait parcouru et soumis presque toute la haute Navarre. Il ne fallut pas plus longtemps pour détruire une monarchie qui, malgré la ruse et la violence, avait maintenu son indépendance, sauf en certains moments, pendant sept siècles.

En voyant ces événements extraordinaires, nous sommes porté à mettre en doute le talent et le courage d'un prince, qui pouvait si facilement et sans coup férir perdre son royaume. Jean avait cependant prouvé, en plus d'une occasion, qu'il ne manquait ni de l'une ni de l'autre de ces qualités; mais il ne convenait pas, il faut l'avouer, au temps rude et agité où il vécut. Il était aimable, ami du plaisir et si peu jaloux de sa dignité royale, qu'il prenait sa part des danses et des divertissements de ses plus humbles sujets; son plus grand défaut était la facilité avec laquelle il se reposait du fardeau du gouvernement sur des favoris, qui n'étaient pas toujours dignes de sa confiance. Il aimait les lettres; c'est son plus beau titre à la gloire. Il n'était malheureusement pas capable de se tirer de sa position périlleuse, ni de lutter avec un adversaire rusé et résolu. Des hommes doués de plus grands talents que lui n'auraient peut-être pu faire davantage; le temps était arrivé où, selon le cours régulier

des choses, la Navarre devait tomber dans la dépendance des deux grandes nations, ses voisines, qui, attirées par sa force naturelle et par sa faiblesse politique, devaient, une fois délivrées de leurs dissensions intestines, réclamer chacune la moitié qui semblait destinée à être comprise dans ses limites territoriales. Des événements particuliers pouvaient accélérer ou retarder ce résultat, mais il n'était pas au pouvoir du génie humain de l'empêcher.

Le roi d'Aragon, qui se voyait menacé du côté de la France, résolut de ne pas attendre l'attaque; il ordonna donc à son général de passer les Pyrénées et d'occuper la basse Navarre. Il comptait, mais à tort, sur l'appui des Anglais; le marquis de Dorset allégua qu'à cause du temps pris par la conquête de la Navarre, il était trop tard pour tenter une expédition contre la Guienne, qui avait été mise en état de défense. Il déclara hautement que son maître avait été la dupe du roi d'Aragon, qui ne s'était servi de son allié que pour agrandir ses propres États, et, en dépit de toutes les remontrances, il se rembarqua avec toutes ses troupes, sans attendre des ordres; « procédé, » dit Ferdinand, dans une de ses lettres, « qui m'afflige profondément à cause de la tache qu'il imprime au nom du roi sérénissime, mon gendre, et à la gloire de la nation anglaise, si distinguée jadis par son esprit aventureux et chevaleresque. »

Le duc d'Albe, seul, n'était pas en état de tenir tête aux Français sous le commandement du duc de Longueville, qui venait de recevoir le corps de vétérans ramené d'Italie par le brave La Palice; il faillit même être écrasé entre les deux armées et ne réussit qu'en devançant de quelques heures La Palice, à se retirer en bon ordre par le défilé de Ronce-

vaux et à se jeter dans Pampelune. Il fut bientôt rejoint par le général français, accompagné de Jean d'Albret. Le 27 novembre, les assiégeants donnèrent, mais en vain, un assaut furieux à la ville; les deux jours suivants, ils recommencèrent l'attaque, sans plus de succès. Mais ils manquaient de vivres et, après un siége de quelques semaines, apprenant l'arrivée prochaine de nouveaux renforts conduits par le duc de Najara, ils levèrent le camp et repassèrent les Pyrénées; le malheureux roi de Navarre avait perdu tout espoir de remonter jamais sur son trône.

Le 1er avril de l'année suivante, 1513, Ferdinand conclut avec Louis XII une trêve, relativement à leurs possessions respectives à l'ouest des Alpes; elle devait durer un an et fut ensuite renouvelée pour le même laps de temps. Cet arrangement, par lequel Louis XII sacrifia les intérêts de son allié, Jean d'Albret, donna au roi d'Aragon le temps de se fortifier dans ses nouvelles conquêtes, tandis qu'il laissait la guerre ouverte dans un pays où, il le savait bien, d'autres étaient plus intéressés que lui-même à la poursuivre avec vigueur. Ce traité, il faut le reconnaître, pouvait mieux se justifier au point de vue de la politique qu'à celui de la bonne foi. Les alliés se plaignirent hautement de la perfidie de Ferdinand, qui avait sans scrupule trahi l'intérêt commun, en délivrant la France des craintes d'une invasion en Guyenne. L'homme qui agit mal ne peut alléguer pour sa justification que d'autres n'ont pas agi mieux; mais celui qui se rend coupable d'une perfidie, et il n'y avait aucun des alliés qui ne se fût montré déloyal, n'a pas le droit de se plaindre qu'on soit perfide à son égard [1].

[1] Le 5 avril, un traité fut conclu à Malines au nom de Ferdinand, du roi

Ferdinand profita de la trêve pour s'affermir dans sa nouvelle conquête. Il transféra sa résidence à Burgos, puis à Logrono, pour être plus près du théâtre de ses opérations; il renforça, ravitailla son armée, et exprima même l'intention, malgré le mauvais état de sa santé, de prendre en personne le commandement. Avec sa sagacité ordinaire, il prit différentes mesures pour améliorer la situation intérieure du pays, en calmant les discussions intestines, qui n'avaient pas été moins funestes à Jean d'Albret que le bras de ses ennemis, et, pour gagner l'affection de ses nouveaux sujets, il confirma et étendit leurs immunités et leurs priviléges municipaux.

d'Angleterre, de l'empereur et du pape; l'envoyé castillan, don Louis Carroz, n'était pas présent à Malines, mais il le ratifia et y adhéra solennellement pour son souverain, à Londres, le 18 avril. Par cet acte l'Espagne s'engageait à attaquer la France dans la Guienne, tandis que les autres puissances l'appuieraient par une diversion sur d'autres points. C'était contrevenir directement au traité signé cinq jours auparavant seulement à Orthès, et, si cette clause fut écrite avec l'assentiment de Ferdinand, il faut avouer que c'était là un inutile étalage de perfidie à peine égalée de ce temps. Aussi cette conduite est-elle naturellement flétrie par les historiens français, du moins ceux d'une époque postérieure, car nous ne trouvons aucune observation à ce sujet chez les écrivains contemporains. Ferdinand, lorsqu'il fut invité, l'été suivant, par Henri VIII à ratifier les actes de son ministre, refusa en alléguant que celui-ci avait transgressé ses pouvoirs. Les écrivains espagnols ne parlent pas de cette affaire. Ce qui peut faire supposer que Ferdinand disait vrai, c'est qu'un des articles porta que, s'il refuse de confirmer le traité, celui-ci n'en existera pas moins entre l'Angleterre et l'empereur; cela peut sembler prouver qu'une pareille éventualité était prévue. Les traités publics ont, pour des motifs visibles, été généralement admis comme la base la plus sûre de l'histoire; c'est une chose dont pourrait bien douter celui qui essaie de concilier les discordances et les contradictions qui abondent dans les traités de cette époque. La science de la diplomatie, telle qu'elle était alors pratiquée, n'était qu'une lutte de finesse et de fausseté; aussi, plus les parties protestaient solennellement de leur bonne foi, plus il fallait se défier de leur sincérité.

Le 25 mars 1513, les états de Navarre prêtèrent serment de fidélité au roi d'Aragon, et, le 15 juin 1515, celui-ci proclama solennellement devant les cortès tenues à Burgos la réunion de ce royaume à la Castille. Cette déclaration excita un certain étonnement, car la Navarre était plus voisine de l'Aragon, mais Ferdinand devait principalement sa conquête à la Castille, qui pouvait mieux la garder, étant plus puissante. En outre, il pensait que les Navarrais, naturellement factieux et turbulents, seraient plus faciles à gouverner unis aux Castillans qu'aux Aragonais, qui, plus indépendants, revendiquaient souvent leurs droits avec cette hardiesse qui déplait aux rois. Enfin il désespérait d'avoir des enfants de son second mariage, qui avait diminué ses intérêts personnels, en agrandissant ses domaines héréditaires.

Les historiens étrangers considèrent la conquête de la Navarre comme une usurpation audacieuse, criminelle, d'autant plus odieuse qu'elle se couvrait du masque de la religion. D'un autre côté, les écrivains nationaux ont pris à tâche de la justifier; les uns font dériver le droit de la Castille de son ancienne union avec ce pays, presque aussi ancienne que l'arrivée des Sarrasins, les autres démontrent l'utilité de cette mesure et les avantages de la réunion pour les deux royaumes; arguments qui prouvent la faiblesse de la cause [1]. Tous invoquent plus ou moins la fameuse bulle

[1] Le digne chanoine Salazar de Mendoza, à l'exemple de Lebrija, il est vrai, trouve une suffisante justification de l'envahissement de la Navarre dans le rigoureux traitement infligé par les Hébreux au peuple d'Ephron et à Sihon, roi des Amorites. On peut s'étonner de voir un chrétien s'autoriser des actes d'une race qu'il hait tant, au lieu des sublimes préceptes du fondateur de sa religion; mais, en réalité, les meilleurs casuistes sont bien peu chrétiens.

de Jules II, en date du 18 février 1512, excommuniant les souverains de la Navarre comme hérétiques, schismatiques et ennemis de l'Église; déliant leurs sujets du serment de fidélité, mettant leur royaume sous interdit et le donnant à celui qui voudrait le prendre ou l'aurait déjà pris; la plupart même se fondent purement et simplement sur cette bulle, comme justifiant et commandant la conquête. Mais le silence du roi catholique à ce sujet, avant l'invasion, et depuis des historiens nationaux qui ont négligé de citer ce document, a fait douter de son existence; ces doutes ont été dissipés par la récente publication de cette pièce, mais, à notre avis, il y a de bonnes raisons de croire que celle-ci est postérieure à l'invasion. La bulle n'aurait donc pas été le motif de cette guerre, mais une sanction demandée plus tard au pontife pour en couvrir l'injustice et autoriser Ferdinand à en recueillir les fruits.

Mais, quelque autorité qu'une pareille sanction pût avoir au XVIe siècle, elle n'en a guère aujourd'hui, du moins hors d'Espagne; il n'y a qu'une manière de bien juger la question, c'est de se placer au point de vue des maximes de droit public, reconnues généralement comme la règle des relations entre les nations civilisées. Cette science, il est vrai, était imparfaitement connue à cette époque, mais, dans ses principes généraux, elle était, comme de nos jours, fondée sur la base immuable de la moralité et de la justice.

Reportons-nous un peu en arrière et examinons la cause immédiate de la guerre. Ferdinand avait demandé le passage libre pour ses troupes à travers la Navarre; cette demande était acceptable et, sans doute, eût été acceptée, dans des circonstances ordinaires, par un État neutre; mais celui-ci était, après tout, seul juge de la question, et il pouvait justi-

fier de plusieurs manières un refus. D'abord, il y avait du danger pour lui, qui était faible et sans défense, à donner cette autorisation ; en second lieu, ayant, par un traité antérieur avec l'Espagne, traité dont il avait reconnu la validité dans celui du 17 juillet avec la France, promis de refuser le passage à cette dernière puissance, il ne pouvait, sans sortir de la neutralité, l'accorder ensuite à l'Espagne ; enfin, à une demande juste on en ajoutait une autre, on exigeait qu'il livrât certaines forteresses, ce qui pouvait compromettre son indépendance.

Mais, si les souverains navarrais avaient ces raisons de répondre par un refus à Ferdinand, ils n'étaient pas autorisés à lui déclarer la guerre, comme ils le firent en réalité, lorsqu'ils conclurent un traité d'alliance défensive avec son ennemi, Louis XII, et s'engagèrent à combattre les Anglais et les alliés de ceux-ci, clause évidemment menaçante pour le roi catholique.

Il est vrai que le traité de Blois n'avait pas été ratifié par ces souverains, mais il avait été signé par leurs plénipotentiaires, munis de pleins pouvoirs à cet effet, et, vu les relations intimes existant entre les deux cours, il avait, sans doute, été fait avec leur assentiment. Dans cette situation, on ne devait pas supposer que Ferdinand, mis par hasard dans le secret de ces négociations, attendrait une déclaration formelle de guerre, se privant ainsi de l'avantage qu'il trouvait à prévenir l'ennemi.

Le droit de faire la guerre implique, en apparence, celui de recueillir les fruits de la victoire, mais en tenant compte de ces principes d'équité naturelle qui doivent régler tout acte public ou privé. Or, il n'y en a pas de plus évident que celui-ci, c'est que la peine doit être proportionnée à la faute ;

enlever aux souverains navarrais leur couronne, détruire l'existence politique de leur royaume, c'était là une rigueur qui ne pouvait se justifier que si les vaincus s'étaient rendus coupables d'offenses extraordinaires ou si les vainqueurs avait dû veiller à leur propre sûreté. Mais il n'en était pas ainsi dans ce cas, et l'on doit condamner la conduite du roi d'Aragon comme un flagrant exemple de l'abus du droit de conquête. Nous n'avons vu que trop souvent, de nos jours, de pareils actes d'injustice politique; mais si le grand nombre et l'éclat de ces crimes ont émoussé notre sensibilité, le mal ne peut pour son excuse invoquer des précédents.

Tout en condamnant le roi catholique, nous ne pouvons partager l'opinion de ceux qui, ayant étudié moins minutieusement la question, prétendent que cette usurpation avait été froidement préméditée. Ferdinand était, paraît-il, de bonne foi, dans ses premières demandes. Quant aux forteresses, il ne faisait que demander ce qui avait été accordé, du temps d'Isabelle, où cette occupation avait cessé au retour de la tranquillité. La proposition d'entrer dans la sainte ligue offrait tant d'avantages à la Navarre, que le roi, ignorant les relations intimes de ce pays avec la France, pouvait supposer qu'elle serait acceptée; dans un cas pareil, il n'y eût pas eu de prétextes à une invasion. Même après l'ouverture des hostilités, Ferdinand, à en juger non seulement par ses manifestes publics, mais par sa correspondance privée, parut disposé à n'occuper le pays que jusqu'à la fin de son expédition contre la France; mais la facilité de garder ces conquêtes, une fois faites, était une séduction trop grande pour qu'il pût y résister. Il lui était aisé de trouver un prétexte plausible pour sa justification et d'obte-

nir de la plus haute autorité qu'il y eût au monde une sanction, qui voilât cette iniquité aux yeux du monde et aux siens. Il n'est que trop vrai qu'il fut lui-même aveuglé, si, comme le rapporte un historien aragonais, il put, sur son lit de mort, déclarer « qu'indépendamment de la considération que la conquête avait été entreprise, à la prière du souverain-pontife, pour l'extirpation de l'hérésie, il avait la conscience aussi peu troublée en conservant cette couronne qu'en portant celle d'Aragon. »

CHAPITRE XXIV.

MORT DE FERDINAND.

(1513-1516)

Nomination de Gonsalve de Cordoue au commandement de l'armée d'Italie. — Enthousiasme général. — Défiance du roi. — Retraite de Gonsalve dans ses terres. — Déclin de sa santé. — Sa mort et son caractère. — Maladie de Ferdinand. — Progrès du mal. — Mort de Ferdinand. — Son caractère. — Comparaison avec Isabelle. — Jugement des contemporains.

Malgré le bon ordre que Ferdinand maintenait en Castille par sa conduite énergique, ainsi que par l'habileté avec laquelle il détournait vers des expéditions étrangères l'ardeur de ses sujets, il éprouvait encore des contrariétés de plus d'un genre. C'est ainsi que Maximilien réclamait la régence, comme aïeul paternel de l'héritier présomptif du trône ; il avait déjà exprimé plus d'une fois l'intention de venir lui-même en Castille revendiquer ses droits, et, bien que ce prince donquichottesque, qui avait passé sa vie à combattre des moulins à vent, n'eût guère fait sensation, ni par ses menaces ni par ses promesses, il avait fourni un prétexte à une faction opposée aux intérêts du roi catholique.

Dans l'hiver de 1509, par l'entremise de Louis XII, un

arrangement fut fait avec Maximilien, qui retira définitivement ses prétentions à la régence de Castille, à la condition que Ferdinand lui fournirait un secours de trois cents lances et lui abandonnerait les cinquante mille ducats qu'il devait recevoir de Pise; nulle somme d'argent n'était à dédaigner aux yeux d'un empereur dont les ressources étaient aussi faibles que ses projets étaient vastes et chimériques. Même après cette époque, le parti autrichien réussit à inquiéter le roi, en réclamant le gouvernement pour l'archiduc Charles, au nom de sa malheureuse mère; de sorte qu'à la fin le monarque commença à éprouver non seulement de la défiance, mais de l'aversion pour son petit-fils, tandis que celui-ci, à mesure qu'il avançait en âge, s'habituait à regarder son grand-père comme un usurpateur, qui l'avait dépouillé de son bien légitime.

Le soupçonneux Ferdinand était encore tourmenté par la jalousie qu'avait injustement éveillée chez lui son illustre sujet, Gonsalve de Cordoue; cette jalousie fut surtout excitée, lorsque des faits lui révélèrent d'une manière éclatante la popularité de ce général. Après la défaite de Ravenne, le pape et les autres alliés du roi d'Aragon le pressèrent vivement d'envoyer le Grand Capitaine en Italie, comme le seul homme capable de tenir tête à la France et de rétablir la fortune de la Ligue. Le roi, craignant pour ses propres États, accueillit à regret cette demande et ordonna à Gonsalve, en mai 1512, de se tenir prêt à prendre le commandement d'une armée qui devait être immédiatement levée pour l'Italie.

Cette nouvelle fut reçue avec enthousiasme par les Castillans; des volontaires de tout rang accoururent en foule sous les drapeaux d'un général, sous lequel il était glorieux de

servir. « Il semblait, » dit Martyr, « que l'Espagne allât livrer, jusqu'à la dernière goutte, son sang noble et généreux. Rien ne paraissait impossible, ni même difficile, avec un pareil chef. Il n'y avait, pour ainsi dire, pas dans tout le pays un cavalier qui ne regardât comme un déshonneur de rester en arrière. Tant est merveilleuse, » ajoute-t-il « l'autorité qu'il s'est acquise sur tous! »

Les volontaires affluaient en si grand nombre sous la bannière du Grand Capitaine, que l'on eut peine à recruter l'armée nécessaire pour la Navarre, alors menacée par les Français. Le roi, alarmé à cette vue et délivré pour le moment, par les nouvelles reçues d'Italie, des craintes d'une invasion dans le royaume de Naples, envoya des ordres qui réduisaient considérablement le chiffre de l'armée à lever; mais le succès ne répondit guère à son attente, car ceux qui avaient quelque fortune aimaient mieux servir à leurs propres frais sous Gonsalve, que d'être payés sous un autre général, et il y avait plus d'un pauvre cavalier qui avait dépensé tout son avoir ou s'était couvert de dettes, pour pouvoir s'équiper de manière à faire honneur à la chevalerie espagnole.

Ferdinand devint de plus en plus défiant de son général, devant ces preuves de son immense popularité; il voyait déjà Naples menacé d'un plus grand danger par son sujet que par l'ennemi le plus redoutable. Il avait d'ailleurs appris que les Français étaient en pleine retraite, se dirigeant vers le nord; il n'hésita plus et envoya, au mois d'août 1512, à Gonsalve, qui se trouvait à Cordoue, l'ordre de licencier les troupes, attendu que l'expédition serait ajournée jusqu'après l'hiver; il invitait en même temps les soldats à prendre du service pour la Navarre.

Cette nouvelle fut reçue avec indignation par toute l'ar-

mée. Presque tous les officiers refusèrent de se rendre à l'invitation qui leur était faite. Gonsalve, qui comprenait les motifs de ce changement de résolution, fut profondément sensible à cet affront; il enjoignit toutefois à ses soldats d'obéir à l'ordre qui leur était donné. Avant de les renvoyer, comme il savait qu'un grand nombre d'entre eux avaient fait des dépenses au dessus de leurs moyens, il leur fit des largesses pour l'énorme somme de cent mille ducats, si nous en croyons ses biographes. « Ne fermez jamais la main, » disait-il à son intendant, qui lui faisait des observations à ce sujet; « on ne peut mieux jouir de son bien qu'en le donnant. » Il écrivit ensuite au roi une lettre dans laquelle, donnant un libre cours à son indignation, il se plaignit amèrement que ses services eussent été si mal récompensés et demanda la permission de se retirer dans son duché de Terranova, dans le royaume de Naples, puisque sa présence n'était plus désormais utile en Espagne. Cette demande n'était pas faite pour calmer les soupçons de Ferdinand; il répondit toutefois « dans le style doux et aimable qu'il savait si bien prendre, » dit Zurita, et, après avoir exposé ses motifs pour renoncer, malgré lui, à l'expédition, il recommanda à Gonsalve de retourner à Loja, au moins jusqu'à ce qu'un arrangement eût été pris relativement aux affaires d'Italie.

Ainsi condamné à rentrer dans la retraite, le Grand Capitaine reprit son ancien genre de vie, ouvrant généreusement sa maison aux gens de mérite, s'occupant de projets pour l'amélioration du sort de ses vassaux et de ses voisins, et méritant plus la reconnaissance des hommes que le vainqueur couronné de lauriers sanglants. Pourquoi l'humanité ne préfère-t-elle pas cette gloire pure?

Le roi était encore chagriné de ne pas avoir d'enfant de son second mariage; ce qui lui faisait surtout désirer un fils, c'était sa haine contre la maison d'Autriche, haine si grande qu'il eût voulu diminuer le vaste héritage que devait un jour recueillir son petit-fils, Charles. Il faut l'avouer, cet empressement à sacrifier à un ressentiment personnel les nobles projets qu'il avait conçus avec Isabelle pour la consolidation de la monarchie, ne fait honneur ni au cœur ni à l'esprit de Ferdinand. Les vœux de celui-ci avaient été sur le point de se réaliser; la reine accoucha d'un fils, le 3 mars 1509; mais, comme si la Providence n'eût pas voulu différer la glorieuse réunion des États espagnols, si longtemps désirée et presque achevée, l'enfant ne vécut que quelques heures.

Dès lors Ferdinand devint de plus en plus chagrin. Il recourut à des moyens artificiels pour fortifier sa constitution, mais les drogues qu'il prit eurent un effet tout opposé. Du moins, depuis ce temps, l'été de 1513, il fut accablé d'infirmités qu'il n'avait jamais connues. Ce prince, qui s'était fait remarquer par son humeur égale et par son enjouement, devint impatient, irritable, et se montra souvent en proie à une noire mélancolie; il perdit tout goût pour les affaires et même pour les plaisirs, excepté la chasse à laquelle il donnait la plus grande partie de son temps. Miné par la fièvre, il ne se plaisait nulle part et, pendant les dernières années de sa vie, la cour fut constamment en voyage. Le malheureux monarque ne pouvait fuir son mal ni se fuir lui-même.

Dans l'été de 1515, ses serviteurs le trouvèrent une nuit dans un état d'insensibilité complète, d'où ils le tirèrent avec peine. Il eut cependant encore des moments d'énergie; c'est ainsi qu'il se rendit en Aragon pour présider les cortès

et obtenir des subsides que les nobles refusaient, par des motifs intéressés. Le roi ne réussit pas à vaincre cette résistance, mais il déploya, en cette occasion, son habileté et sa résolution habituelles.

De retour en Castille, où il parut toujours résider plus volontiers que dans son propre royaume d'Aragon, peut-être à cause de la sociabilité plus grande des Castillans, le roi reçut une nouvelle qui, dans la situation d'esprit où il était, le tourmenta vivement. Il apprit que le Grand Capitaine se préparait à s'embarquer pour les Flandres, avec son ami, le comte d'Urena, son neveu, le marquis de Priego, et son futur gendre, le comte de Cabra; quelques-uns insinuaient que Gonsalve allait prendre le commandement de l'armée papale en Italie; d'autres, qu'il allait rejoindre l'archiduc Charles, pour le conduire, s'il était possible, en Castille. Ferdinand, qui se cramponnait d'autant plus opiniâtrément au pouvoir, que celui-ci était plus près de lui échapper, ne douta pas que cette dernière supposition ne fût la vraie; il envoya donc l'ordre d'empêcher le départ projeté et de s'emparer, au besoin, de la personne du général; mais celui-ci devait bientôt partir pour un voyage dans lequel nul bras humain ne pouvait l'arrêter.

Dans l'automne de 1515, Gonsalve fut attaqué d'une fièvre quarte qui, au début, le fit peu souffrir. Sa constitution, naturellement bonne, avait été fortifiée par les rudes travaux de la vie militaire, et, quoiqu'il se fût toujours exposé sans crainte au danger, il avait été assez heureux pour ne jamais recevoir de blessure. Mais, si sa maladie n'avait pas d'abord paru inquiétante, il ne parvint pas à s'en délivrer, et il se retira à Grenade, espérant que l'air salubre de cette ville améliorerait sa santé. Tous les efforts tentés

pour sa guérison furent cependant impuissants et, le 2 décembre 1515, il expira dans les bras de sa femme et d'Elvire, sa fille bien-aimée.

La mort de cet homme illustre répandit la tristesse dans tout le pays; l'envie et les soupçons infâmes moururent avec lui. Le roi et la cour prirent le deuil; des services funèbres eurent lieu en l'honneur du défunt dans la chapelle royale et dans les principales églises du royaume. Ferdinand adressa à la veuve du héros une lettre de condoléance, dans laquelle il déplorait la perte d'un homme « qui lui avait rendu d'inestimables services et auquel il portait une sincère affection [1]! » Les obsèques de Gonsalve furent célébrées en grande pompe dans l'ancienne capitale des Mores, sous la surveillance du comte de Tendilla, fils et successeur du feu gouverneur de Grenade, l'ancien ami du général [2]. La dépouille mortelle du Grand Capitaine, d'abord portée dans le couvent des franciscains, fut par la suite transférée et déposée, sous un somptueux mausolée, dans l'église de Saint-Jérôme; cent bannières, suspendues aux murs du caveau, proclamaient les glorieux exploits du guerrier qui reposait à leur ombre [3]. La noble épouse du héros, dona

[1] Nous avons sous les yeux une copie d'une lettre autographe de Ferdinand à son chapelain, le père de Aponte; le monarque enjoint à celui-ci de se rendre auprès de la duchesse, pour lui offrir des consolations et l'assurer qu'elle continuera de jouir de la faveur de la protection royale. Le ton plein de sensibilité et de délicatesse avec lequel cette lettre est écrite fait honneur à Ferdinand.

[2] Pierre Martyr rapporte la mort de cet estimable seigneur, surchargé d'années et d'honneurs, dans une lettre du 18 juillet 1515, adressée au fils de Tendilla et pleine des consolations que cet aimable écrivain pouvait trouver dans son humeur douce et philosophique.

[3] Au sommet du monument on voyait la statue de marbre du Grand Capitaine, armé et agenouillé. Les bannières et les autres trophées mili-

Maria Manrique, lui survécut peu de jours; sa fille Elvire hérita des titres et des biens de son père, qui, par son mariage avec son parent, le comte de Cabra, se perpétuèrent dans la maison de Cordoue [1].

Gonsalve ou, comme on l'appelle en castillan, Gonzalo Hernandez de Cordova, était âgé de soixante-deux ans à l'époque de sa mort. Il était très beau de figure et de corps; ses manières, élégantes et aimables, étaient empreintes de cette dignité hautaine, qui caractérise l'Espagnol. « Il a encore, » dit Martyr, parlant des dernières années de sa vie, « cet air majestueux qu'il avait au temps de sa puissance; aussi tous ceux qui le voient sont-ils intimidés devant lui, comme à l'époque où, placé à la tête des armées, il dictait des lois à l'Italie. »

Des succès éclatants, dont se réjouit l'orgueil castillan, ont rendu le nom de Gonsalve aussi familier à ses compatriotes que celui du Cid, dont les faits d'armes, célébrés par la muse populaire, font partie de l'histoire nationale. Les qualités brillantes du général, plus même que ses exploits, ont souvent fourni un thème à la fiction, et celle-ci, comme toujours, a défiguré les uns et les autres, de manière à en

taires qui continuèrent à orner les murs de la chapelle jusqu'en 1600, d'après Pedraza, avaient disparu avant le XVIII[e] siècle; c'est du moins ce qui paraît résulter du silence de Colmenar à ce sujet dans la description du tombeau.

[1] Gonsalve fut créé, en Italie, duc de Terra-Nuova et de Sessa, et marquis de Bitonto, avec des domaines rapportant 40,000 ducats annuellement; il était aussi grand-connétable de Naples et noble de Venise. Dona Elvire transmit les honneurs princiers de son père à son fils, Gonzalo Hernandez de Cordoue, qui occupa, sous Charles-Quint, les positions de gouverneur de Milan et de capitaine-général de l'Italie. Ses descendants furent élevés, sous Philippe II, à un duché espagnol, avec le titre de ducs de Baena.

donner une idée fausse et confuse. On connaît plus Gonsalve, par exemple, à l'étranger, par l'intéressant roman de Florian que par des récits authentiques; cependant Florian, qui ne voit dans son héros que ce qui frappe le plus les yeux de la foule, l'a dépeint comme le véritable type de la chevalerie romantique; tel n'était certainement pas le Grand Capitaine, dont le caractère se forma dans un siècle plus avancé en civilisation que le temps de la chevalerie; du moins, on ne trouve pas chez lui les extravagances de ce temps, ces rêves chimériques, ce fol esprit d'aventures, cette sauvage et romanesque bravoure [1]. Ses qualités caractéristiques étaient la prudence, le sang-froid, la résolution et une profonde connaissance des hommes; surtout il comprenait parfaitement le caractère de ses concitoyens. On peut dire, en quelque sorte, qu'il forma leur esprit militaire; il leur apprit à supporter patiemment les fatigues et les privations, à obéir sans murmurer, à s'aguerrir contre les revers, à combattre avec une inébranlable fermeté. Grâce à lui, le soldat espagnol, entièrement transformé, ne ressembla plus au guerrier qui avait lutté contre les Mores dans la péninsule.

Gonsalve était exempt des vices grossiers qui déshonorèrent son époque; il ne montra jamais cette insatiable cupidité que l'on ne reprocha que trop souvent à ses compatriotes, dans ces guerres; il était, au contraire, fort généreux. Il ne se souilla pas de cette cruauté, de cette licence qui impriment une tache au siècle de la chevalerie; il s'empressa toujours de protéger les femmes contre les insultes et les outrages. Il n'abusa jamais des avantages que lui don-

[1] Gonzalve prit pour devise une arbalète à ressort, avec ces mots : « *Ingenium superat vires*, » qui caractérisaient bien un esprit qui se fait plus à l'habileté qu'à la force et à l'audace.

naient auprès des femmes la distinction de ses manières et l'élévation de son rang, et jamais aucun historien n'a pu l'accuser d'immoralité. C'était une vertu rare que la continence au XVIe siècle.

Le Grand Capitaine doit sa gloire à ses exploits militaires; cependant, sous bien des rapports, les paisibles travaux de la vie civile lui eussent, paraît-il, mieux convenu. Dans sa vice-royauté de Naples, il montra beaucoup de sagesse et de tact politique, et, dans ce royaume, comme plus tard dans la retraite, sa courtoisie et sa générosité le firent non seulement estimer, mais aimer de tous ceux qui l'entouraient. Son éducation, comme celle de la plupart des nobles qui naquirent avant les réformes faites par Isabelle, avait été celle d'un chevalier et non d'un lettré; il n'apprit jamais le latin et il n'avait pas de prétentions à l'érudition; mais il l'honorait et la récompensait libéralement chez les autres. Son bon sens, ses goûts généreux suppléaient à son défaut d'instruction; il choisit ses amis, ses compagnons parmi ceux qu'il jugeait les plus vertueux et les plus éclairés.

Cependant il y a une tache sur cette glorieuse réputation : Gonsalve manqua deux fois à sa parole, dans des circonstances mémorables, la première fois envers le jeune duc de Calabre, la seconde envers César Borgia, qu'il livra tous deux à son maître, leur ennemi personnel, au mépris des engagements les plus formels. Il est vrai qu'il obéissait à son souverain, avec désintéressement; il est vrai encore que la perfidie était le vice dominant de l'époque. Mais l'historien n'a pas le droit de transiger avec le mal et d'effacer du portrait de ses héros favoris l'ombre que leurs crimes projettent sur leur physionomie; il doit plutôt étaler ceux-ci au grand jour, comme étant d'autant plus odieux que le coupable

s'élève au dessus de la foule de ses semblables. On peut toutefois remarquer que l'impitoyable sévérité avec laquelle des écrivains étrangers, peu sensibles au mérite de Gonsalve, condamnent ces deux fautes, prouve assez clairement qu'elles sont les seules, un peu graves, qu'on puisse lui reprocher.

Quant à l'accusation de trahison, nous avons déjà dit qu'elle n'était apparemment fondée sur rien. Il serait, sans doute, étrange que l'ingratitude dont il avait eu à se plaindre, depuis son retour de Naples, n'eût pas provoqué son indignation, et il ne serait pas étonnant que, dans cette situation, il eût vu favorablement les prétentions que l'archiduc Charles, grandissant en âge, faisait valoir à la régence; mais c'est là une supposition gratuite, et on ne peut citer un acte contraire aux intérêts du roi. Sa vie publique tout entière témoigne de sa parfaite loyauté, et les seules taches qui souillent sa mémoire, il les dut à son obéissance aveugle aux ordres de son maître. Il n'est pas le premier et n'a pas été le dernier qui, pour avoir servi son roi plus même que Dieu, a été récompensé par la plus noire ingratitude.

Sur ces entrefaites, la santé du roi avait décliné rapidement et bientôt il devint évident qu'il ne survivrait pas longtemps à l'objet de sa jalousie; son mal avait dégénéré en une hydropisie, compliquée d'une affection du cœur; il ne respirait qu'avec peine, se plaignait de manquer d'air dans les villes populeuses et passait la plus grande partie de son temps, même pendant les premiers froids, dans les bois et dans les plaines, se livrant, autant que ses forces le lui permettaient, aux plaisirs fatigants de la chasse. L'hiver avançant, il se dirigea vers le midi; au mois de décembre, il s'arrêta quelques jours dans une terre du duc d'Albe, près de Placentia, où il courut le cerf. Il poursuivit ensuite son

voyage en Andalousie, mais, en janvier 1516, il tomba si malade en route, dans le petit village de Madrigalejo, près de Truxillo, qu'il lui fut impossible d'aller plus loin.

Le roi semblait désirer de fermer le plus longtemps possible les yeux sur le danger de sa situation, il refusa de se confesser et de recevoir son confesseur dans sa chambre. Il agit de même envers l'envoyé de son petit-fils, Adrien d'Utrecht. Celui-ci, qui était le précepteur de Charles et fut plus tard élevé, par l'entremise de ce prince, à la papauté, était arrivé en Castille, quelques semaines auparavant, dans le but ostensible de conclure un arrangement définitif avec Ferdinand, au sujet de la régence; mais, en réalité, comme le prouvèrent par la suite les pouvoirs dont il était muni, il devait se trouver dans le pays pour prendre les rênes du gouvernement, à la mort du monarque. Celui-ci avait accueilli l'ambassadeur avec une froide politesse et il avait été convenu entre eux qu'il conserverait la régence, non seulement pendant la vie de Jeanne, mais pendant toute la sienne : il en coûte peu de faire des concessions à un mourant. Adrien, qui était en ce moment à Guadalupe, ne fut pas plus tôt informé de la maladie du roi, qu'il accourut à Madrigalejo; Ferdinand devina le motif de sa visite : « Il est venu me voir mourir, » dit-il, et, refusant de le recevoir, il ordonna à l'envoyé confus de retourner à Guadalupe.

A la fin, les médecins du roi se hasardèrent à l'informer de sa situation réelle, le conjurant, s'il avait des affaires d'importance à régler, de s'en occuper sans retard; il les écarta avec calme et parut dès ce moment recouvrer son courage et son sang-froid habituels. Après avoir communié et rempli ses devoirs religieux, il appela auprès de lui ses courtisans pour se concerter avec eux relativement au gou-

vernement du pays; parmi les assistants, se trouvaient ses fidèles partisans, le duc d'Albe et le marquis de Denia, son majordome, avec plusieurs évêques et conseillers de la couronne.

Le roi, paraît-il, avait fait plusieurs testaments; par l'un, dressé à Burgos, en 1512, il avait confié le gouvernement de la Castille et de l'Aragon à l'infant Ferdinand, en l'absence de son frère Charles; ce jeune prince avait été élevé en Espagne, sous les yeux de son grand-père, qui nourrissait pour lui une tendre affection. Les conseillers s'élevèrent énergiquement contre cette disposition; Ferdinand, disaient-ils, étaient trop jeune pour prendre en mains l'autorité. Cette nomination susciterait certainement de nouvelles factions en Castille; elle le ferait considérer, en quelque sorte, comme un rival par son frère et pourrait éveiller chez lui des désirs ambitieux, qui le conduiraient infailliblement à des déceptions et peut-être à sa perte.

Le monarque, qui n'eût jamais, dans ses meilleurs jours, fait un pareil choix, se rendit à ces observations avec plus de docilité qu'il n'en eût montrée autrefois. « A qui donc, » demanda-t-il, « laisserai-je la régence? » « A Ximenès, archevêque de Tolède, » répondit-on. Ferdinand détourna la tête, d'un air mécontent; mais, après un silence de quelques instants, il répliqua : « Vous avez raison. C'est certainement un honnête homme, à intentions droites; il n'a pas d'amis importuns ni de parents à placer. Il doit tout à la reine Isabelle et à moi, et, comme il a été toujours dévoué aux intérêts de notre famille, je crois qu'il le restera. »

Le roi ne pouvait cependant se décider à abandonner l'idée d'établir magnifiquement son bien-aimé petit-fils, et

il voulait lui conférer la grande maîtrise des ordres militaires; ses conseillers lui firent les mêmes objections, ajoutant que cette position était trop haute pour un sujet quelconque et le priant de ne pas défaire l'œuvre que la reine avait eu tant à cœur, en annexant à perpétuité cette dignité à la couronne. « Ferdinand restera donc pauvre, » s'écria le monarque, les larmes aux yeux. « Il aura l'amitié de son frère, » répondit un des conseillers; « c'est le meilleur legs que votre majesté puisse lui faire. »

Le testament, tel qu'il fut définitivement dressé, donnait la succession des royaumes d'Aragon et de Naples à Jeanne et aux héritiers de celle-ci; l'administration de la Castille, pendant l'absence de Charles, était confiée à Ximenès, et celle de l'Aragon, au fils naturel du roi, l'archevêque de Saragosse, que sa prudence et ses manières populaires avaient fait aimer dans ce pays. Le monarque donnait plusieurs villes dans le royaume de Naples à l'infant Ferdinand, avec une rente annuelle de cinquante mille ducats, assignée sur les revenus publics; il laissait à la reine Germaine la pension annuelle de trente mille florins d'or, fixée par le contrat de mariage, avec cinq mille de plus, qui devaient lui être payés pendant toute la durée de son veuvage[1]. Le testament renfermait encore plusieurs clauses relatives à des œuvres de piété et de charité, mais rien qui mérite une

[1] La joyeuse veuve de Ferdinand ne jouit pas longtemps de cette pension; peu de temps après la mort de celui-ci, elle donna sa main au marquis de Brandebourg, puis, ce seigneur étant mort, elle se remaria avec le prince de Calabre, qui avait été retenu en Espagne dans une espèce de captivité déguisée, depuis que son père, le roi Frédéric, avait été renversé du trône. Ce fut, dit Guichardin, la seconde union stérile que Charles-Quint, pour des raisons politiques visibles, fit contracter à la légitime héritière de Naples.

mention particulière. Malgré la simplicité de ses différentes dispositions, il était si long, à cause des formules et des périphrases dont il était surchargé, qu'on eut à peine le temps de le transcrire avant la mort du monarque. Celui-ci le signa dans la soirée du 22 janvier 1516, et, peu après, entre une et deux heures du matin, le 23, il rendit le dernier soupir [1]. Cette scène se passait dans une petite maison appartenant aux moines de Guadalupe ; « c'est dans cette misérable demeure, » s'écrie Martyr, sur son ton habituel de moraliste, « que le maître de tant de royaumes ferma ses yeux à la lumière du jour. »

Ferdinand était âgé de près de soixante-quatre ans ; il y en avait quarante et un qu'il portait le sceptre de la Castille et trente-sept qu'il était monté sur le trône d'Aragon. Il avait eu un long règne, assez long pour voir réduits en poussière ceux de ses sujets qui avaient eu son estime et sa confiance, et pour voir une foule de monarques apparaître et s'évanouir, comme des ombres, à ses yeux [2]. Il mourut profondément regretté des Aragonais, qui avaient toujours éprouvé une partialité naturelle pour leur souverain. Des

[1] La reine était à Alcala de Henarès lorsqu'elle reçut la nouvelle de la maladie de son mari ; elle se rendit en toute hâte à Madrigalejo, mais, quoiqu'elle fût arrivée le 20 dans cette ville, elle ne fut pas admise, dit Gomez, malgré ses larmes, à une entrevue particulière avec le roi, avant que le testament de celui-ci n'eût été dressé, peu d'heures avant sa mort.

[2] Depuis son avénement au trône, Ferdinand n'avait pas vu moins de quatre rois d'Angleterre, de quatre rois de France, de quatre rois de Naples, de trois rois de Portugal, de deux empereurs d'Allemagne et d'une demi-douzaine de papes. Quant à ses propres sujets, à peine un seul de ceux que nous avons appris à connaître dans le cours de cette histoire vivait-il encore alors, excepté le Nestor de son temps, l'octogénaire Ximenès.

sentiments tout autres animaient les nobles castillans, qui espéraient beaucoup en voyant passer l'autorité, des mains vigoureuses de leur vieux maître, dans celles d'un prince jeune et inexpérimenté; cependant le peuple qui avait joui de la tranquillité, grâce au frein imposé à une aristocratie oppressive, vénéra toujours la mémoire du roi, comme celle d'un bienfaiteur.

La dépouille mortelle de Ferdinand fut portée à Grenade, conformément à ses désirs; quelques-uns de ses plus fidèles partisans l'accompagnèrent seuls, la plupart de ses anciens serviteurs ayant craint de donner ombrage à Charles. Cependant le cortége se grossit de nouveaux arrivants, dans les différentes villes où il passa. A Cordoue, fait digne d'être cité, le marquis de Priego, qui n'avait guère été comblé des faveurs royales, sortit de sa maison avec toute sa suite, pour payer un dernier tribut de respect aux restes glacés du monarque. Ceux-ci furent reçus avec le même respect à Grenade, où, dit Zurita, le peuple, assistant à ce triste spectacle, se sentait douloureusement ému, en se rappelant l'entrée triomphale du roi victorieux dans la capitale qu'il venait de prendre sur les Mores.

Le monarque avait demandé en mourant qu'on célébrât sans pompe ses funérailles; on lui obéit. Il fut déposé à côté d'Isabelle dans le couvent de l'Alhambra, et, l'année suivante, lorsque la chapelle royale de l'église métropolitaine fut achevée, on les y transféra tous deux. Leur petit-fils, Charles-Quint, leur fit élever un magnifique mausolée de marbre blanc; celui-ci fut fait dans un style digne du temps. Les côtés étaient ornés de figures d'anges et de saints, richement sculptés en bas-relief; au sommet reposait les effigies des illustres époux, dont les titres et les mérites

étaient rappelés dans la courte épitaphe suivante, qui n'est peut-être pas trop heureuse :

« MAHOMETICÆ SECTÆ PROSTRATORES, ET HÆRETICÆ PERVICACIÆ EXTINCTORES, FERNANDUS ARAGONUM, ET HELISABETA CASTELLÆ, VIR ET UXOR UNANIMES, CATHOLICI APPELLATI, MARMOREO CLAUDUNTUR HOC TUMULO. »

Nous avons déjà fait le portrait de Ferdinand. « Il était de taille moyenne, » dit un contemporain, qui le connaissait bien. « Il avait le teint frais, les yeux vifs et animés, la bouche et le nez petits et bien formés, les dents blanches, le front élevé et serein, des cheveux châtain-clair pendants. Ses manières étaient courtoises et rarement l'ennui ou la tristesse assombrissait sa physionomie ; grave dans ses discours et dans ses gestes, il avait un maintien plein de dignité; tout en un mot, annonçait chez lui un grand roi. » Ferdinand dut poser à une époque plus heureuse de sa vie pour ce portrait flatteur.

Sa première éducation, à cause du temps de troubles où il vécut dans son enfance, avait été négligée ; il fut cependant familiarisé de bonne heure avec les généreux passe-temps et les exercices de la chevalerie [1]. Il passait pour l'un des meilleurs cavaliers de la cour ; il mena une vie active et n'aimait, paraît-il, d'autre lecture que celle de l'histoire, il était naturel que, jouant un des principaux rôles sur la scène politique, il se plût à cette étude instructive.

Il avait l'humeur égale et était modéré en tout; le seul divertissement qu'il recherchât était la chasse, surtout celle

[1] « Il joutait légèrement, » dit Pulgar, « et avec une adresse qui n'était surpassée par personne dans le royaume. »

au faucon, mais il ne s'y livra jamais avec excès, sauf dans les dernières années de sa vie[1]. Il avait une ardeur infatigable au travail. Il n'aimait pas les plaisirs de la table et, comme Isabelle, était d'une extrême sobriété[2]. Il faisait peu de dépenses pour sa maison et pour lui-même, en partie, sans doute, dans le but de reprocher aux nobles leur prodigalité et leur ostentation; il ne perdait aucune occasion de les critiquer; un jour, dit-on, il se tourna vers un courtisan cité pour le luxe extravagant de sa toilette, et, posant la main sur son propre pourpoint : « C'est une excellente étoffe, » dit-il; « elle a duré autant que trois paires de manches! » Il poussa si loin cet esprit d'économie, qu'il se fit accuser d'avarice, et l'avarice, moins funeste, en général, que le vice opposé de la prodigalité, a toujours été moins populaire que celui-ci, qui a une apparence de désintéressement; cependant la prodigalité chez un roi, qui ne dissipe pas son bien, mais celui de son peuple, n'a pas même cette excuse. En réalité, Ferdinand était plutôt économe que prodigue; ses revenus étaient modiques, ses entreprises, vastes et nombreuses; il n'eût pu les mener à fin, s'il n'eût menagé ses ressources avec le plus grand soin[3]. Nul n'a pu lui reprocher de s'être enrichi en vendant les charges publiques à l'encan, comme Louis XII, ou en pres-

[1] Selon Pulgar, il aimait dans sa jeunesse les échecs, la paume et les autres jeux d'adresse.

[2] « Restez dîner avec nous, » disait-il à son oncle, le grand-amiral Henriquez, « nous aurons un poulet à dîner aujourd'hui. » La cuisine royale n'eût pas offert un vaste champ au génie d'un Vatel ou d'un Ude.

[3] Les revenus de son propre royaume d'Aragon étaient très bornés; ses principales expéditions étrangères ne furent faites qu'au profit de cette couronne, bien que l'aide de la Castille pût expliquer et jusqu'à un certain point excuser ses modiques envois d'argent à ses troupes.

surant ses sujets, comme un autre prince contemporain, Henri VII; il n'amassa pas de trésor et mourut même si pauvre, qu'il laissa à peine assez d'argent pour couvrir les frais de ses funérailles [1].

Ferdinand était dévot; du moins il respectait scrupuleusement les formes extérieures de la religion. Il assistait ponctuellement à la messe, observait avec soin les lois et les cérémonies de l'Église, et, selon la mode du temps, il manifesta sa piété en consacrant au culte de somptueux édifices et en dotant des établissements religieux. Quoiqu'il fût peu imbu du fanatisme de son temps, il ne se montra pas exempt de bigoterie, car non seulement il dut supporter avec Isabelle la responsabilité des mesures rigoureuses que celle-ci prit en Castille, mais il n'épargna aucun effort pour consolider l'inquisition en Aragon, et plus tard à Naples, où il n'eût pas heureusement autant de succès [2].

On a fait à Ferdinand un reproche plus grave, on l'a accusé d'hypocrisie; son zèle catholique, a-t-on observé,

[1] L'état des coffres de Ferdinand contrastait singulièrement avec celui des coffres de son contemporain, Henri VII, « dont le trésor, » pour emprunter les paroles de Bacon, « mis sous la garde du monarque même et laissé par lui à sa mort, s'élevait à la somme de dix-huit cent mille livres sterling, masse énorme d'argent, même pour ce temps. » Sir Édouard Coke porte ce trésor à « cent millions trois cent mille livres! »

[2] Dans sa conduite relativement à l'inquisition en Aragon, Ferdinand montra une singulière duplicité; à la suite des remontrances faites, en 1512, par les cortès, qui se plaignaient avec hardiesse des différentes usurpations du saint-office, il signa un accord qui limitait la juridiction de celui-ci. Il se repentit toutefois de ces concessions et, l'année suivante, se fit relever de ses engagements par le pape; mais cet acte causa une telle irritation dans le royaume que le roi jugea prudent de renoncer au bref papal et d'en solliciter un autre, confirmant son ancien accord. On peut bien douter si la bigoterie entrait dans ces honteuses jongleries pour une aussi large part que des raisons d'État moins pardonnables.

était singulièrement propre à servir ses projets; ses entreprises les plus condamnables même étaient couvertes du masque de la religion. Sous ce rapport, le roi d'Aragon n'agissait pas autrement que ses contemporains; quelques-unes des guerres les plus scandaleuses de ce temps furent ouvertement faites à la demande de l'Église ou pour la défense de la chrétienté contre les infidèles. Cette hypocrisie était très ordinaire, chez les Espagnols comme chez les Portugais; l'enthousiasme excité par leur lutte contre les Mores et, plus tard, par leurs expéditions en Afrique et en Amérique, s'était empreint sur leurs sentiments, de manière à déguiser quelquefois à leurs yeux mêmes le véritable caractère de leurs actions.

Il n'est pas aussi facile de disculper Ferdinand du reproche de perfidie, que les historiens étrangers lui ont si souvent adressé et que les écrivains espagnols ont cherché plutôt à atténuer qu'à nier; cependant ici encore nous devons faire la part du siècle. Ce monarque monta sur le trône à une époque de transition, où le gouvernement se dépouillait des formes féodales pour revêtir celles qu'il a prises de nos jours, et où la puissance des grands vassaux était renfermée dans des limites plus étroites par l'habile politique des princes régnants. C'était le triomphe nouveau de l'intelligence sur la force brutale, qui avait jusque-là régné entre les nations comme entre les individus. Lorsqu'à la fin du xve siècle tombèrent les barrières qui séparaient les peuples, les rois suivirent, dans leurs relations extérieures, les principes qui les avaient guidés dans leur administration extérieure. L'Italie fut le premier champ de bataille où les puissances se rencontrèrent; ce fut aussi le pays où cette science perfide fut, pour la première fois,

étudiée et réduite en un système régulier. Un simple extrait du manuel politique de ce temps nous donnera une idée de cette science, telle qu'elle était comprise alors[1] : « Un prince sage, » dit Machiavel, « ne tiendra pas et ne doit pas tenir ses engagements, lorsqu'ils sont désavantageux pour lui et que les motifs pour lesquels il les avait pris ont cessé d'exister. » Que cette maxime ait été mise en pratique, on en a suffisamment la preuve dans les nombreux traités de ce temps, qui se contredisent ou se confirment, de manière à montrer clairement l'inanité de tous ces engagements. Il n'y eut pas moins de quatre traités, conclus dans l'espace de trois ans, stipulant solennellement le mariage de l'archiduc Charles avec la princesse Claude de France; Louis XII manqua à sa parole et cette union n'eut jamais lieu.

C'est à cette école que fut élevé Ferdinand, obligé de rivaliser d'habileté avec les rois, ses cousins; il eut un excellent maître dans son père, Jean II d'Aragon, et n'oublia pas les leçons qu'il avait reçues. « Il était vigilant, prudent et subtil, » écrit un Français contemporain, « et l'on ne sache pas qu'il se soit jamais laissé tromper[2]. » Il joua sa partie avec plus d'adresse que ses adversaires et la gagna; le succès, comme toujours, lui attira les reproches des perdants; cela est particulièrement vrai de la France, dont le souverain était son plus rude antagoniste. Cependant il ne paraît pas que le roi d'Aragon fût plus perfide que Louis XII; s'il abandonna

[1] Charles-Quint, en particulier, témoigna son estime pour Machiavel, en faisant traduire le « Prince » pour son propre usage.

[2] « Ce prince, » dit lord Herbert, « qui n'était pas disposé à exagérer les talents ou les vertus de Ferdinand, » était regardé comme le roi le plus actif et le plus politique de son temps; nul ne savait mieux se servir des autres ou faire tourner leurs actes à son profit. »

ses alliés, lorsqu'il y trouva son intérêt, il ne trama pas, du moins, leur perte et ne les livra pas entre les mains de leur ennemi mortel, comme son rival le fit pour Venise, à la ligue de Cambrai. Quant au partage du royaume de Naples, le fait le plus scandaleux de ce temps, il le régla avec le roi de France, et si ce dernier ne s'empara pas de la Navarre, ce fut parce que la mort prématurée de son général lui ôta, avec les moyens, tout prétexte pour faire cette conquête. Cependant Louis XII, « le père du peuple, » a passé à la postérité avec une réputation honorable.

Ferdinand, malheureusement pour sa popularité, n'avait pas ces manières franches, cordiales, ouvertes, qui inspirent l'affection. Il montrait dans la vie privée, comme en public, une froideur prudente et impénétrable; « on ne pouvait lire ses pensées sur sa physionomie, » dit un écrivain contemporain. Calme et toujours calculant, même dans des circonstances futiles, il rapportait tout évidemment à lui-même; il paraissait n'estimer ses amis qu'en raison des services qu'ils pouvaient lui rendre. D'ailleurs il lui arrivait d'oublier ces services, témoin son ingratitude envers Colomb, Gonsalve de Cordoue, Navarro, Ximenès, envers ces hommes qui jetèrent tant d'éclat sur son règne; témoin aussi son insensibilité aux vertus et au long attachement d'Isabelle, dont il put sitôt déshonorer la mémoire en s'unissant à une princesse indigne, sous tous les rapports, de remplacer cette illustre reine.

Si nous comparons Isabelle avec Ferdinand, le contraste que nous offrent les deux époux n'est guère avantageux pour le dernier; elle était magnanime, désintéressée, profondément dévouée aux intérêts de son peuple. Le roi était égoïste; le cercle de ses idées pouvait être plus ou moins large, mais

il en était toujours le centre. La reine, douée d'un cœur généreux, fut toujours constante au premier, à l'unique objet de son amour. Nous avons vu jusqu'où Ferdinand poussa l'amitié; il ne respecta pas davantage le lien conjugal et il se montra indigne de l'admirable femme qui fut son épouse, en nouant avec d'autres des relations criminelles, trop encouragées par la morale relâchée de ce temps [1]. Enfin, le roi d'Aragon, prince habile et rusé, « surpassant tous les hommes d'État contemporains dans la science du cabinet, » comme l'a fait observer un écrivain français, qui ne le flatte pas, représente l'esprit particulier de ce siècle, au dessus duquel s'élève Isabelle, qui dédaigna constamment les petits artifices de la politique et employa les moyens les plus nobles pour atteindre au plus noble but.

On peut dire qu'avec cette auguste reine Ferdinand perdit son bon génie ; un nuage depuis ce temps voila sa fortune, non que la victoire fût moins fidèle à sa bannière, mais il avait perdu :

« Tout ce qui accompagne la vieillesse:
Honneur, amour, obéissance, amis. »

[1] Ferdinand laissa quatre enfants naturels, trois filles et un fils ; celui-ci, don Alonso de Aragon, était né de la vicomtesse d'Eboli, dame catalane; il fut nommé archevêque de Sarragosse, à l'âge de six ans. Il ne mena guère pourtant une vie religieuse ; il prit une part active aux événements politiques et militaires du temps, et paraît avoir été moins réservé encore que son père dans ses amours. Il avait des manières séduisantes et sa conduite publique était sage; son père lui témoigna toujours une affection particulière et, comme on l'a vu, lui confia la régence d'Aragon à sa mort. Ferdinand eut aussi trois filles de trois dames différentes, dont une noble portugaise; l'aînée, dona Juana, épousa le grand-connétable de Castille; les deux autres, qui se nommaient également Maria, prirent le voile dans un couvent à Madrigal.

Son malencontreux mariage mécontenta ses sujets castillans; il régna encore sur eux, mais en maître sévère, qui n'est point aimé. La beauté de Germaine fournit de nouveaux aliments à sa jalousie, tandis que l'inégalité de leur âge et sa passion des plaisirs frivoles la rendaient peu propre à être sa compagne dans la prospérité, comme sa consolation dans la vieillesse. Son amour du pouvoir l'entraîna dans des différends mesquins avec ceux qui lui étaient unis de plus près par les liens du sang, querelles qui aboutirent à une inimitié mortelle. Enfin, les infirmités de l'âge minèrent la vigueur de son esprit, de pénibles soupçons le consumèrent et il eut le malheur de vivre longtemps après avoir perdu tout ce qui rend la vie désirable.

Détournons nos yeux de ce sombre tableau pour les porter sur ce temps plus heureux où Ferdinand, alors au printemps de la vie et uni à Isabelle, était assis sur le trône, aimé de ses sujets, craint et respecté de ses ennemis. Nous trouverons alors chez lui bien des qualités à admirer : sa justice impartiale dans l'exécution des lois; sa sollicitude attentive pour protéger le faible contre l'oppression du fort; la sage économie avec laquelle il fit de grandes choses, sans surcharger son peuple d'impôts; sa sobriété et sa modération; son respect pour la religion, qu'il força ses sujets à respecter comme lui; l'encouragement qu'il donna à l'industrie par ses lois et par son exemple; l'adresse consommée, qui couronna d'un brillant succès toutes ses entreprises, et fit de lui l'oracle des princes contemporains.

Il est vrai que Machiavel, qui avait fait une profonde étude des caractères, attribue, dans une de ses lettres, les succès de Ferdinand « à la ruse et au hasard plus qu'à une sagesse supérieure. » Ce prince fut heureux, en effet, et

« l'étoile de l'Autriche, » qui se leva, lorsque lui-même déclinait, ne brilla pas d'un éclat plus vif; mais le succès, pendant une longue suite d'années, est une preuve suffisante d'habileté. « Les vents et les vagues, » dit Gibbon, avec assez de vérité, « sont toujours du côté du meilleur marin. » L'historien florentin a porté un jugement plus mûri, plus réfléchi, dans le traité qu'il destinait à l'éducation des rois de son temps. « Rien, » dit-il, « ne vaut autant d'estime à un prince que de grandes entreprises. Notre époque en a fourni un magnifique exemple dans Ferdinand d'Aragon. Nous pouvons appeler celui-ci un nouveau roi, puisque, si faible à l'origine, il est devenu le monarque le plus glorieux et le plus estimé de la chrétienté. Si nous pesons exactement ses nombreuses œuvres, nous devons reconnaître qu'elles furent toutes très grandes et quelques-unes même réellement extraordinaires. »

D'autres écrivains éminents de ce siècle se joignent à ces éloges. Les Castillans, se souvenant de la sécurité et de la prospérité dont ils avaient joui sous ce règne, parurent disposés à oublier ses fautes, tandis que les Aragonais, fiers de la grandeur à laquelle Ferdinand éleva leur petit pays et pleins de reconnaissance, au souvenir de son administration paternelle, le pleurèrent unanimement comme le dernier prince qui devait régner sur l'Aragon, libre et indépendant.

CHAPITRE XXV.

RÉGENCE DE XIMENÈS.

(1516-1517)

Régence de Ximenès. — Proclamation de Charles comme roi. — Politique intérieure de Ximenès.—Intimidation des nobles.—Mécontentement public. — Arrivée de Charles-Quint en Espagne. — Son ingratitude envers Ximenès. — Maladie et mort du cardinal. — Son caractère extraordinaire.

L'histoire personnelle de Ferdinand se termine avec le chapitre précédent; mais, pour clore l'histoire de son règne, nous devons poursuivre notre récit, à travers la courte régence de Ximenès, jusqu'au moment où le gouvernement fut remis entre les mains de Charles-Quint, petit-fils et successeur de Ferdinand.

Par le testament du défunt roi, le cardinal Ximenès de Cisneros avait, comme nous l'avons vu, été nommé seul régent de Castille; il rencontra toutefois de l'opposition chez le doyen de Louvain, Adrien, qui produisit les pouvoirs dont il avait été revêtu par Charles. Aucun des deux compétiteurs n'avait des titres suffisants pour exercer ces importantes fonctions, l'un ayant été nommé par Ferdinand qui, simple régent lui-même, n'avait certainement pas le droit de

désigner son successeur; l'autre tenant sa nomination d'un prince qui, à l'époque où il la fit, n'avait pas d'ordres à donner en Castille. Pour mettre fin à leurs contestations, ils convinrent de partager l'autorité en commun, jusqu'à ce que Charles leur eût envoyé des instructions à ce sujet.

Celles-ci arrivèrent bientôt, le 14 février 1516; elles confirmaient pleinement les droits du cardinal et ne parlaient d'Adrien que comme d'un ambassadeur. Elles exprimaient toutefois la confiance la plus entière dans celui-ci, et les deux prélats continuèrent à administrer conjointement le royaume. Cet arrangement ne faisait rien perdre à Ximenès, car le timide et paisible Adrien, soumis à l'influence d'un génie hardi, ne contrariait pas les projets de l'archevêque [1].

La première demande faite par Charles pouvait, si elle était accueillie, ébranler la puissance et la popularité du nouveau régent; Charles voulait se faire proclamer roi, prétention repoussée par les Castillans, qui la regardaient non seulement comme contraire à l'usage établi, la mère du prince vivant encore, mais comme un affront fait à celle-ci. En vain Ximenès et le conseil représentèrent que cette demande était impolitique [2]; Charles, encouragé par ses conseillers flamands, s'obstina dans sa résolution. Le cardinal convoqua donc les prélats et les principaux seigneurs du royaume à Madrid, ville où il avait transféré le siége du gouvernement et qui, à cause de sa position centrale et d'autres avantages locaux, devint, depuis ce temps, presque sans

[1] Carbajal nous a donné la lettre de Charles signée « *El Principe*. » Charles n'osa pas prendre le titre de roi dans sa correspondance avec les Castillans, quoiqu'il le portât au dehors.

[2] La lettre du conseil est datée du 14 mars 1516.

interruption, la capitale de l'Espagne[1]. Le docteur Carbajal avait préparé une argumentation étudiée et plausible en faveur de la mesure; comme l'auditoire ne se montrait pas cependant convaincu, l'archevêque, furieux de cette opposition dont il soupçonnait probablement les véritables motifs, déclara péremptoirement que ceux qui refusaient de reconnaître, en ce moment, Charles comme roi, refuseraient de lui obéir lorsqu'il le serait devenu. « Je le ferai proclamer demain à Madrid, » dit-il, « et je ne doute pas que toutes les villes du royaume n'imitent Madrid. » Il tint parole et l'exemple de la capitale fut suivi, sans grande résistance, par les autres cités castillanes. Il n'en fut pas de même en Aragon, où le peuple se montra trop attaché à ses institutions pour consentir à reconnaître Charles, avant qu'il n'eût juré en personne de respecter les lois et les libertés du pays.

Les nobles castillans supportaient avec peine, on le comprend, le joug nouveau que leur imposait le régent; un jour, dit-on, ils se rendirent en corps auprès de lui pour lui demander de quel droit il exerçait une autorité aussi absolue. Il les renvoya pour toute réponse au testament de Ferdinand et à la lettre de Charles; comme ils faisaient encore des objections, il les conduisit à une fenêtre et, leur montrant de là un parc d'artillerie : « Voilà donc, » s'écria-t-il, « mes pleins pouvoirs! » L'anecdote est caractéristique, mais, quoique souvent répétée, elle repose, il faut en convenir, sur une faible autorité[2].

[1] Elle le devint d'une manière permanente sous le règne de Philippe II.

[2] D'après Robles, le cardinal, après cette bravade, roula sur ses doigts la corde qui ceignait sa robe, en disant « qu'il ne demandait pas mieux que de dompter ainsi l'orgueil des nobles castillans. » Mais Ximenès n'était ni

Un des premiers actes du régent fut la fameuse ordonnance, engageant les bourgeois, pour l'offre d'une bonne récompense, à s'enrôler par compagnies et à se soumettre à des exercices réguliers, dont les jours étaient fixés. Les nobles comprirent trop bien le but de cette mesure pour ne pas la contrarier de toutes leurs forces; ils y réussirent pendant quelque temps, car le cardinal, avec sa hardiesse ordinaire, avait osé la prendre, sans attendre la sanction de Charles et en opposition avec la plupart des membres du conseil. Cependant l'inflexible prélat finit par triompher de toutes les résistances et l'on vit s'organiser une milice nationale, capable de protéger les libertés du pays, mais destinée malheureusement à être employée contre elles.

Armé de cette force imposante, le cardinal conçut alors les plans de réforme les plus hardis, surtout dans les finances où du désordre s'était introduit dans les dernières années de la vie de Ferdinand; il soumit à un contrôle sévère l'administration des ordres militaires, dans laquelle il y avait beaucoup de gaspillage et d'argent mal employé; il supprima toutes les charges inutiles, diminua des traitements trop élevés et retrancha les pensions accordées par Ferdinand et par Isabelle, pensions qui, soutenait-il, devaient cesser à la mort des souverains. Malheureusement, l'État ne devait rien gagner à ces arrangements économiques, puisque la plus grande partie de l'argent sauvé de cette manière, devait exciter la cupidité des seigneurs flamands, qui, donnant le spectacle d'une rapacité inouïe, traitèrent l'Espagne en pays conquis.

un sot ni un fou, quoique ses biographes trop zélés le fassent tantôt l'un, tantôt l'autre.

Dans la politique étrangère, le régent déploya le même courage, la même vigueur. Il fit établir des arsenaux dans les villes maritimes du midi et équiper une nombreuse flotte, destinée à purger la Méditerranée des pirates de la côte barbaresque. Il envoya en Navarre des forces considérables qui défirent, le 25 mars 1516, une armée française. Le cardinal fit ensuite démolir les principales forteresses de ce royaume; mesure de précaution à laquelle l'Espagne doit, selon toute probabilité, d'avoir conservé pour toujours cette conquête.

Ximenès portait ses regards jusque sur les extrémités les plus reculées de la monarchie; il envoya une commission à Hispaniola pour examiner et améliorer le sort dès naturels du pays. En même temps, il s'opposait énergiquement, quoique sans succès, ayant été vaincu sur ce point par les conseillers flamands, à l'introduction des nègres dans les colonies; ce qui, prédisait-il, d'après le caractère de la race, finirait par entraîner une guerre d'esclaves. Il est inutile de faire remarquer que cette prédiction s'est vérifiée.

Nous voyons avec moins de satisfaction la politique du régent à l'égard de l'inquisition. Chef de ce tribunal, il en étendit l'autorité aussi loin que possible, l'établit à Oran, dans les Canaries, dans le nouveau monde. En 1512, les *nouveaux chrétiens* avaient offert à Ferdinand une forte somme d'argent pour couvrir les frais de la guerre de Navarre, s'il voulait ordonner que les procès devant le saint-office fussent conduits comme dans les autres cours de justice, où l'accusation et les témoins étaient confrontés publiquement avec l'accusé; Ximenès repoussa cette demande raisonnable, sous le misérable prétexte que nul ne voudrait, dans ce cas, se charger du rôle odieux de délateur; en même temps, il fit au roi un présent magnifique, qui tira

celui-ci d'embarras et ferma son cœur aux cris des malheureux postulants. Cette demande fut renouvelée, en 1516, par les Israélites, qui offrirent un subside à Charles, aux mêmes conditions; mais cette offre, que le jeune prince eût peut-être acceptée, sur le conseil des seigneurs flamands, exempts au moins de fanatisme, fut rejetée par l'intervention du prélat.

L'absolutisme de l'archevêque, tout en irritant les nobles, donnait de l'ombrage au doyen de Louvain, qui se voyait privé de toute importance; sur ses représentations, un deuxième, puis un troisième ministre fut envoyé en Castille, pour partager l'autorité avec le cardinal; mais cela ne servit de rien. Un jour, les régents, voulant donner une leçon à l'arrogant primat et revendiquer leurs droits, signèrent les premiers une dépêche, puis la lui envoyèrent pour recevoir sa signature. Ximenès ordonna froidement à son secrétaire de déchirer cette pièce et d'en faire une autre, qu'il signa et expédia sans l'avoir soumise à ses collègues; il suivit cette conduite pendant toute son administration.

Le cardinal n'assumait pas seulement toute la responsabilité des mesures les plus importantes, mais, dans l'exécution de celles-ci, il daignait rarement calculer les obstacles qu'il devait rencontrer sur sa route; c'est ainsi que, vers ce temps, il entra en conflit avec trois des principaux grands de Castille, les ducs d'Albe et de l'Infantado, et le comte d'Urena. Don Pedro Giron, fils du comte, et plusieurs autres jeunes seigneurs, avaient maltraité des officiers royaux dans l'exercice de leurs fonctions, et leur avaient opposé de la résistance; ils se réfugièrent ensuite dans la petite ville de Villafrata, qu'ils fortifièrent et mirent en état de défense. Le régent, sans hésiter, réunit plusieurs milliers d'hommes de

milice nationale, investit la ville, y mit le feu et la fit délibérément raser jusqu'à terre. Les rebelles consternés se soumirent; leurs amis intercédèrent pour eux dans les termes les plus humbles, et le cardinal, trop magnanime pour fouler aux pieds un ennemi vaincu, montra sa clémence ordinaire en demandant au roi le pardon des coupables.

Mais il était visible que ni les talents ni l'autorité de Ximenès ne pourraient plus longtemps maintenir dans la subordination un peuple, furieux des honteuses exactions des Flamands et de l'indifférence que lui témoignait son nouveau souverain. Les plus hautes dignités de l'État et de l'Église étaient mises à l'encan, et l'argent, renfermé dans les caisses publiques, était continuellement envoyé dans les Flandres, sous l'un ou l'autre prétexte. On s'en prenait, bien à tort, au prélat, car il est prouvé que son conseil et lui s'élevèrent avec la plus grande hardiesse contre ces abus, tandis qu'ils s'efforçaient d'inspirer à Charles des sentiments plus nobles, en lui rappelant la sage et patriotique administration de ses aïeuls[1]. Cependant le peuple, indigné de ces excès et désespérant de se faire rendre justice par le souverain, réclamait à grands cris la convocation des cortès, afin d'obtenir le redressement de ses griefs; le cardinal éluda cette demande aussi longtemps que possible; il n'avait jamais été partisan des assemblées populaires et l'était moins encore dans ce moment où les esprits étaient surexcités et où le roi était absent. Il attendait celui-ci probablement avec plus d'impatience que tout autre; bravé à l'intérieur par l'aristo-

[1] Charles eût pu trouver dans les sages conseils de ses ministres castillans un antidote au poison que lui offraient les parasites flamands.

cratie, contrarié au dehors par les Flamands dans ses projets favoris, obligé de contenir un peuple justement irrité, enfin accablé par l'âge et des infirmités, il avait peine, même avec son caractère inflexible, à supporter un fardeau aussi pesant.

A la fin, le jeune monarque, ayant pris tous ses arrangements, se prépara, quoiqu'en opposition avec les désirs de ses courtisans, à s'embarquer pour l'Espagne. Avant son départ, le 16 août 1516, les plénipotentiaires français et espagnols signèrent un traité de paix à Noyon; le principal article stipulait le mariage de Charles avec la fille de François Ier, lequel cédait à celle-ci ses droits sur Naples. Ce mariage n'eut jamais lieu, mais on peut considérer que ce traité mit fin aux longues hostilités entre l'Espagne et la France, et à la guerre sortie de la ligue de Cambrai.

Le 17 septembre 1517, Charles débarqua à Villaviciosa, dans les Asturies. Ximenès était, en ce moment, malade dans le couvent franciscain d'Aguilera, près d'Aranda, sur les bords du Douro. Ranimé en apprenant cette heureuse nouvelle, il écrivit aussitôt au roi une lettre, pleine de sages conseils sur la conduite qu'il devait suivre pour se concilier l'affection de ses sujets; il reçut en même temps un message de Charles qui, s'exprimant dans les termes les plus gracieux, faisait des vœux pour le prompt rétablissement de sa santé.

Cependant les Flamands de la suite du prince redoutaient une entrevue de leur maître avec le cardinal; ils avaient vu avec plaisir celui-ci au gouvernement, lorsque son bras puissant était nécessaire pour dompter la noblesse castillane, mais ils craignaient l'ascendant qu'il devait prendre sur leur jeune souverain, dans une conférence intime. Ils retinrent donc le roi dans le nord, aussi longtemps que possible; en

même temps, ils s'efforçaient de l'exciter contre le ministre, en exagérant les reproches que Ximenès s'était attirés par sa conduite arbitraire et par son caractère que la vieillesse, disaient-ils, avait encore aigri. Charles se laissa diriger, dans sa jeunesse, par ceux qui l'entouraient, avec une docilité qui ne faisait guère présager sa future grandeur.

A l'instigation de ces funestes conseillers, le prince adressa au prélat cette lettre mémorable, qui est un monument de froide et basse ingratitude, sans pareil même dans les annales des cours. Il remerciait le régent de tous ses services passés et fixait un lieu où il pourrait avoir une entrevue avec lui et profiter de ses conseils pour sa propre conduite, ainsi que pour le gouvernement du royaume; après quoi l'archevêque pourrait se retirer dans son diocèse et demander à Dieu une récompense que Dieu seul pouvait lui donner.

Telle était la teneur de cette épître, qui, selon la remarque de plus d'un écrivain, tua le cardinal. C'est là toutefois une exagération; Ximenès avait l'âme trop grande pour succomber au chagrin d'avoir encouru la disgrâce d'un roi; il fut cependant très affecté de se voir délaissé par un souverain qu'il avait servi si fidèlement, et, d'après Carbajal, la surexcitation où il fut jeté amena un nouvel et violent accès de fièvre. Mais les soucis et la maladie avaient déjà miné cette constitution, jadis si forte, et cet acte d'ingratitude ne pouvait que dégoûter davantage le prélat d'un monde qu'il allait bientôt quitter.

Pour se rapprocher du roi, Ximenès avait auparavant transféré sa résidence à Roa; il ne pensa plus désormais qu'à sa fin prochaine. La mort devait peu effrayer l'homme qui put dire, à son heure dernière, « qu'il n'avait jamais fait

volontairement du mal à personne, mais qu'il avait rendu à chacun la justice qui lui était due, sans se laisser guider, pour autant qu'il en eût conscience, par la crainte ou par l'affection. » Le cardinal Richelieu, sur son lit de mort, fit la même déclaration !

Comme dernière tentative, le prélat commença une lettre au roi; mais ses doigts refusèrent de tenir la plume, et, après avoir tracé quelques lignes, il abandonna ce projet. Il voulait, paraît-il, recommander son université d'Alcala au souverain. Il ne s'occupa plus que de ses devoirs religieux, manifestant un repentir de ses fautes et une confiance dans la miséricorde divine, qui touchèrent profondément tous les assistants. C'est avec cette tranquillité d'esprit et la pleine jouissance de toutes ses facultés qu'il expira, le 8 novembre 1517, dans la quatre-vingt et unième année de son âge et la vingt-deuxième depuis son élévation à la primatie. Les dernières paroles qu'il prononça furent celles du psalmiste, qu'il répétait souvent en état de santé : « *In te, Domine, speravi,* » « En toi, Seigneur, j'ai placé mon espoir. »

Le corps du cardinal, vêtu de la robe pontificale, fut placé dans un somptueux fauteuil, et une foule de gens de tout rang accoururent pour baiser les pieds et les mains du défunt; il fut plus tard transféré à Alcala et déposé dans la chapelle du magnifique collége de Saint-Ildefonse, érigé par le prélat. Les obsèques de l'archevêque furent célébrées en grande pompe, contrairement à ses ordres, par toutes les communautés religieuses et littéraires de la ville; ses vertus furent rappelées dans une oraison funèbre par un docteur de l'université qui, trouvant dans la mort du juste une bonne occasion pour flétrir les vices des vivants, fit les allusions

les plus mordantes aux favoris flamands de Charles et à leur influence pestilentielle sur le pays.

Telle fut la fin de cet homme remarquable, le plus remarquable de son temps, sous bien des rapports. Il avait un de ces caractères fermes et grands, qui paraissent s'élever au dessus des défauts et des faiblesses ordinaires de la nature humaine; son génie sévère, comme celui de Dante ou de Michel-Ange dans les régions de l'art, nous frappe par une puissance qui excite une admiration voisine de la terreur. Nous avons vu avec quelle hardiesse il concevait ses entreprises et les menait à fin. Il dédaignait de courtiser la fortune, en recourant aux artifices et aux ruses qui assurent souvent le succès; il prenait la voie la plus directe pour arriver au but; aussi rencontrait-il de nombreux obstacles sur sa route, mais il paraissait se plaire à lutter contre les difficultés qui lui donnaient l'occasion de déployer son énergie.

A ces qualités Ximenès joignait des talents variés, que l'on ne trouve d'ordinaire que dans des esprits plus souples et plus flexibles; quoique élevé dans les cloîtres, il se distingua dans le cabinet et dans les camps; il avait même, au témoignage de son biographe, une aptitude naturelle pour le métier des armes, si opposé à sa profession religieuse, et il manifesta ce goût en déclarant que « l'odeur de la poudre était plus agréable pour lui que les plus doux parfums de l'Arabie [1]. » Cependant, dans toute situation, il gardait l'empreinte de sa première éducation, et jamais la physionomie sévère du moine ne fut entièrement cachée sous le

[1] « Et qui peut douter, » s'écrie Gonzalo de Oviedo, « que l'odeur de la poudre employée contre l'infidèle soit un encens pour Dieu ! »

masque de l'homme d'État ou le casque du guerrier. Il n'était guère exempt du fanatisme de l'époque, et il le prouva tristement, comme chef du tribunal qu'il présida dans les dix dernières années de sa vie [1].

Le cardinal porta dans la vie politique des idées arbitraires de sa profession; il appliqua dans sa régence les principes du despotisme militaire. Il avait pour maxime « qu'un prince doit compter principalement sur son armée pour s'assurer le respect et l'obéissance de ses sujets. » Il est vrai qu'il avait affaire à des nobles belliqueux et factieux, et il voulait refréner leur licence, fonder le règne de la justice, mais, dans l'accomplissement de cette mission, il eut peu égard à la constitution ou à des priviléges. Son premier acte, la proclamation du prince Charles comme roi, brava ouvertement les usages et les droits de la nation; Ximenès éluda les demandes pressantes des Castillans, qui réclamaient la convocation des cortès; il disait « que la liberté de parler, surtout d'exprimer des griefs, rendait le peuple insolent et le faisait manquer de respect à ses maîtres. » Naturellement le peuple ne fut pas consulté sur les mesures qui touchaient à ses intérêts les plus importants. Ximenès se proposa constamment d'agrandir la prérogative royale, aux dépens des ordres inférieurs de l'État, et sa régence, si courte et si heureuse pour le pays, sous tant de rapports, fut un premier pas dans cette voie de despotisme que les

[1] Pendant ce laps de temps, Ximenès, pour employer l'expression mitigée de Llorente, *permit* la condamnation de plus de 2,500 individus au bûcher et d'environ 50,000 à d'autres peines ! Pour rendre justice à ce qui est réellement bon dans l'esprit de ce temps, il faut absolument fermer les yeux sur cet odieux fanatisme, qui existait plus ou moins chez tous et malheureusement en plus forte dose chez les meilleurs.



princes de la maison d'Autriche suivirent avec tant de persévérance.

Mais, tout en condamnant la conduite de l'homme, nous devons respecter les principes qui la guidaient; si erronée qu'elle soit à nos yeux, elle lui était dictée par le sentiment du devoir. C'est là, c'est dans la conviction qu'avaient les autres de son intégrité, que nous trouvons le secret de sa puissance. Il était indifférent aux difficultés et ne redoutait rien pour lui-même; ayant conscience de la droiture de ses vues, il était peu scrupuleux sur le choix des moyens qui pouvaient le conduire au but. Il estimait peu sa vie auprès des grandes réformes qu'il avait à cœur; quoi d'étonnant donc qu'il sacrifiât si facilement les intérêts des autres, lorsqu'ils contrariaient ses projets?

Ximenès s'élevait bien au dessus, de toute considération personnelle; ministre, il s'identifiait avec l'État; prêtre, avec l'Église. Il punissait sévèrement toute offense contre ces deux pouvoirs et oubliait aisément les injures qui lui étaient faites à lui-même; il le prouva dans bien des circonstances remarquables. Son administration provoqua des pamphlets, des libelles; il méprisa ces écrits, comme la misérable consolation des envieux ou des mécontents, et n'en persécuta jamais les auteurs; sous ce rapport, il différait du cardinal de Richelieu, dont la position, plus que le caractère, offre plusieurs points de ressemblance avec la sienne.

Le prélat manifesta mieux encore son désintéressement dans l'emploi qu'il fit de ses immenses revenus; il les donna aux pauvres et à des œuvres d'utilité publique. On ne put l'accuser de népotisme; il avait des frères, des neveux; il se borna à rendre leur sort heureux, sans abuser à leur profit

de l'autorité qui lui avait été confiée. Il laissa à l'université d'Alcala la plus grande partie de l'argent qu'il possédait à sa mort.

Ximenès était exempt de cette vanité qui fait rougir d'une humble naissance. Il avait une confiance en lui-même, presque de l'arrogance, qui le conduisit à ravaler le talent des autres et à les regarder comme ses instruments plutôt que comme ses égaux; mais il était dépourvu de cet orgueil vulgaire qui se fonde sur la fortune ou sur le rang. Il faisait souvent allusion à son obscure jeunesse, avec une grande humilité, remerciant Dieu, les larmes aux yeux, de la bonté extraordinaire qu'il lui avait témoignée; il ne se souvenait pas seulement de ses amis, mais il les obligea souvent. On cite à cet égard plus d'une anecdote touchante; ces traits de sensibilité, mis en relief par l'austérité et la sévérité habituelles de l'homme, nous frappent par ce contraste, comme des lueurs fugitives qui percent à travers un sombre nuage.

L'ancien moine avait des mœurs irréprochables et se conformait fidèlement à toutes les règles rigides de son ordre, à la cour comme dans le cloître. Il était sobre, modéré, chaste; sous ce dernier rapport, il évitait avec soin de donner prise au soupçon, car le clergé de cette époque ne se souilla que trop par ses dérèglements. Un jour, étant en voyage, il fut invité à passer la nuit dans la demeure de la duchesse de Maqueda, que l'on déclarait absente. La duchesse ne l'était pas cependant et elle entra dans la chambre avant que Ximenès ne se fût retiré pour aller se reposer : « Vous m'avez trompé, madame, » s'écria-t-il furieux, en se levant; « si vous avez à me parler, vous me trouverez demain au confessionnal. » Là-dessus, il sortit brusquement du palais.

Il poussa si loin les austérités et les mortifications, qu'il

mit sa vie en danger. On a conservé une curieuse lettre du pape, Léon X, datée de la dernière année de la vie du cardinal, auquel le pontife enjoint de renoncer à ses pénitences sévères, de manger de la viande et des œufs, les jours de fêtes ordinaires, d'ôter son froc de franciscain et de dormir entre des draps et dans un lit. Ximenès ne voulut pas toutefois consentir à déposer sa robe monastique. « Même les laïques, » dit-il, faisant allusion à une coutume catholique, « revêtent cette robe pour mourir, et moi, qui l'ai portée toute ma vie, l'ôterai-je en ce moment. »

On cite à ce propos une autre anecdote. Au dessus de son grossier froc de laine, le prélat portait les somptueux vêtements exigés par son haut rang. Un impertinent prédicateur franciscain, s'éleva un jour, devant lui, contre le luxe du temps, surtout celui de la toilette; c'était un trait lancé évidemment à l'adresse du cardinal, qui était revêtu d'une magnifique robe d'hermine, dont on lui avait fait présent. Celui-ci écouta patiemment le sermon jusqu'au bout, et, le service fini, suivit le prédicateur dans la sacristie; là, après avoir loué son discours, il lui montra sous les fourrures et le drap fin le froc de son ordre, qu'il portait sur la peau. On ajoute que le moine, au contraire, avait du linge sous son froc. Après la mort de l'archevêque, on trouva dans sa chambre une petite boîte, renfermant les aiguilles et le fil dont il se servait pour raccommoder lui-même ce vêtement usé.

On conçoit qu'un homme si occupé fût avare de son temps. Ximenès dormait rarement plus de quatre ou quatre heures et demie; il se faisait raser la nuit, tout en écoutant une lecture édifiante. Il suivait le même usage à table ou assistait à des discussions entre certains membres de son

ordre, discussions qui roulaient d'ordinaire sur quelque subtile question de théologie; c'était là sa seule récréation. Il avait aussi peu de loisir que de goût pour des amusements plus légers. Il parlait peu, et toujours à point; il n'aimait pas les vaines cérémonies et les visites inutiles, qu'il était plus ou moins condamné à subir, par sa position. Il avait souvent un volume ouvert devant lui sur sa table, et, quand le visiteur restait trop longtemps ou l'importunait par une conversation frivole, il manifestait son mécontentement en reprenant sa lecture. Le livre du cardinal a dû être aussi funeste à mainte réputation que le cornet de Fontenelle.

Nous finirons ce portrait de Ximenès de Cisneros par quelques mots sur sa personne. Il avait le teint pâle, la figure longue et maigre, le nez aquilin, la lèvre supérieure très proéminente; les yeux petits, profondément enfoncés dans la tête, noirs, vifs et pénétrants; le front large et, chose remarquable, sans aucune ride, bien que l'expression de ses traits fût un peu sévère [1]. Il avait la voix claire, mais non agréable, parlait avec mesure et précision, avait le maintien grave, la taille droite et haute, et l'air imposant. Sa constitution, naturellement forte, avait été affaiblie par des austérités et des travaux excessifs, au point que, dans les dernières années de sa vie, il était extrêmement sensible aux changements de temps et aux intempéries de l'air.

Nous avons parlé de la ressemblance qui existe entre Ximenès et le cardinal de Richelieu. Ces deux hommes se ressemblent toutefois plus par leur position que par leur caractère, bien que, sous ce dernier rapport, ils aient des

[1] On examina la tête de Ximenès une quarantaine d'années après sa mort et on découvrit que le crâne était sans sutures.

points de contact[1]. Tous deux, quoique destinés à la prêtrise, parvinrent aux plus hautes dignités de l'État, et même dirigèrent, peut-on dire, les destinées de leur pays[2]. L'autorité de Richelieu fut cependant plus absolue que celle de Ximenès, car il s'abritait derrière le roi, tandis que le prélat espagnol, seul et sans protecteur, se trouvait en butte aux attaques de l'envie et rencontrait de l'opposition. Tous deux, épris de la gloire militaire, se montrèrent capables de l'obtenir; tous deux durent leurs grands succès à cette union, si rare et toujours irrésistible, de facultés supérieures avec une énergie puissante.

Le fond moral de leur caractère était entièrement différent. Chez le ministre français, c'était l'égoïsme, pur et sans adoucissement; sa religion, sa politique, ses principes, en un mot, avaient pour règle ses intérêts; il pouvait pardonner des offenses contre l'État, mais était implacable pour ceux qui l'avaient offensé lui-même. Son autorité fut littéralement cimentée avec le sang. Il fit servir son immense puissance à l'agrandissement de sa famille. Quoique hardi jusqu'à la témérité dans ses projets, il manqua plus d'une fois de véritable courage en les exécutant. Violent et emporté, il sut se prêter à dissimuler; malgré une extrême arrogance, il aimait l'encens de la flatterie. Il avait un avantage sur le

[1] Un petit traité a été consacré à ce sujet; il est intitulé : « Parallèle du cardinal Ximenès et du cardinal Richelieu, par M. l'abbé Richard; à Trévoux, 1705. » (222 pages in-12.) L'auteur avec une bonne foi rare dans une occasion où la vanité nationale est en jeu, donne sans hésiter la préférence à l'étranger Ximenès.

[2] Les principales fonctions que Ximenès exerçait à sa mort étaient celles d'archevêque de Tolède, et par conséquent primat d'Espagne, grand-chancelier de Castille, cardinal de l'Église romaine, inquisiteur général de Castille et régent.

prélat espagnol : il savait être un courtisan à la cour et avait des goûts plus raffinés, plus cultivés. Il l'emportait encore sur son rival, sous un autre rapport; il n'était pas fanatique, n'avait pas ces sentiments religieux qui engendrent la bigoterie. — Leur mort fut caractéristique. Richelieu mourut, comme il avait vécu, si profondément exécré que la populace furieuse voulut l'empêcher de reposer paisiblement dans la tombe. Ximenès fut enterré au milieu des larmes et des lamentations du peuple; ses ennemis même honorèrent sa mémoire, et son nom est encore aujourd'hui vénéré, en Espagne, comme celui d'un saint.

CHAPITRE XXVI

COUP D'ŒIL SUR LE RÈGNE DE FERDINAND ET D'ISABELLE.

Politique de la couronne. — La noblesse. — Le clergé. — Importance des communes. — Extension de la prérogative royale. — Recueils de lois. — Organisation des tribunaux. — Commerce. — Manufactures. — Agriculture. — Lois restrictives. — Revenus publics. — Progrès des découvertes. — Régime colonial. — Prospérité générale. — Accroissement de la population. — Esprit chevaleresque de l'Espagnol. — Ère de gloire nationale.

Nous avons achevé l'histoire de ce règne important, qui embrasse la fin du xv[e] siècle et le commencement du xvi[e], époque où les commotions qui ébranlaient les anciens États européens réveillèrent les peuples de la léthargie où ils avaient langui si longtemps. L'Espagne subit cette impulsion générale; sous la glorieuse administration de Ferdinand et d'Isabelle, elle sortit du chaos et ressuscita; grâce à l'influence d'institutions appropriées à son génie, elle déploya une vigueur qu'elle ne se connaissait pas auparavant; elle puisa dans son industrie, dans ses entreprises commerciales, de nouvelles et plus vastes ressources, et renonça insensiblement aux mœurs sauvages des temps féodaux pour recueillir les fruits d'une culture morale et intellectuelle.

A l'époque où ses forces éparses s'étaient concentrées et où le système de son économie intérieure était complet, nous avons vu l'Espagne descendre dans l'arène, lutter contre les autres nations européennes et accomplir, en peu d'années, les plus importantes conquêtes, tant en Europe qu'en Afrique; nous l'avons vu couronner ses succès par la découverte et l'occupation d'un monde au delà de l'Océan. Dans le cours de notre récit, nous nous sommes trop occupé des détails de ces événements, pour réfléchir suffisamment aux causes qui les amenèrent; maintenant nous pouvons jeter un coup d'œil en arrière sur la route que nous avons parcourue et nous rendre rapidement compte des degrés successifs par lesquels les souverains espagnols, favorisés par la Providence, élevèrent l'Espagne au comble de la grandeur et de la prospérité.

Ferdinand et Isabelle, dès leur avénement au trône, reconnurent que la puissance excessive et l'esprit factieux de la noblesse étaient la principale cause des désordres du pays; leurs premiers efforts furent donc dirigés contre l'aristocratie. Une tentative semblable était faite, en même temps, dans les autres royaumes européens, mais nulle part elle ne fut couronnée d'un succès aussi prompt et aussi complet qu'en Castille, grâce aux mesures hardies et décisives dont nous avons déjà parlé. Ils suivirent la même politiqne pendant tout leur règne, préférant d'ailleurs les moyens détournés à des attaques directes. C'est ainsi, par exemple, qu'ils négligèrent de convoquer les ordres privilégiés aux cortès, dans plusieurs sessions très importantes. Ils n'abusaient pas par là de la prérogative royale, ils ne faisaient qu'exercer des pouvoirs anormaux, familiers à la couronne; et il ne paraît pas que ces ordres songeassent à se plaindre de cet oubli;

ils voyaient avec indifférence ces réunions, car, en vertu de leurs immunités aristocratiques, ils étaient exempts de tout impôt, et le plus souvent les cortès ne s'assemblaient que pour voter des impôts. Quoi qu'il en soit, par cette impolitique indifférence, ils renoncèrent à leur droit le plus précieux, droit que l'aristocratie anglaise a toujours revendiqué; aussi a-t-elle maintenu sa considération politique, tandis que la noblesse castillane perdait toute la sienne.

Les souverains employèrent encore avec persévérance un autre moyen; ils élevèrent aux plus hautes positions des hommes d'humble origine non, comme leur contemporain, Louis XI, pour humilier simplement les nobles, mais pour honorer le mérite partout où ils le découvraient : politique souvent louée, et avec raison, par les bons esprits du temps, L'histoire d'Espagne ne nous offre probablement pas un second exemple d'un Ximenès, sorti d'un rang obscur pour arriver, non seulement à la première dignité, mais au gouvernement même du royaume. La multiplication des tribunaux et des fonctions civiles ouvrit aux royaux époux un vaste champ pour appliquer ce système. Les nobles, investis jusqu'alors de la direction suprême des affaires, la virent passer dans les mains de gens qui avaient d'autres titres que leur valeur guerrière ou leur naissance; ceux qui recherchaient les distinctions durent les demander à l'étude. Nous avons déjà vu quel fut le succès brillant de cette innovation.

Mais, si l'aristocratie gagna en instruction, elle perdit son prestige en consentant à disputer avec des inférieurs, acceptés ainsi comme ses égaux, les récompenses du talent et de la science.

Ferdinand suivit la même politique en Aragon, où il soutint constamment les communes ou, pour mieux dire,

fut soutenu par elles, dans toutes les tentatives faites pour restreindre l'autorité des grands vassaux; si le succès couronna ses efforts, la puissance de cette aristocratie était cependant trop bien abritée derrière les institutions, pour pouvoir être ébranlée aussi fortement que celle de la noblesse castillane, qui avait agrandi ses droits par toute espèce d'usurpations.

Malgré les priviléges enlevés à cet ordre, il pesait encore d'un poids excessif dans la balance politique. Les grands seigneurs réclamaient encore quelques-unes des positions civiles et militaires les plus importantes; leurs revenus étaient immenses et leurs vastes domaines s'étendaient à perte de vue dans toutes les parties du royaume. La reine, qui fit élever un grand nombre de jeunes nobles dans son palais, sous ses yeux, s'efforça d'attirer ces puissants vassaux à la cour; mais plusieurs de ceux-ci, gardant leur ancien esprit d'indépendance, préféraient vivre dans leurs châteaux forts, entourés de leurs serviteurs, et y attendre, dans un repos chagrin, l'heure où ils pourraient en sortir pour ressaisir par les armes l'autorité dont on les avait dépouillés. L'occasion s'offrit à la mort d'Isabelle; cette noblesse belliqueuse la saisit avec empressement, mais la prudence, la résolution de Ferdinand, et plus tard le bras de fer de Ximenès la continrent, ouvrant la voie au despotisme de Charles-Quint, autour duquel ces hautains Castillans, privés de tout pouvoir réel, vinrent graviter comme des satellites, empruntant tout leur éclat à la royauté.

La reine résistait également avec vigueur aux usurpations ecclésiastiques, fait dont pourrait douter celui qui, jetant un coup d'œil superficiel sur ce règne, voit Isabelle constamment entourée de prêtres et proclamant la religion

comme le grand but qu'elle a en vue dans ses principales entreprises, au dedans et au dehors du pays. Il est cependant certain que, si tous ses actes portèrent l'empreinte de la religion, elle prit des mesures plus efficaces qu'aucun de ses prédécesseurs pour restreindre le pouvoir temporel du clergé [1]; le recueil de ses pragmatiques est rempli de lois destinées à limiter la juridiction de celui-ci et à l'empêcher d'empiéter sur les autorités séculières [2]. Comme nous l'avons déjà fait remarquer souvent, elle garda cette même attitude indépendante vis-à-vis du saint-siége. Par le célèbre concordat fait avec Sixte IV, en 1482, le pape céda aux souverains le droit de nommer aux plus hautes dignités de l'Église; le saint-siége garda toutefois la collation aux bénéfices inférieurs, qui ne furent que trop souvent donnés à des étrangers ou à des gens qui ne les méritaient pas. La reine

[1] Lucio Marineo nous fournit de nombreux renseignements sur la richesse du clergé espagnol à son époque; il y avait quatre siéges métropolitains en Castille :

Tolède, revenu.	80,000	ducats.
Saint-Jacques, id. . . .	24,000	»
Séville, id.	20,000	»
Grenade, id.	10,000	»

Il y avait vingt-neuf évêchés, dont les revenus, très inégalement répartis, s'élevaient ensemble à 251,000 ducats; les bénéfices étaient bien moins nombreux et considérables en Aragon qu'en Castille. Le Vénitien Navagiero parle de l'église métropolitaine de Tolède, comme de « la plus riche de la chrétienté; » ses chanoines vivaient dans des palais somptueux et ses revenus, avec ceux de l'archevêché, égalaient ceux de toute la ville de Tolède. Il signale aussi l'opulence des églises de Séville, Guadalupe, etc.

[2] Il paraît résulter de ces ordonnances que le clergé était prompt à réclamer contre ce qu'il regardait comme une infraction à ses droits; la reine, tout en réprimant les usurpations du clergé, intervint plusieurs fois, avec son sentiment ordinaire de justice, pour le protéger contre les empiétements des tribunaux civils.

obtenait quelquefois une indulgence papale qui lui accordait le droit de présentation pour un temps limité; dans ces occasions, elle déployait une telle activité, qu'on la vit souvent disposer, en un seul jour, de plus de vingt prébendes et dignités inférieures. D'autres fois, lorsque la nomination faite par le pontife ne lui plaisait pas, comme il arrivait assez souvent, elle prenait soin de la défaire, en défendant de publier la bulle avant qu'elle n'eût été soumise à l'examen de son conseil privé, et elle mettait en même temps sous séquestre les revenus du bénéfice vacant, jusqu'à ce qu'on eût satisfait à ses désirs.

Isabelle surveillait également avec sollicitude la conduite morale du clergé, recommandant aux prélats d'entretenir de fréquentes communications pastorales avec leurs suffragants et de lui dénoncer ceux qui se conduiraient mal; par sa vigilance, elle réussit à restaurer l'ancienne discipline du clergé, à purifier celui-ci de la sensualité et de l'indolence qui l'avaient si longtemps dégradé, et, bien avant sa mort, elle eut la douce satisfaction de voir les principales positions de l'Église occupées par des prêtres instruits et pieux, qui devaient rendre la réforme durable. Peu de souverains castillans ont été plus souvent en conflit avec la cour de Rome ou ont pris une attitude plus ferme vis-à-vis de celle-ci; peu lui ont arraché autant de faveurs et de concessions importantes, circonstance qui doit être attribuée, dit un écrivain castillan, « à un singulier bonheur et à une prudence consommée; » et, nous pouvons l'ajouter, à la profonde conviction que chacun avait de la pureté des vues de la reine, conviction qui empêchait ses ennemis mêmes de lui résister[1].

[1] Depuis la publication de la première édition de cet ouvrage, nous avons découvert un exemple de la fermeté avec laquelle Ferdinand revendiquait

La condition des communes fut probablement plus prospère, en général, sous Ferdinand et Isabelle qu'à aucune autre époque de l'histoire d'Espagne. La voie des honneurs et de la fortune leur était ouverte; les personnes et les biens étaient protégés, sous le règne impartial des lois. « Telle était la justice rendue à chacun dans cet heureux temps, » s'écrie Marineo, « que tous, noble et cavalier, bourgeois et laboureur, riche et pauvre, maître et serviteur, étaient égaux devant elle. » On ne voit pas des plaintes au sujet d'arrestations arbitraires ou de tentatives, si fréquentes avant et après cette époque, pour établir illégalement des impôts. Sous ce dernier rapport même, Isabelle manifesta une extrême sollicitude pour son peuple; en remplaçant la taxe capricieuse de l'*alcavala* par une taxe fixe, et plus encore en faisant recueillir l'impôt par les citoyens eux-mêmes, en place des officiers du trésor, elle soulagea considérablement ses sujets.

Enfin, malgré les fréquentes levées de troupes imposées par des guerres continuelles, malgré l'exemple donné par

ses droits ecclésiastiques, aussi énergiquement que pouvait le faire son illustre épouse. Le fait est trop remarquable pour que nous le passions sous silence. Une infraction ayant été faite, en 1508, aux immunités de la couronne à Naples, Ferdinand, dans une lettre datée de Burgos, 22 mai de cette année, reprocha en termes peu mesurés à son vice-roi, le comte de Rivagorza, d'avoir laissé publier la bulle papale dont il se plaignait; il lui demanda pourquoi il n'avait pas fait arrêter et pendre sur-le-champ l'envoyé apostolique, *curso apostolico!* Il lui ordonna de rappeler la mission qui avait été envoyée à Rome, et déclara que si la bulle en question n'était pas révoquée immédiatement, il rendrait les couronnes de Castille et d'Aragon indépendantes du saint-siége! Il est curieux de voir les peines que les commentateurs d'une époque postérieure se donnent pour concilier cette attitude hardie du roi catholique avec sa soumission comme véritable fils de l'Église.

des pays voisins, le gouvernement ne tenta jamais d'établir une armée permanente, ce boulevard du despotisme; il se borna du moins à organiser la milice volontaire de l'hermandad, recrutée dans le peuple et payée par celui-ci. La reine ne partagea jamais les idées arbitraires de Ximenès en matière de gouvernement; elle s'appuyait sur l'opinion, non sur la force. Si son autorité n'avait pas reposé sur cette large et solide base de l'opinion publique, elle n'eût pu résister un seul jour aux violentes secousses qu'elle subit de bonne heure, ni accomplir l'importante révolution qu'elle finit par opérer dans les relations intérieures et étrangères du pays.

La situation du royaume, à l'avénement d'Isabelle, donna nécessairement aux communes une considération inusitée; dans sa position critique, la reine dut réclamer leur appui et il ne lui fut pas refusé. Pendant les deux premières années de son règne, la législature ou plutôt le tiers-état se réunit trois fois; dans ces premières sessions, les communes s'occupèrent activement d'organiser le système complet de législation qui rendit la vie et la vigueur à l'État épuisé.

Cette œuvre utile achevée, la législature se réunit plus rarement; cela se conçoit, puisque l'hermandad, qui était une représentation des communes castillanes, en assurant le règne de la loi à l'intérieur et en accordant de larges subsides pour les guerres étrangères, rendait inutile, en grande partie, la convocation des cortès. Du reste, grâce à leur extrême économie, les souverains, sauf quelques exceptions, parvinrent à couvrir les dépenses publiques avec le revenu ordinaire de la couronne.

Tout nous porte à croire que les franchises politiques du peuple, telles qu'elles étaient comprises alors, furent con-

stamment respectées. Le nombre de villes représentées aux cortès, nombre qui avait si souvent varié selon le caprice des princes ne fut jamais inférieur à celui qui avait été fixé par un long usage; au contraire, il fut augmenté après la conquête de Grenade, et, dans une session tenue peu de temps après la mort de la reine, nous voyons la législature s'élever elle même, dans les vues les plus étroites et les plus impolitiques, contre l'extension prétendûment illicite des droits de représentation.

A un égard, et ceci forme une exception à la règle établie plus haut, la conduite des souverains mérite d'être remarquée; il s'agit de la promulgation de pragmatiques ou ordonnances royales, en plus grand nombre probablement que sous aucun autre règne, avant ou après cette époque. Cette importante prérogative avait été anciennement revendiquée et exercée plus ou moins librement par la plupart des monarques européens; il était assez naturel que le prince s'arrogeât cette autorité ou que le peuple lui permît d'en user modérément, parce qu'il ne prévoyait pas les suites de cette tolérance ou que les longues et fréquentes sessions de la législature l'importunaient. Comme ces ordonnances étaient d'une nature exécutive, ou destinées à compléter des mesures parlementaires, à satisfaire à des désirs exprimés par les cortès elles-mêmes, elles paraissent n'avoir pas donné lieu à des objections constitutionnelles en Castille; mais il n'était pas probable que des limites, assez mal définies, seraient scrupuleusement respectées, et, sous des règnes précédents, on avait fait un abus intolérable de cette prérogative.

Une grande partie de ces lois ont un caractère économique, elles ont pour but de protéger le commerce, l'indus-

trie, de faire régner la bonne foi dans les relations commerciales [1]; plusieurs sont dirigées contre les progrès du luxe; un plus grand nombre se rapportent à l'organisation des tribunaux publics. Quelque opinion que l'on ait de leur sagesse dans certains cas, on y découvrira difficilement une tentative pour changer les principes établis en matière de jurisprudence criminelle ou ceux qui réglaient la transmission des biens. Lorsque ces principes étaient mis en discussion, les souverains prenaient soin d'appeler la législature à leur aide, exemple qui fut peu suivi par leurs successeurs. Une preuve suffisante de la confiance inspirée par le gouvernement et de la bonté de ces lois, en général, c'est que, malgré leur fréquence inusitée, elles échappèrent à toute critique parlementaire; mais, si patriotiques que fussent leurs intentions, si salutaire même que fût le pouvoir confié à des mains aussi sûres, les souverains catholiques posèrent un funeste précédent, dont la dynastie autrichienne se servit plus tard pour détruire les libertés de la nation.

Les remarques précédentes au sujet de la politique suivie à l'égard des communes, sous ce règne, s'appliquent bien moins à la conduite de la reine qu'à celle de son époux. Grâce peut-être à l'expérience acquise chez ses propres sujets, « qui, » dit Martyr, « ne laissèrent jamais toucher à leurs droits constitutionnels, » et qui, dans leurs réunions, se montraient toujours plus pressés d'exposer leurs griefs

[1] Un fait digne de remarque, comme la preuve des progrès de la civilisation sous ce règne, c'est que la plus grande partie de la législation criminelle se rapporte au commencement de celui-ci, tandis que les lois postérieures concernent principalement les rapports nouveaux qu'avait fait naître le développement de l'industrie domestique.

que de voter des subsides, Ferdinand, paraît-il, aimait peu ces assemblées populaires; il convoqua rarement les cortès aragonaises, et, lorsqu'elles étaient réunies, n'épargna aucun effort pour peser sur leurs délibérations. Il craignait peut-être de semblables difficultés en Castille, lorsque son second mariage lui eut fait perdre l'affection du peuple; toujours est-il qu'il évita de convoquer les cortès dans plus d'une occasion où il y était obligé par la constitution, qu'il empiéta sur les privilèges de la législature et proclama des principes de gouvernement en opposition avec sa conduite générale. Cependant des cortès, réunies peu de temps après la mort de la reine, rendirent témoignage à son équité, à son patriotisme, dans un moment où l'on ne pouvait les suspecter de flatterie. Les écrivains castillans les plus éclairés répètent ces éloges et signalent souvent son règne, comme inaugurant une ère constitutionnelle.

Les communes gagnèrent, sans doute, en considération politique, par l'abaissement de la noblesse; mais elles y gagnèrent surtout de jouir en paix de leurs droits, bienfait inestimable. La couronne accapara tout ce que perdaient les ordres privilégiés : pensions, vastes domaines, nombreuses places fortes, droits de juridiction seigneuriale, commandement des ordres militaires. D'autres circonstances conspirèrent pour relever encore davantage l'autorité royale; citons, entre autres, les relations internationales ouvertes alors avec le reste de l'Europe, relations qui, soit hostiles, soit amicales, étaient dirigées par le monarque seul qui, sauf pour obtenir des subsides, daignait rarement solliciter l'intervention des cortès; la réunion des différents États de la péninsule sous un même gouvernement; les immenses territoires, conquis ou découverts au dehors et considérés, à cette

époque, comme appartenant à la couronne, plutôt qu'à la nation; enfin, l'autorité que donnèrent aux souverains catholiques leur caractère personnel et un règne long et heureux. Telles furent les nombreuses causes qui, sans qu'on doive accuser Ferdinand et Isabelle d'ambition ou d'indifférence aux droits de leurs sujets, concoururent à agrandir d'une manière inouïe, sous leur règne, la prérogative royale.

C'était d'ailleurs dans cette voie que tous les gouvernements européens tendaient à entrer, dans ce siècle. Le peuple, préférant sagement un seul maître à plusieurs, secondait le souverain dans ses efforts pour arracher à l'aristocratie l'exorbitante puissance, dont elle abusait si grossièrement. Telle fut la révolution du xv[e] et du xvi[e] siècle. Le pouvoir, remis aux mains d'un seul homme, fut, avec le temps, reconnu également contraire au grand but du gouvernement civil, tandis qu'il grandit peu à peu au point de menacer d'écraser la monarchie elle-même sous ce poids. Mais les institutions d'origine teutonique recélaient un principe conservateur, étranger au fragile despotisme de l'Orient; les germes de la liberté étaient parfaitement implantés au cœur de la nation et n'attendaient qu'un temps plus favorable pour grandir et se manifester. Ce temps est enfin venu; une longue expérience et une plus haute éducation ont révélé aux hommes, non seulement l'étendue de leurs droits politiques, mais le meilleur moyen de les garantir, et c'est la revendication de ces droits par les peuples qui constitue la révolution, aujourd'hui commencée dans la plupart des anciens États européens. Le progrès des idées libérales dépend naturellement de circonstances particulières et du caractère de chaque nation, mais on ne peut raisonnablement douter qu'elles ne

finissent par triompher partout. Puissions-nous ne pas nous tromper!

La prospérité du pays sous Ferdinand et Isabelle, l'extension de son commerce et ses nouvelles relations intérieures demandaient de nouveaux règlements, que l'on tenta de suppléer, comme nous l'avons dit, par des pragmatiques; c'était là ajouter aux embarras d'une législation déjà inextricable, et le juriste pouvait désespérer de connaître jamais cette masse de lois qui, sous forme de chartes municipales, de codes romains, de statuts parlementaires et d'ordonnances royales, étaient reçues comme autorité dans les cours. Témoin des maux sans nombre résultant de cette jurisprudence indécise et contradictoire, les cortès avaient réclamé, à plusieurs reprises, un système plus simple et plus uniforme; un premier pas fut fait dans cette voie par la publication des « *Ordenanças Reales,* » compilées dans la première partie du règne d'Isabelle. Les pragmatiques, publiées plus tard, furent également réunies en volume par l'ordre de la reine et imprimées un an avant la mort de celle-ci. On peut considérer ces deux codes comme embrassant la législation ordinaire de son règne.

En 1505, le célèbre petit code, appelé « *Leyes de Toro,* » du nom du lieu où s'étaient tenues les cortès, reçut la sanction de ce corps; les lois qu'il renferme, au nombre de quatre-vingt-quatre, destinées à compléter celles qui existaient déjà, sont principalement relatives aux droits d'héritage et de mariage. Elles naturalisèrent, peut-on dire, en Castille, le malheureux terme de « *mayorazgo.* » Ce qui caractérise ces lois, rendues plus mauvaises encore par les commentaires des jurisconsultes, c'est la facilité qu'elles donnent aux substitutions, funeste facilité qui, jointe à l'or-

gueil et à l'indolence de l'Espagnol, en fait l'une des causes les plus efficaces de la décadence de l'agriculture et de l'appauvrissement général du pays.

Outre ces codes, les « *Leyes de la Hermandad,* » le « *Quaderno de Alcavalas*, » et d'autres moins importants pour la réglementation du commerce, furent publiés sous ce règne. Néanmoins le plan d'une compilation uniforme des lois municipales de la Castille, quoiqu'il eût occupé les jurisconsultes les plus distingués du temps, n'était pas réalisé à l'époque de la mort de la reine. On voit combien elle l'eut à cœur jusque dans ce moment, puisque, par une clause de son testament, elle légua l'accomplissement de cette œuvre, comme un devoir impérieux, à ses successeurs. Elle ne fut pas achevée avant le règne de Philippe II, et les lois de Ferdinand et d'Isabelle, introduites, en grand nombre, dans cette compilation fameuse, montrent le caractère prévoyant de cette législation, ainsi que le rare discernement avec lequel elle fut appropriée au génie particulier et aux besoins de la nation.

L'immense accroissement du territoire et le développement correspondant des ressources publiques exigeaient, non seulement de nouvelles lois, mais une réorganisation complète de toutes les branches de l'administration. On peut considérer les lois comme indiquant les tendances du maître, soit en bien, soit en mal; mais c'est dans la conduite des tribunaux que nous devons chercher le véritable caractère du gouvernement. Le meilleur titre de Ferdinand et d'Isabelle à la reconnaissance du peuple, fut l'action équitable et vigilante de ces tribunaux. Pour faciliter l'expédition des affaires, celles-ci furent distribuées entre un certain nombre de bureaux ou conseils, à la tête desquels se trouvait le

conseil royal, dont nous avons déjà fait connaître l'autorité et les fonctions. Afin de laisser à ce corps plus de loisir pour remplir ses devoirs exécutifs, une nouvelle audience ou chancellerie, comme on l'appela, dont les juges étaient pris parmi les membres du conseil du roi, fut établie à Valladolid, en 1480. Une semblable cour fut instituée, après la chute de Grenade, dans le midi du royaume. Toutes deux jugeaient, en dernier ressort, les causes civiles qui leur étaient portées des audiences inférieures dans tout le royaume.

Le conseil suprême était placé au dessus de l'Inquisition, dans le but spécial de sauvegarder les intérêts de la couronne, but auquel il atteignit imparfaitement, comme il résulte des fréquents conflits du saint-office avec les juridictions royales et séculières. Le conseil des ordres s'occupait, comme l'indique son nom, des grandes communautés militaires. Le conseil d'Aragon était chargé de l'administration générale de ce royaume avec ses dépendances, y compris Naples, et avait, en outre, une juridiction étendue, comme cour d'appel. Enfin, le conseil des Indes fut institué, en 1511, par Ferdinand, pour le contrôle du département américain; ses pouvoirs, si larges qu'ils fussent à l'origine, furent tellement élargis encore sous Charles-Quint et ses successeurs qu'il devint le dépositaire de toutes les lois, la source de toutes les nominations, dans l'ordre spirituel ou temporel, et le tribunal suprême qui décidait toutes les questions relatives à l'administration ou au commerce des colonies.

Telles furent les formes prises par le gouvernement, sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle. Les grands intérêts du royaume étaient surveillés par un petit nombre de conseils, qui tous se rapportaient à la couronne, comme à leur centre commun. Les principales positions étaient occupées par des

juristes, seuls capables de s'acquitter de ces fonctions, et les cours de justice étaient remplies de magistrats intègres qui, devant leur élévation aux souverains, n'étaient guère enclins à interpréter la loi au détriment de la prérogative royale.

La plupart des lois de ce règne ont rapport, d'une ou d'autre manière, comme on devait s'y attendre, au commerce et à l'industrie. Leur nombre considérable révèle le développement extraordinaire des forces et des ressources de la nation, ainsi que la tendance prononcée du gouvernement à favoriser ce mouvement; la sagesse de ces efforts est cependant parfois douteuse. Nous énumérerons rapidement quelques-unes des dispositions les plus caractéristiques et les plus importantes.

Une pragmatique de 1500 interdit à toute personne, du pays ou non, d'embarquer des marchandises à bord d'un bâtiment étranger, dans un port où l'on pourrait se procurer un navire espagnol; une autre défendit de vendre des vaisseaux à des étrangers; une troisième offrit une forte prime pour tout vaisseau d'un certain tonnage. D'autres encore protégèrent les navigateurs et leur accordèrent différentes immunités. La première de ces lois, comme le fameux acte anglais de navigation, publié tant d'années après, avait pour but, ainsi que l'exposé des motifs l'annonce, d'exclure les étrangers du trafic maritime; les autres étaient destinées à encourager la création d'une marime pour la défense et pour le commerce du pays. Sous ce rapport, les souverains furent favorisés par leurs importantes colonies, situées si loin qu'il fallut employer des bâtiments d'un plus fort tonnage que ceux dont on s'était servi jusque-là. Les lois postérieures et certains faits venus à notre connaissance attestent le succès de ces dispositions. Le nombre des vaisseaux mar-

chands, au service de l'Espagne, s'élevait à mille, d'après Campomanes, au commencement du XVI[e] siècle. Nous pouvons nous faire une idée de la condition florissante de la marine commerciale du pays, d'après celle de la marine militaire, telle que nous la révèlent les flottes envoyées, en différents temps, contre les Turcs ou les corsaires barbaresques [1]. Le convoi qui escorta, en 1496, l'infante Jeanne se rendant dans les Flandres, se composait de cent trente vaisseaux, grands et petits, ayant à bord plus de vingt mille hommes, formidable armement; inférieur seulement à celui de « l'Invincible Armada, » si fameuse [2].

A la demande des habitants des provinces du nord, une pragmatique défendit, en 1491, aux Anglais et aux autres marchands étrangers, d'exporter de la péninsule, au lieu des fruits et des marchandises de celui-ci, de l'or ou de l'argent. Cette loi, paraît-il, avait moins pour but de protéger le manufacturier, que de conserver les métaux précieux dans le pays; elle était en rapport avec d'autres, interdisant l'exportation de ces métaux, sous forme de monnaie ou de lingot. De pareilles lois n'étaient pas nouvelles en Espagne, ni particulières à ce royaume; elles procédaient du principe que l'or et l'argent, indépendamment de leur valeur comme moyens d'échange, constituent, d'une manière spéciale, la

[1] La flotte destinée à combattre les Turcs, en 1482, se composait de soixante-dix vaisseaux, et celle que commanda Gonsalve, en 1500, de soixante bâtiments, grands et petits.

[2] Le curé de Los Palacios porte même l'équipage de cette flotte à 25,000 hommes, chiffre rond qui doit certainement comprendre toute espèce de gens. L'Invincible Armada se composait, d'après Dunham, d'environ 130 vaisseaux, grands et petits, avec 20,000 soldats et 8,000 marins. Cette estimation est inférieure à celle de la plupart des écrivains.

richesse d'un pays; cette erreur, commune, avons-nous dit, à d'autres nations européennes, fut surtout fatale à l'Espagne, car le produit de ses propres mines avant la découverte de l'Amérique, et plus tard de celles du nouveau monde, formait sa principale branche de commerce. Les métaux auraient donc dû pouvoir être portés facilement dans d'autres pays, où leur plus-valeur eût produit un bénéfice correspondant à l'exportateur.

Les lois somptuaires de Ferdinand et d'Isabelle donnent prise, pour la plupart, à la même critique. De pareilles lois, provoquées en grande partie, sans doute, par les déclamations du clergé contre les pompes et les vanités du monde, furent familières de bonne heure à la plupart des États européens. Un vaste champ leur était ouvert en Espagne, où l'exemple des musulmans avait répandu dans toutes les classes le goût des vêtements somptueux et de la magnificence dans la manière de vivre. Les royaux époux rivalisèrent d'efforts avec leurs prédécesseurs les plus zélés pour réprimer ce luxe imprévoyant; ils firent même ce que peu de princes ont fait en pareille occasion, ils prêchèrent d'exemple. On peut se faire une idée de leur économie habituelle par une remontrance que les cortès adressèrent à Charles-Quint, peu de temps après son avénement; on y voit que les dépenses journalières de la maison de ce prince s'élevaient à cent cinquante mille maravédis; tandis que les souverains catholiques dépensaient rarement pour cet objet quinze mille maravédis ou le dixième de cette somme.

Ferdinand et Isabelle rendirent plusieurs lois salutaires pour mettre des bornes au luxe ambitieux, affiché aux mariages et aux funérailles, principalement par ceux qui en avaient le moins les moyens; en 1494, ils publièrent une

pragmatique, interdisant l'importation ou la fabrication du brocart, des broderies et de la vaisselle d'or ou d'argent; ils voulaient arrêter, disaient-ils, les progrès du luxe et le gaspillage des métaux précieux.

Ces mesures eurent le sort ordinaire de pareilles lois; elles donnèrent une valeur artificielle et plus élevée aux objets prohibés. Quelques-uns les éludèrent; d'autres, pour s'indemniser, se complurent dans une espèce de luxe, non défendu et presque aussi ruineux; citons, par exemple, les précieuses étoffes de soie, généralement en usage après la conquête de Grenade. Mais le gouvernement, sur les représentations des cortès, intervint de nouveau et limita à certaines classes le droit de porter ces étoffes. Rien évidemment n'était plus impolitique que ces dispositions dirigées contre des manufactures qui, avec et même sans des encouragements, eussent, à cause des avantages particuliers offerts par le pays, formé une branche importante d'industrie, soit pour les marchés étrangers, soit pour la consommation intérieure.

Malgré ces ordonnances, nous en trouvons une autre, en date de 1500, rendue à la demande des fabricants de soie de Grenade et interdisant l'entrée en Espagne du fil de soie venant de Naples; on encourageait donc la production de matières premières dont il était interdit de faire usage. Telles sont les contradictions dans lesquelles tombe un gouvernement, trahi par un zèle excessif et peu éclairé!

On exporta principalement d'Espagne, sous ce règne, les fruits et les produits naturels du sol, une grande variété de minéraux, du sucre, des cuirs, de l'huile, du vin, de l'acier, etc. La race des chevaux espagnols, célèbres dans les temps anciens, avait été considérablement améliorée par le

croisement avec la race arabe; elle avait cependant été négligée, dans les dernières années, mais le gouvernement, par plusieurs mesures judicieuses, réussit à rétablir si bien sa réputation, que ce noble animal constitua une branche importante de commerce avec l'étranger. Le pays produisait et vendait surtout de la laine; celle-ci, depuis l'introduction du mouton anglais, à la fin du XIVe siècle, avait acquis un tel degré de finesse et de beauté qu'elle put, sous ce règne, disputer le prix à toute autre en Europe.

On ne sait jusqu'à quel point on fabriquait et exportait les objets manufacturés. L'incertitude des renseignements statistiques, à cette époque reculée, a donné lieu à mainte supposition gratuite, à mainte évaluation extravagante, qui ont provoqué le scepticisme chez des critiques plus récents et plus difficiles. Capmany, le plus sagace d'entre ceux-ci, a émis l'opinion que les draps grossiers étaient seuls fabriqués en Castille, et exclusivement pour la consommation intérieure; cependant les ordonnances royales, par le caractère de leurs minutieuses dispositions, font supposer de très grands progrès dans beaucoup d'arts mécaniques. De même, les voyageurs éclairés, qui visitèrent le pays ou y résidèrent, au commencement du XVIe siècle, signalent les draps fins et les armes de Ségovie, les soies, les velours de Grenade, de Valence, les fabriques de laine et de soie de Tolède, qui donnaient du travail à dix mille ouvriers, la vaisselle curieusement travaillée de Valladolid, la coutellerie et les glaces de Barcelone, rivalisant avec celles de Venise.

Le retour fréquent des disettes et les continuelles fluctuations des prix peuvent faire raisonnablement douter de l'excellence de l'agriculture, à cette époque; mais on peut aussi les attribuer aux troubles qui agitèrent le pays, au

commencement de ce règne. Certainement l'agriculture ne pouvait être négligée à ce point par des princes qui la considéraient, tout l'esprit de la législation le prouve, comme la grande source de la prospérité nationale. Cela serait d'ailleurs en contradiction avec les rapports des voyageurs étrangers, qui pouvaient le mieux comparer l'état du pays avec celui d'autres contrées, dans ce temps. Ils s'étendent sur la fertilité d'un sol qui portait les productions des climats les plus opposés; ils décrivent les collines tapissées de vignes et d'arbres fruitiers, bien plus abondants alors, paraît-il, dans les régions du nord, qu'ils ne le sont aujourd'hui; les vallées et les délicieuses *vegas*, ornées de la luxuriante végétation du sud; ils parlent de vastes districts, aujourd'hui stériles et où le voyageur distingue à peine les traces d'une route, d'une habitation humaine, mais qui, à cette époque, fournissaient des moyens de subsistance aux populeuses cités des environs.

L'Espagnol moderne, qui erre parmi les ruines de ces villes magnifiques, dans ces rues envahies par l'herbe, dans ces palais, dans ces temples écroulés, qui voit ces ponts massifs comblant les rivières qu'ils franchissaient fièrement jadis, qui voit ces rivières mêmes, autrefois sillonnées par des vaisseaux, trop basses aujourd'hui pour recevoir le moindre bateau, l'Espagnol, qui remarque partout l'empreinte laissée par une race de géants, pour faire honte à une nation dégénérée, doit se reporter en imagination aux jours glorieux où de si grands travaux purent être exécutés, et il n'est pas étonnant que, dans son enthousiasme, il ne soit porté à revêtir ce temps de couleurs romanesques et exagérées. Ces jours glorieux, il ne faut pas les chercher dans ces derniers siècles, encore moins dans le XVII[e] siècle, car la nation était

alors à son dernier degré d'abaissement[1], ni à la fin du xvie, car le langage plein de découragement, tenu par les cortès, montre que la décadence et la dépopulation de l'Espagne étaient déjà visibles alors; il faut remonter à la première moitié de ce siècle, au règne de Ferdinand et d'Isabelle, et à celui de son successeur, Charles-Quint, sous lequel l'État, grâce à la vigoureuse impulsion qu'il avait reçue, progressa dans la voie de la prospérité, malgré l'ignorance et les fautes de ceux qui le guidaient.

Il n'y a pas de pays qui ait passé par de plus rudes épreuves, ni montré, en général, une aussi profonde ignorance des véritables principes de la science économique, que l'Espagne sous le règne de la dynastie d'Autriche; et, comme il n'est pas toujours facile de distinguer les actes de ces princes d'avec ceux de Ferdinand et d'Isabelle, sous qui, peut-on dire, furent implantés les germes d'une grande partie de la législation postérieure, cette malheureuse confusion a jeté un discrédit immérité sur l'administration des souverains catholiques; immérité, car des lois, pour être mauvaises plus tard, ne le sont pas toujours au temps en vue duquel elles ont été faites, pour ne pas ajouter que ce qui était mauvais en soi devint dix fois pire, sous leurs aveugles successeurs. Il est également vrai que, parmi les lois les plus déplorables sanctionnées par les royaux époux, plusieurs étaient l'œuvre de leurs prédécesseurs, et que beau-

[1] La plupart des écrivains s'accorderont probablement à fixer cette extrême limite à l'année 1700, où mourut Charles II, le dernier et le plus imbécile prince de la dynastie d'Autriche. La population du royaume à cette époque était descendue à six millions d'âmes. — Voyez Laborde, qui paraît s'appuyer sur de meilleures autorités pour ce chiffre que pour la plupart de ceux qui se trouvent dans sa table.

coup d'autres ont pour excuse l'usage généralement suivi par les autres nations, lequel autorisait les représailles en cas de légitime défense.

Rien n'est plus facile, en économie politique, que de formuler des théories abstraites, vraies comme abstractions; rien n'est plus difficile que de réduire celles-ci en pratique. Qu'un individu comprenne mieux ses propres intérêts que ne peut les entendre le gouvernement, ou, ce qui revient au même, que le commerce, laissé libre, se répande par les canaux qu'il choisira lui-même, de la manière la plus avantageuse, en général, à l'État, peu de gens le nieront; mais ce qui est vrai pour tous, pris ensemble, ne l'est pas pour un seul en particulier, et nulle nation ne peut s'appuyer sûrement sur ces principes, si les autres ne le font pas; nulle, en réalité, ne les a non plus appliqués, depuis la formation du système politique actuel de l'Europe. Tout ce qu'un État nouveau ou un gouvernement nouveau dans un État ancien, peut se proposer aujourd'hui, c'est non pas de sacrifier ses intérêts à des spéculations abstraites, mais d'approprier ses institutions au grand système politique dont il fait partie; à ce point de vue et eu égard à l'obligation plus haute de garantir l'indépendance nationale dans son sens le plus étendu, on peut excuser, en grande partie, ce qu'il y eut de défectueux dans la politique économique de l'Espagne, à l'époque dont nous nous occupons.

Il serait injuste de porter notre attention sur les mesures restrictives de Ferdinand et d'Isabelle, sans signaler également l'esprit libéral de leur législation par rapport à un grand nombre d'objets. Citons, par exemple, les lois qui engagèrent les étrangers à venir se fixer dans le pays; celles qui facilitèrent les communications à l'intérieur, par l'établis-

sement de routes, de ponts, de canaux, sur la plus vaste échelle; les mesures prises dans l'intérêt de la navigation, la construction de môles, de quais, de fanaux le long des côtes, l'approfondissement et l'élargissement des ports, « afin, » comme il est dit, « de suivre le grand développe« ment du commerce; » l'embellissement des villes; les lois portées pour délivrer le peuple de péages onéreux et de monopoles écrasants; pour établir un système uniforme de poids et de mesures dans tout le royaume; pour maintenir une police qui, selon les expressions de Martyr, fit d'une contrée pleine de désordres et de dangers le pays le plus sûr de la chrétienté; pour faire régner une justice égale qui, assurant à chacun les fruits de son travail, l'engageât à placer son capital dans des entreprises utiles; enfin, pour faire respecter les engagements pris, respect dont les souverains donnèrent eux-mêmes un glorieux exemple dans leur administration, de façon à rétablir ce crédit public qui est la véritable base de la prospérité générale.

Tandis que ces grandes réformes s'accomplissaient à l'intérieur du pays, celui-ci voyait sa situation, à l'extérieur, considérablement changée par un immense accroissement de territoire. Ses deux plus importantes acquisitions au dehors étaient Grenade et la Navarre, qui se trouvaient à ses portes et qu'il put ainsi surveiller et s'annexer d'une manière complète et durable. Grenade, comme on l'a vu, fut placé sous l'autorité de la Castille, gouverné par les lois et représenté dans les cortès de ce royaume, dont il faisait partie, dans la stricte acception du mot. La Navarre fut également réunie à la Castille, mais sa constitution, qui ressemblait beaucoup à celle de l'Aragon, ne fut nullement modifiée; elle était, il est vrai, administrée par un vice-roi, mais, comme Ferdi-

nand voulait le moins de changements possible, elle put garder sa législature, ses anciennes cours de justice et ses lois mêmes; elle conserva donc son indépendance, sinon au fond, au moins dans la forme, après sa réunion à l'État victorieux.

Les autres possessions de l'Espagne étaient disséminées sur divers points de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique. Naples avait été conquis par l'Aragon ou, du moins, en faveur de l'Aragon. La reine, paraît-il, ne prit aucune part à la conduite de cette guerre, la jugeant peut-être injuste ou croyant que l'occupation d'un pays éloigné, au centre de l'Europe, pourrait coûter plus qu'elle ne rapporterait. En réalité, l'Espagne est, dans les temps modernes, la seule nation qui ait pu garder longtemps de pareilles conquêtes, ce qui prouve qu'elle suivit une politique plus sage qu'on ne le croit généralement. Le sort des contrées dont nous parlons ne fait pas exception à la règle : Naples et la Sicile restèrent longtemps unis à l'Aragon.

Il devint nécessaire de changer de fond en comble les institutions de Naples, pour les approprier à des relations nouvelles. Les grandes charges publiques et les tribunaux furent réorganisés; la jurisprudence qui, sous la maison d'Anjou et même sous les premiers princes aragonais, s'était rapprochée des coutumes françaises, fut réformée sur le plan de celle de l'Espagne; Ferdinand s'appliqua à cette œuvre avec sa prudence ordinaire et, à l'avis d'un savant et impartial juriste italien, cette réforme manifesta un esprit de modération et de sagesse. Le roi accorda un grand nombre de priviléges au peuple, et surtout à la capitale, dont la vénérable université, grâce aux généreux subsides qu'il lui alloua, sortit de l'obscurité où elle était tombée.

L'entretien d'une armée de mercenaires et les charges de la guerre pesèrent lourdement sur les Napolitains, pendant les premières années; mais ceux-ci, qui avaient trop souvent changé de maîtres pour être très sensibles à la perte de leur indépendance politique, s'habituèrent peu à peu à leur nouveau régime et se montrèrent reconnaissants envers Ferdinand; pendant plus de deux siècles, l'anniversaire de la mort de ce monarque fut solennellement célébré dans tout le royaume, comme un jour de deuil public.

Mais, parmi les possessions lointaines de l'Espagne, les plus importantes de beaucoup étaient celles qu'elle devait au génie de Colomb et à la protection éclairée d'Isabelle. L'imagination avait un vaste champ ouvert devant elle dans ces régions immenses et inconnues; mais les profits des découvertes furent comparativement insignifiants, du vivant de la reine. A un autre point de vue, ils étaient loin de compenser les frais supportés par la couronne; la cause en fut, sans doute, en partie, l'humanité d'Isabelle, qui intervint, comme on l'a vu, pour empêcher ses sujets d'accabler les Indiens de travail; ceux-ci furent plus tard, immédiatement après sa mort, astreints à de si rudes corvées, que l'on extrayait annuellement des seules mines d'Hispaniola près d'un demi-million d'onces d'or. Les pêcheries de perles et la culture de la canne à sucre, importée des îles Canaries, produisirent également, grâce au même système inhumain, d'immenses bénéfices.

Ferdinand, à qui la reine avait légué par son testament la moitié du revenu des Indes, comprit toute l'importance de ces possessions; il serait toutefois injuste de dire qu'il fut uniquement préoccupé des profits immédiats de ces entreprises, car les mesures qu'il prit étaient, à bien des égards,

heureusement conçues pour encourager l'esprit de découvertes et de colonisation. Il appela à sa cour les navigateurs les plus éminents, tels que Pinzon, Solis, Vespuce; ils y formaient une espèce de conseil, dressant des cartes et traçant de nouvelles routes pour des voyages projetés; la direction de ce département fut donnée à Améric Vespuce, qui eut la gloire la plus grande qu'un homme dut jamais au hasard, au caprice de la fortune, de donner son nom à un hémisphère.

On équipa alors des flottes puissantes, qui pouvaient lutter de magnificence avec celles des Portugais, dont les brillants succès dans l'Est excitaient l'envie des Castillans. Le roi s'intéressait quelquefois à ces entreprises, indépendamment de l'intérêt qu'y avait de droit la couronne.

Le gouvernement profita toutefois moins de ces voyages dispendieux que de ceux de simples particuliers, dont plusieurs, enrichis à l'aide de leur position officielle ou par la découverte fortuite d'un trésor, retournaient dans leur pays où leur opulence allumait l'envie et la cupidité de leurs compatriotes [1]. Mais l'esprit d'aventures était trop développé chez le Castillan, pour avoir besoin d'être stimulé, surtout après que la carrière lui eut été fermée en Afrique et en Europe. Une preuve éclatante de l'ardeur avec laquelle les romanesques cavaliers de ce temps s'élançaient dans la voie dangereuse ouverte à travers l'océan, fut donnée à l'époque où il fut, pour la dernière fois, question d'envoyer le Grand Capitaine en

[1] Bernardin de Santa-Clara, trésorier d'Hispaniola, amassa en peu d'années, dans cette île, 96,000 onces d'or; ce nouveau riche se servait de poudre d'or, au lieu de sel, comme assaisonnement, selon Herrera. D'après le même auteur, beaucoup de gens croyaient que l'or était si abondant qu'on le retirait du fond des ruisseaux avec des filets!

Italie. Une escadre de quinze vaisseaux, en destination pour le nouveau monde, mouillait en ce moment dans les eaux du Guadalquivir ; on avait limité l'équipage à douze cents hommes, mais, Ferdinand ayant contremandé l'expédition de Gonsalve, plus de trois mille volontaires, dont un grand nombre étaient de noble origine, tous épuipés avec une magnificence extraordinaire pour la campagne d'Italie, accoururent à Séville, demandant à s'embarquer pour les Indes. Séville même avait perdu une si grande partie de sa population par cette fièvre générale d'émigration, qu'on l'eût dit habitée seulement par des femmes, au rapport d'un contemporain.

Au milieu de cette surexcitation universelle des esprits, la carrière des découvertes fut parcourue avec un succès, inférieur, sans doute, à celui qu'on eût pu obtenir dans l'état actuel de la science nautique, mais extraordinaire pour ce temps. On explora les profondes sinuosités du golfe du Mexique, ainsi que les bords de l'isthme, riche mais sauvage, qui relie les deux Amériques. En 1512, la Floride fut découverte par un vieux et romanesque chevalier, Ponce de Léon, qui, au lieu de la magique fontaine de Jouvenee, y trouva la mort [1]. Un autre navigateur, Solis, chargé par Ferdinand d'une expédition pour atteindre la mer du Sud, en faisant le tour du continent, longea la côte jusqu'au grand Rio de la Plata, où il fut également massacré par les sauvages. En 1513, Vasco Nunez de Balboa passa, avec une

[1] Presque toutes les expéditions espagnoles dans le nouveau monde, au nord ou au sud, ont une teinte de roman que n'ont point celles des autres nations européennes ; l'une des plus singulières et des moins connues est celle du malheureux Ferdinand de Soto dont les ossements blanchissent sous les eaux du Missisipi qu'il découvrit le premier.

poignée d'hommes, à travers la partie étroite de l'isthme de Darien, et, du haut des Cordilières, il put voir le premier cet océan méridional, si longtemps recherché.

La nouvelle de cet événement excita en Espagne une sensation, inférieure seulement à celle qui avait été causée par la découverte de l'Amérique; le but si longtemps poursuivi par les navigateurs et par Colomb, dans son dernier voyage, la découverte d'une communication avec cette mer lointaine, était désormais atteint. Les fameuses îles, dont les épices avaient rapporté tant d'argent aux Portugais, étaient éparses dans cet océan, et les Castillans, après une traversée de quelques heures, pouvaient y débarquer, peut-être même les disputer à leurs rivaux, comme étant situées à l'ouest de la ligne de démarcation tracée par le pape. Voilà où en étaient les rêves et les réalités, à la fin du règne de Ferdinand.

Notre admiration pour l'indomptable courage déployé par les premiers navigateurs espagnols, dans ces entreprises extraordinaires, est bien diminuée au spectacle des actes de cruauté dont ils se souillèrent et qui sont trop énormes pour que l'historien puisse chercher à les excuser ou les passer sous silence; tant qu'Isabelle vécut, les Indiens eurent une protection, mais « sa mort, » dit le vénérable Las Casas, « fut le signal de leur destruction. » Immédiatement après, le système des *repartimientos,* autorisé à l'origine, comme on l'a vu, par Colomb, qui paraît n'avoir pas douté, dès le commencement, du droit absolu de propriété possédé par la couronne sur les sauvages, fut appliqué dans toute son étendue; tout Espagnol, quel que fût son rang, eut son lot d'esclaves, et c'est à ces hommes, dont un grand nombre n'étaient pas seulement incapables de comprendre leur responsabilité, mais étaient encore dépourvus de tout senti-

ment d'humanité, c'est à ces hommes qu'on permit de disposer absolument de la vie et des biens de leurs semblables. Ils abusèrent de leur autorité de la manière la plus révoltante, contraignant les malheureux Indiens à des travaux au dessus de leurs forces, infligeant aux paresseux les châtiments les plus raffinés et traquant, comme des bêtes sauvages, avec des chiens féroces, ceux qui résistaient ou s'enfuyaient. On peut dire qu'à chaque pas fait dans le nouveau monde l'Européen écrasa sous ses pieds un Indien. On a peine à croire les récits qui font connaître le nombre effroyable de victimes immolées dans ces belles régions, si peu de temps après leur découverte, et l'on frémit d'horreur au spectacle de tant de forfaits épouvantables, révélés par un homme qui, s'il a pu dans sa vertueuse indignation donner à ce tableau des couleurs trop sombres, n'a jamais été soupçonné d'avoir à dessein falsifié des faits dont il était témoin oculaire. Les premiers colons du nouveau monde, soit papistes, soit puritains, ont, pour la plupart, témoigné une égoïste et brutale indifférence aux droits des naturels du pays; mais qu'est-ce que cette faute auprès de ces milliers de crimes dont les Espagnols se sont rendus coupables, crimes qui ont peut-être été punis déjà par la Providence, lorsque s'est tarie cette source, inépuisable en apparence, de richesse et de prospérité.

On peut trouver étrange que le gouvernement ne soit point venu au secours de ses sujets opprimés; mais, si nous en croyons Las Casas, on laissa toujours ignorer à Ferdinand la grandeur des maux dont ils souffraient; le monarque, en ce qui concernait les affaires des Indes, était entouré d'hommes qui avaient intérêt à lui cacher la vérité [1]. Les

[1] Un courtisan, dit l'évêque de Chiapa, possédait 800 esclaves, et un

représentations de quelques missionnaires zélés l'engagèrent, en 1501, à soumettre la question des *repartimientos* à un conseil de juristes et de théologiens [1]; ceux-ci se rangèrent du côté des partisans de ce système, lesquels déclarèrent qu'il était indispensable pour le maintien des colonies, parce que l'Européen était incapable de travailler dans ces régions tropicales, et que d'ailleurs il offrait le seul moyen de convertir les Indiens, qui ne pourraient jamais, sans contrainte, être amenés à vivre avec les blancs [2].

Ferdinand assuma ouvertement, avec ses ministres, la

autre 1,100. Nous connaissons leurs noms par Herrera; le premier était l'évêque Fonseca et le second le commandeur Conchillos, tous deux puissants dans le conseil des Indes. Ce Conchillos, envoyé par Ferdinand à sa fille dans les Flandres, avait été jeté en prison par ordre de l'archiduc Philippe; après la mort de ce prince, il reçut des faveurs signalées du roi catholique et amassa une grande fortune comme secrétaire du conseil des Indes. Oviedo lui a consacré un de ses dialogues.

[1] Les dominicains et d'autres missionnaires, disons-le à leur honneur, travaillèrent avec un zèle infatigable à la conversion des Indiens, dont ils défendirent avec courage les droits naturels. C'étaient cependant les hommes qui allumaient les feux de l'inquisition dans leur propre pays; c'est ainsi que le même principe peut, dans des circonstances différentes, conduire à des résultats tout opposés.

[2] Las Casas adressa au gouvernement en 1542 un savant mémoire sur les meilleurs moyens d'arrêter la destruction des aborigènes; il concluait par ces deux points : 1° Que les Espagnols continueraient à s'établir en Amérique, quand même l'esclavage serait aboli, à cause des grandes facilités de s'enrichir que leur offrait le nouveau monde; 2° que, s'il n'en était pas ainsi, cela ne justifierait pas encore l'esclavage, puisque « *Dieu nous défend de faire le mal pour en faire sortir le bien;* » maxime extraordinaire dans la bouche d'un prêtre espagnol du XVIe siècle! Toute l'argumentation, qui renferme en résumé tout ce qui a été dit plus au long depuis par les abolitionnistes, est singulièrement habile et puissante; dans ses principes abstraits elle est irréfutable. Les crimes des Espagnols sont exposés et dénoncés dans cet écrit avec une hardiesse qui prouve que le bon évêque n'avait d'autre crainte que celle de Dieu.

responsabilité qu'il devait encourir en maintenant cette institution vicieuse, et plus tard il rendit à cet effet une ordonnance, accompagnée toutefois d'un certain nombre de dispositions équitables et humaines pour empêcher les abus. L'ordonnance fut appliquée dans toute son extension; les règlements furent ouvertement écartés. Plusieurs années après, en 1515, Las Casas, ému à la vue de tant de souffrances, retourna en Espagne et plaida la cause des opprimés avec des accents qui firent tressaillir sur son trône le monarque mourant, qui n'eut plus le temps de remédier, comme il se le proposait, à ces maux. L'intervention efficace de Ximenès, qui envoya une commission à Hispaniola pour faire une enquête, n'eut pas des résultats durables, et l'infatigable « protecteur des Indiens » resta à la cour de Charles-Quint, demandant vainement justice et donnant, sinon le seul, au moins le plus bel exemple d'un cœur pénétré du véritable esprit de charité chrétienne [1].

Nous avons examiné ailleurs la politique suivie par les souverains catholiques dans l'administration des colonies. La quantité de métaux précieux, exportés de celles-ci, finit par dépasser les plus brillantes espérances des premiers explorateurs. Ce sol fécond portait, en outre, une variété infinie de produits végétaux, qui auraient pu faire l'objet

[1] Dans la remarquable discussion qui s'engagea entre le docteur Sepulveda et Las Casas, devant une commission nommée par Charles-Quint, en 1550, le premier essaya de justifier la persécution des aborigènes par la conduite des Israélites envers leurs voisins idolâtres; mais le Fénelon espagnol répondit « que la conduite des juifs n'était pas un précédent pour les chrétiens; que la loi de Moïse était une loi de rigueur, et celle de Jésus-Christ une loi de grâce, de pitié, de paix, de bienveillance et de charité. » L'Espagnol commença par persécuter les juifs, puis il les cita comme des autorités pour persécuter tous les autres infidèles.

d'un immense commerce avec la mère-patrie; la population et les productions, s'accroissent rapidement par l'effet d'une protection judicieuse, auraient augmenté d'une manière incalculable la richesse générale de l'empire. Tel eût été le résultat d'un sage système de législation.

Mais les véritables principes de la politique coloniale étaient complétement méconnus, au xvie siècle. La découverte d'un monde était estimée, comme celle d'une riche mine, par la valeur de ses produits en or et en argent. Une grande partie des lois d'Isabelle montrent, il est vrai, qu'elle avait des vues plus larges, plus hautes; mais un bien se mêlait, comme dans la plupart des institutions de cette reine, un germe de mal, qui avait peu d'importance alors, mais devait, se développant sous ses successeurs, grandir au point d'étouffer le bien; c'était l'esprit de restriction et de monopole, aggravé plus tard par les lois de Ferdinand et porté, sous la famille d'Autriche, à un tel degré qu'il paralysa le commerce colonial.

Sous ce système ingénieusement funeste, la mère-patrie et les colonies virent leurs intérêts également sacrifiés; ces dernières, condamnées à s'alimenter à une source inféconde, furent misérablement arrêtées dans leur croissance, tandis que la première réussit à changer en poison l'aliment qu'elle tirait de celles-ci. Les richesses puisées dans les mines d'argent de Zacatecas et de Potosi étaient renfermées dans les limites de la péninsule. Le grand problème poursuivi par la législation espagnole, au xvie siècle, était l'abaissement des prix dans le royaume au même niveau que dans les autres pays européens; cependant toute loi nouvelle tendait, par son caractère restrictif, à augmenter le mal. La pluie d'or qui, avec un bon vent, eût fertilisé le sol où elle tom-

bait, amena une inondation qui fit tout périr. L'agriculture, le commerce, les manufactures, toutes les branches de l'industrie nationale, languirent et dépérirent. La nation, au comble de ses vœux, comme ce roi de Phrygie qui changeait en or tout ce qu'il touchait, se trouva pauvre au milieu de ses trésors.

Détournons nos yeux de ce triste tableau pour les porter sur ce temps où un jour nouveau paraissait se lever sur l'Espagne, sortant des ténèbres où elle avait été plongée, durant des siècles. Sous l'autorité ferme, mais modérée de Ferdinand et d'Isabelle, les grands changements que nous avons signalés dans l'État s'accomplirent sans secousse; au contraire, les divers éléments qui auparavant se trouvaient en lutte furent réunis en harmonie. Une noblesse turbulente, renonçant aux factions, déploya son activité, utilement pour le pays, dans la carrière des armes ou des lettres. Le peuple, jouissant paisiblement de ses droits, put s'adonner à toute espèce de travaux productifs. Le commerce, ainsi que la législation de cette époque en fournit de nombreuses preuves, n'était pas encore tombé dans le discrédit où il tomba plus tard [1]. Les métaux précieux, n'abondant pas encore au point de paralyser l'industrie, ne faisaient que la stimuler.

[1] Il suffit de voir avec quel mépris les lois de Philippe II traitent de « *oficios viles y baxos* » les métiers les plus utiles, tels que ceux de forgeron, serrurier, tanneur et autres. Une singulière distinction existe en Castille, par rapport aux occupations les plus humbles : un noble peut être cocher, laquais, marmiton, valet, sans avilir sa noblesse, qui est dite *sommeiller* dans l'entretemps; mais il imprime à celle-ci une flétrissure éternelle, s'il exerce un métier. « C'est pour ce motif, » dit Capmany, « que j'ai vu souvent dans cette province des villages où les vagabonds, les contrebandiers et le bourreau même étaient du pays, tandis que les maréchaux, les cordonniers, etc., étaient des étrangers.

Les relations extérieures du pays prenaient chaque jour plus d'extension; l'Espagne avait des agents, des consuls, dans les principaux ports de la Méditerranée et de la Baltique. Le marin, au lieu de longer timidement les côtes, s'aventurait hardiment sur le grand océan occidental. Les découvertes nouvelles avaient fait abandonner les communications par terre avec les Indes, et les Espagnols, qui s'étaient tenus jusque-là éloignés des grandes routes du commerce, devinrent les facteurs de l'Europe.

La prospérité du pays se voyait à la richesse et à la population de ses villes, dont les revenus, augmentant d'une manière prodigieuse, étaient çà et là quarante et même cinquante fois plus élevés qu'ils ne l'étaient au début de ce règne glorieux. Citons l'antique et princière cité de Tolède; Burgos avec son essaim de commerçants actifs et affairés; Valladolid, qui faisait sortir de ses portes trente mille guerriers et qui compte à peine aujourd'hui vingt mille habitants; Cordoue au midi du royaume et Grenade la magnifique, qui naturalisa en Europe les arts et la civilisation de l'Orient; Saragosse, surnommée « l'abondante, » à cause de son fertile territoire; Valence, « la belle; » Barcelone, rivalisant en esprit d'indépendance et d'entreprises maritimes avec la plus fière république de l'Italie; Medina del Campo, dont les foires étaient déjà le grand marché pour les échanges commerciaux dans la péninsule; Séville, la porte d'or des Indes, dont les quais commençaient à être encombrés de marchands, venus des points les plus éloignés de l'Europe.

Les palais, les édifices publics, les fontaines, les aqueducs, les jardins, d'autres travaux d'utilité et d'embellissement, témoignaient de la richesse des habitants. Le goût du

beau s'était développé; l'architecture se fonda sur des principes plus purs et, avec la peinture, elle montra, sous l'influence des relations nouvelles avec l'Italie, les premières lueurs de ce génie qui répandit tant d'éclat sur l'école espagnole, à la fin de ce siècle[1]. Un élan plus marqué encore fut donné à la littérature; il y eut probablement plus de presses en Espagne, à cette époque où l'art de l'imprimerie était dans son enfance, qu'il n'y en a aujourd'hui. D'anciennes écoles furent réorganisées; on en créa de nouvelles; Barcelone, Salamanque, Alcala, où la science paraît, de nos jours, s'être cherché un tombeau, voyaient accourir des milliers de jeunes gens, qui, sous la généreuse protection du gouvernement, se pressaient dans la carrière des lettres qui était aussi la voie des honneurs. La littérature légère même éprouva l'influence du temps et, sur le modèle de celle de l'Italie, se déploya sous des formes plus belles et plus variées.

A côté de ce développement moral de la nation, les revenus publics, le plus sûr indice, dans un pays libre, de la prospérité générale, augmentaient avec une étonnante rapidité. En 1474, l'année où Isabelle monta sur le trône, ils s'élevaient, en Castille, à 885,000 réaux; en 1477, à 2,390,078; en 1482, après le retrait des donations royales, à 12,711,591; enfin, en 1504, lorsqu'après la conquête de Grenade la nation, jouissant de la tranquillité intérieure, put déployer librement toute son activité, à 26,283,334, ou trente fois ce qu'ils étaient à l'avénement de la reine. Qu'on

[1] Les sculpteurs les plus éminents étaient pour la plupart des étrangers, tels que Miguel Florentin, Pedro Torregiano, Felipe de Borgona, venant principalement d'Italie, où l'art avançait rapidement vers la perfection à l'école de Michel-Ange. La plus belle œuvre architecturale fut la cathédrale de Grenade par Diego de Siloë.

ne l'oublie pas, c'était là le produit des impôts ordinaires, sans qu'aucun impôt nouveau eût été créé; même la manière dont ceux-ci étaient perçus avait pour effet d'alléger les charges qui pesaient sur le peuple.

Les renseignements au sujet de la population, à cette époque éloignée, sont, pour la plupart, vagues et peu satisfaisants; l'Espagne surtout a donné lieu aux estimations les plus absurdes, quoique non incroyables, paraît-il, preuve suffisante du manque de données authentiques. Heureusement nous ne rencontrons pas d'aussi grandes difficultés, en ce qui concerne la Castille, sous le règne d'Isabelle. D'un rapport officiel adressé à la couronne sur l'organisation de la milice, en 1492, il résulte que la population du royaume s'élevait à 1,500,000 *vecinos* ou chefs de famille, ou, en comptant neuf personnes par deux familles, calcul modéré, à 6,750,000 âmes. On remarquera que ce recensement était limité à la Castille même, non compris Grenade, la Navarre et l'Aragon; il fut fait, en outre, avant que la nation eût pu reprendre ses forces, après sa longue et pénible lutte contre les Mores, et vingt-cinq ans avant la fin du règne, où la population, grâce à des circonstances particulièrement favorables, avait dû s'accroître considérablement. Cependant, même alors, elle devait être beaucoup plus forte que celle de l'Angleterre; combien les destinées de ces deux pays ont changé depuis!

Le territoire de la monarchie, pendant ce temps, s'agrandissait d'une manière inouïe : la Castille et Léon, réunis sous le même sceptre avec l'Aragon et ses dépendances, la Sicile et la Sardaigne; les royaumes de Grenade, de Navarre et de Naples; les Canaries, Oran et d'autres possessions en Afrique; enfin, les îles et les vastes régions de l'Amérique.

Les souverains voulurent ajouter le Portugal à ces immenses domaines, et leur projet, traversé alors, fut plus tard réalisé par Philippe II [1].

Les petits États qui s'étaient jusque-là partagé la péninsule, se neutralisant l'un l'autre et empêchant toute action au dehors, s'étaient fondus en un seul. Les jalousies, les inimitiés locales étaient trop profondément enracinées, pour qu'on pût les détruire d'un coup, mais elles s'effacèrent peu à peu sous l'influence d'un même gouvernement et d'intérêts communs. Un esprit plus large se répandit dans le peuple qui, du moins dans ses relations extérieures, prit l'attitude d'une seule et grande nation; les noms de Castillan et d'Aragonais firent place à celui d'Espagnol, et l'Espagne, avec un empire qui s'étendait sur trois parties du monde et dans les limites duquel on pouvait presque dire que le soleil se levait et se couchait, ne s'éleva pas seulement au premier rang, mais se plaça à la tête des puissances européennes.

Les destinées extraordinaires du pays contribuèrent naturellement à développer ces qualités élevées, romanesques. et ces sentiments un peu exagérés, qui distinguèrent toujours le caractère national. L'esprit de la chevalerie n'était pas mort, en Espagne comme dans la plupart des autres pays; il était entretenu, en temps de paix, par les tournois, les joutes et les autres spectacles guerriers qui égayaient la cour d'Isabelle; il jeta des lueurs, comme on l'a vu, dans les expéditions italiennes, sous Gonsalve de Cordoue, et brilla de tout son éclat dans une lutte contre Grenade. « Ce

[1] Philippe II réclama la couronne de Portugal du chef de sa mère et de sa femme, toutes deux descendantes de la troisième fille de Ferdinand et d'Isabelle, Marie, qui épousa, comme on l'a vu, le roi Emmanuel.

fut là. » dit Navagiero, dans un passage trop remarquable pour n'être pas reproduit, « une guerre vraiment belle, dans laquelle, comme on faisait peu usage comparativement d'armes à feu, tout chevalier pouvait déployer sa bravoure, et il était rare qu'un jour se passât, sans être témoin d'un fait d'armes mémorable. Nobles et chevaliers accouraient tous pour gagner un renom. La reine Isabelle, présente avec sa cour, ranimait le courage de tous. Il n'y avait guère de cavalier qui ne fût épris de l'une ou de l'autre dame de sa suite, et celle-ci, en lui donnant des armes ou un gage de sa faveur, lui disait de se conduire en véritable chevalier et de prouver par ses actes de vaillance la force de sa passion [1]. « Quel chevalier eût donc été assez lâche, » s'écria le chevaleresque Vénitien, « pour craindre de se mesurer avec le plus redoutable adversaire ou pour ne pas préférer de perdre mille fois la vie, plutôt que de retourner déshonoré auprès de la dame de ses pensées? En vérité, » dit-il en finissant, « on peut dire que cette conquête fut faite par l'amour plus que par les armes [2]. »

[1] Oviedo dit que même pour les cavaliers qui avaient dépassé l'âge de la jeunesse, l'existence d'une dame de leurs pensées était une nécessité tout aussi impérieuse qu'elle le fut plus tard pour le valeureux chevalier de la Manche.

[2] André Navagiero, dont l'itinéraire a été si souvent cité dans dans cette histoire, était un noble vénitien, né en 1483; il se distingua de très bonne heure à Venise par son érudition, ses talents poétiques et son éloquence; il a laissé des écrits, spécialement des vers latins, très estimés jusqu'à ce jour par ses compatriotes. Il ne se consacra pas cependant exclusivement aux lettres, mais fut chargé de plusieurs missions à l'étranger par la république; ce fut pendant son séjour en Espagne, comme ambassadeur auprès de Charles-Quint, peu de temps après l'avénement de ce monarque, qu'il écrivit ses *Voyages;* il occupait le même poste à la cour de François I[er], lorsqu'il mourut en 1529, âgé seulement de quarante-six ans. Sa mort fut

L'Espagnol était à la lettre un chevalier-errant, parcourant des mers où nul ne s'était jamais aventuré avant lui, explorant des îles et des continents, qui n'avaient jamais été visités par l'homme civilisé et que l'imagination peuplait d'êtres merveilleux et fantastiques; il affrontait le danger sous toutes les formes, le combattait partout et toujours était victorieux. Il se trouvait jeté au milieu de sauvages sans défense, dont « un millier, » pour citer les paroles de Colomb, ne valaient pas trois Espagnols, » et les brillantes destinées, qui attendaient souvent le plus obscur aventurier, se taillant avec son épée un Eldorado que l'imagination n'eût pu jamais concevoir, et renversant du trône une antique dynastie, étaient aussi étranges que les chimères qui furent jamais chantées par l'Arioste ou ridiculisées par Cervantès.

Ceux qui restaient au pays écoutaient avidement le récit de ses aventures et vivaient également dans une atmosphère romanesque. Un enthousiasme chevaleresque pénétrait dans les profondeurs mêmes de la nation, remplissant chacun d'aspirations élevées et du sentiment de sa dignité. « Le caractère princier de l'Espagnol, » dit un étranger du temps, « me plaisait beaucoup, ainsi que l'éducation et le noble langage, non seulement des hommes du plus haut rang, mais du bourgeois, du paysan, du simple laboureur. » Est-il étonnant que ces sentiments fussent inconciliables

universellement pleurée par les gens de bien et les savants de son temps, et inspira à son ami, le cardinal Bembo, deux sonnets où éclate toute la sensibilité de ce tendre et charmant poète. Le nom de Navagiero se rattache à l'histoire de la littérature castillane par ce fait que ce fut à la suggestion du Vénitien que Boscan, comme il le rapporte lui-même, tenta son innovation si heureuse dans les formes de la versification espagnole.

avec des habitudes sobres et méthodiques de travail, ou que la nation qui s'y plaisait quittât l'humble sentier de l'industrie pour s'engager dans la carrière brillante des aventures? Ces conséquences ne devinrent que trop visibles sous le règne suivant.

En signalant les circonstances qui concoururent à former le caractère national, nous ne pouvons oublier l'établissement de l'inquisition, qui compensa tristement les bienfaits du gouvernement d'Isabelle, de l'inquisition qui a tant fait pour arrêter l'esprit humain dans sa marche, qui, en imposant l'uniformité de croyances, a enfanté l'hypocrisie et les superstitions, qui a aigri le lait de la charité dans le cœur humain et, couvrant la péninsule comme d'un brouillard, a étouffé dans leur croissance les germes de la science et de la civilisation. Hélas! fallait-il que cette calamité pesât sur un peuple si brave et si généreux! fallait-il qu'elle fût causée par une reine aussi patriotique, aussi vertueuse qu'Isabelle, Combien celle-ci, s'il lui est permis de voir encore ce pays, doit-elle déplorer les maux et la dégradation morale dont un seul acte a été la cause; tant il est vrai que les mesures de cette grande reine ont, soit en mal, soit en bien, exercé une influence durable sur les destinées de l'Espagne.

Le mal immédiat causé par l'esprit de fanatisme, sous ce règne, quoique grandement exagéré [1], fut, sans doute,

[1] Le dernier secrétaire de l'inquisition a fait avec soin un relevé du nombre des victimes du saint-office; d'après lui, 13,000 individus furent brûlés publiquement par les différents tribunaux de Castille et d'Aragon; et 191,413 condamnés à d'autres peines, entre 1481, date de la fondation de l'institution moderne, et 1518, c'est à dire dans l'espace de 37 ans! Llorente paraît être arrivé à ces chiffres effrayants par des calculs très plausibles et sans aucune intention d'exagérer; mais ses données sont très imparfaites, et il a lui-même considérablement réduit plus tard, dans le

assez grave; cependant, sous l'administration bienfaisante des souverains catholiques, le pays, malgré ces plaies profondes, prospéra, et, grâce à l'impulsion qu'il avait reçue, il fit de nouveaux progrès, sous les règnes suivants, en dépit du funeste système appliqué presque constamment. Les événements glorieux du siècle de Charles-Quint ont leur origine dans les mesures prises par les illustres prédécesseurs de ce prince. C'est à la cour de Ferdinand et d'Isabelle que furent élevés Boscan, Garcilasso, Mendoza et les autres beaux esprits qui jetèrent la littérature castillane dans un moule nouveau et plus classique; c'est à l'école de Gonsalve de Cordoue que se formèrent Leyoa, Pescara et ces grands capitaines, avec ces invincibles légions qui permirent à Charles-Quint de dicter des lois à l'Europe pendant un demi-siècle; ce fut Colomb qui non seulement ouvrit la voie aux navigateurs espagnols, mais anima ceux-ci d'un esprit aventureux. Le règne de Ferdinand était à peine fini que Magellan, réalisant les désirs de ce monarque, faisait, en 1520, le tour de l'Amérique méridionale; les bannières victorieuses de Cortès avaient déjà pénétré, en 1518, dans le royaume de Montezuma, et peu d'années après, en 1524, Pizarre, suivant les traces de Balboa, commençait l'expédition qui finit par la chute de la dynastie des Incas.

quatrième volume de son histoire, les chiffres posés dans le premier. Nous avons de bonnes raisons de le réduire encore davantage : 1° Il cite Mariana pour le fait que 20,000 personnes souffrirent le martyre à Séville, en 1481, et prend ce fait pour la base de ses calculs relativement aux autres tribunaux du royaume. D'un autre côté, Marineo, un contemporain, rapporte que « dans le cours de *quelques années* on brûla près de 20,000 hérétiques, » répartissant ainsi les condamnations sur une plus grande période de temps et les rapportant à tous les tribunaux du pays ; 2° Bernaldez affirme que les cinq sixièmes des juifs résidaient dans la Castille.

C'est ainsi que les germes plantés sous un bon régime grandissent et se développent sous un mauvais. Cependant l'époque la plus brillante n'est pas toujours celle de la plus grande prospérité nationale; les splendeurs des conquêtes étrangères, sous le règne vanté de Charles-Quint, furent chèrement achetées par le déclin de l'industrie à l'intérieur et la perte de la liberté. Le patriote se plaira peu au spectacle de cet « âge d'or » de l'histoire nationale, dont l'éclat extérieur ne cachera pas à ses yeux un commencement de décadence; il se reportera en esprit à un temps plus éloigné, où la nation, se dégageant de la torpeur et de la licence d'un âge de barbarie, paraissait reprendre ses anciennes forces et se préparer à parcourir à pas de géant sa carrière. Laissant de côté tant d'années écoulées, pendant lesquelles la nation s'épuisa en efforts ambitieux pour tomber ensuite dans un état de léthargie, il arrêtera ses regards sur le règne de Ferdinand et d'Isabelle, comme sur l'époque la plus glorieuse que lui offrent les annales de son pays.

APPENDICE

Nous donnons en appendice deux études de Prescott, détachées par nous de ses *Essais de biographie et de critique;* l'une de ces études s'applique à Cervantes, le célèbre romancier espagnol, l'auteur immortel de *Don Quichotte;* l'autre étude est une appréciation de l'ouvrage de Washington Irving : *La Conquête de Grenade.*

Washington Irving est, comme Prescott, un des grands historiens et écrivains américains de ce siècle. Le sujet qu'il a traité, *la Conquête de Grenade,* est contemporain du règne de Ferdinand et d'Isabelle, et, à ce titre, se rattache à l'ouvrage de Prescott. Il est très curieux et très intéressant de voir ces deux historiens retraçant, l'un rapidement, l'autre en détail, cette dramatique épopée de la chute des Mores

d'Espagne. Il est très curieux surtout de voir Washington Irving jugé par Prescott, et à ce propos Prescott développe ses idées personnelles sur la manière dont l'histoire doit s'écrire, et trace, en de grandes lignes, le résumé des diverses écoles historiques et des divers procédés des grands historiens. Il y a là de belles pages, pleines de justesse et de profondeur, et empreintes de cette sobriété énergique qui est le cachet du style de Prescott.

L'étude sur *Cervantes* se relie également à l'histoire d'Espagne, à l'époque du déclin de Philippe II. On se rappelle l'œuvre admirable de Prescott, *Histoire du règne de Philippe II*, que la mort l'a malheureusement empêché de terminer et qui est certes l'un des monuments historiques du XIXe siècle [1].

Nous avons pensé qu'il n'était pas inutile d'ajouter, en appendice à l'*Histoire du règne de Ferdinand et d'Isabelle*, ces deux morceaux sortis de la plume critique de Prescott, puisqu'ils se rattachaient à l'histoire d'Espagne.

LES ÉDITEURS.

[1] *Histoire du règne de Philippe II*, par PRESCOTT. Traduction de MM. G. Renson et P. Ithier. Paris, Firmin Didot et Cie. — Bruxelles et Leipzig, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 5 volumes in-8°, Collection des grands historiens contemporains.

ESSAIS DE BIOGRAPHIE ET DE CRITIQUE PAR PRESCOTT

CERVANTES

CERVANTES [1]

Juillet 1837

La publication dans ce pays d'un des principaux classiques espagnols dans le texte original, avec un commentaire très bien fait, est un événement de quelque importance dans nos annales littéraires et indique que la connaissance des belles œuvres écrites dans la langue à laquelle il appartient se développe rapidement. Ce livre sera reçu comme un augure favorable pour l'avenir de la littérature moderne en général, dont l'étude dans toutes ses variétés entrera sans doute sérieusement dans la même voie. L'importance croissante de cette partie de l'instruction peut se constater dans les autres pays comme dans le nôtre, et elle est le résultat naturel ou plutôt nécessaire des changements qui se sont

[1] « *El Ingenioso Hidalgo Don Quijote de la Mancha,* compuesto por Miguel De Cervantes Saavedra. Nueva edition clasisica illustrada con Notas historicas, grammaticales y criticas, por la Academia espanola sus individuos de numero Pellica, Arrieta, y Clemencin. Emmendada y corregida por Francisco Sales, A. M. Instructor de Frances y Espanol en la Universidad de Harvard, en Cambrigia. Estado de Massachusetto. Norte America, » 2 vol. 12mo. Boston, 1836.

opérés dans les relations sociales de l'homme pendant cet âge révolutionnaire. Autrefois une nation, resserrée dans ses frontières, connaissait moins ses voisins que nous ne savons aujourd'hui ce qui se passe à Siam et au Japon. Une rivière, une chaîne de montagnes, une ligne imaginaire même séparait les peuples aussi complétement que si des océans eussent roulés leurs flots entre eux. Pour parler nettement, c'était leur civilisation imparfaite, leur ignorance des motifs et des moyens de communication qui les tenaient ainsi à distance. Aujourd'hui au contraire un changement ne peut se produire dans les institutions intérieures d'un pays sans soulever une agitation correspondante dans ceux de ses voisins; un traité d'alliance ne se conclut guère sans l'intervention d'un congrès général; un sabre n'est pas tiré dans une partie de la chrétienté sans que des milliers d'autres ne sortent du fourreau. Toutes les nations sont attachées entre elles par des liens aussi étroits que si une âme commune les animait, et les contrées les plus éloignées de l'Europe sont rapprochées d'une façon aussi intime que l'étaient autrefois les provinces d'une même monarchie.

Cette association solide s'est fortifiée prodigieusement dans ces dernières années par des découvertes sans pareilles dans le passé, faites par la science pour faciliter les communications. Les habitants de la Grande-Bretagne, — le bout du monde pour les anciens, — peuvent maintenant se transporter aux extrémités de l'Italie en moins de temps que n'en prenait Horace pour aller de Rome à Brundusium. Un bateau à vapeur chargé de touristes touche aux points remarquables signalés par l'*Iliade* et l'*Odyssée*, en moins de semaines qu'il n'eût fallu d'années à un ancien argonaute

ou à un croisé du moyen âge. Chacun nécessairement voyage et presque toutes les capitales et les villes d'eaux célèbres du continent fourmillent de milliers de badauds errants, décuplés à Paris et dont beaucoup peut-être n'ont pas dépassé dans leur petite île les endroits d'où l'on entend les cloches de *Bow*.

Un petit nombre de ces chercheurs d'aventures sont assez épais pour ne pas ressentir un vague sentiment de curiosité concernant le langage et les institutions des peuples étrangers chez lesquels ils se trouvent, tandis que la meilleure partie, plus intelligente, est amenée à étudier avec soin les formes nouvelles, soit dans les arts, soit dans les lettres sous lesquelles l'esprit humain se revèle.

Les effets de cette dernière tendance se manifestent surtout par les réformes introduites dans les systèmes modernes d'enseignement. Le programme des deux universités récemment fondées à Londres, au lieu d'être limité aux langues anciennes, comprend l'ensemble de la littérature moderne, et les publications des professeurs prouvent qu'il ne dorment pas dans leurs chaires. Des revues périodiques, dirigées par des écrivains de mérite, fournissent une part satisfaisante de critique et d'analyse d'ouvrages étrangers, et l'on prépare en ce moment, nous affirme-t-on, une histoire complète des diverses littératures du continent, sujet jusqu'ici fort médiocrement traité en Angleterre.

S'ils n'ont rien fait pour les annales de la littérature des nations continentales, les anglais ont contribué largement à leurs histoires politiques. Celle de l'Espagne a occupé plusieurs de leurs meilleurs écrivains, lesquels pourtant se sont limités aux relations étrangères de ces pays, laissant les questions d'intérieur dans une obscurité relative. Ainsi

le grand ouvrage de Roberston est tout autant l'histoire de l'Europe que de l'Espagne sous Charles-Quint. Le règne de Philippe II par Watson pourrait être appelé aussi justement « *la Guerre de la Néerlande*, » qui forme son objet principal.

Quelques ouvrages récemment publiés aux États-Unis ont jeté une lumière beaucoup plus grande sur l'organisation intérieure et intellectuelle de la nation espagnole. Tels sont, par exemple, les travaux d'Irving dont le coloris brillant reflète si bien les grandeurs chevaleresques du XV[e] siècle; les voyages du lieutenant Slidell, où l'on trouve des peintures animées de la physionomie sociale que présente la plus pittoresque contrée du siècle actuel. Dans les *Réminiscences sur l'Espagne* de M. Cushing, nous trouvons, au milieu de fictions très caractéristiques, des recherches précieuses sur des points d'histoire intéressants et peu éclaircis. Sous le rapport littéraire, les belles *Lectures* de M. Ticknor à l'université d'Harvard, manuscrites encore, présentent une partie critique plus étendue qu'on n'en trouverait dans aucun ouvrage espagnol et renferment en même temps un degré de perfection et de recherches, eu égard au petit nombre des documents, auquel n'ont pas atteint Bouterwek et Sismondi. Le successeur de M. Ticknor, le professeur Longfellow, honorablement connu par d'autres travaux, a enrichi notre langue d'une excellente traduction du *Coplas de Manrique*, le plus beau morceau de la poésie Castillane au XV[e] siècle; nous avons aussi lu avec plaisir une belle traduction des *Visions* de Quevedo, par M. Elliot de Philadelphie, ouvrage dont l'exécution présentait de grandes difficultés. M. Elliot a cru à tort que sa version était la première écrite en anglais; la première remonte au

temps de la reine Anne et fut faite par le fameux Roger d'Estrange. Pour terminer cette nomenclature, disons que M. Sales, le vénérable répétiteur du collége d'Harvard, a donné au Nouveau Monde la première édition soignée des princes des classiques castillans, sous une forme qui peut revendiquer un certain mérite d'originalité.

Nous renvoyons nos remarques sur cette édition à la fin de notre article. Tout d'abord nous nous proposons, non pas d'écrire la vie de Cervantes, mais de relever quelques faits peu connus de son histoire littéraire et spécialement ceux qui ont trait à la composition et à la publication de son grand ouvrage *Don Quichotte*, dont la popularité immense et ancienne a fait un livre non seulement espagnol mais européen.

Cervantes vivait sous Philippe II, au temps où la monarchie espagnole, quelque peu déclinée, faisait encore des efforts extraordinaires pour maintenir et même étendre son empire déjà trop vaste. Ses navires étaient dans toutes les mers et ses armées dans toutes les parties de l'ancien et du nouveau monde. La profession militaire était la seule digne d'un gentilhomme, et il n'y eut guère d'écrivain de quelque importance, — certainement aucun poète, — de cette époque, s'il n'était engagé dans les ordres, qui n'eût porté quelque temps les armes au service de son pays. Cervantes quoique pauvre descendait d'une ancienne famille (il serait difficile de trouver un Castillan qui ne puisse détailler sa généalogie) ; il avait une grande dose d'esprit chevaleresque et, pendant la première moitié de sa vie, nous le trouvons au milieu des scènes terribles et désastreuses où s'échangeaient la poudre et les boulets. Son amour de la profession militaire, même après avoir perdu le bras ou tout au moins la possibi-

lité de s'en servir, — on n'est pas fixé sur ce point, — est une preuve suffisante de son caractère aventureux. Dans le cours de son existence agitée il visita les principales contrées qui bordent la Méditerranée et passa cinq années à Alger dans une triste captivité. Ce temps ne fut pas perdu pour lui, car il familiarisa son œil pénétrant avec ces peintures brillantes du luxe et de la magnificence musulmane dont il a enrichi ses pages. Après des souffrances sans pareilles, il retourna dans son pays couvert de lauriers et de cicatrices, avec très peu d'argent mais pouvu de cette abondance de connaissances qui, pour un romancier, peut être considérée comme la base d'une fortune.

Le poète peut sortir de la profondeur de ses propres inspirations, le savant d'une bibliothèque, mais l'étude principale d'un auteur dramatique soit en vers, soit en prose, est l'homme, — l'homme comme il existe dans la société; celui qui veut peindre la nature humaine ne peut l'étudier de trop près et sous trop de formes diverses. Il doit, comme Walter Scott, s'asseoir au foyer du paysan, écouter les vieux contes de sa femme; il doit avec Fielding présider aux *Petites sessions,* ou courir avec quelque écuyer de l'ouest, les hasards d'une chasse au renard; il doit avec Smollett et Cooper étudier les mystères des abîmes et se mêler, dans l'élément orageux lui-même, aux singulières créations qu'il se propose de décrire; comme Cervantes enfin il doit errer au milieu des races et des climats étrangers avant que son pinceau ne possède ces touches variées qui reflètent les couleurs délicates et multipliées de la vie actuelle. Il peut cependant, comme Rousseau, s'il est possible d'imaginer un second Rousseau, se replier sur lui-même et peindre d'après ce qu'il découvre au fond de son âme; mais il ne verrait ainsi que ses passions

et ses préventions personnelles, et les portraits qu'il pourrait tracer, différents dans leurs détails, seraient, quant à leurs traits principaux, une reproduction de lui-même; il serait, en somme, poète ou philosophe, mais non peintre de la société et de ses mœurs.

Cervantes, poursuivant ses études de la nature humaine après son retour en Espagne, trouva de grandes ressources dans la vie active qui le conduisit sur divers points du pays. Il put trouver dans l'Andalousie les modèles de saillies vives et d'ironie délicate dont il a orné son livre. Dans la province de Séville en particulier il fut mis en contact avec une multitude de filous et de voleurs de bas étage qui font une si belle figure dans ses romans de *Picaresco;* à la Manche, non seulement il trouva la topographie de son *Don Quichotte*, mais ce contraste si bizarre d'orgueil et de pauvreté chez les habitants qui ont fourni les traits de si nombreuses et de si bonnes bouffonneries aux écrivains comiques de l'Espagne.

Jusque-là il ne s'était fait connaître que par une pastorale, *Galatie,* charmant modèle d'un genre insipide qui, malgré tout son mérite littéraire, n'ouvrait pas une carrière à son talent pour la peinture de la vie humaine qu'il possédait peut-être sans s'en douter. Il écrivit aussi un grand nombre de pièces qui toutes, sauf deux, retrouvées à la fin du siècle passé, ont disparu. L'une d'elles, *le Siége de Numance,* brille par cette vérité de ressemblance et cette puissance de coloris qui distinguent l'artiste consommé. Il n'acheva la première partie de *Don Quichotte*, son grand ouvrage, que dans sa cinquante-septième année. Les romans les plus remarquables, différents en cela de beaucoup d'ouvrages d'imagination, semblent avoir été la production de la dernière partie de la vie. Fielding avait entre quarante et cinquante ans

quand il écrivit *Tom Jones;* Richardson était dans sa soixantième année quand il fit *Clarissa;* et Scott avait quelques années au dessus de la quarantaine quand il commença la série des *Waverley Novels*. Le monde, cette école du romancier, ne s'enseigne pas comme le programme d'une université et la connaissance de ses aspects si variés doit être le résultat d'une longue et diligente observation.

La première partie de *Don Quichotte* fut commencée, comme l'auteur nous l'apprend, en prison, où il était non pas pour un délit ou des dettes, mais sans doute pour avoir offensé le respectable peuple de La Manche. Ce n'est pas la première œuvre de génie qui se soit élaborée dans ce séjour défavorable. Le *Pilgrim's progress,* le plus populaire probablement des romans anglais, a été composé dans de pareilles conditions. Mais nous doutons que d'aussi brillantes fantaisies et de tels traits d'originalité aient jamais égayé les murs d'une prison avant le temps de Cervantes.

La première partie de *Don Quichotte* fut livrée au public en 1605. Quand le moment fut venu de lancer sa satire contre les préjugés antiques et enracinés de ses compatriotes, Cervantes, sans doute, regarda l'opération comme presque aussi téméraire que la lutte de son héros contre les moulins à vent; il songea donc à se couvrir de la protection d'un nom puissant et demanda à un grand d'Espagne, le duc de Bejar, l'autorisation de lui dédier son œuvre. Le duc, affirme-t-on, ignorant les motifs de l'auteur ou doutant du succès de l'ouvrage, penchait à refuser, mais Cervantes insista pour qu'il écouta la lecture d'un seul chapitre. La compagnie invitée à donner son avis fut tellement ravie par les premières pages, qu'elle ne voulut pas abandonner le roman avant de l'avoir entendu jusqu'au bout; le duc, dès lors, sans

hésiter davantage, autorisa l'écrivain à inscrire son nom dans ce passeport d'immortalité.

Il n'y a rien de bien invraisemblable dans cette histoire; elle rappelle une épreuve du même genre tentée par Bernardin de Saint-Pierre, qui soumit le manuscrit de *Paul et Virginie* à une réunion de littérateurs français, parmi lesquels siégeaient M. et Mme Necker, l'abbé Galiani, Thomas, Buffon et quelques autres, tous gens d'esprit du premier mérite. Il faut entendre la description de cette scène de la bouche de son biographe ou plutôt de son traducteur : — « On écouta d'abord l'auteur en silence; par degré l'attention devint languissante, l'assemblée commença à chuchoter, à bâiller, et ne prêta plus l'oreille. M. de Buffon tira sa montre et demanda ses chevaux; les plus voisins de la porte s'échappèrent; Thomas s'endormit; M. Necker riait en voyant les dames pleurer, et les dames honteuses de leurs larmes, n'osèrent pas avouer qu'elles étaient intéressées. Quand la lecture fut terminée, rien ne fut loué. Mme Necker se contenta de critiquer le dialogue de Paul et du vieillard; cette morale lui paraissait fade et vulgaire; elle brisait l'action, refroidissait le lecteur; elle faisait l'effet d'un verre d'eau glacée. M. de Saint-Pierre se retira dans un état d'abattement indescriptible; il considérait ce qui s'était passé comme sa sentence de mort; l'effet de son ouvrage sur un auditoire pareil à celui auquel il avait été lu ne lui laissait aucune espérance pour l'avenir. » Et pourtant ce livre était *Paul et Virginie,* un des plus populaires de la France! Voilà la critique.

La vérité est, semble-t-il, que le jugement d'un cercle privé, quelque soit, du reste, la valeur de son goût et de son talent, ne peut passer pour un pronostic de celui du

public ; si le manuscrit à apprécier est d'un de nos amis, le verdict précède nécessairement la lecture ; si quelque grand homme sollicite notre approbation, notre amour-propre est trop flatté pour qu'elle lui soit refusée. Si c'est un petit personnage (et Bernardin en ce temps était tel) nos préjugés — les préjugés de la pauvre nature humaine ! — nous jetteront bien vite dans une disposition opposée. Quoi qu'il en soit, celui qui fonde ses espérances de succès devant le public sur les sourires d'une coterie court le risque de se voir tristement déçu. Plus d'une barque coquette qui a navigué gaiement sur un lac paisible s'est brisée contre les vagues et les flots de l'océan farouche.

L'augure cependant fut vrai pour Cervantes ; son ouvrage produisit un effet immédiat sur son pays ; il avait fait vibrer des sons qui trouvèrent un écho dans tous les cœurs. Quatre éditions furent publiées dans la première année — deux à Madrid, une à Valencia et une autre à Lisbonne.

Ce succès presque sans exemple à toute époque était encore plus extraordinaire dans un temps où la lecture des ouvrages était comparativement restreinte ; le livre fit rapidement son chemin dans la société la plus élevée du royaume ; ceci résulte d'un mot bien connu de Philippe III, lequel rencontrant un étudiant qui riait aux éclats en tenant un livre, disait : « Cet homme est fou ou bien il lit *Don Quichotte.* » Malgré cette appréciation, l'auteur ne vit luire pour lui aucun des rayons bienfaisants de la faveur royale qui lui eussent été si agréables dans ses besoins.

Cette période était l'aurore dorée de la littérature castillane. Mais le monarque actuel, sorti de cette triste dynastie autrichienne, eût mieux convenu aux jours les plus obscurs du moyen âge ; son temps, partagé entre ses dévotions et ses

débauches, ne lui laissait pas le loisir de s'occuper des lettres; son ministre, l'arrogant duc de Lerma, était trop absorbé par son égoïsme et ses plans de politique tortueuse pour prendre garde aux écrivains de romans et de satires. Cervantes néanmoins avait embrassé une carrière qui pouvait, comme il le répète dans ses vers, le conduire à la réputation mais non à la fortune; heureusement il ne précipita pas l'exécution de ses travaux pour un bénéfice passager. Ce fut plusieurs années après la publication de *Don Quichotte* qu'il donna au monde les *Romans modèles* comme il les appela. Ces fictions, différentes de tout ce qu'on connaissait jusque là, non seulement dans la Castille, mais sous plusieurs rapports dans d'autres littératures, ouvrirent une vaste carrière à ses talents dramatiques dans l'invention des situations et la peinture large des personnages; remarquables par leur style attachant et d'une richesse peu commune, elles devinrent populaires dès leur apparition.

On est amené à se demander comment au milieu de pareils succès, l'auteur se soit trouvé dans la gêne dont il se plaint formellement et à plusieurs reprises dans ses écrits. Il reçut probablement peu d'argent de *Don Quichotte,* malgré son débit, parce qu'il en avait abandonné la propriété avant sa publication, alors que l'ouvrage était considéré comme une tentative dont le résultat était douteux. Cervantes marque souvent son mécontentement contre les libraires. « Quoi, monsieur, » réplique un auteur introduit dans son *Don Quichotte*, « voudriez-vous que j'eusse vendu à un libraire les bénéfices de mon travail à raison de trois maravédis par page! Car c'est le plus haut prix qu'il en paierait et encore il faut attendre! Je les remercie de leurs offres. » Cette averse de lamentations et les reproches de dureté faits aux

éditeurs envers les pauvres auteurs sont aussi vieux que l'art d'écrire; mais le public n'entend que la voix de la partie plaignante; si les libraires expliquaient les choses à leur manière, nous aurions une version complétement différente. Si pourtant Cervantes était dans le vrai, leur commerce dans la Castille montrait un degré d'habileté dans ses opérations qui leur donnait les meilleurs titres à monter au pilori. Dans un de ses contes, nous trouvons un licencié qui se plaint des tromperies et des tricheries dont ils usent envers l'auteur quand ils achètent la propriété d'un livre et plus encore de la manière dont ils le volent s'il fait imprimer son travail à ses frais; rien alors n'est plus commun chez eux, quand on est convenu d'une édition de quinze cents exemplaires, que d'en tirer trois mille dont la moitié au moins est vendue à leur profit et non pour le compte de l'auteur.

Les écrits de Cervantes semblent lui avoir gagné deux amis importants dans la province de Cabra, le comte de Lonox et l'archevêque de Tolède, de l'ancienne famille des Rogas; le patronage que lui donnèrent ces deux illustres personnages a été grandement récompensé par l'association de leurs noms aux impérissables productions du génie.

Un genre de patronage manquait encore dans cette époque reculée, c'était celui d'une nation grande et éclairée, — le seul qui puisse être accepté par un esprit généreux sans un certain sentiment d'humiliation. Il y avait pourtant une voie dorée qui menait à la faveur publique, c'était celle du théâtre. Le drame d'ordinaire a surtout fleuri dans les moments où une nation commence à prendre goût aux douceurs de la culture littéraire. Telle était la première partie du XVIIe siècle en Europe; l'âge de Shakspeare, de Johnson et de Fletcher en Angleterre; de L'Arioste, de Machiavel et

des hommes d'esprit qui les premiers se vouèrent successivement au culte de la muse comique en Italie; du grand Corneille quelques années plus tard en France et de ce prodige ou plutôt comme Cervantes l'appelait, « de ce monstre, dans la nature, » Lope de Véga en Espagne. Les représentations dramatiques forment une alliance de la matière et de l'intelligence; les spectateurs ordinaires trouvent moins de plaisir dans les belles créations du poète que dans les décors de la scène, la musique et les autres accessoires qui parlent aux sens. La passion du théâtre se remarque dans les périodes anciennes des sociétés et le théâtre est la plus brillante des pompes publiques; avec le développement et le perfectionnement de l'éducation, les hommes deviennent moins avides ou plutôt moins dépendants des plaisirs des sens et cherchent leurs jouissances dans les sources plus élevées et plus pures; ainsi au lieu de :

« Suer, écrasés dans une salle comble
« Transpercés de deux parts par des coudes pointus, »

comme dit le sombre auteur des « Chants de la nature, » nous restons paisiblement chez nous, jouissant des œuvres de l'imagination auprès de notre feu; le poème ou le roman prend la place du drame représenté. La décadence de la littérature dramatique peut être regrettée comme la perte d'une des belles variétés de fleurs qui ornent le jardin de la littérature, mais il faut l'accepter comme étant à la fois un système et une conséquence nécessaire du progrès de la civilisation.

La popularité du théâtre espagnol, du temps où nous parlons, se développa considérablement par l'influence et la réputation de Lope de Véga, l'idole de ses compatriotes, qui

produisit les diverses compositions avec une rapidité et une profusion qui dépassent presque toute croyance. Il est impossible de présenter les résultats de ses travaux d'une manière qui ne frappe pas fortement l'imagination; il a laissé vingt et un millions trois cent mille vers imprimés, outre une masse de manuscrits; d'après le témoignage de son ami Montalvan, il a livré au théâtre mille huit cents pièces régulières et quatre cents *autos* ou drames religieux; — tous ont été représentés. Il a composé, d'après sa propre assertion, cent comédies dans le terme presque inadmissible de vingt-quatre heures chacune; elles contenaient toutes en moyenne deux à trois mille vers, dont une grande partie était rimée et entremêlée de sonnets et d'autres compositions de forme difficile. Il vécut soixante-douze ans, et en supposant qu'il ait consacré cinquante années au travail du cabinet, bien qu'il se soit en même temps livré à une foule d'autres occupations absorbantes, il doit avoir produit une pièce par semaine, pour ne rien dire de vingt et un volumes *in-quarto* d'œuvres diverses, dont cinq poèmes épiques écrits dans ses moments de loisirs et tous imprimés aujourd'hui.

La seule activité que nous offre l'histoire littéraire ayant quelques traits de ressemblance avec celle de Lope de Véga, bien qu'elle ne l'approche guère, est celle de notre illustre contemporain sir Walter Scott. L'édition complète de ses œuvres, récemment publiée par Murray, à laquelle il faut ajouter deux volumes dont il n'a pas la propriété, formera probablement quatre-vingts tomes en petit *in-octavo*. Ces ouvrages sont indépendants d'une grande part de rédaction fournie à l'*Edinburgh annual Register*, ainsi que d'autres collaborations anonymes. Dans cet ensemble, quarante-huit volumes d'histoire et de biographie ont été écrits entre

1814 et 1831, soit en dix-sept ans; c'est donc une moyenne de quatre volumes par an, soit un par trimestre pendant toute cette période, et il faut y joindre ses vingt et un volumes publiés antérieurement. L'exécution matérielle du travail fait par lui ou par Lope de Véga semblerait à peine possible dans le temps indiqué. Scott aussi était, comme son rival espagnol, adonné à beaucoup d'occupations étrangères; ses habitudes de cordiale hospitalité ont dû, en outre, entraîner pour lui une grande dépense de temps pendant lequel il ne s'occupait nullement de littérature.

Si nous nous sommes arrêtés à ces calculs, abusant peut-être de la patience du lecteur, ce n'est pourtant pas que nous y trouvions la mesure avec laquelle nous recommanderions d'apprécier le talent; il ne se mesure pas à la yard comme le drap; « les écrits faciles, dit l'adage, confirmé par l'expérience générale, sont très-difficiles à lire. » Ceci nous rappelle une conversation tenue en présence du capitaine Basil Hall et dans laquelle il était question de la prodigieuse quantité des écrits quotidiens de Scott; l'argonaute littéraire disait à ce propos « qu'il n'y avait rien d'étonnant en cela, et que lui-même en ferait autant presque chaque jour avant son déjeuner. » Quelqu'un de la compagnie lui demanda assez méchamment: « Croyez-vous que la qualité soit la même? » La différence provient évidemment de la qualité, et sous ce rapport les prodiges de Lope de Véga perdent beaucoup de leur importance. Dans la multitude de ses drames, un ou deux sont restés au théâtre et très peu sont encore lus. Sa facilité de composition était celle d'un improvisateur italien, dont les fertiles conceptions révèlent facilement la forme du vers dans une langue qui facilite grandement la rime par ses mots, dont les voyelles forment généralement la terminaison.

La langue castillane donne plus de facilité encore. Lope de Véga fut un improvisateur.

Cependant, malgré tous ses défauts, Lope de Véga, par ses intrigues intéressantes, son dialogue coulant et spirituel, la variété infinie de ses inventions et la rapidité vertigineuse avec laquelle elles se suivaient, enflamma et entraîna tellement l'imagination du public, qu'il le dirigea complétement et devint, d'après le mot de Cervantes, « le seul roi de la scène. » Les populations le payèrent d'une gratitude positive qu'elles n'ont probablement montrée envers aucun de leurs favoris; sa fortune à un moment, malgré sa prodigalité dans ses dépenses, s'éleva à cent mille ducats, somme à peu près égale à sept ou huit cent mille dollars de ce temps. Dans la même route où marchait cet enfant gâté de la fortune, qui au milieu des caresses des grands et des sourires admirateurs du public, se plaignait que son mérite fût méconnu, marchait Cervantes, luttant contre l'adversité ou du moins gagnant une subsistance pénible par les travaux de sa plume immortelle. Quel contraste ces deux portraits présentent à l'esprit! Si les applaudissements d'une coterie, comme nous l'avons dit, ne garantissent pas ceux du public, l'exemple qui est sous nos yeux prouve que le jugement des contemporains peut tout aussi bien être réformé par la postérité. Lope de Véga a donné son nom à son siècle et il est aujourd'hui tombé dans l'oubli chez ses compatriotes; tandis que la renommée de Cervantes, gagnant en force avec le temps est devenue l'orgueil de son pays, comme ses œuvres continuent à faire les délices de tout le monde civilisé.

Quelque limitée qu'ait été la récompense de son mérite, on remarque avec plaisir la rapidité avec laquelle sa réputation s'étendit de son vivant et la haute et légitime considé-

ration dont il jouit dans les contrées étrangères. Ce fait résulte d'une anecdote intéressante que nous raconterons, ne l'ayant jamais vue dans un ouvrage anglais. Dans une visite faite par l'archevêque de Tolède à l'ambassadeur français résidant à Madrid, la suite du prélat engagea avec l'entourage du ministre une conversation dans laquelle le nom de Cervantes fut mentionné. Les gentilshommes français exprimèrent leur admiration sans bornes pour ses écrits et surtout pour *Galatée*, *Don Quichotte* et les *Nouvelles*, lesquels, disaient-ils, étaient lus dans tous les pays voisins et particulièrement dans le leur, où il y avait des personnes qui les savaient littéralement par cœur; ils exprimèrent leur désir d'être présentés à un aussi grand homme et firent plusieurs questions sur ses occupations actuelles, sa position et ses ressources pécuniaires; les Castillans purent seulement répondre que Cervantes avait perdu un bras au service de son pays et qu'il était maintenant vieux et pauvre. « Pourquoi, s'écria l'un des étrangers, le senor Cervantes n'est-il pas dans une bonne situation? Pourquoi n'est-il pas entretenu aux frais du trésor public? » — « Que le ciel nous en préserve, répondit-on, de le tirer jamais du besoin qui le fait écrire, puisque sa pauvreté fait la richesse du monde! »

Il y a d'autres preuves d'un caractère plus triste, du haut degré auquel il avait atteint dans la jalousie et l'envie des poètes espagnols, ses confrères. Les rimeurs Castillans de cette époque semblent avoir possédé une large part de cette irascibilité qui a été l'apanage de leur caste depuis les jours d'Horace. La hardiesse des critiques littéraires de Cervantes, dans *Don Quichotte* et ses autres écrits, sans jamais dégénérer en personnalités, attira sur sa tête une grêle de traits dont beaucoup, sans être lancés avec force, étaient du moins

dûment trempés dans le poison. Lope de Véga, dit-on, aurait apparu au nombre des assaillants, et un sonnet conservé jusqu'à nos jours lui est attribué, dans lequel, à la suite de son propre éloge, il prédit que l'ouvrage de son rival aboutira à la voirie. Mais l'auteur de cette mauvaise prophétie et de cette poésie plus détestable encore n'a pu être le grand Lope, dont l'esprit se montra généreux en toute circonstance et dont les succès littéraires rendaient une telle attaque inutile et méprisable au dernier degré. Nous avons, au contraire, comme preuve d'une intention toute différente, l'hommage rendu par lui au mérite de son illustre contemporain dans plus d'un passage de ses ouvrages authentiques et spécialement son *Laurel de Apollo*, dans lequel il termine son poétique panégyrique par cette pensée touchante :

« *Porque se déga que una mano herida,*
« *Pudo dar à su dueno eterna vida.* »

Ce poème fut publié par Lope en 1630, quatorze ans après la mort de son rival. Cependant M. Lockhart informe ses lecteurs, dans sa préface biographique de *Don Quichotte*, « qu'après la mort de Lope de Véga (1615), il n'y avait personne pour disputer à Cervantes l'empire littéraire de son pays. »

En 1615, dans la dédicace de ses malheureuses comédies (car Cervantes, comme beaucoup de romanciers célèbres, n'avait pu resserrer sa verve expansive dans le cadre des règles dramatiques), il avait annoncé au public que « *Don Quichotte* était déjà botté et qu'il se préparait à d'autres exploits. Il peut paraître étrange que l'auteur, connaissant la grande popularité de son héros, ne l'eût pas envoyé à d'autres aventures auparavant; probablement il les considé-

rait comme terminées et il avait pour cela de bonnes raisons, puisque son histoire, dans la première partie — comme on l'appelle depuis la publication de la seconde, est complète en elle-même et que le héros, sans avoir été tué sur le terrain, est mort et son épithaphe livrée au lecteur. Quoi qu'il en soit, l'exécution de son projet si longtemps différé fut précipitée par un événement à la fois malencontreux et inattendu. Ce fut la continuation de son œuvre par une autre plume.

Le nom de guerre de l'auteur était Avellaneda, né à Tordésillas. Il s'empara de l'idée originale de Cervantes, mit en scène les mêmes personnages, dans de pareilles situations extravagantes et comiques, faisant en chemin un certain nombre d'emprunts à la première partie et présentant plusieurs incidents si ressemblants à ceux de la seconde déjà écrite par Cervantes, qu'il avait dû, on l'a supposé, prendre connaissance du manuscrit. Il est plus probable, la similitude portant seulement sur l'ensemble, qu'il avait abusé des confidences échappées à Cervantes pendant l'exécution de son œuvre.

Cette continuation bâtarde a pourtant quelque mérite et dut même exciter un certain intérêt, comme un ouvrage portant un titre aussi populaire ne pouvait manquer de le faire; il était cependant d'une exécution vulgaire, lourdement saupoudré de bouffonneries et d'obscénités telles, qu'elles parurent trop violentes même aux esprits peu délicats de cette époque ; on peut deviner le jugement du public par ce fait que l'auteur n'osa pas se départir de son *incognito,* ni réclamer les honneurs du triomphe. Les plus actives recherches n'ont pu rien établir sinon qu'il était Aragonais ; à en juger par son style, et, d'après certains passages du

livre, qu'il appartenait à l'état ecclésiastique et à la bande des petits dramaturges si mal menés dans les satires de Cervantes. L'ouvrage fut ensuite traduit ou plutôt paraphrasé par Le Sage, qui souvent a donné de la valeur aux pierres de peu de prix de la littérature castillane par sa manière de les enchâsser. L'ouvrage original d'Avellaneda, qui conserve toujours quelque intérêt par les circonstances de sa publication, a été réimprimé pendant ce siècle et il n'est pas difficile de se le procurer. Cette usurpation de la propriété d'un écrivain, ce vol de créations brillantes bien qu'inachevées commis à la face même d'un homme de génie, au moment où, de notoriété publique, il était en train de les terminer est, on l'admettra, un acte d'effronterie inqualifiable et sans égal dans l'histoire de la littérature.

Cervantes, paraît-il, en fut très affecté. La continuation faite par Avallaneda lui tomba dans les mains, quand il était arrivé au cinquante-neuvième chapitre de la seconde partie; c'est du moins à partir de là qu'il commence à décharger sa colère sur la tête de l'offenseur; celui-ci, nous devons l'ajouter, avait mis le comble à son impudence en persiflant les mérites de Cervantes. La meilleure réplique de ce dernier fut certainement la publication de son livre à la fin de 1615.

Richardson, le romancier anglais, fut victime d'une mystification pareille à celle du Castillan; *Paméla,* son ouvrage populaire, fut continué par une plume étrangère et très inférieure sous le titre de : *Paméla dans le grand monde.* Cette circonstance engagea Richardson à poursuivre son œuvre de son côté et, chose commune, il aboutit à un insuccès complet. Une bonne continuation est en réalité l'ouvrage le plus difficile. Le livre primitif de l'auteur tombe sur le public et enlève les suffrages par surprise; mais son succès même

établit un type d'après lequel l'auteur est apprécié dans la suite. Il était d'abord comparé aux autres, maintenant on le rapproche de lui-même. L'exigence générale s'est élevée; un degré de supériorité qui aurait trouvé faveur au début est à peine toléré; il ne lui suffira même pas de se maintenir à son niveau; il doit se surpasser. Le lecteur dans l'intervalle a nécessairement comblé les vides et insensiblement conduit les personnages et l'histoire à un dénouement de sa façon; comme la réalité concorde rarement avec l'idéal, l'exécution de l'écrivain répondra à peine à ces rêves. Dans tous les cas elle en différera et déplaira d'autant. Nous pouvons constater en partie ce genre de désappointement dans les drames empruntés aux romans en vogue; la manière de présenter les personnages et la nouvelle direction donnée à l'intrigue primitive par l'auteur dramatique manquent rarement d'offenser le goût et les idées préconçues du spectateur. Pour vérifier la valeur de cette réflexion il suffira de voir *Guy Mannering, Rob Roy* et d'autres drames tirés des *romans de Waverley*.

Une partie des insuccès constatés dans les continuations incombent aussi bien souvent à l'auteur qui se met à sa tâche nouvelle avec moins d'animation et de vigueur. Il ne trouve plus le même attrait dans son ouvrage qui, perdant de sa fraîcheur, est devenu aussi banal pour son imagination qu'un conte redit pour la troisième fois. La nouvelle composition a nécessairement une forme différente de la première; elle est froide, roide, disjointe comme une statue de bronze dont les parties séparées auraient été réunies, au lieu d'avoir été jetées dans le même moule pendant que le métal était en fusion.

La seconde partie de *Don Quichotte* forme une brillante

exception à la règle générale. La popularité de la première lui avait attiré de nombreuses critiques et il en profita en corrigeant quelques fautes matérielles dans son plan nouveau ; en même temps une lecture assidue du Castillan le mit à même d'enrichir son style de beautés plus variées.

Il avait atteint maintenant au zénith de sa réputation, et les profits de sa continuation pouvaient le relever des embarras contre lesquels il avait lutté; mais il ne jouit pas longtemps de son triomphe. Avant sa mort, qui arriva l'année suivante, il compléta son roman de *Persiles et Sigismunda* dont la dédicace, écrite dans ses derniers jours, caractérise nettement l'écrivain; elle est adressée à son ancien protecteur, le comte de Lemos, alors absent du pays. Après avoir dit, d'après un vieux proverbe espagnol, qu'il avait « un pied dans l'étrier, » faisant allusion au voyage lointain qu'il allait entreprendre, il ajoute : « Hier, j'ai reçu l'extrême onction; mais en ce moment que les ombres de la mort m'entourent, je me cramponne à la vie par l'amour que je lui porte et par le désir de vous revoir encore. Mais s'il en est autrement décrété (que la volonté du ciel soit faite!), Votre Excellence peut être assurée qu'il était un homme en qui le désir de vous servir dépassait l'amour de la vie elle-même. » Après ce souvenir donné à son bienfaiteur, il exprime le désir de voir sa vie épargnée pour compléter plusieurs ouvrages. Telles furent les dernières paroles de cet homme illustre; elles sont empreintes de la généreuse sensibilité, du même ardent amour des lettres et de la belle sécurité de caractère qui l'avaient distingué pendant sa vie. Il rendit le dernier soupir, le 23 avril 1616. Ses restes mortels furent déposés sans aucune pompe dans le monastère de la Trinité à Madrid. Aucun monument n'indique au voyageur l'endroit de sa

sépulture, et on ne sait pas aujourd'hui où elle se trouve. C'est une honte pour l'Espagne d'avoir élevé de coûteuses constructions sur les cendres d'une foule de petits seigneurs, et de n'avoir pas encore bâti un tombeau pour le plus grand génie qu'elle ait enfanté. Il s'est heureusement édifié un monument plus durable que le bronze et le marbre sculpté.

Don Quichotte est trop connu des lecteurs pour demander une analyse. Cependant nous entrerons dans quelques détails relatifs à sa composition et peu connus en Angleterre. Ils peuvent aider le lecteur à se former sur l'ouvrage un meilleur jugement. L'âge de la chevalerie, tel qu'il est décrit dans ce roman, n'a jamais eu évidemment d'existence; mais les sentiments qui sont représentés comme l'animant ont exercé une action plus ou moins active dans différents pays et à différentes époques; l'Espagne surtout révèle cette influence dans une époque très reculée. Ses habitants, on peut le dire, ont vécu dans une atmosphère romanesque, et leur situation particulière était faite pour développer toutes les extravagances de la chevalerie. Leurs relations hostiles avec les musulmans alimentaient le feu des sentiments religieux et patriotiques; un ennemi toujours présent aux frontières fournissait l'occasion d'un déploiement perpétuel de courage personnel et d'aventures. La magnificence raffinée des Arabes d'Espagne jeta sur ces luttes un éclat qui ne serait pas sorti de rudes combats livrés à des voisins chrétiens; des sentiments élevés embellis par les plus tendres recherches de la galanterie, entrèrent aux cœurs courageux des Espagnols, et ce pays devint éminemment la terre classique de la chevalerie.

Les lois elles-mêmes furent conçues dans cet esprit et concoururent grandement à le développer. L'ancien code d'Alphonse X au XIIIe siècle, après des règles très détaillées

sur la conduite du chevalier, lui enjoint « d'invoquer le nom de sa maîtresse dans le combat, ce qui peut faire entrer une nouvelle ardeur dans son âme et le préserver des actions indignes de la chevalerie. » De pareilles lois n'étaient pas lettre morte; l'histoire de l'Espagne prouve que les sentiments de la galanterie romanesque pénétrèrent plus profondément et se maintinrent plus longtemps dans cette nation que dans toutes les autres parties de la chrétienté.

Les chroniqueurs étrangers et nationaux du xve et du xvie siècle signalent la fréquente apparition de chevaliers espagnols dans différentes cours de l'Europe où ils voyageaient, suivant l'expression d'un vieil écrivain, « pour montrer leur honneur et leur révérence » par des faits d'armes. Dans les *Lettres de Paston*, écrites du temps de Henri VI d'Angleterre, nous trouvons un chevalier castillan qui se présenta devant la cour portant au bras la faveur de sa maîtresse et défia les chevaliers anglais « à rompre une lance avec lui pour l'amour de sa dame souveraine. » Pulgar, chroniqueur espagnol de la fin du xvie siècle, parle des excursions de la chevalerie errante comme d'une chose très ordinaire parmi les jeunes chevaliers du temps, et Oviedo, qui vivait un peu plus tard, remarque la nécessité dans laquelle était tout vrai chevalier d'être amoureux ou de *feindre de l'être* pour donner un lustre convenable et un stimulant à ses entreprises. Mais la plus singulière preuve de l'exaltation extraordinaire à laquelle les pensées romanesques étaient arrivées en Espagne se trouve dans la belle et ancienne chronique d'Alvaro de Luna publiée par l'académie en 1784. Le principal champion se nommait Sueno Quenones; avec neuf compagnons il engagea à Orbigo, non loin de la chasse de compostelle, une passe d'armes contre tous venant, en

présence du roi Jean II et de sa cour; l'objet de ce combat était de relever ce chevalier de l'obligation que lui avait imposée sa maîtresse de porter un collier de fer au cou tous les jeudis. Les joutes durèrent trente jours et les vaillants champions combattirent sans cuirasse, sans boucliers et avec des armes portant des pointes en acier de Milan. Six cent vingt-sept rencontres eurent lieu et l'on cassa cent soixante-six lances avant que la lutte ne fut déclarée close. Toute cette histoire est racontée avec une grande gravité par un témoin oculaire, et le lecteur peut s'imaginer qu'il parcourt un passage des aventures de Lancelot ou d'Amadis. Les détails de ce tournoi sont rapportés dans la *Chevalerie* de Mills (vol. II, chap. V); l'auteur a dépouillé les heureux champions d'une partie de leur mérite en fixant inexactement le nombre des lances brisées à soixante-six.

Le goût de ces extravagances romanesques développa naturellement une passion correspondante pour la lecture des romans de chevalerie; bientôt ces deux choses réagirent l'une sur l'autre. Les légendes poétiques ont aussi charmé les longues soirées des Normands, nos ancêtres; mais avec le progrès de la civilisation elles ont fait place à d'autres formes de compositions plus vraies; elles conservèrent leur faveur en Italie où elles avaient passé en dernier lieu et furent consacrées par des plumes illustres; mais l'Italie n'était pas la véritable terre de la chevalerie et les inimitables fictions de Bojardo, de Pulci et de l'Arioste furent composées, avec le sourire dérobé d'une ironie déguisée et si éloignée d'un ton sérieux qu'elles provoquèrent un sourire correspondant d'incrédulité chez le lecteur.

En Espagne les merveilles des romans étaient toutes acceptées avec une parfaite bonne foi, non pas qu'on les

crût littéralement vraies, mais le lecteur se prêtait de lui-même à l'illusion ; il était transporté d'admiration par le récit d'exploits, qui, vus avec d'autres yeux que ceux d'une imagination en délire, eussent été complétement ridicules; ces ouvrages en effet n'ont le mérite, ni d'un style enchanteur, ni d'une vérification harmonieuse, propres à leur donner du relief; ils sont pour la plupart un ramassis d'inconvenances mal digérées, offrant aussi peu de mesure et d'invraisemblance dans les personnages que dans l'intrigue; tout était écrit dans un style « d'Hercule, » avec une licence d'allusions et d'images qui ne pouvaient manquer de corrompre le goût et le cœur des jeunes lecteurs. L'esprit habitué à ces peintures monstrueuses et exagérées, perdit tout respect pour les chastes et sobres productions de l'art. L'amour du gigantesque et du merveilleux dégoûta le public des traits simples et véridiques de l'histoire réelle. Les sentiments sensés exprimés par un Espagnol, l'auteur anonyme du *Dialogo de las Lenguas*, représentent probablement ceux de beaucoup de ses contemporains. « Dix des meilleures années de ma vie, dit-il, ne furent employés à rien de mieux qu'à dévorer ces mensonges, je le faisais même pendant mes repas, et la conséquence de cet appétit dépravé, fut que si je prenais un ouvrage historique, sérieux ou passant pour tel, j'étais incapable de le parcourir. »

L'influence de ce goût faussé fut presque aussi fatal à l'historien lui-même qu'aux lecteurs; il se vit forcé de servir au public dans tous ses travaux un mélange de merveilleux, de nature à discréditer la véracité matérielle de tous ses récits. Tout héros devint un demi-dieu, dont les œuvres éclipsèrent les travaux d'Hercule; tout moine ou vieil hermite fut converti en saint, opérant plus de miracles, avant

et après sa mort, qu'il n'en eût fallu pour canoniser tout un monastère. Les âges fabuleux de la Grèce sont à peine plus fabuleux que la fin du moyen âge dans l'histoire d'Espagne, triste à comparer sous ce rapport avec celles de la même période dans beaucoup de contrées de l'Europe. La confusion des faits et de la fiction dura fort longtemps, et si l'écrivain suit sa route à la lumière douteuse de la tradition, il lui est impossible de distinguer les figures de l'ombre. Les plus illustres noms des annales de la Castille, — noms attachés aux glorieuses fondations du pays et conservés comme tels dans les pages des chroniqueurs et les chants des poètes, — noms associés aux souvenirs les plus émouvants et les plus patriotiques — se trouvent aujourd'hui avoir été de pures créations de la fantaisie. Il n'y a, semble-t-il, pas plus de raison pour croire à l'existence réelle de Bernardo del Carpio, sur lequel on écrivit tant de prose et de vers, qu'à celle des paladins de Charlemagne et des chevaliers de la Table-Ronde. Le Cid même, le héros national de l'Espagne, est considéré par quelques critiques les plus sévères de notre époque, comme un être imaginaire, et il est certain que le monument splendide de ses exploits, admis comme histoire du pays par tout Espagnol, a été mis en pièce par la main rigoureuse de la science moderne. Ces héros, il est vrai, ont vécu avant l'introduction du roman de chevalerie, mais les légendes contenant leurs prouesses ont été multipliées au delà des bornes, par suite de la passion créée par les romans, et il leur fut donné en même temps une croyance que ne leur eût jamais accordée une autre nation civilisée. En somme, les éléments vrais et faux se trouvèrent confondus au point de convertir l'histoire en roman et de revêtir le roman d'une autorité qui n'appartient qu'à l'histoire.

Les conséquences déplorables soulevèrent l'indignation des hommes sensés et, à la fin, provoquèrent l'intervention du gouvernement. Charles-Quint, en 1543, défendit par un décret l'importation, l'impression et même la lecture des romans de chevalerie dans les colonies américaines. Leur législation émanait uniquement de la couronne, qui les considérait comme sa propriété exclusive. En 1555 les cortès du royaume présentèrent une pétition (dont la signature royale pouvait faire une loi), exposant les maux divers qui résultaient de ces livres. Il y a dans le ton de cette pièce un mélange de simplicité et de solennité qui amusera le lecteur. « En outre, nous disons qu'il est très notoire que des dommages ont été causés aux jeunes gens, jeunes filles et autres personnes, par la lecture de ces ouvrages remplis de mensonges et de frivolités, comme *Amadis* et autres du même genre. La jeunesse spécialement, par sa légèreté naturelle, recherche ces sortes de lectures et se passionne par les récits d'amour et d'exploits militaires ou d'autres absurdités qu'elle y trouve; quand des situations analogues se présentent, elle est poussée à agir avec beaucoup plus d'extravagance qu'elle ne l'eût fait sans cela. Souvent la fille, que sa mère a enfermée en sûreté dans la maison, s'amuse à lire ces livres qui lui font plus de mal que si elle fût sortie. Tout cela aboutit, non seulement au déshonneur des individus, mais au grand détriment de leur conscience, en détournant les affections de la sainte et vraie doctrine chrétienne, pour ces méchantes frivolités par lesquelles les esprits, comme nous l'avons représenté, sont complétement troublés. Pour y remédier, nous supplions Votre Majesté qu'il soit interdit de lire des livres contenant de pareils sujets; que ceux aujourd'hui imprimés soient réunis et brûlés, et qu'aucun ne soit publié

par la suite sans licence spéciale. Par cette mesure, Votre Majesté rendra grand service à Dieu, aussi bien qu'à ceux de ce royaume, » etc., etc.

Malgré cette pompeuse expression de la désapprobation publique, ces ouvrages séducteurs conservèrent leur popularité. L'empereur Charles, oubliant sa propre défense, prit grand plaisir à leur lecture. Dans les fêtes royales, on rappelait souvent les exploits fabuleux de la chevalerie, et Philippe II apparut, dans un de ces spectacles, dans le costume d'un chevalier errant. Moratin énumère une série de soixante-dix romans volumineux, tous du xvie siècle et dont quelques-uns eurent plusieurs éditions; un grand nombre d'autres ont sans doute échappé aux recherches. Le dernier de la liste fut imprimé en 1602, et il avait été écrit par un grand de la cour. Tel était l'état des choses quand Cervantes donna au monde la première partie de son *Don Quichotte.* Ce fut contre les idées qui avaient si longtemps défié l'opinion publique et la loi, qu'il dirigea les traits de ses satires; l'entreprise était périlleuse.

Pour arriver à son but, il n'écrivit pas une simple mascarade, pleine d'*humour*, à l'exemple de plusieurs poètes italiens, qui après avoir jeté dans leur romans, un personnage bien connu, le mêlent à des entretiens fastidieux et à de grosses bouffonneries contrastant avec son nom d'une façon ridicule. Pareilles scènes peuvent être de bonnes plaisanteries, mais rien de plus, et Cervantes voulait surtout manier l'arme de l'ironie. Il avait trop des qualités du poète, comprenait trop bien l'esprit véritable de la chevalerie pour ne pas respecter les nobles vertus qui en faisaient la base. Il le prouve dans l'*autodafé* de la bibliothèque de *Don Quichotte*, dont il sauve *L'Amadis de Gaula* et quelques autres romans,

les meilleurs. Il entreprit, comme il nous le dit lui-même, un sérieux récit de chevalerie.

Cervantes présenta donc un personnage dans lequel sont réunies toutes les vertus généreuses de cet ordre : le désintéressement, le mépris du danger, l'honneur sans tache, la galanterie chevaleresque et ses aspirations vers une perfection idéale, songes creux sans doute, mais songes d'un esprit élevé. L'auteur a soin de représenter ces vertus comme trop éthérées pour la terre; elles se dissipent au contact des tristes réalités de la vie. Cet aspect particulier de l'œuvre a conduit Sismondi, avec d'autres critiques, à penser que le principal but de l'auteur a été « de ridiculiser l'enthousiasme par le contraste de l'héroïque et du vulgaire, » et à voir quelque chose de profondément décourageant dans les conclusions auxquelles il aboutit. Cette interpellation nous paraît être trop recherchée; elle rappelle les efforts de quelques commentateurs d'Homère et de Virgile, découvrant de tristes allégories dans leurs récits par la transformation des ombres en réalités et des réalités en ombres.

Le grand objet de Cervantes était évidemment, comme il l'a exprimé formellement lui-même, de corriger le peuple de sa passion pour les romans de chevalerie. Il n'est pas besoin d'en rechercher un autre dans un ouvrage aussi simple, bien que, nous le reconnaissons, la marche générale du récit produise sur le lecteur des impressions passablement pareilles à celles indiquées par Sismondi. Sa tendance mélancolique pourtant est dans une certaine mesure balancée par la nature adorablement bouffonne des événements. Peut-être, après tout, si nous cherchons absolument une morale comme clef de la fiction, nous pourrions

admettre avec plus de raison qu'elle consiste dans la nécessité de proportionner nos entreprises à nos capacités.

L'imagination du héros *Don Quichotte* est un monde idéal dans lequel Cervantes a jeté toutes les riches conceptions de son esprit; les rêves d'or du poète, les exploits d'une haute fantaisie et les fraîches peintures du bonheur des champs; les somptueuses chimères des âges romanesques de la chevalerie qui ont si longtemps extasié les populations; les riches illusions volant devant nous comme les bulles de savon soufflées par le chalumeau d'un enfant qui reflètent dans leurs teintes changeantes, les objets voisins jusqu'à ce qu'elles se brisent à leur contact et disparaissent. Ces magnifiques images décuplent de beauté, grâce au coloris brillant et attique du style de l'auteur, habile imitation du langage des vieux romans, mais dont le charme échappe nécessairement dans la traduction. La folie de *Don Quichotte* lui fait prendre à la fois l'idéal pour le réel et le réel pour l'idéal; il croit à l'existence dans le monde de tout ce qu'il a vu dans les romans et transforme tout ce qu'il rencontre dans la nature en visions analogues; il est difficile de dire laquelle de ces confusions produit l'effet le plus burlesque.

Pour donner plus de relief à ces joyeuses fantaisies, Cervantes les a revêtues d'un corps animé, mais il l'a fait contraster avec un personnage qui est, on peut le dire, l'antipode de son héros. L'honnête Sancho représente le principe matériel aussi parfaitement que son maître exprime l'intellectuel ou l'idéal; il est de la terre et terrestre; fin, égoïste et sensuel, ses rêves n'ont pas la gloire pour objet mais la bonne chère; il s'occupe d'une seule chose, c'est de sa peau. Ses notions sur l'honneur semblent avoir beaucoup de ressemblance avec celles de son jovial contemporain,

Falstaff, telles qu'elles se révèlent dans son fameux monologue. Dans cette sublime scène de nuit qui se termine par la lutte contre les moulins — scène vraiment sublime jusqu'au dénouement, — Sancho demande à son maître : « Pourquoi avez-vous besoin de courir cette aventure? Il fait nuit profonde et il n'y a pas une âme vivante pour nous voir ; nous n'avons rien de mieux à faire que de nous en aller et nous mettre à l'abri du danger ; qui s'apercevra ici que nous reculons? » Peut-on imaginer quelque chose de plus habilement opposé à l'esprit vrai de la chevalerie? Le roman dans son ensemble déploie partout une puissance d'antithèse aussi grande que ces deux personnages parfaitement opposés l'un à l'autre, non seulement par leur esprit et leurs allures générales, mais dans les moindres détails de leur extérieur.

Il a fallu un grand effort d'art à Cervantes pour conserver la dignité du caractère de son héros au milieu de la détresse bouffonne et ridicule dans laquelle il est continuellement plongé. Sa faiblesse d'esprit nous porte à séparer son caractère de sa conduite et à le dégager de toute responsabilité dans ses actes. L'habileté de l'auteur ne se montre pas moins, à propos de Sancho Pança, l'autre figure importante du livre ; malgré les défauts les plus méprisables, il parvient à nous intéresser vivement par la beauté de sa nature et son intelligence rusée. Il est trop intelligent, à la vérité, pour avoir suivi un maître sans cervelle, s'il n'eût été séduit par la promesse d'une récompense matérielle. Il est la personnification vivante de la sagesse du peuple — une « botte de proverbes, » comme l'appelle parfois le chevalier. Les proverbes sont la forme la plus précise dans laquelle la sagesse d'un peuple se résume. Ceux de Cervantes ont été recueillis dans différents ouvrages écrits en Espagne où ils dépassaient

en nombre ceux de tout autre peuple et peut-être de tous les peuples réunis de l'Europe. Comme beaucoup remontent à une date très ancienne, ils ont une grande valeur pour les puristes castillans auxquels ils fournissent de riches exemples des idiomes purs et des variations diverses de leur langue.

Les personnages du second plan, esquissés avec moins de soin, sont d'admirables études de caractère national; sous ce rapport *Don Quichotte* ouvre, on peut l'affirmer, une époque dans l'histoire des lettres; il est le premier roman de mœurs, branche distinguée de la littérature moderne. Ce genre d'écrits, quand il est bien exécuté, s'élève à la dignité de l'histoire dont il forme une partie importante; l'histoire décrit les hommes moins comme ils sont que tels qu'ils apparaissent dans leur rôle sur le grand théâtre de la politique : — les hommes déguisés. Elle se fonde sur de documents qui trop souvent cachent les desseins réels sous le manteau habilement drapé de la raison d'état; ou bien encore sur les versions des contemporains aveuglés par les passions et les intérêts. En dehors même de ces remarques, les révolutions des peuples, leurs guerres et leurs intrigues ne représentent pas l'aspect unique et le plus intéressant sous lequel la nature humaine puisse être étudiée; son véritable caractère nous est dévoilé par l'homme dans son intérieur, à son foyer; dans ses occupations habituelles dans le monde, déterminées par l'amour du gain ou des plaisirs; sa manière de vivre de chaque jour, ses goûts, ses opinions comme elles se manifestent dans les relations sociales; c'est dans toutes ces formes reflétant l'intérieur de la société que l'homme doit être étudié, si l'on veut connaître les mœurs et les idées réelles du temps, se former une idée nette et précise de ses progrès dans la civilisation.

Mais ces questions n'appartiennent pas au domaine de l'historien; il ne peut trouver de documents authentiques pour les appuyer; elles appartiennent au romancier qui, à la vérité, invente ses incidents et crée des personnages, mais doit, s'il reste fidèle aux règles de son art, les animer par les passions, les sentiments et les mobiles en action au temps où il place son écrit. Ses portraits n'en sont pas moins vrais parce que personne n'a posé devant lui; il a saisi les physionomies de l'époque. Quel lecteur ne s'est pas formé une idée plus nette de l'état de la société et des mœurs de l'Écosse par *les romans de Waverley* que par les meilleurs historiens? de l'aspect du moyen âge par le simple livre d'Ivanhoé que par des volumes de Hume ou de Hallam? De la même façon la plume de Cervantes nous a donné une peinture plus précise et plus riche de la vie en Espagne au xvi[e] siècle que ne ferait une bibliothèque de chroniques monacales.

L'Espagne, qui a fourni le premier bon modèle de ce genre de littérature, semble avoir possédé pour cela des éléments plus nombreux qu'aucun autre pays, excepté l'Angleterre. Ceci peut être dû, dans une large mesure, à la liberté et à l'originalité de son caractère national. C'est le pays où les classes inférieures approchent le plus près, dans leur conversation, de ce qu'on appelle *l'humour;* on le retrouve dans un grand nombre de proverbes aussi bien que dans les ouvrages de *Picaresco,* productions indigènes où l'esprit tourne trop à la simple plaisanterie réaliste. La libre attitude du caractère national peut être assignée en partie au libéralisme des institutions politiques du pays avant que l'Autriche n'eût posé sur lui sa main de fer. Les longues guerres contre les envahissements mahométans, avaient

appelé les paysans sous les armes et leur donnaient un certain degré de considération personnelle. Dans plusieurs provinces, comme en Catalogne, l'esprit démocratique revêtit souvent une force indomptable. Les traits particuliers du caractère national se dessinèrent dans cette atmosphère de liberté, et une grande variété de types résultèrent des divisions territoriales de la Péninsule, partagée de longtemps en un certain nombre de petits États indépendants. Le rude habitant des Asturies, le hautain et indolent Castillan, l'Aragonais industrieux, l'indépendant Catalan, le jaloux et rusé Andalous, le citoyen efféminé de Valence et le Grenadin superbe fournissaient à l'artiste des études sans nombre sur les mœurs et les costumes. Le mélange des races asiatiques, dans une proportion inconnue à tous les autres pays de l'Europe, concourut également à ce résultat. Les Juifs et les Mores s'étaient acclimatés en trop grand nombre et depuis trop de siècles dans le pays pour n'y avoir pas laissé de traces de la civilisation orientale. Le meilleur sang de la nation provenait de ce que les Espagnols modernes, — les Espagnols de l'inquisition, — considèrent comme des sources impures; et un ouvrage populaire dans la Péninsule sous le titre de *Tizon Espana*, ou la *Torche de l'Espagne*, a malicieusement reproduit la généalogie des plus nobles maisons du royaume remontant à une origine juive ou moresque. Toutes ces circonstances ont contribué à donner un grand relief poétique au caractère des Espagnols et à les rendre la plus pittoresque des nations de l'Europe. Elle offre aux romanciers des sujets plus variés qu'aucune autre contrée dont les aptitudes particulières ont été contraintes sous le joug d'un gouvernement despotique ou par les lois artificielles et égalitaires de la mode.

Don Quichotte doit encore être examiné sous un autre point de vue, celui de son importance didactique. Il n'est pas seulement moral dans sa tendance générale, rare mérite pourtant à l'époque où il fut écrit, mais il abonde en observations et en critiques qui demandaient à leur auteur une grande hardiesse et une originalité réelle. Telles sont, par exemple, ses attaques contre la sorcellerie et les autres superstitions communes chez les Espagnols; ses satires contre la torture inusitée dans les cours ordinaires, mais très en vogue devant l'inquisition; ses fréquentes ironies à l'adresse de diverses espèces de productions littéraires. Les critiques répandues dans toute son œuvre montrent chez lui une profonde connaissance des principes vrais du bon goût longtemps avant leur avènement; elle revêtit ses jugements d'une autorité suprême aux yeux de ses compatriotes. En réalité, le grand but de son livre était d'instruire, puisqu'il était une satire contre les fausses idées de son âge. Le dernier roman de chevalerie avait paru en 1602, avant la publication de *Don Quichotte;* ce fut le dernier publié en Espagne. Cette sorte d'écrits qui avait défié tous les efforts, fut complétement anéantie par la puissance de l'ironie :

« Ce souffle doux et chaud dont le pouvoir subtile
« Est plus fort que l'orage à ses plus tristes heures. »

Il fut impossible à tout nouvel auteur de se faire lire; le public avait vu comment la foudre était forgée; le spectateur avait passé dans les coulisses et savait de quel élément vulgaire étaient tirés les rois et les reines. Il lui devenait impossible, par aucun effort d'imagination, de convertir ce clinquant et ces jouets colorés en diadèmes et en sceptres; l'illusion avait passé pour jamais.

La satire rarement survit aux intérêts locaux et passagers auxquels elle s'attaque; elle perd la vie avec son aiguillon. Celle de Cervantes fut une exception; les objets contre lesquels elle était dirigée ont perdu depuis longtemps leur intérêt et le lecteur moderne est attiré par le livre uniquement pour son exécution comme œuvre d'art; le manque de connaissances historiques l'empêche même de comprendre un grand nombre d'allusions qui lui donnèrent tant de piquant à son époque. Malgré ces désavantages, non seulement sa popularité s'est maintenue, mais augmentée; Cervantes jouit d'une plus haute considération que de son temps. Voilà les triomphes du génie!

Notre écrivain appréciait très bien son ouvrage et plus d'une fois il prédit sa popularité. « Je fais le pari, dit Sancho, qu'avant longtemps, il n'y aura pas une échoppe, une taverne, une boutique de barbier qui ne possède une peinture de nos exploits. » La prédiction de l'honnête écuyer s'accomplit du temps de l'auteur qui put voir son œuvre représentée sur le bois et la toile, aussi bien que par la taille douce. Outre plusieurs éditions en Espagne, elle fut imprimée de son vivant en Portugal, en Flandre et en Italie. Depuis ce temps, les réimpressions ne peuvent se compter dans la Péninsule et au dehors; le livre a été traduit dans presque toutes les langues de l'Europe; dix fois en anglais, huit fois en français et moins dans d'autres contrées. Nous terminerons par un rapide examen de quelques-unes des éditions principales, y compris celle qui est mentionnée en tête de notre article.

La vogue d'un roman engage souvent des gens incapables à le publier; de là un nombre considérable d'erreurs qui vont jusqu'à dépouiller le texte original de presque toute sa

beauté; certains passages sont omis et, chose plus honteuse, d'autres, écrits par des plumes étrangères, sont intercalés. La première tentative pour arracher l'original aux griffes de ces harpies qui l'avaient vilainement sali fut faite, chose assez singulière, dans la Grande-Bretagne. La reine Caroline, femme de Georges II, avait réuni une collection de romans qu'elle nommait plaisamment « la bibliothèque du sage Merlin; » elle ne possédait pas celui de Cervantes, et un gentilhomme, lord Carteret, entreprit de lui en fournir à ses frais un bon exemplaire. Ce fut l'origine de la fameuse édition publiée à Londres par Honson en 1738. *Quatre volumes in-quarto*. Elle contenait la vie de l'auteur écrite expressément par le savant Mayans y Siscar. C'était la première biographie de Cervantes qui fût digne de ce nom, et elle montre dans quel oubli était tombée son histoire personnelle, puisque sept villes à la fois revendiquaient l'honneur de lui avoir donné naissance. Sa destinée ressemblait à celle d'Homère.

L'exemple donné par des étrangers excita dans son pays une honorable émulation, et à la fin en 1780 une magnifique édition sorti des presses très célèbres d'Ybarra, fut publiée à Madrid en *quatre volumes in-quarto*. Sous les auspices de l'Académie royale d'Espagne, cette compagnie littéraire, différant de beaucoup d'autres aux noms ronflants, a contribué très efficacement à l'avancement des lettres, non seulement par des mémoires originaux, mais par de belles et savantes éditions des auteurs anciens; son *Don Quichotte* montre un travail de révision très soigné du texte collationné avec divers exemplaires imprimés pendant la vie de l'auteur et que l'on croit avoir été corrigés par lui; il y a aussi de bonnes raisons de supposer que ces corrections ont

été faites par une main peu soigneuse; dans tous les cas, cette première édition contient une quantité considérable de fautes typographiques.

Avant la publication du livre de l'Académie, on connaissait la *Vie de Cervantes,* par Kios, écrite avec une élégance peu commune et contenant environ tous les détails intéressants qui le concernaient; une analyse détaillée de l'ouvrage suit, dans laquelle se trouve un parallèle travaillé avec soin entre son œuvre et celle d'Homère. Mais le romantique et le classique diffèrent trop entre eux pour admettre un tel rapprochement, et ce travail a nécessairement entraîné son auteur dans une foule d'absurdités qui montrent une ignorance complète des vrais principes de l'esthétique; il se fut mis à l'abri de ce reproche s'il avait pris garde aux maximes de Cervantes lui-même.

Dans l'année suivante, 1781, il parut une autre édition en Angleterre qui mérite une mention spéciale. Elle fut préparée par M. Bowle, ministre à Idemeston, qui s'était passionné pour le roman de Cervantes au point de réunir une bibliothèque de tous les ouvrages susceptibles de jeter, quelque lumière sur cet auteur et de consacrer quatorze années à un commentaire digne de lui. Il y avait une ample carrière pour ce travail; un grand nombre d'allusions satiriques du roman étaient mal comprises, comme nous l'avons dit, à cause de l'ignorance des ouvrages de chevalerie auxquels elles ont traits. Beaucoup d'incidents et d'usages connus au temps de Cervantes étaient depuis longtemps oubliés, et des expressions tombées en désuétude demandaient des explications. Cervantes lui-même avait commis plusieurs fautes grossières que, dans sa révision, il avait omis de corriger. Le lecteur se rappellera facilement la con-

fusion relative à l'âne de Sancho qui apparaît sur la scène ou en disparaît très mal à propos suivant que l'auteur oublie qu'il a été volé; par la suite, il corrigea cette erreur en deux ou trois endroits, mais la laissa subsister en trois ou quatre autres. On trouve de même une quantité infinie d'anachronismes, et en réalité toute la continuation en est un, puisque l'auteur introduit son héros critiquant la première partie dans laquelle son épitaphe est transcrite.

Cervantes paraît avoir eu une grande répugnance pour le travail de révision; il laissa certaines fautes passer à la presse et refusa d'en corriger d'autres en remarquant avec plus d'esprit que de vérité qu'elles étaient comme certaines pierres dont les taches augmentent la valeur. Il songeait peu que ses *lapsus* seraient un jour surveillés de si près, qu'un catalogue rédigé de notre temps constaterait ses répétitions et ses invraisemblances, et que chacun des exploits de son héros serait mis en ordre dans une table chronologique faite avec soin comme pour une histoire réelle. Il eût encore été bien plus loin de penser qu'au milieu du XVIIIe siècle une société savante, l'Académie de littérature et des beaux-arts de Troyes, en Champagne, choisirait une députation dans son sein chargée d'aller en Espagne et de fouiller la bibliothèque de l'Escurial pour retrouver, s'il se pouvait, *le manuscrit original de ce sage arabe*, duquel Cervantes annonçait avoir traduit son roman. C'est un peu plus de folie que *Don Quichotte* n'en avait eue et, cependant, le fait s'est passé !

L'édition de Bowle fut imprimée en six volumes in-4°; les deux derniers contenaient des notes, des explications et un index, « *tout, comme le texte en Castillan.* » Watt, dans sa laborieuse *Biblioteca Britannica*, fait observer que le livre ne

répondit pas à l'attente du public; en ce cas le public fut très déraisonnable. C'était un travail d'une merveilleuse perfection pour un étranger; il constituait la première tentative d'un commentaire sur *Don Quichotte* et bien que renfermant des négligences dont un écrivain national eût été exempt, il contenait une mine féconde d'explications à laquelle les Espagnols ont recouru en plus d'une occasion sans l'avoir assez reconnu.

L'exemple de l'Angleterre détermina des travaux analogues dans la péninsule, et parmi eux le plus digne d'être mentionné fut l'édition de Pellicer; qui se recommande aux savants par ses discussions très élevées au double point de vue de la critique et de l'histoire : elle contient aussi une bonne biographie de Cervantes dont la vie a été depuis écrite, d'une façon qui ne laisse rien à désirer, par Navarrete bien connu par ses publications sur les découvertes anciennes faites en Espagne. Son travail biographique comprend tous les renseignements directs et subsidiaires qu'il était possible de réunir pour l'éclaircissement de l'histoire personnelle et littéraire de Cervantes; celui-ci, comme son illustre contemporain Shakespeare, a laissé peu de détails intimes, mais le vide a été comblé avec empressement par les inductions et les conjectures.

On manquait encore d'un commentaire classique traitant de l'exécution littéraire de *Don Quichotte*. Ce travail est enfin sorti de la plume de Clemencin, le savant secrétaire de l'Académie espagnole d'histoire, qui s'est acquis une grande réputation par la publication de six volumes de mémoires, ouvrage tout entier de sa main. Dans son édition du roman, outre les lumières d'une scène rare jetées sur beaucoup de points obscurs du récit, il a joint au texte une

critique sévère mais éclairée; tout en signalant nettement les fautes accidentelles contre le bon goût et la syntaxe, il appelle l'attention sur les beautés latentes qui échappent au lecteur vulgaire et pressé; nous doutons qu'aucun classique castillan ait été commenté aussi bien. Malheureusement la première partie de l'œuvre seulement a été achevée par cet écrivain mort tout récemment, et il sera difficile de trouver un critique possédant assez de tact et d'érudition pour la compléter.

Les Anglais, nous l'avons dit, ont fait preuve de leur grande estime pour Cervantes non seulement par leurs travaux critiques, mais par leurs traductions multipliées; plusieurs sont exécutées avec grande habileté eu égard à la difficulté de reproduire exactement le style idiomatique des spirituels dialogues. Les versions les plus estimées sont celles de Motteux, Jarvis et Smollett. La première est peut-être la meilleure; elle est due à un Français, qui vint en Angleterre sous Jacques II. Il ne trahit nullement son origine étrangère; son style riche et piquant, ses tournures délicates sont admirablement faites pour retracer une image vivante et très fidèle de l'original; la légère teinte d'ancienneté propre à ce temps n'a rien de désagréable et s'harmonise avec le ton de dignité chevaleresque qui distingue le héros. Les notes de Lockhart et sa poétique version des vieilles ballades castillanes ajoutées dernièrement à l'édition de Motteux, l'ont rendue la plus complète que l'on puisse désirer. Il est singulier que *Don Quichotte* ait été édité comme classique, commenté, et bien traduit pour la première fois en Angleterre, que plus tard le commentateur anglais ait écrit en espagnol et que la traduction espagnole ait été faite par un Français.

Nous arrivons maintenant à la nouvelle édition du texte

original par M. Sales, la première probablement qui ait paru dans le nouveau monde, où la langue espagnole est parlée dans une moitié du territoire. Un ouvrage uniforme était nécessaire pour répondre aux besoins de notre université, dans laquelle on a longtemps expérimenté les inconvénients d'exemplaires de toute provenance. Les seules que l'on puisse se procurer dans ce pays sont sans valeur quant à l'impression et quant au papier; elles sont en outre défigurées par les plus grosses erreurs. L'orthographe moderne a été substituée par l'Académie à celle de Cervantes; indépendamment des changements qu'elle a subis avec le temps, elle semble n'avoir pas eu de système uniforme dès l'abord, M. Sales s'est conformé à cette haute autorité pour fixer son orthographe, son accentuation et sa ponctuation; dans quelques occasions seulement, il a adopté l'usage de commencer les mots par F au lieu de H et de conserver aux verbes leurs terminaisons invariables comme *hablades* pour *hablais*, *hablabades* pour *hablablais*, *amades* pour *amais*, *amabades* pour *amabais;* ce mode, on peut le contester, est mieux approprié au ton altier des discours du bon chevalier, qui affecte dans la conversation un respect pour l'antiquité auquel ses traducteurs n'ont pas toujours prêté une attention suffisante.

Le nouvel éditeur a fait dans le texte original quelques changements que l'on n'avait pas, croyons-nous, tenté jusqu'ici. Nous avons déjà fait remarquer les négligences des premiers exemplaires de *Don Quichotte;* une partie en est imputable à Cervantes lui-même, et une plus grande encore à ses imprimeurs. Il est impossible de corriger ces erreurs par la collation du manuscrit perdu depuis longtemps. Tout ce que l'on peut faire est donc de les signaler par des notes,

suivant le procédé de Clemencin, d'Arrietta et d'auteurs commentateurs. M. Sales a préféré introduire les corrections dans le texte. Voici un ou deux exemples de ces altérations.

« Poco anas o. » — Tom. I, p. 141.

La rédaction dans les vieilles éditions est « *Poco anas* à menos » phrase aussi inintelligible en espagnol que sa traduction le serait en anglais; mais elle fut employée, semble-t-il, par d'autres autorités, du temps de Cervantes.

« Por tales os juzgue y tuve. » — Tom. I, p. 104.

Les éditions anciennes ajoutent : *siempre*, ce qui est évidemment incorrect, puisque *Don Quichotte* parle au présent.

« *Don Quijote* quedo admirado. » — Tom. I, p. 143.

Les autres éditions portent « *el cual* quedo, » etc. L'emploi du pronom relatif fait demander au lecteur à quel substantif il se rapporte et M. Sales, conformément à l'idée de M. Clemencin, a rendu la phrase claire en substituant le nom du chevalier.

« Donde les *succedieron* cosas, » etc. — Tom. II, p. 44.

Dans les autres éditions « *sucedio* » est une faute de grammaire puisqu'il s'accorde avec un substantif pluriel.

« En tan poco espacio de tiempo como ha que *estuvo* allà, » — etc. (Tom. II, p. 132, au lieu de *està allà*), temps mal employé évidemment, puisque le verbe exprime une action passée.

Il est inutile de multiplier les exemples; nous en avons suffisamment cité pour montrer d'après quel principe les corrections ont été exécutées; elles se bornent à des fautes grammaticales ou à des négligences de style qui obscurcissent ou détruisent le sens des phrases; elles ont été faites avec grande circonspection et en parfait accord avec les opi-

nions des plus hautes autorités grammaticales; elles ne sont pas destinées au critique savant, qui préfère nécessairement le texte primitif avec toutes ses fautes; mais elles sont d'une valeur infinie pour la grande masse des lecteurs et pour les étudiants, qui peuvent désormais lire ce bel ouvrage classique dépouillé de ses taches, de peu d'importance, sans doute pour un indigène, mais de nature à égarer un étranger.

Outre ces corrections, M. Sales a donné une valeur nouvelle à son livre en le faisant précéder de l'admirable discours de Clémencin et d'une grande quantité de notes tirées et résumées des meilleurs commentaires. Son but a été non pas d'entraîner le lecteur dans des controverses d'histoire ancienne et de critique, mais de lui expliquer le texte; et quand les autorités ont omis de le faire, l'éditeur a donné ses propres explications qui jettent beaucoup de lumière sur des questions peu familières à un étranger. Nous croyons que dans cette partie de son ouvrage il eût trouvé un grand secours dans Bowle, dont il ne semble pas avoir consulté le travail. Le commentateur castillan Arrietta, auquel il a souvent recouru, doit beaucoup au critique anglais qui, en sa qualité d'étranger, s'est livré à beaucoup d'explications utiles, sauf pour un Espagnol.

Nous pouvons présenter une autre remarque à propos de la nouvelle édition; elle est relative aux coupures faites dans le texte à l'imitation des traductions anglaises; elles donnent une grande aisance au lecteur, sérieusement fatigué par l'interminable amas de pages des autres éditions qu'aucun point de repos ne sépare.

Nos lecteurs, nous le craignons, vont penser que nous nous sommes lancé sur un terrain inépuisable de discussion; nous ferons remarquer en terminant que l'exécution maté-

rielle du *Don Quichotte* fait grand honneur à notre imprimerie. Le livre est orné de gravures de notre Cruikshand américain, Johnston; — quelques-unes sont originales, mais la plus grande partie est copiée d'après la dernière édition anglaise du traducteur Smollett. Dessinées et exécutées avec beaucoup d'esprit, elles eussent grandement satisfait l'honnête Sancho, qui prédit ce genre d'immortalité à son maître et à lui-même.

Nous félicitons le public de posséder enfin une édition de prix de la littérature castillane, sortie de notre presse sous une forme si élégante et exécutée avec tant de correction et de jugement; nous croyons que l'ambition de son respectable éditeur sera récompensée comme elle mérite de l'être par l'accueil de son livre, comme classique, pour tous les colléges du pays où l'on parle la noble langue de la Castille.

LA CONQUÊTE DE GRENADE

LA CONQUÊTE DE GRENADE

PAR

IRVING[1]

Octobre 1837

Presqu'autant de qualités sont requises d'un historien parfait — et en réalité l'abbé Mably en énumère un aussi grand nombre — que Cicéron en demandait à l'orateur. Il doit être rigoureusement impartial, partisan de la vérité dans toutes les circonstances et prêt à la proclamer à tout hasard, il doit être profondément versé dans tout ce qui peut mettre en relief le caractère du peuple dont il s'occupe, non seulement dans ses lois, sa constitution, ses ressources générales et dans toutes les autres parties de son mécanisme gouvernemental, mais encore dans les détails intimes de sa vie morale et sociale, dans le principe dirigeant qui crée le mouvement mais dont l'action échappe à l'œil de l'observateur vulgaire; s'ils traitent d'autres âges et d'autres nations, il doit s'y transporter, s'expatrier pour ainsi dire de la

[1] « *Chronique de la Conquête de Grenade,* » par Fra Antonio Agapida.. 1829. 2 vol. in-12. Philadelphie, Carcy, Lea et Carcy.

sienne, afin de connaître l'aspect et l'influence des époques qu'il veut décrire; il doit apporter une attention consciencieuse à la géographie, à la chronologie, etc., à propos desquelles le manque de soin a été fatal à plus d'une bonne histoire philosophique; familier avec ces détails arides, il lui faut déployer les diverses qualités du romancier ou de l'auteur dramatique, plaçant ses personnages dans un jour et des ombres convenables, disposant ses scènes de façon à éveiller et alimenter un intérêt soutenu, et répandre sur l'ensemble de son œuvre ce style parfait sans lequel il serait seulement un magasin de matériaux destinés aux édifices plus élégants d'écrivains à venir. Il doit être..... ou plutôt il n'y a pas de talent qu'un parfait historien ne doive posséder. Il est à peine nécessaire d'ajouter que pareil prodige n'a jamais existé et n'existera jamais.

Mais si l'homme ne peut arriver à une perfection complète dans aucune science en ce monde, il s'en est parfois considérablement approché, et certains écrivains ont paru, à plusieurs reprises, possédant à un très haut degré certaines qualités principales de nature à rappeler l'ensemble par nous indiqué. Le caractère spécial des mérites d'un auteur est ordinairement déterminé par l'âge où il a vécu. Les premiers historiens de la Grèce et de Rome, par exemple, cherchaient moins à instruire qu'à amuser. Ils remplissaient leurs peintures d'images brillantes et séduisantes; ils n'étaient pas comme les critiques sévères de nos jours, arrêtés dans leurs recherches sur l'antiquité par les faits merveilleux, mais ils les accueillaient avec plaisir comme étant de nature à surexciter l'imagination des lecteurs; ils interrompaient souvent leur récit par des réflexions peu opportunes, prenaient le plus grand soin du style que devait revêtir leurs idées et enfin

subordonnaient tout au dessein de présenter une *narration* élégante et pleine d'intérêt. Tels étaient Hérodote, Tite-Live, tels furent aussi les premiers chroniqueurs de l'Europe moderne dont les pages brillent des pompes pittoresques et splendides des temps chevaleresques. On peut dire de ces derniers comme de Hérodote, qu'ils ont écrit dans l'enfance de leur nation, alors qu'il faut s'adresser plus à l'imagination qu'à l'intelligence. Tite-Live, qui parut dans un siècle plus avancé, vécut cependant dans une cour et à une époque où la tranquillité et l'opulence disposaient l'esprit des hommes aux récréations élégantes plutôt qu'à un ordre d'idées et à un travail sévères.

A mesure que la nation vieillit ou qu'elle subit des calamités, l'histoire de son côté prit une tournure plus grave. La fantaisie céda la place à la réflexion. L'esprit qui n'était plus engagé à errer au dehors, en quête de tableaux délicats et flatteurs à l'œil, se replia sur lui-même, médita plus profondément et chercha un appui contre les maux extérieurs de la vie dans la vérité morale et philosophique. On abandonna la description pour l'étude de l'homme : le roman devint le drame. Il en fut ainsi de Tacite, — vivant sous les monstres couronnés qui firent de Rome un charnier — et dont les récits laconiques sont mêlés d'assez d'axiômes de morale et de politique pour composer un volume comme l'a fait Brotier dans son édition de cet historien. Le même esprit philosophique anime les pages de Thucydide, qui fut lui-même un des principaux acteurs du long et désastreux combat dont l'issue fut la ruine de son pays.

Malgré la manière plus profonde et plus large de ces derniers écrivains, il existe encore une grande différence entre la forme qu'ils ont donnée à l'histoire et celle qui doit

être adoptée aujourd'hui. Nous n'avons pas l'intention de déterminer mais de rechercher leurs mérites. Les Grecs et les Romains vivaient quand le monde, ou tout au moins l'esprit de l'homme, était dans un état relatif d'enfance — quand l'imagination et les sentiments étaient plus susceptibles d'être excités et recherchaient plus l'excitation; ils possédaient un sentiment plus délicat du beau que les modernes; ils étaient infiniment plus soigneux de la forme extérieure, du fini et de tout ce qui fait ressortir le côté artistique d'un livre; la poésie en réalité se mêlait à leur vie et à leurs plaisirs de chaque jour; elle entraînait leurs plus graves délibérations. Le commandement des armées était confié non au meilleur général, mais souvent au plus éloquent orateur. La poésie entrait dans leur religion et créait ces beaux monuments d'architecture et de sculpture que le souffle du temps n'a pas ternis; elle faisait partie de leur philosophie et personne ne ressentit son influence plus complétement que celui qui aurait voulu la bannir de la république; elle animait l'âme de ses orateurs et produisait ces magnifiques morceaux — assez ternes dans la bouche hésitante de nos écoliers — mais qui transportaient d'enthousiasme la vaillante population d'Athènes. La poésie se mêla profondément aux derniers jours de leur histoire; elle apparut d'abord dans les chroniques nationales d'Homère; elle perdit peu de son éclat, bien qu'elle se conformât aux lois générales de la composition en prose sous Hérodote, et elle jeta une grâce riante sur les sobres écrits de Thucydide et de Xénophon. Mais la muse fut dépouillée de ses ailes, elle ne se livra plus aux excursions aériennes dans les belles régions du roman, et pourtant pendant qu'elle marchait sur le sol, les plus éclatantes fleurs naturelles semblaient naître

sans culture sous ses pas. Nous ne voulons pas dire par là que l'histoire de la Grèce ait recherché les ornements d'une rhétorique enchanteresse; rien de plus simple que son plan général et son exécution; ils sont même trop simples pour être imités aujourd'hui. Thucydide coordonne les événements sans le moindre artifice et d'après les révolutions régulières des saisons; la fin de chaque partie reproduit cette même et éternelle répétition : « ἔτος τῶ πολέμω ἐτέλευτα τωδε, ὂν Θουκυδιδης ξυνεγροψε. » Mais dans les discours supposés dont il a enrichi sa narration il a laissé les plus beaux exemples de l'éloquence attique; il atteignit une si grande perfection de style que Démosthènes, comme on le sait, dans l'espérance de s'approprier quelques-unes de ses grâces littéraires trouva convenable de le recopier trois fois.

La conception générale de l'histoire chez les modernes est fort différente; elle se conforma d'abord aux exigences des situations et comme les anciens elle réfléta l'esprit de son temps. Si les Grecs ont vécu dans l'enfance de la civilisation, les hommes de nos jours, on peut le dire, vivent dans sa virilité. La vivacité de l'imagination s'est émoussée, mais la raison a mûri. La crédulité de la jeunesse a cédé la place aux habitudes d'examen attentif, parfois même à un froid scepticisme. Les productions qui parurent au crépuscule douteux du début montraient encore, il est vrai, l'amour du merveilleux, l'esprit léger et fantaisiste d'un âge jeune et tendre, mais un nouvel ordre de choses se fit jour quand les monuments des études classiques furent ouverts aux yeux du savant; l'esprit sembla prendre possession du riche héritage amassé en tant de siècles par les sages de l'antiquité et l'on partit en réalité du point où ils avaient terminé leur route. L'homme ainsi grandi par la science et l'expérience fut à

même de saisir plus largement l'ensemble de ses destinées — de comprendre que la vérité est le plus grand des biens et de découvrir la méthode la plus sûre pour arriver jusqu'à elle. La doctrine chrétienne lui avait appris en outre que la fin de la vie est mieux atteinte par une existence d'une utilité active que par la contemplation abstraite, le bonheur égoïste, ou le courage passif, comme l'avaient respectivement enseigné diverses sectes de l'antiquité. Une nouvelle mesure de supériorité morale fut aussi établie; le travail fut apprécié par ses résultats et l'utile fut préféré aux ornements. La poésie, renfermée dans sa sphère propre, n'eut plus de part aux conseils de la philosophie. La science intellectuelle et physique, au lieu de flotter dans de vagues spéculations, comme chez les anciens, fut établie par des inductions étudiées et sur l'expérience. L'orateur, au lieu de se parer de la pompe et de l'éclat de la poésie, s'efforça d'acquérir la plus grande habileté dans l'emploi des véritables armes de la lutte. On s'adressa moins fréquemment aux passions et beaucoup plus à la raison. Un champ plus large fut ouvert à l'historien; il ne fut plus réduit à rapporter les événements des époques reculées d'après les rumeurs superficielles de la tradition orale; il put fouiller dans les bibliothèques, étudier les médailles et les monuments, déchiffrer les manuscrits originaux; chaque assertion s'appuya sur une autorité; les opinions étrangères, au lieu d'être admises avec une foi simple, furent comparées soigneusement et pesées sur la balance de la probabilité; antiquaire et critique, l'historien moderne devint en outre philosophe, déduisant des théorèmes généraux de l'ensemble des faits et leur donnant leur application la plus large.

La poésie perdit beaucoup à cette réforme, mais la philo-

sophie y gagna plus encore ; l'élégance diminua dans les arts, mais les secrets les plus importants et les plus cachés de la nature furent mis à découvert. Toutes les connaissances ayant pour objet le bonheur ou le développement de l'humanité, la science du gouvernement, de l'économie politique et de l'éducation, les sciences naturelles et expérimentales furent poussées bien au delà des limites auxquelles elles avaient atteint dans les temps anciens.

Les formes particulières telles qu'elles existent chez les modernes n'acquirent leur entier développement qu'au siècle dernier. Il est bon de remarquer le mode précédent adopté en Espagne et en Italie, et plus spécialement dans ce dernier pays pendant le xvie siècle. Les histoires de la Péninsule à cette époque semblent avoir réuni l'esprit de généralisation et d'examen qui distingue les modernes aux simples et gracieuses formes de composition que nous ont léguées les anciens. Machiavel, en particulier, nous rappelle une statue moderne ayant tous les traits et les proportions de notre temps, mais à laquelle le sculpteur a donné une espèce de dignité antique en la drapant dans les plis d'une toge romaine. Aucun des historiens espagnols ne peut être placé à côté de lui ; Mariana, qui jouit dans son pays de la plus grande célébrité, donne à son style latin ou castillan l'élégante transparence d'un classique latin, mais la multitude de ses détails n'est animée par aucune lueur de philosophie ou de réflexion originale. Mariana était membre d'une communauté qui a réuni les plus nombreuses, mais, sous certains rapports, les plus médiocres chroniques, en ce qu'elles sont dépouillées de tout intérêt pour toutes les classes de la société, sauf pour un ordre disposé par son éducation à admettre comme vérités les plus grossières inventions du fanatisme ;

qu'elle est la valeur de réçits aussi faussés par les préjugés et la crédulité? Les écrivains aragonais et Zurita en particulier, inférieurs comme exécution littéraire, montrent une abondance de pensées et une indépendance d'expression très supérieures au jésuite Mariana.

Les historiens italiens du XVI[e] siècle ont en outre l'avantage, non seulement d'avoir été les témoins oculaires des faits qu'ils rapportent, mais d'y jouer des rôles considérables : Cette particularité donne à leurs travaux une réalité qu'on chercherait en vain chez un politique de cabinet. Cette union rare de la supériorité politique et privée est délicatement rappelée dans l'inscription du monument de Guicciardini « *Cujus negotium, an otium, gloriosius incertum.* »

Le personnage qui, le premier, fixa par un système régulier les lois actuelles de la composition historique fut Voltaire. Ce génie extraordinaire, dont les ouvrages ont produit un mélange tant de bons et de mauvais résultats, a laissé des preuves nombreuses de ses dispositions humanitaires et pratiques. Jamais ses invectives ne sont plus piquantes que quand elles sont dirigées contre des actes de cruauté ou d'oppression — par dessus tout contre le despotisme religieux. Il vivait dans un âge où il y avait de grands abus et dans l'Église et dans le gouvernement; il employa malheureusement contre eux une arme dont la portée ne peut être précisée par la main la plus habile; le trait envenimé de l'ironie non seulement blesse le membre vers lequel il est dirigé, mais il répand son poison sur les parties les plus saines et les plus éloignées du corps.

L'humeur indépendante et légère de Voltaire forment un singulier contraste avec sa persévérance constante dans ses desseins. Poète, philosophe et historien, ce protée de la lit-

térature anima tous ses écrits du même méchant esprit philosophique, jamais il ne s'en écarta même dans les plus joyeux élans de son imagination; il le mêle à ses romans comme aux sujets les plus graves de l'encyclopédie, à ses lettres familières et à ses poésies licencieuses comme à ses travaux d'histoire. Le principal but de ce système est complétement défini par cette phrase banale. « L'abolition des préjugés. » Mais chez Voltaire les préjugés sont trop souvent confondus avec les principes.

Dans ses travaux historiques, il semble toujours avoir pour but de démontrer sous les couleurs les plus frappantes, les nombreuses variations de l'espèce humaine; d'indiquer la différence des préceptes de la pratique; d'opposer la magnificence du mécanisme à l'impuissance des résultats; les énormes abus du christianisme sont placés à côté des traits les plus méritoires des autres religions et sont ainsi réduits à peu près au même niveau; la crédulité de la moitié des hommes est mise en présence de la ruse de l'autre moitié; aux plus considérables événements il assigne les causes les plus insignifiantes, et les plus hautes conceptions de sagesse sont représentées comme devant être déjouées par les accidents les plus vulgaires. La direction de l'univers semble être ainsi abandonnée au hasard; les mobiles des actions humaines se résolvent dans l'égoïsme; et la religion, sous n'importe quelle dénomination, n'est qu'une forme différente de la superstition. Il est vrai que ses satires s'en prennent moins à un système religieux en particulier qu'à ses vices, mais l'impression faite sur l'esprit n'en est pas moins pernicieuse. *Candide*, un de ses romans philosophiques, fournit un exemple frappant de la manière voltairienne; la thèse d'un complet optimisme dans le monde, sur lequel

il a construit *ce jeu d'esprit*, est certainement insoutenable. Mais l'écrivain français l'attaque par un tel déploiement d'atrocités grossières et hyperboliques, sans l'intervention du moindre palliatif et, par dessus tout, sur un tel ton de persifflage, que si une impression sérieuse reste dans l'esprit, elle ne peut être qu'un scepticisme amer et flétrissant. L'historien oublie rarement ses idées philosophiques pour allumer par une haute et généreuse émotion, l'ardeur du patriotisme ou de l'enthousiasme religieux ; de là son style, toujours gracieux et souvent relevé par les saillies d'un esprit piquant, n'arrive jamais à l'éloquence et au sublime.

On a souvent reproché à Voltaire son manque de fidélité historique ; mais, en réfléchissant sérieusement à la force puissante de ses réflexions et à la variété infinie des questions traitées par lui, nous ne nous hâtons guère d'accueillir cette accusation [1].

Il était souvent imbu des vieilles idées pyrroniennes, et ce défaut, exagéré, comme il l'était chez lui, est presque aussi fatal à l'historien que la crédulité ou la superstition. Ses recherches le conduisirent souvent dans des régions obscures et inexplorées, mais les connaissances qu'il en retira servirent presque toujours uniquement à son dangereux système ; il ressemblait aux génies allégoriques de Milton établissant une route à travers le gouffre du chaos pour que les esprits du mal pussent arriver plus facilement sur la terre.

Voltaire n'amena pas une révolution moindre dans la forme que dans l'esprit de l'histoire ; au lieu de suivre l'or-

[1] Cependant Hallam et Warton, dont l'un s'adonna ardemment à la culture de l'histoire politique et l'autre à celle de la littérature, rendent tous les deux hommage à sa véracité générale.

dre naturel des événements consécutifs, l'ouvrage fut distribué, d'après un *catalogue raisonné,* en parties traitant chacun un sujet et de longues dissertations furent introduites dans le corps de la narration ; ainsi, dans son *Essai sur les mœurs,* un chapitre consacré aux lettres, un autre à la religion, un troisième aux mœurs et ainsi de suite. De la même façon, dans son *Siècle de Louis XIV,* il a relégué toutes les explications sur la politique du gouvernement et les habitudes de la cour dans une partie séparée, à la fin du volume.

Ce système pouvait s'écarter de l'ordre naturel dans lequel les faits se présentent dans le monde où les nombreuses occupations de plaisir et d'affaires, les rayons et les ombres de la vie sont quotidiennement mêlées dans le panorama bigarré de l'existence humaine. Mais cette division artificielle met le lecteur à même d'arriver plus promptement aux conclusions par lesquelles seulement l'histoire est utile, en même temps elle permet à l'écrivain de reproduire avec plus de facilité et de poids ses propres expressions.

Ce système fut ensuite poussé si loin, que Montesquieu, dans *Grandeur et décadence des Romains,* ne donna plus d'importance aux faits historiques que pour autant qu'ils lui fournissaient les développements de ses théories particulières. A la vérité, il chercha fort peu à établir son ouvrage sur la véracité de ces faits, et quand les travaux de Niebuhr ou plutôt de Beaufort eurent renversé presque toutes les fondations de l'ancienne Rome, le livre de Montesquieu resta aussi essentiellement inaltéré dans son crédit qu'auparavant. Les matériaux, qui jadis fournissaient le corps de l'histoire, ne sont plus aujourd'hui que des documents dont on retire l'esprit ; seulement ce n'a pas toujours été l'esprit de la vérité ; le choix arbitraire aussi bien que la disposition

des événements autorisés par la nouvelle méthode ont permis de pervertir facilement les faits pour l'édification des plus incroyables hypothèses.

Le progrès de l'histoire philosophique est particulièrement remarquable dans la Grande-Bretagne où elle semble avoir admirablement cadré avec le caractère sérieux et réfléchi de la nation; les Anglais ont toujours été inférieurs, sous le rapport de la grâce du récit, à leurs voisins les Français; leurs anciennes chroniques ne valent pas celles de ces derniers ou des Espagnols, et leurs histoires les mieux travaillées, jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, ne peuvent en aucune façon soutenir la comparaison avec les illustres modèles de l'Italie. Mais aussitôt après cette époque, divers écrivains se présentèrent et firent preuve d'un ensemble de qualités, d'une érudition, d'un sens critique, d'une puissance de généralisation et d'une sagacité politique sans pareilles dans aucun temps et aucun pays.

L'influence des formes nouvelles de la composition historique fut cependant là comme partout trop fréquemment mise au service des préjugés des sectes et des partis. Des historiens tories et whigs, protestants et catholiques, apparurent successivement et semblaient se neutraliser l'un par l'autre. Les plus respectables traditions furent traitées avec aussi peu d'égards que des contes de nourrice; les statues élevées par l'antiquité furent renversées, et les caractères de monstres que le suffrage général du monde avait voués à l'infamie — un Denis, un Borgia, un Richard III — furent dépeints de telle sorte par ceux que Jovius appelait « les plumes d'or » de l'histoire, que le lecteur, perdu dans un labyrinthe d'incertitudes, fut sur le point de pousser l'exclamation de lord Oxford à son fils : « Oh! ne citez pas l'his-

toire, car je sais qu'elle est fausse! » Il est du reste remarquable que le dernier souverain mentionné, Richard III, dont le nom est devenu un symbole de cruauté, le sujet des ballades et la morale des drames, a été l'objet d'une réhabilitation soigneusement présentée par deux écrivains éminents et du caractère le plus opposé : le brouillon Horace Walpole et le circonspect et consciencieux Sharon Turner. L'apologie de ce dernier se distingue par une précision technique, une sévérité d'examen à propos de l'authenticité des documents, une prudence dans la confrontation des témoignages opposés qui lui donnent un air d'enquête légale. L'histoire semble ainsi suivre la marche d'un procès judiciaire dans lequel l'écrivain fait l'office d'avocat, supprimant avec soin tout ce qui peut parler contre sa partie, se défendant par les plus grands déploiements de preuves qu'il peut trouver, discréditant autant que possible celle de la partie opposée, et, par des interprétations habiles, des déductions ingénieuses, réunissant les arguments les plus plausibles que la cause puisse offrir.

Ce sont là, somme toute, les abus de l'histoire philosophique, et l'étendue peu raisonnable des remarques dans lesquelles nous nous sommes imprudemment laissés aller pourrait nous faire soupçonner de leur donner plus d'attention qu'ils n'en méritent aujourd'hui. Il y a eu peu d'écrivains, n'importe dans quel pays, dont les jugements n'aient été parfois pervertis par les préjugés personnels. Mais c'est un honneur pour les principaux historiens anglais, si parfois ils ont pu être sous l'influence de cette faiblesse humaine, d'avoir dirigé l'ensemble de leurs recherches avec autant d'intégrité que d'impartialité égales; quand ils ont enrichi leurs travaux des produits d'une érudition variée, ils ont su

déduire de ces détails des conséquences de la plus large et la plus pratique application. L'histoire sous leur plume a pu perdre beaucoup de la simplicité primitive et de la vivacité du style qu'elle montra sous les anciens, mais elle a gagné beaucoup plus encore quant à l'ensemble de son utilité scientifique et sous le rapport des leçons de sage philosophie qu'elle a inculquée. Gibbon, plus qu'aucun autre écrivain, représente l'entier développement du nouveau système historique avec ses qualités et ses défauts; sa science était égale à l'étendue de son sujet. Il commence à la civilisation expirante de l'ancienne Rome, continue jusqu'à la période de sa complète résurrection en Italie au xve siècle, et nous fournit, on peut l'affirmer, la lumière destinée à nous guider dans le long intervalle d'obscurité qui sépare le vieux monde du moderne. Le nombre de ses personnages est dans la proportion du temps qu'il embrasse; les Goths, les Huns, les Tartares et toutes les tribus barbares du Nord passent sur la scène avec les habitants plus civilisés du Sud, les Grecs, les Italiens et les intelligents Arabes. Comme la scène se transporte d'un pays à l'autre, nous voyons les populations dépeintes avec les détails de physionomie et la vérité étudiée des costumes qui appartiennent à l'art dramatique; car Gibbon se montra plus habile copiste que beaucoup d'écrivains de son école. Il était en outre très versé dans la géographie, la chronologie, les antiquités, l'esthétique, en somme toutes les sciences subsidiaires de son art. L'étendue de son sujet lui permit de se livrer à ces discussions approfondies, si conformes à l'esprit de l'histoire moderne, sur des questions importantes et de grand intérêt, pendant que ses études premières le mettaient à même d'embellir les détails de ses narrations par les charmes d'une science libérale et élégante.

Que manquait-il à cet écrivain accompli? La bonne foi. Ces défauts étaient précisément du genre de celui dont nous avons parlé plus haut; ses efforts les plus considérables montrent trop souvent le désir de faire tourner la science et la vérité à la défense de systèmes préconçus. On ne peut, en effet, l'accuser d'ignorance ou de manque de soins dans ses recherches; il l'a triomphalement prouvé par sa victoire sur le malheureux Davis; mais son mode déloyal de présenter les arguments aboutit à des résultats aussi mauvais. Dans ses remarquables chapitres sur les *Progrès du Christianisme* qu'il nous annonce « avoir été réduit, par trois révisions successives, d'un lourd volume aux dimensions actuelles, » il a souvent enlevé du texte des détails de nature à jeter beaucoup de crédit sur le caractère de la religion, ou bien il les a relégués dans des notes au bas de la page, tandis que tout ce qui présente un caractère douteux au début de la propagation du christianisme est signalé avec emphase et mis en parallèle avec les plus beaux traits du paganisme. En même temps, par un style insinuant qui en signifie « plus qu'il n'en dit pour l'oreille » il est parvenu à faire naître des soupçons sur la partie qu'il n'osa pas ouvertement attaquer. Il serait facile d'en donner des preuves, si cet article était une place convenable pour le faire; mais nos accusations ne sont pas nouvelles et ont été abondamment développées par d'autres.

C'est par une conséquence de ce scepticisme, que les écrits de Gibbon, comme ceux de Voltaire, ne sont jamais échauffés par un généreux sentiment moral. Le plus sublime de tous les spectacles, celui du martyr qui souffre pour l'amour de sa foi fondée sur la vérité ou l'erreur est contemplée par l'historien avec le sourire ou plutôt avec le dédain de l'indifférence philosophique. Ceci n'est pas seulement de mauvais

goût quand on s'adresse à un auditoire chrétien, mais c'est en outre abandonner volontairement un des moyens des plus puissants de remuer les passions humaines qui ne sont jamais aussi facilement excitées que par les exploits de l'héroïsme persécuté et plein de dévouement.

Bien que Gibbon manquât complétement d'enthousiasme moral, ses écrits sont animés par un style entraînant qui éveille une chaleur correspondante dans l'âme du lecteur; il peut être attribué à son égoïsme, ou, pour être moins sévère, à son ardent attachement à ses études professionnelles et à son ardent amour des lettres. Cet enthousiasme se révèle dans presque toutes les pages de son grand ouvrage et le fait triompher de toutes les difficultés. Ce fait est particulièrement remarquable chaque fois qu'il s'occupe de Rome, l'*alma mater* de la science, dont on peut dire qu'il fut le fils adoptif dès sa première jeunesse. Chaque fois qu'il contemple ses infortunes, il pleure sur elle avec l'amour d'un ancien Romain; et quand il dépeint ses anciennes gloires obscurément entrevues à travers le brouillard de tant de siècles, il le fait avec une si vive précision de pensées que le lecteur, comme le voyageur qui erre dans les ruines de Pompeï, croit contempler les formes originales et les brillantes couleurs de l'antiquité.

C'est à l'égoïsme de Gibbon — dans un sens plus littéral, à sa vanité personnelle — que peuvent être attribués quelques-uns des défauts particuliers dont son style est entaché; l'historien « *De la décadence et de la chute* » oublie trop souvent sa propre importance pour celle de son sujet. La valeur qu'il attache à ses travaux personnels se montre par la dignité bouffie de ses expressions et par l'ostentation des ornements qui contrastent d'une façon assez ridicule avec les questions

sans importance et les lieux communs à propos desquels ils sont employés dans le courant de son livre. Il ne procède jamais avec cette allure franche et aisée de la nature, mais semble bondir de paragraphe en paragraphe par une succession d'efforts disgracieux et convulsifs. Il affectait, comme il nous le dit, la raillerie légère et joyeuse de Voltaire; mais sa pesante imitation du mordant écrivain français peut nous rappeler, pour employer une comparaison familière, l'âne de la fable d'Ésope qui sautait sur son maître pour imiter les gambades légères du chien. Les deux premiers volumes de l'histoire de Gibbon furent écrits dans une forme comparativement simple et dépouillée d'affectation, parce qu'il doutait de la faveur publique; en réalité, son style fut grandement goûté par les critiques les plus capables de ce temps, comme Hume, Joseph Warton et d'autres; on peut le voir par leur correspondance. Mais quand il eut connu la douceur des applaudissements populaires et qu'il eut été couronné comme l'historien de cette époque, son importance croissante devint visible par la pompe et la magnificence de ses manières. Cependant, même par la suite, quand un sujet s'adapte à son style et que sa nature flegmatique est échauffée par les émotions généreuses dont il est quelquefois susceptible, il revêt ses idées des formes les plus splendides et les plus imposantes que l'on puisse trouver dans la langue anglaise.

Les plus remarquables monuments du système historique moderne qui aient paru dans la Grande-Bretagne pendant ce siècle sont les écrits de M. Hallam, dans lesquels l'orateur, écartant à peu près tout ce qui pouvait leur donner une forme purement narrative, essaie de fixer l'attention de ses lecteurs sur les détails plus importants de la politique con-

stitutionnelle, subordonnant l'immense ensemble de ses matériaux à cet objet.

Tandis que l'histoire a été rédigée à peu près suivant les mêmes principes en Angleterre pendant le dernier siècle, une nouvelle route a été ouverte en France, ou plutôt un essai a été fait dernièrement pour rentrer dans l'ancienne. M. De Barante, écrivain aussi estimable comme critique littéraire que comme historien, considère, dans les remarques préliminaires de son *Histoire des ducs de Bourgogne*, les imitations modernes de compilations comme manquant complétement de la vivacité et de la fraîcheur de leurs originaux; elles imposent au lecteur une opinion au lieu de la faire naître en lui, et pendant que les anciens chroniqueurs, en dépit de leur langage informe et tombé en désuétude, sont toujours lus avec délices, les récits des premiers sont secs, languissants et sans intérêt; il propose en conséquence de rester exactement fidèle aux originaux, d'extraire tel qu'il est l'esprit de leurs ouvrages, sans affection cependant de leur style ancien, et de présenter des peintures aussi vives et aussi vraies que possible des temps que l'on décrit, sans entraver le travail par aucune discussion ou réflexion personnelle. Le résultat de cette théorie a été un ouvrage en onze volumes, lequel, malgré ses dimensions, est déjà arrivé à sa quatrième édition.

Les deux dernières productions de notre compatriote, M. Irving, tombent évidemment dans la classe de l'histoire narrative. Il semble particulièrement apte à ce genre par la tournure de son talent, sa perception fine de la beauté morale et matérielle, son habileté à distinguer les plus légères nuances de caractère et à dérouler une série d'événements de façon à maintenir un vif intérêt chez le lecteur,

enfin par sa *lactea ubertas* d'expressions qui lui donne une vive éloquence même dans les sentiments les plus vulgaires. Si la *Vie de Colomb* eût été écrite par un historien d'une autre école que celle dont nous avons parlé, il se fût étendu avec la plus grande complaisance sur le système adopté par Ferdinand et Isabelle pour l'administration des colonies et l'organisation du commerce ; il n'eût pas négligé de discourir sur une question — quelque peu usée, à la vérité — mais aussi si importante que celle des conséquences morales et politiques de la découverte de l'Amérique; cet écrivain n'eût pas voulu, dans une relation de la conquête de Grenade, omettre de recueillir les particularités qui peuvent jeter quelque lumière sur le génie, les institutions sociales et la politique des Arabes d'Espagne. Mais tous ces développements, bien que convenables dans une histoire philosophique, eussent été complétement déplacés dans le livre de M. Irving et auraient pu troubler d'une façon désagréable l'harmonie générale de son plan.

M. Irving a rarement choisi un sujet mieux approprié à son talent que la conquête de Grenade. A la vérité, il était à peine possible pour une nature brillante et impressionnable comme la sienne de rester aussi longtemps au milieu des débris de la magnificence mauresque dont l'Espagne est couverte, sans s'intéresser à la fortune d'un peuple dont la mémoire est presque passée à l'oubli, mais qui a conservé « la flamme sacrée » quand elle était presque éteinte dans toute la chrétienté, et dont l'influence sur la civilisation de l'Europe moderne est encore visible. Ce n'était cependant pas une chose facile que de composer une histoire satisfaisante et authentique des Arabes, bien que le nombre de leurs historiens cités par d'Herbelot et Casiri, semble avoir

dépassé celui des chroniqueurs de toute nation européenne. Les gouvernements despotiques de l'Orient n'ont jamais été propices à cette indépendance d'opinion si essentielle aux écrits historiques : *ubi sentire quæ velis et quæ sentias dicere licet.* Leurs compilations nombreuses, chargées de détails frivoles et encombrants, sont trop souvent dépouillées de la séve et de la vitalité de l'histoire.

Les institutions sociales et morales des Arabes d'Espagne éprouvèrent des modifications considérables, par suite de leurs longues relations avec les Européens, et elles offrent au chroniqueur un vaste champ de recherches qu'on ne pourrait trouver dans une autre contrée musulmane. Malgré cela, les savants castillans, jusqu'à ces derniers temps, ont fait peu de choses pour élucider les antiquités nationales de leurs frères sarrazins; les plus nombreux travaux sur leurs annales politiques, jusqu'aux publications posthumes de Conde, ont été tirées des passages que M. Cardonne a traduits des manuscrits arabes de la bibliothèque de Paris (1).

Les plus intéressantes périodes de la domination des Sarrasins en Espagne sont celles des gouvernements des Omeyades de Cordoue, entre l'année 755 et 1030, et celle du royaume de Grenade s'étendant depuis la moitié du XIII[e] siècle jusqu'à la fin du XV[e]. La phase intermédiaire n'offre qu'un spectacle d'inextricable anarchie. La première de ces époques fut celle où les Arabes atteignirent le comble de l'opulence

[1] Depuis que cet article a été écrit, la lacune indiquée dans le texte a été comblée par la traduction anglaise des « *Mohammedan Dynasties* » de Al Makkari, accompagnée de nombreuses notes et explications de Don Pascual de Gayangos, savant à qui son goût éclairé a permis de rectifier plusieurs erreurs de ses laborieux prédécesseurs et dont la grande science orientale a jeté beaucoup de lumière sur l'histoire politique et littéraire des Arabes d'Espagne.

et de la puissance et où leurs lumières générales forment un contraste frappant avec la barbarie profonde du reste de l'Europe; mais ce fut aussi celle où leur caractère, encore peu affecté du contact des Espagnols, conservait un grand nombre de ses traits asiatiques. Elle n'a cependant jamais été regardée par les savants de l'Europe comme étant d'un intérêt supérieur dans leur histoire, et n'a jamais non plus été choisie, à notre connaissance, comme sujet de production romanesque. Quand, au contraire, leur territoire fut réduit dans les limites de Grenade, les Mores se soumirent insensiblement à l'influence dominante de leurs voisins chrétiens. Leurs annales, en ce temps, abondent en passages d'une beauté et d'un intérêt peu communs. Leurs guerres furent signalées par des prouesses individuelles et des aventures chevaleresques, et dans les intervalles de paix ils se livraient à toute la licence des rêveries luxurieuses. Leur caractère en conséquence, mêlant toutes les particularités de la civilisation orientale et européenne, présente un très beau sujet d'étude au poète et au romancier. Ces phases, pour ce motif, ont été grandement explorées par les Espagnols et n'ont pas été complétement désertées par les écrivains des nations étrangères. Florian, dont les sentiments comme le style semblent flotter toujours entre les régions de la prose et de la poésie, a tiré de l'histoire de ce peuple son roman populaire, *Gonsalve de Cordoue;* elle est aussi le sujet d'un poème épique italien intitulé : *Il conquieta di Granada*, par Girolamo Gratiani de Florence, très goûté par ses compatriotes. Cette question, avant l'apparition du livre de M. Irving, n'avait été traitée par aucun écrivain éminent dans la langue anglaise, au point de vue soit du roman, soit de l'histoire.

La conquête de Grenade dans laquelle s'est limité M. Irving, si désastreuse pour les Mores, fut une des plus brillantes entreprises, de la plus brillante période de l'histoire d'Espagne. Rien n'est plus ordinaire que les éloges exagérés de l'antiquité, « des bons vieux temps, » dont les traits les plus rudes, comme ceux d'un paysage sauvage, perdent leur aspérité à distance. Mais, la période dont nous parlons, et qui embrasse le règne de Ferdinand et d'Isabelle — la fin du xve et le commencement du xvie siècle — fut certainement celle où la nation espagnole déploya l'entièreté de son énergie morale et physique, lorsque sortant de la licence du jeune âge, elle semblait avoir atteint la virilité et le complet développement de ces facultés, dont l'exercice exagéré devait être bientôt suivi par l'épuisement et la décrépitude prématurée.

Ceux des Espagnols qui, en se retirant dans les montagnes du Nord, échappèrent à l'inondation effrayante des Sarrazins au commencement du viiie siècle, continuèrent à respecter les libres institutions de leurs ancêtres gothiques. Le « *Fuero zuzgo,* » l'ancien code visigoth fut toujours conservé par les peuples de la Castille et de Léon; il a fourni, on peut l'affirmer, la base de leur législation postérieure, tandis que dans l'Aragon, la ruine de la monarchie primitive ouvrit la route à une forme de gouvernement encore plus libérale et plus équitable. L'indépendance du caractère national ainsi alimentée par les institutions particulières à ces petits États fut encore augmentée, dans la suite, par l'effet des circonstances et de leur situation. Les guerres interrompues avec les infidèles, — la nécessité de leur arracher pied à pied le sol qu'ils avaient conquis, — demandaient le concours actif de toutes les classes de la commu-

nauté et donnèrent à la masse du peuple une intrépidité, une importance personnelle et un développement de ses priviléges sans exemple dans les autres parties de l'Europe. Les communes libres acquirent des portions considérables du territoire reconquis avec les droits de juridiction sur eux; elles envoyèrent leurs représentants aux Cortès, environ un siècle avant que les priviléges identiques ne fussent octroyés aux villes d'Angleterre. Les paysans eux-mêmes, si ravalés à cette époque dans tout le reste de l'Europe, prirent pendant un pareil état de choses, une dignité et une importance délibérée, que l'on retrouve encore aujourd'hui dans leurs manières. Ce fut dans cette classe, que pendant la dernière invasion des Français, on vit renaître, plus brillante, la flamme du patriotisme antique, quand elle semblait presque éteinte dans le cœur des nobles dégénérés.

Les sentiments religieux qui les animaient dans leurs guerres contre les infidèles leur inspirèrent un enthousiasme élevé, et la façon irrégulière dont se passaient ces luttes, fournirent des sujets abondants aux poètes populaires dont l'action est si grande sur les passions des masses. *Le poème du Cid* qui parut, d'après Sanchez, avant le milieu du XII[e] siècle, contribua grandement à rappeler les souvenirs internationaux les plus exaltés, et à tenir en haleine le feu généreux du patriotisme. Cette influence n'est nullement chimérique. Heeren affirme que « les poèmes d'Homère ont été le principal lien qui unissait les États de la Grèce, » et chacun sait l'empire exercé sur les paysans écossais par leurs ménestrels des frontières. De nombreux faits pourraient être cités, démontrant la vénération conservée universellement par les Espagnols pour le héros favori de leur histoire et de leurs romans, alors même qu'ils étaient divisés en

autant de provinces ennemies que l'ait jamais été la Grèce. Mariana rapporte, entre autres faits, qu'un roi de Navarre, faisant une incursion dans la Castille, un siècle environ après la mort du grand guerrier, emportait un riche butin, quand il vit venir à lui l'abbé d'un couvent voisin qui, suivi de ses moines, portait l'étendard du Cid et le supplia de rendre aux habitants les biens qu'il leur avait ravis. Ce monarque touché à la vue de la relique sainte, après avoir satisfait à sa demande, escorta la bannière en procession solennelle avec toute son armée, jusqu'à l'endroit où elle était ordinairement déposée.

Pendant que ces circonstances concouraient à donner une élévation peu commune au caractère des anciens Espagnols, même dans les plus humbles classes, et que la prérogative royale était plus précisément et plus étroitement limitée que chez toutes les autres nations de la chrétienté; l'aristocratie étendait insensiblement ses priviléges et jetait les fondations d'une puissance qui bientôt devait porter ombrage à celle de la couronne, et fut sur le point de renverser les libertés publiques. Outre les exigences de cet ordre dans les gouvernements féodaux (il n'y a cependant pas raison de croire que le système de la féodalité soit arrivé en Castille au point qu'il atteignit certainement dans l'Aragon) il jouissait en Espagne du droit légal de se délier du serment de fidélité envers le souverain, en lui envoyant une déclaration formelle de cette renonciation, et le monarque n'en était pas moins obligé, pendant que les nobles continuaient à vivre dans cet état de rébellion, de pourvoir à la sécurité de leurs propriétés et de leurs familles. Ces dispositions anarchiques ne restèrent pas à l'état de lettre morte; on trouve des exemples répétés de leur désastreuse application dans les histoires de l'Aragon et

de la Castille. Les longues minorités qui désolèrent ce dernier pays contribuèrent beaucoup aussi à augmenter les immunités exorbitantes des ordres privilégiés, et la terrible révolution qui, en 1368, plaça la maison des Trastamare sur le trône, diminuant les revenus et en conséquence l'autorité de la couronne, ouvrit la voie aux désordres affreux qui bouleversèrent le royaume pendant tout le siècle suivant. Alonzo de Palencia, chroniqueur contemporain, s'étend avec chagrin et minutie sur les calamités de cette malheureuse époque, pendant laquelle le pays était partagé entre les factions de la noblesse, le souverain ouvertement méprisé, l'autorité communale traînée dans la boue, la cour transformée en lieu de débauche, le trésor réduit à la banqueroute, la foi publique devenue un jouet et la morale privée trop audacieusement relâchée pour prendre même le voile de l'hypocrisie.

L'administration de Ferdinand et d'Isabelle pouvait seule sauver l'État dans des jours pareils; elle opéra en réalité un changement aussi magique dans la face des choses, qu'aurait pu le faire la baguette enchantée des contes de l'Orient. Leur règne présente un aspect d'autant plus glorieux par le contraste de la période turbulente qui le précéda, comme le paysage brille d'un éclat redoublé quand le soleil a dissipé l'orage. Nous indiquerons brièvement les traits principaux de la politique par laquelle s'exécutèrent ces changements.

Les souverains obtinrent d'abord des Cortès un acte qui les autorisa à reprendre les dons inconsidérés faits par leurs prédécesseurs; par ce moyen, une immense augmentation de revenus gaspillés par des favoris indignes fit retour au trésor royal : on força un grand nombre de nobles à abandonner à la couronne certaines possessions acquises par la

force ou par intrigue pendant les jours de la précédente anarchie. Le fils du brave marquis, duc de Cadix, que le lecteur a pu parfaitement apprécier par l'ouvrage de M. Irving, fut dépouillé de son patrimoine de Cadix et obligé de l'échanger contre l'humble territoire d'Arcos dont la famille a depuis tiré son nom. Par toutes ces mesures, les revenus du gouvernement, à la mort d'Isabelle, avaient acquis douze fois la valeur de ce qu'ils étaient à son avénement au trône. Les souverains réorganisèrent l'ancienne institution de la « Hermandad » — compagnie toute différente sous leur règne de la « sainte Confrérie » dont il est parlé dans Gil-Blas. Chaque centurie de propriétaires fut obligée d'équiper et d'entretenir un cavalier à frais communs. Ce corps fournit une police vigilante pour les éventualités civiles et un renfort utile en temps de guerre; il était principalement destiné à réprimer les révoltes et les désordres soulevés par la noblesse. Ferdinand et Isabelle s'attachèrent à abolir le droit et l'usage des guerres entre particuliers, invoqué par les ordres élevés qui furent contraints dans toute occasion de porter leurs plaintes devant les tribunaux constitués. Le trait capital de leur politique consiste dans le contre-poids donné à l'autorité de l'aristocratie par le sage développement de la puissance des communes. Parmi les diverses réunions de la législature nationale ou des Cortès, tenus pendant ce règne, il n'y a pas d'exemple d'une cité ayant perdu son droit formel d'y envoyer ses représentants; le fait s'était souvent présenté sous les monarques précédents qui, par négligence ou par politique, s'abstenaient de les convoquer.

Il serait oiseux d'entrer dans tous les détails du système adopté par Ferdinand et Isabelle pour la régénération des

institutions gouvernementales, des mesures prises pour l'encouragement de l'industrie, de l'organisation d'une armée nationale et d'une forte marine, de la tenue sévère qu'ils imposèrent à une cour corrompue, de l'économie soigneuse avec laquelle ils administrèrent les dépenses publiques et du magnifique patronage donné par eux, ou plutôt par leur aumônier le cardinal Ximenès, — qui fut le plus éclairé des dévots, — aux sciences et aux lettres. En somme, leurs sages règlements n'apportèrent pas simplement un remède aux abus du passé, mais eurent pour résultat d'éveiller l'énergie latente du caractère espagnol et de construire sur cette excellente base, une forme de gouvernement capable d'assurer au pays la paix à l'intérieur et de lui permettre de se lancer dans son ambitieuse carrière de découvertes et d'agrandissement.

Les résultats répondirent pleinement à la sagesse des dispositions. La première série des brillantes entreprises fut la conquête du royaume maure de Grenade — de ces belles et riches parties de la Péninsule, dernière retraite des infidèles qui les avaient tenues pendant près de huit siècles. Cette expédition, jointe à l'occupation subséquente de la Navarre par l'artificieux Ferdinand, consolida les diverses principautés de l'Espagne en une monarchie dont les frontières, étendues à leurs limites actuelles, élevèrent le pays d'une position inférieure au degré de grande puissance européenne. Les guerres d'Italie, sous le commandement du Grand Capitaine, lui procurèrent l'annexion glorieuse, mais moins utile de Naples, et fournirent cette infanterie invincible avec laquelle Charles-Quint pu dicter des lois à l'Europe pendant près d'un demi-siècle. Enfin, comme si l'ancien monde n'était pas un théâtre suffisant pour l'ambition

de l'Espagne, Colomb en donna un nouveau au royaume de Castille et de Léon.

Telle fut la situation du pays sous ceux qu'on appelle « les Rois catholiques. » C'était l'époque de l'espérance et des entreprises de la jeunesse; la nation semblait retrouver son ancienne vigueur et, comme un géant, se préparait à prendre sa course. L'Espagnol moderne qui jette les yeux sur le long intervalle qui s'est écoulé depuis et dans la première moitié duquel la nation sembla se détruire de ses propres mains par des plans d'ambition perverse et de fanatisme cruel, pour tomber plus tard dans un état de torpeur et de paralysie, — l'Espagnol, disons-nous, qui jette un œil affligé sur cet intervalle lugubre doit se reporter avec satisfaction à la fin du xve siècle, la plus glorieuse époque des annales de sa patrie.

C'est à ce moment que M. Irving nous introduit dans son dernier ouvrage et si son esquisse du Castillan a quelque chose de légèrement romanesque et même paraît invraisemblable à ceux qui le comparent avec l'Espagnol d'aujourd'hui, on doit se rappeler qu'il a simplement ranimé les couleurs pâlies de la grande toile de l'histoire. Mais il est temps que nous terminions cette longue digression, dans laquelle nous sommes entré par le désir de présenter avec plus de relief certains traits de la situation et de l'esprit de la nation pendant la période dont M. Irving à tiré les éléments de sa dernière ou plutôt de ses deux dernières publications.

L'auteur de la *Chronique de Grenade* n'a emprunté que peu de choses aux autorités arabes. Conde et Cordonne n'ont pas consacré plus de cinquante à soixante pages à ce sujet humiliant, mais d'amples emprunts ont été faits à la pro-

lixité des écrivains castillans. Les Espagnols peuvent présenter une succession de chroniques depuis l'époque de la grande invasion des Sarrazins; celles d'une époque reculée, écrites en latin barbare, sont passablement stériles et incomplètes; mais depuis le milieu du XIII[e] siècle, le fleuve de l'histoire coule large et limpide, et les annales écrites pendant ce bel âge possèdent une richesse et une variété pittoresque d'événements qui leur donne une valeur inestimable comme ensemble de documents authentiques. Le règne de Ferdinand et d'Isabelle fut surtout fertile en monuments de ce genre. L'histoire dès lors, comme les autres branches de la littérature, semble passer par un état de transition; en même temps que les anciens costumes admettent insensiblement dans leurs formes les modes des temps modernes, la narration commence à tempérer la légèreté de ses grâces par un ton de réflexion grave et philosophique.

Nous énumèrerons sommairement quelques-unes des sources remarquables auxquelles M. Irving a puisé ses documents de la *Conquête de Grenade*. Les premières sont des lettres de Pierre Martyr, savant italien, qui, accompagnant son ambassadeur en Espagne et ayant été introduit à la cour d'Isabelle, fut employé par cette souveraine à diverses missions importantes : il assista en personne à plusieurs expéditions militaires. D'après ses lettres, il souriait souvent en pensant à l'idée qu'il avait eue d'échanger sa plume contre un sabre, et en même temps ses raisonnements sur les événements qui se passent devant lui sont ceux d'un savant plutôt que d'un soldat et forment par leur élévation morale un contraste singulier avec les récits affreux de sang versé et de batailles. La seconde autorité est la *Chronique de Bernaldez*, digne ecclésiastique de ce temps, dont le volumi-

neux manuscrit, comme ceux de beaucoup d'autres écrivains supérieurs, est encore enfoui dans la poussière d'une bibliothèque espagnole, sans avoir été admis aux honneurs de l'impression.

Des copies en ont souvent été faites et répandues; c'est un des mémoires les plus naïfs et les plus loquaces des temps antiques; rempli de faits curieux et de lieux communs racontés d'une façon passablement prolixe, mais non sans un intérêt considérable. Le témoignage de cet écrivain gagne une valeur particulière à cause de la proximité de sa résidence en Andalousie des lieux qui étaient le théâtre de la guerre; son style coule avec cette religieuse loyauté dont M. Irving a libéralement assaisonné les effusions de Fra Antonio Agapida. Hernando del Pulgar, autre historien contemporain, était le secrétaire et le conseiller de Leurs Majestés Catholiques, et avait été nommé par eux aux fonctions de chroniqueur national, emploi familier aux cours de Castille et d'Aragon; dans ce dernier pays, il a été occupé par plusieurs historiens distingués. Pulgar résida longtemps à la cour; sa connaissance pratique des affaires, l'accès que lui donnait sa position officielle aux meilleures sources d'informations, l'ont mis à même de faire de son ouvrage une riche compilation de faits relatifs aux ressources générales du gouvernement, à sa politique, à son administration et plus particulièrement à la direction de ses opérations militaires à la fin de la guerre de Grenade dont il fut le témoin oculaire. Cette période a en outre été illustrée par les travaux des historiens les plus remarquables de la Castille et de l'Aragon, Mariana et Zurita, dont le récit finit avec elle; le dernier a écrit la *Vie de Ferdinand* en deux volumes *in-folio.* Seulement M. Irving a puisé en outre des lumières subsi-

diaires dans des sources d'une célébrité inférieure qui ne jouissent pas moins d'un crédit parfait. Nous dirons donc en forme de conclusion que, malgré une certaine couleur dramatique dont est empreinte parfois la chronique de Fra Agapida et la forme romantique de son style qui, suivant le mot de Cicéron, semble « couler de la lèvre même des muses, » nous pouvons la recommander comme une relation authentique de l'une des plus intéressantes, et, en ce qui concerne les savants anglais, de l'une des parties les plus neuves de l'histoire espagnole.

TABLE DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE XVI.

MORT D'ISABELLE.

CHAPITRE XVII.

RÉGENCE DE FERDINAND.

CHAPITRE XVIII.

MALADIE ET MORT DE CHRISTOPHE COLOMB.

CHAPITRE XIX.

RÈGNE DE PHILIPPE Ier.

CHAPITRE XX.

RETRAITE DE GONSALVE DE CORDOUE.

CHAPITRE XXI.

GUERRE D'AFRIQUE.

CHAPITRE XXII.

GUERRE D'ITALIE.

CHAPITRE XIII.

CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

CHAPITRE XXIV.

MORT DE FERDINAND.

CHAPITRE XXV.

RÉGENCE DE XIMENÈS.

CHAPITRE XXVI.

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LE RÈGNE DE FERDINAND ET D'ISABELLE.

APPENDICE

FIN.

EN VENTE CHEZ LES MÊMES

V. HUGO. Les misérables.

1re partie, *Fantine*. — 2 v. — 12 fr.
2e » *Cosette*. — 2 v. — 12 fr.
3e » *Marius*. — 2 v. — 12 fr.
4e » *L'idylle rue Plumet et l'épopée rue Saint-Denis*. — 2 v. — 12 fr.
5e » *Jean Valjean*. — 2. v. — 12 fr.

HISTOIRE.

Collection des grands historiens.

G. BANCROFT. Histoire des États-Unis d'Amérique, 6 vol. in-8°. 5 fr. le vol.

PRESCOTT. Histoire du règne de Philippe II. — 5 v. in-8°. — 25 fr.

Histoire de Ferdinand et d'Isabelle — 4 vol. in-8°. — Prix 20 fr.

Histoire de la Conquête du Pérou. — 3 vol. in-8°. — Prix 15 fr.

Histoire de la Conquête du Mexique. — 3 vol. in-8° avec gravures. — 18 fr.

Essais et mélanges historiques et littéraires. — 2 vol. in-8°.

WASHINGTON IRVING. Histoire et légende de la Conquête de Grenade. 2 vol. in-8°. — 10 fr.

Vie et voyages de Christophe Colomb. 3 vol. in-8°. — 15 fr.

MOMMSEN. Histoire romaine.

PEEL (SIR ROBERT). Mémoires. 2 vol. in-8°. — Prix 10 fr.

J. SCHMIDT. Histoire de la littérature francaise depuis 1789 jusqu'à nos jours. 6 vol. in-8°.

G. GROTE. Histoire grecque.

HERDER. Philosophie de l'histoire de l'humanité. 3 v. in-8°. 15 fr.

EMERSON. Les représentants de l'humanité. 1 v. chr. 3 fr. 50 c.

XAVIER EYMA. La République américaine. — Les institutions, les hommes. — 2 beaux et forts vol. in-8°. — Prix 12 francs.

Les 34 étoiles de l'Union américaine. (Histoire des 34 Etats de l'Union et des territoires.) — 2 vol. in-8°. — Prix 12 francs.

A. BORGNET, professeur à l'université de Liége. Histoire des Belges à la fin du XVIIIe siècle. 2 vol. in-8°, 2e édit. — 10 fr.

ALFRED BOUGEART. *Danton*. Documents authentiques pour servir à l'histoire de la révolution francaise. in-8°. 7 fr. 50.

THÉODORE JUSTE. Histoire du Congrès national de Belgique. 2e édition. — 2 vol. charpentier.

Les Pays-Bas sous Charles-Quint. Vie de Marie de Hongrie, 2e édition. 1 vol. charpentier.

Souvenirs diplomatiques du XVIIIe siècle. Le comte de Mercy-Argenteau. 1 vol. charpentier. — 3 fr. 50 c.

Le comte d'Egmont et le comte de Hornes. 1 vol. in-8°. — 6 fr.

F. LAURENT. Van Espen. Étude sur l'Eglise et l'Etat. — 1 vol. charpentier. Prix 3 fr. 50 c.

Etudes sur l'histoire de l'humanité. 8 tomes à 7 fr. 50 c. le vol.

P. DE MARNIX. Ecrits politiques et historiques. 1 v. in-8°. 4 fr.

Correspondance et Mélanges. — 1 fort vol. in-8°. — Prix 5 fr.

E. VAN BRUYSSEL. Histoire de la marine et du commerce en Belgique. — 3 beaux vol. in-8°.

J. L. MOTLEY. Fondation de la République des Provinces-Unies. — La Révolution des Pays-Bas au XVIe siècle. — 8 demi-volumes in-8°. — Prix 16 francs.

CH. POTVIN. Albert et Isabelle (leur règne). 2 v. in-8°. 7 fr.

Dr G. WEBER. Histoire universelle. 10 vol. charp.

VOYAGES ET DESCRIPTION DE PAYS

H. BARTH (Le docteur). Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale. — 4 beaux vol. in-8° avec gravures, portrait, chromo-lithographies et carte. — Prix 24 fr.

CHINE CONTEMPORAINE (LA). Mœurs, description du pays, histoire, etc. — 2 v. charp. — 7 fr.

J. FROEBEL. A travers l'Amérique. 3 v. chr. — Prix 10 fr. 50 c.

PHILOSOPHIE ET RELIGION.

P. LARROQUE. Examen critique des doctrines de la religion chrétienne. — 2 beaux vol. in-8°. — Prix 15 francs, 2e édition.

Rénovation religieuse. — 1 vol. in-8°. — Prix 7 fr., 2e édit.

La guerre et les armées permanentes. — 1 vol. in-8°. — Prix 5 fr.

PHILIPPE DE MARNIX. Le tableau des différends de la religion. — 4 vol. in-8°. — Prix 16 fr.

De Bijenkorf. (La ruche à miel de l'Eglise romaine.) 2 v. in-8°. 7 fr.

C. H. DE SAINT-SIMON. Œuvres, précédées d'un essai sur sa doctrine, avec portrait et lithographie. 3 vol. charp. — 10 fr. 50 c.

P. J. PROUDHON. Théorie de l'impôt. Mémoire couronné au concours ouvert à Lausanne en 1860, par le Congrès. 1 vol. charpentier. — 3 fr. 50 c.

La guerre et la paix. Recherches sur le principe et la constitution du droit des gens. 2 v. in-18. 7 fr.

P. RENAND. Identité des origines du christianisme et du paganisme. 1 fort vol. in-8°. — 6 fr.

F. VOITURON. Recherches philosophiques sur les principes de la science du beau. 2 vol. in-8°.

LITTÉRATURE ET BEAUX-ARTS.

G. BANCROFT. Essais et Mélanges, 1 vol. in-8°. — Prix : 5 fr.

A. CASTELNAU. Zanzara. Études sur la renaissance en Italie. Roman historique. — 2 vol. format charpentier. — Prix 7 fr.

C. L. CHASSIN. A. Petœfi. Le poète de la révolution hongroise. — 1 vol. charp. — 3 fr. 50 c.

NIBELUNGEN (Le Poème des), traduction par Emile de Laveleye. 1 fort vol. in-12. 3 fr. 50

GRÉTRY. Mémoires ou Essais sur la musique, suivis de mélanges. — 2 vol. format charpentier.

A. DE HUMBOLDT. Correspondance avec Varnhagen von Ense et autres contemporains célèbres. — 1 beau et fort vol. in-12. 5 fr.

Le même ouvrage. — 1 vol. in-8° avec portrait. — 6 francs.

ALBERT LACROIX. De l'influence de Shakspeare sur le théâtre francais jusqu'à nos jours. Ouvrage couronné. — 1 vol. grand in-8°. — Prix 5 francs.

G. W. CURTIS. Rêveries d'un homme marié. 2 v. in-32. 3 fr. 50 c.

LIGNE (Prince Charles de). Œuvres historiques, littéraires, poétiques, dramatiques, mélanges, etc. — 4 vol. charp. — 14 fr.

Mémoires, suivis de Pensées. — 1 vol. charpent. — Prix 3 fr. 50 c.

NOUVELLES CALABRAISES par B. Miraglia. — 1 v. chr. 3 fr. 50 c.

LE ROMAN DU BRUANS Poëme. — 1 vol. charp. — 3 fr. 50 c.

G. H. AUBERTIN. Grammaire moderne des écrivains français. 1 vol. in-8° compacte. — 6 fr.

J. A. CROWE et G. B. CAVALCASELLE. Les anciens peintres flamands, leur histoire et leurs œuvres. 2 vol. in-8°, ornés des mêmes planches que l'édition originale anglaise. — 15 fr.

KLENCKE. Le Panthéon du XIXe siècle (Vie d'Alexandre de Humboldt), traduit de l'Allemand par Burgkly. 1 vol. charp. 3 fr. 50 c.

A. SIRET. Dictionnaire des peintres, par ordre alphabétique. 2e édition corrigée et améliorée. — 1 vol. gr. in-8° à 2 colonnes de 1,000 à 1,200 pages.

POLITIQUE, DROIT, ÉCONOMIE POLITIQUE ET SCIENCES.

CH. MAYNZ. Eléments de droit romain. 3 vol. in-8°. — 24 francs.

G. DE MOLINARI. Questions d'économie politique et de droit public. — 2 vol. in-8°. 10 fr.

Cours d'économie politique. 2 vol. in-8°.

Lettres sur la Russie. — 1 v. ch.

CH. LE HARDY DE BEAULIEU. Traité élementaire d'économie politique. — 1 vol. 4 fr.

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES. Statuts, discours, rapports, documents divers, programme des études, bibliographie, etc. — 1 vol. charp. — 5 fr.

BIBLIOTHÈQUE DU PEUPLE ET DES ÉCOLES.

OTTO HUBNER. Petit manuel populaire d'économie politique. In-12. — 2e édition. — 1 fr.

BOICHOT. Petit traité de connaissances à l'usage de tous. 1 vol. in-12 avec de nombreuses gravures sur bois.

A. de HUMBOLDT. Résumé du Cosmos. In-18. — 75 cent.

Divers ouvrages à l'usage du peuple et de la jeunesse sont sous presse pour cette collection.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 06722 8307

